(1)

(N° 62.)

Chambre des Représentants.

INDEX.

	Pages.
Rapport fait, au nom de la Commission, par M. Versteylen	1
Texte du projet de loi et des amendements proposés par la Commission .	38
Annexe : Note de M. Harzé	67
Note de minorité par M. Denis	I
Annexes à la note de minorité	LXXXIII
Amendements proposés par M. Denis.	CXXXIX

Tableau des sondages.
Huit diagrammes de M. Denis.

(1)

(N° 62)

Chambre des Représentants.

Séance du 25 Janvier 1906.

1° Projet de loi complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines (1);
2° Proposition de loi modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières (2).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (3), PAR M. VERSTEYLEN

Messieurs,

La proposition de loi de MM. Denis et Vandervelde, déposée le 9 avril 1902, tend à consacrer deux principes qui, s'ils étaient adoptés, rendraient inutile, comme étant sans objet, le projet de loi du Gouvernement déposé le 7 février 1905.

En effet, si le principe de la domanialité avec, comme conséquence, l'exploitation par l'État, devait être reconnu par la Chambre et sanctionné par une loi. il en résulterait que toute nouvelle concession de mines, faisant passer dans le domaine privé les richesses minérales, serait suspendue et les modifications proposées aux concessions ne répondraient à aucune réalité.

« Notre projet », disent les auteurs dans les développements de leur proposition de loi, « notre projet implique l'élimination définitive du principe » de la *fiction maintenue* dans l'article 552 du Code civil et du système légal » dont Napoléon a tracé les lignes maîtresses au conseil d'État : « *Il faut* » *d'abord poser clairement le principe que la mine fait partie de la propriété*

(1) Projet de loi, n° 77 (session de 1904-1905).

(2) Proposition de loi, n° 115 (session de 1901-1902).

(3) La Commission, présidée par M. Nerincx, était composée de MM. Cartuyvels, Dallemagne, A. Delbeke, Denis, Dewandre, Hubert, Renkin et Versteylen.

» *de la surface.* On ajoutera que, cependant, elle ne peut être exploitée qu'en » vertu d'un acte de concession. » L'accession du fond à la surface, con- » damnée par l'évolution du droit, est inintelligible à l'égard d'un nouveau » domaine souterrain dont la découverte même n'est en rien due au travail » des propriétaires. Il ne faut plus que l'intervention de l'État consiste uni- » quement *à disposer des mines* pour les faire passer dans le domaine » privé. »

Et plus loin : « Si l'assimilation de la concession à la propriété indivi- » duelle correspondait à la conception individualiste de la société en 1810, » la domanialité est devenue l'expression la plus nette de l'intérêt social au » sens le plus élevé. »

Qu'est-ce à dire? L'État doit-il être considéré comme le propriétaire initial des mines? L'État donnant une concession a-t-il simplement faire acte de propriétaire disposant de son bien? Mais alors quels sont les droits du propriétaire de la surface?

Il importait, avant tout, de trancher ces questions. La commission spéciale a voulu les discuter avant d'aborder l'examen du projet du Gouvernement.

Quel serait le fondement naturel du droit de l'État?

Il n'est pas inventeur; ni les individus qui forment la collectivité, ni les autorités qui gouvernent ces individus n'ont posé un acte générateur du droit de propriété. Pourquoi, dès lors, l'État serait-il propriétaire des mines? Et s'il est propriétaire des mines, pourquoi ne le serait-il pas de tous les autres biens? On nous demande, cependant, de faire déclarer par la loi qu'il est propriétaire !!

Mais le rôle de la loi civile, variable avec le temps et les lieux, c'est de garantir, de protéger le droit de propriété ; elle ne crée pas ce droit, pas plus qu'elle ne crée la famille. Le Gouvernement ne saurait faire plus que la loi. Le gouvernement, dit justement Cambacérès, défend les propriétés, mais il ne leur donne pas l'existence.

En droit naturel, à qui appartiennent les mines avant leur exploitation se demande Delebecque, dans son traité *Législation des mines*

« Voilà la première question que presque tous les législateurs ont cru devoir résoudre en théorie législative et indépendamment de toute considération des faits. Le droit naturel ainsi présenté abstractivement, est la chose sur laquelle on est le moins d'accord, et dans le conflit des opinions diverses, où sera la preuve de la vérité? »

Comte, dans son *Traité de la législation* t. I, p. 120; Lerminier, *Phil. du droit*, chap. IV; Granier de Cassagnac, *Rev. de législation*, t. III, s'efforcent de résoudre la même question et arrivent à des conclusions dubitatives.

Merlin, *Question de droit*, V° *Mines*, t. I, se demandant si, par le droit naturel, les mines appartiennent au propriétaire du sol, n'hésite pas à répondre affirmativement.

« Mais en droit naturel, dit-il, les mines qui existent dans un terrain font » partie du terrain même; et il est libre au propriétaire du fonds d'en extraire

» les substances minérales, comme il lui est libre d'en couper l'herbe, comme » il lui est libre d'en recueillir les fruits. »

Raikem est plus affirmatif encore lorsqu'il dit : « Personne ne soutiendra que le propriétaire de la superficie ne soit aussi propriétaire du fond.

Sur quel principe de droit les auteurs de la proposition Denis se basent-ils pour affirmer que la domanialité des mines est devenue l'expression la plus nette de l'intérêt social?

— Propriétaire du dessus, où finit ma propriété? A quelle profondeur se trouve, sous la surface du sol, la limite de mes droits?

Mais est-il vrai que nulle affirmation n'a été énoncée en cette matière?

La loi de 1810, écrit Bodeux, parlant du droit de propriété sur les mines, dans la *Revue pratique du droit industriel*, 1903, p. 6 : « La loi de 1810, » remaniée après des déclarations contradictoires, des discussions confuses, » que dit-elle de la propriété des mines avant toute concession? Les uns » l'attribuent à l'Etat, d'autres au propriétaire du sol, d'autres en font une » *res nullius*, d'autres un bien vacant... Les principes n'ont jamais été fixés » d'une façon claire, décisive, permanente et générale. En 1810 et 1837, *on* » *a cherché cette définition convaincante, mais sans avoir abouti.*

» Peut-être les modifications que le Gouvernement propose aux lois de » 1810 et 1837 vont-elles être l'occasion de ce débat définitif, et la sécurité » qui régnerait alors en cette matière serait un bienfait pour le pays. »

La définition convaincante doit-elle, au vœu de l'auteur, sortir des discussions auxquelles va se livrer la législature?

Si en droit naturel on peut refuser son adhésion à l'un ou l'autre système et affirmer que la question de la propriété des mines avant la concession, n'est pas tranchée, il nous paraît impossible de soutenir que les législateurs de 1810 et 1837 n'ont pas exprimé ces principes avec une netteté absolue.

Certes, il n'est donné à personne de formuler une définition *convaincante* et nous ne pouvons exiger des législateurs qu'ils convainquent ceux à qui ils imposent leurs lois. Ce que nous recherchons ici, c'est de savoir si le législateur s'est prononcé d'une façon claire, décisive, permanente et générale. Et à cet égard il nous semble qu'il ne peut subsister aucun doute.

En relisant les travaux préparatoires des lois de 1791-1810, on est frappé de constater qu'à 19 ans d'intervalles les principaux si pas tous les auteurs de ces lois ont été unanimes à repousser énergiquement le principe de la main-mise de l'Etat sur les mines. Et cela même n'est pas étonnant puisque, parmi les abus auxquels la Révolution de 1789 a voulu mettre un terme, nous trouvons précisément les abus et les spoliations que l'ancien régime pratiquait sur les mines.

Le droit du propriétaire est le *principe général* : les travaux préparatoires de l'article 552 du Code civil, ceux de la loi de 21 avril 1810 en font foi.

Parlant sur l'article 552, Regnaud de Saint-Angely disait au Conseil d'Etat : « Les lois et règlements de police limitent le droit qu'a le propriétaire de faire dans le sol les fouilles qu'il juge à propos... La loi du 28 juillet 1791 sur les mines établit aussi des *restrictions* nécessaires à maintenir. »

Ceux qui affirment que Napoléon, en 1810, a imposé sa volonté, de maintenir intact le principe que la mine fait partie de la propriété de la surface et cela par amour-propre d'auteur du Code civil, oublient manifestement que le principe était reconnu déjà par la loi de 1791 (2).

Heurtaut-Lamerville, parlant dans la discussion de la loi de 1791, dit : « L'homme, dans l'état de nature, ne tient rien que de la force; il possède parce qu'il a occupé, il conserve tant qu'il a le droit de se défendre : juste ou non, mais invariable, voilà le droit de propriété qui a précédé la naissance des empires.

» La société se forme, l'homme devient citoyen; il fond son intérêt isolé dans la réunion des intérêts particuliers; il subordonne sa liberté et sa propriété à la souveraineté de tous et à l'avantage commun; mais aussi, il se réserve tout ce qu'il peut se dispenser de céder — tel est le contrat tacite de tous les hommes avec la société (1).

» Ce qui constitue la liberté d'un peuple est ainsi, que le citoyen conserve tout ce qui, donné par la nature, ne contrarie pas le bien général, et qu'il y ajoute tout ce que la société peut lui garantir : par exemple, que sa propriété soit distincte, parce que sans cela la société n'est plus qu'une confusion, et qu'il n'y a plus de liberté; que sa propriété soit assurée; qu'il ait le droit d'en disposer et l'assurance de la transmettre dans toute son intégrité, parce que sans cela l'homme ne vit plus que pour lui seul et n'est plus rien pour sa postérité... Mais comment la nation peut-elle se *déclarer propriétaire des mines* sans *disposition nationale pour être concédées...*»

Et plus loin :

« Ainsi, dans le projet de loi, ce mot : propriété nationale ou propriété à la disposition de la nation signifie *seulement* que la nation aura le droit de concéder les mines. Or, je voudrais que l'on m'apprît comment le droit de concession *pourra nuire au propriétaire*, tandis qu'il dépendra de lui d'être préféré dans les concessions. »

Portalis, dans l'exposé des motifs de l'article 552, disait : Nous avons posé *le principe que la propriété du sol comporte la propriété du dessus et du dessous*. Nous en avons conclu que le propriétaire peut faire au dessus toutes les plantations ou constructions, et au dessous toutes les constructions ou fouilles qu'il juge convenable.

On comprend que la propriété serait imparfaite si le propriétaire n'était libre de mettre à profit pour son usage toutes les parties extérieures et intérieures du sol ou du fond qui leur appartient, ou s'il n'était le maître de tout l'espace que son domaine renferme.

Nous n'avons pourtant pas dissimulé que le droit du propriétaire, quelque étendu qu'il soit, comporte quelques limites que l'état de société rend indispensables.

En général, la liberté laissée au cultivateur et au propriétaire fait de grands biens et de petits maux. L'intérêt public est en sûreté quand, au lieu d'avoir un ennemi, il n'a qu'un garant dans l'intérêt privé.

---

(1) *Procès-verbal de l'assemblee nationale*, t. XLIX.

Cependant, comme il est des propriétés d'une telle nature que l'intérêt particulier peut se trouver facilement et fréquemment en opposition avec l'intérêt général dans la manière *d'user* de ces propriétés, on a fait des lois et des règlements pour en diriger l'usage. *Tels sont les domaines qui consistent en mines, en forêts et en d'autres objets pareils*, et qui ont dans tous les temps fixé l'attention du législateur.

La nature juridique de la propriété des mines n'est donc pas altérée. Comme beaucoup d'autres propriétés, elle est restreinte *quant à son usage.*

Le principe général qui sert de base à toute la législation minière française, écrit Dalloz, est celui de la séparation de la propriété de la surface et de la mine ou propriété tréfoncière. (Rép. n^{os} 52-53.)

Cette séparation ne s'opère néanmoins que par l'obtention d'un acte de concession qui la réalise et lui donne la vie; et si auparavant la mine peut être considérée comme *res nullius,* ce n'est pas à l'égard du superficiaire, qui est couvert par les dispositions de l'artice 552 du Code civil, mais à l'égard des tiers seulement.

Il n'est donc pas vrai de dire que la question de la propriété des mines n'est pas tranchée. Nous estimons qu'elle est tranchée par l'article 552, que les principes du Code civil n'ont pas été ébranlés par les discussions de la loi de 1810, si bien que, dans la discussion de la loi de 1837, Raikem pouvait dire : « Personne, sans doute, ne soutiendra que le propriétaire de la superficie ne soit aussi propriétaire du fond. »

Nous croyons avoir montré, de plus, que le législateur de 1810 n'a pas trouvé la notion des droits du superficier dans l'article 552 du Code civil, œuvre de Napoléon.

Ces principes étaient sinon dans la lettre, du moins dans l'esprit de la législation de 1791, qui voulait bien que les mines fussent mises à la disposition de la nation, mais uniquement pour qu'elle en règle l'exploitation.

Un membre de la commission a cru que la loi en consacrant le principe de la domanialité et déclarant que les *mines nouvelles* sont la propriété de de l'Etat, peut concilier les trois intérêts en présence, celui de la collectivité, de l'Etat, celui du propriétaire foncier, celui de l'inventeur et de l'exploitant.

Cette domanialité, dit-il, ne porterait aucun préjudice aux petits propriétaires de la surface.

La loi nouvelle leur serait suffisamment favorable si elle les protège efficacement contre les dommages que causent à la surface les exploitations charbonnières.

Pour les grands propriétaires, le projet du gouvernement lui-même apporte déjà des restrictions à ce droit de préférence que leur accordait l'article 11 de la loi du 2 mai 1837.

Quant à l'inventeur, s'il a opéré dans une zone non réservée, son droit de préférence serait respecté ; dans les zones réservées, on lui allouerait une indemnité constituant la récompense du service rendu au public par la découverte, le remboursement des dépenses faites pour parvenir à la découverte.

Ce régime de la domanialité admis, ce membre est d'avis que l'Etat exploiterait lui-même ses réserves ou qu'il les ferait exploiter pour son compte.

Dans les autres concessions, l'Etat étant propriétaire de ce trésor considérable, la houille, a incontestablement le « droit » d'exiger des avantages de celui à qui il le « donne ».

Il donnerait des concessions avec une limite de 500 hectares et une durée de 90 ans maximum.

Comme avantage dans l'exploitation, il pourrait se contenter d'une part de fondateur dans la société exploitante.

Il reste bien entendu, dans la pensée de l'honorable membre que la situation des exploitants actuels n'est pas en question, puisqu'on ne parle plus, pour le moment, du rachat des charbonnages par l'Etat.

L'application du principe de la domanialité ne toucherait donc que les exploitants futurs du bassin de la Campine.

En résumé, ce système admet tous les principes de la proposition de loi Denis-Vandervelde : domanialité et nécessité de l'exploitation par l'Etat. Dans l'affirmation des principes, il paraît même aller plus loin.

Lorsque M. Denis demande dans l'article 1 de sa proposition qu'on incorpore les nouvelles mines au domaine de l'Etat, l'auteur de la proposition ci-dessus admet le principe de la domanialité; il ne faudra plus d'incorporation : l'Etat a un droit acquis.

C'est mettre le bassin houiller de la Campine, en fait et en droit, dans une situation autre que les bassins houillers du sud de la Belgique. Rien ne saurait justifier une classification aussi arbitraire.

« En un mot », dit Bury (*Traité de la législation des mines*), « la concession *crée*, pour les mines qui en sont l'objet, une propriété *nouvelle;* non » pas, comme on l'a souvent dit, en ce sens que la propriété des mines non » concédée n'appartiendrait à personne, car elle appartient au propriétaire » de la la surface; mais en ce sens que, par la concession, d'une part, la » propriété des mines est séparée du sol, et, d'autre part, cette propriété » distincte est dotée, dans les mains de celui qui l'acquiert, de tous les attri- » buts de la propriété ordinaire. » Tout cela serait changé pour la Campine. Le principe de la domanialité est affirmée pour le nord de la Belgique. L'Etat y est propriétaire il reste propriétaire des mines même après la concession.

Car la concession elle-même change de caractère; si dans le sud elle crée une propriété au profit du concessionnaire, dans le nord, ce concessionnaire ne sera plus qu'un « exploitant le bien d'autrui. » Le concessionnaire paiera des redevances arbitraires, on pourra lui donner congé, on lui demandera compte de sa gestion.

La commission ne saurait souscrire à ces principes nous, croyons que l'État n'a pas la propriété des mines avant la concession; il n'a rien à donner, car il n'a rien. Il remplit, en donnant une concession et en fixant les conditions d'exploitation, son devoir le plus élémentaire de surveillance et de police.

Ce n'est pas *parce qu'il* a concédé qu'il remplit ses devoirs : il doit remplir

ces mêmes devoirs sur toutes les industries, qu'elles soient soumises ou non à l'octroi d'une concession.

C'est ce droit qui régit la Belgique tout entière. S'il y a des raisons pour le modifier, ce droit modifié doit trouver son application dans tout le pays et pour tous les citoyens.

Les principes concernant l'exploitation par l'État, les concessions temporaires, les réserves, sont défendus et préconisés par les partisans de la domanialité des mines.

En fait cependant la question de la domanialité est assez indifférente dans la thèse de l'exploitation par l'Etat.

Si l'Etat veut exploiter lui-même, rien ne l'empêche, sous la législation actuelle, de demander une concession et il est infiniment probable qu'elle lui serait octroyée.

Le principe, comme nous le verrons, n'a son importance qu'au point de vue des réserves et des avantages à reconnaître à l'Etat dans les mines concédées.

Les lois du 21 avril 1810 et mai 1837 laissent au Conseil des mines l'appréciation suprême des raisons qui militent pour l'obtention ou le refus des concessions.

On nous dit : mais les concessions qu'on demande sont tellement importantes, leur étendue s'étend dès à présent sur le bassin charbonnier tout entier. Les trente-six demandes distinctes de la Campine limbourgeoise seule s'étendent sur environ 49,500 hectares.

Le Conseil des mines acceptera-t-il cette division ? Devra-t-il donner des concessions nombreuses, petites et successives ? Sa préférence devra-t-elle aller aux concessions grandes et simultanées ?

Sur ces 49,500 hectares on a exécuté cinquante sondages de recherche.

Si le Conseil des mines tient compte des sondages faits, si dans chaque sondage on reconnaissait un inventeur, il y aurait donc place pour cinquante concessions d'un millier d'hectares chacune.

On sait qu'en Prusse, la loi fixe invariablement l'attribution d'un champ minier (Muthung) de 219 hectares en faveur de tout sondage ayant utilement abouti.

La loi est d'un automatisme absolu, elle ne fait aucune distinction entre les champs miniers, riches ou pauvres.

En pratique, les sondages se font rapidement. Tout l'intérêt des explorateurs consiste à arriver avant leurs concurrents. La question de savoir s'il y a une grande épaisseur de terrain houiller est sans intérêt ; elle ne peut qu'imposer un complément de recherches, un surcroît de dépenses qui ne vaudrait pas un hectare de plus.

Les lois qui nous régissent n'imposent pas une délimitation réglée d'avance. L'explorateur a donc tout intérêt à exécuter ses travaux d'une façon intelligente, méthodique, rationnelle, de façon à fournir à l'administration des

documents probants et complets, permettant d'évaluer l'importance du gîte minier exploré.

Il est évident qu'au point de vue de l'intérêt de la masse, comme au point de vue de l'exploitation utile de la zone charbonnière, le système de nos lois est infiniment plus recommandable et doit être maintenu.

D'ailleurs, si on peut admettre qu'une concession de 217 hectares ou, comme on le propose, de 500 hectares, est suffisante dans un gisement riche comme la zone westphalienne, il n'en est certainement pas de même pour les gisements de la Campine, qui sont notoirement inférieurs au double point de vue des facilités d'exploitation et des richesses houillères à l'hectare.

Le cas n'est pas le même pour le bassin du Sud, où le charbon se trouve en couches plus nombreuses, plus redressées et plus facilement accessibles. Cependant, on y trouve des concessions d'une étendue telle que les suivantes :

Blaton			3,611 hectares.
Ouest de Mons	Belle-Nue	3,939	5,179 —
	Bois-de-Boussu	1,128	
	Longterre-Trichères	112	
Charbonnages belges	Escouffiaux	1,289	2,796 —
	Agrappe	1,507	
Ghlin			2,309 —
Saint-Denis, Obourg, Havré			3,182 —
Strépy et Thieu			3,070 —
La Princesse, Centre, Sud, Renaix-Leval, Sainte-Aldegonde			2,716 —
Bascoup			2,261 —
Monceau-Souvaine et Martinet			3,528 —
Bonne foi-Harvengt-Abhooz			2,213 —

Et si on passe la frontière, on trouve dans le département du Pas-de-Calais, en France, les houillères de : Meuse avec 7,979 hectares ; Grenay avec 6,352 ; Lens avec 6,239 ; Courrières avec 5,459 ; Bruay avec 4,901 ; Liévin avec 4,145 ; Dourges avec 3,787, toutes concessions qui fournissent annuellement de 1 à 3 millions de tonnes, alors que dans le Département du Nord. les charbonnages Anzin et Aniche ont des concessions, le premier de 23,088 hectares, le second de 11,850.

D'ailleurs le système automatique allemand n'est pas appliqué, il ne saurait l'être. Le libre jeu de la concurrence industrielle a eu raison des restrictions administratives. et le droit de réunion des concessions est devenu si pas la règle, du moins l'ordinaire pratique des puissantes sociétés allemandes.

En Westphalie, les deux principaux charbonnages, ceux de Gelsenkirchen et Harpener, qui produisent plus de 6 millions de tonnes, possèdent respectivement des domaines miniers de 16,871 et 12,940 hectares.

Hibernia en possède 3,484 ; König Ludwig, 3,631 ; Königsborn, 3,360 ; Essener Bergwerke, 3,238 ; Ewald, 2,350 ; Avenberg, 1,629.

On peut dire la même chose des mines de fer de la Lorraine. La concession unitaire y est de 200 hectares, ce qui n'empêche que les grands établissements, qui font la prospérité de ce pays, ont réuni de nombreuses concessions. C'est ainsi que dans la nomenclature des mines de fer de Lorraine (Verzeichniss der im westlichen Deutsch-Lothringen verliehenen Eisenerzfelder), on peut noter :

De Wendel avec	7,728 hectares.
Stüm.	2,033 —
Rombacher H. W. . . .	1,756 —
Krupp	1,588 —
Röehling	1,521 —

L'expérience des faits montre donc que, loin de condamner en principe les grandes concessions, les pouvoirs publics ont intérêt à les encourager au double point de vue technique et économique.

Nous verrons quelles sont les difficultés inhérentes, de par la nature des gisements, aux exploitations du bassin de la Campine, — il est évident que les petites entreprises de mines seront, dans la plupart des cas, dans l'impossibilité de trouver les sommes considérables nécessaires pour faire les travaux de premier établissement.

En supposant même qu'elles les trouvent, l'exploitation sera-t-elle assez abondante pour retrouver à rémunérer les capitaux employés? — et si elles échouent, c'est l'abstention des capitaux qu'il y a lieu de craindre — ce serait peut-être l'inutilisation des richesses naturelles si laborieusement découvertes.

Et si, les concessions obtenues, les petites sociétés se voient dans l'impossibilité de faire l'effort énorme qu'exigera la mise en exploitation, ne seront-elles pas tentées de mettre en vente leurs concessions au plus offrant? et alors ce sera la spéculation avec tous ses inconvénients pour la fortune publique comme pour les intérêts privés.

Mais il s'agit, dans la proposition Denis, bien plus d'une organisation rationnelle de la production et de la répartition des produits que de la question même de la propriété minière.

A la conception domaniale des mines correspond logiquement dans sa pensée l'exploitation sinon par l'Etat, du moins par une institution d'intérêt public, telle que la Société des chemins de fer vicinaux.

La question de la propriété des mines est résolue au profit de l'Etat. Elles sont incorporées au domaine public, mais ce principe ne paraît être émis que pour éviter toute discussion sur les concessions à exploiter par l'État.

Une loi en organise l'exploitation. Hitze, dans *Kapital und Arbeid*, Stern dans *Thesen über den Socialismus* affirment que l'exercice du pouvoir ne se borne pas aux seules questions législatives, administratives, judiciaires... il consiste encore à réglementer *toute la production*, *toute la distribution*, *toute la consommation*. La proposition est l'émanation d'une conception pareille.

Dans la 1re section, on a défendu le projet comme un premier pas vers le collectivisme, un premier jalon vers l'expropriation complète des mines et charbonnages au profit de la collectivité, car, y dit-on, toute propriété doit appartenir à l'Etat et tous les projets de loi que les socialistes proposeront tendront vers ce but.

L'alpha et l'oméga du socialisme, écrit Schaeffer, est la suppression du capital privé et son remplacement par un capital collectif unique. (*Quintessenz des Socialismus.*)

Dans l'ordre des faits, le collectivisme peut se définir : « L'action internationale du prolétariat travaillant à son émancipation matérielle et morale par l'expropriation du capitalisme, et ce mouvement aboutira à la constitution d'un état social où toutes les forces productives, étant mises en commun, l'essor de toutes ces forces, intellectuelles et morales, étant assuré, chacun jouira d'une répartition des richesses conforme à la libre expression de ses besoins. »

Le programme tient en deux mots : nationalisation du sol et des instruments de travail, intervention directe de l'Etat dans l'économie.

Si la fantaisie d'un chacun assigne ensuite des intermédiaires différents à l'ingérence gouvernementale, la chose a peu d'importance : système de sociétés corporatives, soumises au contrôle forcé et illimité d'un comité central, ou hiérarchie savamment constituée d'autorités provinciales, cantonales et communales.

La question de l'exploitation des mines, écrit M. Denis, doit être résolue au point de vue non pas de l'industrie et de l'intérêt privé, qui poursuivent en général la réalisation de la plus grande productivité industrielle et du plus grand produit net possible, mais au point de vue supérieur et beaucoup plus complexe de l'intérêt public. C'est à ce dernier point de vue, dit-il, que la préférence doit être donnée à l'exploitation par l'Etat.

Il appartient à l'Etat, lisons-nous dans les développements du projet de loi Denis, de donner une impulsion aux formes supérieures de la rémunération du travail, et d'agir par un exemple puissant sur la transformation des rapports du capital et du travail. C'est le côté social de la question.

Mais au point de vue économique, il justifie l'exploitation par l'Etat, en invoquant le danger des coalitions entre concessionnaires, coalitions qui permettraient d'élever le prix du charbon artificiellement. Par cette élévation artificielle du prix du combustible, toutes les industries languiront. Quelques-unes d'entre elles deviendront partiellement impossibles, telles les glaceries, les verreries, les hauts-fourneaux. Et quel sera le sort des travailleurs forcément condamnés au chômage et à la misère?

Et tout cela au profit d'une petite minorité, car, enfin, nous dit-on, la valeur de tous les charbonnages réunis ne représente pas 10 p. c. de la valeur de la terre arable et la population minière n'atteint pas 10 p. c. de la population ouvrière agricole. Et c'est à une minorité représentant une minorité d'intérêts que l'Etat, défenseur naturel de l'intérêt général, permet d'exploiter une majorité, en nous affamant à volonté du combustible qui

nous est nécessaire à notre existence économique au même degré que l'est le blé à notre existence animale.

L'Etat exploitant lui-même, nous sauvera-t-il de ces dangers?

Mais où et quand a-t-il donné une preuve de capacité industrielle supérieure ou même égale à la capacité industrielle privée?

Les régies françaises parviennent-elles à exporter? Ne s'alimentent-elles pas, au contraire, avec une sérieuse économie, aux usines étrangères?

Les sociétés de chemins de fer françaises, anglaises, américaines ne rivalisent-elles pas avec les exploitations de l'Etat?

Le coefficient d'exploitation (proportion des dépenses pour un chiffre de recettes représenté par 100) a été en 1899 le suivant pour les chemins de fer belge-français : Orléans, 46 p. c.; Midi, 46.5 p. c.; Lyon, 47.5 p. c.; Nord, 50.8 p. c.; Est, 53.7 p. c.; Ouest, 58.5 p. c.; *État Belge*, 59.13 p. c.; *État Français*, 68.7 p. c.

Il est vrai qu'il s'agit la d'un monopole; l'Etat transporteur n'est pas un ndustriel; il assure la marche d'un service public.

Mais lorsqu'il fait la concurrence? Il est reconnu par tous que l'Etat produit plus cher que le particulier.

Or, quelle est dans l'espèce la situation qui se présente?

L'Etat consomme annuellement 1,400,000 tonnes de charbon, la production probable donc de trois charbonnages en Campine.

L'argument qui consiste à dire que l'Etat serait son propre producteur et échapperait ainsi aux exigeances arbitraires du marché charbonnier, ne peut être invoqué que si on parvient à prouver que l'Etat trouvera dans son fonds le charbon dont il aura besoin.

Or, c'est le contraire qui est vrai; l'Etat consomme diverses espèces de charbon, et une qualité qu'il ne trouvera probablement pas en Campine.

Le tableau des analyses faites par le laboratoire de l'Institut Meurice nous dit que les échantillons de charbon ramenés par la sonde seraient presque tous, et en tous cas en très grande majorité, des charbons gras, des charbons à coke et à gaz.

Or, l'Etat a principalement besoin de charbons de machines pour ses locomotives.

Il devra donc se faire marchand. Il devra vendre ce qu'il produit de trop, dans une qualité, pour acheter la qualité qui lui manque.

Or, de l'aveu de ceux même qui défendent l'exploitation de l'Etat, l'Etat est dans les moins bonnes conditions pour vendre et acheter.

*
* *

Mais tout au mois il fera rôle de pondérateur, de modérateur dans les prix. Il pourra réagir contre les syndicats, trusts, cartels.

Est-ce bien vrai, et d'abord quelle sera l'influence de l'État charbonnier?

En supposant que l'État exploite lui-même quatre charbonnages, soit une production de 2 millions de tonnes, il produira la dixième partie de la production totale de la Belgique.

La production mondiale de combustibles divers a été, en 1902-1903, de 820 millions de tonnes (1).

L'État industriel, producteur de 2 millions de tonnes, ne peut avoir aucune prétention sur un marché où 820 millions de tonnes sont consommées.

D'ailleurs, les coalitions sur le marché du charbon sont moins à craindre que dans n'importe quelle autre industrie, car il est presque impossible de maintenir des prix factices élevés; si on veut faire un prix au-dessus du prix normal, les producteurs inondent le marché, les stocks s'accumulent et les prix doivent baisser.

Il est de toute première nécessité de vendre le charbon à mesure qu'il est extrait. Qu'il nous suffise de dire qu'il résulte d'une comparaison entre les cours du charbon en Belgique et en Suisse, de 1895 à 1900, que la houille a été vendue sensiblement moins cher en Prusse sous le régime des cartels qu'en Belgique, pays de libre concurrence.

Il suffit de voir le bilan des charbonnages pour constater que la main-d'œuvre intervient pour 50 à 55 p. c. dans les frais généraux. La moitié du prix de revient reste donc sensiblement le même. On ne saurait donc diminuer l'extraction que lorsqu'il y a une grande différence entre le prix de revient et le prix de vente.

On peut diminuer le prix, travailler sans bénéfice pour tuer un concurrent. Ce serait à l'avantage du consommateur et ce n'est pas la situation que nous envisageons.

Mais, dit-on, il y a des industries qui ont un besoin absolu du combustible charbon, il le leur faut à tout prix; faute de charbon, ils doivent chômer ou disparaître; c'est sur ces industries-là que les trusts peuvent se donner libre carrière.

On ne peut méconnaître la part de vérité que contient cette assertion, tout au moins pour les chemins de fer et les industries de transport; mais il n'en reste pas moins vrai qu'il y a plus d'élasticité dans la production des industries en général, qui peuvent, en arrêtant la production, diminuer proportionnellement leurs frais généraux, alors que les charbonnages, de par la nature de leur exploitation et des éléments qui composent leurs frais généraux sont pour ainsi dire acculés à la nécessité de produire. Les frais fixes d'exploitation sont, en effet, de beaucoup supérieurs aux frais proportionnels d'extraction de la houille qui, seuls, peuvent varier.

Enfin, on ne doit pas oublier que les industries peuvent se fournir ailleurs et qu'il faudra imaginer un trust international que les plus pessimistes n'oseraient prévoir et contre lequel la Belgique ne pouvait rien.

---

(1) Pour les trois dernières années et pour les contrées les plus favorisées en gisements houillers exploités, nous trouvons :

	1902.	1903.	1904.
	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.
États-Unis . . .	269,277,000	319,068,000	314,563,000
Angleterre . . .	227,095,000	230,334,000	232,428,000
Allemagne . . .	107,474,000	116,638,000	120,816,000
France	29,365,000	34,218,000	33,838,000
Belgique. . . .	23,877,000	23,797,000	23,507,000
	657,088,000	724,055,000	725,152,000

Les syndicats ont tout intérêt, s'ils veulent vivre, à maintenir un équilibre raisonnable entre le prix de production et les prix de vente.

Le krach du cuivre, le krach du coton, en Amérique, sont là pour donner une preuve de cette constatation. La crainte du syndicat ou cartel ne peut donc engager l'État à faire une expérience qui présente si peu de chance de réussir.

Mais au point de vue de l'exploitation par des concessionnaires, ne ferait-il pas œuvre utile en outillant lui-même ces charbonnages avant de les concéder?

Cette question ne nous paraît intéressante à résoudre que si l'industrie en Belgique n'avait pas fait ses preuves. L'expérience faite par les spécialistes, les succès obtenus sont là pour démontrer que l'industrie privée sait être à la hauteur du progrès. L'Etat n'est pas outillé pour faire ces expériences. Ses ingénieurs sont administratifs; il faut des hommes de métier. La science seule ne suffit pas !

Enfin l'État, qu'il soit propriétaire ou qu'il doive demander une concession, ne ferait-il pas œuvre de prévoyance et de bonne administration de la richesse minière en s'assurant certaines réserves ?

La question des réserves a été soulevée par tous ceux qui se sont occupés des mines de la Campine, et tous ou presque tous énoncent un avis nettement affirmatif. La Commission cependant ne partage pas cet avis.

En théorie pure, la question peut se soutenir. M. Hanrez, au Sénat, propose de réserver à l'État le domaine du camp de Beverloo, d'une superficie d'environ 5,000 hectares, le domaine de Merxplas, d'une superficie de 1,200 hectares, avec le lit de l'Escaut, propriété de l'État.

M. Denis étend cette réserve et propose notamment de réserver toute la partie nord du canal de la Campine. (Voir tableau en annexe.)

Le but est le même : sauvegarder l'intérêt public contre les tentatives d'accaparement, en réservant au pays une partie suffisante du gisement pour assurer les besoins de nos chemins de fer et notre marine et pour sauvegarder les intérêts des consommateurs et spécialement de notre industrie.

C'est d'ailleurs au même but que répond la proposition de loi déposée au Sénat le 24 décembre 1901, tendant à limiter la durée des concessions à quarante années maximum.

Tout le monde est d'accord pour dire que les mines doivent être exploitées au mieux des intérêts de tous. Le devoir du Conseil des mines dans l'instruction précédant la concession est déterminé dès 1810 : « Il devra être porté une attention sévère dans le choix des concessionnaires sous le rapport de leurs facultés et de leur capacité pour assurer l'exécution du mode d'exploitation le plus avantageux de la mine qui leur sera concédée. »

La surveillance administrative est ordonnée dans le même esprit.

La clause de déchéance reprise et rendue plus strictement applicable dans le projet qui nous est soumis, répond aux mêmes préoccupations.

Ces mesures de précaution et de contrôle avant la concession, cette surveillance de l'exploitation du concessionnaire, cette menace de déchéance ne suffisent-elles pas? Et faut-il aller jusqu'à inscrire, d'une part, le principe

de la réserve en faveur de l'État; d'autre part, le principe de la concession temporaire contre le concessionnaire? Nous ne le pensons pas.

Que sera, en effet, cette réserve?

Au point de vue des générations futures, elle servira à leur conserver une partie des gisements miniers; dans le présent, elle sauvegarderait les intérêts des consommateurs et de notre industrie.

Les savants, en général, ne craignent et ne prévoient pas l'épuisement des bassins charbonniers. Stanley Jevons, dans son livre *The Coal Question*, plaçait en l'année 1971 l'épuisement jusqu'à la profondeur de 4,000 pieds des couches de charbon de la Grande Bretagne.

M. Hull évalue le stock houiller du même pays à 82 milliards de tonnes; si on prend la moyenne de l'extraction de 1902-1903, soit respectivement 227, 230, 232 millions de tonnes, l'épuisement se produirait dans 360 ans environ.

Dans le bassin de la Ruhr, M. Schultz estimait, en 1900, qu'il contient 54 milliards de tonnes jusqu'à la profondeur de 1,500 mètres et qu'une réserve de 75 milliards de tonnes se trouve à de plus grandes profondeurs.

Notre ancien bassin houiller a une superficie de 134,110 hectares. L'étendue exploitée a été de 95,637 hectares, il reste donc 38,473 hectares inexploités.

A la séance du Sénat, le 21 janvier 1903, parlant de l'épuisement des mines, M. d'Andrimont disait: Du charbon? mais on en trouve partout, dans tous les coins du monde. On a découvert des gisements considérables au Japon et en Chine, où l'on pourra extraire des millions et des milliards de tonnes. On trouve du charbon aux Indes, et du charbon tellement bon, convenant si bien pour la fabrication du fer et de l'acier, qu'on va installer dans ces contrées de grandes usines pour la fabrication des rails et des produits sidérurgiques de toute espèce.

En Russie, il a du charbon en si grande quantité, qu'on ne peut pas le vendre. Je ne parlerai pas du centre de l'Europe ; je ne parlerai pas de l'Angleterre ; mais en Amérique, il y a des mines de charbon inépuisables, et au Canada, on a découvert des montagnes qui représentent des milliards de tonnes.

L'Afrique australe et l'Australie comptent également de nombreux gîtes charbonniers.

On ne peut donc présumer ni prévoir la décadence de l'extraction.

D'ailleurs, on peut se demander ce que pourrait la production forcément limitée de toute la Belgique en regard des chiffres énormes de la consommation du monde entier.

Il est infiniment probable que le charbon ne serait plus utilisé, parce que hors prix, ou qu'on aura l'énergie gratuite dont parle M. Ernest Solvay, dans ses *Principes d'orientation sociale*, n° 1, p. 11, ou que « la connaissance du mécanisme des énergies intra-atomiques rendra inutile l'extraction de la houille ». (G. Lebon.)

Quant à sauvegarder les intérêts des consommateurs et de notre industrie: de deux choses l'une, ou bien l'Etat n'exploitera pas immédiatement, et alors

il faudra un régime spécial au point de vue de la déchéance de ses concessions, ou bien il exploitera et il épuisera son fonds de charbon en même temps que les autres concessionnaires et son action sera nulle dans le marché mondial.

Quant à attendre pour exploiter jusqu'à ce que ce moment critique arrive, les difficultés de l'exploitation du charbon en Campine rendent cette solution absolument inadmissible. Comme il faudra de cinq à sept ans pour commencer à extraire du charbon, son action sera annihilée ou inopérante, il sera condamné fatalement à partir trop tôt ou trop tard.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici que déjà en 1837 la grave question de l'exploitation à faire par le Gouvernement, fut soulevée par une motion de M. Rogier ainsi conçue :

« Jusqu'à quel point serait-il de l'intérêt général que le Gouvernement se » réservât de disposer, pour le compte du domaine, des mines de houille » non encore concédées? »

Telle qu'elle est énoncée, cette proposition semblait indiquer chez son auteur la volonté de rendre l'Etat exploitant, et tout aussitôt la question économique dépassait la question de principe. Il ne s'agissait, non pas de domanialité — l'auteur de la motion se défendait de porter atteinte aux droits acquis — il demande simplement qu'on examine la question.

Mais le débat s'engage sur le côté économique, et la motion attaquée aux points de vue de l'industrie, de la richesse publique, de l'intérêt des consommateurs et de l'intérêt général, fut... retirée par son auteur !!

Terminons ces quelques observations en demandant l'avis de celui qui est invoqué comme un partisan convaincu de l'exploitation par l'Etat.

« En tenant compte, dit Weiss (*Exploitation des mines par l'État.* Paris, 1901), du fait que beaucoup de dépenses sont comptées par les mines fiscales dans l'exploitation courante alors que, pour la société privée, elles seraient attribuées au compte de premier établissement, on voit que l'État, n'ayant à payer ni impôts, ni intérêts d'obligations, n'ayant de charges d'aucune sorte, exploite plus économiquement *qu'une petite société privée :* la centralisation et l'unité de direction lui permettent de réaliser d'importantes améliorations techniques ; toutefois, pour tout ce qui a un caractère commercial, achat de matériaux et frais de vente, l'État est dans une situation d'infériorité marquée sur l'industrie privée, qui, plus souple, sait mieux profiter des occasions qui se présentent.

» Si la comparaison avec une mine particulière de peu d'importance, comme celles qui existent dans la région de la Sarre, tourne à l'avantage de l'État, *il n'en serait probablement pas de même* si on mettait les exploitations fiscales en parallèle avec les grandes exploitations de Westphalie, où l'initiative privée a réussi à grouper des gisements presque aussi importants que ceux de Sarrebrück. »

Ailleurs, le même auteur estime que le prix de la tonne exploitée en régie serait vraisemblablement de 1 mark supérieur au prix de celle produite par l'industrie privée. (Voir Questionn. Denis.)

Les réponses du très distingué M. Harzé aux questions posées par M. Denis,

questions et réponses annexées au présent rapport, nous permettent de ne pas insister sur certains côtés de la question soulevée. Qu'il nous soit permis de rappeler l'avis de M. Harzé, écrivant en 1886 (*La crise charbonnière en Belgique*, p. 6).

« A l'Etat industriel, lisons-nous, juge et partie, ayant dans l'exercice de son monopole à débattre la question des salaires avec de puissants syndicats de houilleurs, dominés peut-être par des hommes qui n'auront de l'ouvrier que le nom, nous préférons, en principe, l'Etat libre, prisonnier d'aucune catégorie de citoyens, absolument neutre, mais d'une neutralité qui active plutôt qu'elle n'exclut la protection et la sollicitude dues aux vrais travailleurs. »

Quant à l'idée d'armer un charbonnage pour attendre le moment utile pour l'exploiter, elle a été vaguement présentée par quelques-uns; elle n'est sérieusement soutenue par personne; il suffit de faire remarquer que le sondage le plus rapproché de Merxplas accuse 900 mètres environ de mort-terrains, alors que la houille a été constatée dans les environs de Beverloo à 670 mètres, pour condamner le système.

Le coût enorme d'entretien des puits d'un charbonnage, le progrès incessant de la machinerie et des procédés rapides d'extraction ne permettent pas de s'arrêter à cet expédient.

Mais la garantie d'une bonne exploitation se trouve-t-elle dans la temporalité des concessions?

Nous ne le croyons pas. Comme l'indique l'exposé des motifs, la loi de 1810 a voulu éviter les maux produits par la loi de juillet 1791, qui, elle, limitait la durée des concessions.

Le concessionnaire à temps aurait intérêt à exploiter rapidement en n'ayant en vue que l'exploitation utile pour le temps où il serait concessionnaire. Grâce au perfectionnement du machinisme moderne, le mal à faire serait irréparable.

D'ailleurs, la nature du choix de propriété de la mine telle que la majorité de la commission l'admet, ne saurait permettre qu'on fasse une propriété temporaire d'une propriété auquel le législateur de 1810 a donné tout le caractère de la perpétuité. Splingard remarque très sensément que la loi de 1810 bien comprise n'est qu'un chapitre détaché du Code civil.

En fait d'ailleurs, dans le bassin de la Campine, où les frais d'installation et d'exploitation seront si coûteux, il serait dangereux de placer le concessionnaire entre son intérêt et le devoir de faire œuvre durable. Comment trouverait-on des capitalistes, des industriels qui risqueraient 10 à 15 millions pour n'avoir qu'une exploitation de courte durée, alors que l'expérience prouve qu'il faut des années pour arriver à l'exploitation rationnelle d'une mine a une certaine profondeur.

Mais si, au point de vue économique, l'exploitation par l'État ne doit pas donner les résultats que les promoteurs en attendent, cette exploitation considérée au point de vue social ne doit-elle pas avoir une influence salutaire sur les rapports du capital et du travail?

L'Etat n'est-il pas appelé, en exploitant lui-même, à réaliser progressivement sous des formes stables l'unité du capital et du travail et la plus large autonomie possible des travailleurs?

Le régime des concessions n'a rien produit, affirme-t-on, dans cet ordre d'idées. Il nous laisse, après un siècle, le redoutable fardeau des antagonismes du capital et du travail.

L'État patron seul est capable d'instaurer cette ère de paix et de justice que les patrons capitalistes ne peuvent nous promettre.

Voilà la thèse; elle ne nous paraît tenir aucun compte des faits.

La théorie de l'État exploitant, patron idéal, nous paraît être essentiellement utopique.

Et pour combattre cette théorie, il n'y aurait qu'à se rappeler les plaintes de ceux qui portent à la tribune nationale les accusations les plus véhémentes contre l'État exploiteur. Ces plaintes, ces accusations n'auront-elles plus d'objet si l'État, au lieu de remplir une mission de police, de surveillance ou d'entrepreneur de service, se fera industriel?

D'où vient cette naïve prétention d'imposer légalement le progrès, comme si l'autorité pouvait se croire renseignée à priori sur des besoins et des aspirations que seul connaît au vrai l'individu qui les expérimente; comme si elle ne devait pas toujours échouer à vouloir donner d'elle-même un branle général sans le concours spontané des unités sociales.

C'est à étudier les besoins de la collectivité, c'est à s'assurer le concours des unités sociales dans la marche en avant vers le régime de paix et de justice, que consiste le devoir de l'État; c'est à faire inscrire dans le Code du travail des lois pacificatrices régissant, non pas à titre d'expérimentation les seuls ouvriers employés par lui, mais tous ceux qui travaillent dans les mêmes conditions.

Et à ce point de vue, n'est-ce pas médire de son temps que d'affirmer que rien n'a été fait? Mais la réglementation du travail, mais le payement du salaire, mais la question des habitations ouvrières, mais les pensions, la rémunération des dommages causés par les accidents n'ont-ils pas eu une solution volontairement cherchée par les initiatives privées avant que les lois, avant que l'Etat aient songé à les sanctionner ?

Mais les écoles industrielles, les écoles professionnelles dont on célèbre l'existence dans les mines de la Sarre, ne peuvent-elles être encouragées par l'Etat non exploitant? N'avons-nous pas des conseils de conciliation et d'arbitrage, les syndicats ouvriers ne sont-ils pas encouragés? Et n'ont-ils pas traité en maintes occasions, avec succès, pour l'amélioration des conditions du travail?

Mais l'Etat, exploitant lui-même, pourait-il se défaire de l'esprit de fiscalité? Ne devra-t-il pas tenir compte dans les projets d'amélioration des conséquences budgétaires, en produisant plus cher que l'industrie privée? N'y a-t-il pas lieu de craindre que les nouvelles charges grevant directement son budget ne viennent à arrêter le progrès?

Dès lors, quelle serait l'influence de son organisation et de son exemple ?

En résumé, nous croyons que le rôle de l'Etat est de rechercher les

améliorations à préconiser, de préparer de bonnes lois, de veiller à leur exécution, d'encourager leur loyale application.

L'expérience de nos voisins n'est pas assez concluante pour reconnaître la supériorité du système proposé.

Avant de discuter les modifications présentées aux lois actuellement existantes, avant surtout de statuer sur le régime auquel sera soumis le nouveau bassin houiller, régime que d'aucuns demandent moins précis au point de vue de la propriété, que d'autres espèrent plus onéreux au point de vue fiscal ou redevances, il n'est pas sans intérêt de se demander ce que seront les mines nouvelles au point de vue de leur création, quelles sont les espérances qu'elles permettent d'entrevoir, quel sera le coût, les résultats probables de leur exploitation.

Rappelons, avec M. Emile Harzé, que le nombre de sondages exécutés en avril 1905, tant dans le Limbourg belge que dans la province d'Anvers, était de soixante-quatre. Presque tous ont pénétré dans le terrain houiller à des profondeurs plus ou moins grandes.

Le sondage le plus profond a été le n° 35 (Gheel), 1.244 mètres ; celui qui a pénétré le plus dans la formation houillère se trouve être le n° 21 (Eysden), 550 mètres de pénétration.

L'existence du houiller en Campine a été constatée sur une largeur moyenne de 20 kilomètres, depuis la Meuse jusqu'à Santhoven, soit un développement de 80 kilomètres en tenant compte de la déviation de la direction.

Approximativement donc, cette reconnaissance comporte une surface de 160,000 hectares. Mais, au point de vue industriel, il faut déduire de cette contenance l'importante surface de la zone d'affleurement de tout l'étage improductif et aussi celle de la zone d'affleurement de tout l'étage qui, par sa stérilité relative, ne répondrait pas au coût d'installation à grande envergure.

Il faut tenir compte des énormes profondeurs, sous les morts terrains, auxquelles certaines parties riches du gisement devaient être atteintes.

Ces morts terrains sont en moyenne de 500 mètres. Vers le nord, on ne trouve plus de terrain houiller. On s'y est arrêté à des roches rouges de trias à 700 mètres.

On pourrait trouver, il est vrai, du charbon sous le trias, mais ce serait à plus de 1,000 mètres, à moins de rencontrer du sel, comme en Allemagne.

Dans l'ancien bassin la houille est extraite à des profondeurs très inégales.

En 1900, la profondeur moyenne d'extraction était de 293 mètres dans la province de Namur, de 336 mètres dans la province de Liége et de 477 mètres dans le Hainaut.

L'épaisseur moyenne des couches a été, en 1902, de 58 centimètres dans le Borinage, de 65 centimètres dans le Centre, de 70 centimètres dans le bassin de Liége, de 74 centimètres dans le bassin de Charleroi et de 85 centimètres dans la province de Namur.

Enfin, M. De Leener, se basant sur les renseignements fournis par l'administration des mines, considère que, dans l'ensemble des anciens bassins,

l'épaisseur du terrain houiller contient trois centièmes de charbon exploitable; en d'autres termes, dans chaque centaine de mètres de terrain houiller traversé en profondeur, il y a trois mètres de houille à exploiter.

D'autre part, M. Lucien Denoël, ingénieur au corps des mines, se basant sur les données des divers sondages exécutés dans le nouveau bassin houiller, a donné dans les *Annales des mines de Belgique*, tome IX, un tableau synoptique de ces sondages, les groupant d'après la nature du terrain et leur degré de productivité probable :

Faisceaux.	Épaisseur.	Nombre de couches exploitables.	Puissance totale en charbon des couches exploitables. moyenne	maximum	Proportion de charbon exploitable par 100 m. — Moyenne.	Puissance moyenne des couches.	Stampe moyenne.
	Mètres.		Mètres.			Mètres.	Mètres.
I.	500	10	8.00	9.40	1.60	0 80	55
II.	280	10 à 14	9.00	10.70	3.20	0.78	24
III.	240	11 à 18	11.60	14.60	4.80	0.86	17
IV.	160	4 à 5	3.40	4.00	2.10	0.70	40
	160 à 200	stérile.					
V.	380	5 à 7	4.00	6.20	1.05	0.66	66
Houiller productif exploré.	1,760	46	36.00		2.00	0,77	
II + III + IV.	700	30	24.00		3.40	0.80	23

En réservant l'appréciation définitive jusqu'au moment où tous les sondages auront un caractère de certitude qui n'est donné, jusqu'à ce jour, qu'à certains d'entre eux, on peut conclure que le nouveau bassin, au point de vue géologique, est inférieur aux charbonnages du Sud et que la moyenne de productivité est moinre que celle de l'ancien bassin.

C'est dans le bassin de Westphalie que se trouvent, d'après les savants, les conditions les plus comparables à celles du bassin de la Campine, au point de vue des profondeurs à atteindre pour l'exploitation.

La profondeur maximum à laquelle ont été portés d'emblée les travaux d'exploitation est de 600 mètres, (mine de Gladbeek); la plus grande épaisseur des morts terrains est de 458 mètres (*Monopole*).

Quelle sera la nature des morts terrains que l'on parait devoir traverser dans le nouveau bassin de la Belgique?

« C'est ce que l'état des sondages ultra-rapides pratiqués dans cette région, » dit M. Habets, dans la *Revue universelle des mines*, juillet 1902, ne permet » pas encore de définir avec précision. Il n'est pas douteux, toutefois, qu'on » aura des épaisseurs variables de sables tertiaires à traverser avant d'arriver » aux assises crétacées plus résistantes et probablement moins acquifères, » si l'on peut juger par celles qui ont été traversées dans le nord de la

» Westphalie, où n'existe pas le recouvrement tertiaire qu'on observe en » Belgique, dans le bassin du Limbourg hollandais et dans celui d'Aix-la- » Chapelle. Ce sont ces régions qui peuvent fournir actuellement les ensei- » gnements les plus féconds aux futurs exploitants du nord de la Belgique. »

A quel procédé aura-t-on recours et que nous apprend l'expérience faite dans le bassin de la Westphalie, des procédés Poetsch et Kind-Chaudron.

Le fonçage par congélation Poetsch, de Magdebourg, inventé en 1883, a été appliqué soixante-deux fois sans qu'il ait été possible de trouver le coût moyen.

Nous lisons dans un communiqué, au Congrès de Dortmund, en 1901, que le fonçage du Ronneberg était évalué à environ 11,000 francs par mètre. On a fait remarquer, pour expliquer la cherté, que les frais de sondages étaient énormes et que les matériaux et la main-d'œuvre étaient très coûteux en 1900-1901.

Actuellement, en tenant compte de l'expérience acquise, on peut évaluer le coût à 5,000 francs par mètre courant, ce qui serait plus économique que les procédés à niveau plein.

Quant au prix de revient des puits creusés à niveau plein, par le procédé Kind-Chaudron, il est très variable.

M. L. H. Offmann a fait le relevé de 13 puits foncés en Allemagne.

Ces prix ont varié de 1,680 francs par mètre (puits d'aérage de Dahlbusch) à 20.800 francs par mètre (puits Scharnhorts I).

Ces extrêmes sont des exceptions, provenant en partie des dimensions : le prix très bas du puits d'aérage de Dahlbusch est dû à son faible diamètre, 1m.90 de diamètre sur 101 de profondeur; le prix très élevé de Scharnhorts I à la faible hauteur de la partie forée à niveau plein (21.80) et à la grande influence des frais fixes dans de telles conditions.

En résumé, on peut admettre, lorsqu'on tient compte, d'une part, des dimensions à obtenir, d'autre part, de la cherté des matériaux et de la main-d'œuvre, que le prix moyen des puits forés en Westphalie par le procédé Kind-Chaudron, dans les dix dernières années, a dépassé *10,000 fr. par mètre.*

Au Congrès de Dortmund, M. Ohne citait le puits de Stirchrade qui aura coûté 1.400,000 francs pour 136 mètres, soit 10,300 francs par mètre, et le puits Hugo 800,000 francs pour 115 mètres, soit 7,000 francs.

Quant à la durée du creusement, le relevé de M. Hoffmann donne, pour treize forages, un avancement de 15m.48 par mois.

Pour *Dahlbusch III*, 3m.65 de diamètre, 88 mètres de profondeur, un avancement de 13m.48 par mois;

Pour *Preusen I,* pour 4m.10 de diamètre, 342 mètres de profondeur, dont 150 à niveau vide, un avancement de 2m.99 par mois.

Le puits d'Harchies, commencé en 1897, n'aura été mis en exploitation qu'après environ neuf années — il aura coûté plus de 2 1/2 millions — il ne sera que de 280 mètres; il aura coûté environ 9,000 francs le mètre, avec un avancement de 31 mètres par an.

Enfin, à Bernissart, on a mis deux ans pour faire un puits de 136 mètres.

D'après un relevé publié par M. Hoffmann dans le *Glückauf* de 1901, sur 120 puits creusés à niveau vide en Westphalie, dans les dix dernières années, l'avancement a été, en moyenne, de 22 mètres dans la marne et de 20 mètres dans le terrain houiller, avec cuvelage ou muraillement dans la marne et presque toujours muraillement dans le terrain houiller.

Quel que soit le procédé auquel on s'arrête, on voit donc que les frais d'installation d'un charbonnage en Campine seront énormes.

Les hommes du métier les évaluent à 10 millions au minimum.

Pour rendre ce capital productif, il faudra extraire une moyenne de 500,000 tonnes par an, soit environ 1,600 tonnes par jour ouvrable.

Pour arriver à ce résultat, et en admettant un rendement de 0t.8 par ouvrier, fond et surface, il faudra, pour réaliser cette production, environ 2,000 ouvriers par charbonnage.

Mais ce capital produira un revenu très rémunérateur, et la situation des charbonnages est telle, leur rendement paraît si stable, que les capitaux afflueront pour arriver à l'exploitation régulière des mines du nouveau bassin!

Il importe de ne pas se payer de mots. En supposant que tous les charbonnages réussissent, en supposant que la situation prospère des grands charbonnages du sud de la Belgique se présente, dans quelques années, pour la Campine, il importe de considérer les époques de crise qui, accompagnent comme conséquence inévitable, la période de début de chaque charbonnage.

A cet égard, il est intéressant de reproduire ici le tableau que publiait, le 6 janvier 1898, le *Moniteur des Finances*, concernant les premiers résultats de certains charbonnages, cités parmi les meilleurs :

Pendant une période de douze années, n'ont *rien* reçu, les actionnaires de Bray-Maurage, Charbonnages belges et Bois de Saint-Ghislain.

Pendant onze ans, les actionnaires de Midi de Mons et Fontaine-l'Évêque.

Pendant dix ans, ceux de Grand-Conty.

Pendant huit ans, ceux de Couchant du Flénu, Houillères-Unies de Charleroi et Charbonnages-Réunis de Charleroi.

Pendant sept ans, ceux du Hasard.

Pendant six ans, ceux de Abhooz et Bonne-Foi-Hareng, Bois d'Avroy et Masses-Diarbois.

Pendant cinq ans, ceux de Bonne-Espérance et Batterie, Falnuée, Haine-Saint-Pierre, Luette et Maireux.

En 1886,	l'Ouest de Mons	était à	50	francs.
—	les Réunis	—	85	—
—	Hornu	—	1,030	—
—	Levant	—	1,500	—
—	Monceau	—	1,150	—
—	Charbonnages belges	—	42	—
—	Gouffre	—	175	—

Voilà donc une série de charbonnages dont les créateurs, les fondateurs ont perdu de l'argent s'ils n'ont pas su attendre.

Certes, on peut reconnaître que dans l'état actuel les procédés de fonçage de puits, les systèmes d'exploitation étant mieux connus, ces mécomptes sont moins à craindre, mais toujours est-il que le bassin de la Campine se présente dans des conditions de profondeur qui laissent la porte ouverte à bien des méprises et que les ruines et les désastres pourraient être la conséquence d'un fol emballement.

« N'oublions pas de signaler, écrivait M. Harzé en 1905, à l'encontre » d'idées optimistes qui se sont fait jour, que si beaucoup d'argent est à » gagner, lorsqu'on aura pénétré dans la partie riche du gisement, il y a » dans l'état actuel de l'art des mines, en tous pays, des sommes énormes à » risquer et à perdre éventuellement. »

A toutes ces considérations il importe d'ajouter l'examen des difficultés inhérentes à la situation même de la zone charbonnière. Il convient de tenir compte des conditions dans lesquelles on se trouve en Campine et de prévoir les conséquences qu'y amènera l'exploitation nouvelle.

Les voies de communication, les canaux, les routes, les habitations ouvrières, sont toutes charges que les concessions de l'ancien bassin n'auront ou n'ont plus à supporter.

Leur nécessité absolue constituera un ensemble de travaux qui grèveront d'autant les nouvelles concessions; toute charge nouvelle imposée par la nouvelle loi ira donc directement à l'encontre du but poursuivi : la mise en exploitation des richesses minières de la Campine pour obtenir le charbon à bon marché.

Lors de la discussion de la loi de 1837, il fut généralement reconnu qu'il n'était pas possible de penser à changer le système de 1810, sur le régime des mines en général; que remettre en question les principes de cette loi, solennellement discutée par tout ce que la France renfermait de capacités et de célébrités en cette matière, ce serait se rejeter dans une controverse inextricable, qu'en conséquence, il fallait se borner à y apporter les améliorations que l'expérience avait suggérées. (Rapport Fallon, Chicora, p. 434.

Comme l'écrivait le Président du Conseil des mines en 1897, la loi du 21 avril 1810, véritable code de la propriété minière, est aujourd'hui encore debout après près d'un siècle d'existence.

Elle a assuré le développement prodigieux qu'ont pris, à l'abri de nos libres institutions, nos grandes industries du fer et de la houille. Nous devons reconnaître que ce monument de la législation a été établi sur des bases solides, en quelque sorte immuables.

Ce sont ces bases solides que la commission entend maintenir.

Au point de vue de la propriété des mines et de l'exploitation par les particuliers elle croit que le législateur de 1810 a eu raison de s'en remettre à l'initiative privée du soin de mettre en fruit, au mieux des intérêts de tous, les richesses du sous-sol.

Elle ne croit pas que la nation aurait intérêt à voir l'Etat devenir proprié-

taire des installations nécessaires à l'exploitation des mines pour les passer à bail à des groupes de particuliers.

Les quelques aperçus que nous nous sommes permis de présenter sur les difficultés de tonçage des puits d'e xploitations, montrent à suffisance qu'on ne saurait s'arrêter à un système déterminé. Nous croyons que l'État n'a pas la souplesse de l'industrie privée. Il suit le progrès, il ne le devance jamais. On a eu raison de dire que l'État n'a qu'une capacité moyenne. Or, relativement au progrès, les moyennes et les médiocrités ne comptent pas. Le progrès est l'œuvre exclusive des élites.

De tous les systèmes de forage, de sondage, de congélation, de creusement à niveau vide ou plein, aucun n'est inventé par l'État. Ce sont les nécessités du moment qui les ont vu naître.

A la crainte de voir gaspiller les richesses minières par des concessions nombreuses, certains ont répondu en proposant de garantir les besoins futurs en modifiant l'article 28*bis*, § 1, du projet : pour eux il serait définitivement statué *par une loi* sur la demande en concession.

La Commission estime que le Conseil des mines offre plus de garantie que la législature; il faut, pour juger du bien fondé d'une demande en concession, des capacités du demandeur, des ressources dont il dispose, une compétence spéciale qu'on ne peut raisonnablement demander aux membres du Parlement. Faire entériner les rapports du Conseil des mines par une loi serait risquer de mêler la politique et l'esprit de parti à des intérêts qui demandent à être réglés à leur entière exclusion.

Tout autre est l'avis de la Commission sur certaines réformes à préconiser dans l'organisation du Conseil des mines lui-même.

On peut affirmer que la situation des membres de ce Conseil vis-à-vis du pouvoir exécutif n'est pas en rapport avec l'indépendance absolue dont ils doivent faire preuve.

Certes ils ne sont pas des magistrats proprement dits, car ils n'ont pas l'imperium : le Gouvernement devant toujours rester juge des motifs politiques qui s'opposeraient à l'octroi d'une concession, mais il n'en est pas moins vrai que le conseil fait œuvre de juge en ce sens qu'il prononce entre les divers prétendants et écarte *sans aucun recours*, *en tout dernier ressort*, tous les prétendants en faveur desquels il ne propose pas la concession, article 7, loi du 2 mai 1837.

Il est hors conteste aussi que sont également *souverains* tous avis concluants à la non-concessibilité du gîte dont la concession est demandée.

Enfin, le conseil n'a-t-il pas *seul* l'initiative de la déclaration qu'il y a utilité publique à établir des communications dans l'intérêt d'une exploitation de mines? (Art. 12, loi du 2 mai 1837.)

Il peut donc paraître inadmissible que des fonctionnaires investis de telles prérogatives, qui seront juges souverains dans l'octroi de concessions qui, nous l'avons vu, immobiliseront des capitaux énormes, il est inadmissible, nous semble-t-il, que ces conseillers soient révocables par simple arrêté royal, comme un employé de ministère.

Ne faudrait-il pas, pour sauvegarder leur indépendance absolue, qu'ils bénéficient de l'inamovibilité des magistrats?

Leurs traitements ne devraient-ils pas être augmentés? Au cours de l'élaboration de la loi de 1837, on faisait remarquer que le traitement élevé des conseillers des mines se justifiait parce que ceux-ci avaient à se prononcer sur des intérêts plus considérables que ceux soumis aux cours d'appel.

Depuis lors, leur compétence et leurs attributions ont été étendues considérablement et leurs traitements sont restés les mêmes.

La Commission estime toutefois que, dans cet ordre d'idées, c'est au pouvoir exécutif à proposer des modifications, mais elle est unanimement d'avis qu'il y a là des griefs sérieux qui nécessitent des modifications dans la loi de 1837.

Mais ce point admis, les principes des lois de 1810 et 1837 peuvent être mieux sauvegardés par un collège d'hommes compétents que par une réunion de législateurs, essentiellement variable et généralement incompétente si non partiale.

La législation en vigueur laisse les pouvoirs publics juges de la mesure à garder dans l'octroi des concessions — elle permet d'octroyer des concessions à l'État, aux provinces ou aux communes — elle respecte les droits du propriétaire et de l'inventeur.

C'est dans la sagesse du Conseil des mines, c'est dans son appréciation consciencieuse et entendue des titres à la concession, que nous trouvons la souveraine garantie contre le gaspillage de notre trésor en combustible.

Mais si l'acte de concession donne la propriété perpétuelle de la mine, si elle est dès lors disponible et transmissible comme tous les autres biens dont on ne peut être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés, s'ensuit-il qu'au point de vue de l'exploitation de la concession le propriétaire ait tous les droits?

Et en premier lieu, la perpétuité du droit met-elle obstacle à ce que la loi réglemente le transfert de la concession.

Le deuxième paragraphe de l'article 7 de la loi 1810 formule une réserve. Après avoir affirmé, dans le paragraphe 1er, le principe de la propriété perpétuelle disponible et transmissible, le législateur défend de la vendre par lots ou de la partager sans une autorisation préalable, donnée dans les mêmes formes que la concession.

On peut donc vendre et céder la concession pourvu qu'on ne la divise pas.

Etrange système, critiqué par tous ceux qui se sont occupés de la question. Alors que l'article 14 porte que l'individu ou la société, demandeur en concession, doit justifier des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux et moyens de satisfaire aux redevances, indemnités qui lui seront imposées par l'acte de concession, il n'est imposé aucune condition à celui qui, par une vente réelle ou simulée, est substitué au concessionnaire primitif. (Delebecque, n° 844.)

Par une étrange contradiction, dit l'honorable M. Dupont au Sénat, la loi ne soumet à aucune autorisation la vente de la mine, qui peut être transmise sans l'intervention du pouvoir concédant, même à un insolvable.

L'article 7 de la loi permet la cession de la concession sans intervention de l'Etat, comme s'il s'agissait de l'immeuble le plus ordinaire, d'une simple pièce de terre. Sera-t-il possible de disposer ainsi des concessions du Limbourg et de les grever, en cédant à un prix élevé des avantages obtenus à titre gracieux, de charges qui peuvent en compromettre le succès?

Bury défend la liberté de transmission parce que, dit-il, entre autres, la liberté est le plus puissant aiguillon de l'amélioration des propriétés et la plus forte garantie de leur bonne administration : on s'attache d'autant plus à un bien qu'on sait en être entièrement maître et les propriétés languissent lorsque leur transmission est entravée.

C'est une défense en fait. La question est de savoir s'il y a eu des abus.

Si l'abus est constaté, il est manifeste que la loi de 1810 ne permet pas de l'empêcher.

D'autre part, il est certain que dès 1810 les auteurs de la loi eux-mêmes, et notamment lors de la rédaction de l'instruction ministérielle du 3 août 1810, ont voulu remédier à cette situation. « En général, y est-il dit, il est bon que les mutations n'aient lieu qu'avec l'approbation du gouvernement. On sent que si cela n'était pas ainsi, tous les soins que prend le gouvernement pour n'accorder les concessions qu'à des personnes reconnues en état de les faire valoir, seraient illusoires si, par l'effet des mutations, les propriétés passaient indifféremment dans toutes sortes de mains. »

Ce que le décret du 3 nivôse an VI avait décidé, ce que l'instruction ministérielle du 3 août 1810 aurait voulu faire admettre, le gouvernement nous propose de l'inscrire dans la loi. C'est le texte de l'article 13 du projet.

Les concessions sont données à celui qui offre le plus de garantie, à celui qui préserve les conditions et facultés nécessaires pour faire fructifier la propriété qu'on lui octroie.

Mais, si volontairement il n'exploite pas, si, méconnaissant les clauses qui l'obligent, il se refuse à faire fructifier le bien dont on a exproprié, en sa faveur, les ayants-droit, superficiaires ou inventeur, la concession ne peut-elle être revoquée par cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle est conservée ?

La loi crée un privilège dans l'intérêt du public, elle subordonne ce privilège à l'exécution de certaines conditions.

Dans l'espèce, la loi enlève au propriétaire foncier la propriété du dessous pour la donner au concessionnaire.

Pourquoi ne pourrait-elle pas la reprendre à ce dernier lorsqu'il ne remplit plus les conditions auxquelles cette faveur avait été subordonnée?

Le rapport du Conseil des mines compare très justement la situation à celle de la révocation des donations entre vifs pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elles sont consenties. (*Rapport du Conseil des mines*, p. 38.)

Le principe de la déchéance nous paraît justifié; il suffit mais il faut, qu'on l'inscrive dans le cahier des charges des concessions.

Le projet du Gouvernement commine la déchéance dans deux articles du projet :

Art. 14. — Tout concessionnaire sera tenu, à moins d'empêchement légitime, de commencer les travaux de son exploitation au plus tard *cinq* ans après la publication de l'acte de concession.

Les travaux commencés dans ce délai devront être régulièrement poursuivis jusqu'à la mise en exploitation effective de la mine et ne pourront être suspendus sans motifs légitimes.

Art. 15. — La déchéance de la concession sera encourue dans le cas où le concessionnaire serait en défaut de satisfaire au prescrit de l'article précédent.

Elle sera encourue de même lorsque l'exploitation commencée aura été abandonnée depuis au moins cinq ans et qu'elle n'aura pas été reprise dans les six mois d'une sommation dûment notifiée au concessionnaire par le ministre de l'industrie et du travail : le concessionnaire sera toutefois admis à justifier des causes majeures de son inaction.

Art. 23. — Pour les mines concédées pendant les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, le délai fixé par l'article 14, alinéa 1er, sera de dix ans.

Le but poursuivi, c'est d'éviter que des spéculateurs ne demandent des concessions. Il faut que les demandeurs en concession aient l'intention de faire fructifier la mine. « Le meilleur moyen de garantir le but des conces-
» sions, c'est d'accorder les concessions nouvelles non à des spéculateurs,
» qui chercheront naturellement à les céder en les grevant de charges plus
» ou moins importantes, mais à des sociétés sérieuses qui ont l'intention de
» les mettre à fruit elles-mêmes et à bref délai, et qui disposent, dans ce
» but, de capitaux suffisants. » (*Ann. parl.* Sénat, 1903, p. 136.)

C'est ce moyen que le Gouvernement croit trouver dans l'inscription des clauses de déchéance dans le cahier des charges des nouvelles concessions.

La Commission a trouvé ces délais trop longs. En combinant, en effet, les articles 14, 15 et 23, le délai de mise en exploitation effective peut être de quinze années. Elle a admis les délais proposés par le rapport du Conseil des mines et qui sont de 1 an dans l'article 14 et de 2 ans dans l'article 15. Elle a voté la suppression de l'article 23.

Cependant, les discussions qui ont eu lieu dans les réunions suivantes ne permettent pas de considérer ces modifications autrement que comme une indication.

Et tout d'abord, il n'est pas sans intérêt de constater que les législations antérieures ont inscrit les clauses de déchéances : la loi de 1791 dans son texte, la loi de 1837 tout au moins dans son esprit.

La loi du 28 juillet 1791 fixait à six mois le délai laissé au concessionnaire.

Art. 14. « Tout concessionnaire sera tenu de commencer son exploitation
» au plus tard six mois après qu'il aura obtenu la concession : passé lequel
» temps, elle sera regardée comme non avenue, et pourra être faite à un
» autre, à moins que ce retard n'ait une cause légitime, vérifiée par le direc-
» toire du district, et approuvée par celui du département. »

Art. 15. « Une concession sera annulée par une cessation de travaux « pendant un an, à moins que cette cessation n'ait eu des causes légitimes, » et ne soit approuvée par le directoire du département, sur l'avis du direc- » toire du district auquel le concessionnaire sera tenu d'en justifier; il en » sera de même des anciennes concessions maintenues, dont l'exploitation » n'aura pas été suivie pendant un an sans cause légitime, également » constatée. »

La loi du 21 avril 1810 est moins explicite :

Art. 49. — Si l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, les préfets, après avoir entendu les propriétaires, en rendront compte au ministre de l'intérieur, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra.

Art. 50. — Si l'exploitation compromet la sûreté publique, la conservation des puits, la solidité des travaux, la sûreté des ouvriers mineurs ou des habitations de la surface, il y sera pourvu par le préfet, ainsi qu'il est pratiqué en matière de grande voirie et selon les lois.

La loi de 1810 ne prévoit pas, à proprement parler, la déchéance; elle donne le droit de faire arrêter les travaux d'exploitation.

La jurisprudence en a jugé ainsi :

Les députations permanentes des conseils provinciaux qui remplacent les préfets peuvent interdire les travaux d'exploitation, lorsque cette interdiction est le seul moyen de pourvoir à ce qu'exigent la sûreté publique et la sûreté des habitations de la surface.

A l'autorité administrative seule appartient le droit de décider de la convenance, de la nécessité ou de la durée de la prohibition provisoire d'exploiter pour cause de sûreté publique, et des moyens de reprendre l'exploitation sans danger pour les habitants de la surface; le pouvoir judiciaire ne peut, dès lors, contrôler les moyens d'instruction auxquels l'administration a eu recours.

On ne peut assimiler à une expropriation pour cause d'utilité publique la simple défense d'exploiter, faite par mesure de police, ou, en général, les restrictions apportées au mode de jouir en vertu des lois et règlements qui déterminent les limites légales du droit de propriété.

La propriété des mines est concédée sous la condition d'être subordonnée à toutes les prescriptions que l'autorité administrative peut établir par mesure de police; l'exploitation faite au mépris de ces mesures est, dès lors, illicite et constitue une contravention à la loi du 21 avril 1810. (Cass., 28 oct. 1846; *Bull.*, 1848, 661.)

Ce n'est pas arrêter les travaux que veut le projet de loi. C'est la déchéance telle que la concevait le législateur de 1791.

Or, tout dépend de ce que l'on entend par commencement des travaux.

Le concessionnaire, dit le projet, *doit commencer les travaux de son exploitation.*

Qu'est-ce à dire ? et que faut-il entendre par les travaux ?

D'après l'interprétation qu'on donnera aux travaux, le délai sera trop long ou trop court.

Le délai d'un an sera évidemment insuffisant si on exige que le concessionnaire puisse vraiment commencer son exploitation; il peut être trop long si on entend par travaux d'exploitation les préliminaires les plus éloignés.

La question peut être difficile à résoudre, en présence du grand nombre de ceux qui voudront faire valoir les droits de l'inventeur.

Quel est l'inventeur? Ne doit-on pas réserver ce nom et accorder les faveurs de la concession par privilège à celui qui a véritablement fait connaître le gisement et les moyens de l'exploiter?

« En fait de découverte réelle de mines de houille, il y a peu d'inventeurs, à l'heure actuelle, si on laisse de côté l'œuvre de M. Urban, que la mort a enrayée; on n'en voit qu'un bien authentique, bien convaincu, c'est M. Dumont. Les autres se sont laissés entraîner dans son orbite, dès que la route a été tracée, débarrassée d'incertitudes et d'aventures. (Michel Bodeux, *L'État charbonnier. — Rev. soc. catholique*, 7e année, n° 3, p. 81.)

Les sondages exécutés ont surtout visé la rapidité de l'avancement dans le but d'acquérir le droit de préférence que la législation accorde à l'inventeur pour l'obtention des concessions, lorsqu'il prouve, par des travaux de reconnaissance, que des couches de houille exploitables gisent dans le périmètre de la concession sollicitée. Les systèmes de forage qui ont été employés pour la traversée des morts-terrains comprennent généralement le battage au trépan à grande vitesse (plus de 100 coups par minute) : un courant d'eau injecté au fond du trou par une tige creuse évacue à la surface les débris pulvérulents au fur et à mesure qu'ils se produisent. On atteint ainsi des avancements très rapides, jusque 100 mètres par vingt-quatre heures. Mais on conçoit que les échantillons des roches traversées par ce procédé ne permettent guère d'en faire la détermination d'une manière précise et certaine, les caractères paléontologiques et pétrographiques étant fortement altérés. (Victor Lambiotte. *Le gisement houiller. — Rev. quest. scient.*, 1903.)

Quoi qu'il en soit de la valeur de ces sondages au point de vue de la connaissance des gisements, il est certain que plusieurs des demandeurs en concessions n'ont eu pour s'éclairer que les résultats de ces sondages ultra-rapides.

Faudra-t-il ne leur donner une concession que lorsqu'un sondage plus concluant aura donné raison à la présomption établie par le premier?

Faudra-t-il exiger le forage d'un nouveau sondage?

Et si on leur accorde une concession, n'est-il pas certain qu'avant de déterminer la place du puits d'extraction, il y aura une période de tâtonnement plus ou moins longue, d'après la nature et la profondeur du gisement qu'il s'agira d'exploiter?

Où placera-t-on le commencement des travaux d'exploitation ?

Sera-ce le fait de gratter la bruyère? Sera-ce le fait d'occuper quelques hommes à des travaux de forage?

Mais nous supposons toutes les hésitations vaincues, les hommes de l'art absolument éclairés ; n'oublions pas que les travaux préparatoires seront longs et pénibles, avant même de commencer le puits d'extraction ou le puits qui, le cas échéant, servira à l'exploitation.

Il y aura à examiner et la question financière et l'emplacement du siège d'extraction. Il doit, au point de vue géologique, être déterminé de telle façon que la traversée des morts-terrains soit supprimée autant que possible, que le défruitement du gisement houiller soit fait dans les conditions les plus avantageuses. Il est manifeste qu'un sondage de découverte ne répond que de très loin, s'il y répond, à ce desideratum. On comprend, d'autre part, qu'avant de risquer une dizaine de millions dans une industrie, on veuille s'entourer de toutes les garanties de réussite possibles. Il faudra, en outre, que l'emplacement choisi soit raccordé avec une voie de transport, canal ou chemin de fer.

Enfin, le recrutement du personnel ouvrier peut donner lieu à de grandes difficultés. Si ce terme de cinq ans peut paraître long, un an paraît manifestement ne tenir aucun compte des faits.

Certes, ce délai ne doit pas être trop long, mais nous estimons que déterminer le fait qui fait courir le délai peut avoir des conséquences fâcheuses au point de vue du but à atteindre, et nous serions tentés de croire que la plus grande latitude doit être laissée au Conseil des mines, seul juge de la valeur des travaux qu'il s'agira d'apprécier.

L'article 16 porte que l'action en déchéance sera poursuivie devant les tribunaux. C'est le demandeur, dans l'espèce le ministère public, qui devra prouver la non-exécution des travaux d'exploitation.

Faute de désignation claire et précise des travaux qui auront ce caractère, on peut affirmer qu'on aura découvert une vraie mine à procès.

L'article 49 de la loi de 1810, modifié dans le sens d'une déchéance à poursuivre, nous paraît mieux répondre au but poursuivi, tout en évitant les inconvénients indiqués.

L'article 15 inscrit la déchéance contre le concessionnaire qui aura abandonné l'exploitation commencée pendant au moins cinq ans.

La Commission, dans les mêmes circonstances qui appellent les mêmes réserves, fixe le délai à deux ans, et étend dans un article 15*bis* la même peine au concessionnaire qui, sans cause reconnue légitime et par son fait aurait restreint ou suspendu son exploitation de manière à compromettre les besoins du consommateur.

La Commission reprend le texte de l'article 49 de la loi de 1810. Elle a craint qu'en insérant l'article 15, tel qu'il est conçu dans le projet, les causes de déchéance de l'article 49 ne paraissent avoir été abandonnées. C'est ce qu'elle n'a pas voulu. De là, l'article 15*bis*.

Les modifications présentées aux lois du 21 avril 1810 et 2 mai 1837, et concernant les formalités prescrites pour les demandes en concession des mines, les publications et affichages qu'elles nécessitent, n'ont pas été discutées en section centrale.

Elles modernisent, si on peut dire, les lois citées, et leur nécessité s'impose.

Il en a été de même du § 1 de l'article 3, déterminant la responsabilité du concessionnaire.

La jurisprudence depuis longtemps se fixe en faveur des propriétaires de la surface.

Il devait en être ainsi : « L'acte de concession d'une mine, dit la Cour de cassation, ne transmet que la propriété des substances minérales concédées avec le droit de les extraire; il détache la mine seule du domaine de la surface et laisse intacts tous les autres droits du propriétaire du sol. » (Cass. 30 mai 1872. *Pas.*, p. 319.)

La disposition de l'article 15 de la loi sur les mines qui astreint les concessionnaires au payement du dommage causé par les travaux d'exploitation aux maisons ou lieux d'habitation sous lesquels les travaux ont été faits, est applicable au cas où les constructions lézardées ou renversées auraient été plus ou moins solides et assises sur un sol plus ou moins convenable. En un mot, la responsabilité est entière et absolue. (Brux., 2 janv. 1865. *Pas.* 1866, p. 131.)

La concession d'une mine ne peut porter aucune atteinte au droit que le propriétaire de la surface a de bâtir sur le fond qui lui appartient.

On a jugé qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre les constructions antérieures et celles qui seraient postérieures à la concession de la mine. Les unes et les autres sont également protégées.

La responsabilité de l'auteur des travaux reste entière quand bien même il aurait exploité suivant les règles de l'art et en observant toutes les prescriptions qui lui ont été imposées, soit par l'acte de concession, soit par d'autres actes postérieurs.

En matière de mines, les tribunaux estiment que le dommage causé par un exploitant doit être réparé même en l'absence de toute faute.

Ces principes pouvaient encore être discutés. Le texte de l'article 3 met fin à la controverse.

Le § 2 de l'article 3 inscrit une application nouvelle de la caution prévue par la loi de 1810.

L'article 15 de la loi de 1810 permettait, en certains cas, au propriétaire du sol d'exiger de l'exploitant une caution, pour répondre des dommages que l'exploitation pourrait éventuellement lui causer *en cas d'accident* et il limitait ce droit au « cas arrivant de travaux à faire sous *des maisons ou lieux d'habitation*, sous d'autres exploitations ou sous *leur voisinage immédiat.* »

Le rapport du Conseil des mines, après avoir cité les arrêts qui interprètent diversement l'article 15 de la loi de 1810, estime, contrairement à l'avis de M. le directeur général, qu'il est de l'intérêt de tous que le législateur tarisse une source de procès en tranchant ces questions controversées et approuve, en conséquence, le nouveau texte du gouvernement.

Nous ne saurions nous rallier à cet avis.

On peut soutenir que les termes employés dans l'article 15 de la loi de 1810 ont donné lieu à des appréciations divergeantes :

Que faut-il entendre par accident? *Quid* par maisons ou lieux d'habitation, et faut-il y comprendre les dépendances bâties?

Que doit-on entendre par voisinage immédiat? Mais le principe reste net-

tement posé. L'avis du Conseil des mines, du 27 octobre 1871 (Voir cons. min., IV, p. 121) détermine les droits du propriétaire de la surface :

« Considérant que l'article 15 de la loi de 1810 oblige le concessionnaire d'une mine à donner caution de payer toute indemnité en cas d'accident, lorsqu'il porte ses travaux sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat;

» Considérant que l'intention du législateur a été d'assurer par la caution la réparation des dommages que les accidents inhérents à l'exploitation des mines peuvent faire éprouver aux habitations de la surface et aux exploitations voisines;

» Considérant que la manière dont l'article 15 est ponctué a fait naître des doutes sur la question de savoir si les mots: *ou dans leur voisinage immédiat*, se rapportent aux maisons ou lieux d'habitation aussi bien qu'aux autres exploitations du voisinage;

» Considérant qu'il serait contraire à l'esprit comme au but de la loi de restreindre le droit à la caution, conféré au propriétaire d'habitations, au seul cas où les travaux s'exécuteraient perpendiculairement sous ces habitations, les travaux pratiqués dans le voisinage pouvant exercer sur ces mêmes habitations, ainsi que l'expérience et la théorie l'on démontré, une action aussi nuisible et aussi dangereuse que les travaux entrepris directement au-dessous;

» Considérant que le *motif* qui rend la caution exigible pour les travaux exécutés dans le voisinage des exploitations minières, peut être invoqué également pour les travaux établis à proximité des maisons ou lieux d'habitation. »

Et quel est le motif qui rend la caution exigible? Napoléon nous l'indique : « Pour prévenir toute entreprise nuisible aux voisins, on pourrait astreindre l'exploitant à donner caution des dommages que son entreprise peut occasionner, *toutes les fois qu'un propriétaire* voisin craindrait que les fouilles ne vinssent ébranler les fondements de son édifice, tarir les eaux dont il a l'usage en lui causant quelque tort. »

C'était pour permettre de suivre le filon dans toutes les directions, même sous les habitations, comme le dit Regnault de Saint Angely dans la séance du Conseil d'Etat.

Quelle que soit l'interprétation qu'on donne aux termes employés, une chose est hors conteste, c'est que la caution ne doit garantir qu'un danger possible provenant d'un travail déterminé à entreprendre.

C'était le risque pressenti, conséquence possible d'un fait déterminé.

Ce principe admis, la caution est obligatoire. (Liége, 14 août 1858. *Pas.*, 1861, p. 299). Elle peut être demandée au cours d'une instance en dommages-intérêts du chef de travaux déjà exécutés. (Charleroi, 6 juill. 1882. *Pas.*, 1883, p. 302.)

Elle est applicable à l'exploitant concessionnaire comme à l'exploitant explorateur (Brux., 29 mars 1888. *Pas.*, p. 265.). Elle garantit les maisons, les lieux d'habitations, les autres exploitations de mines.

Sa protection s'étend aux habitations élevées postérieurement à la concession comme à celles qui ont été élevées antérieurement à la concession.

La caution peut même être demandée alors même qu'il s'agit de travaux déjà exécutés, mais qui peuvent encore provoquer des craintes sérieuses d'accidents ultérieurs. (Liége, 9 avril 1867. *Pas.*, p. 219.)

La caution doit être fournie préalablement au fait à poser ; les intéressés sont donc aptes à agir pour l'obtenir dès le moment où ils croient leurs intérêts menacés. (Avis du Conseil des mines du 22 oct. 1880, VI, 21).

Une administration communale peut exiger une caution d'un exploitant, à l'effet d'être indemnisée en cas de dommage à produire au bâtiment de l'église de la commune. (Avis du 6 avril 1883, VI, 52.)

Que faut-il de plus pour sauvegarder les intérêts du propriétaire de la surface ?

Sous prétexte d'interpréter et de mettre fin à des controverses, doit-on aller jusqu'à imposer une caution, sans limite aucune, pour tous les dommages futurs?

Mais comment fixer cette caution sans tomber dans l'arbitraire? Sur quelles probabilités se basera-t-on? et quel est le concessionnaire assez puissant pour cautionner *tous les dommages que les travaux souterrains pourraient causer à la surface?*

La commission estime que la disposition de l'article 15 de la loi 1810 est plutôt énervée par la trop grande extension donnée au principe de la responsabilité.

Après avoir inscrit dans le paragraphe 1^er^ le principe de la responsabilité absolue de tous les faits dommageables résultant des travaux dans la mine, elle estime que la caution sera suffisante si elle garantit la réparation des conséquences de certains travaux déterminés par la loi de 1810.

Certes, on peut soutenir que la grande profondeur du bassin houiller le met à l'abri des conséquences de la nouvelle mesure.

Il n'en reste pas moins vrai que les mesures draconiennes inscrites dans les cahiers des charges des nouvelles concessions sont de nature à décourager les initiatives, qui auront déjà, nous l'avons indiqué, d'énormes difficultés à vaincre pour arriver à l'exploitation de leurs concessions.

* * *

L'article 20 inscrit une série de mesures propres à améliorer le sort des ouvriers. En principe, la Commission approuve ces mesures, mais elle se demande s'il est pratique de les imposer uniquement aux nouvelles concessions.

En fait, la loi inscrit la participation obligatoire du patron aux versements faits par les ouvriers, en vue de se créer une pension, mais l'ouvrier garde son entière liberté, et s'il use de sa liberté dans le sens de l'abstention, le patron peut-il obliger l'ouvrier à verser? et s'il ne peut l'obliger, sur quoi porteront les 50 p. c. dont il est parlé dans l'article 20 ?

A suivre avec attention les progrès des sociétés qui ont pour but l'affiliation de leur membres à la Caisse de retraite de l'État, on est frappé du peu de progrès que fait l'idée de se créer une pension dans la classe ouvrière, et on peut regretter que la loi de 1900 ne soit pas mieux comprise et mieux appré-

ciée par ceux en faveur desquels elle est spécialement faite. On se demande avec raison si l'inscription du principe de l'obligation n'aurait pas mis fin à bien des tâtonnements et prévenu bien des mécomptes dans l'avenir.

Mais de là à commencer par obliger une catégorie de personnes, il y a loin.

Et l'inconvénient de ce système nous paraît d'autant plus considérable qu'en réalité le versement obligatoire du patron ne peut rien contre le mauvais vouloir du personnel ouvrier.

L'ouvrier obligé même de verser de par la volonté du patron, dans telle exploitation où la loi s'appliquera, peut quitter ce patron pour s'établir dans une région où l'obligation n'existe pas.

Or, l'on sait que pour obtenir un résultat au point de vue pension, il faut que les versements soient régulièrement faits pendant une période continue.

Si un ouvrier de 21 ans, peut à l'âge de 60 ans par un versement mensuel de 1 franc, acquérir, grâce aux subsides de l'Etat, une pension de fr. 369.75, ce n'est qu'à la condition qu'il verse régulièrement la somme mensuellement fixée et s'il interrompt ou s'il cesse ces versements, sa pension diminue dans une notable mesure.

Nous croyons donc que les mesures prévues et inscrites dans l'article 20 demandent à être imposées par dispositions générales et non par mesures d'exception.

Quant aux mesures propres à assurer l'hygiène dans les travaux, il nous paraît évident qu'il est du devoir strict de l'État de ne faire aucune distinction entre le nouveau et l'ancien bassin. Les lois existantes en ces matières doivent être améliorées s'il y a lieu et appliquées sans distinction de région ou de personnes.

Art. 21. — Indépendamment de la redevance proportionnelle inscrite à l'article 35 de la loi de 1810, le gouvernement prélèvera sur les mines de la Campine un impôt progressif dont le montant constituera un fonds spécial rattaché au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Ce serait une charge nouvelle imposée aux charbonnages de la Campine, et à ce point de vue déjà, le principe a été vivement combattu au sein de la Commission.

Tous les Belges devant être égaux devant la loi, il est difficile de justifier le prélèvement en tant qu'il grèverait uniquement les concessions du nouveau bassin charbonnier.

L'idée fondamentale de toute notre législation minière est la création de la mine en propriété réelle, distincte de celle de la surface. Cette propriété, comme toute autre, doit contribuer aux charges de l'État. Toutefois, sa nature et le caractère aléatoire de son exploitation ont amené le législateur à la soumettre, sous le rapport des impôts, à un régime spécial. (*Pandectes Belges.*)

Au Conseil d'État, on était d'accord pour dire que les mines, étant des propriétés foncières, sont susceptibles de l'impôt ; mais il faut que celui-ci soit général, simple et modéré. (Locré, XXIII, n° 1.)

Chaque fois que le législateur de 1810 a proclamé la nécessité de soumettre l'industrie minière à l'impôt, chaque fois aussi il a proclamé, au nom de l'intérêt général, la nécessité de maintenir cet impôt dans les limites raisonnables. Il ne devait avoir d'autre but que de payer les dépenses de l'administration des mines ou de favoriser les recherches, ouvertures et mise en activité des mines nouvelles ou le rétablissement des mines anciennes. (L. 1810, art. 39.)

Alors que la redevance réservée au propriétaire du sol apparaît comme la reconnaissance du droit du propriétaire exproprié et comme une indemnité, la redevance au profit de l'Etat présente les caractères d'un véritable impôt.

Il est utile de voir comment cet impôt est établi sous le régime de la loi du 21 avril 1810.

Les propriétaires des mines sont tenus de payer à l'Etat une *redevance fixe* et une *redevance proportionnée au produit* de l'extraction. (Art. 33.)

La *redevance fixe* sera annuellement réglée d'après l'étendue de la concession : elle sera de 10 francs par kilomètre carré. (Art. 33.)

La *redevance proportionnelle* sera une contribution annuelle à laquelle les mines seront assujetties sur leurs produits; elle est réglée chaque année par le budget de l'Etat, comme les autres contributions publiques. Elle ne pourra jamais s'élever à plus de 5 p. c. du produit net. (Art. 35.)

Depuis nombre d'années, la redevance est fixée annuellement à 2 1/2 p. c. du produit net, plus 25 centimes additionnels, soit 3 1/8 p. c.

La matrice du rôle, pour les mines qui sont en extraction, sera dressée *d'après des états d'exploitation*, par l'ingénieur des mines, revue et arrêtée par le comité d'évaluation (gouverneur de la province, deux membres de la députation permanente, etc.)

L'assiette de la redevance est fixée d'après les produits de l'année courante.

La détermination du produit net s'obtient en déduisant du produit brut d'exploitation les dépenses suivantes :

a) Salaires d'ouvriers;
b) Achat et entretien des chevaux nécessaires;
c) Entretien des travaux souterrains, ouvrages d'art, etc.;
d) Mise en action des moteurs, machines, etc.;
e) Entretien des bâtiments d'exploitation;
f) Entretien et renouvellement de l'outillage;
g) Entretien des voies de communication;
h) Premier établissement de puits, galeries, etc. ;
i) — — de machines ;
k) — — de bâtiments;
l) — — de voies de communication;
m) Frais de bureau qui ont lieu au siège et réduits au strict nécessaire.

La redevance proportionnelle sera imposée et perçue comme la contribution foncière. (Art. 37.)

Les réclamations à fin de dégrèvement ou de rappel à l'égalité proportion-

nelle seront jugées par des conseils de préfecture. Le dégrèvement sera de droit quand l'exploitant prouvera que sa redevance excède 5 p. c. du produit net de son exploitation.

Ces réclamations doivent être adressées dans le délai de trois mois aux directeurs provinciaux des contributions directes.

Redevances aux propriétaires de la surface.

Le droit, attribué par l'article 6 de la présente loi aux propriétaires de la surface, sera réglée à une somme déterminée par l'acte de concession. (Art. 42, loi de 1810.)

Art. 9. — Loi du 2 mai 1837. — L'indemnité réservée aux propriétaires de la surface, par les articles 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810, sera déterminée au moyen d'une *redevance fixe* et d'une *redevance proportionnelle* au produit de la mine.

La *redevance fixe* sera déterminée par l'acte de concession ; elle ne sera pas inférieure à 25 centimes par hectare de superficie.

La *redevance proportionnelle* sera fixée de 1 à 3 p c. du produit net de la mine, tel que ce produit est arbitré annuellement par le comité d'évaluation.

Cette indemnité est également *répartie* entre les propriétaires de la surface, en raison de la contenance, en superficie, des terrains appartenant à chacun d'eux, telle que cette contenance est indiquée dans le plan de concession.

Quant aux concessions antérieures à la loi de 1810, elles sont réglées par les articles 51 et 53. Les concessionnaires deviennent propriétaires, à charge seulement d'exécuter, s'il y en a, les conventions faites avec les propriétaires de la surface et sans que ceux-ci puissent se prévaloir des articles 6 et 42 de la loi de 1810.

On peut donc dire que les redevances, au vœu de la loi de 1810, doivent être générales, simples, modérées.

« L'intérêt de l'État », disait le comte Begouen à la séance du Conseil d'État du 3 février 1810, « n'est pas de tirer un grand produit de l'impôt sur le charbon, mais d'encourager l'industrie qui le produit et qui vivifie et augmente la fabrication des objets sur lesquels des droits sont ensuite perçus. »

« Il est reconnu », continuait le comte Stanislas Girardin, « que tout impôt qui pèse sur l'industrie est beaucoup plus nuisible qu'utile... Lorsque la mine est abondante, l'exploitant en tire, il est vrai, un profit qui le dédommage de l'intérêt de ses avances ; mais ce profit est presque toujours balancé par des risques au moins proportionnés à l'étendue des bénéfices. »

Le projet, dans son article 21, nous paraît aller à l'encontre de ces principes en imposant aux nouvelles concessions un véritable impôt progressif sur le revenu.

Nous croyons même que la méthode qu'on applique pour le percevoir donne à cet impôt sa forme la plus critiquable.

Si, en effet, on peut défendre le principe de l'impôt progressif, en disant qu'il fait participer les citoyens aux charges de l'Etat en proportion de leurs revenus, il n'en est plus de même lorsqu'on frappe la source de ces revenus.

Dans le système de l'article 21, on frappe le charbonnage sans considérer la capacité ou la situation de fortune de l'actionnaire. Le bénéfice peut être le superflu pour certains, il peut être le nécessaire pour d'autres. La loi ne distingue pas.

En vain, dit-on, pour justifier l'article 21, que le prélèvement ne constitue pas un impôt, mais uniquement une participation de l'État aux bénéfices de l'exploitation, bénéfices qui équivaudraient à ceux qu'il pourrait recueillir par son exploitation personnelle. Nous estimons que rien n'empêche l'Etat de demander une concession s'il croit avoir intérêt à exploiter lui-même. Mais nous nous demandons en vain, de quel droit il viendrait demander une part des bénéfices de ceux qui exploitent à leurs risques et périls.

Ceux qui soutiennent la thèse de la domanialité sont logiques en affirmant que l'Etat, disposant de son bien, peut se réserver des avantages, mais la Commission a repoussé cette thèse et elle pense, avec Mirabeau, que « ce » serait une absurdité de dire que les mines sont à la disposition de la » nation, *dans ce sens qu'elle peut ou les vendre ou les faire administrer* » *pour son compte, ou les régir à l'instar des biens domaniaux, ou les con-* » *céder arbitrairement,* » et il ajoute : « Personne n'a proposé cela ; il était » donc inutile de le combattre. »

L'État, dans le système de la loi de 1810, règle l'usage de la propriété minière au mieux des intérêts de tous ; il est dans la situation du juge qui, pour des motifs d'utilité publique, exproprie une partie des biens de X... pour les faire entrer dans le domaine de Z...

Mais, si même la base de la redevance se justifiait, encore, se demanderait-on, pourquoi le nouveau bassin houiller seul doit être imposé, alors surtout qu'il est manifeste que son exploitation sera plus difficile et plus coûteuse.

Enfin, alors que les provinces et les communes sur les territoires desquelles les nouvelles concessions seront données, se trouveront en face de dépenses nouvelles, de voirie, de bienfaisance, d'hygiène, d'administration et de police, le § 8 de l'article 21 décide que ces prélèvements ne pourront être grevés de centimes additionnels au profit des provinces ou des communes.

L'article 21 ne saurait être que la conséquence du principe de la domanialité. Quoi qu'il en soit, le principe du prélèvement a été adopté par la commission à une voix de majorité.

*
* *

La Commission n'a pas entendu discuter, à l'occasion des modifications

présentées à la loi de 1810, les diverses propositions concernant les conditions du travail et la situation des ouvriers.

Elle estime que dans cet ordre d'idées on ne peut légiférer pour une industrie spéciale. Les mesures proposées doivent s'appliquer à toutes et ne sauraient utilement trouver leur place dans le cadre d'une loi spéciale.

Le Rapporteur, *Le Président*,

ALP. VERSTEYLEN. E. NERINCX.

Texte du projet de loi.

CHAPITRE PREMIER.

Modifications aux lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837.

ARTICLE PREMIER.

Les articles ci-après mentionnés, de la loi du 21 avril 1810, sont modifiés ainsi qu'il suit :

I. — L'article 15 est abrogé et remplacé par les alinéas 2 et 3 de l'article 3 de la présente loi.

II. — Les articles 22 à 28 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 22. — « La demande en concession sera faite par voie de simple pétition adressée à la Députation permanente de la province où la mine est située. Si le demandeur est étranger, il sera tenu de faire élection de domicile dans le royaume.

» Un plan régulier de la surface, indiquant les limites du périmètre demandé à l'échelle de 1/10000e, sera annexé à la demande en quadruple expédition.

» Ce plan contiendra l'indication des concessions minières voisines.

» Au cas où la concession sollicitée s'étendrait sur plusieurs provinces, la demande sera adressée à la Députation permanente de la province dans laquelle la mine aura la plus grande étendue. Une copie de la demande et du plan annexé sera déposée au greffe du gouvernement provincial de chacune des autres provinces.

Tekst van het ontwerp.

EERSTE HOOFDSTUK.

Wijzigingen in de wetten van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837.

ARTIKEL 1.

De hierna te melden artikelen der wet van 21 April 1810 worden gewijzigd als volgt :

I. — Artikel 15 wordt ingetrokken en vervangen door het 2e lid en 3e lid van artikel 3 dezer wet.

II. — De artikelen 22 tot 28 worden door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 22.— « Aanvraag om vergunning wordt gedaan bij eenvoudig verzoekschrift gericht tot de Bestendige Afvaardiging van de provincie waarin het mijnveld is gelegen. Indien de aanvrager vreemdeling is, moet hij eene verblijfplaats kiezen binnen het Rijk.

» Een behoorlijk plan van den bovengrond, met aanduiding van de omgrenzing der gevraagde uitgestrektheid op eene schaal van 1/10000, wordt in 't viervoud bij de aanvraag gevoegd.

» Op dat plan worden de naburige vergunde mijnvelden aangewezen.

» Mocht het mijnveld, met het oog waarop vergunning is aangevraagd, zich uitstrekken tot in verschillende provinciën dan zal de aanvraag worden gericht tot de Bestendige Afvaardiging van de provincie waarin het zijne grootste uitgestrektheid heeft. Van de aanvraag en van het bijgaande plan wordt een afschrift overgelegd ter griffie van het bestuur van elke der andere provinciën.

Texte proposé par la Commission.

CHAPITRE PREMIER.

Modifications aux lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EERSTE HOOFDSTUK.

Wijzigingen in de wetten van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837.

ARTIKEL 1.

(Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

» Les plans devront être vérifiés par l'ingénieur des mines, et les Députations permanentes certifieront chacune les expéditions qui leur seront affectées. »

ART. 23. — « La demande sera transcrite à sa date sur un registre particulier par les soins des greffiers provinciaux, et des extraits certifiés de ces transcriptions seront délivrés aux requérants.

» Les registres pourront être consultés par tous ceux qui le demanderont. »

ART 24. — « Dans les trente jours de la transcription, la Députation permanente qui aura reçu la demande ordonnera, s'il y a lieu, sur le rapport de l'ingénieur des mines, la publication par voie d'affichage et d'insertion dans les journaux, de la demande en concession. Sa décision sera immédiatement notifiée aux demandeurs.

» Un recours contre les décisions de la Députation permanente sera ouvert aux intéressés ainsi qu'au Gouverneur pendant trente jours à partir de la date de la notification. Il sera statué sur ce recours par le Ministre de l'Industrie et du Travail, qui prendra au préalable l'avis du Conseil des mines. »

ART. 25. — « L'affichage et l'insertion dans les journaux seront faits par les soins des administrations communales et aux frais des demandeurs. Les affiches seront apposées et maintenues pendant trente jours aux chefs-lieux des provinces, à ceux des arrondissements administratifs où la mine est située, au lieu du domicile réel ou élu du demandeur et dans toutes les communes sur le territoire desquelles la concession peut s'étendre.

» Elles seront insérées au *Moniteur* et au moins dans un journal, s'il en existe, de chacune des localités désignées ci-dessus, deux fois à quinze jours d'inter-

Tekst van het ontwerp.

» De plannen dienen gekeurd door den mijningenieur, en de Bestendige Afvaardigingen zijn gehouden elk der haar bestemde afschriften echt te verklaren. »

ART. 23. — «Door de zorg van den provincialen griffier wordt de aanvraag onder hare dagteekening overgeschreven in een bijzonder boek en echt verklaarde uittreksels van deze overgeschreven aanvragen worden aan de verzoekers afgegeven.

» De boeken mogen worden ingezien door al degenen die zulks verlangen. »

ART. 24. — « Binnen dertig dagen te rekenen van de overschrijving, beveelt de Bestendige Afvaardiging die de aanvraag heeft ontvangen, zoo er grond voor is, op verslag van den mijningenieur, het bekendmaken van de aanvraag om vergunning bij aanplakking en bij inlassching in de nieuwsbladen. Van hare beschikking wordt den aanvragers onmiddellijk kennis gegeven.

» De belanghebbenden, alsook de gouverneur, mogen gedurende dertig dagen, te rekenen van den dag der kennisgeving, van de beschikking der Bestendige Afvaardiging in beroep komen. Over dat beroep wordt beslist door den Minister van Nijverheid en Arbeid, die voorafgaandelijk den Mijnraad hoort. »

ART. 25. — « De gemeentebesturen zorgen, op kosten van de aanvragers, voor het aanplakken en voor het inlasschen in de nieuwsbladen. De plakschriften worden en blijven aangeplakt gedurende dertig dagen in de hoofdsteden der provinciën, in die der bestuurlijke arrondissementen, waarin het mijnveld is gelegen, in de werkelijke of gekozen woonplaats van den aanvrager en in al de gemeenten, tot op welker grondgebied het mijnveld zich mocht uitstrekken.

» Zij worden, zoolang de aanplakking duurt, in het *Staatsblad*, en zoo er bestaan, in ten minste één nieuwsblad van elke der bovenbedoelde gemeenten,

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Texte du projet de loi.

valle pendant la durée de l'affichage. »

ART. 26. — « Les formalités des quatre premiers alinéas de l'article 22 sont prescrites à peine de nullité de la demande; celles du dernier alinéa de l'article 22 et des articles 23, 24 et 25 à peine de nullité de l'instruction.

» L'accomplissement des formalités de l'affichage et de l'insertion dans les journaux sera, dans les huit jours, certifié à la Députation permanente par les collèges des bourgmestre et échevins, avec production des journaux, s'il y a lieu. »

ART. 27. — « Les demandes en concurrence et les oppositions qui y seront formées seront admises devant la Députation permanente sur l'arrêté de laquelle les insertions et affichages auront eu lieu, jusqu'au trentième jour à compter de la date de l'affichage.

» Elles seront notifiées par acte extrajudiciaire au gouverneur de la province, et transcrites par les soins du greffier provincial sur le registre visé à l'article 23.

» Elles seront, à la requête de leurs auteurs, notifiées par exploit aux parties intéressées.

« Les demandes en concurrence ne devront être insérées dans les journaux, et affichées, comme il est dit ci-dessus, que si elles comprennent des terrains situés en dehors du périmètre de la demande primitive, sans toutefois que cette formalité soit un motif pour suspendre l'instruction de cette demande. »

ART. 28. — « A l'expiration du délai de l'affichage et des insertions, et sur la preuve de l'accomplissement des formalités portées aux articles précédents, la Députation permanente chargée de l'instruction, sur le rapport de l'ingénieur des mines, et après avoir pris des infor-

Tekst van het ontwerp.

tweemaal, met een tusschentijd van vijftien dagen, ingelascht. »

ART. 26. — « De vereischten vervat in de vier eerste alineas van artikel 22 gelden op straffe van nietigheid der aanvraag; die van het laatste lid van artikel 22 en van de artikelen 23, 24 en 25 op straffe van nietigheid van het onderzoek.

» Het voldoen aan de vereischten omtrent het aanplakken en omtrent het inlasschen in de nieuwsbladen wordt, binnen acht dagen, bij de Bestendige Afvaardiging bevestigd door de Colleges van burgemeester en schepenen, met overlegging van de nieuwsbladen, zoo er grond voor is. »

ART. 27. — « Aanvragen van mededingers en verzetschriften daartegen worden ontvangen door de Bestendige Afvaardiging, op welker beschikking werd overgegaan tot inlassching en aanplakking, tot op den dertigsten dag te rekenen van dien der aanplakking.

» Zij worden buitengerechtelijk beteekend aan den Gouverneur der provincie en, door de zorg van den provincialen griffier, overgeschreven op het bij artikel 23 bedoeld boek.

» Op verzoek van hunne inzenders worden zij bij exploot aan de belanghebbende partijen beteekend.

» De vragen van mededingers moeten alleen dan worden ingelascht in de nieuwsbladen en aangeplakt, zooals hierboven is bepaald, wanneer zij mijnvelden beoogen, gelegen buiten het gebied der eerste aanvraag, derwijze nochtans dat dit vereischte geen reden is om het onderzoek van deze aanvraag op te schorsen. »

ART. 28. — « Na verloop van het tijdsbestek voor de aanplakking en de inlasschingen en tegen bewijs dat voldaan is aan de vereischten, bepaald bij de voorgaande artikelen, brengt de met het onderzoek belaste Bestendige Afvaardiging, op verslag van den mijningenieur, en na

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Texte du projet de loi.

mations sur les droits et les facultés des demandeurs, donnera son avis dans les soixante jours au plus tard.

» La Députation permanente de chacune des autres provinces dans lesquelles la mine s'étend, devra, sur le rapport de l'ingénieur, émettre son avis dans le même délai de soixante jours.

» Ces avis seront transmis, avec toutes les pièces de l'instruction, au Ministre de l'Industrie et du Travail. »

ART. 28*bis*. — « Il sera définitivement statué sur la demande en concession par un arrêté royal pris conformément à l'article 7 de la loi du 2 mai 1837.

» Après que la Députation permanente aura donné son avis, et jusqu'à la date de l'arrêté de concession, toute opposition pourra encore être adressée au Ministre de l'Industrie et du Travail qui en saisira le Conseil des mines; toutefois, si le Conseil a déjà émis son avis, il ne pourra plus être saisi que par arrêté royal.

» Dans tous les cas, l'opposition sera notifiée par exploit, à la requête de l'opposant, aux parties intéressées.

» Si l'opposition est motivée sur la propriété de la mine, acquise par concession ou autrement, les parties seront renvoyées devant les cours et tribunaux. Ce renvoi sera ordonné par un arrêté royal pris sur l'avis du Conseil des mines. »

III. — L'article 29 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'étendue de la concession sera déterminée par l'acte de concession. Elle sera limitée par des plans verticaux, passant en des points qui seront déterminés à la surface du sol, suivant un système admis par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Tekst van het ontwerp.

inlichtingen te hebben ingewonnen omtrent de rechten en middelen der aanvragers, haar advies uit ten laatste binnen zestig dagen.

» De Bestendige Afvaardiging van elke derandere provinciën, tot in welke de mijn zich uitstrekt, brengt, op verslag van den mijningenieur, haar advies uit binnen zestig dagen.

» Deze adviezen worden met al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan den Minister van Nijverheid en Arbeid. »

ART. 28*bis*. — « Over de aanvraag om vergunning wordt bepaald beslist bij koninklijk besluit, genomen overeenkomstig artikel 7 der wet van 2 Mei 1837.

» Nadat de Bestendige Afvaardiging haar advies heeft uitgebracht en tot op den dag van het vergunningsbesluit, mag elk verzet nog worden gericht tot den Minister van Nijverheid en Arbeid, die het zal aanhangig maken bij den Mijnraad; heeft de Mijnraad evenwel reeds zijn advies uitgebracht, dan kan een verzet hem nog enkel bereiken bij koninklijk besluit.

» In allen gevalle wordt het verzet, op aanzoek van den tegenstander, bij exploot beteekend aan de belanghebbende partijen.

» Indien het verzet steunt op het mijneigendom, door vergunning of anderszins verkregen, worden partijen verwezen naar de gerechtshoven en rechtbanken. Deze verwijzing wordt bevolen bij koninklijk besluit, den Mijnraad gehoord. »

III. — Artikel 29 wordt gewijzigd als volgt :

« De uitgestrektheid van het mijnveld wordt bepaald door de akte van vergunning. Zij wordt begrensd door loodrechte plannen, loopende door punten op den bovengrond aan te duiden, naar een stelsel aangenomen door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Texte du projet de loi.

» Ces plans seront menés de la surface vers l'intérieur de la terre à une profondeur indéfinie.

» Exceptionnellement, lorsque les circonstances l'exigeront, la concession pourra être bornée à des profondeurs déterminées et les limites pourront être formées autrement que par des plans verticaux. »

IV. — L'article 30 est abrogé.

V. — L'article 36, l'alinéa 2 de l'article 37 et les articles 38 et 39 sont abrogés.

VI. — L'article 50 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Des arrêtés royaux régleront, en ce qui concerne la mine et les dépendances superficielles, les dispositions à prendre soit à titre préventif, soit en cas de danger imminent, tant pour la sauvegarde de la sûreté, de la salubrité et de la commodité publiques que pour l'intégrité de la mine, la solidité des travaux, la sécurité et la santé des ouvriers, ainsi que la conservation des propriétés de la surface.

» Ces arrêtés détermineront la compétence des autorités chargées de pourvoir aux mesures d'exécution, et notamment, s'il y a lieu, à la suspension de l'exploitation, à son interdiction provisoire, même pour un temps indéterminé, et à l'exécution d'office des travaux nécessaires.

» Les travaux, y compris ceux à effectuer pour la sécurité des anciens puits de mines existant dans le périmètre de la concession, seront à la charge du concessionnaire actuel, même lorsque ces travaux doivent être exécutés d'office en vertu des règlements prévus au présent article. »

VII. — Les articles 93 à 96 sont abro-

Tekst van het ontwerp.

» Deze plannen worden getrokken van den bovengrond naar den ondergrond tot op eene onbepaalde diepte.

» Bij uitzondering, wanneer de omstandigheden het mochten eischen, mag het mijnveld op bepaalde diepten uitscheiden en de begrenzing anders worden aangegeven dan door loodrechte plannen. »

IV. — Artikel 30 wordt ingetrokken.

V. — Artikel 36, lid 2 van artikel 37 en de artikelen 38 en 39 worden ingetrokken.

VI. — Artikel 50 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Wat de mijn en hare bovengrondsche aanhoorigheden aangaat, voorzien koninklijke besluiten in de maatregelen 't zij bij wijze van voorkoming, 't zij in geval van dringend gevaar, te nemen zoowel om de openbare veiligheid, gezondheid en hinderloosheid te waarborgen als met het oog op de gaafheid der mijn, de stevigheid der werken, de veiligheid en de gezondheid der arbeiders, evenals met het oog op het behoud der bovengrondsche eigendommen.

» Die besluiten omschrijven de bevoegdheid der overheden, belast met de maatregelen van uitvoering en, inzonderheid zoo daartoe aanleiding bestaat, omtrent staking van het bedrijf, omtrent verbod voorloopig te ontginnen, zelfs voor een onbepaalden tijd, en omtrent het ambtshalve uitvoeren van de noodige werken.

» De werken, met inbegrip van die uit te voeren met het oog op de veiligheid der voormalige mijnschachten, binnen de omgrenzing van het vergund mijnveld aanwezig, komen ten laste van den huidigen vergunninghouder, zelfs indien die werken ambtshalve dienen uitgevoerd krachtens de verordeningen voorzien bij dit artikel. »

VII. — De artikelen 93 en 96 worden

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Texte du projet de loi.

gés et remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 93. — « Les infractions aux lois et règlements ou aux clauses et conditions légalement insérées dans les actes de concession et les cahiers des charges seront punies d'une amende de 26 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un an, ou d'une de ces peines seulement. En cas de récidive dans les douze mois de la condamnation antérieure, la peine pourra être doublée.

» Le chapitre VII et l'article 85 du livre Ier du Code pénal sont applicables aux infractions. »

ART. 94. — « Les infractions seront constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contrevenant dans les quarante-huit heures, à peine de nullité. »

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 12 de la loi du 2 mai 1837 :

« Les travaux souterrains à exécuter, en dehors des terrains concédés, pour la ventilation, l'écoulement des eaux ou le transport des produits de la mine pourront également être déclarés d'utilité publique conformément aux dispositions du présent article. »

CHAPITRE II.

De la responsabilité des dommages causés par l'exploitation.

ART. 3.

Le concessionnaire d'une mine est de plein droit tenu de réparer tous les dommages causés à la surface par les travaux exécutés dans la mine.

Tekst van hét ontwerp.

ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

ART. 93. — « De overtredingen van de wetten en verordeningen of van de wettig in de akten van vergunning en in de bestekken opgenomen bedingen en voorwaarden worden gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank en met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar of met slechts ééne dezer straffen. In geval van herhaling binnen twaalf maanden na de voorgaande veroordeeling, kan de straf verdubbeld worden.

» Hoofdstuk VII en artikel 85 van boek I van het Strafwetboek zijn toepaselijk op voormelde overtredingen. »

ART. 94. — « Van de overtredingen doet men blijken bij processen-verbaal die gelden zoolang het tegendeel niet is bewezen. Een afschrift van het procesverbaal moet den overtreder, op straffe van nietigheid, worden afgegeven binnen acht en veertig uur. »

ART. 2.

De volgende bepaling wordt gevoegd bij artikel 12 der wet van 2 Mei 1837 :

« De ondergrondsche werken, buiten het vergund mijnveld uit te voeren met het oog op de luchtstrooming, den waterafvoer of het vervoer van de mijnvoortbrengselen kunnen eveneens van algemeen nut worden verklaard overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. »

HOOFDSTUK II.

Van aansprakelijkheid voor schade voortspruitende uit de ontginning.

ART. 3.

De vergunninghouder is van rechtswege verplicht te vergoeden elke schade, aan den bovengrond veroorzaakt door uitvoering van de werken in de mijn.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

(Comme ci-contre)

ART. 2.

(Als hiernevens)

CHAPITRE II.

De la responsabilité des dommages causés par l'exploitation.

HOOFDSTUK II.

Van aansprakelijkheid voor schade voortspruitende uit de ontginning.

ART. 3.

§ 1. (Comme ci-contre.)

ART. 3.

§ 1. (Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

Il doit aussi donner caution de payer toute indemnité pour le cas où les travaux souterrains causeraient des dommages à la surface.

Les mêmes règles s'appliquent à toute personne qui effectue des travaux de recherches

En cas de mutation de propriété, la responsabilité des dommages provenant de travaux déjà faits au moment du transfert, incombe solidairement à l'ancien et au nouveau propriétaire.

ART. 4.

Les actions en réparation des dommages causés à la surface, d'une valeur inférieure à 2,500 francs, seront jugées comme en matière sommaire.

Toute décision ordonnant une expertise détermine le délai dans lequel le rapport devra être déposé.

CHAPITRE III.

De la renonciation.

ART. 5.

Tout concessionnaire de mines pourra, moyennant l'autorisation du Roi, renoncer à sa concession, lorsqu'il aura été reconnu qu'il n'existe aucun gîte exploitable de la substance qui a fait l'objet de la concession ou que le gîte concédé a cessé d'être industriellement exploitable.

Tekst van het ontwerp.

Hij moet insgelijks de betaling van elke vergoeding waarborgen voor het geval dat de ondergrondsche werken schade aan den bovengrond veroorzaken.

Dezelfde voorschriften zijn van toepassing op elken persoon, die opsporingswerken verricht.

Bij overdracht van eigendom zijn gewezen en nieuwe eigenaar hoofdelijk aansprakelijk voor de schade, voortspruitende uit werken, reeds uitgevoerd op het oogenblik der overdracht.

ART. 4.

Over rechtsvorderingen tot vergoeding van aan den bovengrond teweeggebrachte schade, die minder dan 2,500 frank bedraagt, wordt als in kortgeding beslist.

Elke beslissing, waarbij eene schatting wordt bevolen, bepaalt het tijdsbestek waarbinnen het verslag moet worden overgelegd.

HOOFDSTUK III.

Van afstand.

ART 5.

Elke vergunninghouder mag, met machtiging van den Koning, van het hem vergund mijnveld afstand doen, indien werd bevonden dat er geen ontginbare afzetting van de stof, welke het voorwerp der vergunning uitmaakte, voorhanden is of indien de vergunde afzetting opgehouden heeft met voordeel ontginbaar te zijn.

Texte proposé par la Commission.

§ 2. Il doit aussi donner caution de payer toute indemnité *en cas d'accident résultant de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat; les demandes ou oppositions des intéressés seront, en ce cas, portées devant les cours et tribunaux.*

§§ 3 et 4. (Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Comme ci-contre).

CHAPITRE III.

De la renonciation.

ART. 5.

(Comme ci-contre).

Tekst door de Commissie voorgesteld.

§ 2. Hij moet insgelijks de betaling van elke vergoeding waarborgen *in geval van ongeval voorgekomen ten gevolge van werken te verrichten onder huizen of woonplaatsen, onder andere ondernemingen of in de onmiddellijke nabijheid daarvan; de eisch of het verzet der belanghebbenden wordt, in dat geval, voor de hoven en rechtbanken gebracht.*

§§ 3 en 4. (Zooals hiernevens.)

ART. 4.

(Zooals hiernevens).

HOOFDSTUK III.

Van afstand.

ART. 5

(Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

Dans le premier cas, la renonciation pourra ne porter que sur une partie de la concession.

ART. 6.

La demande en renonciation sera introduite et instruite dans les formes prescrites par les lois pour les demandes en concession.

ART. 7.

Il sera statué par arrêté royal sur l'admissibilité de toute demande en renonciation.

Aucune renonciation ne sera admise que sur l'avis favorable du Conseil des mines.

L'arrêté royal fixera, le cas échéant, les délais dans lesquels le demandeur devra :

1° Exécuter les travaux de sûreté prescrits, conformément aux lois et règlements en vigueur;

2° Obtenir la mainlevée de toutes les inscriptions prises sur la mine, antérieurement à la transcription de la demande en renonciation dans le registre prévu par l'article 23.

Ces délais pourront, dans des cas exceptionnels, à la demande du concessionnaire, être prorogés par un arrêté royal, le Conseil des mines entendu.

ART. 8.

A l'expiration des délais prévus par l'article précédent, le demandeur adressera à la Députation permanente un certificat du conservateur des hypothèques, constatant que la mine est quitte et libre de toute inscription, et informera ce collège de l'exécution des travaux prescrits.

La Députation permanente, après avoir pris l'avis de l'ingénieur des mines, con-

Tekst van het ontwerp.

In het eerste geval mag de afstanddoening ook slechts een gedeelte der vergunning betreffen.

ART. 6.

Aanvraag om afstanddoening wordt ingediend en onderzocht volgens de wettelijke voorschriften omtrent aanvragen om vergunning.

ART. 7.

Over de ontvankelijkheid van elke aanvraag om afstanddoening wordt bij koninklijk besluit uitspraak gedaan.

Afstanddoening wordt slechts op gunstig advies van den Mijnraad ingewilligd.

Een koninklijk besluit bepaalt, bij voorkomend geval, de tijdsbestekken waarbinnen de aanvrager :

1° De voorgeschreven veiligheidswerken, overeenkomstig de van kracht zijnde wetten en verordeningen, moet uitvoeren ;

2° De handlichting moet bekomen van elke verpanding van de mijn, vóór het overschrijven van de aanvraag om afstanddoening in het bij artikel 23 voorziene boek.

Die tijdsbestekken mogen, in buitengewone gevallen, op aanvraag van den vergunninghouder, bij koninklijk besluit worden verlengd, den Mijnraad gehoord.

ART. 8.

Na verloop van de bij het vorig artikel voorziene tijdsbestekken, doet de aanvrager aan de Bestendige Afvaardiging een bewijsschrift vanwege den hypotheekbewaarder geworden, waarbij wordt bevestigd dat de mijn onbezwaard en vrij van alle inschrijving is en bericht dien raad dat de voorgeschreven werken zijn uitgevoerd.

De Bestendige Afvaardiging, den mijningenieur gehoord, bevestigt dat de aan

Texte proposé par la Commission.

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

ART. 8.

(Comme ci-contre)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 6.

(Zooals hiernevens.)

ART. 7.

(Zooals hiernevens.)

ART. 8.

(Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

statera l'accomplissement des conditions imposées au demandeur.

L'arrêté de la Députation sera, par les soins du Gouverneur, notifié au demandeur et au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 9.

Un recours est ouvert aux intéressés ainsi qu'au Gouverneur contre les arrêtés des Députations permanentes pris en vertu de l'article précédent.

Ce recours doit être déposé au greffe du gouvernement provincial dans les trente jours à compter de la notification.

Il sera statué sur ce recours par le Ministre de l'Industrie et du Travail qui prendra, au préalable, l'avis du Conseil des mines.

ART. 10.

Un avis publié au *Moniteur* fera savoir si les conditions prescrites par l'arrêté royal ont été ou non accomplies.

Le cas échéant, la renonciation ne produira ses effets qu'à partir du jour de cette publication.

ART. 11.

La renonciation aura pour effet d'exonérer le propriétaire de la mine des diverses charges et responsabilités résultant de la concession.

ART. 12.

Les sociétés minières en dissolution ne pourront clore leur liquidation avant d'avoir cédé leur concession ou, le cas échéant, d'y avoir renoncé conformément aux dispositions de la présente loi.

Tekst van het ontwerp.

den aanvrager opgelegde voorwaarden vervuld zijn.

De beschikking van de Bestendige Afvaardiging wordt door de zorg van den Gouverneur ter kennis gebracht van den aanvrager en van den Minister van Nijverheid en Arbeid.

ART. 9.

De belanghebbenden alsook de Gouverneur mogen in beroep komen tegen de beschikkingen, krachtens voorgaand artikel door de Bestendige Afvaardigingen genomen.

Dit beroep moet worden ingediend ter griffie van het provinciaal bestuur binnen dertig dagen, te rekenen van de kennisgeving.

Over dit beroep wordt beslist door den Minister van Nijverheid en Arbeid, die voorafgaandelijk het advies van den Mijnraad inwint.

ART. 10.

Een door het *Staatsblad* afgekondigd bericht maakt bekend of aan de vereischten van het koninklijk besluit al of niet is voldaan.

Bij voorkomend geval, wordt de afstanddoening eerst van kracht te rekenen van den dag dezer bekendmaking.

ART. 11.

Afstand heeft voor uitslag den mijneigenaar te ontheffen van om 't even welke lasten en aansprakelijkheid voortspruitende uit de vergunning.

ART. 12.

De in ontbinding zijnde mijnmaatschappijen mogen hare vereffening niet afsluiten vooraleer het haar vergund mijnveld te hebben overgedragen of, bij voorkomend geval, het te hebben afgestaan, overeenkomstig de voorschriften van deze wet.

Texte proposé par la Commission.

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

ART. 12.

Les sociétés minières *dissoutes* ne pourront clore leur liquidation avant d'avoir cédé leur concession ou, le cas échéant, *avant* d'y avoir renoncé, conformément aux dispositions de la présente loi.

Tekst door de Commissie voorgesteld

ART. 9.

(Zooals hiernevens.)

ART. 10.

(Zooals hiernevens.)

ART. 11.

(Zooals hiernevens.)

ART. 12.

De *ontbonden* mijnmaatschappijen mogen hare vereffening niet afsluiten alvorens het haar vergund mijnveld te hebben overgedragen of, bij voorkomend geval, het te hebben afgestaan overeenkomstig de voorschriften van deze wet.

Texte du projet de loi.

CHAPITRE IV.

Des concessions nouvelles.

ART. 13.

A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les mines faisant l'objet des concessions nouvelles ne pourront être vendues ou cédées, en totalité ou en partie, sous quelque forme que ce soit, partagées, louées ou amodiées même partiellement, sans une autorisation préalable du Gouvernement demandée et donnée dans les mêmes formes que l'acte de concession, à l'exclusion toutefois des formalités d'insertion dans les journaux et d'affichage prescrites par les articles 24 et 25 de la loi du 21 avril 1810.

ART. 14.

Tout concessionnaire sera tenu, à moins d'empêchement légitime, de commencer les travaux de son exploitation, au plus tard cinq ans après la publication de l'acte de concession.

Les travaux commencés dans ce délai devront être régulièrement poursuivis jusqu'à la mise en exploitation effective de la mine et ne pourront être suspendus sans motifs légitimes.

ART. 15.

La déchéance de la concession sera encourue dans le cas où le concessionnaire serait en défaut de satisfaire au prescrit de l'article précédent.

Elle sera encourue de même lorsque l'exploitation commencée aura été abandonnée depuis au moins cinq ans et qu'elle n'aura pas été reprise dans les six mois d'une sommation dûment notifiée au concessionnaire par le Ministre de l'Industrie et du Travail; le concessionnaire sera toutefois admis à justifier des causes majeures de son inaction.

Tekst van het ontwerp.

HOOFDSTUK IV.

Van de nieuwe vergunningen.

ART. 10.

Te rekenen van het in werking treden van deze wet mogen de mijnen, welke het voorwerp van nieuwe vergunningen uitmaken, op geenerlei wijze, geheel of gedeeltelijk, worden verkocht of overgedragen, – verdeeld, verhuurd of verpacht tegen vruchtgenot, al was het bij gedeelten, zonder voorafgaandelijke machtiging van de Regeering, gevraagd en verleend op dezelfde wijze als de akte van vergunning, doch met uitsluiting van de vereischten omtrent inlassching in nieuwsbladen en aanplakking, bij de artikelen 24 en 25 der wet van 21 April 1810 opgelegd.

ART. 14.

Elke vergunninghouder is verplicht, tenzij bij wettige verhindering, de inrichtingswerken ten laatste vijf jaren na de bekendmaking der akte der vergunning te beginnen.

De binnen dit tijdsbestek begonnen werken moeten geleidelijk worden voortgezet tot het werkelijk ontginnen der mijn en mogen niet worden gestaakt zonder wettige redenen.

ART. 15.

De vergunning vervalt, indien de vergunninghouder in gebreke blijft te voldoen aan de vereischten van voorgaand artikel.

Zij vervalt insgelijks, indien van de begonnen ontginningswerken sinds ten minste vijf jaren werd afgezien en deze niet binnen zes maanden na de aanmaning, behoorlijk aan den vergunninghouder beteekend door den Minister van Nijverheid en Arbeid, werden hervat; evenwel mag de vergunninghouder van de overwegende redenen zijner werkeloosheid doen blijken.

Texte proposé par la Commission.

CHAPITRE IV.

Des concessions nouvelles.

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

ART. 14.

Tout concessionnaire sera tenu, à moins d'empêchement légitime, de commencer les travaux de son exploitation, au plus tard *un an* après la publication de l'acte de concession.

Les travaux commencés dans ce délai devront être régulièrement poursuivis jusqu'à la mise en exploitation effective de la mine et ne pourront être suspendus sans motifs légitimes.

ART. 15.

La déchéance de la concession sera encourue dans le cas où le concessionnaire serait en défaut de satisfaire au prescrit de l'article précédent.

Elle sera encourue de même lorsque l'exploitation commencée aura été abandonnée depuis au moins *deux ans* et qu'elle n'aura pas été reprise dans les six mois d'une sommation dûment notifiée au concessionnaire par le ministre de l'Industrie et du Travail: le concessionnaire sera toutefois admis à justifier des causes majeures de son inaction.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

HOOFDSTUK IV.

Van nieuwe vergunningen.

ART. 13.

(Zooals hiernevens.)

ART. 14.

Elke vergunninghouder is verplicht, tenzij bij wettige verhindering, de inrichtingswerken ten laaste *één jaar* na de bekendmaking der akte van vergunning te beginnen.

De binnen dit tijdsbestek begonnen werken moeten geleidelijk worden voortgezet tot het werkelijk ontginnen der mijn en mogen niet worden gestaakt zonder wettige redenen.

ART. 15.

De vergunning vervalt, indien de vergunninghouder in gebreke blijft te voldoen aan de vereischten van voorgaand artikel.

Zij vervalt insgelijks, indien van de begonnen ontginningswerken sinds ten minste *twee jaren* werd afgezien en deze niet binnen zes maanden na de aanmaning, behoorlijk aan den vergunninghouder beteekend door den Minister van Nijverheid en Arbeid, werden hervat; evenwel mag de vergunninghouder van de overwegende redenen zijner werkeloosheid doen blijken.

Texte du projet de loi.

Tekst van het ontwerp.

ART. 16.

L'action en déchéance sera poursuivie devant les tribunaux à la requête du ministère public; toutefois, celle ci ne pourra agir qu'à la demande du Ministre de l'Industrie et du Travail et de l'avis conforme du Conseil des mines.

ART. 16.

De rechtsvordering tot vervallen-verklaring wordt voor de rechtbanken gebracht ten verzoeke van het Openbaar Ministerie; doch het mag slechts handelen op aanvraag van den Minister van Nijverheid en Arbeid en op overeenkomstig advies van den Mijnraad.

ART. 17.

Lorsque la déchéance aura été prononcée par un jugement ou un arrêt ayant acquis force de chose jugée, la révocation sera proclamée par un arrêté royal.

La révocation aura pour effet de remettre les choses au même état que si la concession n'avait pas été octroyée. La mine ne pourra être remise en exploitation qu'en vertu d'un nouvel acte de concession.

ART. 17.

Is de vervallen-verklaring uitgesproken door een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, dan wordt de intrekking bij koninklijk besluit afgekondigd.

De intrekking heeft voor uitslag de zaken op denzelfden voet te brengen als of de vergunning niet werd verleend. De mijn is slechts krachtens eene andere vergunningsakte opnieuw te ontginnen.

ART. 18.

L'État, et, le cas échéant, le nouveau concessionnaire, auront la faculté de reprendre les dépendances de la mine visées à l'article 8 de la loi du 21 avril 1810, à charge d'indemniser, à dire d'experts, le concessionnaire déchu. L'indemnité ne pourra toutefois excéder le montant des dépenses réellement effectuées pour les acquisitions ou constructions des dites dépendances.

En ce qui concerne la nomination des experts, la fixation, la consignation et le

ART. 18.

De Staat en, bij voorkomend geval, de nieuwe vergunninghouder, hebben het recht de bij artikel 8 der wet van 21 April 1810 bedoelde aanhoorigheden der mijn over te nemen, mits, volgens de uitspraak van deskundigen, den vergunninghouder, die vervallen is verklaard, vergoeding wordt verleend. De vergoeding mag evenwel niet te boven gaan het bedrag der uitgaven welke wezenlijk werden gedaan voor het aanwerven of het bouwen van voormelde aanhoorigheden.

Voor de benoeming der deskundigen, de bepaling, de bewaarstelling en de

Texte proposé par la Commission.

ART. 15*bis*.

Elle sera encore encourue dans le cas où, sans cause reconnue légitime et par le fait du concessionnaire, l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à compromettre les besoins du consommateur.

ART. 16.

(Comme ci-contre.)

ART. 17.

(Comme ci-contre.)

ART. 18.

Le nouveau concessionnaire aura la faculté de reprendre les dépendances de la mine visées à l'article 8 de la loi du 21 avril 1810, à charge d'indemniser, à dire d'experts, le concessionnaire déchu. L'indemnité ne pourra toutefois excéder le montant des dépenses réellement effectuées pour les acquisitions ou constructions des dites dépendances.

(Le second paragraphe comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 15*bis*.

Zij vervalt nog, wanneer, zonder erkende wettige oorzaak en door het toedoen van den vergunninghouder, de ontginning op zoodanige wijze is beperkt of geschorst dat de behoeften van den verbruiker in gevaar zijn gebracht.

ART. 16.

(Zooals hiernevens.)

ART. 17.

(Zooals hiernevens.)

ART. 18.

De nieuwe vergunninghouder heeft het recht de bij artikel 8 der wet van 21 April 1810 bedoelde aanhoorigheden der mijn over te nemen, mits, volgens de uitspraak van deskundigen, den vergunninghouder, die vervallen is verklaard, vergoeding wordt verleend. De vergoeding mag evenwel niet te boven gaan het bedrag der uitgaven welke wezenlijk werden gedaan voor het aanwerven of het bouwen van voormelde aanhoorigheden.

(De tweede paragraaf zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

paiement de l'indemnité, ainsi que l'envoi en possession des dépendances reprises, il sera procédé comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Relativement aux droits réels dont les dépendances seraient grevées, la consignation produira les effets déterminés par les lois en cette matière.

ART. 19.

Jusqu'à concession nouvelle, le concessionnaire déchu demeurera personnellement responsable de l'entretien de la mine et de tous les dommages qui seraient reconnus provenir de son exploitation.

A défaut par lui d'exécuter les travaux nécessaires pour sauvegarder la sécurité publique et la conservation de la mine, l'État aura le droit, après une sommation restée infructueuse, et même sans cette formalité, en cas d'urgence, d'y faire procéder d'office.

Les frais déboursés par l'Etat à cet effet et les redevances arriérées qui lui seraient dues ainsi qu'aux propriétaires de la surface seront recouvrables par privilège sur les dépendances de la mine ou sur les sommes dont le nouveau concessionnaire serait redevable en vertu de l'article précédent.

ART. 20.

Indépendamment des prescriptions relatives à l'exécution des lois et règlements sur la police des mines, les cahiers des charges des concessions imposeront aux concessionnaires l'affiliation de leurs ouvriers à la Caisse de retraite de l'Etat; ils fixeront les conditions de cette affiliation et le taux de la subvention patronale, sans que celui-ci puisse dépasser 50 p. c. du versement total. Ils pourront aussi déter-

Tekst van het ontwerp.

betaling der vergoeding, alsook voor de inbezitstelling der overgenomen aanhoorigheden, wordt gehandeld zooals in zake van onteigening ten algemeenen nutte. Aangaande de zakelijke rechten, waarmede de aanhoorigheden mochten belast zijn, brengt de bewaargeving de gevolgen te weeg, welke door de desbetreffende wetten zijn bepaald.

ART. 19.

Zoolang er geen nieuwe vergunning is, blijft de vervallen verklaarde vergunninghouder persoonlijk aansprakelijk voor het onderhoud der mijn en voor elke schade, die wordt erkend als door het mijnveld veroorzaakt.

Blijft hij in gebreke de noodige werken tot het vrijwaren van de openbare veiligheid en van de instandhouding van de mijn uit te voeren, dan heeft de Staat het recht, na een vruchteloos gebleven aanmaning, en zelfs zonder die rechtspleging, in spoedeischende gevallen, ambtshalve te handelen.

De daartoe door den Staat gedane kosten en de achterstallige rechten, welke hem alsook aan de eigenaars van den bovengrond zijn verschuldigd, zijn bij voorrecht te verhalen op de aanhoorigheden der mijn of op de door den nieuwen vergunninghouder krachtens voorgaand artikel verschuldigde sommen.

ART. 20.

Behalve bepalingen omtrent de uitvoering der wetten en verordeningen op de politie der mijnen, houden de bestekken verplichting voor de vergunninghouders hunne werklieden aan te sluiten bij de Lijfrentekas van den Staat; zij bepalen de voorwaarden van aansluiting en het bedrag van de toelage der werkgevers, welke niet boven 50 ten honderd van de geheele storting mag gaan. Zij mogen

Texte proposé par la Commission.

ART. 19.

(Comme ci-contre.)

ART. 20.

(Comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 19.

(Zooals hiernevens.)

ART. 20.

(Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

miner les obligations auxquelles les concessionnaires seront astreints, soit pour assurer l'hygiène dans les travaux, soit en vue de leur affiliation à des organismes ayant pour but de créer, d'outiller et d'exploiter dans l'intérêt commun des ports ou rivages affectés au chargement et au transbordement des produits de la mine.

ART. 21.

Lorsque le produit s'élève pour l'exercice à 2 francs au moins par tonne, il est opéré au profit de l'État sur le dit produit, indépendamment de la redevance proportionnelle, un prélèvement déterminé ainsi qu'il suit :

1 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne est inférieur ou égal à 3 francs ;

2 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne excède 3 francs et est inférieur ou égal à 4 francs ;

3 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne excède 4 francs et est inférieur ou égal à 5 francs ;

4 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne excède 5 francs et est inférieur ou égal à 6 francs ;

5 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne est supérieur à 6 francs.

Ces prélèvements seront perçus et recouvrés ainsi qu'il est réglé pour la redevance proportionnelle sur les mines.

Ils ne pourront être grevés de centimes additionnels au profit des provinces ou des communes.

Le montant de ces prélèvements constituera un fonds spécial rattaché au budget des recettes et des dépenses pour ordre. L'emploi de ce fonds sera déterminé par la Législature.

Tekst van het ontwerp.

ook verplichtingen houden, in acht te nemen door de vergunninghouders, hetzij om de gezondheid op de werken te verzekeren, hetzij met het oog op hunne aansluiting bij inrichtingen die ten doel hebben, in het algemeen belang, voor het in- en overladen van de mijnvoortbrengselen bestemde havens of kaden aan te leggen, toe te rusten of te benuttigen.

ART. 21.

Bedraagt de opbrengst over het dienstjaar ten minste 2 frank per ton, dan heft de Staat van gemelde opbrengst, behalve het evenredig recht, eene belasting welke als volgt wordt bepaald :

1 t. h. van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst per ton minder bedraagt dan of gelijkstaat met 3 frank ;

2 t. h. van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst meer dan 3 frank en minder bedraagt dan of gelijkstaat met 4 frank ;

3 t. h. van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst per ton meer dan 4 frank en minder bedraagt dan of gelijkstaat met 5 frank ;

4 t. h. van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst per ton meer dan 5 frank en minder bedraagt dan of gelijkstaat met 6 frank ;

5 t. h. van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst per ton meer dan 6 frank bedraagt.

Die rechten worden geheven en voldaan zooals wordt voorgeschreven voor het evenredig recht op de mijnen.

Zij mogen niet zijn belast met opcentiemen ten bate der provinciën of gemeenten.

Het beloop dier belastingen maakt een bijzonder fonds uit, dat behoort bij de Begrooting van ontvangsten en uitgaven voor orde. Dit fonds wordt aangewend zooals door de wetgeving wordt bepaald.

Texte proposé par la Commission.	Tekst door de Commissie voorgesteld.
ART. 21.	ART. 21.
(Supprimé.)	(Vervalt.)

Texte du projet de loi.

Dispositions transitoires.

ART. 22.

Les dispositions de l'article premier de la présente loi portant modification aux articles 22 à 27 inclusivement de la loi du 21 avril 1810 ne sont point applicables aux demandes en concession, extension ou maintenue de concession introduites avant la promulgation de la présente loi.

Celles de ces demandes qui sont déjà parvenues au Ministre de l'Industrie et du Travail, seront tenues pour valables sans qu'il y ait lieu de recommencer aucune formalité. Les autres restent soumises, pour la continuation de l'instruction, aux formalités prescrites par les articles 22 à 27 de la loi du 21 avril 1810, et, moyennant l'accomplissement de ces formalités, elles seront aussi tenues pour valables lorsqu'elles parviendront au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 23.

Pour les mines concédées pendant les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, le délai fixé par l'article 14, alinéa 1[er], sera de dix ans.

ART. 24.

L'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et les articles 3, 4, 5 et 7 du décret du 3 janvier 1813 demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit pourvu, par des arrêtés royaux, à l'exécution de l'article premier, n° VI, de la présente loi.

Tekst van het ontwerp.

Overgangsbepalingen.

ART. 22.

De bepalingen van artikel 1 dezer wet houdende wijziging van de artikelen 22 tot en met 27 der wet van 21 April 1810 zijn niet van toepassing op de aanvragen om vergunning, om uitbreiding en handhaving van vergunning vóór de afkondiging van deze wet ingediend.

Van deze aanvragen worden degene, welke reeds aan den Minister van Nijverheid en Arbeid werden toegezonden, voor geldig gehouden, zonder eenige rechtspleging te moeten herbeginnen. Voor de voortzetting van het onderzoek, blijven de overige aanvragen onderworpen aan de voorschriften van de artikelen 22 tot 27 der wet van 21 April 1810 en, mits naleving dezer voorschriften, worden zij insgelijks voor geldig gehouden, wanneer zij aan den Minister van Nijverheid en Arbeid zijn toegezonden.

ART. 23.

Voor de mijnen, welke binnen vijf jaren na het in werking treden van deze wet worden vergund, is het bij artikel 14, lid 1, vastgesteld tijdsbestek van tien jaren.

ART. 24.

Artikel 50 der wet van 21 April 1810 en de artikelen 3, 4, 5 en 7 van het decreet van 3 Januari 1813 blijven in werking, tot dat bij koninklijke besluiten wordt voorzien in de uitvoering van artikel 1, n[r] VI, van deze wet.

Texte proposé par la Commission.	Tekst door de Commissie voorgesteld.
Dispositions transitoires.	**Overgangsbepalingen.**
ART. 22.	ART. 22.
(Comme ci-contre.)	(Zooals hiernevens.)
ART. 23.	ART. 23.
(Supprimé.)	(Vervalt.)
ART. 24.	ART. 24.
(Comme ci-contre.)	(Zooals hiernevens.)

ANNEXE

RÉPONSES AUX QUESTIONS DE M. HECTOR DENIS

Membre de la Chambre des Représentants.

Première question.

M. Harzé, repoussant avec nous l'appropriation individuelle des mines et le régime de concession tel qu'il est défini à l'article 7 de la loi de 1810, voudrait-il préciser sa pensée sur la durée et les conditions qu'il croit nécessaire d'assigner aux concessions nouvelles pour en assurer l'exploitation normale en permettant l'amortissement des capitaux engagés?

Réponse.

Avant de répondre à cette question, qu'il me soit permis de m'expliquer sur le principe de la domanialité des mines, c'est-à-dire sur le principe qui considère l'Etat comme le propriétaire initial des mines.

Il n'y a, à mon avis, que deux systèmes sur lesquels peut rationnellement s'appuyer le droit minier.

Le premier considère les mines comme une dépendance de la surface. C'est sur ce système qu'est basé le droit minier en Angleterre, pays des grandes propriétés, et qu'était établi le même droit dans l'ancien *Pays de Liége,* alors qu'on n'en était encore qu'à des exploitations peu développées, mais nombreuses.

Le second est celui de la *domanialité*, privilège de l'Etat, auquel correspondait le droit souverain qu'usurpèrent les seigneurs hauts-justiciers du Hainaut, y compris au Couchant de Mons les abbés de Saint-Ghislain et les Dames du chapitre de Sainte-Waudru.

Le principe de la domanialité avait été inscrit dans le premier projet de loi de 1810. Mais Napoléon n'en voulut pas, parce que, ainsi que le dit De Fooz, il le trouvait en opposition avec l'article 552 de son Code civil.

D'où cet expédient, que le professeur liégeois qualifie de ruse, par lequel l'acte de concession *crée* une propriété minière dont la substance concédée est ainsi séparée de la propriété terrienne.

La concession, dit Bury, n'est pas une transmission, mais une création.

Il est à noter que la séparation de la substance concédée s'effectue sans qu'il y ait expropriation proprement dite.

Comme le dit encore Bury, quand les mines d'un héritage sont concédées à un autre que le propriétaire, celui-ci n'est pas indemnisé de leur *valeur*. A la vérité, des redevances lui sont accordées, mais, en général, elles constituent moins une indemnité réelle qu'une simple reconnaissance des droits qu'il avait avant la concession.

Il faut bien le dire, tout cela paraît hybride. Aussi le système de la domanialité, lequel d'ailleurs n'exclut par le régime concessionnaire, me paraît plus net et partant préférable.

Au point de vue pratique, le principe fondamental de la loi de 1810 à eu des conséquences fâcheuses sur l'exploitation des gisements de fer.

Sous la pression des propriétaires terriens, les mines de fer ont été distraites des attributions naturelles qu'il eût fallu donner au Conseil des mines, lors de son institution en 1837. La loi de 1810 ayant écarté le principe de la domanialité, ces mêmes propriétaires ont cru pouvoir disposer des dites mines à leur gré et créer ainsi une situation extra légale ou anarchique.

Pour les autres mines, le principe des lois de 1810 et de 1837 a suscité et suscite encore des conventions entre demandeurs en concession et propriétaires de la surface, conventions qui semblent aller à l'encontre de l'ordre public.

Qu'a voulu notamment la loi de 1837 en accordant au propriétaire de la surface un droit de préférence pour l'obtention de la succession, à part certains privilèges dérivant de la concession même? C'est de prévenir pendant l'exploitation une lutte d'intérêts entre le propriétaire et le concessionnaire; en d'autres termes, d'éviter des différends et des procès préjudiciables à la bonne marche de l'entreprise.

Or, que se passe-t-il ? Nous voyons le propriétaire trafiquer de son droit de préférence, généralement pour un denier sur la valeur de l'extraction, tout en conservant la faculté d'agir plus tard comme bon lui semblera, en cas de conflits résultant de l'exploitation.

D'où une charge en dehors des redevances prévues par la loi, charge opposée à l'intérêt général et qui pourra avoir une certaine répercussion sur le salaire des ouvriers (1).

Ces explications de principe données, je réponds à la question. Dans ma brochure, *Des mines domaniales en perspective dans le Nord de la Belgique et de leur exploitation*, je me suis prononcé pour la limitation de la durée des concessions minières. et dans ma communication aux commissions réunies du Sénat, j'ai estimé que cette durée, fixée à 40 ans dans le projet de M. Hanrez, devait être portée à 70 ou même à 80 ans, durée qui pouvait être suivie de

---

(1) *Note ajoutée lors de la correction de la copie livrée à l'impression.* Le principe de la loi de 1810 n'est pas sans danger dans son application. Supposons une concession accordée sans que, malgré l'apparence contraire, toutes les formalités essentielles (affichages, publications, etc.) aient été régulièrement accomplies. On ne pourrait affirmer que le cas n'existe pas. Dès lors, l'irrégularité se dévoilant dans la suite, quelle serait la situation de l'exploitant vis-à-vis des propriétaires de la surface sous les terrains desquels il aurait soustrait des substances non également détachées de ceux-ci, la concession se trouvant frappée de caducité?

prolongation d'au moins 20 ans. Je suis d'autant plus partisan d'une longue durée que le concessionnaire devra passer par une assez longue période d'études et de travaux d'installation pour mettre la mine à fruit. Aussi suis-je amené aujourd'hui à établir cette durée à 80 ans. au moins.

Quant aux conditions à assigner, en dehors des clauses d'usage et de quelques mesures techniques à inscrire dans les cahiers des charges en vue que l'avenir de la mine ne soit compromis par, entre autres éventualités, l'affluence des eaux des morts-terrains, je n'en vois aucune, d'ordre général, qui pourrait être utilement libellée ici.

2e Question.

Serait-il partisan de la mise en adjudication des concessions et le cas échéant, sur quels éléments la concurrence et le rabais porteraient-ils ?

Réponse.

Si un projet de mise en adjudication des concessions minières m'était présenté, je pourrais l'examiner et peut-être m'y rallier.

En attendant, je dois me déclarer non partisan de l'adjudication, parce que je ne vois pas bien sur quels éléments la concurrence et le rabais porteraient.

Il est à remarquer ici que les conditions dont il s'agit sont d'une très longue durée pendant laquelle les conditions du travail et du commerce peuvent être profondément modifiées.

J'appréhende, au surplus, que les conditions les plus restrictives éloignent les sociétés sérieuses en laissant les autres en concurrence, et que ce seront surtout les ouvriers qui subiront la répercussion de ce fâcheux état de choses.

3e Question.

Quelles dispositions adopterait-il pour éviter le gaspillage des substances minérales au voisinage du terme de la concession ?

Réponse.

a) Etablissement, pour la continuation de l'exploitation, d'un droit de préférence en faveur du concessionnaire existant, s'il a fait preuve de prévoyance dans la conduite de son entreprise.

b) Reprise à dire d'experts de toutes les installations qui seraient reconnues encore utiles pour la poursuite de l'exploitation et de même en ce qui concerne le matériel.

c) Faculté à l'administration supérieure de diviser le gisement en zones par des plans horizontaux passant à des profondeurs déterminées et de n'autoriser le passage à l'une ou l'autre qu'après épuisement suffisant de celles en exploitation.

d) Ainsi que l'indiquait l'esprit des clauses *j* et *k* des anciens contrats de remises à forfait de la Société charbonnière du *Rieu-du-Cœur* (voir page 50

du rapport de M. Emile Dupont), l'exploitation devra être conduite suivant les règles de l'art sous la responsabilité du concessionnaire. Celui-ci devra extraire toutes les couches exploitables. Une couche est déclarée inexploitable lorsque le valeur du charbon n'atteint pas la dépense à faire pour son extraction.

4e Question.

Quels emprunts pense-t-il que l'on puisse faire à cet égard aux clauses et conditions des forfaits et particulièrement de celles des remises à forfait de la concession du Rieu-du-Cœur ? De même de la législation étrangère telle que celle du Luxembourg ?

Réponse.

L'alinéa précédent (*d*) répond à la première partie de la question. Pour la seconde, il me faudrait faire des recherches que, faute de documents, je ne pourrais actuellement entreprendre. Dans l'état de mes connaissances, je ne vois aucun emprunt spécial à faire aux législations étrangères.

5e Question.

Par quelles dispositions évitera-t-il que le concessionaire néglige l'exploitation dans les derniers temps de sa durée ?

Réponse.

La réponse à la troisième question renferme implicitement celle à cette cinquième.

6e Question.

Pense-t-il que l'on puisse utilement, dans le nouveau bassin, limiter les concessions en profondeur ? ou les instituer par couches ? Devront-elles être en général plus étendues que dans le bassin ancien et pourquoi ?

Réponse.

D'une manière générale, je ne pense pas qu'il y ait lieu, dans le nouveau bassin, de limiter les concessions en profondeur. Mais la question pourrait être examinée dans des cas spéciaux. Quant à l'institution des concessions par couches, ce mode de limitation doit être rejeté en principe.

Les concessions dans le nouveau bassin devront être plus étendues que dans l'ancien. Dans celui-ci, elles sont très généralement de trop faible étendue. D'où les assez nombreuses fusions qui se sont produites depuis une quarantaine d'années, mesure non encor suffisamment généralisée et que réaliserait d'une manière absolue la reprise des charbonnages par l'Etat, reprise dont toutefois je ne suis pas partisan.

Les frais énormes que les concessionnaires auront à subir pour installer des sièges de production ne pourront être récupérés que par des exploita-

tions de grande envergure. — D'où la nécessité de concessions de grande étendue mais non exagérée.

Le système des grandes concessions est celui qui a prévalu en France dans les bassins relativement nouveaux du *Nord* et du *Pas-de-Calais*. Il en est toutefois dont l'étendue peut paraître excessive.

7e Question.

Prévoit-il dans le système qu'il conçoit l'éventualité de la formation de cartels et de syndicats entre les concessionnaires? Quels effets en pourront résulter à ses yeux? Par quels moyens assurera-t-il une action régulatrice durable sur les prix de la houille dans l'intérêt général ?

Réponse.

Je crois que sous tous les régimes, la formation des cartels ou des syndicats entre patrons sera toujours possible dans les grandes industries et notamment dans l'industrie houillère. Il serait d'ailleurs difficile de chercher à empêcher cette formation, alors que l'on pousse à la constitution de syndicats ouvriers pour faciliter aux travailleurs la défense de leurs intérêts.

Administrés avec sagesse, les syndicats de vente peuvent avoir du bon en empêchant l'avilissement outre mesure des prix et en favorisant la formation de marchés de longue durée.

Dans ma brochure, Des mines domaniales en perspective et de leur exploitation, j'ai montré combien le sens commercial du syndicat westphalien avait été remarquable lors de la dernière grève des mineurs de France.

Les fluctuations des prix établis par un syndicat de l'espèce semblent devoir être moindres que dans chacune des mines agissant isolément. Mais si la hausse s'exerce, sous le syndicat, avec plus de pondération que dans des mines isolées, il importe qu'elle ne soit exagérée. — d'où la nécessité d'un frein.

Je reviendrai sur ce point en répondant à la seizième question.

8e Question.

M. Harzé propose-t-il d'insérer dans les actes et les cahiers des charges des dispositions en faveur des ouvriers, et quelles sont-elles?

Réponse.

De telles dispositions me paraissent devoir être établies par des lois et non par les cahiers des charges. Elles revêtiront ainsi un caractère de généralité et la sanction sera mieux prévue.

L'industrie des mines s'exerçant en vertu de concessions dérivant de l'Etat, celui-ci pourra aisément justifier toute mesure d'hygiène, de sécurité ou autre, surtout lorsqu'il agira d'exemple à l'égard de ses propres ouvriers.

Déjà la loi Cooreman, du 2 juillet 1899, donne de grands pouvoirs au gouvernement pour réglementer le travail industriel à ces points de vue.

Les concessions étant ici de très longue durée, il faut tenir compte de la marche du progrès. — Les clauses d'un cahier des charges deviennent souvent surannées.

9e Question.

Au lieu de prévoir, dès à présent, le régime des concessions nouvelles dans la revision des lois organiques de 1810 et 1837, ne serait-il pas à la fois plus prudent et plus conforme à l'intérêt général et à l'essence de la domanialité des mines de décider en principe, dès aujourd'hui, que toute concession nouvelle sera accordée par une loi spéciale et de laisser au législateur concédant le soin d'en fixer les conditions d'après les progrès de l'expérience et la science?

Réponse.

Evidemment, le système esquissé ci-dessus s'accommoderait parfaitement avec le principe de la domanialité des mines ; mais j'estime qu'il romprait, suivant la composition changeante des Chambres législatives, l'unité du régime minier.

Or, le maintien de cette unité est extrêmement désirable.

Je crois d'ailleurs inutile, pour ne pas entraver la marche des travaux législatifs, déjà si désespérément lente, que l'on revienne constamment à discuter les principes de la loi minière.

10e Question.

Au besoin, dans cet ordre d'idées, y aurait-il lieu de fixer dès à présent, pour le rendre applicable à toute concession légale ultérieure, le principe de l'adjudication publique?

Réponse.

Ma réponse négative à la deuxième question s'applique encore ici.

11e Question.

Peut-on apprécier approximativement les réserves de notre ancien bassin, en général, et spécialement à l'égard des charbons propres à la métallurgie, et eu égard au mouvement progressif de la consommation, à l'ensemble des conditions du marché international, déterminer avec une certaine approximation ce qu'il faut rationnellement demander au nouveau bassin dans un délai rapproché?

Réponse.

L'administration des mines est à même d'apprécier approximativement les réserves de notre ancien bassin en charbons métallurgiques et autres. A ce

sujet, il est à remarquer que les progrès de la métallurgie ont fait utiliser des charbons qui étaient jadis exclus de cette industrie et que ces progrès se poursuivent.

Ce qui nous manque surtout pour le moment, ce sont des charbons à gaz. Aussi, nous en vient-il beaucoup d'Allemagne et même de France.

Quant au nouveau bassin, son essor commercial semble devoir surtout se rattacher à notre future expansion maritime. Mais, pour cela, il nous faudrait établir des comptoirs de vente à l'étranger et disposer de steamers appropriés à l'expropriation du charbon.

En fait, nous n'aurons guère à demander au nouveau bassin dans les premiers temps de sa mise en exploitation. D'ailleurs, le défaut de la population indigène sera un obstacle rapide au développement de l'exploitation. Ce point de vue sera repris à la quatorzième question.

12e Question.

L'intérêt-général n'exige-t-il pas que l'exploitation de ce bassin nouveau soit conçue et organisée, même sous un régime de concessions, d'après un plan général et unitaire? N'y a-t-il pas là des avantages considérables et quels sont-ils?

Réponse.

L'intérêt particulier est suffisamment lié à l'intérêt général pour que celui-ci soit sauvegardé sans un appel à des mesures restrictives. Quant à un plan de mise en valeur, il naîtra de lui-même en raison des difficultés moindres d'accès au terrain houiller et de la richesse relative de celui-ci.

Soit dit en passant, il serait heureux qu'il se formât une ou plusieurs sociétés puissantes composées de spécialistes en la matière, sociétés qui se chargeraient de l'établissement des puits, mais sans garantie du succès. La prime et l'attrait de la difficulté vaincue seraient les seuls stimulants de la réussite.

13e Question.

Quel est dans la situation actuelle, le plan de mise en valeur qui répond le mieux aux intérêts de l'industrie et à ceux de la nation?

Réponse.

La réponse à cette question est implicitement comprise dans celle de la précédente.

14e Question.

L'iintérêt public exige-t-il la mise en valeur de toutes ou de la plupart des concessions demandées? Quels effets en pourrait-il résulter, y a-t-il des éventualités à conjurer? Des intérêts actuels ou futurs à sauvegarder?

Réponse.

L'intérêt public n'exige pas la mise immédiate en valeur de toutes ou de la plupart des concessions. Je ne crois pas d'ailleurs utile, au point de vue

belge, d'attirer dans notre calme Campine, une foule d'ouvriers étrangers à l'esprit nomade et parfois subversif.

Je préférerais attendre le déplacement de notre propre population minière, bien qu'il ne puisse guère atteindre que l'élément flamand, très nombreux dans le pays de Liége et dans le bassin de Charleroi.

15e Question.

Comment M. Harzé conçoit-t-il l'exploitation des réserves qu'il a lui-même proposées?

Réponse.

L'Etat devra agir comme tout concessionnaire pour toute la période des installations en ayant recours à des spécialistes pour les réaliser.

Il pourra après, tenter un essai d'exploitation, tant pour reconnaître le gisement que pour se rendre compte de son degré d'exploitabilité.

Dans cet essai, il lui sera possible déjà, de recourir à l'action de groupements d'ouvriers.

Il remettra dans la suite son exploitation à une compagnie coopératrice ou autre, dans des limites à déterminer et sous les conditions qu'il jugera utiles, d'après l'expérience acquise.

16e Question.

Telles qu'il les a conçues et proposées, permettront-elles à l'Etat d'exercer une action régulatrice sur les prix?

Réponse.

L'exploitation de quelques mines par l'Etat donnera lieu à une certaine pondération des prix; mais, à moins d'un domaine minier en exploitation suffisamment étendu, je ne crois pas que cette pondération puisse être bien sensible.

Sous le régime actuel, l'Etat est un client qui compte. Supprimez ce client, la concurrence des charbonnages privés pour le marché ordinaire s'accroîtra. A la vérité, l'exploitation par l'Etat, raréfiant le personnel disponible pour l'industrie privée, cette dernière verra sa production réduite.

Aujourd'hui, les adjudications de l'Etat constituent des occasions d'entente entre les exploitants et une indication de la situation du marché.

Comme souvenir favorable à une certaine pondération, je me rappelle que plusieurs exploitants du *Couchant de Mons* se plaignaient amèrement des agissements de l'un de leurs collègues qui, grâce à un prix de revient relativement modéré, écoulait encore fructueusement la forte production de son charbonnage à un prix considéré comme non rémunérateur pour l'ensemble des autres exploitations. — Le collègue était un *gâte-métier* néfaste pour la région.

L'Etat exploitant à haut prix de revient, ce ne serait que lors de prix de vente anormalement élevés qu'il pourrait réagir sur le marché. Mais cette

réaction ne pourrait être bien sensible que pour autant que, par sa production, l'Etat puisse satisfaire aux besoins des consommateurs pour une part notable.

Un moyen plus puissant de réagir tout en assurant à l'Etat de meilleurs prix pour ses approvisionnements et des ressources spéciales dans des temps de grande prospérité de l'industrie houillère, serait d'établir une échelle mobile pour les tarifs de transport, échelle à appliquer d'après les résultats des adjudications publiques ou privées.

Cette mesure constituerait un frein tout en donnant lieu à une récupération des frais de traction et autres.

17e Question.

Dans sa critique de l'exploitation par l'Etat, peut-il préciser à l'aide de données nouvelles l'opinion qu'il émet page 15, dans sa brochure *Des Mines domaniales*, sur les fluctuations de la valeur du charbon et les conditions spéciales dans lesquelles le système de la régie fonctionne à Saarbrück ?

Réponse.

Les éléments me manquent pour élucider la question que j'ai exposée, page 15 de ma brochure, au sujet des fluctuations de la valeur du charbon dans les deux régions allemandes de la Saar et des provinces rhénanes.

A part les points que j'ai signalés, on peut encore se demander si l'administration fiscale des charbonnages domaniaux de la Saar, peut-être moins souple que le Syndicat commercial de la Westphalie lorsque la situation du marché devient mauvaise, n'obéit pas plus facilement à la tendance de la baisse dans les temps difficiles. On peut se demander aussi s'il lui est permis de contracter de très longs marchés comme il en existe de la part des charbonnages privés.

L'explication des différences de fluctuations d'une région à l'autre, en tous cas très complexe, reste donc incertaine.

Qu'il me soit encore permis de revenir sur l'incapacité relative de l'Etat dans le domaine industriel.

Dans ma brochure prérappelée, j'ai indiqué les principales causes de cette incapacité.

M. l'ingénieur Weiss, après étude approfondie des résultats acquis, respectivement sur la Saar et en Westphalie, estime qu'à des difficultés égales d'exploitation, le prix de revient de la tonne de charbon résultant du régime de la régie, serait de 1 mark plus élevé que celui afférent au système concessionnaire. C'est là une appréciation de sentiment que ne justifie aucun chiffre.

En Belgique, où l'esprit de la subordination de l'ouvrier allemand vis-à-vis des chefs ou de leur agents, conséquence de la discipline militaire, ne pourrait être introduit, j'estime que la différence serait plus grande encore.

D'autre part, et tout en laissant de côté la question du recrutement, ce qui manque généralement dans le fonctionnarisme de l'Etat, c'est cette ému-

lation qui naît et se développe dans l'industrie privée, où les emplois supérieurs sont largement rétribués et réservés aux réelles capacités et aptitudes. Quant à changer cet état de choses, c'est risquer ouvrir la porte au favoritisme.

Il a été dit que les prix de revient et de vente sur la Saar sont plus élevés que dans les provinces rhénanes, où règne le régime concessionnaire. Cependant, d'après Weiss, les quelques mines concédées sur la Saar ne seraient pas exploitées à meilleur compte que les mines gouvernementales. Au contraire même. Cela tient sans doute à des conditions locales de gisement ou à des difficultés de recrutement du personnel.

18e Question.

Les objections qu'il dirige contre la régie, s'appliquent-elles au système proposé par M. Finet?

Réponse.

Je ne saisis peut-être pas bien la portée de la question. On sait que l'honorable M. Finet repousse l'exploitation par l'Etat, tout en préconisant son action entière et exclusive pour la création des installations (de l'outil). M. Denis voudrait-il, qu'après cette création qui, pour la plupart des sièges de production, sera de longue durée, l'Etat entreprît lui-même l'exploitation du nouveau bassin? Dans ce cas, les objections que j'ai présentées contre la régie s'appliqueraient naturellement au système ainsi modifié.

REDEVANCES ET IMPOSITIONS AUXQUELLES SONT SOUMISES LES CONCESSIONS MINIÈRES.

A la réunion de la commission parlementaire, à laquelle j'eus l'honneur d'être appelé, il a été question du régime des redevances et des impositions qui grèvent les concessions minières.

Je crois devoir revenir sur ce point en vue de fournir à la commission un exposé plus précis et plus complet que les quelques renseignements donnés oralement.

Comme sa devancière de 1791, la loi de 1810 a maintenu les charges dont les mines pouvaient être affectées au profit des tiers et elle a aboli les anciennes redevances dues à l'Etat, tout en établissant envers celui-ci une redevance fixe ainsi qu'une redevance proportionnelle au produit net, c'est-à-dire au bénéfice de l'entreprise.

Redevances à l'Etat.

La loi a fixé la première redevance à 10 francs par kilomètre carré de surface de concession et le taux de la redevance proportionnelle à un maximum de 5 p. c.

En Belgique, la redevance proportionnelle a été réglée chaque année par

le budget de l'Etat à 2 1/2 p. c.; mais en fait, avec les additionnels, le taux se trouve porté à 3 1/2 p. c.

D'après l'article 39 de la loi, le produit de ces redevances devait former un fonds spécial destiné aux dépenses de l'administration des mines et à d'autres frais d'intérêt général concernant l'industrie minière. L'Etat eut donc pu puiser dans ce fonds pour tenter des recherches.

En réalité, ce produit entre dans les recettes de l'Etat et est absorbé dans les dépenses de celui-ci comme tout impôt.

En 1886, à la commission d'enquête sur le travail, dans un rapport sur la réorganisation des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, j'avais proposé d'élever le taux de la redevance proportionnelle au maximum de 5 p. c. en vue d'attribuer l'accroissement du revenu aux pensions de la vieillesse et de l'invalidité prématurée.

Les privilèges féodaux ayant été abolis, et ainsi les *deniers* aux seigneurs hauts-justiciers du Hainaut, le droit ancien ne grève en Belgique que certaines parties de concessions de l'ancien *Pays de Liége* et ce, en faveur des propriétaires de la surface ou encore en faveur des possesseurs de *cens d'arcine* provenant de l'établissement, sous le précédent régime, de galeries d'écoulement des eaux.

Mais bon nombre de titres de ces droits ont disparu et d'autres ont été rachetés par les exploitants eux-mêmes.

Taxes communales.

Outre les redevances à l'Etat, les exploitants miniers ont à payer aux communes des taxes assez lourdes. Celles-ci sont établies soit sur le bénéfice annuel, tout comme la redevance proportionnelle au profit de l'Etat (mais sans dépasser le taux de 2 1/2 p. c.), soit sur le nombre d'hectares concédés dans la commune intéressée (quelques francs par hectare) soit encore par ouvrier employé (également quelques francs par unité).

Très généralement aussi, les communes frappent la puissance des divers moteurs à vapeur (quelques francs par unité de force) à l'exclusion des machines d'épuisement et d'aérage (charges passives ou de sécurité).

Redevances en faveur des propriétaires de la surface.

Bien que l'article 6 de la loi de 1810 dispose que l'acte de concession réglera les droits du propriétaire foncier sur le produit de la mine, l'article 42 semble exclure toute indemnité proportionnelle au produit net de la mine.

Aussi, à partir de cette loi jusqu'à la promulgation de celle du 2 mai 1837, les cahiers des charges des concessions octroyées en Belgique à titre de *concession nouvelle* ne stipulent en faveur des propriétaires de la surface que des redevances fixes comprises entre 4 centimes et un franc par hectare.

La loi du 2 mai 1837 vint définir nettement dans les termes suivants, les droits des propriétaires fonciers pour toute concession nouvelle.

« Art. 9. — L'indemnité réservée aux propriétaires de la surface par les

» articles 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810, sera déterminée au moyen » d'une redevance proportionnelle au produit de la mine. La redevance fixe » sera déterminée par l'acte de concession. Elle ne sera pas moindre de » 25 centimes par hectare de superficie.

» La redevance proportionnelle sera fixée de 1 à 3 p. c. du produit net de » la mine... » « Cette indemnité est également répartie entre les propriétaires de la surface en raison de la contenance en superficie des terrains » appartenant à chacun d'eux... »

La redevance fixe n'a été établie au maximum de 3 francs par hectare que très exceptionnellement. Généralement, elle ne dépasse pas un franc. Quant à la redevance proportionnelle, elle a été déterminée le plus souvent au taux de 1 p. c.

La propriété étant très divisée en Belgique, surtout dans les régions industrielles, ces droits ne sont guère réclamés que par quelques grands propriétaires terriens, parmi lesquels le domaine de l'Etat et les hospices civils.

Remises ou forfaits.

Certaines exploitations, notamment dans le Hainaut, sont grevées par l'effet de conventions de caractère privé.

Le cas est né parfois de la cession d'une mine par le concessionnaire à une société exploitante, moyennant un *denier* sur le charbon extrait.

Parfois encore, le cas est résulté de la *remise* par le concessionnaire d'une partie de sa mine, moyennant également un *denier*. Des conventions de l'espèce s'établissent aussi entre concessionnaires voisins, mais réclament l'autorisation du gouvernement pour qu'il soit permis de franchir les limites séparatives des concessions intéressées.

Certaine concession étendue du Couchant de Mons (le Rieu-du-Cœur) avait même été morcelée en plusieurs *remises* ou *forfaits*.

Cette question des forfaits a été envisagée dans ma brochure, *Des mines domaniales en perspective dans le Nord de la Belgique*, ainsi que dans l'une de mes communications aux commissions réunies du Sénat.

Elle a été reprise par l'honorable M. Emile Dupont, vice-président du Sénat, dans son remarquable rapport et complétée de renseignements nouveaux fournis par le directeur même de la Société du *Rieu-du-Cœur*.

Cette question était importante, car dans le système de M. Finet, celui de M. Harzez ou le mien, il pourrait convenir de remettre les exploitations ainsi qu'il vient d'être dit.

La propriété d'une mine domaniale n'implique pas nécessairement son exploitation par l'Etat.

Ainsi tomberaient la plupart des objections basées sur l'incapacité industrielle de l'Etat.

Les difficultés seraient reportées sur l'organisation des forfaits, ce qui aiderait à les résoudre.

Bruxelles, Juin 1903.

ÉMILE HARZE.

(I)

NOTE DE MINORITÉ.

Dans son rapport fait au Corps législatif le 21 avril 1810, sur le projet qui devint la loi organique des mines, la commission s'est exprimée ainsi : « Les auteurs du projet soumis aujourd'hui à votre délibération paraissent aussi avoir reconnu, avec votre commission, que la Société crée seule la propriété dont elle seule assure l'exercice; qu'elle peut la régler ou la restreindre suivant son plus grand avantage; elle l'abandonne dans toute sa plénitude lorsqu'elle en retire le plus grand bénéfice; le même motif l'engage à la resserrer dans certaines circonstances. » Il faut citer le rapport de Stanislas de Girardin au début de ces considérations, parce qu'il renferme déjà la philosophie du Droit, dont elles s'inspirent, en consacrant son caractère historique, et la nécessité de son adaptation de plus en plus parfaite à l'ensemble des conditions économiques et sociales. Les jurisconsultes du début du XIX^e^ siècle n'ont pu prévoir la complexité extraordinaire et toujours croissante des rapports économiques et sociaux, dans laquelle l'évolution du système juridique de 1810 allait s'accomplir, mais ils nous donnent le *criterium* permettant d'apprécier leur œuvre, une conception déjà sociologique du Droit, une large compréhension de la mission et de l'indépendance du législateur. A près d'un siècle d'intervalle. grâce aux progrès de la science sociale, leur pensée revêt une forme plus haute comme dans ce passage d'Anton Menger sur le *Rôle social du Droit* : « La mission de la science sociale du Droit, dit-il. est surtout de maintenir l'adaptation du Droit à la vie réelle, pour éviter à temps les catastrophes sociales qui si souvent éclatent par le défaut de concordance, et l'antithèse de ces deux facteurs; elle est d'observer exactement le flux et le reflux dans la force et l'importance des diverses classes, pour en déduire des conclusions quant aux formes que le droit à l'avenir devra affecter... Ce n'est que par cette activité que la science du Droit, qui, par sa partie dogmatique et par sa partie historique s'attache nécessairement jusqu'à un certain point à la lettre et à l'autorité, devient une science créatrice qui touche aux plus hauts problèmes de l'Humanité » (1). C'est pourquoi il faut regretter

(1) Anton Menger, « Du rôle social de la Science du Droit », *Revue d'économie politique*, janvier 1896, p. 71.

que les savants juristes du Conseil supérieur des mines, *s'attachant dans leur mémoire trop à la lettre et à l'autorité*, aient déclaré qu'ils ne suivraient pas l'auteur du remarquable rapport au Sénat, M. Dupont, dans la partie de son œuvre ayant trait aux questions d'ordre social et politique, ces questions n'étant pas de leur compétence(1). Elles s'imposent, au contraire, à quiconque est préoccupé de cet avenir, et de l'ensemble immense de rapports sociaux sur lesquels le Droit doit exercer son influence, et un tel langage pourrait sembler être une abdication. Le Gouvernement lui-même n'a cru devoir consacrer à l'évolution économique du système des concessions que quelques lignes pénétrées d'un souriant optimisme. Ce qu'il eût fallu, avant de consacrer après un siècle le régime, qui, par la perpétuité même de sa constitution juridique, est destiné à dominer l'évolution industrielle pendant une longue suite de générations, c'est une étude de ses effets, de son évolution, de ses tendances, des problèmes, des difficultés qui l'attendent, des solutions organiques dont il est susceptible, et cela en le considérant non pas seulement au seul point de vue de sa productivité, mais sous tous les aspects financiers, économiques, sociaux, et faire cette études comparativement aux autres systèmes et spécialement à celui de l'exploitation par l'État. La large compréhension des phénomènes économiques conduit irrésistiblement à une large compréhension des institutions juridiques, comme à la plus grande prévision possible, et impose la préoccupation de donner aux institutions assez de flexibilité, de plasticité, pour défier les périls, les antagonismes et les déchirements et favoriser les progrès qu'il est possible de prévoir. C'est ainsi que même les penseurs les plus modérés, tels qu'Adolphe Wagner, se sont élevés bien au-dessus de la productivité du régime légal d'exploitation des mines, pour se préoccuper par dessus tout du point de vue social économique de ce régime, et pour ne juger les institutions juridiques que relativement à ces vastes synthèses(2). C'est ainsi que le savant professeur de l'Université de Prague, E. Sax rappelle dans son *Économie de l'État* que d'après les profondes recherches de Sumner Maine, de notre illustre Émile de Laveleye et de Durgon, l'évolution de la propriété a successivement revélé dans l'histoire des tendances individualistes et collectivistes, et qu'actuellement se manifeste incontestablement une tendance à la reconstitution dans une certaine mesure de la propriété collective (3). C'est d'un tel esprit sociologique que cet exposé est pénétré.

§ 1. — CONSIDÉRATIONS JURIDIQUES. LA DOMANIALITÉ

Au début d'une phase nouvelle de notre évolution industrielle, la question se pose en des termes que le gouvernement néerlandais a admirablement compris. De quoi s'agit-il? De mettre en valeur des richesses naturelles

---

(1) Rapport sur la revision de la loi sur les mines, p. 5.

(2) Adolphe Wagner. *Science des finances, etc.*

(3) E Sax, *Grandlegung der Staatswirthshaft*, § 4.

enfouies dans le sol, qui ne sont le fruit du travail de personne, dont il appartient à l'État de disposer, quelles que soient les controverses sur l'appropriation des mines, qui exigent actuellement même une concession de l'État pour être livrées à une exploitation régulière. A première vue, il semble naturel que l'État aménage lui-même ces richesses, dans l'intérêt de tous, emploie ces trésors au profit de la nation et du travail national, à moins qu'il n'y ait des motifs invincibles qui commandent de s'écarter de cette solution : n'est-il pas l'organe permanent de l'intérêt général, confondant la génération présente et les générations futures dans une même, constante, exclusive préoccupation?

La pensée des jurisconsultes qui ont élaboré la loi de 1810 était que les mines font partie du domaine de l'État. Splingard a reproduit le projet primitif du Gouvernement, en 1807, avec les amendements du Conseil d'Etat : celui-ci assigne formellement aux mines le caractère de propriétés publiques (1). Stanislas de Girardin, trois ans après, dans son rapport au Corps législatif, a rendu clairement l'idée commune : « De ce qui vient d'être établi, il résulte que les mines, étant la propriété de tous, ne sont réellement celle de personne et doivent conséquemment entrer dans le domaine de l'Etat. » Et plus loin : « Mais enfin, à qui la propriété des mines doit-elle appartenir? L'opinion de votre commission est qu'elle doit être à l'Etat. Elle *présume que le projet l'eût dit nettement* s'il eût précédé le Code civil (2). » A près d'un siècle d'intervalle, il n'est plus possible de soutenir que l'article 552 du Code civil, avec la portée qui lui a été donnée, pût être un obstacle à une déclaration nette du législateur. C'est à ce principe de la domanialité qu'il faut revenir résolument, et le moindre résultat de sa consécration serait de mettre un terme à des controverses persistantes, que les hésitations des légistes de 1810 ont fait naître, et que, malgré toutes les sollicitations, le projet du Gouvernement laisse subsister : « La loi de 1810, écrit M. Bodeux, remaniée après des déclarations contradictoires, des discussions confuses, que dit-elle de la propriété des mines avant toute concession? Les uns l'attribuent à l'Etat, d'autres au propriétaire du sol, d'autres en font une *res nullius*, d'autres un bien vacant... Les principes n'ont jamais été fixés d'une façon claire, décisive, permanente et générale. En 1810 et en 1837, on a cherché cette définition convaincante, mais sans avoir abouti. Peut-être les modifications que le Gouvernement propose aux lois de 1810 et 1837 vont-elles être l'occasion de ce débat définitif, et la sécurité qui régnerait alors en cette matière serait un bienfait pour le pays (3) ». M. Aguillon est aussi pressant : « La loi de 1810 a été, en ce qui concerne notamment l'origine de la propriété des mines, un compromis entre tous les systèmes, et un compromis rédigé dans de tels termes, que les discussions

---

(1) P. Splingard, *Des concessions des mines*, p. 577.

(2) Stanislas de Girardin, *Rapport au nom de la Commission d'administration intérieure au Corps législatif du 21 août 1810.*

(3) M. Bodeux, « Droit de propriété sur les mines », *Revue pratique de Droit industriel*, 1905, p. 6.

restent encore ouvertes sur la nature des droits que le propriétaire du sol peut faire valoir sur les mines... C'eût été une tâche relativement facile que de reprendre et remanier la loi en sous-œuvre; le législateur paraît s'y être toujours refusé pour laisser faire la jurisprudence, malgré les inconvénients plus graves en ces matières peut-être qu'en toute autre, de l'adage célèbre : Là où la jurisprudence est amenée à faire la loi, elle ajoute au mal de son usurpation, le fléau de ses variations et de ses obscurités (1). »

M. Aguillon a essayé de dégager l'esprit de la loi en rapprochant les rédactions successives de la loi de 1810, si laborieusement préparée : « Il semble, dit-il, que de leur ensemble on puisse tirer la conclusion suivante qui, pour nous, résume l'un des principes essentiels de notre législation minérale : les mines sont, avant leur concession, des choses qui, juridiquement, ne sont pas encore nées, des *res nullius* : elles ne deviennent des biens sur lesquels des personnes peuvent avoir des droits, que par l'effet de la concession : le propriétaire de la surface n'a sur les mines concédées que le droit défini dans sa nature et dans son exercice par l'acte de concession (2). »

D'autres jurisconsultes, comme Splingard, les membres du Conseil des mines actuel, plus récemment M. Damoiseaux, pensent qu'avant la concession les mines font partie du domaine de la surface, et aussi longtemps qu'elle n'en est pas détachée, la propriété n'en est pas distincte du sol. Dès lors, les substances extraites sans droit par un tiers appartiennent au superficiaire en vertu de l'article 552, et Splingard ajoute qu'il faudrait un texte formel pour attribuer la propriété à l'État et à la société (3). M. Damoiseaux développe la même thèse (4).

A lire le rapport du Conseil des mines, il semble même que le § 2 de l'article 552 du Code civil, ne soit autre chose qu'une disposition réglementant l'usage du droit de propriété du superficiaire (5).

Pour l'interpréter avec sa vraie portée historique, il faut se rappeler qu'avant tout la législation de 1810 témoigne de la nécessité impérieuse de séparer le fond de la surface, pour permettre l'exploitation normale de la mine. Cette considération économique fondamentale, à laquelle le droit historique a cédé irrésistiblement, qui inspire déjà le génie de Mirabeau, et l'œuvre législative de 1791, domine avec bien plus de rigueur encore la loi de 1810. « On a reconnu, disait son Exposé des motifs, qu'attribuer la propriété de la mine à celui qui possède le dessus, c'était lui reconnaître, d'après la définition de la loi, le droit d'user et d'abuser; droit destructif de tout moyen d'exploitation *utile, productif, étendu,* droit opposé à l'intérêt de la société qui est de multiplier les objets de consommation, de reproduction de richesses; droit qui soumettrait au caprice d'un seul la disposition de

---

(1) Aguillon, *Traité de la législation des mines*, p. 45.

(2) Aguillon, p. 43.

(3) Splingard, *Les concessions des mines*, pp. 64-66.

(4) Damoiseaux, « De l'institution des concessions de mines », *Revue catholique de droit*, 1903-1904, p. 77.

(5) *Rapport du Conseil des mines, p.* 107.

toutes les propriétés environnantes de nature semblable, droit qui paralyserait tout autour de celui qui l'exercerait, qui frapperait de stérilité toutes les parties des mines qui seraient dans le voisinage », et plus loin : « Il faut que ces masses de richesses placées sous de nombreuses fractions de superficie du territoire, au lieu de rester divisées comme cette superficie même, deviennent, par l'intervention du Gouvernement et en vertu d'un acte solennel, un *ensemble dont l'étendue soit* réglée, qui soit distinct du sol, qui soit en quelque sorte une création particulière. » Avec la même éloquence Stanislas de Girardin : « Si cette propriété était inséparable de la surface, elle serait à tous les propriétaires du sol et conséquemment à personne : elle serait comme une terre sans produit, puisqu'elle ne serait pas cultivée. Pour qu'elle le soit, il est nécessaire que le Gouvernement en dispose. » Cette préoccupation de séparer juridiquement la surface du fonds était si impérieuse, que ce n'est qu'à la troisième rédaction, qu'on vit apparaître une réserve pour les droits résultant de l'article 552 du Code civil en faveur du propriétaire de la surface (1).

Comment a-t-on résolu le problème de concilier l'article 552 avec les exigences de l'intérêt public qui, de l'aveu des auteurs de la loi, se fussent traduites normalement par la domanialité? Par l'institution d'une propriété nouvelle.

« Dans cette création, dit l'Exposé des motifs de la loi de 1810, le droit du propriétaire de la surface ne doit être ni méconnu ni oublié : il faut, au contraire qu'il soit *consacré pour être purgé, réglé pour être acquitté,* afin que la propriété, que l'acte du Gouvernement désigne, définit, limite et crée en vertu de la loi, soit d'autant plus invariable, plus sacrée qu'elle aura plus strictement satisfait à tous les droits, *désintéressé même toutes les prétentions.* » Et Stanislas de Girardin ajoute dans son rapport : « Cette reconnaissance formelle des droits du propriétaire est une *modification* qui concilie le code avec le projet. »

Aujourd'hui que nous sommes arrachés à l'étreinte de la pensée impériale, que nous pouvons juger avec une complète impartialité l'œuvre lointaine de 1810, nous devons déclarer que si la *modification* vantée avec tant de pompe, suffit pour concilier l'article 552 du code civil avec la loi des mines, s'il suffit de consacrer un droit pour se hâter de le purger, de le régler pour l'acquitter, ce n'était vraiment pas la peine d'étouffer la pensée maîtresse des jurisconsultes en léguant à l'avenir d'insolubles controverses. Le droit ainsi défini était évidemment tout aussi conciliable avec le domaine de l'Etat qu'avec la concession privée. Aussi, les plus profonds et les plus vigoureux interprètes de la loi de 1810 tels que Delebecque, n'ont-ils pas craint, en logiciens sévères, de s'exprimer comme il suit :

« Par un respect apparent pour le droit de propriété, a dit Delebecque, et trompé par ce que nous croyons être une fausse interprétation de l'article 552 du Code civil, on consacra le principe de la propriété privée : et

---

(1) Aguillon, p. 40.

cependant le propriétaire du sol y perd plus qu'il n'y gagne. Sous la loi de 1791, il avait un droit de préférence, il le perd sous la loi nouvelle. Il acquiert, il récupère, si l'on veut, la propriété d'une chose, d'un *bien*, il n'en peut profiter que comme concessionnaire. Avant la concession, la mine est pour lui moins encore que sous la loi de 1791 : après la concession, elle dégénère en un droit à une redevance qu'il fallait pour ainsi dire réduire à rien. »

« En ce qui concerne l'article 552 du Code civil, nous n'ajouterons qu'une dernière observation : si le principe de la propriété privée était préjugé par lui, il fallait l'abroger sur ce point, par une modification plus hardie que celle de la création de la propriété nouvelle, et de la mine considérée auparavant *comme bien*, comme chose non dans le commerce. Il est rarement utile de transiger avec la vérité. »

Et rendant avec une netteté remarquable sa pensée :

« Ce n'est qu'au seul concessionnaire qu'a profité le principe de la loi nouvelle. Par elle, il a acquis une propriété perpétuelle et non révocable, et c'est l'État qui lui accorde cette propriété, quoique l'État ne soit pas propriétaire ! Que si cette propriété de la concession était nécessaire, dans l'un et l'autre système, elle pouvait lui être accordée, et pourquoi tant hésiter à dire : *Les mines sont une propriété publique; cette propriété s'acquiert à perpétuité par la concession, mais à charge d'exécuter des conditions qui, non accomplies, sont résolutoires en faveur de l'État.* Il n'y a d'exception à ce principe que pour celles des mines et des carrières qui seront laissées dan sle domaine privé par la présente loi » (1).

Je pense avec Delebecque que le législateur de 1810 eût dû apporter à l'article 552 une modification plus radicale, et effacer définitivement toute trace du droit d'accession de la mine à la propriété de la surface, pure survivance juridique, sans aucun fondement dans la nature des choses, surtout à une époque où l'on cherche exclusivement à justifier la propriété par l'utilité sociale et par le travail. Mais à considérer ici comme inévitable l'interprétation qu'il a donnée à cet article, et c'est l'hypothèse dans laquelle j'ai dû aussi me placer, le droit attribué au propriétaire ne serait incompatible avec la domanialité, que dans la forme abstraite, absolue, purement théorique de celle-ci, et non dans la relativité des conditions de son évolution qu'admettait le législateur; de plus on pourrait même, sans atteindre en rien d'essentiel le domaine, résoudre en faveur du superficiaire la controverse relative à l'appropriation des substances minérales extraites par des tiers avant toute exploitation légale, et qui divise les théoriciens de la *res nullius* et de l'*accession*. Si la mine est *res nullius*, la séparation du fond et de la surface se prolonge même avant la concession; si elle dépend originairement de la surface, la séparation s'opère par la concession : dès lors, la redevance, est dans le premier système, le seul droit du superficiaire; il naît avec la concession pour se

---

(1) Delebecque, *Traité sur la Législation des mines*, I, pp. 367 et 368.

liquider avec elle. Cette extension du droit du propriétaire n'exclurait en rien la consécration de la domanialité par la loi, car ce qui serait, ce qui resterait évidemment domanial et sans atteinte, c'est précisément *le droit même d'exploiter*, qui n'a jamais fait partie de la surface, et qui ferait partie du domaine de l'État.

Quant au droit de préférence à la concession, droit éventuel subordonné au maintien des concessions, il est si peu la conséquence nécessaire de l'article 552 du Code civil, que l'Exposé des motifs de la loi de 1810 l'accable de la condamnation suivante : « désintéressé par la redevance à laquelle il a droit, le propriétaire n'a plus à la concession ce droit de préférence, l'une des *inconséquences* les plus remarquables de la loi de 1791 ».

De pures considérations juridiques permettent ainsi de revenir à la doctrine des principaux légistes de la Révolution ; mais ce sont des raisons d'un ordre beaucoup plus complexe et d'une portée directe bien plus décisive qui nous y déterminent. Schmoller a dit excellemment que les conceptions de la propriété, avec leur caractère historique, reflètent à la fois l'organisation économique et sociale et les idées dirigeantes d'une époque (1),

On verra plus loin que les conditions économiques et sociales qui se réfléchissent plus ou moins fidèlement dans le droit, et auxquelles l'œuvre législative de 1810 s'est, surtout sous certains aspects, adaptée, et c'est la raison profonde de la faveur dont elle jouit encore auprès de nombreux théoriciens, se sont considérablement modifiées et quelles tendances elles affectent. D'autre part, l'assimilation de la concession à la propriété individuelle, que fit triompher la volonté impériale inflexible, correspondait, en lui donnant une expression extrême, à la conception individualiste déjà saisissante dans la loi de 1791, et qui domine toute l'économie sociale d'alors ; mais les tendances sociales de la pensée moderne pénètrent le droit, de plus en plus, et la domanialité est ici la forme juridique qui s'adapte à la fois aux conditions économiques et sociales et aux tendances morales nouvelles. Elle est l'expression la plus nette de l'*intérêt social* au sens le plus élevé. C'est là sa haute justification historique, et c'est par là que le débat dépasse ici toutes les controverses d'écoles.

C'es sous cette double pression que la pensée rigide et absolue de 1810 fléchit aujourd'hui, et le seul témoignage de nos juristes est déjà ici d'une grande éloquence.

Locré n'avait pas craint, et c'était bien la pensée impériale, d'appeler la concession une propriété parfaite : « Le droit du concessionnaire de la mine, dit aujourd'hui un jurisconsulte assurément peu suspect, puisqu'il est membre du Conseil des mines, *n'est pas et ne peut pas être un droit de propriété, l'expérience d'un siècle l'a démontré.* Il faut donc écarter ce mot, car les mots inexacts entraînent les notions erronées, et les conséquences les plus désastreuses dans la confection et l'interprétation des lois. » Déjà le concessionnaire ne peut diviser la concession et il est tenu de l'ex-

(1) Schmoller, *Principes de l'économie politique*, I.

ploiter. « Si la loi nouvelle enlève au concessionnaire la faculté de céder son droit, sans intervention de l'État, l'autorise à renoncer à la concession et attribue au Gouvernement la faculté de prononcer, dans certains cas, la déchéance, il semble que le droit du concessionnaire ainsi restreint et limité, ne présentera plus aucune analogie avec le droit de propriété défini par l'article 544 du Code civil » (1).

Le droit absolu qu'a voulu instaurer Napoléon s'altère à mesure que, dans la complexité des rapports économiques, la préoccupation de *l'intérêt public* s'étend, et le caractère domanial se dégage dans la même mesure : « La loi, dit encore M. Cattoir, qui organise ce droit (de concession) en *vue du plus grand intérêt de tous*, peut lui donner tels caractères qu'elle juge convenir. Elle décidera, en s'inspirant uniquement de considérations économiques, si la concession doit être un droit réel immobilier, si elle peut et doit être perpétuelle, si, d'autre part, il ne faut pas stipuler que le titulaire y peut renoncer et en peut être déchu, de quelles garanties il faut entourer la cession et la transmission des concessions ».

Le projet n'a pas écarté le mot, suivant le vœu de M. Cattoir, il se borne à atténuer le droit, mais on n'impose pas de limites *a priori* à l'*intérêt public;* au moment où l'on fixe les catégories plus ou moins étroites et rigides du droit, on ne prévoit pas toutes les exigences futures de l'intérêt social ; alors que le législateur est irrésistiblement amené à l'invoquer et que, suivant la belle parole de Mirabeau, il dédie son œuvre au *temps*, il faut qu'il lui assure les garanties que le temps réclame, et c'est par là qu'il sera amené à *écarter* les mots, à transformer les institutions.

Les mêmes influences historiques tendent à effacer les distinctions doctrinales.

Le droit régalien, rigidement conçu, ne laisse aujourd'hui à l'État que le pouvoir de choisir l'attributaire de la concession et d'en tracer l'étendue; les conditions de la concession sont fixées par la loi même. Il caractérise le régime légal qui consacre un vrai droit de propriété au profit du concessionnaire, soustrait à la concession tout caractère contractuel, et limite étroitement l'intervention administrative en s'en rapportant aux lumières et aux aspirations de l'intérêt privé ; mais à mesure que fléchit la rigueur de ce droit, il se rapproche de la domanialité qui, en obéissant à son propre principe, tend à donner le caractère contractuel à la concession, résolutoire dans certains cas au profit de l'Etat,à légitimer une plus large intervention de l'administration, précisément parce qu'elle consacre la prédominance constante de l'intérêt public. C'est par là qu'on voit certains théoriciens du droit tendre à identifier le droit régalien et la domanialité. Tels Defooz et Du Pont par exemple. Ils sont des interprètes du mouvement des idées (2).

C'est à la domanialité comme forme nouvelle et stable que je conclus.

---

(1) Cattoir, *La nature du droit de concession.*

(2) De Fooz, *Législation des mines ;* Du Pont, *Revue universelle des mines*, IIe, série IV, p 125.

A la conception domaniale des mines correspond logiquement dans ma pensée l'exploitation, sinon par l'État, du moins par une institution d'intérêt public telle que la Société des Chemins de fer vicinaux. Les défenseurs des concessions actuelles invoquent la nécessité de la propriété perpétuelle pour assurer l'aménagement d'une mine. Le domaine public réalise naturellement cette prévoyance, non plus au point de vue de l'intérêt privé plus ou moins complètement en harmonie avec l'intérêt général, mais directement au point de vue de l'intérêt de la collectivité, et conjure au plus haut degré, par sa nature même, l'éventualité de conflits et de déchirements entre l'intérêt privé et l'intérêt public : s'il est vrai que la conception domaniale doive coordonner des formes complexes de l'intérêt général : l'intérêt des générations futures et l'intérêt de la génération actuelle, l'intérêt de l'ensemble des consommateurs, surtout de l'industrie et du commerce, l'intérêt de la classe des travailleurs employés, et l'intérêt fiscal du Trésor, cette coordination peut rationnellement s'accomplir ; le redressement des erreurs, des fautes, des abus même, peut toujours s'opérer avec le plus haut degré de flexibilité sous un régime de propriété qui consacre la prédominance de l'intérêt public, où celui-ci ne peut se heurter à un droit privé inflexible, où le contrôle est incessant et où *l'irréparable* a le moins de place possible. C'est là ce qui me dicte ma conclusion principale, justifiée plus au long ci-après.

Cependant, le domaine de l'État est compatible avec le régime des concessions, mais limité par les exigences rationnelles de l'intérêt social, et sans assimilation *à priori* et systématique de la concession à la propriété privée. C'est en ordre subsidiaire qu'il en sera traité ici.

Dès à présent, il est permis de signaler les effets généraux importants qu'il faut attendre de la consécration du principe de la domanialité, indépendamment de la solution de controverses de pur droit privé.

1. Pour que la mine passe aujourd'hui dans le domaine de l'État, et puisse être exploitée par lui, il faut que l'État demandeur en concession accomplisse toutes les formalités d'une demande ordinaire, et il n'a aucune certitude de l'obtenir; il faut qu'il se soumette à la décision du Conseil des mines quand celui-ci rejette la demande en concession, en contestant la capacité industrielle de l'État par exemple; le pouvoir exécutif n'a, à l'égard de ce Conseil, qu'un droit de *veto* lorsqu'il a donné une conclusion affirmative. L'intérêt de l'État, dans l'exploitation des mines, peut se heurter à la résistance indéfectible d'un collège désigné par le pouvoir exécutif, sans aucune intervention de la Législature, ou céder devant certains privilèges. C'est là une situation injustifiable et inadmissible surtout avec les perspectives de l'avenir. Sous le régime de la domanialité, l'exploitation par l'État ou par une institution publique de la nature de la Société des Chemins de fer vicinaux, ne rencontre aucun de ces obstacles.

2. La consécration de la domanialité eût déterminé une orientation nouvelle. Des devoirs impérieux de l'État comme celui de la reconnaissance du sol

et du sous-sol du pays, n'eussent pas été abandonnés à l'industrie privée, alors qu'ils avaient à la fois un caractère scientifique, économique et social ; ce devoir eût été accompli dès 1877, alors que M. Dumont s'exprima en ces termes remarquables : « Dans l'intérêt de la science, il importerait que le Gouvernement belge encourageât ou fit exécuter quelques sondages dans les provinces du Nord de la Belgique, jusqu'aux terrains primaires. Ces sondages fourniraient, dans tous les cas, des renseignements précieux à la géologie, tout en résolvant le problème de l'existence d'un bassin houiller dans le Nord de la Belgique » (1).

Ces recherches n'eussent pas été ajournées pendant vingt ans et elles eussent, dans leur ensemble, présenté des caractères supérieurs à celles qui ont été accomplies : « il serait désirable de voir le Gouvernement s'en occuper, de manière à assurer à cette étude toutes les garanties scientifiques souhaitables » (2).

« Ces recherches se seraient faites dans l'intérêt de la nation et non dans un intérêt privé... » (3).

« Elles eussent été beaucoup plus parfaites et la Société géologique en a solennellement averti le Gouvernement » (4).

« Les recherches diffèrent profondément, soit que l'intérêt public, soit que l'intérêt privé les inspire » (5).

« Le nombre des sondages, écrit M. Harzé en 1905, tant dans le Limbourg belge que dans la province d'Anvers, s'élève à 61. On comprend que si les recherches avaient pu être faites méthodiquement, dans un esprit d'unité excluant toute concurrence, une trentaine de sondages eussent fait connaître le bassin campinois beaucoup mieux qu'il ne l'est actuellement » (6).

En Hollande, où l'État considère son domaine comme une réserve et n'a pas à hâter son exploitation, il procède à une reconnaissance méthodique. Le cahier des charges des travaux de sondages qu'il impose à l'industrie privée à laquelle il recourt, est considéré comme un chef-d'œuvre par les ingénieurs. Aucune mesure unitaire et méthodique de cette nature n'a été prise en Belgique (7). Par exemple, le bouchage, en terrain houiller, des sondages de la Campine a pu s'effectuer en vertu du droit du propriétaire, sans prescriptions spéciales, et sans aucun contrôle d'une bonne exécution.

Sans méconnaître la gloire de certains explorateurs ni l'œuvre accomplie par l'industrie privée, on a le droit de combattre l'esprit qui a déterminé l'abstention de l'Etat, et qui le place actuellement devant les prétentions de demandeurs ne concession sollicitant plus de 80,000 hectares, et se prévalant tous des titres de l'inventeur.

---

(1) A. Dumont, *Notice sur le nouveau bassin houiller du Limbourg hollandais*, 1877.

(2) Lhoest, *Probabilité de la présence du terrain houiller au nord du bassin de Liége*, 1899.

(3) *La géologie et la reconnaissance du bassin houiller*, par Lhoest. Habets, Fonir, p. 41.

(4) *Ibid.*, p. 48.

(5) *Ibid.*, p. 53.

(6) Harzé, *Le bassin houiller du Nord de la Belgique en 1905*, p. 52.

(7) Voir ce cahier des charges aux *Annales des mines*.

3. L'Etat eût répondu, il y a plusieurs années déjà, au vœu des hommes les plus compétents et creusé lui-même un ou plusieurs puits; il eût permis de fixer l'opinion du pays et des Chambres sur les conditions d'exploitation du nouveau bassin; il eût pu, si le régime des concessions est maintenu, déterminer, avec des bases positives, les délais de mise en exploitation au lieu d'en adopter d'une telle longueur dans la loi, qu'on ne réussit pas à s'expliquer, sinon par l'insuffisance des études, la divergence extrême qui existe entre le texte du projet, articles 14 et 23, et les propositions du Conseil des mines. L'exploitation du gisement, l'avenir de la région, la prospérité du pays ne peuvent que souffrir de cette incertitude. Dans l'intervalle, comme on le verra plus loin, le gouvernement prussien a expérimentalement montré ce que peut l'Etat, en forant le puits de Gladbeck; il a justifié son intervention et sa capacité, en même temps que sa célérité, et nous a donné là une grande et humiliante leçon.

4. La consécration de la domanialité aurait pour conséquence naturelle un système de garanties pour l'intérêt public, dont l'absence est manifeste dans le régime prépondérant de la propriété et de l'industrie privées, et c'est l'inperféction la plus patente du projet de loi. Tout dépend dans le projet, de la prévoyance du Gouvernement, et tout acte du Gouvernement peut être absolument irréparable. Il n'est pas de limite légalement proposée à l'étendue du domaine concessible, il n'est pas de réserve inconcessible dans ces deux provinces souterraines.

5. La mine une fois concédée, tout repose sur l'intérêt privé jugé en harmonie constante avec l'intérêt public.

Il n'est même pas de stipulation obligatoire de rachat qui permette de réparer les erreurs et les fautes, et qui réserve l'avenir à la nation.

6. En supposant, au contraire, dans le régime domanial le maintien des concessions perpétuelles, il sera légitime d'en réclamer l'octroi par une loi ou d'en subordonner l'octroi à une loi spéciale, autorisant par exemple la concession dans l'intérêt public, et laissant le choix du concessionnaire aux pouvoirs qui en sont investis actuellement. Toute concession sera considérée comme diminution de la propriété publique, et la clause de rachat en sera inséparable. La réserve domaniale se composera, à tout moment, de l'ensemble du domaine non concédé, et chaque fois que le législateur sera sollicité d'en concéder une partie, il aura, en s'éclairant de toutes les lumières, le droit de rendre cette réserve définitive et irrévocable et il aura le pouvoir de le faire efficacement sans être exposé à une intervention tardive. Il sera légitime aussi de soumettre à l'étude le système de l'adjudication publique, en connexion naturelle avec le domaine de l'Etat, et qui pourra intéresser la nation, non seulement au point de vue des redevances mais encore de la durée des concessions.

§ 2. CRITIQUE DES CONCESSIONS PERPÉTUELLES.

L'exposé des motifs s'applique à justifier l'appropriation individuelle des mines. Le législateur de 1810, retenant le principe essentiel de la loi de 1791, admet que l'on pouvait, sans péril et avec profit pour tous, confier à l'initiative des particuliers le soin d'exploiter les mines et d'approvisionner le public. « Ce principe subsiste depuis un siècle et loin de le condamner, les faits proclament son efficacité. La production de nos houillères s'est constamment et régulièrement développée : non seulement elles ont pu satisfaire aux besoins de notre consommation intérieure, mais elles ont fourni un aliment important à notre commerce international. » C'est ainsi que le Gouvernement assigne au principe de la propriété individuelle un caractère définitif, placé au dessus même de la controverse; il lui attribue des effets qui sont dus avant tout à des causes inhérentes à la société même, et qui ont exercé la même influence sur la productivité du système domanial en Prusse, du système des baux temporaires en Angleterre: l'extension graduelle des débouchés, l'abondance et la sécurité croissante des capitaux. Ce qui a donné l'élan à tous les systèmes, ce sont les progrès de la métallurgie, de la grande industrie, des chemins de fer, du commerce extérieur; c'est la paix, la sécurité stimulant l'esprit d'entreprise. En France, malgré les garanties absolues du régime de propriété, qu'on a pu juger nécessaire alors, la production houillère en 1810 ne dépasse pas 774,000 tonnes, n'atteignant pas la consommation; l'accroissement est si lent qu'en 1820 elles n'est que de 1,094,000 tonnes, et en 1830 de 1,865,000. En Belgique, en 1815, la production totale était de 1,500,000 tonnes; en 1829 elle n'est encore que de 2,000,000 de tonnes; de 1835 à 1840, l'élan des chemins de fer et de la métallurgie se communique à l'industrie houillère. Les diagrammes, joints à cet écrit, marquent éloquemment depuis lors l'influence décisive des débouchés, c'est-à-dire de la société même. C'est qu'en 1810 s'ouvre à peine l'ère des machines dans les manufactures, la première est de 1803 en Belgique, le premier haut fourneau à coke est de 1823, le premier chemin de fer de 1834-35.

Quant à l'esprit d'entreprise et à la sécurité, le plus grand économiste du début du XIX[e] siècle, J.-B. Say, parlant de l'intérêt des capitaux, a peint en traits redoutables les conditions de l'Empire : « L'industrie, encouragée au commencement de son règne, ne tarda pas à se voir contrecarrée par des guerres sans motifs raisonnables, par des mesures fiscales sans garanties. Quel motif aurait-on pour payer chèrement le loyer d'un instrument qu'on n'avait aucun moyen d'employer avec sécurité (1)? »

L'historien de la houille au pays de Liége, Malherbe, a retracé l'instabilité

---

(1) J.-B. SAY. *Cours complet d'économie politique*, éd. Guill., I, 83. Voir son jugement sur Napoléon : *Œuvres diverses*, édit. Guill., p. 436. On devrait le reproduire dans tous les manuels d'histoire pour nous délivrer d'un culte malsain pour cet homme néfaste.

et l'insécurité de cette époque et montré l'essor qui suivit le rétablissement de la paix (1).

BELGIQUE (2)

Années.	Force des machines dans l'industrie.	Force totale des machines.	Production de fonte brute moyenne.	Développement des chemins de fer.	Production houillère.
—	—	—	—	—	—
	Chev. vap.	Chev. vap.	Tonnes.	Kilomètres.	Tonnes.
1815					1,500,000
1829					2,000,000
1830	10,500		150,000		
1831					2,305,016
1835				14	
1838		25,312			
1840	30,435				3,929,963
1846				377	
			184,000		
1850		54,055			5,820,588
1856	71,685		284,280	1,333	
1860		161,809			
1866	146,592		442,052	2,230	9,610,895
1870	175,723				13,697,118
			548,786		
1880	279,986	607,142		3,308	16,866,698
			750,317		
1890	380,933			3,836	20,365,960
			904,783		
1900	647,378	1,408,941		4,636	23,796,680

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE (3).

1838	75,083				
1840			1,396,000		34,572,000
1845			1,512,000	4,082	
1850					45,328,000
1854			3,069,828	13,474	
1861	375,200		3,803,590		86,829,381
1869				21,386	

(1) Malherbe, *Mémoire couronné*, pp. 352 et 454.

(2) Briavoine, *L'Industrie en Belgique*, I. — Heuschling, *Statistique de la Belgique*. Exposé de la situation du Royaume, 1856-1896. — Harzé, *Rapport annuel de la statistique des mines*. — *La Belgique. Institutions, industrie, commerce*, 1830-1905.

(3) *Statistical abstracts*. — Nottebohm, *Rapport sur l'industrie houillère dans les Iles britanniques*. — *Future positionof the principal iron production of the world*, by Atkinson. — Mulhall, *Progress of the world*. — Conrad et Lexis, *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, verbo *Maschinen*. — *Final report of the commission of coal supplies*.

1876	2,000,000	7,000,000	6,555,997	26,819	134,125,166
1880				28,854	
1885	3,100,000	9,700,000	7,297,295		159,351,418
1890			8,245,336		181,786,871
1891	3,500,000	11,100,000			
1900			9,300,000		225,181,300

ALLEMAGNE (1).

Années.	Force totale des machines. (Prusse).	Chemins de fer.	Production de fonte.	Production houillère de la Saar.	Production houillère totale.
—	—	—	—	—	—
	Chev. v.	Kilom.	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.
1837	7,355				
1845	21,716	2,143			3,300,000
1850				593,856	
1854		7,826	261,533		
1855	61,945				
1860	142,658		395,741	1,955,961	16,730,000
1865		13,900			
1870			1,155,596	2,734,019	34,003,000
1875	632,087				
1880	985,193	33,634	2,729,038	5,211,389	59,118,000
1890	1,773,454		4,658,000	6.212,540	70,238,000
				9,025,072	109,225,000
1900			8,423,000		

FRANCE (2).

Années.	Force des machines dans l'industrie.	Chemins de fer.	Production de fonte.	Production houillère.
—	—	—	—	—
	Chev. vap.	Kilomètres.	Tonnes.	Tonnes.
1789			69,000	430,000
1802				844.000
1810			90,000	774,000
1815				882,000
1820			112,000	1,094,000
1830		23		1,863,000
1840	34,350	435	347,700	2,895,000
1850	66,642	3,010	405,000	4,252,000
1860	180,555	9,440	898,000	8,056,000
1869	320,447	17,110	1,381,000	13,140,000
1880	544,152	25,921	1,725,000	18,805,000
1884	683,000	31,225		
1890			1,962,000	25,591.000
1900			2,699,000	32,587,000

(1) Conrad et Leais, Ad. Nottebohm, *Rapports sur l'industrie houillère dans les Iles Britanniques.* — Villain. *Le fer, le houille et la métallurgie.*

(2) Villain, *Le fer, la houille, etc.* — De Foville, *La France économique.*

On a opposé comme un argument contre l'État, la mise en valeur plus rapide du bassin de la Ruhr exploité par des compagnies, que celle du bassin de la Saar, exploité par l'État. Si la progression à été plus rapide dans le premier, c'est à raison du progrès de ses débouchés : « Le développement simultané de l'industrie métallurgique et de l'industrie minière a métamorphosé certaines parties de l'Allemagne, a dit Blondel. Dans le quadrilatère de 65 kilomètres de long sur 30 de large, compris entre München-Gladbach, Dortmund, Duisburg et Cologne, la population a augmenté de 80 p. c. entre 1875 et 1895. On y trouve actuellement sept villes de plus de 100,000 habitants (1). » L'essor qui s'est produit dans la Saar, à partir de 1850, est dû au développement des chemins de fer et à l'emploi de la houille dans la métallurgie. Rien de périlleux d'ailleurs comme de méconnaître les vrais rapports de causalité. Ainsi en 1835, le bassin de Liége produisait 591,931 tonnes, juste la production de la Saar en 1850; or, en 1902 la production du bassin de Liége n'a atteint que le deux tiers de celle de la Saar (6,236,460 tonnes, contre 9,571,647 tonnes). Supériorité du système de l'État? Simplement inégal progrès des débouchés. C'est donc l'évolution économique générale qui stimule et soutient tout, et la nécessité d'un régime de concessions perpétuelles n'apparaît point. « On peut, a dit Lehardy de Beaulieu, considérer un gîte minier comme une espèce de propriété latente, contenant la valeur due au travail collectif de la nation, qui, en se civilisant, a d'avance entouré le gîte minier de la sécurité et du marché sans lesquels elle fut demeurée inutile et sans valeur (2). » Dès lors, loin de ne voir que la part d'action du système juridique de la concession, ce qu'il faut, c'est rechercher si les droits et les avantages de la nation sont en rapport avec sa participation effective à l'évolution même de la production minérale; c'est se demander si la garantie d'une concession perpétuelle, eût-elle été légitime à l'origine, est justifiée aujourd'hui, précisément après cette longue expérience d'un siècle.

L'exposé des motifs du projet de loi renferme le passage suivant : « On ne peut songer à recommencer l'expérience de la loi des 12-28 juillet 1791. *C'est parce que la durée de leurs concessions était limitée* sous le régime de cette loi, que les exploitants, se hâtant d'en jouir et d'en tirer le plus de fruit possible, exposèrent les gisements miniers à une perte irrémédiable. Ce qui s'est produit alors se reproduirait encore, avec cette différence que le perfectionnement de l'outillage permettrait aujourd'hui de faire bien plus de mal que n'en étaient capables les exploitants du XVIII^e^ siècle. » Il est impossible de méconnaître plus profondément la vérité. Le vice de la loi de 1791 a été signalé par Stanislas de Girardin dans les termes suivants : « Elle introduisit un abus dont les conséquences furent extrêmement fâcheuses. C'était celui de ne permettre l'exploitation qu'à 40 mètres au-dessous de la superficie. Elle laissait ainsi aux propriétaires du dessus la faculté de creuser jusqu'à cette profondeur pour extraire du minéral et de

(1) Blondel, *L'Essor industriel de l'Allemagne*, p. 47.

(2) Lehardy de Baulieu, *La propriété et sa rente*, p. 144.

la houille. Cette faculté a multiplié les exploitations irrégulières qui sont nuisibles à ceux qui les entreprennent et funestes à l'intérêt public, rendent impossibles les travaux réguliers, compromettent ceux qui seraient commencés et fixent à jamais, dans le sein de la terre, des richesses à l'extraction desquelles elles mettent d'insurmontables obstacles. » Ainsi l'abus n'est en rien celui de la concession temporaire, c'est celui de la propriété perpétuelle. C'est le propriétaire de la surface qui, s'armant du texte déplorable de la loi de 1791, a livré à une exploitation anarchique ce domaine d'une profondeur de cent pieds, dont le législateur avait commis la faute de lui abandonner la jouissance, et dont la limitation même en surface, par la division des héritages, et en profondeur, par la loi, ne comportait qu'une jouissance fragmentaire. Le Législateur a eu confiance; ne livrait-il pas ces richesses à la propriété privée? Dominé par la conception abstraite du droit, et l'optimisme de l'école, il oubliait que le propriétaire peut céder à la hâte de jouir et sacrifier les intérêts lointains à l'intérêt immédiat.

Nous l'avons revue à l'œuvre cette propriété superficielle dans le gaspillage systématique et odieux du minerai de fer, après l'application de la loi du 2 mai 1837, qui en suspendit la concessibilité. Les témoignages ont été terribles contre elle, et le dernier rapporteur, M. Descamps, n'a pas craint de qualifier de pillage, cette exploitation destructive des gisements de minerai de fer abandonnés aux propriétaires superficiels (1). Et cependant, alors que l'on n'hésite pas pas à condamner avec une aussi injuste sévérité le régime des concessions temporaires, on n'a même pas la pensée d'introduire, dans le projet de loi, une disposition qui soit tout au moins l'expression du remords d'un législateur coupable qui, pendant 68 ans, a laissé se prolonger l'indigne gaspillage du minerai de fer par la propriété superficielle. Vraiment, le moment serait mal choisi pour dresser l'apothéose de la propriété privée du sol dans ses rapports avec les richesses minérales. Mais ce n'est pas tout. Bien avant la loi de 1810, le Gouvernement dut intervenir pour réfréner ce pillage des mines et, ne voulant provoquer une refonte de la loi, il alla jusqu'à l'illégalité pour garantir l'intérêt social. Tels furent le but et le caractère de l'*Instruction du ministre de l'intérieur* du 18 messidor an IX.

La loi de 1791 distinguait les mines et minières, en y ajoutant le charbon, les bitumes, les pyrites, de toutes les autres substances minérales. Celles-ci continuaient d'être exploitées par les propriétaires de la surface sans aucune permission; celles-là, au contraire, étaient à la disposition de la nation, en ce sens qu'elles ne pouvaient être, au delà de 100 pieds de profondeur, exploitées que de son consentement; jusqu'à 100 pieds, elles étaient l'objet de la jouissance des propriétaires de la surface, partout où elles pouvaient être exploi-

(1) « Ils abandonnent les parties dures du gîte, n'abattant que les plus tendres; quand une voie d'eau se présente, ils abandonnent une exploitation désormais trop onéreuse et la laissent envahir; l'on perd ainsi les gîtes les plus riches qui, n'ayant jamais été ni connus ni exploités par des exploitants trop pressés de jouir, n'ont donné lieu qu'à un véritable pillage, funeste aux intérêts des maîtres de forges, à ceux des propriétaires et du pays.» (*Rapport à la Chambre*, 10 mars 1874.)

tées à tranchée ouverte et avec fosse et lumière. Que fit le ministre Chaptal dans ses instructions? Pour arrêter les abus de la propriété de la surface, il confondit dans les mêmes mesures de conservation toutes les substances concassibles, *qu'elles fussent à plus de 100 pieds ou à moins de 100 pieds de profondeur*; ses raisons techniques et économiques sont nettement exposées dans ce passage : « Les substances minérales qui, par leur nature, sont d'une importance majeure pour la société, et dont la disposition la plus ordinaire, et l'état de mélange et de combinaison auquel elles se présentent, nécessitent, par leur extraction et pour leur traitement économique, l'application *des méthodes minéralogiques et de grands moyens mécaniques qui ne sont pas à la portée de tous les citoyens*, sont comprises dans l'article 1^er^ de la loi du 28 juillet 1791... ». De ces motifs généraux indépendants de la profondeur des gisements, il aboutit à la conclusion suivante . « Les *propriétaires mêmes des terrains* sont soumis à cette règle générale, *et la jouissance qui leur est attribuée des substances minérales qui peuvent se trouver dans leur terrain jusqu'à 100 pieds de profondeur*, n'empêche pas qu'ils n'y soient soumis, puisque toutes les substances minérales ci-devant *énoncées sont à la disposition de la nation*, et ne *peuvent* être exploitées que de son consentement, sous sa surveillance, et *en vertu d'une autorisation expresse qui n'est accordée qu'après l'exécution des formalités* prescrites par la loi. » (1). Le gouvernement de l'an IX ne trouva donc d'autre remède aux excès des propriétaires de la surface, que dans des mesures qui les soumettaient exactement aux mêmes conditions que les concessionnaires du dessous. En d'autres termes, loin que les faits témoignent contre les concessions de 50 ans de la loi de 1791, *c'est dans le régime des concessions* qu'on a cherché le remède aux excès de la propriété superficiaire individuelle et perpétuelle, et pour en assurer les garanties, tant la nécessité d'une intervention était impérieuse, Chaptal n'a pas craint d'aller à une manifeste illégalité. Rien n'est plus piquant assurément ici que ce rapprochement, et c'est ainsi qu'on écrit l'histoire, qu'on crée la légende, quand on écrit sous l'empire d'idées *a priori*.

Après ce qui précède, on comprendra la profondeur de paroles comme celles de M. P. Splingard qui avait aussi abordé cette étude sans parti pris : « Ce sera toujours, dans l'histoire du droit, un grand problème de savoir quel sort eût fait à l'industrie minérale le régime des concessions temporaires de la loi de 1791, et l'on peut légitimement regretter qu'en *proclamant un principe absolu en sens contraire*, le législateur, au lieu d'attendre les enseignements d'une expérience qui se produisait lentement, a, *et à tout jamais*, abdiqué ses droits entre les mains de l'intérêt particulier » (2).

Trompé lui aussi par les apparences, M. Van der Smissen écrit : « Limitez la durée de la concession, on épuisera la mine, on exploitera mal, on compromettra l'avenir. *Nous le savons par la brève mais décisive expérience de la loi de* 1791. Dites au laboureur qu'il ne mangera pas le blé qu'il a semé,

---

(1) *Recueil* des lois arrêtés et instruction sur les mines, pp.25 et suivantes.

(2) P. Splingard, *Les concessions de mines.*

il le tondra en herbe pour son bétail. Bref, le principe de la propriété nous apparaît *expérimentalement* comme fécond, le principe contraire comme faux et stérile » (1). Nous savons ce qu'il faut penser de l'expérience décisive de 1791. Mais imagine-t-on que pour que le cultivateur mange le blé semé par lui, il faille qu'il soit propriétaire du sol? Je suis séduit, comme Sismondi et Mill, par la culture patriarcale en faire valoir direct, mais sait-on que sur 100 hectares cultivés en Belgique il en est 65,33 qui le sont par des non-propriétaires? Sont-ils condamnés à tondre leurs champs? Emile de Laveleye, qui avait en lui les conceptions puissantes d'un grand homme d'État, voulait reconstituer le domaine communal comme garantie nécessaire d'une évolution pacifique, tentera-t-on de démontrer que les cultivateurs, non-propriétaires du domaine communal, n'auraient pas autant et plus de garanties de manger leur blé que les fermiers actuels?

L'exposé des motifs dit encore qu'après avoir détaché la mine de la surface, le législateur de 1810 devait, « en la transférant à un nouveau propriétaire, *logiquement* lui conserver le caractère de perpétuité qu'elle possédait avant la séparation ». C'est l'intérêt public qui dictait cette séparation, et *logiquement* le législateur devait déduire les conséquences de son propre principe; or, l'intérêt public n'est pas lui-même assujetti à des formes juridiques invariables, *c'est lui qui, au contraire, donne au droit l'empreinte de ses exigences*, et par le texte de Stanislas de Girardin comme par celui de M. Cattoir, on a vu quelle indépendance elles laissait au législateur et quelle flexibilité aux institutions : la loi de 1791 en est une expression aussi légitime que celle de 1810. L'*Exposé* confond la cause avec l'effet.

John Stuart Mill, le grand logicien et le grand économiste, a exposé rigoureusement les principes en traitant de l'appropriation du sol, dans le dernier de ses écrits (2). La terre n'est pas une création de l'homme, et l'appropriation par un individu d'un pur don de la nature, qui n'a pas été créé par lui, et qui appartient aussi bien aux autres jusqu'à ce qu'il en ait pris possession, est à première vue une injustice à l'égard de tout le reste du genre humain.

La terre n'ayant pas été faite par son propriétaire, ni par aucun de ceux qu'il représente, et la justification de la propriété privée étant l'intérêt qu'elle donne au propriétaire à bien cultiver le sol, les droits du propriétaire ne devraient pas s'étendre plus loin que leur destination ne le réclame. Lorsqu'on connaît les motifs d'une chose, on sait aussi quelles devraient être les *limites* de cette chose; les limites du motif devraient être les limites de la chose; la chose elle-même devrait s'arrêter là où le motif s'arrête. Ce raisonnement de Mill appliqué aux mines se ramène à chercher si le stimulant nécessaire de l'exploitation régulière de la mine, en tant que confiée à l'intérêt privé, si le mode normal de récompense du travail, et d'amortissement des dépenses doit être cherché dans la concession perpétuelle, si ce n'est

---

(1) E. Van der Smissen, *Le régime légal des mines et ses lacunes.*

(2) Article posthume : *On the property of land* (*Examiner*, 19 juillet 1873).

pas là dépasser dans l'institution, les motifs qui la justifient rationnellement. « Si, lors de la fixation à cinquante ans de la durée des concessions, a dit Regnault de Saint-Jean d'Angely, on a craint que les concessionnaires, ne se regardant que comme usufruitiers, n'abusassent pour jouir plus vite de la concession qui leur était accordée, cette crainte doit cesser, maintenant qu'il doivent regarder leurs mines comme l'héritage de leurs enfants » (1).

Voilà la thése la plus profonde de 1810. Mais un droit perpétuel est-il nécessaire pour dissiper cette crainte? Et pour échapper à l'abus d'un droit limité, qui serait seul légitime socialement, serions-nous contraints de'xagérer l'étendue du droit même?

L'étude de la législation anglaise révèle, avec les vices profonds du principe d'accession des mines à la superficie, ceux des baux à trop court terme, elle ne condamne pas cependant par là même et en soi l'exploitation à durée limitée, car les abus les plus graves du système peuvent être éliminés dans un système de concessions par l'Etat. M. C. Leboutte montre que le riche gisement du pays de Galles est souvent mal exploité; les meilleures couches sont déhouillées, et une grande partie du menu reste au fond de la mine, et il rapporte ces faits déplorables à diverses causes, entre autres à la courte durée des baux, à la multiplicité des petites exploitations à faible capital, à la négligence des propriétaires qui n'insèrent pas dans les baux des clauses visant l'exploitation régulière : ajoutez comme vice du système qu'en vertu du droit d'accession, le propriétaire du sol entre, à la fin du bail, en possession de toutes les installations, le preneur ne pouvant enlever que ce qui est transportable(2); que les redevances par tonne (*royalty*), ou dues pour droits de passage (*way leave*), sont en général élevées ; des garanties insuffisantes à l'égard des locataires, des conditions funestes à l'égard de l'exploitation, la négligence ou la préoccupation exclusive de jouir, trop fréquente chez le propriétaire, sans souci des intérêts éloignés et généraux : tel est le système. L'enquête profondément intéressante sur les *Royalties*, accomplie en 1892-1893, a jeté la plus vive lumière sur ce régime, et il est bien regrettable que l'analyse n'en ait même pas été faite sur le continent (3). Dans le pays de Galles, les baux sont, en général, de vingt et un ans et les rapporteurs signalent, eux aussi, que cette durée est jugée insuffisante par tous (4). On comprend par là toute la portée de la critique de M. Leboutte

En général en Angleterre, la durée des baux varie de 21 à 63 ans, en Ecosse elle est de 20 à 31 ans; on vient de voir qu'elle n'est que de 21 ans dans le pays de Galles; les baux sont quelquefois faits à l'année et

---

(1) Cité dans le Rapport du Conseil des Mines, p. 27.

(2) C Leboutte. *Le bassin du sud du pays de Galles. Annales* de l'Association des ingénieurs sortis de Liége. XVIII, p. 19 et suiv. Voyez encore sur la question, Aguillon et Pèrdolet, *Exploitation et réglementation des mines à Grisou* : RaPport, 1881. — Henri Couriot, *L'Industrie des mines en France et de l'étranger*, 1881.

(3) *Reports of the royal commission appointed to inquire into the subject of mining royalties.*

(4) *Final Report*, p. 25.

parfois aussi atteignent 99 ans (1). Les installations en général sont l'œuvre du preneur et deviennent à la fin des baux la propriété du bailleur (2). Les redevances aux propriétaires de la surface à une époque de bas prix atteignent 6 à 10 p. c. du prix de la houille en Angleterre; 10 à 14 p. c. en Écosse; et à une époque de hauts prix, 5 à 9 p. c. en Angleterre, 9 à 11 p. c. en Ecosse (3). Ces seules conditions du régime suffiraient, sans compter l'imperfection ou l'insuffisance même des clauses des baux, pour expliquer la préoccupation des hommes d'État.

C'est avec un système légal manquant à ce point d'uniformité, c'est-à-dire d'égalité dans les conditions légales de concurrence, laissant à l'imprévoyance et à l'instabilité une si large place, que s'est accomplie l'évolution industrielle de l'Angleterre; et telle a été l'influence du milieu social, de l'abondance des capitaux, du développement des débouchés que, malgré les vices du régime, de 1840 à 1903 la production houillère totale de la Grande-Bretagne s'est élevée de 34,500,000 tonnes à 230,300,000 tonnes, c'est-à-dire de 195,800,000 tonnes, ou de 568 p. c.; dans le même intervalle, la production belge s'est élevé de 3,929,000 tonnes à 23,796,000 tonnes, c'est-à-dire de 19,867,000 tonnes ou de 500 p. c.

Les enquêtes sur les *royalties* et les *coal supplies*, n'avaient pas directement à conclure sur le régime de la propriété et des baux en général, mais l'une et l'autre y touchaient nécessairement. Les rapporteurs de l'enquête sur les *Royalties* ont renoncé à discuter la question de nationalisation des mines, en se fondant sur les dissentiments de doctrines que les dépositions avaient révélés entre les témoins entendus (4). A l'égard des baux, ils signalent le vœu des preneurs d'obtenir les baux de la plus longue durée possible; ils se bornent, pour le surplus, à réclamer de plus grandes facilités dans la confection des baux pour les usufruitiers des mines; et pour les administrations publiques et les corporations propriétaires de mines, le droit de contracter des baux à plus long terme (5).

Quant aux commissaires de l'enquête de 1901-1905 sur les ressources houillères de la Grande-Bretagne, alors qu'ils sont préoccupés par dessus tout de conjurer le gaspillage des mines, ils vont jusqu'à dire dans leurs conclusions : « A l'égard des dépositions sur les termes et les clauses actuelles des baux de mines, nous ne sommes pas convaincus qu'il y ait nécessité pour le législateur d'intervenir dans les droits du propriétaire, pour prévenir le gaspillage », et ils se bornent à enregistrer le vœu des commissaires de l'enquête précédente relatif aux usufruitiers (6).

En revenant au profond principe de Mill qu'une institution ne doit pas dépasser la limite des motifs qui l'ont fait admettre, on doit reconnaître que

---

(1) *Final report on Royalties*, p. 3.
(2) Id. p. 6.
(3) Id. p. 11.
(4) Id. p. 16.
(5) Id. p. p. 80-81.
(6) *Final report of the royal commission on coal supplies*, 1905, p. 6, n° 39.

dans les conditions dérivant de l'évolution économique du XIX^e^ siècle tout entier, la perpétuité des concessions ne se justifie pas. J'ai montré à quel point, au début de ce siècle, cette garantie absolue de la propriété était encore inefficace et illusoire devant l'instabilité des débouchés, et l'insécurité des placements, si bien décrites par J.-B. Say. Aujourd'hui, avec l'expansion continue des débouchés, la sécurité croissante des placements, le concessionnaire à temps, dirigé par la prévoyance moyenne que le législateur a le droit de lui attribuer, peut atteindre des résultats beaucoup plus constants et plus favorables. En tolérant les syndicats eux-mêmes — à ne les juger ici qu'au point de vue du concessionnaire — l'*Exposé* fait disparaître le degré d'insécurité qui dérive encore pour lui d'une concurrence anarchique (1). A l'égard des amortissements, Devillez a nettement rappelé les principes : les dépenses de premier établissement se répartissent sur toute la durée de l'exploitation, celles qui se rapportent aux différents étages doivent être couverts par la production correspondante; la comptabilité des mines amortit même chaque année les travaux extraordinaires (2). L'amortissement des travaux de premier établissement ne réclame en rien une durée illimitée de la concession : s'il fallait un exemple décisif, il suffirait de l'emprunter à l'expérience actuelle : ainsi la Compagnie *fermière* des charbonnages de Prokhorow, situées dans un milieu bien moins favorable que la Belgique, grevés de redevances plus lourdes, se réjouit d'un bail de vingt-cinq ans, renouvelable à son expiration pour une même durée; c'est le régime de la loi de 1791, encore bien atténué. Sans doute, la Société fermière n'a pas à sa charge l'amortissement des dépenses de premier établissement, mais elle annonce la création d'un puits central destiné à accroître considérablement la production, et dont la charge lui incombe complètement. Rien ne légitime dans ces conditions différentielles, le passage du *temporaire* au perpétuel. Les amortissements sont calculés pour une période de vingt-cinq ans, sans doute; une notice porte les noms des administrateurs les plus expérimentés (3).

---

(1) Les défenseurs de la perpétuité sentent si bien à quel point la perpétuité des concessions de 1810 est en connexion avec la situation économique, qu'un défenseur de la concession perpétuelle écrit ceci : On pourrait citer d'abord la loi française de 1791, qui limitait à 50 ans la durée de la propriété, et qui fut remplacée en 1810 par une loi qui établit la perpétuité, *mais on objecterait que l'industrie* naissait à peine et que la tourmente révolutionnaire et impériale n'était pas faite pour encourager l'esprit d'entreprise. L'on pourra rappeler aussi qu'en Algérie, après avoir commencé par limiter à 99 ans la durée des *concessions*, il fallut ensuite les rendre perpétuelles pour trouver des exploitants; mais on ne manquerait pas de répondre que les premiers temps de la conquête n'étaient pas favorables à l'exploitation. » (LAMBERT, *Revue d'Économie politique*, 1895, p. 630.)

(2) DEVILLEZ, *De l'exploitation de la houille à mille mètres*. 1859.

(3) *Notice sur les charbonnages de Prokhorow*. (Siège social Bruxelles. *Moniteur* 10 novembre 1905.)

Capital. — Le capital social est fixé à la somme de trois millions cinq cent mille francs et divisé en sept mille actions privilégiées de cinq cents francs chacune.

Il est, en outre, créé vingt-quatre mille actions ordinaires sans mention de valeur dont les droits et avantages sont déterminés ci-après.

Il est légitime et utile à la nation de solliciter l'intérêt privé d'une manière continue, et de provoquer jusqu'à la fin d'une concession temporaire, les applications de capitaux propres à assurer l'exploitation future; mais à ces fins suffisent des clauses comme celles qu'a proposées M. Harzé : consécration d'un droit de préférence en faveur du concessionnaire existant, s'il a fait preuve de prévoyance dans la conduite de son entreprise; reprise à dire d'experts de toutes les installations, de tous les ouvrages, de tout le matériel

---

Répartition des bénéfices. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges sociales et les amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la Société.

Il est prélevé sur ce bénéfice :

1° Cinq pour cent affectés à la formation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand la réserve légale atteint le dixième du capital social ;

2° Le tantième établi par les lois de l'empire russe au profit de la Couronne sur les bénéfices des sociétés anonymes ;

3° La somme nécessaire pour amortir chaque année un certain nombre d'actions privilégiées, de telle façon que ces actions puissent être amorties en vingt-cinq ans.

Cette somme sera récupérable d'année en année et employée à des rachats d'actions si le Conseil peut s'en procurer au pair ou au-dessous ou, dans le cas contraire, à des remboursements au pair par voie de tirage au sort.

Toute action privilégiée rachetée ou amortie sera remplacée par une action ordinaire; les actions ordinaires remplaçant les actions rachetées restent acquises à la Société ;

4° La somme nécessaire pour attribuer aux actions privilégiées non amorties un premier dividende de six pour cent sur leur montant libéré.

Sur le surplus il est attribué dix pour cent aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires à répartir entre eux, sans que l'émolument d'un commissaire puisse dépasser le tiers de l'émolument d'un administrateur.

L'excédent sera réparti au prorata de tous les titres, sans distinction de catégorie.

Toutefois il sera loisible à l'assemblée générale de décider le prélèvement sur le bénéfice des sommes qu'elle jugera nécessaires à la formation d'un fonds spécial de prévision.

Objet social. — La Compagnie Fermière a pour objet l'exploitation des concessions de la Société anonyme des charbonnages de Prokhorow.

Ces concessions, comprenant environ 2,200 hectares, sont situées au sud du bassin du Donetz, dans l'arrondissement de Taganrog.

Elles sont traversées par la ligne de chemin de fer de Mouchketowo à Elenovka-Mariopol et par l'embranchement se dirigeant vers Tchoulkow.

Une gare est établie sur le domaine et deux autres sont toutes voisines. Des tarifs réduits permettent d'atteindre les ports d'exportation de la mer d'Azof.

Le charbon de Prokhorow est du type demi-gras, avec 17 à 21 p. c. de matières volatiles. Sa qualité et sa pureté exceptionnelle lui valent une faveur toute spéciale sur le marché et particulièrement auprès des compagnies de chemin de fer.

La création d'un siège central d'exploitation permettra de développer considérablement l'extraction, qui a été pendant le dernier exercice de 170,000 tonnes environ.

La durée du bail est fixée à vingt-cinq ans, avec faculté pour la Compagnie Fermière de renouveler le bail pour une nouvelle période de vingt-cinq ans. La redevance n'est que de 25 centimes par tonne d'extraction, avec un minimum garanti de 60,000 francs pendant les vingt-cinq premières années et de 100,000 francs pendant les vingt-cinq années suivantes.

La Compagnie Fermière obtient donc, dans des conditions particulièrement avantageuses, l'exploitation immédiate d'un vaste domaine, et il est permis d'escompter des résultats très favorables, surtout si l'on tient compte du capital relativement peu important de la nouvelle Société.

Le Conseil d'administration.

qui seraient reconnus encore utiles pour la poursuite de l'exploitation. C'est ce qui manque aux baux anglais. Cette dernière clause devrait même être *d'ordre public* sans que l'autorité concédante y pût jamais déroger. Sous le régime de la propriété individuelle, les locataires du sol sont loin d'avoir des conditions aussi favorables au développement des énergies productives.

Une fois l'intérêt privé enveloppé de ce système de garanties, c'est aux garanties de la nation qu'il faut songer. On nous dit que *le perfectionnement de l'outillage permettrait aujourd'hui de faire bien plus de mal que n'en étaient capables les exploitants du XVIII^e^ siècle.* On oublie que les perfectionnements de la technique permettent d'imposer des mesures et des modes de production, qu'on n'eût jamais pu exiger des exploitants du XVIII^e^ siècle. L'obligation pour le concessionnaire, déjà inscrite dans l'instruction du 18 messidor an IX, d'exploiter *suivant le mode le plus avantageux à la société* aura, grâce au progrès de la science, un caractère infiniment plus précis et des sanctions beaucoup plus rigoureuses et plus sûres. M. Harzé a suggéré l'idée d'autoriser l'administration à diviser le gisement concédé en zones par des plans horizontaux passant à des profondeurs déterminées, et de n'autoriser le passage de l'un à l'autre qu'après épuisement suffisant des premières zones exploitées : celle d'obliger le concessionnaire à extraire toutes les couches exploitables, en ne déclarant inexploitable une couche que lorsque la valeur du charbon n'atteint pas la dépense à faire pour son extraction. Rien ne marque mieux le degré de précision auquel de telles clauses, et les sanctions qui les accompagnent peuvent atteindre, que la récente enquête anglaise *On coal supplies* : « Nos calculs, disent les commissaires en concluant, relativement aux ressources probables, sont basés pour la plus grande partie sur l'hypothèse que les conditions présentes d'exploitation continueront, mais des méthodes plus parfaites et leur application peuvent avoir pour effet de réaliser un plus grand pourcentage de charbon, que celui que nous avons estimé encore susceptible d'être extrait. Et dans leur vigoureuse analyse, on voit se dérouler toutes les améliorations possibles : le minimum de puissance des couches à extraire s'abaisser avec le progrès de la technique (1), le gaspillage dans l'extraction susceptible d'être réduit (2); tous les progrès réalisés dans l'emploi des charbons inférieurs, souvent abandonnés aujourd'hui dans les mines, en déterminer l'extraction (3); l'emploi des machines dans l'abatage, activées par l'air comprimé ou l'électricité, s'étendre et s'appliquer précisément à faire reculer les limites de ce que doit être considéré, avec M. Harzé, comme inexploitable économiquement (4).

Toutes ces conclusions de l'expérience et de la science peuvent une à une se traduire dans les actes de concession par des prescriptions impératives. C'est ainsi que c'est une pure dérision, une vraie profanation de la science,

---

(1) *Final report on coal supplies*, §§ 25 et suivants.

(2) *Ibidem.*, §§ 51 et suivants.

(3) *Ibidem*, § 38.

(4) *Ibidem*, §§ 25 et suivants.

d'en faire la puissance funeste mise au service de l'arbitraire et de l'égoïsme des exploitants. Elle est, au contraire, à mesure que ses prévisions légitimes s'étendent, la lumière souveraine qui guide la prévoyance des gouvernements, et conjure les excès de l'égoïsme individuel avec une sûreté de plus en plus grande, avec une efficacité de plus en plus bienfaisante pour la nation.

Les arguments que l'on oppose à ces dispositions s'inspirent de considérations qui fléchissent devant les intérêts supérieurs de la société.

« Ne pourrait-on, par exemple, écrit M. Lambert, accorder au locataire à fin de bail une indemnité pour les travaux d'avenir par lui exécutés? Sans doute : mais outre la difficulté d'évaluer les travaux, où serait alors le bénéfice du propriétaire, de l'Etat, par exemple, si le prix d'une nouvelle adjudication était à peu près égal au montant des indemnités? » (1).

Répondons que l'intérêt social l'emporte sur l'intérêt fiscal.

« Si, pour éviter le gaspillage, on soumettait l'exploitant à une surveillance étroite, cela ne pourrait encore que diminuer le prix de l'adjudication, car on ne peut, sans compensation, aggraver les charges de l'exploitant en l'empêchant d'user de la mine au mieux de ses intérêts. » La mine ne lui est confiée que pour qu'il en use au mieux des intérêts de la société.

De cet ensemble de considérations, il résulte pour nous que l'expérience de la loi de 1791 peut, dans les conditions que doit déterminer la science moderne, être reprise sans témérité aujourd'hui : c'est à cette durée de cinquante ans que l'initiateur des projets de révision de la loi de 1810, M. Hanrez, se rallie; il autorise l'auteur de cette note à l'affirmer; et si le savant M. Harzé a cru devoir prolonger ce délai, j'ose dire que l'ensemble des dispositions qu'il propose lui-même, fortifiées par l'étude comparative des faits, y ramène. Le monument de législation minérale le plus récent, la loi roumaine, a consacré la concession temporaire en la portant à septante cinq ans, et l'une des plus intéressantes lois dont il sera parlé ci-après, la loi luxembourgeoise de 1874, en exigeant que toute concession soit accordée par une loi, permet au législateur de lui assigner les conditions que commande l'intérêt public éclairé par la science.

L'auteur d'une étude sur la loi roumaine, M. Lambert, très favorable à la concession perpétuelle, se console néanmoins en rappelant que le vote de cette loi est un véritable succès pour la science économique française (2). Il est vrai, ce sont les opinions de M. Gide, de M. P. Leroy-Beaulieu lui-même qui ont été invoquées en faveur des *concessions temporaires*. M. Seulesco a, en effet, dans les termes suivants invoqué ces deux autorités au cours des débats : « Voici ce que dit M. Ch. Gide quant à la durée limitée, en parlant de la France, où il voudrait la voir appliquée : « L'Etat pourrait prendre pour règle, dans toutes les nouvelles concessions de mines,

---

(1) M. Lambert, *Une loi nouvelle sur les mines en Roumanie.* (*Revue d'Economie politique*, 1896, p. 631).

(2) *Revue d'Économie Politique*, 1896, p. 628.

de fixer à la concession une durée limitée, par exemple de 50 et même de 99 ans, et de faire désormais ces concessions ou de les renouveler, une fois expirées, par voie d'adjudication aux enchères. » Et comme on soutenait que M. Gide est socialiste, M. Seulesco répondit: « Celui qui dit cela se trompe, Gide est un grand ennemi des idées subversives, du socialisme révolutionnaire, du collectivisme et de toutes les théories contraires à la société. Mais soit, admettons que Gide ne soit pas assez orthodoxe. Prenons une autre sommité; un apôtre fidèle de l'économie libérale, P. Leroy-Beaulieu. Voici ce qu'il dit quant à la limitation de la durée des concessions : « Sans entrer dans une discussion sur la propriété des mines et des salines, qui est certainement une propriété d'une nature particulière, on peut dire que l'Etat n'a un intérêt considérable à la possession ou à l'exploitation des houillères et des salines, que dans les siècles ignorants et dans les pays pauvres où les capitaux sont rares, et où la science des procédés industriels est peu répandue. Dans ces circonstances différentes, l'Etat fait mieux de concéder la jouissance des mines et des salines pour une période déterminée, et de se réserver une redevance sur les produits nets ou bruts » (1). L'opinion de M. Leroy-Beaulieu est assurément intéressante, bien qu'il semble ne pas y être resté fidèle. Mais il se trompe quand il pense que l'Etat n'a pas dans les sociétés industrielles avancées, un intérêt considérable à la possession et à l'exploitation des mines, et pour des raisons autres encore, que celles qu'il peut invoquer dans les pays pauvres ou dépourvus de connaissances techniques. Et c'est là ce qui nous détermine à rejeter au second plan les concessions temporaires, si manifeste que soit leur justification.

§ 3. DÉFENSE DE L'EXPLOITATION PUBLIQUE AU POINT DE VUE DE LA PRODUCTION.

Dans son projet, le Gouvernement s'est efforcé de poser les limites de l'intervention de l'Etat en disant : « C'est en vain qu'on voudrait justifier son intervention dans l'exploitation des gisements miniers, par la considération que, ceux-ci étant limités dans leur étendue, les concessionnaires jouissent d'un monopole. Les pierres à bâtir, l'argile à briques, les terres fertiles, les bois, les eaux sont aussi limités dans leur étendue, et pour être logique, il faudrait appliquer à tous ces fonds productifs le principe qu'on veut appliquer aux mines. On en arriverait ainsi à supprimer toute action, toute initiative individuelle, pour ne plus laisser debout que l'initiative et l'action de l'Etat, propriétaire unique et tout-puissant. »

L'Exposé des motifs, pour combattre la domanialité, oppose exclusivement à l'exploitation directe par l'Etat, l'exploitation directe par le concessionnaire. Les terres fertiles, les carrières, les bois sont-ils donc, sous le régime de la propriété individuelle, exploités exclusivement en faire-valoir direct? Qui ne sait que 65 p. c. des terres arables le sont par des locataires, et

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, 5e édition, I, p. 96.

fussent-elles incorporées au domaine, qui interdirait à l'Etat de leur donner plus de garanties que n'en obtiennent les exploitants temporaires actuels? Mais aucun territoire fertile n'est ajouté au nôtre, et il s'agit uniquement ici d'un territoire minier d'environ 136,000 hectares exploitables. On méconnaît, dans l'énumération ci-dessus, les caractères différentiels qui appellent la domanialité : 1° Les mines de houille sont au plus haut degré *épuisables*, alors que la fertilité des terres, des bois peut être indéfiniment entretenue, que les eaux se renouvellent sans cesse, que les terres à briques, eu égard aux besoins, sont en quantité illimitée; 2° l'Exposé oublie la multiplicité croissante des emplois industriels de la houille, et la subordination toujours plus manifeste et plus grave dans ses conséquences, de tout l'ensemble des industries à leur aménagement systématique. Il suffit d'invoquer ici l'institution, en décembre 1901, de la Commission d'enquête en Angleterre sur les *ressources en charbon*, et les travaux de cette commission. Elle eut pour mission de rechercher l'étendue actuelle des ressources du Royaume-Uni, les perspectives d'épuisement, en considérant les économies possibles dans l'usage de la houille, et la substitution d'autres sources d'énergie ; l'effet de l'exportation sur les approvisionnements intérieurs, et le temps pour lequel ces ressources intérieures, spécialement pour les plus importantes espèces de houille, pouvaient être assurées aux consommateurs nationaux, à un prix compatible avec le bien-être général, etc. (1).

L'enquête a montré qu'en 1903, pour une extraction de 230 millions de tonnes, 63 millions sont exportées, 167 millions consommées à l'intérieur, et cette consommation se distribue ainsi :

Chemins de fer	13,000,000
Steamers	2,000,000
Fabriques	53,000,000
Mines	18,000,000
Sidérurgie	28,000,000
Autres métaux	1,000,000
Briqueterie, céramique, verreries, industries chimiques	5,000,000
Gaz	15,000,000
Usage domestique	32,000,000
	167,000,000

Les ressources totales à 4,000 pieds de profondeur (limite d'extraction), sont portées à 100 milliards de tonnes pour les charbonnages exploités, à 40 milliards pour les autres. L'évaluation de l'illustre économiste Jevons, qui poussa en 1871 un cri d'alarme, était de 90 milliards. Les commissaires n'ont pas tenté l'évaluation du nombre d'années d'exploitation possible, mais ils estiment qu'à une époque pas très éloignée (*not far distant*), le taux d'accroissement de l'extraction se ralentira, puis sera suivi d'une période

(1) *Royal Commission of coal supplies.* Final Report, 1903.

stationnaire, et d'un graduel déclin. M. Price Williams a publié un rapport et des diagrammes sur cette grave question (1). L'économie possible du combustible a été l'un des principaux objets de recherche, et la commission porte aux proportions énormes de 40 et 60 p. c. l'économie réalisable (2). La consommation moyenne par tête en Belgique est de 2,966 kilogrammes, elle vient immédiatement après celle des États-Unis et de l'Angleterre (celle-ci de 3,930 en 1903) (3).

Devant ces faits, la prévoyance sociale, dans l'intérêt des générations futures comme de la génération actuelle, peut et doit être invoquée en faveur de l'aménagement par l'État de ces sources naturelles d'énergie. C'est ce qui a conduit le Gouvernement néerlandais à une forte réserve d'État : « Un pays, dit la commission, disposant de richesses aussi coûteuses que le sont maintenant les charbons, doit se garder de les mettre au pillage, *même dans un sens figuré*. Une exploitation méthodique alliée à une forte organisation n'est possible que si c'est l'État qui est exploitant (4) ».

Lozé reportait à 1930-1960 la limite probable de l'exploitation de la houille à bon marché en Angleterre, c'est-à-dire la disparition des conditions exceptionnellement favorables faites par la nature à la marine, à l'industrie, au commerce du Royaume-Uni (5). La Commission de 1902 n'a pas voulu préciser la date, elle se borne à éveiller la préoccupation de l'avenir en disant que cette échéance n'est pas très lointaine. Et cependant la réserve de 140 milliards de tonnes correspond aujourd'hui à 3,300 tonnes par habitant. M. Denoël évalue à 8 milliards de tonnes la réserve totale de la Campine, soit 1,100 tonnes par habitant (6). De 1830 à 1900, on a extrait 820 millions de tonnes de l'ancien bassin dont l'exploitation moyenne est aujourd'hui à 434 mètres de profondeur ; la réserve de ce bassin fût-elle aussi de 8 milliards de tonnes, nous n'aurions en tout que 2,200 tonnes de réserve par habitant, les deux tiers de la réserve anglaise, et dont la moitié serait déjà appropriée. Mais cette réserve de l'ancien bassin est-elle aussi considérable ? Nous n'avons en Belgique, sur nos ressources minérales, aucun travail scientifique de la valeur de celui de Stanley Jevons (1866) de la Commission d'enquête, dont son livre mémorable provoqua la nomination ; nous n'avons aucune œuvre comparable à celle du Collège des professeurs qui s'unit, dans une publication collective en 1878, à celle de Price Williams (1887), Hall et Courtney (1897) ; ou au beau livre de Lozé qui coordonne ces travaux et en tire de graves déductions; nous vivons dans un tel abandon optimiste, qu'au moment où l'on va disposer des richesses souterraines de deux provinces, aucune commission n'a même été appelée, comme on l'a fait en Angleterre (1902), à évaluer nos *ressources en charbons*. Notre

---

(1) *Ibid.*, p. 6 et Appendix V. Voyez aussi le rapport de M. Nottebohm, et surtout le grand ouvrage de Lozé.

(2) *Ibid.*, § 69.

(3) Rapport de l'ingénieur en chef, 1903, p. 19.

(4) Rapport de Dupont, p. 17.

(5) Lozé, *Les charbons britaniques et leur épuisement*, t. II, pp. 921 et suiv.

(6) Denoël, *Le bassin du Nord de la Belgique.*

réserve totale fût-elle de 2,200 tonnes par habitant, nous n'avons aucune idée précise sur sa composition, ni sur les conditions futures de son exploitation, sur les limites à assigner à l'exploitation d'un caractère commercial. En Allemagne la réserve de l'État, dans le seul bassin de la Saar, est de 14 milliards de tonnes ; elle serait de 90 milliards dans la Haute-Silésie (1) et l'Etat étend son domaine dans le bassin de la Westphalie; l'acquisition des champs houillers de Gladbeck seule est de 21,000 hectares, étendue comparable à la réserve de l'État en Neérlande.

Sans songer à assombrir l'avenir, il faut cependant éveiller la préoccupation légitime de l'étendue et de la durée de nos conditions de stabilité économique, en tant qu'elles s'attachent à nos gisements houillers, de nos conditions de lutte sur le marché du monde.

La consommation moyenne de houille industrielle et domestique en Belgique par tête a été établie par M. Harzé de 1831 à 1880 et par M. Dejaer pour l'année 1903.

Années.	Consommation par tête.
1831-35 . . .	499 kilogrammes.
1836-40 . . .	663 —
1841-45 . . .	746 —
1846-50 . . .	842 —
1851-55 . . .	1,083 —
1856-60 . . .	1,271 —
1861-65 . . .	1,436 —
1866-70 . . .	1,761 —
1871-75 . . .	1,986 —
1876-80 . . .	2,007 —
1903	2,966 —

D'un autre côté, le mouvement de la population nous donne les excédents qui suivent, permettant d'évaluer les périodes de doublement d'après la table de Rümelin :

Années	Excédent des naissances sur les décès par 1,000 habitants.	Périodes de doublement de la population.
1841-1850 . .	5.18	116 à 139 ans.
1851-1860 . .	7.58	87 à 93 »
1861-1870 . .	8.44	77 à 87 »
1871-1880 . .	9.71	69.6 à 77 »
1881-1890 . .	9.89	69.6 à 77 »
1891-1900 . .	9.97	69.6
1901-1903 . .	11.30	58 à 63 ans.

Si nous considérions étroitement la consommation de la houille comme une fonction de la population, que nous adoptions pour le calcul du double-

(1) Wolf, *Le commerce mondial.*

ment de celle-ci l'excédent de 1901-1903, et que la consommation progressât régulièrement avec elle, nous atteindrions en 1968 une population de 14 millions d'âmes, et la consommation moyenne s'élèverait à 5,241 kilogrammes par habitant, soit 73,374,000 de tonnes en tout par an; à ce taux, 110 ans suffiraient pour absorber la réserve de la Campine si elle était seule exploitée. Mais j'ai hâte de dire que rien ne permet de soutenir que l'excédent des naissances sur les décès se maintienne au taux de 11.30, que la natalité obéira très probablement à la décroissance générale qui s'observe chez les nations avancées; que la diminution de la mortalité ne dépassera pas certaines limites, et surtout que rien n'autorise à affirmer que la consommation de la houille soit dans un rapport constant avec le mouvement de la population. Il faudra donc apporter d'importantes corrections à cette évaluation purement abstraite; mais qui osera nier cependant la gravité du problème?

Les critiques dirigées contre l'exploitation par l'État sont loin d'en légitimer la condamation: même plus onéreuse que l'exploitation privée, elle serait encore, à défaut de sociétés d'intérêt public propres à accomplir cette fonction, réclamée par les considérations économiques et sociales les plus graves.

Les adversaires de l'État, comme M. Weiss, reconnaissent et établissent que dans le même bassin, celui de la Saar, l'État exploite plus économiquement que les petites sociétés concessionnaires (1).

Ce serait dans un parallèle avec une grande exploitation privée, réunissant des gisements aussi étendues que ceux des mines fiscales, que l'Etat révélerait son infériorité. Le parallèle a été fait entre le bassin de la Saar et celui de Westphalie. En comparant les trois grandes classes de frais, on voit, en 1896:

	A Saarbrück.	A Harpen.
Les frais d'administration, de	0.32 pf.	de 0.28 pf.
Les frais directs d'exploitation,	6.13 »	5.24 »
Les charges sociales,	0.46 »	0.34 »
Par tonne, Mk.	6.91	Mk. 5.86

Cette différence ne s'expliquerait pas par les conditions d'extraction, la dureté plus grande de la houille, mais par l'organisation supérieure à Harpen.

Cependant, nous constatons, en 1896, que l'effet utile est de 286 tonnes en Westphalie, de 238 à Saarbrück, et cette différence est constante. La commission hollandaise n'a pas voulu tenter la comparaison. Les méthodes de travail employées, la comptabilité ne se prêtent pas à une comparaison rigoureuse. « Seulement, dit-elle, elle a acquis la conviction que l'exploitation par l'État est quelque peu plus coûteuse que par l'industrie privée » (2).

---

(1) Weiss, *Les houillères de la Saar*, pp. 85-87.

(2) Voir le Rapport de M. Dupont au Sénat, pp. 33-35-60.

Elle affirme la capacité technique de l'État. « Une visite aux mines de Saarbrück a donné à notre Commission la conviction que les dirigeants de cette entreprise ont mis à profit toutes les améliorations préconisées par la technique. » L'industrie privée emprunte souvent ses directeurs aux mines de l'État (1). Je me suis efforcé, en m'adressant à la Direction des mines fiscales de la Saar, d'obtenir les éléments d'une comparaison utile. Voici la réponse que j'ai obtenue :

Saarbrück, 12 mai 1903.

« *Direction de l'exploitation des mines royales.*

» A votre lettre du 12 février dernier, nous répondons volontiers que, à notre vif regret, nous ne sommes pas en situation de vous procurer les renseignements demandés, car il nous manque les renseignements nécessaires pour établir une comparaison approfondie de cette nature, entre notre exploitation et celles du bassin de Westphalie, relativement aux frais d'exploitation et au coût de premier établissement.

» Pour ce qui concerne la situation des ouvriers, elle est, malgré les salaires relativement inférieurs dans notre district, de beaucoup meilleure. Il n'y a pas d'ouvriers étrangers dans les mines d'Etat d'ici ; dans le pays environnant le domaine des mines, nous sommes en état de nous former une population ouvrière à établissement stable et capable, tandis qu'en Westphalie un régime de cette nature fait défaut, et les mines de ce bassin sont, par conséquent, obligées d'attirer des ouvriers de contrées très éloignées et en partie de l'étranger. Non pas seulement sous ce rapport, mais aussi, avant tout, par suite des organisations nombreuses tendant au bien-être, la situation des travailleurs est extraordinairement favorable dans notre district, puisque la sollicitude de l'Etat et de l'Association minière de Saarbrück ne s'étend pas seulement au bien-être physique du travailleur, mais fait aussi rentrer dans ses attributions son développement intellectuel et son amélioration morale.

» Le Comptoir commercial pourvoit à la vente de toute la quantité de charbon qui est disponible pour le débit, comme une partie spéciale de la Direction des mines, de même que le fait le Syndicat charbonnier d'Essen pour les mines de la Westphalie.

» Nous faisons remarquer encore que tous les matériaux statistiques qui sont à notre disposition sont naturellement publiés dans la *Revue des mines, usines et salines*, de l'Etat prussien, paraissant à Berlin, chez l'éditeur W. Ernst et fils. »

L'étude comparative de la capacité productive de l'État et des grandes entreprises privées devrait être faite au moins dans le même bassin houiller. Là, les conditions de l'expérimentation seraient au moins identiques. Précisément, le gouvernement prussien nous propose les matériaux d'une compa-

(1) Voir le Rapport de M. Dupont au Sénat, pp. 33-35-60.

raison vraiment scientifique. En 1902, le Gouvernement prussien a acquis en Westphalie une vaste domaine minier d'une superficie totale de 21,024 hectares, plus du tiers de notre bassin de Liége. Son domaine fiscal se répartit ainsi entre la Haute-Silésie, la Sarre, la Ruhr (1). Le domaine fiscal de Westphalie dépasse en étendu les domaines des plus riches sociétés minières. Il est formé de plusieurs concessions comptant quatre-vingt seize champs houillers, mais ce domaine sera livré à un plan d'exploitation unitaire qui embrasse dix ans, pour mettre toutes ses parties en exploitation régulière. Le fonçage des puits, la construction des bâtiments, l'installation des machines, l'équipement souterrain, l'extraction de la houille, tous ces travaux se succèdent d'année en année dans un ordre tracé d'avance. Toutes les dépenses correspondantes sont prévues. Il en est de même pour les recettes. Ces recettes, à leur tour, sont évaluées d'après les résultats des grandes mines de Westphalie donnés au cours des douze dernières années. L'exposé des motifs de la loi prévoit un bénéfice de 1 mark par tonne extraite, le bénéfice est même inférieur à la moyenne des résultats observés. Le gouvernement prévoit ainsi qu'en 1912, l'exploitation totale de son nouveau domaine produira 3,100,000 tonnes avec un bénéfice total de 3,100,000 marks.

Les calculs du Gouvernement prussien ont été dressés avec beaucoup de rigueur, et les dépenses sont échelonnées sur une suite de douze exercices, de 1902 à la fin de 1914. A partir de cette année, le Gouvernement prévoit un excédent de recettes sur les charges d'exploitation de 4 millions de marks, 5 millions de francs, ce qui représente à peu près 5 p. c. du capital engagé à cette époque (81,500,000 marks). Le Gouvernement prussien se sent donc capable de réaliser, dans l'exploitation d'une grande mine de la Ruhr, un bénéfice à peu près équivalent à celui que les grandes exploitations ont réalisé en moyenne. Comment pourrait-on mettre cette confiance légitimement en doute? Comment d'ailleurs, avant d'affirmer d'une manière définitive l'incapacité de l'État, même sa moindre capacité industrielle, n'attendrait-on pas les résultats d'une expérimentation qui s'échelonnera pour les différentes parties de ce domaine minier.

Mais le Gouvernement prussien n'arrêtera pas là l'expérimentation comparative de l'exploitation publique et de l'exploitation privée. En effet, dès le 28 juillet 1904, le Gouvernement a rendu officielle sa volonté d'acquérir les concessions houillères, et les installations d'une Compagnie puissante en pleine activité productrice : *l'Hibernia*.

La compagnie *Hibernia* est l'une des plus importantes du célèbre syndicat des mines de houille du bassin westphalien. Sa participation y est de 5,416,500 tonnes, sur une production totale théorique de 73,500,000 tonnes du syndicat. Une telle acquisition aurait pour effet de faire pénétrer directement l'État prussien dans l'organisation commerciale de l'industrie houillère en Westphalie, dans la proportion de 7.1 p. c. L'État offrait à la

---

(1) Comité central des houillères de France. Circul. n° 2217; Achat des mines en Westphalie par l'État prussien.

compagnie *Hibernia* de racheter le capital énorme de cette compagnie 53,500,000 marcs, à raison de l'échange d'un titre de rente de l'État, d'une valeur nominale de 8,000 marcs, contre toute part de capital de 3,000 marcs, ce qui correspondait à l'équivalent d'un dividende permanent de 8 p. c., sauf l'éventualité de conversion de la rente. Cette offre de l'État, cette pénétration directe dans le syndicat, la crainte d'une extension de la nationalisation des mines, ont déterminé une résistance extraordinaire, et une lutte gigantesque qui n'est pas terminée, et qui rappelle les luttes de la féodalité contre les puissances monarchiques et l'Empire. Les adversaires directs de l'Etat prussien ont été les grandes banques qui, pour empêcher l'intervention de celui-ci, se sont efforcées de concentrer les actions minières dans leurs mains. Cette lutte touche à l'un des autres grands aspects de l'exploitation des mines par l'Etat. Ici, il ne s'agit encore que de la production. Et cette acquisition, même aux conditions onéreuses auxquelles l'Etat est prêt à l'accomplir, laisse encore à l'Etat prussien la perspective d'un large profit. C'est donc que l'Etat prussien a une confiance solide dans sa capacité productrice.

Cependant, les mines fiscales présentent à l'égard des exploitations privées une infériorité. Elles n'ont pas une indépendance financière suffisante, si elles ont une indépendance industrielle et technique suffisante ; elles concourent directement par leurs recettes, portées aux prévisions avec trop de rigueur, à alimenter le budget ; elles ne peuvent toujours, comme les exploitations privées, faire les dépenses indispensables pour développer leur outillage, au moment même où cette nécessité s'impose, parce qu'elles pourraient troubler l'économie générale du budget de l'Etat. C'est là ce qui les place dans des conditions d'infériorité vis-à-vis de l'industrie privée. Celle-ci se constitue une réserve par un prélèvement sur ses bénéfices ; elle peut, en l'employant, faire des travaux de développement. Il faudrait, d'après ce critique, accroître l'indépendance des mines fiscales vis-à-vis du fisc même, leur permettre de créer des réserves, et de faire les amortissements des travaux entrepris (1).

Cette mesure ajoute-t-il, donnerait une vitalité nouvelle à l'industrie pourtant très florissante du bassin de la Saar.

Cette indépendance relative n'est évidemment pas impossible à réaliser.

On reproche à l'Etat, dans l'exploitation minérale, la lenteur qui caractérise l'action administrative. On lui oppose que dans le système des concessions la mise en œuvre sera beaucoup plus rapide.

Les faits répondent d'une manière décisive à cet argument. En effet, là où un motif d'agir existe, assez impérieux pour provoquer la mise en valeur rapide des mines, l'action de l'Etat peut être aussi prompte que celle de l'industrie privée, et elle est certainement conçue aussi méthodiquement qu'il est possible. La Prusse nous en fournit un exemple sous nos yeux. La loi de 1902 autorisa, on l'a vu, le Gouvernement à acquérir, dans la Westphalie, 96 champs

---

(1) Weiss, p. 90.

houillers, de 21,026 hectares en tout. Le projet de loi était accompagné d'un plan général d'exploitation, exposant les travaux d'aménagement successifs que le Gouvernement se proposait d'accomplir. Le délai qu'il fixait était de 10 ans, de 1902 à 1912. Les trois parties principales du domaine devaient recevoir successivement deux puits, et toutes les installations nécessaires. Les années 1903, 1909, 1911 marquaient les débuts successifs de l'exploitation même, dans les trois parties de ce grand domaine. Dès 1911, tout ce domaine devait être mis en exploitation régulière. C'est à Gladbeck que le premier puits devait être achevé en 1904. Or, les documents officiels révèlent que, dès le milieu de 1904, ce puits était complètement outillé. Si, comme il est légitime de l'admettre, tous les autres travaux suivent leur cours, en 1905 on extraira 400,000 tonnes (1).

Cette célérité de l'Etat prussien forme un contraste piquant avec les prévisions du Gouvernement dans les articles 14 et 23 de son projet. Non seulement il est là en désaccord complet avec le Conseil des mines, mais avec l'expérience de l'Etat prussien. Si l'Etat belge avait lui-même foré un puits, comme il en a été sollicité, il eût prouvé certainement lui-même que les délais accordés aux concessionnaires sont excessifs, qu'ils sont peu propres à établir l'excellence du système opposé à l'Etat, et que, de plus, ils ne peuvent qu'encourager la multiplicité des demandes de concessions.

En ce moment la concession du bassin du nord dans toutes ses parties jugées exploitables, est demandée; il y a 43 demandes qui se disputent les 136,000 hectares reconnus, il y a même des parcelles qui sont l'objet de multiples demandes; tout, jusqu'à une partie du domaine de l'Etat, est demandé. La Campine pourrait être dessaisie de tout son territoire, même avant que le premier forage eût commencé.

L'aménagement systématique de nouveaux bassins permettrait de satisfaire plus rapidement, dans la mesure où la nature des gisements le comporte, aux besoins spéciaux de l'industrie, que ne le promet le régime des concessions avec les délais de dix et de cinq ans proposés par le Gouvernement, pour le commencement des travaux d'exploitation.

L'industrie réclame impérieusement des charbons spéciaux qu'elle importe du dehors dans une mesure croissante. Le sous-sol de la Campine renferme-t-il tous ces charbons spéciaux en quantité suffisante et à des profondeurs promptement accessibles? Est-il vrai que, riche en charbon à gaz, il soit pauvre en charbon demi-gras et maigre (2)? Quelles que soient les controverses sur ce point (3), c'est vers les solutions possibles que l'effort énergique, immédiat, doit porter.

Cet aménagement permettrait surtout d'assurer un développement normal de la production en se fondant sur les tendances mêmes de l'évolution, de se soustraire à des illusions funestes, et de conjurer des entraînements redoutables, des déchaînements de la spéculation, et des crises comme celle de 1834-1837 en Belgique, dans les industries extractives et métallurgiques.

(1) Houillères de France, 21 août 1904, circ. n° 2721.

(2) Voyez les études de MM. De Leener et Waxweiler : *Le charbon dans le Nord de la Belgique.*

(3) Voyez M. De Leener sur ce point.

Les statistiques révèlent qu'actuellement nos exportations tendent à une sorte de constance pendant que nos importations augmentent.

Quelle est la perspective qui s'ouvre pour une extension des débouchés extérieurs? Qui pourrait le dire dès à présent? Il faut noter que le débouché français tend plutôt à fléchir.

De ce double mouvement des exportations et des importations il résulte que l'excédent des exportations sur les importations tend à diminuer. Ce qui tend à absorber une part grandissante de la production, c'est la consommation intérieure, mais dans quelle mesure continuera-elle à croître? (1)

Représentons par 100 toutes nos grandeurs initiales :

	Production.	Excédent des exportations sur les importations.	Consommation indigène.
1831-1840.	100	100	100
1841-1850.	163	220	149
1851-1860.	277	421	236
1861-1870.	403	613	345
1871-1880.	515	681	469
1881-1890.	628	735	598
1891-1900.	720	627	745
1903	816	409	792

Telles sont les données fondamentales qui, jointes aux conditions d'exploitation des nouveaux bassins encore inconnues, commandent, à mes yeux, une intervention éclairée de l'Etat. C'est l'exemple de Gladbeck qu'il faudrait suivre, en organisant d'abord l'exploitation unitaire et méthodique d'une partie du bassin.

Des raisons spéciales appellent encore l'intervention de l'État, sans parler ici de son action sur les prix.

L'un des motifs indéniables qui ont dicté les résolutions de l'Etat prussien en 1902 et l'ont déterminé à nationaliser cette partie de la région minière, c'est l'impérieuse volonté d'approvisionner directement ses chemins de fer. L'exploitation directe des chemins de fer par l'Etat appelle, au moins dans certaines limites, l'exploitation des mines par l'Etat. La consommation de charbon des chemins de fer prussiens atteint 5,554,318 tonnes en 1900, c'est-à-dire l'équivalent de la production du bassin de Liége.

Sur cette masse énorme, les charbonnages fiscaux de la Haute-Silésie donnaient plus de 2 millions, mais ceux de Saarbrucken ne fournissaient que 350,000 tonnes en 1900. L'Etat devait s'adresser pour la plus grande partie du surplus, près de 2,700.000 tonnes, au bassin de la Ruhr, c'est-à-dire au syndicat des houillères du Rhin et de la Westphalie (2). Ce qu'il voulut en 1902, c'est se rendre indépendant de ce syndicat, il n'agissait pas autrement que les établissements métallurgiques, dont la tendance invariable est actuellement de se rendre indépendants du marché des houilles pour leur propre consommation, et qui par là, dans notre régime d'insolidarité, acquièrent des charbonnages. L'Etat voulait encore approvisionner sa

(1) Voyez sur tous ces points l'étude de M. Waxweyler.

(2) Circulaire 2217 du Comité des houillères de France.

marine. Quelle raison décisive est-il possible d'opposer à une telle tendance de l'Etat moderne? C'est un motif d'intérêt général, d'ordre économique, tout àfait indépendant de l'esprit fiscal qui détermine cette évolution même de l'Etat.

Peut-on dès à présent, pour des raisons techniques, écarter cette perspective en Campine, ce que l'on ne peut assurément pour des raisons économiques ?

D'un autre côté, si les usines hydro-électriques présentent cet immense avantage d'une source inépuisable d'énergie, dans les régions houillères il peut être avantageux de créer de grandes usines de distribution électrique, propres à activer un nombre plus ou moins considérable d'industries. M. Gérard a montré qu'on peut arriver à une exploitation avantageuse quand la demande d'énergie est considérable et régulière. Ainsi il évalue à 1,810,000 chevaux-vapeur la puissance des machines dans la province de Liége. Si par hypothèse, on pouvait y centraliser la production de l'énergie, concentrer la puissance génératrice, et la distribuer à toute l'industrie de la région, on réaliserait un bénéfice annuel de 10.000,000 de francs.

A ces différents points de vue, n'est-il pas permis de songer que l'Etat pourrait contribuer à aménager et utiliser les sources épuisables d'énergie, de manière à armer une nation industrielle le plus parfaitement possible dans la lutte sur le marché du monde? Il ne faut pas perdre de vue que l'insolidarité la plus grand domine encore les relations économiques entre nations.

§ 4. — L'EXPLOITATION PUBLIQUE PAR UNE SOCIETE NATIONALE DES MINES DE LA CAMPINE.

La constitution d'une société nationale analogue à celle des chemins de fer vicinaux répond, par dessus tout, à cette double exigence : 1° d'assurer une indépendance relative aussi grande que possible à l'exploitation d'intérêt public, à la soustraire à l'influence bureaucratique, en même temps qu'aux excès de la fiscalité, et partant de dégager plus complètement les buts économiques et sociaux de l'institution ; 2° d'ouvrir à l'initiative privée le champ le plus vaste possible et de répondre par là, d'une manière décisive, aux reproches de l'exposé des motifs du projet de loi. On verra dans le paragraphe 6 que ce n'est pas seulement l'initiative individuelle, mais celle des collectivités ouvrières qu'un tel système est appelé à développer, ce que le régime des concessions n'a jamais accompli. Cette solution a été défendue surtout par M. E. Finet, au Sénat et dans la presse. Comme elle peut recueillir les suffrages de beaucoup d'esprits hésitant devant l'exploitation directe par l'Etat, il importait de l'exposer d'une manière complète ; nul mieux que M. Finet lui-même ne pouvait le faire. Voici la note qu'il a bien voulu rédiger pour moi :

Cher et honoré Collègue,

La Chambre va discuter prochainement la nouvelle loi sur les mines.

Se bornera-t-elle à apporter des modifications plus ou moins importantes aux lois de 1810 et de 1857? ou bien fera-t-on prévaloir des principes nouveaux ?

Déjà la question a été examinée au Sénat et a fait l'objet d'un rapport très important et très impartial de M. Dupont, notre Vice-Président.

L'idée qui a prévalu au Sénat, c'est qu'il y avait lieu de maintenir les principes économiques sur lesquels est basée la législation actuelle, qui, dit le rapport (page 8), présente le grand avantage d'être éprouvée par une application séculaire et parfaitement connue.

Ce qu'il faut, dit aussi le rapport, c'est armer l'Etat dans l'article 49, d'un pouvoir suffisant vis-à-vis du concessionnaire qui n'observera pas les conditions de la concession.

Je pense que ces modifications, et même d'autres, ne suffiront pas.

Les idées économiques et sociales ne sont plus aujourd'hui, ce qu'elles étaient il y a un siècle; elles ont dû nécessairement évoluer avec les faits eux-mêmes. L'importance de la houille est devenue telle que les syndicats charbonniers qui ont le monopole de son extraction, peuvent réduire à une véritable servitude toutes les autres industries vis-à-vis de l'industrie charbonnière.

C'est en tenant compte de cette situation nouvelle que j'ai été amené à préciser des opinions que j'ai formulées dans une note reproduite à la page 45 du rapport de M. Dupont et que voici :

« Le bassin houiller campinois doit devenir propriété collective. Le Gouvernement doit, » directement et lui-même, mettre les concessions en état d'exploitation au fur et à mesure des » besoins, et il doit confier l'exploitation proprement dite, sous son contrôle, à l'industrie » privée, dans l'intérêt général. »

La solution ainsi formulée peut être obtenue en créant, pour la mise en valeur de ce nouveau bassin houiller, un organisme spécial, comme on l'a fait quand il s'est agi de construire le réseau des voies ferrées secondaires.

Quelle était la situation alors?

Des demandes en concession s'étaient déjà produites, et même des lignes étaient concédées; mais le gouvernement a trouvé, à juste titre, qu'une voie ferrée doit être propriété collective et il a fait décréter l'institution d'un organisme d'État, agencé spécialement pour la construction et l'exploitation de chemins de fer.

L'État ne voulut pas, comme on l'avait fait et comme on le fait encore pour les lignes ferrées à voie normale, construire lui-même et exploiter directement le nouveau réseau qu'on prévoyait devoir prendre — et qui prend chaque jour, en effet — une extension de plus en plus considérable : il institua la *Société nationale de chemins de fer vicinaux.*

Cette institution a répondu aux espérances qu'on en avait conçues.

Le capital est formé par l'État, la province et les communes intéressées : une partie du capital peut être souscrite par des particuliers.

La Société construit les lignes, les arme du matériel fixe et roulant nécessaire, mais elle ne les exploite qu'exceptionnellement; elle afferme l'exploitation, c'est-à-dire la partie industrielle et commerciale de chaque ligne, à l'industrie privée, pour une durée maximum de trente ans.

Pourquoi ne pas faire de même pour le bassin houiller campinois?

Pourquoi ne pas créer un organisme de *construction* et de *surveillance de l'exploitation* et confier cette exploitation elle-même, c'est-à-dire l'extraction et la vente du charbon, à l'industrie privée?

Si l'on créait cet organisme, son premier soin devrait être de reconnaître toute l'étendue du bassin par de nouveaux sondages, et immédiatement cette société pourrait creuser des puits en deux ou trois points déterminés, installer les machines, les bâtiments, puis, dès qu'un charbonnage serait établi, en mettre l'exploitation en adjudication publique.

Les avantages d'un semblable système me semblent évidents; énumérons-en quelques-uns :

1° Le charbonnage serait établi avec le moins de charges possible. La *Société nationale* s'adresserait aux spécialistes pour foncer les puits et installer les machines, comme devraient aussi le faire les demandeurs en concession; le coût d'établissement serait le même, mais la *Société nationale* se procurerait les capitaux nécessaires à de meilleures conditions. La charge financière serait bien moindre pour la *Société nationale* que pour une société particulière;

2° Le fond de roulement nécessaire à l'exploitation serait réduit au minimum. Il serait relativement très faible, puisqu'il suffirait de fournir un cautionnement et de faire les avances de

main-d'œuvre, d'objets de consommation. C'est peu de chose au début d'une exploitation de cette espèce;

3° La concurrence serait la plus grande possible. Tous les grands consommateurs de charbon et des groupes d'ouvriers mineurs concourraient, ayant intérêt à devenir exploitants. Ils pourraient le faire avec un faible capital.

Les soumissionnairesne manqueront pas.

La plupart des établissements métallurgiques ne possèdent pas de charbonnages, ni non plus les verreries, les fabricants de produits chimiques, les usines à gaz, les distillateurs, les fabricants de sucre, etc. Ces industriels pourraient constituer des syndicats qui entreprendraient l'exploitation d'un charbonnage. N'étant plus, comme aujourd'hui, menacés de payer les charbons à des prix exhorbitants, ils pourraient entreprendre, pour l'étranger surtout, des fournitures à longue échéance, car une plus grande fixité dans leurs prix de revient serait la conséquence d'un approvisionnement de charbon assuré à un prix presque fixe.

Les coopératives d'ouvriers houilleurs pourraient exploiter elles-mêmes aussi un ou plusieurs charbonnages.

Quelle influence énorme l'intervention de ces *ouvriers-exploitants* n'aurait-elle pas sur notre avenir politique, économique et social!

Si catholique que soit le Limbourg, l'octroi des concessions sous le régime actuel y amènera fatalement les mêmes résultats, au point de vue ouvrier, que dans tous nos bassins actuels.

Au contraire, ces coopératives d'*ouvriers-patrons* seraient composées inévitablement d'hommes d'ordre, quelles que soient d'ailleurs leurs opinions politiques, catholiques, libéraux ou socialistes. Ils ne se mettraient jamais en grève, puisqu'ils nommeraient eux-mêmes tout le personnel de leurs exploitations, y compris l'ingénieur-directeur, et fixeraient eux-mêmes les prix de vente, les salaires et les conditions de leur travail.

Il y a un point spécial sur lequel nous attirons l'attention des partisans d'une marine marchande nationale.

Le système que nous proposons apparaît peut-être comme le moyen le plus sûr de rendre possible et prospère une société d'armateurs qui, exploitant un charbonnage dans le voisinage d'Anvers, pourrait compléter le chargement de ses navires avec son propre charbon et expédier même des chargements entiers de charbon au loin, pour y chercher une cargaison désignée d'avance.

Ce serait le fret d'entrée en Belgique diminué et un développement considérable du trafic de nos ports.

Les sociétés houillères actuelles aussi concourraient aux adjudications pour l'exploitation des nouveaux charbonnages.

Le cahier des charges devrait nécessairement comporter l'interdiction aux exploitants de se coaliser pour établir des prix de vente surélevés. Ces prix seraient réglés d'après la loi de l'offre et de la demande, comme pour les autres marchandises.

La *Société nationale pour l'exploitation des charbonnages* trouverait la rémunération de ces capitaux dans une somme fixe annuelle, payée par les adjudicataires, plus une redevance minime par tonne de houille extraite, et, enfin, dans le tantième que l'adjudicataire accorderait à la *Société nationale* sur ses bénéfices annuels.

Il est inadmissible que tous les consommateurs de charbon, c'est-à-dire tous les industriels du pays et même tous les Belges, pour leur consommation particulière, restent exposés à payer pour cette matière indispensable à tous, le prix que voudra leur imposer une infime minorité de capitalistes, exploitants de charbonnages. »

Je disais dans une autre note sur le but à atteindre, qui est également dans le rapport de M. Dupont, page 147 des annexes :

« Dans toutes les discussions qui ont lieu, soit à la Chambre, soit dans la presse, au sujet des charbonnages futurs, on a beaucoup discuté sur le collectivisme, sur les risques que présente l'industrie charbonnière ou les bénéfices à réaliser, mais on est loin d'être d'accord sur le but à atteindre.

» C'est pourtant là le premier point à régler. De la part des demandeurs en concession, ce

but est tout naturel : faire une bonne affaire. Mais quand on discute la question de l'intérêt général, il y a diversité d'opinions quant à la détermination du caractère de cet intérêt général.

» Les uns, évaluant d'une manière plus ou moins arbitraire les bénéfices réalisés par les charbonnages actuels, prétendent que l'Etat peut et doit réaliser des bénéfices analogues en Campine. Rien d'étonnant, d'ailleurs, à ce que cette idée soit mise en avant, puisque nous voyons toutes nos administrations publiques, quand elles exercent un monopole industriel (distribution d'eau, de gaz, concessions de tramways, etc.) en faire des sources de revenus, des sources d'impôts, sans songer qu'on frappe la salubrité publique en imposant l'eau; la lumière et le chauffage en imposant le gaz; le transport de la classe ouvrière en imposant les tramways, etc.

« Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui revendiquent pour l'État de semblables bénéfices.

« Ce que doit poursuivre l'Etat, ce n'est pas le lucre, car si tel est son but, il est bien inutile qu'il devienne propriétaire de charbonnages; il suffit qu'il mette un impôt sur toute tonne de charbon extraite ou qu'il augmente la redevance des mines, ou encore, qu'il mette un impôt de 1 fr. 25 par tonne de charbon exporté, comme font les Anglais.

» Nous citerons comme exemple l'alcool.

» L'Etat ne fabrique pas; il n'a pas immobilisé un franc pour exercer cette industrie et pourtant l'alcool rapporte plus à l'Etat et au fonds communal que ne rapportent, année moyenne, tous les charbonnages du pays tous ensemble, à leurs propriétaires.

» Mais ce n'est pas là le but qu'il faut rechercher : si l'impôt sur l'alcool est un bon impôt, l'impôt sur le charbon est indéfendable.

» Une thèse qui s'est fait jour également et qui a les sympathies de beaucoup d'esprits éclairés, c'est que l'Etat, grand consommateur de charbon, doit devenir concessionnaire de charbonnages pour s'assurer au prix de revient ses propres besoins.

» Cette idée, pas plus que la précédente, ne résiste à l'examen.

» L'Etat représente la collectivité, il doit légiférer pour tous lorsqu'il s'agit d'une matière première nécessaire à tout le monde, et non pas en vue de l'industrie qu'il exerce lui-même et sans se soucier des autres industries.

» L'Etat, par son armée, est le plus grand consommateur de froment et d'avoine; songe-t-il pour cela à traiter ces denrées d'une manière spéciale en qui le concerne, sans se demander si les particuliers pourront vivre ?

» C'est précisément parce qu'il est le plus grand consommateur de houille, qu'il a déjà, comme tel, plus d'influence sur les producteurs que nul autre industriel; en outre, par ses chemins de fer qui vont à chaque extrémité du pays, il peut recevoir les charbons étrangers à des prix de faveur, puisqu'il les transporte lui-même; enfin, à une hausse injustifiée du charbon, il peut répondre par un surélèvement du tarif de transport des charbons exportés et il aura l'approbation de tout le monde, sauf des charbonniers. Le supplément de recettes qui résultera de ce seul relèvement du tarif peut compenser le dommage que cette hausse injuste pourrait lui causer.

» Non ! l'État consomme environ 5 p. c. de la houille extraite en Belgique; ce n'est pas seulement pour ces 5 p. c. qu'il doit légiférer, c'est pour les 95 p. c. consommés par tout le monde, tant en usage domestique qu'en usage industriel; or que faut-il faire pour ces consommateurs-là :

» Deux choses :

» 1° Que la tonne de houille puisse être amenée sur le carreau de la mine au moindre prix possible;

» 2° Que cette houille ne soit pas monopolisée par une infirme minorité de citoyens, mais qu'elle soit livrée aux consommateurs en subissant la loi de l'offre et de la demande, comme toutes les marchandises.

» Voilà, selon nous, la solution qu'on doit chercher à obtenir dans l'élaboration de la loi pour la mise en valeur des mines de houille en Campine. »

Mes idées ne se sont pas modifiées à la suite de la discussion qui a eu lieu au Sénat.

L'honorable M. Dupont y a fait, dans la séance du 22 janvier 1903, trois objections d'ordres différents.

D'abord, il a montré l'impossibilité de demander aux communes sur lesquelles se trouvent les installations charbonnières, de coopérer à la formation du capital, comme elles le font quand il s'agit de construire des lignes de chemins de fer vicinaux.

Mais telle n'a jamais été ma pensée. Je n'ai jamais parlé de cela, ni songé à en parler. Le capital doit être fourni par l'État seul, qui doit être et rester propriétaire du charbonnage, afin que l'intérêt général soit toujours sauvegardé. La raison en est simple et chacun la saisira immédiatement. Quand il s'agit d'un chemin de fer vicinal, il est rationnel, il est même indispensable, que les communes qui doivent être desservies par ce chemin der fer vicinal concourrent aux frais de son établissement, puisque ces lignes sont construites expressément pour elles, en vue de besoins locaux; on pourrait dire en quelque sorte que le produit à tirer de ces lignes, le transport, est pour elles.

Il n'en est pas de même quand il s'agit d'un charbonnage. Le charbon va partout, il s'exporte même à l'étranger. Les localités sur lesquelles le charbonnage sera établi n'en consommeront qu'une partie infime, ou même peut-être pas du tout, car elles feront peut-être venir d'autres charbonnages le charbon qui leur est nécessaire, partiellement ou en totalité. Tandis qu'elles ne peuvent faire effectuer par un chemin de fer éloigné le transport qui est à faire chez elles et doivent nécessairement le faire effectuer par la ligne qui passe chez elles.

Une autre raison encore pour demander l'intervention pécuniaire des communes, c'est d'éviter la construction de lignes inutiles. C'est une des principales raisons pour lesquelles on exige et on doit exiger le concours pécuniaire des communes.

Inutile que je m'étende sur ce point. La première objection est donc une objection à côté.

La deuxième objection, c'est que de telles entreprises entraîneraient l'État dans des dépenses énormes; 300 à 400 millions, dit l'honorable M. Dupont. Ce chiffre peut n'être pas exagéré ; mais la dépense doit être répartie sur un nombre considérable d'années.

Ce dont il s'agit actuellement, c'est de créer deux ou trois charbonnages, dans les endroits jugés les plus propices, et le foncement des puits, dit-on, durera de huit à dix ans. On ajoute que chaque charbonnage coûtera de 8 à 10 millions. Voilà les évaluations. C'est 30 à 40 millions à dépenser en dix ans ; c'est-à-dire 3 à 4 millions annuellement. Il est facile de trouver cette somme sur le budget ordinaire ; et l'on doit bien faire quelque chose pour alléger les charge des générations futures, auxquelles nous lèguerons les charges de tant d'emprunts contracté souvent pour des choses dont l'utilité aura disparu avant nous.

La dernière objection de l'honorable M. Dupont concerne les difficultés que rencontrerait l'État ou la *Société nationale* constituée, pour exécuter les travaux nouveaux et surveiller l'exploitant.

Je ne nie pas qu'il puisse y avoir des difficultés ; il y a toujours des difficultés dans tout ; mais ici elles ne me paraissent pas si considérables qu'on semble le craindre.

Tout d'abord on mettrait à la tête de cette société un de nos directeurs actuels de charbonnages, dont la compétence serait incontestable. Ensuite, il faut remarquer que la société n'aurait rien à voir dans les questions de salaire, dans celles du prix de vente du combustible et des approvisionnements. Or, ce sont les points qui, dans l'exploitation des chemins de fer de l'État, semblent le plus délicats, comme aussi dans l'exploitation des charbonnages.

Toutes les règles pour l'établissement des travaux de recherche, le mode d'exploitation, les veines à exploiter, la durée de l'entreprise, peuvent être prévues par le cahier des charges, comme on prévoit les conditions de l'exploitation des chemins de fer.

Je ne vois vraiment pas ce qui peut empêcher le législateur d'entrer dans la voie que j'indique. Je crois que c'est la voie de l'avenir pour tout ce qui concerne l'exploitation des monopoles, et que jamais circonstance plus favorable ne se présentera pour assurer aux consommateurs le charbon au meilleur marché possible.

Je reste donc, malgré l'opinion contraire d'un homme aussi éminent que mon honorable collègue M. Dupont, persuadé que « le bassin houiller campinois doit devenir propriété collec-

tive, et que le Gouvernement doit, directement et lui-même, mettre les concessions en état d'exploitation au fur et à mesure des besoins, et doit confier l'exploitation proprement dite, sous son contrôle, à l'industrie privée, dans l'intérêt général. »

J'espère, cher et honoré collègue, que tel sera aussi votre avis, et que vous voudrez bien appuyer ces idées de votre très grande autorité scientifique.

Recevez, cher et honoré collègue, l'assurance de ma considération distinguée.

Th. FINET.

D'après cet important exposé, la souscription de l'intégralité du capital par l'État ferait, de la Société Nationale, un mode d'exploitation par l'État plus parfait, et d'une plus large indépendance que la régie des mines fiscales de la Prusse. Le résultat serait le même si les provinces intéressées étaient appelées à souscrire une partie du capital; les habitants de ces provinces contribueraient à assurer l'exploitation normale du sous-sol de la Campine, sans être irrévocablement dessaisis, au profit de particuliers ou de sociétés financières, de sa propriété.

L'une des objections dirigées contre la proposition consiste à dire qu'il y aura éventuellement deux organismes : la Société Nationale, et l'exploitant qui pourront entrer en conflit : les travaux de premier établissement, qui incombent ici à la Société Nationale, doivent être suivis de travaux extraordinaires successifs toujours nécessaires dans les mines. Qui les exécutera? On peut concevoir que la Société Nationale les accomplisse seule, et alors l'exploitation se résoudra dans la prestation de travail, ce qui sera nécessaire quand on la confiera à des sociétés ouvrières, ce que je poursuis quant à moi; on peut concevoir un départ nettement défini de ces travaux, avec des garanties d'indemnité pour l'exploitant. L'exploitation des mines en Angleterre, l'exploitation par les compagnies fermières, comme celle de Prokorow, prouvent la possibilité d'une solution mixte. On rappelle ici que, d'après la comptabilité de nos mines, les travaux extraordinaires postérieurs aux travaux de premier établissement, sont amortis chaque année.

§ 5. LES CONCESSIONS, LES SYNDICATS, L'EXPLOITATION PUBLIQUE ET LES PRIX.

En opposant le système des concessions perpétuelles à la domanialité, on se borne, dans les considérations les plus sommaires, à considérer ce système *in abstracto;* on ne l'étudie nulle part dans l'évolution qu'il a accomplie et dans les tendances irrésistibles qui l'entraînent aujourd'hui; et c'est dans le heurt inévitable du droit consacré, et des adaptations futures nécessaires à l'intérêt social, qu'est le péril d'un droit privé absolu et perpétuel.

L'évolution du système concessionnaire, observé surtout là où elle est la plus complète, présente trois phases successives, dans les limites de notre prévision scientifique :

1. La phase de la concurrence anarchique, jointe à des efforts particuliers de concentration par la fusion des concessions;

2. La phase contractuelle des réalisations extensives des ententes industrielles ou *cartels;*

3. La phase de l'unification juridique des exploitations ou des *trusts.*

Le régime du droit privé n'a pas à être jugé en soi, mais dans ses rapports avec l'évolution économique même.

1re *phase.* — L'influence que les variations des prix de la houille peuvent exercer sur l'ensemble de l'industrie nationale, se révèle saisissante dans les dernières statistiques relatives à l'Angleterre. La *production de chaleur et d'énergie chimique*, dans la métallurgie, la céramique, la verrerie, les industries chimiques, y représente 20 p. c. de la consommation nationale de houille, la *production de lumière* 9 p. c., la *production de force motrice* dans les fabriques, les chemins de fer, la navigation, 31 p. c.; de cet ensemble, la consommation domestique n'absorbe que 20 p. c. Les rapports sont du même ordre en Belgique. L'industrie tout entière est ainsi subordonnée aux conditions de la production et de l'échange de la houille, les fluctuations des prix de la houille retentissant sur le marché économique tout entier. Les cycles économiques que ces variations corrélatives présentent, révèlent la grandeur du problème, et l'importance des actions régulatrices qui peuvent être exercées, pour en réduire l'amplitude dans l'intérêt général. Le tableau des cycles économiques de l'industrie houillère ne peut être plus éloquemment tracé que par l'histoire des prix : c'est ce que reproduisent les diagrammes. L'examen comparatif des courbes révèle à la fois, que les grandes variations des prix de la houille ont eu des retours périodiques au cours du XIXe siècle, et que ces grands phénomènes se sont reproduits chez les principales nations industrielles. L'histoire des prix de la houille en Belgique révèle :

L'ascension de 1834 à 1838;
Le baisse de 1838 à 1844;
Le relèvement de 1846-47;
La baisse jusqu'en 1852;
Le relèvement de 1852 à 1855, suivi d'une période de stabilité;
L'élévation énorme de 1871-74;
La chute qui suivit jusqu'en 1878 le long intervalle de dépression;
Le relèvement de 1889-90, suivi d'une baisse de 1891-94, après une stabilité relative;
La nouvelle ascension de 1899-1900, suivie d'une baisse.

Des crises redoutables telles que celles de 1839, de 1873, de 1891, de 1900 correspondent aux brusques et profondes baisses des prix. Le rhythme terrible des grèves accompagne les dépressions, comme je l'ai montré dans des recherches spéciales (1). Aux époques de hausse, les exploitants déve-

(1) *La fin de l'ère des grèves*, par H. Denis. — *La dépression économique et l'histoire des prix*, par le même.

loppent fiévreusement les moyens de produire et quand la baisse se produit, on les voit, développer même systématiquement leur production, tant pour conserver leurs ouvriers que pour diminuer leur prix de revient par unité, et rompre par là même davantage encore, l'équilibre de l'offre et de la demande, aggravant et prolongeant les crises, et autorisant des esprits aussi modérés que de Laveleye à accuser de gaspillage des richesses minérales le régime des concessions (1). La concentration partielle des sièges d'exploitation pendant cette période, sous la pression de la concurrence, traduit l'effort pour abaisser le prix de revient et accroître la productivité.

2e *phase*. — Les exploitants reconnaissent que lorsqu'ils sont atteints par des baisses des prix, ils subissent dans une large mesure les conséquences de leurs actes et d'une concurrence illimitée. C'est là ce qui détermine le mouvement des syndicats, le rend irrésistible, entraînant, avec la correction des abus de la concurrence, des périls nouveaux.

Il se forme d'abord des syndicats purement régionaux, tendant à enrayer la baisse des prix. Tel le syndicat de Dortmund institué en 1892; mais les syndiqués tendant encore à forcer leur production pour réduire leur frais généraux par unité, c'est alors qu'à l'entente sur les prix s'ajoute la limitation contractuelle de la production (2).

Le 20 février 1893 se constitua le syndicat rhénan-westphalien. Au moment où il se renouvela, sa production représentait 83 p. c. de la production totale de la Ruhr : le reste est aux non-syndiqués. Son action modératrice sur les prix est certaine, les diagrammes en témoignent; en comparant le Hainaut à la Rhur, on voit de 1894 à 1900 les prix hausser de 88 p. c. dans le Hainaut, de 33 p. c. dans le bassin de la Rhur : de 1900 à 1902, la baisse est là de 24 p. c., ici de 2 p. c.; cependant la province de Liége, où un syndicat s'est formé, a présenté des fluctuations analogues à celles du Hainaut. L'histoire des prix en Angleterre a les mêmes caractères.

Le syndicat rhénan fut reconstitué en 1903 et prorogé jusqu'en 1915. On s'est appliqué à rallier les non-syndiqués.

C'est une erreur grave de l'Exposé des motifs de soutenir que les syndicats sont d'autant plus instables qu'ils comprennent plus d'affiliés, l'expérience prouve le contraire : c'est dans l'universalisation qu'on cherche le *maximum* de stabilité (3); mais le péril est d'abuser du monopole qu'ils tendent à constituer.

Les syndicats corrigeant les abus de la concurrence anarchique ont besoin, eux-mêmes, pour contenir leurs propres abus, de la concurrence. Peut-elle renaître avec assez d'efficacité?

L'observation révèle que le syndicat s'applique à réduire cette concurrence :

---

(1) Emile de Laveleye, *Les crises industrielles*.

(2) Gruner, *Atlas de l'industrie houillère*.

(3) Voyez à cet égard les circulaires 2149, 2555, 2452. (Circulaires des houillères de France.)

1° Par la résorption des mines dissidentes; les unes étaient des mines d'usines, les autres des mines non syndiquées.

Les mines d'usines s'étaient instituées précisément pour se soustraire aux exigences du syndicat.

Les mines d'usines avaient employé toute leur production pendant la crise de 1900 à leur consommation propre.

Ralliées au syndicat, elles conservent le droit illimité de s'approvisionner d'abord. Situation commode; elles ont foi dans le syndicat pour les autres, puisqu'en fait, elles gardent leur indépendance industrielle. Les autres mines non syndiquées réservaient leur offre aux époques de hausse pour profiter des prix les plus élevés (1).

Le syndicat a écarté par leur commune incorporation des causes d'instabilité. La participation totale après 1903 correspond à 98.4 p. c. de la production totale de la Ruhr. Telle est la puissance avec laquelle il apparaît. Le lien contractuel a une durée de 12 ans, il subsiste sous des pénalités sévères.

2° Par l'organisation du boycottage des mines dissidentes ou rivales, l'assemblée des propriétaires (2) des mines peut décider, sur la demande de la direction du syndicat, qu'il doit entrer en lutte contre les concurrents. Dès lors que cette décision est prise aux trois quarts des voix, la direction peut suspendre toutes les dispositions qui nuiraient au résultat à atteindre, c'est-à-dire vendre à n'importe quel prix, et disposer de tous les produits des mines dont elle a la gestion. Les frais du combat se répartiront sur les syndiqués.

On a invoqué la loi de l'offre et la demande. La loi de l'offre et la demande exige comme condition absolue, fondamentale, la libre action de toutes les exploitations concurrentes. C'est précisément ce qui est supprimé par le cartel ou circonscrit par lui, autant qu'il lui est possible. Sans doute, des facteurs concurrents externes peuvent intervenir, mais nous ne pouvons ici prévoir les conditions de leur action ni son efficacité, nous n'avons qu'à étudier l'évolution interne même des phénomènes juridico-économiques qui nous sont soumis, en mettant en lumière, à côté de leur *action positive* réelle, leur action *négative* réelle et éventuelle. La vérité est que, par son action, le cartel tend à anéantir la concurrence, qui est cependant, par une vraie antinomie, la condition essentielle de son action régulatrice : dans quelle mesure il y réussira, c'est ce qui ne peut être prévu scientifiquement.

On nous dit : si les prétentions du cartel sont excessives, la demande se contractera; mais à quel moment, et à quel prix cette contraction de la demande se produira-t-elle? quand l'industrie s'y résignera-t-elle, après quelles épreuves? et quelles pertes énormes résulteront de la contraction de la demande, c'est-à-dire de la réduction ou de la suppression du travail? C'est ce que l'homme de science et le législateur ont le devoir de se demander.

---

(1) *Ibid.*

(2) Texte du nouveau contrat, circulaire 2625. *V.* ANNEXES.

Ce qu'il faut redouter, c'est un nouvel optimisme économique qui nous livre à des hasards aussi redoutables que l'individualisme sans frein. Hier, les disciples des puissants abstracteurs, comme Ricardo, comme Bastiat, nous promettaient avec sérénité l'équilibre économique normal, et l'échange des produits à leur valeur naturelle dans un régime de liberté illimitée. Ils ont des successeurs aujourd'hui, qui annoncent la même constitution normale de l'équilibre par l'action libre des syndicats, avec la même sérénité; c'est cet optimisme que je condamne.

Le Gouvernement prussien est loin d'y avoir cédé. Par deux fois il est intervenu, soit pour se soustraire au syndicat, soit pour en entraver l'action sur le marché économique même. En outre, ce qui est capital, ce n'est pas au début de la constitution des syndicats, c'est après une expérimentation de plus de dix ans que son intervention se produit, et les deux fois il a voulu, non pas seulement assurer ses propres approvisionnements d'une manière indépendante, mais exercer une action modératrice sur les prix. La lutte terrible qu'il a dû soutenir dans son effort pour acquérir les titres de l'*Hibernia* révèle à l'évidence, à quiconque n'est pas insensible à la lumière, que le domaine de l'État doit être constitué, ou à tout le moins, une réserve légale, et que la clause de rachat doit être la garantie de la nation dans toute concession, si on en maintient le système.

Les tendances de l'évolution nous font prévoir un avenir d'antagonismes plus graves encore.

3e *phase.* — Le syndicat n'est pas le terme de l'évolution du régime des concessions; il renferme dans sa constitution même les principes d'une inévitable tranformation : d'une part, on peut, dès à présent, constater une résorption graduelle qui s'opère, des mines les moins bien outillées, par les grandes entreprises les plus favorisées; d'autre part, il y a une tendance générale à la transformation du syndicat en véritable *trust*.

Cette double tendance historique dérive de l'inégalité des conditions de production des diverses mines syndiquées, soit qu'elles proviennent de la nature, et de la puissance des gisements, soit qu'elles proviennent des installations. Le syndicat, en vertu même de son principe, doit tendre à maintenir les prix de telle manière que les mines associées, même les moins avantagées, rapportent un profit. Il y a par là même une limite au-dessous de laquelle les prix ne seront pas abaissés. Le premier effet d'un syndicat est, en donnant de la fermeté et de la stabilité aux prix, d'améliorer la situation des mines les moins favorisées; elles ne subissent plus les pertes écrasantes que la baisse des prix de la houille leur faisait éprouver, sous le régime d'une concurrence sans frein : mais par là même les mines les plus avantagées ont, à raison de leur coût de production inférieur, un profit extraordinaire, une rente. Cependant toutes les circonstances qui affecteront le prix de revient et le prix de vente, retentiront encore plus profondément sur celles-là que sur celles-ci, les mines les plus favorisées réaliseront encore un profit notable, avec des prix de vente auxquels tout bénéfice échappera aux moins favorisées. Il y aura, d'une part, tendance des plus favorisées à

racheter les moins favorisées pour jouir de leur participation dans le syndicat, et il arrivera que celles-ci tendront à échapper par la fusion à leur instabilité. Dans le bassin de la Ruhr, dans les seules années 1902 et 1903, il a été vendu aux grandes mines treize petites mines, ayant une participation totale de plus de 4,600,000 tonnes.

Ce sont les sociétés par actions qui ont été les principales bénéficiaires de ces cessions (1). La plupart des petites mines ont cessé ou réduit leur extraction plus onéreuse que celle des mines acquéreuses. Le syndicat n'est intervenu amiablement, que pour recommander de procéder graduellement à l'arrêt du travail, afin de permettre aux ouvriers de trouver de l'ouvrage. On n'a pas vu là la nécessité d'un système de garanties dues aux ouvriers déplacés.

Mais une tendance générale de même ordre est à transformer le syndicat en exploitation *unitaire*, c'est-à-dire qu'après le système originaire d'entreprises incoordonnées et concurrentes, après leur entente contractuelle et respectant l'existence juridique de chacune, il y a une tendance à les concentrer en une existence juridique unique, avec constitution d'un monopole plus ou moins étendu à la fois juridique, technique, commercial. Tel est l'aboutissant de l'évolution spontanée des syndicats. La raison en est donnée par les théoriciens même des trusts : « Le cartel, dit M. de Leener, est *conservateur*, *réactionnaire :* il élève les prix pour assurer un profit même aux moindres exploitations syndiquées. Le *trust* opère différemment, il ne fusionne que les mines les mieux adaptées à la lutte industrielle. Par les moyens offensifs que sa puissance lui donne, il oblige souvent les entreprises dissidentes à cesser de produire, soit par une guerre de réduction des prix, soit par une indemnité de chômage; mais dans tous les cas, le *trust abaisse le prix de vente moyen*, grâce à la pleine production des usines les mieux outillées » (2).

La tendance à l'unification est d'autant plus énergique, là où les inégalités des prix de revient dérivent dans une mesure considérable, des conditions naturelles mêmes, c'est-à-dire dans les mines. Le trust n'est que la généralisation de l'effort de concentration.

Pour que le prix de revient moyen s'abaisse, il faut qu'une compensation s'opère entre les prix de revient les plus élevés et les plus bas; elle n'est possible qu'avec l'unification de l'exploitation. Déjà, au sein du syndicat de la Ruhr, nous voyons des tendances au trust. Le traité de 1903 autorise le syndicat à acquérir des mines, ou à prendre des parts d'intérêts dans des mines. C'est le noyau d'une unité de droit et d'exploitation.

L'évolution plus ou moins rapide, telle qu'elle peut se faire en se basant sur l'observation, sans que l'on ait d'ailleurs la folle présomption d'aller au delà des *tendances* mêmes des faits, aboutit ainsi à de vastes concentrations de la puissance productrice, devant la masse des consommateurs et l'industrie tout entière, devant la classe des travailleurs et l'Etat lui-même.

---

(1) C. de M. de Fr. Circulaire, 2675.

(2) De Leener. *Les trusts.*

Quand on consacre législativement aujourd'hui le régime des concessions, c'est donc, en réalité, une *forme de propriété collective*, non plus individuelle, *dont on consacre l'évolution*.

N'est-il pas évident que le droit de jouir, d'user, c'est-à-dire de produire, le droit de disposer du produit, la vente, sont de plus en plus ou limités, ou résorbés par la collectivité des concessionnaires syndiqués, que tel est le devenir historique ?

C'est là que l'intervention directe de l'Etat et de l'exploitation publique m'apparaît comme nécessaire.

I. L'Etat exploitant régularise comme le syndicat les fluctuations des prix.

D'après les données du rapport de M. Dupont.

	Action du syndicat de la Ruhr.	Action de l'Etat dans la Sarre.
	—	—
	Prix de la tonne.	Prix de la tonne.
1894, marks,	6.38	8.84
1900 —	8.54	11.63
Différences,	2.16 ou 33 p. c.	2.79 ou 32 p. c.
1902, marks,	8.39	11.71
Différences,	—0.15 ou 2 p. c.	+0.08 ou à peu près stabilité.

La tendance est la même. Il y a même ici un léger avantage du côté du syndicat.

Données comparatives.

	Hainaut.	Liége.
	—	—
1904, fr.	9.28	9.64
1900, —	17.51	17.36
Différences,	8.23 ou 88 p. c.	7.72 ou 80 p. c.
1902, fr.	13.32	13.12
Différences,	4.19 ou 24 p. c.	4.24 ou 24 p. c.

On a reproché au syndicat liégéois, l'exagération de la hausse (1).

Je ne fais nulle difficulté non plus, dans ce travail sincère, à reconnaître que l'esprit fiscal peut entraîner l'Etat à bénéficier de la hausse des prix ; je ne déifie pas l'Etat. M. Waxweiler en cite un exemple, mais je soutiens que l'Etat, mu exclusivement par l'intérêt public soumis à un contrôle incessant, peut faire fléchir l'intérêt fiscal devant l'intérêt économique général et se rapprocher de plus en plus de la justice.

« Quel singulier temps que le nôtre, a dit M. Vilain, parlant de l'Allemagne, dans son livre sur le fer et la houille à la fin du XIX^e^ siècle, où l'on base la vie économique de presque tout un peuple sur le principe de l'infailli-

(1) *Voir* la brochure sur le *Rachat des charbonnages*, série d'interview, publiée par la *Belgique financière*.

bilité d'un conseil d'administration de syndicat (1). » Les principes de l'évolution du cartel ne nous rapprochent-ils pas d'un monopole plus ou moins étroit, et d'antagonismes redoutables? Qui peut répondre de l'avenir, et dans l'opposition des deux *conceptions collectives* de la propriété, l'une en mode d'intérêt privé, l'autre en mode d'intérêt social, comment méconnaître le rôle de celle-ci?

Inaudi, adversaire de l'État, admet que les dangers du monopole peuvent être assez grands pour lui faire préférer l'exploitation par l'État, avec tous ses inconvénients (2). L'Etat peut intervenir soit par la production directe, soit par le rachat des concessions ou des actions de sociétés minières.

Il est ici une critique que je dois rencontrer :

« Ceux qui espèrent voir dans l'Etat, exploitant de charbonnages, un régulateur des prix s'illusionnent un peu. Ainsi que M. Trasenster l'a fait remarquer, bien faible serait l'action pondératrice de l'Etat extrayant quelques milliers de tonnes, alors que les concessionnaires privés, les divers bassins en produisent dix fois autant » (3). Que mes savants contradicteurs me le pardonnent, il y a là une erreur scientifique à mes yeux : c'est que la loi régulatrice des prix de la houille est celle que Gregory King appliquait au prix du grain (4) : une forte augmentation du prix suit une légère augmentation de demande.

« Quand la demande dépasse l'offre de 1 à 2 p. c., il est possible d'augmenter le prix de 100 p. c. Quand dans une marchandise de première nécessité comme le charbon, la demande excède l'offre, une circonstance relativement minime agit fortement sur le cours du jour » (5).

Il n'y a aucun rapport de proportionnalité nécessaire entre la production de l'Etat et l'action qu'il pourrait exercer sur les prix, pour les contenir ou retarder leur élévation.

Dans le bassin de la Sarre, il faut reconnaître que l'Etat s'applique, en général, à faire peser le moins lourdement possible sur les consommateurs la hausse des prix :

1° Il applique à l'intérieur le même prix pour tous (6);

2° Il s'efforce de soustraire les consommateurs aux exigences abusives des intermédiaires (7).

M. de Brefeld, ministre du royaume, a émis lui-même l'idée de faire entrer les mines de plus en plus en rapport direct avec les consommateurs, en organisant de vastes sociétés coopératives pour l'achat du combustible (8);

3° Il agit sur les prix d'exportation (9).

---

(1) Vilain, *Le fer et la houille*, p. 160.

(2) Inaudi, *Rendita mineraria*, pp. 749 751.

(3) Waxweiler, *Le charbon dans le nord la Belgique*, p. 172.

(4) V. Marshall, *Economics*. Inaudi, *Rendita mineraria*, pp. 531 et suiv.

(5) *Coal Reports*, cité par Inaudi, p. 532.

(6) Weiss, p. 73.

(7) *Id.*, p. 76.

(8) Vilain, p. 154.

(9) Weiss, p. 75. Voyez encore sur toute la question, de précieux et savants articles signés Lux, dans le *Peuple*, 1904.

Ces actions peuvent être méthodiquement coordonnées dans l'intérêt général et sans arbitraire.

L'influence de la distribution de l'offre du produit entre la demande intérieure, et la demande extérieure, peut être établie par des faits intéressants (2).

Pays de Liége.

Années.	Prix moyen.	Proportion de l'exportation dans l'ensemble de la production.
1895	10.03	24.4 p. c.
1896	10.10	23.5
1897	10.90	24.3
1898	11.62	23.3
1899	13.11	23.9
1900	18.60	24.9
1901	16.87	24.4
1902	14.15	24.5
1903	13.97	22.9
1904	13.37	23.8

Le plus fort coefficient d'exportation est en rapport avec le prix le plus élevé sur le marché belge.

Que fût-il arrivé à l'égard des prix si l'on avait, même dans de faibles limites, fait fléchir dans l'intérêt du marché national, la proportion de l'exportation en 1900?

II. L'État, à mesure que l'exploitation d'un bassin s'unifie entre ses mains peut ramener les prix, comme le *trust*, à la moyenne, et cela en ménageant les transitions sous la seule inspiration de l'intérêt général et de celui des ouvriers employés et déplacés.

§ 6. — LE RÉGIME LÉGAL DES MINES ET LA QUESTION SOCIALE.

Régime des concessions. — L'aspect le plus important de la Revision du régime légal des mines, c'est l'aspect social, et par-dessus tout les rapports du capital et du travail.

Les leçons du XIX^e^ siècle sont assez éloquentes pour convaincre les esprits les plus rebelles de la nécessité d'accomplir méthodiquement la transformation du régime du salariat, en réalisant progressivement sous des formes stables, l'unité du capital et du travail et la plus large autonomie possible des travailleurs. Le régime des concessions n'a pas résolu ce problème; il nous laisse après un siècle le redoutable fardeau des antagonismes du capital et du travail; l'ère des syndicats, dont le maintien des concessions seul ouvre les perpectives, apparaît, là où elle a atteint toute son expansion, comme marquée pour un développement extensif et intensif des antagonismes du capital et du travail, autant que des antagonismes avec l'Etat :

(2) Voir rapport de l'ingénieur en chef des mines de Liége pour 1904.

c est un héritage de paix et de justice qu'attendent de nous les générations futures. Les concessions par leur évolution spontanée ne nous la promettent pas. Nous sommes en état de reconstituer l'histoire du salaire et des prix dans l'industrie houillère au XIX^e^ siècle, et les diagrammes l'éclairent et la précisent. Le fait le plus important de tous, c'est que les salaires des houilleurs, dans les conditions actuelles de leur détermination, tendent à s'adapter en général aux variations périodiques du prix de la houille; mais cette adaptation a ce trait particulier que les variations du salaire n'ont pas la même amplitude que celles des prix : elles ne s'élèvent pas proportionnellement aussi haut, elles ne descendent pas proportionnellement aussi bas · c'est ce que les méthodes graphiques exposent avec une grande précision : la raison profonde de cette non-proportionnalité empirique entre les variations des prix et celles des salaires, c'est l'effort constant de l'ouvrier pour donner une stabilité à ses conditions d'existence, et s'assurer un *minimum* au-dessous duquel le salaire ne descendra pas. La plus faible amplitude de l'augmentation des salaires, aux époques de prospérité, apparaît comme une sorte de compensation des plus faibles amplitudes de la baisse aux époques de dépression des prix.

Cependant, cet ajustement empirique plus ou moins rigoureux des salaires aux prix ne se fait jamais sans chocs : les grèves sont, par leur retour périodique, le sinistre accompagnement des fluctuations du marché; c'est ainsi que la statistique des grèves révèle leur apparition avec une régularité terrible, et de toutes les industries dont l'étude a été poursuivie par le Ministère de l'Industrie et du Travail, c'est celle qui en présente le plus grand nombre : 143 de 1896 à 1900 (1). Jusqu'ici, aucune forme collective du contrat de travail, aucun organe général n'a prévenu ce redoutable phénomène : il n'y a de conseil de conciliation qu'à Bascoup et encore sans arbitrage; à Mariemont subsiste un comité réglant une échelle mobile des salaires. C'est tout, après un siècle. On ne peut nier l'efficacité des Conseils de l'industrie et du travail dans certains cas, comme en 1899, mais aucune action collective n'a pu leur être donnée, et n'a rapproché leur institution de celle des vastes Conseils de conciliation en Angleterre.

Des observateurs éclairés ont dénoncé le principe de la résistance à l'extension des institutions de conciliation dans l'esprit d'autorité (2).

« Cet esprit d'autorité », a dit un noble et savant réformateur, « qui fait que tant de chefs d'industrie — au lieu de reconnaître en leurs ouvriers, des associés dont l'opinion mérite une certaine déférence, — ne veulent voir en eux que des subordonnés, n'ayant aucun avis à émettre sur la direction des choses industrielles, cet esprit d'autorité, dis-je, est le *grand obstacle.* » C'est ce même esprit qui semble paralyser les efforts que l'on peut faire, même avec la loi actuelle sur les Conseils de l'industrie et du travail, pour constituer de vastes Conseils de conciliation régionaux comme en Angleterre.

---

(1) *Statistique des grèves de 1896 à 1900.*

(2) Julien Weiler, *L'esprit d'autorité et la conciliation industrielle,* 1894.

C'est vainement que nous avons réclamé la réunion des sections houillères en une assemblée unique par bassin, même uniquement pour examiner ce grand problème de la conciliation contractuelle; nous avons eu la douleur et de prévoir des grèves générales et de ne pouvoir les prévenir.

Régime des cartels. — Les ententes des sociétés concessionnaires, les syndicats réalisant avec une si puissante unité leur action sur la production, n'ont rien fait pour donner à la conciliation du capital et du travail des organes plus vastes et plus efficaces. La grève générale des mineurs de Westphalie en a fourni, du 7 janvier au 15 février 1905, le redoutable témoignage : elle dura cinq semaines et coûta 20 millions de salaires aux ouvriers : elle eut pour double caractère la multiplicité des griefs, dont la solution n'avait été jusque là confiée à aucun organe conciliateur, et le refus systématique du comité des exploitants d'entrer en pourparlers avec les délégués des grévistes, représentants de leurs syndicats (1), c'est-à-dire que la concentration capitaliste n'avait eu d'autre rayonnement dans l'ordre social, que de porter les antagonismes à un plus haut degré d'extension et d'intensité. L'opinion publique détermina le gouvernement à intervenir administrativement et législativement : les modifications à la loi générale sur les mines du 14 juillet 1865, promulguées le 14 juillet 1905, ont été motivées par la grève, et leur trait principal est à la fois de donner des garanties au personnel ouvrier, pour ses droits et pour les conditions hygiéniques du travail, et d'instituer des comités ouvriers qui sont des organes de conciliation imposés aux concessionnaires (2). Organes encore imparfaits, et auxquels le législateur prussien n'a pas donné une extension éventuelle correspondante à celle du syndicat rhéno-westphalien lui-même, mais dont l'introduction légale témoigne d'une manière éclatante que le régime des concessions, dans l'évolution spontanée qu'il accomplit vers la concentration, tend plutôt à des déchirements redoutables qu'à l'harmonie du capital et du travail. Telles sont les leçons de l'histoire; telle est la réponse des faits aux déductions des théoriciens modernes des syndicats, qui renouvellent aujourd'hui les thèses optimistes décevantes de leurs prédécesseurs individualistes.

L'État et le patriarcat autoritaire. — L'étude impartiale du régime des mines fiscales de la Sarre, y fait constater le caractère d'une sorte de patriarcat autoritaire; sous certains aspects essentiels, la sollicitude et la prévoyance sociale y sont portées à un degré beaucoup plus élevé que partout ailleurs; sous d'autres aspects, le régime comprime le développement spontané de la collectivité ouvrière, et arrête l'évolution du contrat du travail à un stade encore très éloigné du contrat collectif. 1° Le nombre des accidents y est moindre parce que les règlements de police y sont mieux observés (3); 2° la population ouvrière s'y forme lentement, sans introduction d'éléments étrangers; la

(1) Voyez l'historique de la grève : *Bulletin de l'Office du travail français*, mars 1905.

(2) Voyez le texte de la loi modifiée, aux annexes, § 80 f.

(3) Weiss, p. 51.

direction refuse de recruter des ouvriers au loin, préférant même retarder le développement de ses mines; au contraire, la concentration rapide de la population ouvrière en Westphalie présente des côtés très graves; dès 1903, le recrutement dans l'Est de la Prusse et la Pologne, d'ouvriers venant même supplanter les travailleurs indigènes, a provoqué l'agitation (1); 3° dans les mines de la Sarre, l'État a organisé un véritable enseignement professionnel, qui a ce double résultat, d'y élever la capacité technique au-dessus de la capacité moyenne des ouvriers des autres bassins, et de réduire les accidents au plus haut degré; 4° l'État fait, dans les institutions de prévoyance et d'assurances, des sacrifices beaucoup plus considérables que ceux qui sont accordés par la loi aux ouvriers de l'industrie (2); à l'égard des habitations ouvrières, l'Etat offre encore des avantages précieux. On évalue à 10 p. c. du prix de revient, les sommes que l'Etat consacre à la population ouvrière (3).

L'allure des salaires, surtout dans les dernières années, diffère notablement de celle qu'elle a dans le bassin westphalien : le salaire annuel moyen et le salaire par poste restent ici supérieurs aux salaires des mines fiscales, comme on en peut juger par les tableaux reproduits ci-après (4), mais les fluctuations du salaire d'une année à l'autre sont très faibles dans la Sarre, elle ont une beaucoup plus grande amplitude dans la Ruhr; on est frappé du contraste que présente la marche des salaires après la hausse des prix de 1900; la hausse continue lentement là, pendant que la baisse se produit ici. Il en résulte que la stabilité des conditions d'existence est plus grande dans les mines fiscales. La lettre de l'administration fiscale citée ci-dessus achève cette démonstration.

Mais, sous d'autres aspects, le patriarcat autoritaire a comprimé le développement de l'association ouvrière, et arrêté, je le répète, l'évolution du contrat de travail à un stade encore éloigné du contrat collectif; après les grèves de 1889-1891, l'administration, victorieuse, a brisé le syndicat ouvrier (5). La conception du rôle de l'État est donc, elle aussi, historiquement *relative;* la prédominance de l'esprit d'*autorité*, comme celle de l'esprit de *fiscalité*, ne marque qu'une phase dans l'évolution industrielle; ce qui doit décider en faveur de l'État, c'est qu'il est mû exclusivement par l'intérêt public, et que son action présente une assez grande flexibilité pour donner normalement, pacifiquement, rapidement, une expression de plus en plus parfaite aux rapports du capital et du travail.

Evolution normale. — L'esprit d'autorité des exploitants a, en Angleterre et en Ecosse, définitivement fléchi sous la pression des *trade unions*, et les

(1) Voyez la circulaire 2528 du Comité des houillères de France, l'ankylostomasie sévissant plus sur les ouvriers du bassin que sur les étrangers, les premiers se considèrent comme frappés d'une sorte de proscription quand ils sont remplacés par ceux-ci.

(2) Weiss, p. 56.

(3) Id., pp. 58 et 57.

(4) *Voir* aux Annexes, et voir les diagrammes.

(5) Weiss, *ibid.*

associations d'employeurs et d'employés se sont élevées à des formes collectives du contrat de travail. Le Conseil de conciliation et d'arbitrage est devenu l'organe généralisé du Contrat collectif. Son évolution rapide en Angleterre est d'un puissant intérêt. Sous la forme qu'il a revêtue aujourd'hui dans toutes les régions minières de l'Angleterre, il se constitua en 1892, après une grève formidable qui enveloppa toute la région des *Midlands*, le tiers de la population houillère ; *c'est sur l'initiative du gouvernement* que sa constitution s'opéra. Ce fut le signal d'une transformation générale dans les mines ; elle s'accomplit dans le Northumberland de 1894 à 1900 ; dans le Durham en 1895 ; dans le bassin écossais en 1899 ; les Galles du Sud sont venues les dernières, en avril 1903. Telle est l'unité imposante que présente l'Angleterre ; non seulement les représentants du capital et du travail sont mis régulièrement en présence, mais partout un tiers arbitre accepté des deux parties résoud définitivement les oppositions qui subsistent (1). Les suites données aux Etats-Unis à la grève de l'anthracite témoignent d'une même évolution et du rôle considérable qui appartient au Gouvernement (2).

De l'expérimentation anglaise se dégagent les éléments précieux pour la science et l'action sociale, que j'ai traduits par les propositions suivantes :

1° Une conception flexible du fonds des salaires succédant à la conception d'un fonds prédéterminé et immuable ;

2° Une conception relative des lois naturelles économiques, succédant à la conception de lois inéluctables, inflexibles ;

3° Une action régulatrice et modificatrice de la répartition du produit, entre le travail et le capital, conçue comme possible par les associations et d'une manière durable ;

4° La nécessité de ces associations conçue comme condition de l'égalité du travail et du capital dans le débat, et comme fondement de la justice, en tant qu'elle est aujourd'hui accessible ;

5° L'association conçue comme *instrument de pacification* après avoir été un instrument de guerre ;

6° Un organe supérieur et définitivement pacifique du contrat de travail, réalisant au plus haut degré l'égalité des parties, éclairant le plus largement le débat du salaire, dans les *conseils de conciliation et d'arbitrage*, émanant de solides associations de chefs d'industrie et d'ouvriers (3).

L'aide de l'Etat peut faire accomplir un progrès nouveau dans cette évolution éducatrice et réformatrice.

L'action réformatrice de l'État. — Au congrès international des mineurs de 1897 les ouvriers anglais, en se prononçant pour la nationalisation des

---

(1) V. Ashley, *The sliding scales*, 1 vol. *Voyez* aux annexes le texte de la convention intervenue entre les employeurs et les employés des mines du pays de Galles (1903 et 1905).

(2) *Voir* aux annexes.

(3) H. Denis, *La fin de l'ère des grèves*, p. 68.

mines, s'inspiraient de leur propre évolution, et faisaient entrevoir la transformation profonde que le système patronal autoritaire et fiscal doit accomplir vers les formes supérieures du Contrat collectif du travail, l'équilibre, l'harmonie stable inconnue jusqu'ici qu'il faut en attendre.

L'idée de faire de l'État l'exploitant modèle, au point de vue des conditions du travail revient à diverses reprises dans les rapports de la Commission néerlandaise et du Ministre de Waterstaat (1).

Des savants illustres ont émis cette même pensée. Adolphe Wagner (2) pense lui aussi qu'il appartient à l'État de donner une impulsion aux formes supérieures du Contrat du travail, et d'agir, par un exemple puissant, sur les transformations des rapports du capital et du travail. « L'État, dit Wagner, peut, en sa qualité de grand ordonnateur du travail exercer, par sa concurrence sur le marché du travail, une action désirable au profit des travailleurs. Et il ajoute : Cette mission de l'Etat d'intervenir comme *concurrent* sur le marché du travail, au bénéfice des ouvriers, est certainement dans la pratique moderne à peine connue, moins encore accomplie, par amour d'un *faux fiscalisme*, et parce qu'on ne reconnaît pas l'importance de l'élévation des salaires et des bonnes conditions du travail pour les ouvriers. »

Emile de Laveleye a sollicité, il y a un quart de siècle déjà, une expérimentation coopérative, et Guillaume De Greef, dans les belles conclusions de son volume sur le rachat des charbonnages, a théoriquement, depuis de longues années, esquissé un plan d'organisation du travail; c'est une évolution organique que nous poursuivons depuis bien longtemps et dont nous allons, tout à l'heure, présenter la justification inductive (3). La loi du 14 juillet 1905, en Prusse, est par ses réformes, déjà salutaire; à mes yeux, sagement appliquée aux mines fiscales, elle serait la pierre d'attente d'un contrat supérieur du travail.

La portée sociale d'une expérimentation heureuse serait incalculable. « Ce serait, a dit de Laveleye, la fin de l'antagonisme du capital et du travail. » Là est la réponse directe aux objections faites à mes projets en section centrale.

On a soutenu que l'État se conduirait nécessairement dans une entreprise minière, comme un capitaliste privé. Les principaux arguments d'Inaudi sont : 1° l'esprit de fiscalité attribué à l'État, le désir de tirer le plus grand produit net de la mine; 2° l'assujettissement des travailleurs à la bureaucratie (4).

Les fins poursuivies par l'Etat ne sont pas seulement fiscales, identifiant l'Etat avec un capitaliste privé, mais économiques et sociales, ce sont celles-ci qui doivent l'emporter ici, dans l'intérêt des consommateurs, et de la classe ouvrière. C'est la tendance de l'exploitation par l'État des chemins de fer en Belgique.

---

(1) *V.* Rapport de M. Dupont.

(2) A. Wagner. Science des finances.

(3) G. De Greef. *Le rachat des charbonnages.*

(4) Voyez Inaudi, *Rendita mineraria*, pp. 702 et suiv., *Biblioteca dell. Economista.*

Il est certain que les effets de l'exploitation des mines par l'État, sur la classe ouvrière, dépendront de l'esprit qui animera l'État. Ce qui refoulera l'esprit fiscal, ce sera l'indépendance relative donnée aux entreprises minérales de État, d'une part, — de l'autre l'action éclairée de l'opinion.

Les excédents annuels de l'exploitation des mines sont portés, en Prusse, au Budget de l'Etat. L'Etat, pour assurer l'équilibre budgétaire, tend à niveler ces excédents, à les ramener à des évaluations budgétaires constantes, et dès lors il est entraîné souvent, pour ne pas réduire les recettes du Trésor public, à retarder des dépenses de premier établissement qui seraient favorables à l'exploitation, ou à son développement. Par le même motif fiscal, il est porté à contenir, dans d'étroites limites, les variations des salaires des ouvriers qu'il emploie.

Pour donner le plus grand essor possible à ce domaine de l'Etat, il faudrait attribuer à l'exploitation des mines une indépendance relative vis-à-vis du Trésor public, ne pas incorporer directement le budget des mines au Budget de l'Etat, créer une personnalité propre à l'exploitation minérale, lui permettre de former des réserves sur les bénéfices de l'exploitation, d'accomplir des travaux de développement, et d'assurer l'amortissement des dépenses qui s'y rattachent. Une telle réforme peut être réalisée sans obstacle, surtout avec une opinion publique éclairée.

La constitution en Belgique d'une société d'exploitation des mines d'intérêt public, analogue à celle qui exploite les chemins de fer vicinaux, répond cette nécessité de relâcher le lien fiscal des mines, pour donner de l'expansion aux considérations économiques et sociales. Avec la diminution de la centralisation, l'action bureaucratique se réduira elle-même et le régime contractuel se préparera. Ce régime ne sera vraiment stable et vraiment fécond, que si les travailleurs, grâce à un développement suffisant de leurs associations, peuvent traiter collectivement avec l'Etat ou la Société d'intérêt public.

L'Etat animé d'un esprit supérieur à l'esprit fiscal peut être conçu comme accomplissant une fonction éducatrice, et préparant systématiquement les formes supérieures de l'organisation du travail, qui ne se dégagent aujourd'hui, qu'à travers des difficultés, des luttes intenses d'intérêts, et qui n'apparaissent trop souvent que comme instables et passagères.

L'Etat peut accomplir des expérimentations sociales dont la réussite serait d'une portée inappréciable.

Le fondement de toute organisation nouvelle ne peut être autre que le conseil de conciliation, tel qu'il s'est formé dans les mines anglaises et écossaises, durant la dernière décade, tel qu'il s'est affirmé par un fonctionnement incessant depuis lors.

Conseils de conciliation et d'arbitrage. — L'expérimentation publique sera d'autant plus aisée et plus féconde, que les mines fiscales auront une existence juridique indépendante de l'action directe de l'Etat, comme il en est, par exemple, de la Caisse d'Epargne, de la Société du crédit communal, de

la Société des Chemins de fer vicinaux. L'esprit bureaucratique et autoritaire s'effacera devant un régime contractuel.

Les conseils de conciliation ont pour principe de repousser toute grève ouvrière, et tout *lock-out* (grève patronale, fermeture d'atelier), parce que les parties consacrent l'impérieuse obligation d'épuiser d'abord toutes les ressources de la conciliation, de se soumettre ensuite, en cas de partage, à la décision de l'arbitre-président, qui résoud irrévocablement la difficulté ou le conflit, pendant le délai prévu par la convention entre les ouvriers et l'entrepreneur. Ces décisions prises par les représentants de la collectivité ou leur arbitre, s'imposent à tout travailleur individuel. Le contrat collectif de travail fixe désormais les conditions du contrat *individuel* de travail. Aujourd'hui, c'est le contrat *individuel seul*, qui se lie entre l'entrepreneur et l'ouvrier individuel, avec le recours éventuel de tous les ouvriers isolés à la coalition, à la grève, à la lutte. Désormais, ce recours est refusé aux individus pendant toute la durée du contrat. C'est pour cela que, dans les conventions constitutives de conseils de conciliation, telles que celle des Galles du Sud, on voit une disposition comme celle-ci : « Un exemplaire du présent accord devra être inséré dans un livret de contrat, et signé par tout ouvrier employé, cet accord étant considéré comme l'une des conditions de l'engagement entre l'exploitant et l'ouvrier intéressé. » C'est le témoignage d'une évolution supérieure.

On voit par là le lien de droit collectif envelopper tous les individus. Seulement, il est évident que pour qu'il soit respecté, il faut une solide organisation ouvrière. L'organisation syndicale est la base, la garantie, la sanction de la conciliation et de l'arbitrage. C'est pourquoi, en toute hypothèse, elle doit être placée au-dessus de toute atteinte.

La convention qui institue le conseil de conciliation fixe en même temps ce qui sera stable dans le salaire et les conditions du travail, et les limites entre lesquelles le conseil pourra le faire varier. Il y a ainsi en fait un *minimum* de salaire intangible, garanti pendant toute la durée de la convention, et des limites fixées aux modifications dont le taux de salaire sera susceptible suivant les variations des prix de la houille, et qui seront périodiquement l'objet de délibérations et de décisions.

Les conventions qui établissent la conciliation et l'arbitrage n'ont qu'une durée limitée, mais elles sont indéfiniment renouvelables. Leur continuité maintiendrait indéfiniment la paix industrielle.

Le droit de grève subsiste, il est inhérent au travail et imprescriptible, mais son exercice recule de plus en plus comme celui de la force; on le refoule dans les intervalles qui séparent les contrats collectifs à durée limitée; si ces contrats devenaient continus, le recours à la grève, toujours légitime en droit, disparaîtrait en fait.

Cependant le conseil de conciliation et d'arbitrage n'est que la trame sur laquelle on peut tisser toutes les formes supérieures du contrat collectif de travail, et d'organisation de la production.

Il en est qui ont profondément préoccupé et qui préoccupent encore la

classe ouvrière, telle les *échelles mobiles des salaires*, dont les destinées ont été si étranges, et la fortune heureuse si vite anéantie.

Échelles mobiles. — L'Echelle mobile a subi des vicissitudes extraordinaires dans le cours du dernier quart du XIX° siècle. Elle fut accueillie d'abord avec enthousiasme ; un économiste, Crawford Munro, y signala une découverte scientifique d'une portée égale à celle de la Théorie de la Rente de Ricardo. On la vit se généraliser rapidement dans la métallurgie et dans les mines ; mais son triomphe fut passager ; le système fut éliminé peu à peu des mines de houille pour ne subsister finalement que dans les Galles du Sud, et disparaître, au moins sous sa forme première, en avril 1903 de toutes les houillères de l'Angleterre et de l'Ecosse.

Le système se résoud dans une adaptation des salaires aux variations des prix de la houille. On prend comme base une période déterminée, les salaires et les prix moyens qui s'y rapportent, et l'on fixe contractuellement la proportion suivant laquelle les variations des salaires seront, en hausse et en baisse, corrélatives des variations des prix, dont le relevé périodique sera contradictoire ou confié à des comptables élus.

Ce n'est pas le principe de l'échelle mobile qui est condamnable, au contraire, il est profondément séduisant. C'est qu'en effet, il est en harmonie avec les théories modernes du salaire. Jadis, le fonds destiné à la rémunération du travail était considéré par la science, comme une portion, fixe à un moment, du capital circulant, et que les travailleurs ne pouvaient en rien modifier. Aujourd'hui, le vrai fonds qui se partage entre le travailleur et le capitaliste, c'est le produit ; le système des échelles mobiles est une application du principe ; il se résoud dans un partage du produit entre les cointéressés, il transforme le salariat en une vaie *association du capital et du travail*. C'est pour cela que le système séduit et m'a toujours séduit moi-même.

Cependant, faite rigoureusement, son application livre les salaires à des fluctuations d'une grande amplitude.

J'ai appliqué systématiquement à deux régions, le bassin de Liége et le Couchant de Mons, la formule de Mariemont, plus complexe que les formules anglaises ou américaines. Si P E S représentent le prix de la houille, l'effet utile, le salaire de base, P' E' le salaire et l'effet utile de l'année considérée, S' le salaire à chercher est donné par la formule

$$S' = \frac{S \times (E' \times P')}{P \times E}$$

J'ai étendu et corrigé mes méthodes suivant les observations de M. le ministre Francotte et de M. Trasenster : en appliquant pour Liége les moyennes de 1860-1869 à cette période d'abord et surtout à celle de 1870-1881, les moyennes de 1880-1899 à toute la période de 1890-1904, nous obtenons :

PAYS DE LIÉGE.

Moyennes de 1860-1869 *comme bases.*

Effet utile = 122-90
Salaire = 738-30
Prix = 10-12

Années	Effet utile	Prix de la tonne	Salaire effectif annuel		Salaire hypothétique.	
1861	104.30	10.22	658.75		632 »	
1862	106.12	9.92	662.70		624 »	
1863	114.50	9.48	678.10		644 »	
1864	128 »	9.24	708.40		702 »	
1865	125.10	9.96	782.10	750	740 »	742
1866	132.30	10.79	816.50		848 »	
1867	129.75	11.30	837.75		870 »	
1868	128.85	10.46	790.40		801 »	
1869	139 »	9.91	819 »		818 »	
1870	151 »	10.46	971 »		929 »	
1871	132 »	10.62	928 »		950 »	
1872	162 »	12.32	1,035 »		1,204 »	
1873	148 »	20.35	1,191 »		1,803 »	
1874	135 »	16.09	1,174 »		1,297 »	
1875	134 »	14.25	1,122 »	1,002	1,134 »	1,081
1876	131 »	13 »	1,035 »		972 »	
1877	142 »	10.51	862 »		886 »	
1878	155 »	9.43	875 »		868 »	
1879	162 »	9.16	867 »		879 »	
1880	163 »	10.03	943 »		970 »	

Moyennes de 1880-1889 comme bases. — Liége.

S = 3 fr. 17 c. (salaire journalier).
P = 9 fr. 36 c.
E = 595 kilogrammes.

Années.	Valeur de la tonne de charbon.	Nombre de jours de travail.	Production journalière par ouvrier.	Salaire effectif annuel par ouvrier.		Salaire hypothétique annuel par ouvrier.	
	Fr. c.		Kilog.	Fr. c.		Fr. c.	
1881	9 66	294	561	963		920 22	
1882	9 95	301	561	975		954 17	
1883	10 19	305	564	1,017		997 35	
1884	9 60	294	585	938		937 86	
1885	9 08	291	595	883	944	893 37	946
1886	8 45	290	617	866		858 40	
1887	8 17	301	645	910		899 99	
1888	8 68	303	647	948		966 57	
1889	9 83	304	628	994		1,067 04	
1890	14 08	301	598	1,154 »		1,441 79	
1891	13 20	297	569	1,128 »		1,268 19	
1892	10 77	293	573	1,005 »		1,028 43	
1893	9 73	295	580	965 »		929 95	
1894	9 64	300	590	994 »		969 »	
1895	9 82	300	590	1,022 »		981 »	
1896	9 87	300	603	1,031 »		1,014 »	
1897	10 60	305	610	1,082 »		1,119 35	
1898	11 21	308	607	1,128 »		1,191 96	
1899	12 38	301	632	1,185 »		1,339 45	
1900	17 36	305	625	1,387 »		1,881 85	
1901	15 58	293	577	1,253 »		1,492 40	
1902	13 12	301	601	1,211 »		1,348 48	
1903	12 93	306	600	1,234 »		1,349 46	
1904	13 37	306	553	1,225 »		1,285 10	
	Moyenne de 1861-1869			750 »		742 »	
	— 1870-1880			1,002 »		1,081 »	
	— 1881-1890			964 80		993 67	
	— 1891-1900			1,092 70		1,172 »	
	— 1881-1900			1,028 75		1,082 83	
	— 1890-1904			1,134 »		1,242 50	

Moyennes de 1881-1891 *comme bases. — Mons.*

S = 855 fr. 10 c. (salaire annuel).
P = 10 fr. 10 c.
E = 150 tonnes (effet utile annuel).

ANNÉES.	Valeur de la tonne de charbon.	Production annuelle par ouvrier.	Salaire effectif annuel par ouvrier.	Salaire hypothétique annuel par ouvrier.
	Fr. c.	Tonnes.	Fr. c.	Fr. c.
1881	10 05	148.5	879 05	842 35
1882	10 57	147	891 »	876 99
1883	10 90	146.5	874 »	901 29
1884	10 23	147	882 »	847 71
1885	9 43	144	755 »	766 44
1886	8 76	145	715 »	716 99
1887	8 50	158	726 »	757 88
1888	8 79	163	794 »	808 68
1889	10 08	156	872 »	887 54
1890	13 68	145	1,064 »	1,119 58
1891	13 14	137	1,001 »	1,016 06
1892	10 89	137	852 »	842 07
1893	10 14	135	776 »	772 63
1894	9.87	152	854 »	846 10
1895	9 77	143	830 »	788 53
1896	9 68	153	875 »	835 93
1897	10 53	148	887 »	879 61
1898	11 20	155	993 »	979 83
1899	13 01	150	1,053 »	1,101 42
1900	18 15	149	1,199 »	1,526 39
1901	15 51	141	1,128 »	1,234 »
1902	13 25	144	1,004 45	1,076 »
1903	12.95	147	1,053 32	1,074 40
	Moyennes de 1881-1890. . .		855 20	852 54
	— 1891-1900. . .		932 20	958 837
	— 1881-1900. . .		893 70	905 69

Il est certain qu'aux époques des *bas prix*, le salaire hypothétiquement calculé est inférieur au salaire qui a été effectivement reçu ; mais il en est autrement aux époques des prix élevés, *et dans les longues périodes* il y aurait avantage réel pour le travail autant que pour la paix industrielle. C'est pourquoi il est légitime d'y revenir expérimentalement.

Mais que faudrait-il pour répondre au besoin indéniable que l'évolution tout entière révèle ? La constitution d'une *réserve* destinée, comme la réserve des sociétés anonymes, à assurer, dans les mauvaises années, le salaire moyen adopté. Cette réserve exige à son tour une organisation ouvrière suffisamment stable et certaine. L'Etat contractant pourra intervenir dans sa formation, en faisant participer les ouvriers au produit net, aux bénéfices.

Ce système d'*échelles mobiles* n'eût-il que le seul avantage de permettre un règlement presque automatique du salaire, rendra par là même possibles des modes supérieurs, où la collectivité ouvrière prendra possession d'elle-même, s'affirmera dans son unité juridique et économique.

Société coopérative de travail. — On peut concevoir avec une application *collective* de l'échelle mobile le passage à une forme de société coopérative, susceptible elle-même de transformations nouvelles. Supposez que les travailleurs syndiqués s'engagent à fournir collectivement la main-d'œuvre d'un charbonnage, et que la rémunération globale du travail collectif de l'association soit une certaine quotité déterminée périodiquement, par exemple 55 p. c. du prix total de vente du combustible. Ce salaire collectif serait réparti par l'association aux ouvriers individuellement ; seulement, la réserve aurait là encore un rôle considérable à jouer. Ici les travailleurs associés s'administrent ; ils ont leur personnel technique, leur service d'inspection ; ils règlent entre eux la répartition de la rémunération collective. Des modalités plus complexes peuvent être conçues dans ces entreprises coopératives où l'Etat, la Société nationale des mines proposée, resteraient les propriétaires du capital d'exploitation, et conserveraient la direction générale, la surveillance et le contrôle des travaux. On peut concevoir des modes de partage du produit net, après des prélèvements sur le produit brut des charges du capital, et d'un *minimum* de rémunération du travail.

On a déjà franchi des formes intermédiaires pour passer à l'association ; une vraie société coopérative ouvrière, depuis plus de vingt ans exécute le travail de composition, d'expédition, de distribution du *Journal officiel de la République française*. C'est l'Etat qui fournit tout le capital fixe. Le capital de l'association ouvrière est réduit au montant dérisoire de 128 actions de 50 francs chacune, soit de 6,400 francs. C'est donc une société qui réalise la prestation de la main-d'œuvre, mais qui conquiert toute son administration intérieure. C'est évidemment une forme supérieure au contrat collectif basé sur le conseil de conciliation, où la direction, la surveillance, l'organisation du travail resteraient encore tout entières aux mains de l'administration de l'État.

Ces sociétés coopératives de travail, traitant même avec l'Etat, sont défendues par le vénérable de Molinari et par M. Yves Guyot.

L'Etat poursuivrait là une expérimentation féconde susceptible d'une véritable généralisation.

Il faut écarter, au moins pour le présent, tout projet de faire poursuivre par les ouvriers la concession légale d'une mine de houille et sa mise en œuvre :

1° Parce qu'on ne pourrait tenter de réunir les capitaux d'une seule entreprise, sans engager et exposer le patrimoine et les ressources de toutes les sociétés coopératives, et de tous les syndicats ;

2° Parce qu'elle placerait les ouvriers devant toutes les difficultés financières, économiques, techniques, comme il est arrivé dans la mine de Monthieux (1).

3° Parce que sous cette forme elle ne pourrait se généraliser ;

4° Parce que la méthode scientifique des réformes sociales se base sur l'expérience acquise et passe du simple au complexe : que le but à atteindre c'est la transformation graduelle et générale du salariat ;

5° Parce qu'en distinguant les modes d'intervention, en faisant faire par l'Etat ou une société nationale des mines les avances de capital, en leur laissant la direction technique générale, en réservant leur organisation interne aux ouvriers associés, avec la prestation collective de travail, on accomplit la différenciation des fonctions la plus favorable à une réforme stable, la moins exposée aux risques, la plus féconde au point de vue social. L'avenir réaliserait des formes supérieures.

Mais ce qui est actuellement possible, c'est que les mineurs des anciens bassins préparent une élite de travailleurs à former une *Société coopérative de travail*, pour l'exécution des travaux d'exploitation, dans un charbonnage qui serait armé par l'Etat ou la Société nationale des mines. L'expérience accumulée des ouvriers mineurs se combinerait ainsi avec la puissance du capital et de la science dirigée exclusivement par l'intérêt social, dans une expérimentation éducatrice d'une portée extraordinaire. Son succès donnerait une impulsion générale et irrésistible à l'organisation du travail. Je l'appelle de toute mon énergie morale.

Stipulations subsidiaires du cahier des charges des concessions. — Si l'espoir d'accomplir par l'action des pouvoirs publics une transformation méthodique, salutaire, pacifique du salariat nous échappe définitivement, c'est le régime des concessions même, qui devra subir les modifications légales susceptibles de nous rapprocher quelque peu d'un idéal rationnel. C'est pourquoi j'ai proposé l'incorporation, à l'acte de concession, des conditions inspirées par l'expérience des plus grandes nations industrielles, et propres à nous épargner de nouvelles et stériles épreuves.

On les a écartées en se référant à la revision prochaine de la loi de 1887 sur les Conseils de l'industrie et du travail. On méconnaît la portée de la réforme proposée. La loi sur les Conseils de l'industrie et du travail s'applique à l'universalité des industries, à toutes celles qui ne comportent aucune

---

(1) Voir son histoire dans la publication de l'Office du travail français : *Les sociétés coopératives de production.*

concession de l'Etat : l'œuvre salutaire et profonde de ces conseils, à la préparation de laquelle j'ai participé autant que qui que ce soit, est une œuvre de médiation, librement acceptée ou repoussée. Il s'agit ici d'entreprises qui impliquent la concession par l'Etat de droits immobiliers ; il s'agit de conditions à imposer à leurs bénéficiaires dans l'intérêt de la paix sociale, et dans celui des collaborateurs futurs des concessionnaires ; il s'agit, non de médiation, mais de conciliation et d'arbitrage, c'est-à-dire d'une réforme dans la réalisation du contrat de travail, apparaissant comme condition même du droit illimité de disposer des richesses minérales. Ces dispositions sont modérées, elles n'ont rien d'arbitraire, elles ne livrent aucune des deux parties à la domination de l'autre, elles peuvent produire les résultats féconds qu'on observe en Angleterre, conjurer des désastres comme ceux de la grève rhéno-westphalienne. Le gouvernement prussien a lui-même montré, en revisant la loi de 1865, la nécessité et la légitimité d'incorporer à la loi sur les mines, des dispositions étroites relatives au contrat de travail (1). Qu'on songe, avant de rejeter cette proposition aux perspectives de l'avenir ; qu'on songe que la constitution des syndicats patronaux, non seulement n'apporte pas nécessairement la paix sociale avec elle, mais entraîne des conflits gigantesques où peut sombrer l'industrie d'un peuple.

L'obligation de former de vrais conseils conciliateurs dans chaque exploitation n'a plus à se justifier, la loi prussienne est déjà décisive ; l'obligation de l'arbitrage ne naît pour le concessionnaire, que si la collectivité ouvrière l'a acceptée d'avance, et pour un délai que j'emprunte à la pratique anglaise.

Il ne faut pas que les ouvriers puissent, suivant les cas et leurs convenances, admettre ou repousser ce mode suprême de solution ; il faut qu'ils en admettent d'avance le principe, et s'engagent à en faire respecter l'application dans tous les conflits éventuels L'arbitrage serait tempéré par la pratique anglaise actuelle : l'arbitre suspend souvent sa décision jusqu'à ce qu'un examen plus ample ait eu lieu sur un premier avis qu'il donne au Conseil (2).

L'objet de l'arbitrage sera défini et sera resserré dans les limites que prescriront les délibérations du conseil de conciliation ; les effets de la sentence sont limités dans le temps. Ainsi l'arbitraire est conjuré. L'extension des conseils de conciliation et de l'arbitrage avec la formation des syndicats de concessionnaires, est le gage d'une évolution pacifique ; elle a son fondement scientifique dans la théorie même du salaire, et il est indiscutable que le syndicat agissant sur la production, les prix, les conditions du travail, affecte le fonds des profits et des salaires et appelle l'élargissement du Contrat de travail.

---

(1) Voir cette loi aux annexes.

(2) V. aux annexes, le règlement du Bureau de conciliation des mines en Angleterre, extrait du mémoire de RAYNAUD, *Les Comités de salaires dans les mines anglaises*. Musée social, 1905. Voir surtout les dernières modifications des statuts des Galles du Sud. *Annexes*.

Telle est donc ma proposition subsidiaire :

« Sans préjudice aux dispositions légales relatives à l'intervention et à la médiation des conseils de l'industrie et du travail, le gouvernement inscrit dans le cahier des charges de toute concession, l'obligation pour le concessionnaire de soumettre les différends qui naîtraient entre lui et les travailleurs qu'il occupe, la recherche des mesures propres à les prévenir, l'examen des revendications, à un conseil permanent de conciliation, consacrant dans sa composition l'égalité des parties. Les représentants des ouvriers sont élus par leurs pairs, aux époques et suivant le mode à fixer par arrêté royal.

» A défaut d'entente amiable, au sein du conseil, un tiers arbitre résoudra souverainement la difficulté, dès lors que les ouvriers majeurs, dans une assemblée générale réunie en exécution de la présente loi, se seront d'avance déclarés prêts à accepter la décision souveraine d'un arbitre, pour tous les conflits sur les conditions du travail et les salaires, à naître éventuellement dans une période de deux ans aux moins. L'arbitre sera désigné d'avance par les parties : à défaut d'entente, il sera désigné par l'inspecteur général des mines. La sentence arbitrale s'appliquera à une durée de trois mois au plus, si elles n'en ont autrement décidé. A l'expiration du délai de deux ans ci-dessus indiqué, une nouvelle consultation ouvrière aura lieu si les parties ne se sont liées par un contrat collectif.

» Toute constitution de syndicat entre les concessionnaires et leurs ayants droit, destinée à exercer une action régulatrice sur la production, les prix ou les conditions du travail, entraîne de plein droit une extension correspondante des conseils permanents de conciliation, auxquels seront soumis les différends communs aux concessions syndiquées. Les dispositions relatives à l'obligation de l'arbitrage seront applicables dans les conditions indiquées ci-dessus. Aucun obstacle ne sera apporté à la formation des unions professionnelles. »

Cette proposition, combinée avec la réforme de la loi de 1887, élargissant les circonscriptions des conseils de l'industrie et du travail, permettra de généraliser rapidement les conseils de conciliation et d'arbitrage. Tout conspirera dès lors pour y conduire, et d'une manière constante, y eût-il syndicat patronal ou non, y eût-il imminence de conflit ou non. Le respect des associations professionnelles ouvrières deviendrait une condition naturelle du fonctionnement de tout le système de pacification, comme en Angleterre et aux Etats-Unis. Par là réussirait-on peut-être à atteindre la société coopérative de travail, ou certains modes généraux de participation aux profits de l'entreprise.

L'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.

La disposition relative à l'affiliation obligatoire des ouvriers mineurs à la Caisse de retraite est l'une des plus importantes du projet.

Elle soulève deux observations fondamentales :

1° Le projet ne s'applique qu'aux concessions nouvelles.

Les mesures de prévoyance et de protection doivent avoir un caractère général, et s'étendre aux différents bassins houillers comme à tous les concessionnaires, l'Etat compris ; en apparaissant ici comme condition de la concession, l'affiliation obligatoire n'en renferme pas moins un principe de généralisation aussi irrésistible, qu'il est juste au point de vue des travailleurs, auxquels il donne les mêmes garanties, au point de vue des concessionnaires qu'il place dans les mêmes conditions de concurrence.

2. L'affiliation à la Caisse de retraite doit recevoir un complément nécessaire : l'assurance contre l'invalidité prématurée ; celle-ci est fréquente chez les mineurs (1). C'est ce qui a même déterminé à proposer des âges de retraite différents pour le fond et la surface (58 ans au fond, 63 à la surface, d'après M. Harzé). Mais c'était là le domaine de l'incertain ; le principe supérieur de l'assurance doit envelopper *tous les cas d'invalidité, qu'ils viennent de la maladie, de l'âge*, comme dans les caisses minières de Prusse et de Saxe transformées. C'est là l'organisation que renferme nécessairement l'article, et à laquelle nous ne pouvons échapper désormais (2).

Il serait rationnel et juste en conséquence de généraliser, dès à présent, cette disposition en l'étendant à l'ancien bassin, sauf pour éviter des retards, à confier à une loi distincte le détail de l'application.

Durée du travail des adultes (3). — La section belge de l'Association pour la protection du travail a proposé la mesure que je reproduis comme amendement. On l'a combattue en soutenant qu'il fallait légiférer sur ce grand objet pour l'ensemble des bassins. Si la mesure avait pour but d'appliquer une législation spéciale au bassin du Nord, la critique serait fondée. Mais c'est à un tout autre point de vue qu'il faut se placer ici, comme je le fais, pour le défendre. Il ne s'agit pas de consacrer un triste privilège. Les Chambres sont saisies de propositions de lois tendant à régler la durée du travail dans les mines, et je professe que la justice commande de donner aux dispositions légales la même généralité qu'à celles qui ont pour objet l'assurance ; la réforme s'accomplira, sans doute, par degrès, *par paliers*, comme en France ; le but de notre amendement est précisément de faciliter l'introduction d'une législation générale ; l'obstacle principal à la réduction de la durée du séjour de l'ouvrier dans la mine est dans l'imperfection des installations ; comme il est possible que des travaux d'exploitation soient commencés en Campine, avant le vote d'une législation générale sur la durée du travail, il faut dès à présent provoquer la réalisation des conditions les plus propres à la limiter, c'est-à-dire l'adoption des installations et des moyens qui permettent d'enlever le plus rapidement possible les produits, et d'opérer le plus parfaitement le transport des ouvriers ; c'est pourquoi la proposition fixe *un maximum de durée du travail* sans préjudice à la législa-

---

(1) Voyez sur ce point les notes et projets de M. Harzé à la Commission des pensions de vieillesse dont nous avons fait partie. *Rapport général*, pp. 260 et suiv.

(2) Voir sur les caisses minières et leur adaptation aux lois d'assurances l'étude de l'Office du travail français, *Invalidité et vieillesse*, 1895.

(3) Propositions de M. le professeur Waxweiler.

tion générale ; pourquoi favoriser, par le silence, des installations imparfaites qui viennent enrayer la solution du problème, et grâce auxquelles il s'est fait, en grande partie, sans doute, qu'en 1895, le quart des ouvriers travaillaient encore plus de 10 1/2 heures, et 16.658 restaient plus de 10 heures au fond, 9.000 plus de 11 heures (1). On voit l'importance d'une limite *maximum*. C'est toute la portée de la proposition.

Protection des femmes et des jeunes ouvriers. — L'interdiction définitive du travail du fond aux femmes, n'est que la conclusion logique de l'évolution qui s'est accomplie au dehors, et s'accomplit en Belgique (2). Elle est aujourd'hui le *seul pays* civilisé où le travail du fond soit encore légalement en partie permis aux femmes (3).

L'assimilation des femmes aux adolescents pour les travaux de la surface n'est, elle aussi, qu'une anticipation d'un avenir prochain : la Belgique est, avec la Suède et en partie la Norwège, le seul pays où le travail des femmes majeures ne soit pas réglementé dans les mines ; leur assimilation aux adolescents est complète en Angleterre, en Autriche, en France même en fait ; en Allemagne, la durée de travail diffère d'une heure (4).

La question est d'une importance immédiate en Campine, à raison des inconvénients ou des périls d'une adaptation brusque de la population rurale au travail des mines.

Quant aux enfants, l'âge d'admission est encore de 12 ans en Belgique, en France, en Italie, en Norwège, aux Pays-Bas, en Russie, en Angleterre (surface), en Suède ; de 12 à 14 dans le Luxembourg, de 13 en Allemagne, de 13 au fond en Angleterre, de 14 en Autriche.

L'évolution tend à élever l'âge d'admission, elle est irrésistible ; en Campine, la nécessité d'une préparation professionnelle, associée à une culture générale, éclate plus encore qu'ailleurs, et une organisation normale rencontrera moins des résistances.

Mesures générales et transitoires. — La section belge de l'Association internationale pour la protection de travail réclame la constitution de comités chargés d'examiner les mesures propres à assurer aux ouvriers les meilleures conditions de recrutement, d'habitation et de formation professionnelle. Rien de plus sage ; mais je pense que d'autres solutions peuvent encore être proposées. Une société régionale, formée par l'État, les provinces et les communes intéressées pour construire, aménager, vendre ou louer des habitations ouvrières, doit être immédiatement constituée, elle résoudra le problème dans son ampleur en assurant le plus d'indépendance, possible aux ouvriers. Sur les deux autres points, je crois qu'il faut consulter en outre le Conseil supérieur du travail, en l'autorisant à faire étudier certaines questions sur place, par exemple en Allemagne.

---

(1) *Recensement industriel* de 1895, XVIII, p. 261.

(2) *Voir* le dernier rapport de l'ingénieur des mines de Liége, 1904.

(3) *Voir* le beau tableau comparatif dressé par l'Office international de Bâle.

(4) Même tableau.

§ 7. GARANTIES SUBSIDIAIRES DE LA NATION DANS LE RÉGIME DES CONCESSIONS.

I. *Concession par la loi et constitution du Conseil des mines.*

Sous le régime de la loi de 1810, la concession était accordée par un décret impérial, délibéré en Conseil d'État. Ce mode de disposer des richesses naturelles était en rapport avec la constitution de l'Empire, et les sénatus consultes de 1804 et 1807 qui confisquaient la souveraineté de la nation. En Belgique, la loi de 1837 a substitué le Conseil des mines au Conseil d'Etat, et au décret impérial un arrêté royal conforme à l'avis du Conseil des Mines; elle n'a pas réussi à mettre le régime des concessions en harmonie avec notre droit constitutionnel.

C'est le pouvoir législatif qui, en droit, eût rationnellement dû être substitué au pouvoir impérial. Il suffit de parcourir les projets de revision de la loi de 1791, qui ont abouti à la loi de 1810, pour constater comment la souveraineté nationale s'est effacée devant l'Empereur. Les trois projets de Cambacérès, de 1793 à l'an IV, déclarent que les mines *sont à la disposition de la nation* : « Les propriétaires (du sol) ont la préférence lorsque le corps législatif *en ordonne l'exploitation* » (an IV).

A la séance du 20 octobre 1808, Napoléon résuma les principes de la loi nouvelle : « Ce projet de loi doit reposer sur les bases suivantes : il faut d'abord poser clairement le principe que la mine fait partie de la propriété de la surface. On ajoutera que cependant elle ne peut être exploitée qu'en vertu d'un acte du Souverain. » L'exercice direct du droit de concéder eût dû être réservé au pouvoir législatif Il pouvait y avoir délégation à l'égard du choix du concessionnaire, mais non pour ordonner l'exploitation, suivant le mot de Cambacérès, c'est-à-dire pour instaurer une propriété nouvelle.

La loi du Grand-Duché de Luxembourg du 12 juin 1874, revisant la loi de 1810, décide que toute concession doit être accordée par une loi ; il appartient au pouvoir législatif d'en fixer la durée et les caractères. D'après la convention-type des concessions légales, consacrée depuis 1892, la concession est donnée pour un durée indéfinie, mais le paiement des redevances est limité à cinquante ans, durée probable de l'exploitation utile, sans doute, car il s'agit le plus souvent de mines de fer.

L'un des traits de la législation du Luxembourg, c'est qu'elle est revenue au *système de domanialité* : opposée au principe de la gratuité des concessions, elle consacre le droit de l'Etat à des redevances ; elles peuvent consister soit en un *toccage*, redevance par tonne extraite, en une rente annuelle calculée d'après une moyenne d'extraction, en un prix global payable par annuités (1).

En Belgique, l'article 21 du nouveau projet consacre une redevance progressive et revient timidement vers la domanialité, mais voyez la logique du

---

(1) Voir le rapport publié dans le *Report of Mining royalties*, p. 242 et suiv., et la statistique historique du Grand-Duché de Luxembourg, *les Concessions minières*, 1894, avec la Convention-loi typique.

système. D'après ce projet, il faudra l'intervention du législateur pour décider de l'emploi d'une redevance de 1 p. c. du produit net annuel d'une mine, et le domaine minier lui-même sera concédé à perpétuité par le pouvoir exécutif, d'accord avec un collège qu'il nomme.

Dans les concessions de péages sur le domaine public, qui ne confèrent qu'un droit mobilier et d'une durée limitée, l'évolution historique révèle une intervention croissante de la loi. La loi du 19 juillet 1832 attribuait à l'Etat le droit de concéder des péages, pourvu que le terme ne dépassât pas quatre-vingt-dix ans. Aujourd'hui, la loi du 10 mai 1862 introduit une nouvelle limitation à l'action du pouvoir exécutif, il faut que le canal ou le chemin de fer concédé n'ait pas plus de 10 kilomètres de longueur; au delà, une loi est nécessaire.

En fait, par une demi-mesure, la loi de 1837 a abouti à un système insuffisant et irrationnel de garanties pour l'intérêt public.

Le Ministre des travaux publics disait en 1837 qu'une demande en concession ne présente en apparence qu'une question de *droit privé*. « C'est, ajoutait-il, cette question de droit privé que je considère comme particulièrement dévolue au Conseil des mines. » C'est alors qu'il se posa la question de savoir si le Gouvernement peut, *pour des motifs en dehors de la question de droit privé*, pour des motifs *d'économie sociale et d'intérêt public*, refuser ou ajourner l'approbation sollicitée.

« Ici se révèle une autre question que celle de droit privé : la question » politique, d'intérêt public, d'économie sociale. Eh bien, je dis qu'il peut se » présenter des cas où cet intérêt doit prévaloir, des cas où la question po- » litique se produise tellement évidente, tellement impérieuse, que le Gou- » vernement devrait ne pas accorder, ou au moins ajourner l'approbation. » Telle est, selon moi, la portée du droit du Gouvernement. Il faut donc qu'il » use avec une extrême circonspection de la loi. S'il n'apportait pas à l'exer- » cice du pouvoir qu'on lui attribue, une grande réserve, il arriverait que » dans un avenir très rapproché le sol entier de la Belgique, serait concédé, » que la loi se trouverait épuisée dans son action; alors nous serions arrivés, » par suite de l'impossibilité de toute concession nouvelle, à un véritable » monopole » (1).

La détermination de l'intérêt économique général vient donc après l'examen et la reconnaissance des droits particuliers; le Gouvernement chargé d'apprécier et de défendre l'intérêt public est pressé par des demandes privées, légitimées par un collège de jurisconsultes, revêtues de toutes les conditions de légalité propres à les faire accueillir; ses décisions, au mieux de l'intérêt général, ne se peuvent désormais traduire que par l'exclusion de demandeurs individuels, jugés cependant aussi aptes à devenir concessionnaires, que les concessionnaires antérieurs plus heureux : toute l'instruction préparatoire, à laquelle aucun obstacle légal n'aura été apporté, sera venue se heurter à une résistance que l'intérêt lésé ne manquera pas de qualifier

(1) CHICORA, p. 551.

d'injuste, comme par opposition il accusera de favoritisme les concessions antérieures. Avec une procédure aussi irrationnelle, s'étonne-t-on que le Gouvernement ne soit appelé à suspendre les concessions, que dans les situations extrêmes indiquées par le ministère de 1837 ; que même à l'égard de l'ancien bassin on n'y ait pas pris garde, et qu'on l'ait tout entier concédé ; que tous demandeur en concession, dès lors qu'il réunit des conditions légales, considère sa demande comme irrésistible, et qu'ainsi s'explique la poussée formidable contre laquelle lutte loyalement le Gouvernement. Celui-ci est donc placé dans les conditions les plus défavorables, pour défendre rationnellement et efficacement l'intérêt public. Suivant l'ordre normal, l'intérêt général doit se poser le premier, avant et par dessus toutes les prétentions privées; il doit se traduire par des dispositions d'ensemble à l'égard des bassins concessibles, dominant toutes les demandes : ce n'est que dans ces conditions, et au second plan, que peut apparaître l'intérêt privé et le droit qui le consacre.

II. Réagissant contre le régime impérial, qui fut celui du plus effroyable despotisme des temps modernes en dépit de son éclat menteur, le législateur de 1837 devait restituer au pouvoir législatif le droit de concéder, ou tout au moins l'appréciation souveraine de l'intérêt général avant toute concession. Seul, il peut embrasser cet intérêt sous toutes ses faces, dans un débat public, en débarrassant le pouvoir exécutif de responsabilités qu'il ne sollicite pas.

Des hommes d'une grande clairvoyance ont compris tout le péril dès 1837. Ainsi Raikem, le meilleur jurisconsulte de la Chambre :

« Pendant qu'on se montre aussi rigoureux envers les propriétaires, quelles précautions vous propose-t-on dans la loi pour régler les concessions qui seraient accordées? Quelles conditions impose-t-on au Conseil des mines, au Gouvernement ? On ne leur impose aucun espèce des condition. Sauf cette préférence illusoire, qui est stipulée en faveur du propriétaire de la surface, le Gouvernement peut concéder comme il le trouve à propos.

... *Aucune précaution n'est prise dans la loi, et toutes les concessions seront consommées, dès que vous aurez l'avis du Conseil des mines, et que le Gouvernement aura consacré cet avis.* Ainsi donc, tandis que nous prenons tant de précautions en d'autres matières, nous n'en prenons en quelque sorte aucune dans la matière la plus importante, dans les concessions des mines » (1).

L'avis de Dumortier eut une portée plus haute encore.

Ce fut un remarquable interprète de l'intérêt social.

« Il ne s'agit pas d'une question gouvernementale, mais bien d'une question de généralité : il ne faut pas que l'on fasse des dons gratuits d'une manière dangereuse pour la richesse du pays, et pour un grand nombre d'industries. Lorsque la patrie se dépouille de richesses dont elle pourrait disposer, il faut qu'elle ait des garanties efficaces. Ces garanties ne sont pas dans le projet présenté par le Gouvernement. »

---

(1) CHICORA, p. 546.

M. Dumortier proposait la désignation d'une commission par les trois branches du pouvoir législatif; son mandat ne serait même que de deux ans — il prescrivait à ses membres de remplir leur devoir avec la plus grande sévérité, et dans l'intérêt de la *nation seulement* (1).

Il ajoutait ces dures paroles :

« Si le Gouvernement voulait remplir ses devoirs, il devrait faire donner les *concessions par des lois*, mais puisqu'il ne le veut pas, il devrait au moins faire intervenir les branches du pouvoir législatif dans la nomination de la Commission » (2).

« Les garanties que nous demandons, dit-il encore, devront être de deux natures. Nous devons trouver ces garanties soit dans l'institution que nous formons aujourd' hui, soit dans le pouvoir qui en définitive concédera. Si vous voulez que la concession soit faite par un simple arrêté royal, alors vous devez trouver dans la commission même, qui instruit l'affaire, les garanties que l'on réclame. Pour cela, j'appuirai l'intervention du pouvoir judiciaire et le système que j'exposerai tout à l'heure. Si vous voulez que ce soit le Gouvernement, et le Gouvernement seul, qui nomme la commission chargée de l'examen des pièces, alors admettez qu'aucune concession ne peut être faite que par le pouvoir législatif. Songez qu'il s'agit, dans les concessions, de priver le pays d'une grande richesse et d'en faire don à des particuliers : il faut que le pays intervienne pour quelque chose, ou qu'il trouve des garanties suffisantes pour une telle concession. Ceci est une question d'intérêt général; la Chambre peut donc intervenir.

» J'ai entendu avec étonnement des membres prétendre que c'est une question d'administration. Je demanderai à ces membres ce que c'est que l'administration? Est-ce qu'elle consiste à faire des cadeaux et des dons? Elle consiste à exécuter les lois de police et d'ordre intérieur. Est-ce qu'elle consiste à aliéner les domaines de l'Etat? Est-ce là l'administration? » (3).

La loi de 1837 a si peu réussi à effacer l'empreinte de la législation impériale que, même en assignant au Conseil des mines, comme fonction, de limiter le pouvoir exécutif, même en lui attribuant une vraie délégation législative, dans l'institution effective de la propriété des mines, elle n'en a pas fait l'émanation de la Chambre des représentants, comme il en est pour la Cour des comptes : elle le fait désigner par le Gouvernement lui-même, ce qui est encore une contradiction.

II. *La Réserve.*

La constitution d'une réserve, c'est la limitation légale du domaine concessible dans l'intérêt des générations futures. C'est la sauvegarde des intérêts de l'industrie et des services de l'Etat; c'est l'appui donné au Gouvernement par la loi, pour l'aider à résister à la pression des demandeurs en concession

---

(1) CHICORA, p. 165.

(2) CHICORA, p. 164.

(3) *Ibidem*, p. 150.

qui, placés dans des conditions semblables, se croient les mêmes droits acquis à la concession. C'est une application partielle du grand principe qui vient d'être défendu dans sa généralité. Quand M. Hanrez prit l'initiative de la réclamer (12 mars 1902. Sénat, D. P.), il s'exprimait ainsi : « La législation sur les mines, vestige d'une époque où l'on ne pouvait prévoir le développement des mines et de l'industrie, ne sauvegarde pas suffisamment l'intérêt public. La fièvre avec laquelle se poursuivent les recherches et les demandes en concession, les procédés mis en œuvre, indiquent des tentatives d'accaparement du gisement contraires à l'esprit des lois. » Le Gouvernement ne s'est pas rendu à ces raisons; il s'est engagé à veiller avec sollicitude à l'intérêt public; mais les termes dont se sert l'Exposé des motifs, l'annonce que de *notables parcelles* resteront inconcédées, montrent le vague et l'incertitude des garanties de la législation actuelle.

Aujourd'hui, quel langage ne tiendrait pas M. Hanrez?

D'après des tableaux publiés dans les *Annales des Mines* de Belgique, 43 demandes en concession étaient en instruction vers fin 1904. Depuis, de nouvelles demandes ont pu surgir. Les 43 demandes précitées, dont plusieurs en concurrence sur quelques parties du territoire, comportent une superficie globale de 88,000 hectares, c'est-à-dire toute la portion du bassin jugée exploitable jusqu'alors sur les 160,000 hectares plus ou moins reconnus.

Les deux zones réservées, telles qu'elles ont été rectifiées par lui, reparaissent dans la carte ci-jointe : il faut remarquer que les zones ont été déterminées dès le 19 mars 1902 (Sénat, D. P., n° 35), c'est-à-dire bien avant un grand nombre de sondages sur lesquels se fondent des demandes en concession; mais cette circonstance n'exclurait en rien le droit des inventeurs à une indemnité; notre proposition de loi est décisive sur ce point.

La largeur de la première zone à réserver suivant la proposition de M. Hanrez, en date du 19 mars 1902, est de 25 kilomètres. Elle englobe les terrains militaires de Beverloo. Sa limite orientale $H_1 H_1'$, passe par la ville de Hasselt; sa limite occidentale $H_2 H_2$, presque tout entière dans la province d'Anvers, passe à peine à 4 kilomètres à l'est de la ville de Gheel.

Quant à la seconde zone à réserver suivant la proposition précitée de M. Hanrez, elle englobe toute la région anversoise et flandrienne à l'ouest d'une droite $H_3 H_3'$ passant à 15 kilomètres à l'est de la tour de la cathédrale d'Anvers et parallèle aux limites de la première zone.

Après les reconnaissances faites à Kessel, à Santhoven et à Vlimmeren, en deçà de cette ligne, il faut craindre que cette zone ne soit industriellement de faible valeur.

Aussi proposerons-nous d'y joindre une zone indiquée par M. Harzé, le premier, située au nord du canal d'Anvers à Turnhout, région très étendue et comprenant les domaines de Brasschaet et de Wortel-Merxplas. Il est d'ailleurs à remarquer que M. Hanrez rattachait déjà à sa seconde zone qui comprenait le premier domaine le sous-sol de l'enclave de Merxplas.

Aucune recherche n'a encore été tentée dans cette région, où l'on ne peut guère espérer rencontrer la partie riche du gisement qu'à des profondeurs de 900 à 950 mètres.

Mais, ainsi que l'expose encore M. Harzé, sans compter les surprises heureuses de l'inconnu, et les progrès scientifiques certains de l'avenir, qui pourront rendre productive une réserve encore aujourd'hui purement théorique, l'exploration méthodique d'une telle région présenterait un intérêt scientifique immédiat et considérable.

La réserve plus modeste, proposée par M. Harzé dès le début, consiste en un rectangle (*m. n. o. p.* pl. I) affectant presque la forme d'un carré et circonscrivant tous les terrains militaires de Beverloo. Faisant acte conservatoire, cet ingénieur, pour justifier cette réserve, invoque simplement le privilège que l'article 11 de la loi de 1837 accorde aux propriétaires de la surface en matière d'octrois de concessions minières, sous réserve bien entendu d'une reconnaissance suffisante du gite.

Les limites est et ouest, distantes l'une de l'autre d'environ 9,500 mètres, font des angles d'environ 40 degrés vers l'est avec le méridien. La limite orientale passe par l'angle extrême sud-est du domaine militaire et, prolongée au sud, rencontre le centre de la ville de Hasselt.

La contenance de ce périmètre correspond à 8,400 hectares, dont plus de la moitié appartient à l'Etat.

Tant en ce qui concerne les terrains militaires que les autres englobés, la région sud de ce territoire empiète plus ou moins sur ceux des trois demande en concession introduites en dernier lieu (voir pl. II.)

Il est assez probable que les roches rouges triasiques et permiennes rencontrées au sondage n° 60, non éloigné de l'angle sud-est du territoire à réserver, rendront particulièrement aléatoire, dans une partie notable de celui-ci, l'accessibilité du gisement.

Quoi qu'il en soit, en envisageant la partie la plus favorable pour le creusement d'un puits, et en le plaçant à un millier de mètres au nord de la limite sud, et ce en dehors des terrains militaires 1), on ne pourrait guères espérer toucher au terrain houiller à moins de 675 mètres, ce que confirme le sondage n° 62 situé près de la limite ouest, à environ 1,500 mètres au nord de l'angle sud-ouest du rectangle. Ce dernier sondage a, en effet, atteint le houiller à 693 mètres de profondeur.

En prolongeant les limites est et ouest jusqu'à l'affleurement de l'étage sans houille du gisement, de manière à agrandir, vers le sud, la réserve de M. Harzé, celle-ci se trouverait dans des conditions autrement avantageuses, elle engloberait des sondages plus ou moins importants, et annulerait ou amoindrirait un certain nombre de demandes en concession, pour un ensemble de 9,000 hectares (2). Là encore il y aurait lieu d'indemniser les inventeurs.

En réalité, en tenant compte de quelques portions qui ont échappé aux demandeurs, cette extension peut être évaluée à 10,000 hectares de gise-

---

(1) Ce point est indiqué par le signe × sur la planche I.

(2) Le nombre de demandes annulées serait de quatre, et celui de demandes sensiblement réduites de deux. Plusieurs sont partiellement en concurrence.

ment plus ou moins productif, tout au moins jusqu'à la ligne transversale.

On arriverait ainsi à disposer d'emplacements de puits dans des parties encore suffisamment riches du gisement, puits pour lesquels la traversée des morts-terrains aquifères serait réduite jusqu'à 500 mètres, et même jusqu'à une profondeur moindre.

Cette réserve, élargie, de M. Harzé n'est proposée ici que subsidiairement à celles de M. Hanrez précédemment définies.

Ce qui assigne une importance considérable à la première réserve de M. Hanrez et à la réserve étendue de M. Harzé, dans l'état de nos connaissances sur le bassin de la Campine, c'est que, le sectionnant transversalement, elles embrassent toutes les espèces de houille. La sagesse prescrit, d'après moi, d'incorporer la réserve au domaine de l'État.

3. *La limite des concessions.* — Il nous paraît juste qu'un seul forage ne puisse servir de fondement qu'à une concession dont le périmètre soit limité, comme les champs houillers en Prusse, surtout dans un domaine encore aussi incomplètement exploré.

On voit des demandes basées sur un seul forage s'étendre arbitrairement ; on en voit même envahir le domaine de l'État, ce qui est inouï. N'y a-t-il pas là, déjà, une concentration abusive du domaine minier dans les mains des particuliers, une réduction des chances de concurrence, en même temps qu'une tendance à l'arbitraire ?

4. *La clause de rachat.* — L'absence de cette clause dans les concessions de péages a été un obstacle considérable à la reprise des chemins de fer, et a suscité de graves embarras. Il suffit de rappeler les difficultés des négociations relatives au rachat du réseau du Grand Central ; d'autres, de même nature, subsistent aujourd'hui encore. C'est la dure expérience du passé qui a inspiré au législateur l'introduction de cette disposition de l'article 6 dans la loi du 9 juillet 1875 sur les tramways : « les actes de concession réservent aux autorités compétentes ; 3° le droit de racheter la concession et les conditions de ce rachat ».

A l'égard des mines, l'expérience récente de la lutte du Gouvernement prussien, contre les banques détentrices des actions de l'Hibernia, a révélé à tous les esprits prévoyants la nécessité d'une clause de rachat dans les actes de concession. C'est la leçon qu'en a tirée par exemple un homme aussi modéré que M. Harzé. Comment, en repoussant cette clause, engagerions-nous l'avenir dans les plus graves incertitudes, avec la perspective de fautes qui ne pourraient être réparées, de mesures d'intérêt public qui seraient rendues ou d'une extrême difficulté, ou tardives, ou impossibles?

Le rachat aurait surtout cette portée efficace de permettre, à un moment donné, à l'État de pénétrer dans un syndicat, qui serait menaçant pour les intérêts de la nation, ce que voulait le Gouvernement prussien. C'est donc la sauvegarde suprême. Il ne me paraît pas possible qu'on y renonce sans encourir la plus grave responsabilité devant l'avenir.

Inaudi, si rebelle à l'action de l'Etat, admet qu'il pénètre dans les assem-

blées d'actionnaires et les conseils d'administration, si l'intérêt public le réclame.

5. *L'Etat et le droit de préférence dans les concessions.* — C'est la préoccupation de l'intérêt public qui me dicte cette proposition. On n'a jamais contesté à l'Etat le droit de demander une concession, mais, en fait, toute pensée de faire intervenir l'État comme concessionnaire était systématiquement condamnée par l'école. Aujourd'hui, non seulement l'expérience témoigne de l'intervention effective de l'Etat dans la production minérale, mais il est impossible *a priori*, même pour les esprits les plus prévenus, de repousser l'idée d'une intervention éventuelle, soit dans l'intérêt de ses services et de ses régies, soit dans l'intérêt des consommateurs et de l'industrie, soit dans un but social. Dès lors, l'organe principal de l'intérêt public peut-il être soumis aux conditions des demandes ordinaires, alors que les concessions ne se justifient que par l'intérêt public? Je demande donc que l'Etat soit dispensé de l'avis du Conseil des mines et qu'il soit, en cas de concours, préféré, sauf à régler les indemnités légitimes.

6. *Délais d'exploitation et causes de déchéance.* — Le Gouvernement propose d'accorder un délai de 10 ans au concessionnaire, pour commencer les travaux de son exploitation, si la concession lui est accordée dans les cinq premières années de la mise en vigueur de la loi ; pour les concessions accordées par la suite, le délai ne sera que de cinq ans. Il faut entendre par travaux d'exploitation, le fonçage même des puits d'extraction. C'est donc ce qui doit être commencé dans le délai légal, sans qu'on impose un délai d'achèvement.

Le Conseil des mines avait fixé le délai en général à un an, sans faire aucune distinction. C'est à ce dernier et unique délai que je dois me rallier. La Gouvernement ne dit pas pourquoi il se sépare aussi profondément du Conseil. Celui-ci a été sans doute dominé par ces deux principes essentiels : I. Pour avoir les titres de l'inventeur il ne suffit pas, par des sondages sommaires et hâtifs, d'indiquer la trace et la direction d'un gite, il faut faire connaître la disposition des couches, de manière à démontrer la possibilité de leur utile exploitation (1). II. L'article 14 de la loi de 1810 exige la justification des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux : aucun délai ne peut être légitime pour substituer une reconnaissance sérieuse à une recherche hâtive, ou s'appliquer à réunir les facultés exigées du demandeur ; il n'y a de délai admissible que pour le choix de l'emplacement du puits, et les approvisionnements, les installations nécessaires ; le projet prévoit déjà l'*empêchement légitime ;* s'il est reconnu nécessaire d'étendre le délai, sur avis du Conseil des mines, nul n'y contredira, mais, d'avance, accorder des délais considérables, n'est-ce pas aller à l'encontre du but à poursuivre? N'est-ce pas favoriser la multiplicité des demandes téméraires, mal étudiées? N'est-ce pas favoriser sans le vouloir, par dessus tout, la

(1) *Pandectes belges*, V° *Concessions de mines*, n°s 585 et suiv.

spéculation? Il faut tendre à mettre méthodiquement et aussi rapidement que possible, en valeur, la portion du bassin dont l'intérêt public réclame aujourd'hui l'exploitation, et celle-là seulement d'abord, sans faire un appel trop considérable aux capitaux en multipliant les concessions, sans mettre la plus grande partie du bassin, peut-être, aux mains de la finance, sans renouveler les crises de 1834 et de 1873.

Les dispositions sur la déchéance sont empruntées par le projet au rapport du Conseil des mines; seulement, dans le premier cas, les délais de cinq et dix ans prennent, dans le projet, la place du délai d'un an consacré par le Conseil.

Le Conseil des mines, à qui une longue pratique a non seulement rendu familières, mais impérieuses les conditions dans lesquelles toute demande en concession doit être formulée, a justifié sa proposition dans les termes suivants : « Puisque divers orateurs entendus dans la discussion si élevée qui s'est produite au Sénat, appréhendent le trafic des concessions, et tous les dangers qui peuvent en résulter pour la fortune publique, nous est avis que ce serait là une mesure préservatrice et prudente qui prendrait avantageusement la place de l'article 49. Aussi bien, ceux qui *demandent sérieusement une concession* n'auraient pas à s'en effrayer. » Et le passage suivant du rapport de M. Dupont justifie cette argumentation : « Le meilleur moyen de garantir le but des concessions, c'est d'accorder les concessions nouvelles, non à des spéculateurs qui cherchent naturellement à les céder, en les grevant de charges plus ou moins importantes, mais à des sociétés sérieuses, qui ont l'intention de les mettre à point elles-mêmes, et à bref délai, et qui disposent dans ce but de capitaux suffisants (1).

La prolongation du délai jusqu'au décuple ne se concilie pas avec ce langage.

Le second cas de déchéance est celui de l'abandon de l'exploitation, même lorsqu'elle aura été commencée; la différence des délais s'explique, encore moins : le Conseil des mines *propose deux ans*, le Gouvernement *cinq ans*; l'un et l'autre adoptent comme condition de l'action en déchéance, une sommation préalable avec délai de six mois; l'un et l'autre autorisent le concessionnaire à justifier des causes majeures de son inaction; comment alors expliquer un délai plus considérable, quand on se place au point de vue de l'intérêt public, le seul qui doive guider?

Ni le Gouvernement, ni le Conseil des mines ne reproduisent les dispositions de l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, en lui donnant la sanction que les auteurs de la loi lui eussent assignée, si l'assimilation de la concession à la propriété privée ne l'avait placée hors d'atteinte, hormis les cas extraordinaires que l'absolutisme impérial se réservait de résoudre : mais la législation se dégage de l'absolu. Comment, dès lors, ne pas prévoir la restriction, ou la suspension de l'exploitation, de nature à inquiéter la sûreté publique, ou les besoins des consommateurs?

L'article 49 de la loi de 1810, livrée à tant de controverses, renferme réellement, d'après M. Aguillon, le principe de la déchéance, qui ne fut pas nettement formulé pour n'effrayer personne; mais Stanislas de Girardin a prévu

(1) Rapport du Conseil des mines, p. 45.

cette sanction en parlant des cas extraordinaires et inhabituels d'abus que le législateur ne pouvait prévoir; « et si ultérieurement le besoin d'une *règle générale* se fait sentir, elle ne sera établie qu'après que l'expérience aura répandu sa lumière infaillible sur cette question fort difficile à résoudre, de savoir comment on peut concilier le droit d'un citoyen sur sa propriété avec l'intérêt de tous. » (1) En France, la loi du 27 avril 1838 a assigné aux cas prévus par l'article 49 la déchéance comme sanction; les projets de 1886 (2), de 1894 (3) la maintiennent.

En Belgique, le cahier des charges-type des concessions renferme une clause beaucoup plus générale: la révocation s'étend à l'inexécution des conditions du cahier des charges : mais un avis du Conseil des mines du 4 septembre 1885 écarte toute application de cette mesure dans l'état actuel de la législation, c'est-à-dire aussi longtemps que la portée de l'article 49 ne sera pas fixée. En Prusse, le paragraphe 65 de la loi du 24 juin 1865 rappelle l'article 49, mais il ne parle que de la suspension de l'exploitation et réclame des motifs impérieux d'intérêt public. Seulement il n'exige pas une suspension d'une durée définie (4).

La Direction des Mines eut la pensée de sanctionner l'article 49, mais comment la défend-elle? « Je n'y attache, a-t-elle dit, pas d'importance, et c'est plutôt une satisfaction donnée à l'opinion publique. Une réduction importante de la production aurait une telle répercussion sur les prix de revient, qu'aucun exploitant ne s'y soumettrait. » A quoi le Conseil des mines ajoute : « Il n'y a pas à suivre l'opinion publique, *lorsqu'elle s'égare.* » Et la question disparaît sans même que le Gouvernement l'ait signalée. L'opinion s'égare donc lorsqu'elle redoute les abus des syndicats. Une puissance collective qui dispose, en Prusse, de près des neuf dixièmes de la production d'un bassin, investie du droit exclusif de vente, et du droit de limitation de toute production individuelle, qui lie ses membres pour 12 ans, qui peut, d'après ses statuts, être tournée contre toute concurrence pour la détruire, cette puissance peut sans doute considérer ses intérêts permanents comme se confondant avec les intérêts généraux, mais qui donc condamnera à *priori*, en vertu de déductions abstraites, des inquiétudes que l'on a vues se traduire avec persistance dans la conduite de l'Etat prussien ?

Qui nous dira avec précision ce qu'il faut entendre par réduction importante, et qui nous prouvera qu'un syndicat ne peut se résoudre à une réduction inquiétante pour la consommation ?

Etranges conséquences du projet loi. Il tolère non seulement la formation des syndicats, mais par aucune dispostion il n'arme la nation contre leurs abus. Il place l'Etat dans la situation extrême d'avoir ou à fléchir devant leur puissance, ou à atteindre d'un coup tous les membres d'un syndicat. Antinomie qui me fait condamner non la déchéance, mais le régime des

---

(1) Aguillon, *Déchéance*, p. 22.
(2) *Ibid.*, p. 198.
(3) *Ibid.*, p. 205.
(4) *Ibid.*, p. 175.

concessions, et qui rend plus nécessaires encore que ces moyens répressifs, que je réclame impérieusement cependant, les moyens préventifs de l'intervention directe de l'Etat, de la réserve domaniale, de la clause de rachat.

Concessions anciennes. — Quant à soustraire aux cas prévus de déchéance les concessions accordées jusqu'ici, ainsi que le veut le Gouvernement, c'est ce qui nous paraît inadmissible, c'est ce que nous ne consacrerions qu'en méconnaissant le principe de l'intérêt public, dont la concession elle-même n'est qu'une manifestation. Ce régime qui transfère à des particuliers la propriété de richesses naturelles, ne peut se justifier que parce qu'il est le mode le plus parfait d'assurer l'exploitation. La propriété de la mine est un *moyen*, non une *fin*. La suspension, souvent même indéfinie, de l'exploitation est la négation de la fin poursuivie ; le retrait de la concession en est la sanction inévitable. Il est impossible qu'on l'écarte. On nous dit que ce serait *modifier unilatéralement* les relations de droit établies par les actes de concession, entre l'Etat et les concessionnaires. Qui ne voit ici qu'on restitue à la concession le caractère contractuel, qu'on essaie de nier dans tout le reste du projet? Mais ce caractère contractuel inhérent à la domanalité des mines, que nous défendons, ne soustrait nullement à la déchéance. C'est qu'il est impossible que l'intention commune des parties n'ait pas été l'exploitation. L'article 49 renfermait toujours virtuellement le droit, pour l'Etat, d'opérer le retrait de la concession, au cas où elle ne répondrait pas à sa fin. Le doute au moins sur la pensée du législateur a toujours existé (1). La loi actuelle ne fera que rendre réelle la sanction virtuelle de la loi de 1810 ; elle ne modifiera en rien l'essence de la concession, qui reste dominée par l'intérêt public. Le droit d'exploiter est inséparable de l'obligation d'exploiter ; celle-ci méconnue, la concession est sans cause. C'est en vain qu'on invoque les articles 2 et 1134 du Code civil. La loi française du 27 avril 1838 a, dit M. Aguillon « donné d'une manière explicite une sanction à l'article 49. » Cette loi ne distingue pas.

§ 8. PARTICIPATION AU PRODUIT NET.

Il ne s'agit pas ici d'un impôt, mais d'une participation de l'Etat au produit net.

Si l'on maintient le régime des concessions, celles-ci ne peuvent plus conserver le caractère de gratuité que la loi de 1810 leur a donné, et contre lequel s'élèvent les projets successifs qui ont été présentés en France, auquel déroge la loi luxembourgeoise.

En subordonnant comme je le propose, la fiscalité de l'Etat à sa mission économique et sociale, on doit cependant concevoir que la nation participe encore au produit net des mines. L'évolution du XIX^e^ siècle ne révèle-t-elle pas que c'est elle qui a donné cet essor énorme à la consommation de la houille, que c'est à elle qu'est due l'abondance des capitaux, à elle la sécurité et qu'à ces seuls titres il est légitime qu'elle vienne à ce partage. Le principe, même timidement consacré dans le projet, ramène encore vers la domanialité, et cette fois décidément.

---

(1) Aguillon. *De la déchéance*, pp. 28-29 et p. 126.

Il s'agit de donner à cette participation un caractère sérieux, sans atteindre les concessionnaires dans leurs espérances légitimes, et dans les conditions d'une concurrence normale.

La quotité assurée à l'Etat progresse avec l'augmentation du produit net par tonne de houille extraite, à partir d'un *minimum* déterminé, 2 francs par tonne. Voyons ce que le système eût produit dans l'ancien bassin.

Ici la difficulté qui pèse sur tout le projet, malgré la justice de son inspiration ici, c'est que l'ancien bassin est protégé par l'article 35 de la loi de 1810 qui limite des charges variables à la redevance de 5 p. c. du produit net; le péril est de placer le bassin nouveau dans des conditions de lutte inférieures. C'est encore une contradiction du régime des concessions perpétuelles que je repousse.

	Liége.		*Hainaut.*	
	Produit net par tonne.	Part de l'État d'après le projet de loi, par tonne.	Produit net par tonne.	Part de l'État d'après le projet de loi.
1876 . .	+ 0.28		+ 0.33	
1877 . .	— 0.36		+ 0.08	
1878 . .	— 0.55		+ 0.07	
1879 . .	— 0.10		+ 0.06	
1880 . .	+ 0 37		+ 0.22	
1881 . .	— 0.22		— 0.02	
1882 . .	+ 0.14		+ 0.35	
1883 . .	+ 0.29		0.29	
1884 . .	+ 0.48		0.35	
1885 . .	+ 0.45		0.43	
1886 . .	+ 0.43		0.29	
1887 . .	+ 0.47		0.49	
1888 . .	+ 0.80		0.63	
1889 . .	+ 1.46		1.02	
1890 . .	+ 3.83	2 p. c. fr. 0,0766	2.63	1 p. c. fr. 0,0263
1891 . .	+ 2.21	1 p. c. fr. 0,0221	1.74	
1892 . .	+ 0.87		0.52	
1893 . .	+ 0.37		0.34	
1894 . .	+ 0.33		0.44	
1895 . .	+ 0.34		0.45	
1896 . .	+ 0.60		0.50	
1897 . .	+ 1.23		0.83	
1898 . .	+ 1.38		0.97	
1899 . .	+ 2.15	1 p. c fr. 0,0215	1,59	
1900 . .	+ 5.20	4 p. c. fr. 0,2600	3.97	2 p. c. fr. 0,0794
1901 . .	+ 2.85	1 p. c. fr. 0,0285	2,19	1 p. c. fr. 0,0219
1902 . .	+ 1.77		1.32	
1903 . .	+ 1.92		1.09	
1904 . .	+ 1.27			

On voit que pendant ces trente ans, la participation de l'Etat ne se fût réalisée que cinq fois à Liége, trois fois dans l'ensemble du Hainaut (1).

Les données n'étant que des moyennes, on ne peut avec rigueur déterminer quel eût été le produit effectif, car elles présentent la compensation des bénéfices élevés et faibles, des pertes même entre les diverses parties du bassin, entre les diverses exploitations.

Le projet exonère un *minimum* de produit net, mais nous ne sommes pas éclairés sur le taux des profits auquel ce *minimum* correspond, nous n'avons aucune donnée sur le capital correspondant. Le projet est comme suspendu dans les airs.

N'est-il pas possible, non seulement de lui donner une base positive, mais de déterminer une règle de partage plus juste ?

On peut déterminer un *minimum* d'interêt du capital engagé qui serait exempt de tout partage avec l'État. Le taux que je proposerais serait de 1 p. c. au-dessus de l'intérêt des fonds d'État d'après le cours de la rente à fixer périodiquement. Ce taux, 4 p. c. aujourd'hui, n'est pas arbitraire, on voit qu'il se rapproche de la moyenne du taux d'intérêt recueilli de 1850 à 1902 dans les mines, en adoptant du moins, un capital moyen de 25 francs par tonne extraite, chiffre que l'administration des mines a admis dans certains calculs

Ensemble des bassins de la Belgique.

Années.	Produit net par tonne.	Capital supposé par tonne.	Taux d'intérêt de capital.
1850-1864	1.27	25 fr.	5 p. c.
1865-1869	1.20	»	4.8 »
1870-1879	1.31	»	5.2 »
1880-1887	0.28	»	1.1 »
1888-1894	1.12	»	4.5 »
1895-1902	1.61	»	6.4 »
1900-1903	2.42	»	9.7 »
1850-1902	1.15	»	4.6 »

Une seconde donnée qui peut être établie avec approximation, c'est le montant du capital par tonne extraite. Ici, il ne peut être question que du capital correspondant à des versements effectifs.

---

(1) M. G. De Greef vient de faire des calculs analogues sur l'ensemble des bassins. Voir *Indépendance belge*, 15 janvier 1906. D'accord avec lui sur bien des critiques, je dois chercher ici des éléments d'une solution positive.

Dans le bassin rhénan-westphalien, le capital par tonne extraite (actions et obligations) est en 1903 :

Pour 16 sociétés	12 marks 44
Pour 3 autres	15 marks 55 (1).

Le capital moyen déterminé et le produit net par tonne constaté, le taux d'intérêt peut être calculé, et avec lui l'excédent du produit net, au delà de 4 p. c. du capital par tonne, qui est partageable avec l'État.

Une telle méthode aurait un avantage considérable, ce serait d'atteindre la rente minière par le partage, c'est-à-dire l'excédent de revenu des mines, naturellement les plus productives sur les moins productives, pour de mêmes applications de capital. L'imperfection du projet est en ce que le produit net, uniformément imposé, peut correspondre, entre les diverses mines, à des applications bien inégales de capital, et à des époques différentes, à des capitaux très inégaux pour la même mine. Nous voyons dans les Tableaux des mines de la Ruhr le capital par tonne varier en 1903 de 4 marks 78 à 24 marks 95. Toutes ces mines étant syndiquées, les prix de vente par tonne sont uniformes.

Dans une importante étude (2), le *Moniteur des Intérêts matériels* forme deux catégories de mines en Belgique : à forte et à faible production. Je calcule que quinze mines à faible produit ont un capital moyen de 48 francs par tonne extraite, dix-sept mines à forte production un capital moyen de 36 francs par tonne. Dans un syndicat on tendrait à assurer un minimum de bénéfice aux mines les moins productives, soit par hypothèse, 4 p. c., ce qui correspond, pour les mines à faible produit, à un produit net de fr. 1.92 par tonne, tandis qu'avec fr. 1.44 les mines à fort produit ont déjà 4 p. c. C'est cette différence que n'atteint pas la participation projetée. Si le produit net par tonne était 2 francs, d'après le projet de loi, le revenu du capital serait de 5.5 p. c. pour les mines à 36 francs de capital par tonne, et de 4.1 p. c. pour les mines à 48 francs de capital. Dans le système projeté, ils supporteraient cependant une charge identique : 2 centimes par tonne. Dans les mines à faible production, la redevance pourrait retentir sur le salaire. La charge de la rente ne se répercuterait pas.

Si l'État exploitait lui-même, son effort devrait tendre à n'atteindre au profit du Trésor que la rente des mines.

C'est le sentiment de cette inégalité qui a déterminé l'atténuation extrême de la part de l'État. L'atteinte de la rente minière, jointe à la fixation d'un *minimum* d'intérêt exempt du partage et rapproché de la moyenne générale de revenu par tonne de l'ancien bassin, aurait donc cet avantage de rapprocher le nouveau bassin des conditions de concurrence normales avec

---

(1) Circulaires des houillères de France, n° 2675.

(2) 10 décembre 1905.

l'ancien bassin. Cette méthode permettrait aussi d'assurer à l'État une part mieux calculée, plus juste, plus considérable. Voici les produits nets et les revenus des capitaux sur lesquels elle doit se prélever :

Produit net par tonne.	Taux d'intérêt dans l'hypothèse d'un capital par tonne de		
	25 fr.	35 fr.	50 fr.
2 fr.	8 p. c.	5.7 p. c.	4 p. c.
3 »	12 »	8.5 »	6 »
4 »	16 »	11.4 »	8 »
5 »	20 »	14.3 »	10 »
6 »	24 »	17.1 »	12 »

La réduction du taux d'intérêt du capital par le prélèvement de l'Etat serait très faible, d'après le projet; ainsi avec un produit net de 3 francs et un capital de 25 francs, le taux d'intérêt serait réduit à 11.88 p.c., au lieu de 12.

Les deux facteurs de la détermination de la part de l'État seraient périodiquement établis, d'après moi; un arrêté royal fixerait les conditions de l'évaluation du capital, et le partage s'opérerait suivant une quotité croissante, comme les bénéfices de la Banque impériale d'Allemagne, en tenant compte de l'importance des risques.

Supposons que le capital moyen soit de 50 francs par tonne, le minimum d'intérêt exempt du partage, 4 p. c., correspondrait à un produit net de 2 francs par tonne. Le partage s'accomplirait au delà, par le prélèvement d'une quotité progressive sur les excédents successifs.

Voici la tentative d'une solution à mes yeux modérée : le prélèvement serait d'une quotité initiale de 10 p. c. du premier excédent de 50 centimes sur le produit net initial, supposé ici de 2 francs pour un capital hypothétique de 50 francs. Un taux progressif de 10 p. c. atteindrait les excédents successifs de 50 centimes :

Produit net par tonne.	Part de l'État.		Part du concessionnaire.	Taux de l'intérêt du capital.
2.50	10 p. c. sur 0.50	= 0.05	2.45	4.9 p. c.
3.00	10 — 0.50 20 — 0.50	= 0.15	2.85	5.7 —
3.50	10 — 0.50 20 — 0.50 30 — 0.50	= 0.30	3.20	6 4 —
	et ainsi de suite.			
4.00	. . . . .	= 0.50	3.50	7.0 —
4.50	. . . . .	= 0.75	3.75	7.5 —
5.00	. . . . .	= 1.05	3.95	7.9 —
5.50	. . . . .	= 1.40	4.10	8.2 —

En cas de concours de demandes en concession, il y aurait lieu à adjudication entre les concurrents agréés par le Conseil des mines.

Le point de départ pour chaque mine concédée serait le produit net par tonne assurant 4 p. c., mais il varierait avec la productivité de la mine; c'est le seul moyen d'atteindre la rente.

La loi devrait décider, dès à présent, qu'une quotité certaine de la part de l'Etat sera, quel que soit son règlement, et sans rien préjuger à l'égard de surplus, appliquée à subsidier les institutions de prévoyance et d'assurance des ouvriers mineurs. Cette part serait au moins de moitié, et dans ces institutions de prévoyance, il faudrait compter avant tout la *réserve* indiquée plus haut et destinée, sinon à opérer la péréquation des salaires, du moins à assurer *un minimum*. Ce serait un élément de solution du grand problème. La loi pourrait étendre cette participation *minimum*.

Que cette puissance collective du travail, qui dans son unité imposante, avec une continuité admirable et un dévouement sublime accomplit cette œuvre de la production minérale, et anime notre puissance industrielle tout entière, qu'elle vienne indirectement participer au produit net des mines par l'intermédiaire de l'Etat, c'est là ce qui satisfait bien imparfaitement encore mes rêves d'émancipation et mon idéal de justice.

§ 9. — LE MINERAI DE FER.

Les recherches de M. Lambert sur le bassin du Nord, qui tendent à établir la présence du minerai de fer, apportent une confirmation précieuse à cette partie des développements de notre proposition que nous ne pouvons que transcrire ici :

Si le bassin de la Campine renferme, ce qui est probable, d'autres substances concessibles, telles que le minerai de fer, la refonte préalable de la loi de 1837 s'impose. Celle-ci a suspendu l'exercice du droit de concéder ce minerai, alors même que conformément à l'article 69 de la loi de 1810, il devient concessible. Nous sommes sous l'empire de cette disposition depuis 68 ans. Elle a été due à la réaction de la propriété superficielle individuelle et communale, contre les abus du régime des concessions sous le gouvernement hollandais; elle a trouvé une justification de fait, au début, dans les conditions de l'exploitation d'alors et ses résultats. Les mines de fer ne s'exploitaient qu'à une faible profondeur, sans travaux d'art ni machines d'exhaure, en général. Disposé en amas, le minerai se prêtait alors à des exploitations morcelées; et ce régime primitif de la petite industrie extractive faisait face encore à la demande de la métallurgie. Mais cet équilibre provisoire ne pouvait longtemps se maintenir, et la persistance d'un régime juridique, sans adaptation normale aux transformations progressives des conditions de l'exploitation et du marché, a produit de véritables désastres, à l'égard desquels les témoignages abondent. Le rapport que M. Descamps a présenté à la Chambre le 10 mars 1874, présente un excellent exposé de la situation de l'exploitation du minerai de fer, moins de quarante ans après le loi de 1837. Livrée par les propriétaires à des sous-traitants, l'exploitation était ruineuse

pour les richesses naturelles du pays, car leur seule préoccupation était de produire vite, beaucoup, le moins cher possible. « Ils abandonnent les parties dures du gîte, n'abattent que les parties les plus tendres ; quand une veine d'eau se présente, ils abandonnent une exploitation désormais trop onéreuse et la laissent envahir ; l'on perd ainsi les gîtes les plus riches qui, n'ayant jamais été connus ni explorés par les exploitants trop pressés de jouir, n'ont donné lieu qu'à un véritable *pillage*, funeste aux intérêts des maîtres de forges, à ceux des propriétaires et du pays. » A cette condamnation sévère du régime légal de 1837, du laisser faire égoïste, il faut joindre de nombreux témoignages que nous avons cité dans une étude déjà ancienne (1).

Depuis cette époque, l'*Association des Maîtres de forges* n'a jamais cessé de réclamer le retour au régime des concessions ; les gouvernements qui ont suivi sont sans excuses. Dés le 18 mai 1883, il y a vingt ans, le Conseil des mines a présenté un avant projet de loi, dont l'auteur était M. Dupont et portant, à l'égard des mines de fer, revision des lois de 1810 et de 1837 (2).

La seule réponse qui puisse encore être faite à cette protestation contre un régime d'arbitraire, c'est que nos mines de fer, suivant un mot de M. Harzé, « paraissant épuisées, de nouvelles dispositions législatives perdent leur opportunité » (3). Deux tiers de siècle de désorganisation et de gaspillage de nos richesses naturelles nous ont mené là, mais il n'en sera plus de même si les prévisions de M. Lambert se réalisent. Il faudra, pour le fer, consacrer dès à présent la domanialité des mines, et, à la place de l'anarchie actuelle, en organiser légalement l'exploitation, comme nous le demandons. En outre, l'un des devoirs urgents des Gouvernements sera de faire dresser un rapport sur nos ressources actuelles en minerai. Pour le surplus, je renvoie aux §§ 3 et 4 de cette note.

H. DENIS.

---

(1) Sur le régime légal des minerais de fer, dans l'ouvrage de P. Splingard : *Des concessions de mines dans leurs rapports avec les principes du droit civil*, Bruxelles, 1880.

(2) H. Dupont, *Jurisprudence du Conseil des mines*, 1880-1887, pp. 37 et suiv., édition Larcier.

(3) Harzé, *le Bassin houiller du Nord*, p. 21.

ANNEXES

ANNEXE I.

LA QUESTION OUVRIÈRE DANS LE PAYS DE GALLES (1).

Accord.

La mésentente existant entre les propriétaires de mines et les mineurs du Pays du Galles a pris fin le 31 mars 1903. Les deux parties ont signé l'accord dont nous donnons le texte ci-dessous et toute menace de grève est définitivement écartée.

Il est constitué un Comité de conciliation permanent composé de 48 membres, la moitié exploitants, la moitié ouvriers, assistés d'un président-arbitre indépendant.

Accord.

Constitution du Comité.

Conclu le. . . . . 190 . , entre les soussignés. . . . . dûment autorisés à agir au nom des membres de l'Association des Exploitants des houillères du Monmouthshire et du Pays de Galles du Sud (brièvement désignés ci-après par l'expression « les exploitants »), d'une part — et les soussignés . . . . . dûment autorisés à agir au nom des ouvriers (à l'exception des mécaniciens et ouvriers du jour) actuellement employés dans les charbonnages des membres de ladite Association d'une part.

Accord par lequel il est convenu de part et d'autre ce qui suit :

1° Un Comité de conciliation sera institué, à l'effet de déterminer le taux général des salaires payables aux ouvriers et de connaître des conflits qui surgiraient dans les divers charbonnages de l'application des clauses ci-après.

2° Le titre de ce Comité sera *Comité de conciliation de l'industrie houillère du Monmouthshire et du Pays de Galles du Sud,* brièvement désigné dans ce qui suit par l'expression « le Comité ».

Président-arbitre.

3° Le Comité sera composé de 24 exploitants ou représentants des exploitants, élus par les membres de l'Association, et de 24 ouvriers ou représentants des ouvriers employés aux charbonnages des exploitants associés ; en outre, lorsque le Comité aura à s'occuper de questions relatives à des

(1) Circulaire n° 2440 du Comité des houillères de France. J'emprunte cet important document au recueil d'une richesse extraordinaire et d'une haute impartialité que M. Gruner consacre avec tant de savoir aux mines.

augmentations générales ou à des réductions générales du taux des salaires, il comprendra aussi un président pris en dehors de l'industrie houillère, n'ayant aucun lien financier avec aucune mine et qui ne votera que pour départager les voix.

4° Les premiers membres du Comité seront : MM. . . . ., comme président-arbitre dans les conditions indiquées ci-dessus : . . . . . comme exploitants ou représentants des exploitants ; . . . . ., comme ouvriers ou représentants des ouvriers. Ces deux délégations éliront deux présidents, à savoir : l'un élu par les exploitants ou représentants des exploitants, l'autre élu par les ouvriers ou représentants d'ouvriers.

Si une vacance survient pour une cause quelconque (sauf en ce qui concerne le président-arbitre, elle sera comblée dans le mois qui suit, par celle des délégations qui avait élu le membre dont le siège devient vacant et le Comité continuera à siéger pendant la vacance. Cette nomination doit être immédiatement notifiée aux secrétaires. Si le poste de président-arbitre devient vacant, le Comité cherchera à élire d'un commun accord un nouveau titulaire, et si l'accord ne peut se faire sur un nom, il demandera au lord « Chief Justice », et en cas de refus au Président de la Chambre des Communes, de vouloir bien procéder à cette désignation.

Conflits intérieurs des divers charbonnages.

5° Les deux parties intéressées au présent accord invitent leurs mandants respectifs à faire tous leurs efforts pour éviter que des difficultés ou conflits ne surgissent dans les charbonnages ; en cas de désaccord inévitable, les exploitants et leurs fonctionnaires ainsi que les ouvriers s'efforceront de trancher au charbonnage même la difficulté survenue ; ce n'est qu'au cas où cette solution amiable serait impossible, qu'un appel devra être adressé par écrit au Comité : aucune déclaration de résiliation des contrats de travail en cours ne sera donné par les exploitants ou par les ouvriers aussi longtemps que le Comité n'aura pas examiné la question particulière qui les divise et n'aura pas abouti à un échec dans sa tentative de conciliation. Le Comité a tous pouvoirs pour déléguer une Commission recrutée parmi ses membres ouvriers et patronaux, pris en nombres égaux, le soin d'examiner, de régler les questions de cet ordre et d'en faire l'objet de rapports au Comité, rapports qui devront être présentés dans le délai de trois mois à dater de la délégation confiée à la Commission. Si après un mois ou toute autre période plus longue convenue, le Comité n'arrive pas à un arrangement, les parties auront le loisir de résilier leurs contrats.

6° Le règlement intérieur sur la direction des travaux du Comité est annexé au présent texte, et doit être considéré comme en faisant partie.

7° Le charbon qui doit être produit ne doit être que du charbon propre et gros.

Les prix d'abatage payables au houilleur sont les divers prix étalons en vigueur et payés dans les charbonnages des divers exploitants.

Ce prix étalon d'abatage sera payé sur le poids du gros charbon, poids

constaté comme il est indiqué ci-après; il comprend toute la part de travail afférente au charbon menu inévitablement produit pendant le chargement du gros charbon, pendant son transport depuis le chantier jusqu'aux grilles de criblage à la surface et pendant le criblage lui-même ; ce prix étant égal à la valeur de tout le travail nécessaire pour l'extraction de ce gros charbon et du menu, et étant supérieur à la valeur du travail effectué pour produire le gros seul.

Les poids respectifs du gros charbon et du menu, qui doivent servir de base au calcul du salaire, seront constatés comme suit :

Tout wagonnet arrivant à la surface doit être placé sur la bascule et pesé, et la tare du wagonnet doit être déduite du poids fort. Le charbon est alors versé sur la grille en usage à la mine pour séparer le gros du menu qui passe au travers tandis que le gros est retenu par la grille.

Le menu qui a passé à travers les grilles doit être pesé et son poids doit être déduit du poids fort du charbon que contenait le wagonnet, afin de constater les poids des deux sortes de charbon. Le prix d'extraction calculé sur le poids du gros ainsi constaté indemnisera le mineur pour l'abatage du gros et du menu.

8° Il est expressément entendu que l'article 7 n'a pas pour but de modifier le système actuel de pesage et de criblage, et que les exploitants pourront adopter toutes mesures qu'ils jugeront utiles, pour améliorer leurs méthodes de criblage, sous la réserve toutefois que ces modifications ne seront pas préjudiciables aux salaires des ouvriers.

9° L'article 6 ne s'applique pas, n'apporte aucune modification et ne touche en aucune façon aux accords qui peuvent exister ou qui pourraient être ultérieurement conclus pour le paiement des criblés ou aux accords en vertu desquels le menu est actuellement payé à part.

Le Comité, dans ses réunions organisées conformément au règlement intérieur, déterminera le taux général des salaires payables pendant les trois mois comptés à dater du premier jour du mois qui suivra la réunion. Ce taux ne sera modifié par la suite que lorsqu'une des parties en fera la demande.

a) Tous les salaires et prix de base seront ceux dits de décembre 1879 et 1877.

(*b* Les salaires payables aux ouvriers à dater de cet accord seront, jusqu'à ce qu'ils soient augmentés ou réduits par le Comité, supérieurs de 48 3/4 p. c. aux salaires payés dans les divers charbonnages en décembre 1879.

Limites minima et moyennes.

c) Aussi longtemps que le présent accord sera en vigueur, le taux des salaires ne pourra être inférieur au salaire-étalon de décembre 1879, payé dans les divers charbonnages, majoré de 30 p. c., ni supérieur à ce salaire-étalon majoré de 60 p. c. Toutes les fois qu'une proposition de modification du taux général des salaires sera examinée, le minimum de 30 p. c. sera considéré comme correspondant à un prix moyen de vente en gros compris entre 11/3 et 12/3. Le prix exact d'équivalence sera fixé une fois pour toutes

par un tiers arbitre désigné par les parties, ou s'ils ne se mettent d'accord sur un nom par le lord « Chief Justice » d'Angleterre ou enfin par le président de la Chambre des Communes. Ce prix de vente moyen s'entend du charbon gros criblé vendu à Cardiff, Barry, Newport, Swansea et Lianelly.

d) Dans les charbonnages où l'étalon, ou base sur laquelle sont actuellement réglés les salaires, est le taux des salaires payés en 1877, le pourcentage payable en vertu du présent accord sera de 15 p. c. inférieur au pourcentage admis pour les charbonnages où prévaut le régime de décembre 1879, étant entendu que, dans les cas où les ouvriers ont jusqu'ici été payés à un taux net ou avec des pourcentages fixes, ils continueront à être payés selon le salaire usité pour eux.

11° Les salaires dus aux ouvriers seront payés par quinzaine, mais dans les mines où l'on paye actuellement chaque semaine on ne changera pas les usages.

12° Une question ayant été soulevée par les propriétaires au sujet du prix à compter aux ouvriers pour les charbons *destinés à leur usage domestique*, il a été décidé que le bassin houiller serait divisé en un certain nombre de sections, onze au plus. Cette division sera faite avant le 30 avril 1903 par le président et le secrétaire du Comité ou à leur défaut par un tiers arbitre désigné d'avance.

Les prix à payer dans chaque section seront fixés par le Comité avant le 30 mai, et à défaut d'entente par un arbitre désigné comme il a été dit au paragraphe *10c*, qui devra donner sa décision avant le 30 juin. On tiendra compte, dans la détermination des prix, du prix de revient, des conditions actuelles des fournitures ainsi que de la quantité et de la qualité du charbon.

13° Aussi longtemps que le présent accord sera en vigueur, tous les congés donnés par les exploitants aussi bien que par les patrons, pour mettre fin aux contrats individuels, devront l'être le premier jour du mois, et les contrats expireront le dernier jour dudit mois.

Si le 1er du mois tombe un dimanche, le congé sera donné la veille.

14° Les exploitants et les ouvriers des divers charbonnages seront tenus d'observer tous les usages et conditions en vigueur en décembre 1879, et rien n'y sera changé sinon d'un commun accord entre patrons et ouvriers ou par décision du Comité, en conformité des conventions du paragraphe 5.

15° Rien dans cet accord ou dans le règlement intérieur n'empêchera les parties d'user, dans les discussions devant le Comité, des arguments qu'ils croient de nature à éclairer la question des salaires ; mais en ce qui concerne les prix de vente du charbon, on devra ne tenir compte que des trois mois précédant immédiatement le mois de la réunion.

16° Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1905, et il prendra fin à cette date, à moins que les parties n'aient convenu auparavant d'en prolonger la durée. Avec l'expiration du présent accord, tous les contrats de louage entre patrons et ouvriers expireront de plein droit.

17° Un exemplaire du présent accord devra être inséré dans un livret de contrat, à chaque charbonnage, et signé par l'exploitant de ce charbonnage

ou en son nom, ainsi que tout ouvrier qui y sera employé, cet accord étant considéré comme l'une des conditions de l'engagement entre les exploitants et l'ouvrier intéressé.

Règlement intérieur.

1° Les membres du Comité, à savoir les exploitants ou représentants des exploitants et les ouvriers ou représentants des ouvriers, sont, pour plus de brièveté, désignés ci-après comme « les parties » ;

2° Les réunions du Comité seront tenues à Cardiff ou à tout autre endroit que le Comité pourrait être, en un moment quelconque, appelé à choisir ;

3° Chacune des parties nommera un secrétaire et notifiera cette nomination à l'autre partie ; ces secrétaires resteront en fonctions jusqu'à démission ou révocation par la partie qui les a nommés. Les secrétaires assisteront à toutes les séances du Comité, mais ne prendront part à aucune délibération ;

4° Les secrétaires organiseront conjointement toutes les réunions du Comité, tiendront la liste de présence et dresseront le procès-verbal, dont la minute devra être transcrite dans deux registres soumis chacun à la signature des présidents ou de toutes autres personnes occupant la présidence pendant la réunion appelée à approuver le procès-verbal. Chacun des secrétaires conservera l'un de ces registres. Les secrétaires devront également tenir la correspondance pour leur partie respective et conjointement pour le Comité.

Le Comité se réunira au moins une fois par mois à l'effet de s'occuper des difficultés ou conflits survenus dans les divers charbonnages et visés aux articles 5 et 14 de l'Accord précédent ; ces questions seront examinées par le Comité sans qu'il y ait à les soumettre au président-arbitre.

Les secrétaires aviseront les membres du Comité, cinq jours d'avance, de la date et du programme des réunions ;

6° Si une des parties désire modifier le taux des salaires, le Comité se réunira le 14 des mois de février, mai, août et novembre (quand ce jour tombera un dimanche la réunion aura lieu le lendemain), et fixera ce taux pour trois mois à compter du 1er du mois venant après la réunion. La partie qui désirera modifier le taux de salaires devra en aviser par écrit, dix jours avant les dates stipulées ci-dessus, le secrétaire de la partie adverse. Les secrétaires adresseront aux membres du Comité, sept jours à l'avance, un avis de convocation et le programme de la réunion.

Dans toutes les réunions dont on vient de parler, les questions en litige seront examinées en première instance par le Comité, les parties ayant le désir de régler, si possible, tous les points en contestation, dans une conférence amicale. Si les parties ne peuvent s'entendre, le Comité s'ajournera pour une période n'excédant pas sept jours et siégera, avec son président-arbitre qui, en cas de mésentente, rendra son arbitrage, soit dans la même séance, soit sept jours après. Après quoi les parties seront liées ;

7° Les deux présidents (ordinaires) président, dans toutes les réunions autres que celles qui, d'après l'article 6 du règlement, doivent l'être par le

président-arbitre ; mais si tous les deux ou l'un des deux est absent, un membre ou des membres du Comité seront choisis par la ou les parties intéressées pour présider la réunion. Les présidents ou autres personnes qui en remplissent les fonctions voteront à titre de représentants, mais ne posséderont pas de vote spécial ;

8° Toutes les questions soumises au Comité devront être rédigées par écrit et pourront être appuyées de documentation verbale ou autres modes de preuves et explications que l'une ou l'autre partie proposera au Comité d'admettre ;

9° Chacune des deux parties supportera les frais de sa propre représentation et paiera son secrétaire, mais les frais et dépenses du président-arbitre, de bureaux, de registres d'impressions, de location de salles pour les réunions, seront supportés par les deux parties par parties égales.

ANNEXE II.

MODIFICATIONS A L'ACCORD CI-DESSUS DU 11 DÉCEMBRE 1905.

Toute déclaration de résiliation d'un contrat en cours qui aurait été faite hors de propos sera retirée jusqu'à ce que le Comité de conciliation ait examiné la question qui divise les parties.

Les deux parties s'engagent à faire tous leurs efforts pour que les sentences rendues par le Comité soient loyalement mises en exécution.

12° Les ouvriers auront droit à douze jours de vacances par an, dans lesquels seront compris tous les Bank Holidays and Federation's demonstration holidays; les dates de ces journées de vacances seront soumises à l'approbation du Comité. Les représentants des ouvriers, en organisant les vacances, donneront des instructions aux ouvriers pour qu'ils reprennent le travail de suite après la fin de ces vacances; ils feront tous leurs efforts pour que ces instructions soient écoutées.

Le « Mabon's day » sera supprimé dans les quelques houillères où il existe.

13° (ancien 12°) Les prix de charbon donné aux ouvriers pour leur usage domestique seront les mêmes que ceux qui ont été fixés par M. David Dale dans sa sentence du 11 juillet 1903.

16° Rien dans les clauses de cet accord ou dans son règlement d'application ne doit empêcher les partis de présenter au Comité ou à son président-arbitre tels arguments qu'ils croiront de nature à éclairer la question des salaires, mais toute indication relative au prix de vente du gros charbon doit se rapporter au prix du gros livré franco-bord dans les ports visés au paragraphe 10 c) dans les trois mois qui précèdent immédiatement le premier jour du mois qui précède celui où a été tenue la conférence, convoquée à l'effet d'examiner toute proposition de modifier le taux général des salaires (1).

17° La présente convention sera maintenue à partir du 1er janvier 1906 jusqu'au 31 décembre 1909 et au delà aussi longtemps qu'un des deux partis n'aura pas donné avis qu'il est désireux de mettre fin à l'entente dans un délai de trois mois; cet avis doit être donné par écrit au secrétaire de l'autre parti, à son adresse usuelle ou connue en dernier lieu. Avec la fin de cette convention prendront fin tous contrats de service entre les patrons et leurs ouvriers.

---

(1) Cela revient à dire, par exemple, que la période qui servira désormais de base en cas d'une réunion tenue le 10 février pour la fixation des nouveaux prix, sera celle des trois mois finissant le 31 décembre précédent, tandis qu'avec la formule antérieure, la période était celle finissant le 31 janvier. Pratiquement, il avait été reconnu impossible d'arriver ainsi en quelques jours à établir les moyennes de prix de vente devant servir de base aux calculs des salaires.

ANNEXE III.

BUREAU DE CONCILIATION DES DISTRICTS FÉDÉRÉS EN ANGLETERRE (1).

Règlement intérieur pour l'expédition des affaires du Bureau de Conciliation, établi entre les propriétaires des mines fédérées et la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne pour déterminer le taux des salaires du 1er janvier 1904 au 31 octobre 1906. entre les limites suivantes, savoir :

Durant cette période, le taux des salaires ne sera pas inférieur à 35 p. c. au-dessus du taux des salaires de 1888, ni supérieur à 60 p. c., et aucune modification dans le taux des salaires supérieur à 5 p. c. ne pourra être faite à aucune époque.

1° Le nom du bureau sera : « Bureau de Conciliation pour l'industrie minière dans les districts fédérés »;

2° Le bureau déterminera, d'une fois sur l'autre, le taux des salaires à partir du 1er janvier 1904, dans les districts de Lascashire, Cheshire, Yorkshire Ouest, Nottinghamshire, Derbyshire, Leicestershire, Warwickshire, Shropshire, Staffordshire, Galles du Nord et tous autres districts de la surface fédérée qui voudraient, avec le consentement du bureau, accepter sa juridiction ;

3° Le bureau se composera d'un nombre égal de propriétaires de mines ou représentants des propriétaires de mines élus par les propriétaires de mines fédérées, et de mineurs ou representants des mineurs élus par la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne; 14 de chaque côté, avec un président, pris en dehors, qui aura voix départageante ;

4° Les membres actuels du bureau sont et seront :

Président-arbitre : Le très honorable Lord James de Hereford, P. C.

Propriétaires de mines ou représentants des propriétaires de mines : MM. Alfred Hewlett, Henry Bramall, Henry Fairclough, A. Curra Briggs, Alfred J. Holiday, A. G. Barnes, J. A. Longden, Fitz Herbert Wright, Henry Dennis, Frank Rigby, capitaine W. B. Harrisson.

Mineurs ou représentants des mineurs : MM. Enoch Edwards, Samuel Woods, William Parrott, M. P. John Wadsworth, Jesse Butler, Albert Stanley, William Johnson, James Haslam, William E. Harvey, John George Hancock, Aaron Stewart, Edward Hughes et Fred Hall.

M. Alfred Hewlett sera président et M. Enoch Edwards vice-président.

Lorsqu'une vacance se produira, pour quelque cause que ce soit, dans le bureau, cette vacance sera comblée dans le mois par le corps qui a nommé le membre dont la place devient vacante. Notification de cette nomination sera aussitôt donnée aux secrétaires. A sa première réunion, le bureau

(1) Extrait d'un mémoire de B. Raynaud (*Musée social*, avril 1905).

essaiera de se mettre d'accord sur un président-arbitre, et si les parties n'y peuvent parvenir, demandera au président alors en fonctions de la Chambre des Communes d'en nommer un ; la personne ainsi nommée sera immédiatement élue président du bureau.

Au cas de mort, résignation ou démission du premier ou de tout autre arbitre ultérieur, le bureau essaiera de se mettre d'accord sur son successeur, et s'il n'y peut parvenir, demandera au président alors en fonctions de la Chambre des Communes de le nommer, et la personne ainsi nommée sera immédiatement élue président du bureau.

5° Le bureau arrêtera un prix de vente comme correspondant à un certain taux de salaires.

6° Les modifications dans le prix de vente du charbon ne seront pas le seul facteur qui motivera les décisions du bureau, mais l'un de ces facteurs seulement : chaque partie a le droit de mettre en avant toutes les raisons pour lesquelles, malgré un changement dans le prix de vente, il n'y aurait pas lieu à une modification dans le taux des salaires.

7° Les réunions du bureau se tiendront à Londres ou en tout autre endroit que le bureau pourra fixer d'une fois sur l'autre, le ou vers le (selon la décision du bureau) dernier mardi de janvier, le dernier mardi d'avril, le dernier mardi de juillet et le dernier mardi d'octobre de chaque année. et toutes les autres fois selon qu'il sera nécessaire, d'après les dispositions de la clause 11 de ce règlement. Mais aucune modification dans le taux des salaires ou dans les présentes règles ou aucun des objets visés par la clause 4 ci-dessus ne devra être examiné qu'aux seules réunions trimestrielles.

8° Les éléments constituant le bureau, c'est-à-dire les propriétaires de mines ou leurs représentants et les mineurs ou leurs représentants, seront ci-après désignés pour abréger par l'expression « les Parties ».

9° Chaque partie élira son secrétaire pour la représenter dans l'expédition des affaires du bureau et en donnera notification écrite au secrétaire de l'autre partie : ces secrétaires resteront en fonctions jusqu'à démission ou révocation par la partie qui les a nommés. Les secrétaires assisteront à toutes les séances du bureau et auront droit de prendre part à la discussion, mais ils n'auront droit de ne présenter ou d'appuyer aucune résolution, ni de voter sur aucune question pendante devant le bureau.

10° Ils convoqueront conjointement à toutes les réunions du bureau. Les règles du bureau et les procès-verbaux seront tenus et transcrits ou imprimés en double registre ; chaque registre sera signé par le président-arbitre, le président ou vice-président, ou toute autre personne ayant, selon les cas, la présidence de la réunion à laquelle ces procès-verbaux seront lus et approuvés. Un des deux cahiers sera conservé par chacun des secrétaires. Les secrétaires feront la correspondance respectivement pour leur partie et conjointement pour le bureau.

11° Les secrétaires, sur une demande écrite de l'une des parties, faite par le président et le secrétaire de cette partie, de modification dans le taux des salaires ou de modification des présentes règles, ou pour un des objets visés à la clause 4, convoqueront une réunion du bureau dans les vingt et un jours,

à la date et à l'endroit qu'ils auront choisis d'accord. La convocation pour la réunion portera clairement l'objet de la réunion.

12° Le président, ou en son absence le vice-président, préside toutes les réunions auxquelles le président arbitre n'est pas présent comme il est dit ci-dessous. Au cas d'absence à la fois du président et du vice-président, un membre du bureau sera élu par la majorité pour présider la réunion. Le président, le vice-président ou tout autre président occasionnel, votera comme membre du bureau, mais n'aura aucun vote spécial pour départager. Quand le président arbitre est présent, il présidera et aura voix pour départager.

13° Toutes les questions seront en première instance soumises au bureau et examinées par lui; c'est le désir et l'intention des parties de trancher toutes les difficultés et différends qui pourraient se produire par accord amiable si possible. Si les parties ne peuvent s'entendre dans le bureau, en ce cas, sauf le cas prévu à la clause 5 ci-dessus, la réunion sera ajournée pour une période n'excédant pas les 21 jours et le sujet en litige sera plus au long discuté par les représentants des deux parties; le président arbitre sera convoqué par les secrétaires à la réunion ajournée, à laquelle l'affaire sera de nouveau discutée; au cas de non-accord entre les parties dans le bureau, le président arbitre devra soit donner sa voix pour départager sur la question à la réunion ou la communiquer aux secrétaires; en ce cas, le conflit sera terminé et les parties liées; soit, s'il le juge à propos, renvoyer au bureau la question qui lui avait été soumise, avec ou sans l'expression de son opinion sur la matière, pour plus ample examen. En ce cas, le bureau devra se réunir dans les sept jours, et à cette réunion l'une des parties pourra soumettre les mêmes ou d'autres propositions, et si les parties ne peuvent se mettre d'accord, la question en litige sera de nouveau soumise au président arbitre dans une réunion ultérieure du bureau que les secrétaires réuniront dans les quatorze jours. A cette réunion, le président arbitre pourra soit donner sa voix qui départagera ; en ce cas, le conflit sera terminé et les parties liées ; soit renvoyer, et ainsi de suite, au bureau toute question soumise à lui dans les conditions sus-énoncées. Aussi souvent qu'une question sera ainsi renvoyée au bureau, les dispositions de cette clause seront applicables. Aucune des questions se présentant dans le cas de la clause 5 ci-dessus ne pourra être renvoyée au président arbitre d'après les clauses présentes.

14° Toutes les questions soumises au bureau seront traitées par écrit et instruites avec toute explication ou preuve verbale ou écrite de l'une ou l'autre partie que le bureau voudra admettre.

15° Tous les votes seront recueillis aux réunions du bureau à mains levées. Lorsqu'à une réunion du bureau les parties ayant droit de vote seront en nombre inégal, tous les membres auront le droit de prendre entièrement part à la discussion des questions portées devant elles ; mais un nombre égal de membres pourront seuls voter. La désignation des membres de

chaque partie qui sont en trop se fixe par le sort, à moins qu'il n'en soit décidé autrement.

16° Chaque partie supportera et paiera les frais de ses propres représentants et son secrétaire; mais les frais et dépenses du président arbitre, de papeterie, de registres, d'impression, de location de salles pour les réunions, seront supportés par les deux parties par parts égales.

Les deux secrétaires du bureau,

THOS. RATCLIFFE ELLIS, THOMAS ASTON.

ANNEXE IV.

LA GRÈVE DE L'ANTHRACITE (1)

Décisions de la Commission.

Le Président Roosevelt a fait publier, le 21 mars 1903, le rapport, depuis si longtemps attendu, de la Commission sur la grève de l'anthracite.

La décision ou sentence, prise à l'unanimité de ses membres, stipule une paix de trois années, à compter du 1er avril 1903, entre le capital et le travail dans le bassin houiller anthracifère de la Pensylvanie.

Le travail de la Commission est, à un très haut point, une œuvre de conciliation.

On trouvera ci-après les termes mêmes du dispositif et une analyse des recommandations ou conseils donnés par la Commission; aussi nous bornerons-nous à appeler l'attention sur les plus importantes résolutions :

Les salaires des ouvriers payés à la tâche sont fixés, à partir du 1er avril 1903, à 10 *p.* c. au-dessus des prix d'avril 1902.

Les ouvriers travaillant à la journée obtiennent la journée de *neuf* heures, avec le maintien des salaires gagnés antérieurement avec la journée de dix heures.

On se rappelle que les mineurs demandaient au commencement de la grève : 20 p. c. de hausse sur les salaires des ouvriers à la tâche et la journée de huit heures pour les ouvriers à la journée. Par la suite, ils réduisirent leurs revendications de moitié. La Commission a accepté ces revendications réduites.

Elle a fait plus, et elle admis le principe d'une échelle mobile des salaires — avec pour minimum les prix fixés plus haut. — A chaque plus-value de 5 cents au-dessus du prix de 4,50 dollars du charbon de base correspondra une augmentation de 1 p. c. des salaires.

Ce système a l'avantage de faire participer les ouvriers aux bénéfices de l'exploitation, mais il est craindre qu'il ne leur donne à l'usage complète satisfaction. Il est curieux de le voir adopter en Pensylvanie juste au moment où les mineurs du pays de Galles, mécontents de son application, en demandaient la suppression et en adoucissaient les variations trop brusques par la création d'un Comité de conciliation arbitrale.

La Commission a décidé la création d'un Comité de conciliation permanent, chargé d'arbitrer les différends survenus entre patrons et ouvriers, qui n'auraient pu être réglés directement.

---

(1) Circulaire n° 2462 du Comité des houillères de France.

Si ces décisions sont de nature à donner satisfaction aux ouvriers, il n'en sera sans doute pas de même de la décision par laquelle la Commission a écarté les prétentions de l' « Union générale des mineurs d'Amérique » qui avait prétendu s'imposer au commencement de la grève, et a affirmé l'égalité absolue des ouvriers non syndiqués et syndiqués.

Les décisions de la Commission s'appliqueront jusqu'au 31 mars 1906.

Voici, d'ailleurs, les termes mêmes de la *Sentence* :

Salaires.

La Commission a fixé comme salaires de base ceux du mois d'avril 1902.

1° Pour la période (1er novembre 1902 — 1er avril 1903) les salaires de tous les ouvriers indistinctement sont relevés de 10 p. c. comptés sur les salaires de base. Les sommes dues aux ouvriers pour cette période leur seront versées avant le 1er juin 1903 ;

2° A partir du 1er avril 1903, le régime est variable suivant les catégories d'ouvriers.

Les mineurs travaillant à la tâche conserveront l'augmentation de salaire de 10 p. c.

Les mécaniciens employés à l'exhaure auront la journée de huit heures, avec les salaires de base. Mais ceux qui ont déjà la journée de huit heures la conserveront et obtiendront l'augmentation de salaire de 10 p. c.

Les mécaniciens autres que ceux employés à l'exhaure, qui sont à des postes où le travail est ininterrompu auront une augmentation de 5 p. c. En outre il seront relevés de leur travail le dimanche, sans perte de salaire, par un homme que fournira l'exploitant pour les remplacer pendant les heures de jour.

Les chauffeurs auront la journée de huit heures avec les salaires de base.

Tous les autres ouvriers auront la journée de *neuf* heures avec les salaires qui leur étaient payés en avril 1902 pour la journée de dix heures. Les heures supplémentaires seront payées à un taux proportionnel.

Tant que cette décision sera en vigueur, les méthodes actuellement employées pour le paiement du charbon seront maintenues, à moins de changements par convention mutuelle.

Règlement des conflits.

Tout désaccord ou toute difficulté se présentant dans l'interprétation et l'application de cet arbitrage ou provenant d'une façon quelconque des rapports entre patrons et ouvriers, qui ne pourrait se régler directement par une conférence entre le directeur de la mine et les mineurs intéressés, ou qui serait d'une trop grande importance pour qu'on puisse arriver à un arrangement direct, *sera porté* devant un Comité mixte permanent, portant le nom de *Comité de conciliation,* composé de six personnes nommées comme il va être dit :

Le bassin sera divisé en trois districts ayant chacun une organisation représentant la majorité de ses ouvriers mineurs.

Le Comité de conciliation comprendra pour chaque district un représentant de l'association ouvrière et un représentant des exploitants.

Le Comité de conciliation ainsi constitué entreprendra de résoudre et examinera toutes les questions qui lui seront soumises ; il entendra les deux parties dans leurs dires contradictoires et les témoignages qui pourraient lui être présentés par l'une ou l'autre partie ; et toute décision, prise à la majorité de ce Comité de conciliation, sera définitive et obligatoire pour toutes les parties. Si, cependant, le Comité ne pouvait pas décider sur une question soumise ou sur un point s'y rapportant, cette question ou ce point sera porté devant un *umpire* (tiers arbitre), à nommer sur la demande dudit Comité, par un des *Circuit Judges* de la *Third Judicial Circuit* des États-Unis, arbitre dont la sentence sera définitive et obligatoire. Le nombre des membres du Comité sera toujours tenu au complet, les organisations de patrons ou de mineurs ayant le droit, lorsqu'une controverse n'est pas en suspens, de changer leur représentation au dit Comité. A toutes les audiences, devant le Comité, les parties peuvent être représentées par la personne ou les personnes qu'elles choisiraient respectivement.

Aucune suspension de travail n'aura lieu, par *lock-out* (1) ou par grève, en attendant la décision sur une question ainsi soumise à l'arrangement.

Lorsqu'une majorité des mineurs d'un charbonnage, travaillant sur contrat, le demandera, des *check-weighmen* (peseurs-vérificateurs pour les ouvriers) ou *check-docking bosses* (directeurs-contrôleurs des pesées), ou l'un et l'autre seront employés. Les salaires desdits *check-weighmen* ou *check-docking bosses* seront fixés, recueillis et payés par les mineurs de la manière qui sera choisie par ceux-ci, en un vote de la majorité, et sur la demande desdits mineurs les patrons payeront les salaires fixés pour les *check-weighmen* ou *check-docking bosses*, au moyen de déductions faites proportionnellement sur les salaires des mineurs, suivant la base que les mineurs auront déterminée.

Les wagons de mines seront distribués entre les mineurs au travail, aussi uniformément et aussi également que possible, et il n'existera aucune entente de la part des mineurs ou ouvriers de mine, pour limiter la production ou pour réduire la qualité du travail, à moins que ces limitations de production ne soient faites d'accord entre exploitants et ouvriers.

Dans tous les cas où les mineurs sont payés au wagon, l'accroissement de salaire accordé d'après ce contrat est basé sur les wagons en usage, le mode d'*emplissage* et les taux payés le 1er avril 1902. A tout accroissement dans la grandeur des wagons, ou dans le mode d'emplissage devra correspondre un accroissement proportionnel dans le taux de paye.

Échelle mobile basée sur les prix du charbon.

L'échelle mobile suivante recevra son effet le 1er avril 1903 et affectera tous les mineurs et ouvriers des mines intéressés dans les décisions de la

---

(1) Grève de patrons.

Commission. Les salaires fixés plus haut serviront de base à l'échelle mobile et seront un minimum.

Pour chaque accroissement de 5 *cents* au-dessus de 4.50 dollars par tn. fob. (1) dans le prix moyen du *white ash coal* (2) de grosseur au-dessus du *pea coal* (3), vendu à New-York, ou près de cette ville, entre Perth Amboy et Edgewater et constaté au *Bureau of Anthracite Coal statistics*, les ouvriers bénéficieront d'une augmentation de salaire de 1 p. c. Cette augmentation sera maintenue jusqu'à ce qu'un changement dans la moyenne du prix du charbon provoque une nouvelle modification.

Le taux du salaire ne sera, dans aucun cas, inférieur à celui fixé au paragraphe 1er de cette décision. Ainsi, lorsque le prix du charbon atteindra 4.55 dollars par *ton*, le salaire sera augmenté de 1 p. c. Lorsque le prix du charbon tombera au-dessous de 4.50 dollars par *ton*, le 1 p. c. d'accroissement sera supprimé. Lorsque, par contre, il atteindra 4.60 dollars par *ton*, un nouveau 1 p. c. sera ajouté et ainsi de suite.

Ces prix moyens seront établis, tous les mois, par un comptable ou un *commissionnaire* nommé par un des *Circuit Judges* de la *Third Judicial Circuit* des États-Unis et payé par les patrons, à un prix fixé par le juge qui le nommera, et cette allocation sera répartie entre les patrons proportionnellement au tonnage de chacune des mines.

Dans le but d'obtenir une base pour le bon fonctionnement de l'échelle mobile ci-dessus, on a décidé et jugé : que toutes les Compagnies d'exploitation déposeront immédiatement entre les mains du *Commissionner of Labor* (4) des Etats-Unis, un compte rendu vérifié des taux de rémunération payés pour chacun des emplois reconnus dans leurs Compagnies tels qu'ils existaient le 1er avril 1902.

Il ne sera refusé d'emploi à personne et il ne sera fait aucune distinction défavorable, qu'il s'agisse de membres d'une organisation de travail ou non, et il n'existera aucune distinction défavorable à un ouvrier qui ne serait pas membre d'une organisation de travail et aucune entrave ne sera apportée par des membres d'une telle organisation.

Tous les mineurs travaillant à l'entreprise seront obligés de fournir, dans un délai raisonnable, avant le jour de paye, un compte des sommes dues par eux à leurs *manœuvres;* ces sommes seront défalquées de leur propre compte et payées directement à chacun des *manœuvres* par l'exploitant. Tous les ouvriers payés recevront un compte détaillé.

Les décisions ci-dessus prises resteront en vigueur jusqu'au 31 mars 1906; et tout ouvrier, ou groupe d'ouvriers, qui violerait ces stipulations, serait sujet à une peine fixée par l'exploitant; enfin la violation des stipulations contenues en ces décisions, par le patron ou par les ouvriers, n'invaliderait pas ces stipulations.

---

(1) Il s'agit de la tonne de 2,240 livres (1,016 kil.).

(2) Qualité de l'anthracite dite *white ash* cendre blanche.

(3) Une des grosseurs adoptées (*pea*, pois).

(4) Ministre du Travail.

La Commission fait encore diverses recommandations et entres autres les suivantes :

Cessation du système du *Coal and Iron police*, ou du recrutement par les patrons d'une police spéciale, fonctionnant sous leurs ordres. Cette organisation est considérée comme étant de nature à provoquer et entretenir l'irritation. La Commission recommande de recourir, en cas de nécessité, aux autorités régulièrement constituées ;

Exécution plus stricte des lois sur le travail des enfants ;

Invitation au Gouvernement de l'État de Pennsylvanie et au Gouvernement Fédéral de fournir les moyens de faire des enquêtes obligatoires sur les difficultés de la nature de celle qui provoqua les travaux de la Commission ;

Expression du désir que la loi fédérale d'octobre 1888, relative à l'établissement d'une Commission pour régler les différends entre les Compagnies de chemins de fer et d'autres transports ordinaires, serve, sous réserve de quelques modifications, de base à l'élaboration d'une loi sur l'arbitrage, dans l'exploitation de l'anthracite. Mais la Commission se montre, sur ce point, résolument opposée à l'arbitrage obligatoire. Le principal bienfait, dit-elle, à tirer de ce vœu, consiste à pouvoir exposer, avec autorité, la véritable situation et les responsabilités devant le public, afin que l'opinion publique puisse *se cristalliser* et peser du poids de sa force. Si une Commission, telle que celle suggérée, avait pu être créée en juin de l'année dernière, ajoute-t-elle, nous croyons que la famine houillère aurait pu être évitée — sûrement les souffrances et les privations eussent été largement atténuées.

La commission ne considère pas qu'il entre dans ses attributions de trancher la question de reconnaissance de l'*Union générale des Mineurs d'Amérique*, qui n'est pas portée en l'instance introduite devant elle ; toutefois, elle pense qu'une convention qui serait passée entre patrons et ouvriers en s'inspirant de concessions réciproques pourrait renfermer d'heureux éléments de conciliation pour l'avenir. Il est vrai que la constitution actuelle de l'*Union des Mineurs* n'inspire pas assez confiance aux patrons pour qu'ils désirent entrer en rapports avec elle.

Le trade-unionisme est une question importante et si l'énergie des patrons s'applique à décourager et à réprimer les groupements ouvriers, on ne pourra être surpris de voir que les hommes les plus radicaux sont les plus écoutés. Les conflits sont mieux résolus par des négociations du patron avec un comité élu par ses ouvriers. Mais pour avoir droit à la reconnaissance de son existence, l'organisation ouvrière doit accorder aux droits du patron la même reconnaissance qu'elle demande pour elle-même et pour ses membres. Elle ne doit pas tenter, soit de s'arroger, soit d'entraver la direction des affaires du patron.

Enfin, la Commission juge inadmissible que des ouvriers d'une industrie, en s'associant volontairement en une union, acquièrent autorité sur les autres ouvriers qui n'ont pas cru devoir faire partie de l'union.

SYNDICAT DES HOUILLES DE WESTPHALIE.

Texte du nouveau contrat renouvelé le 1er octobre 1903 jusqu'au 31 décembre 1915 (1).

Préambule.

Par acte notarié du 16/19 février 1893, le Syndicat Rhénan-Westphalien des Houilles, d'une part, et une série de propriétaires de charbonnages, d'autre part, se sont liés par un contrat ayant pour objet de supprimer la concurrence malsaine sur le marché charbonnier.

Cet accord, par un contrat notarié du 31 juillet/20 septembre 1893, a été prolongé expressément jusqu'au 31 décembre 1915 et ledit contrat régit actuellement les rapports entre le Syndicat et les mines signataires.

La durée de cet accord doit maintenant être de nouveau prolongée, mais étant entendu que pour tous les participants, aux lieu et place du contrat jusqu'ici en vigueur, l'entente nouvelle confirmée par le présent acte sera désormais en vigueur.

Tout d'abord, les propriétaires de charbonnages participants s'engagent entre eux et à l'égard du Syndicat Rhénan-Westphalien des Houilles à se réunir dans les assemblées prévues ci-après et à se soumettre dans les cas prévus par le contrat aux décisions de ces assemblées, ainsi qu'aux décisions des organes de l'Association (Commission *C*, Comité consultatif et tribunal arbitral).

Les soussignés conviennent en outre ce qui suit :

A. — Assemblées des propriétaires de charbonnages.

1. Les assemblées des propriétaires de charbonnages sont convoquées par la direction du Syndicat. Celle-ci doit notamment provoquer à une convocation, lorsqu'un groupe de propriétaires de charbonnages, représentant un cinquième du nombre total des voix, lui en fait la demande par écrit.

2. Dans les assemblées, chaque propriétaire de charbonnages a droit à autant de voix qu'il y a de fois 10,000 tonnes dans le chiffre de participation qui lui a été assigné;

3. Les assemblées peuvent statuer valablement si les trois quarts des voix sont représentées. Si une assemblée n'est pas en nombre, une autre assemblée doit être immédiatement convoquée, dans les formes indiquées ci-après; cette seconde assemblée peut délibérer valablement, quel que soit le nombre des voix représentées. Ce droit doit cependant être chaque fois explicitement mentionné dans la deuxième convocation.

(1) Comité des houillères de France. Circulaire n° 2624.

4. La présidence des assemblées appartient au président du Comité consultatif, ou à l'un des vice-présidents, ou, en cas d'empêchement de leur part, à un président choisi par l'assemblée.

5. Chaque propriétaire de charbonnages doit désigner pour assister aux assemblées un ou plusieurs représentants, à son choix.

Les représentants doivent appartenir à l'administration, à la direction de la mine, ou au conseil de surveillance dudit propriétaire de charbonnages.

L'exercice du droit de vote ne peut en tous cas être exercé que par un seul représentant. A cet effet, chaque propriétaire de charbonnages doit indiquer, sur un formulaire établi et adressé à tous par la Direction du Syndicat, les noms de ses représentants aux assemblées, en les citant dans l'ordre même d'après lequel chacun des représentants est autorisé à exercer seul, avant les autres représentants, le droit de vote accordé au propriétaire de charbonnages.

6. Chaque propriétaire de charbonnages est convoqué aux assemblées au moins trois jours à l'avance par lettre recommandée indiquant l'ordre du jour.

7. Le jour de l'expédition de cette lettre est considéré comme le point de départ du délai de trois jours et, à cet égard, le récépissé de la poste fait foi.

8. Les assemblées ont lieu au siège du Syndicat ou dans un endroit désigné par le comité consultatif.

9. Le président ouvre et ferme la séance, nomme deux scrutateurs et dirige les débats.

10. Il est rédigé un procès-verbal des délibérations : ce procès-verbal est signé par le président, les scrutateurs et ceux des membres présents ayant droit de vote qui le désirent. Il est joint à ce procès-verbal une liste, certifiée conforme par le président, des membres présents ou représentés, avec le nombre de voix dont ils disposent.

11. Il est adressé copie du procès-verbal à chaque propriétaire de charbonnages.

12. Les procès-verbaux font foi sans contestation pour les propriétaires de charbonnages.

13. Les assemblées ont, sauf dispositions contraires indiquées ci-après, à statuer sur les questions suivantes :

a) Nomination du comité consultatif ;

b) Election des membres de la Commission *C* ;

c) Délibération au sujet de la réduction à entreprendre, sur proposition de la Direction du Syndicat, pendant un temps plus ou moins long, réduction calculée pour cent et frappant dans la même proportion toutes les parts de participation ;

d) Fixation de la redevance à payer ou de l'indemnité à recevoir pour les excès et les insuffisances de débit ;

e) Fixation du montant de l'amende payable par chaque tonne du tonnage non livré par les participants (§ 8, chiffre 2) ;

f) Délibération au sujet de l'admission de nouveaux membres ;

g) Délibération au sujet des autorisations à donner à la Direction du Syndicat en vertu du § 13.

B. — Comité consultatif.

1. Chaque propriétaire de charbonnages, respectivement chaque groupe de propriétaires, a le droit de désigner, par chaque participation d'un million de tonnes, un membre du comité consultatif et un suppléant.

2. Les membres du comité consultatif et leurs suppléants sont nommés tous les ans dans la première assemblée des propriétaires de charbonnages, à savoir parmi les représentants autorisés à participer aux assemblées des propriétaires de charbonnages (A 5).

3. Ce comité consultatif élit tous les ans, dans sa première séance, un président et quatre vice-présidents.

4. Le comité consultatif est autorisé à confier à des sous-comités spéciaux le règlement de certaines questions; il règle d'ailleurs lui-même sa procédure.

C. — Commission pour la fixation des chiffres de participation (Commission).

1. La commission se compose de huit membres qui sont élus tous les ans par la première assemblée des propriétaires de charbonnages pour la période à courir jusqu'à la première assemblée de l'année suivante.

La commission élit tous les ans, dans sa première séance, un président et un vice-président; elle règle au surplus elle-même sa procédure. Elle peut délibérer d'une façon valable, lorsque cinq au moins des membres ayant droit de vote sont présents.

2. En cas de cessation des fonctions par un membre au cours de son mandat, l'assemblée suivante des propriétaires de charbonnages élit un remplaçant pour le reste de la période en cours.

3. Les membres, qui sont directeurs ou fonctionnaires d'un charbonnage ou Société, ne peuvent coopérer aux décisions concernant leur charbonnage ou Société.

4. Si les membres, dans un cas donné, se trouvaient ne plus répondre en nombre suffisant aux conditions exigées, l'assemblée des propriétaires de charbonnages aurait à désigner des remplaçants spéciaux à ce cas.

5. La Commission prend ses délibérations à la majorité des voix; en cas de partage des voix, le président du Comité consultatif décide.

Vente en commun et exceptions à ce régime.

§ 1.

1. Les propriétaires de charbonnages soussignés vendent la totalité de leurs produits en houilles, cokes et briquettes au Syndicat Rhénan-Westphalien des Houilles, qui contracte de son côté l'obligation de leur prendre et de revendre la totalité de ces produits conformément aux dispositions fixées ci-après.

Cet engagement s'applique à tous les produits qui seront extraits des concessions des propriétaires de charbonnages ou par l'intermédiaire d'un de leur puits, y compris toutes les concessions et tous les puits qu'un propriétaire de charbonnages se trouvera acquérir en toute propriété ou en location ou par tout autre procédé qui leur en permette l'utilisation.

Les exploitants ne peuvent non plus ni extraire ni laisser extraire par leurs puits de charbons provenant de concessions qui appartiennent à un non-adhérent de la présente Association — à moins que, lors de la conclusion du présent contrat d'autres accords avec le Syndicat ne soient déjà en vigueur —; ils ne peuvent pas davantage, sans autorisation préalable de l'assemblée des propriétaires de charbonnages, aliéner des concessions ou puits à des non-adhérents.

Cette autorisation doit être accordée, s'ils fournissent au préalable des garanties que, par suite de cette aliénation, il ne sera pas nui au respect des engagements imposés par ce contrat à l'aliénant (et notamment de ses obligations de livraison et de versement de redevances), et, que cette aliénation n'aura pas non plus pour effet d'accroître les obligations de prise en livraison contractées par le Syndicat. Le respect des engagements contractuels de l'aliénant est réputé garanti, lorsque un acquéreur parfaitement solvable prend d'une façon valable, vis-à-vis de tous les participants — qui en pareil cas sont représentés par la Direction du Syndicat et par elle seule — l'engagement de livrer au Syndicat les charbons extraits des concessions en question en quantité égale et sous les mêmes obligations de redevances que si le membre du Syndicat n'avait pas procédé à cette aliénation.

Les contractants ne sont en aucun cas astreints à admettre l'acquéreur comme membre de la présente Association.

2. Sont exceptés de la vente au Syndicat :

a) Les charbons, cokes et briquettes nécessaires pour la propre exploitation des charbonnages — la consommation propre — c'est-à-dire les quantités qui sont anéanties de telles façon qu'elles ne puissent plus paraître sur le marché sous la forme d'un autre produit combustible.

Pour les propriétaires de charbonnages qui, au moment de la conclusion du présent contrat, sont en même temps possesseurs d'usines métallurgiques, les produits nécessaires aux diverses consommations de leurs usines et des dépendances de celle-ci sont considérés comme consommation propre;

b) Les charbons, cokes et briquettes nécessaires pour l'exploitation des installations propres des propriétés de charbonnages, telles que fours à coke avec et sans récupération des sous-produits, distilleries de goudron, usines à gaz et gazogènes, fabriques de briquettes, fours à briques, etc., mais seulement si ces installations sont en contact immédiat avec une fosse d'extraction appartenant au même exploitant et régie par le présent contrat.

La Commission *C* décide, en cas de contestation, si les conditions exigées sont réellement remplies par une exploitation.

Cette décision peut être attaquée conformément aux dispositions du § 2, chiffre 3.

c) Les charbons, cokes et briquettes débités à titre de vente locale, à condition que des usines voisines ne soient pas de cette manière régulièrement alimentées. Ne sont réputés produits débités à titre de vente locale que les produits réellement consommés dans la région où ils ont été livrés, et non réexpédiés plus loin par voie ferrée.

d) Les charbons, cokes et briquettes, donnés en vue du chauffage domestique aux employés et ouvriers ou distribués à titre charitable;

e) Les cokes provenant de la fabrication du gaz.

3. Aucun propriétaire de charbonnages n'a le droit d'employer, pour l'exploitation des installations désignées en 2 *b*) ou pour la vente locale, des charbons, cokes et briquettes extraits ou fabriqués par une fosse d'extraction non régie par le présent contrat.

4. Les houilles, cokes et briquettes désignés en 2 *a*), *b*), *c*), *d*) et *e*) sont soumis, quant à leur tonnage, au contrôle du Syndicat, et ces quantités doivent lui être indiquées jusqu'au 5 du mois qui suit leur livraison.

Toutefois, ne sont imputées sur les chiffres de participation que les quantités visées en 2 *b*), *c*) et *d*).

La fixation du prix minimum pour les charbons, cokes et briquettes qui font l'objet de ventes locales est soumise à l'approbation de la Direction du Syndicat.

5. Les propriétaires de charbonnages contractants s'engagent à s'abstenir, pendant la durée du présent contrat, de toute vente de houilles, cokes et briquettes à des tiers, sauf exceptions expressément prévues; ils s'engagent, au contraire, à transmettre immédiatement au Syndicat toute commande à eux adressée et toute demande directe, et à laisser au Syndicat le règlement de l'affaire. Mais la Direction du Syndicat a le droit de provoquer la coopération de l'un quelconque des propriétaires de charbonnages à la conclusion d'un marché ou au règlement de contestations.

6. Les engagements de livraisons pris directement par les propriétaires de charbonnages contractants avant la conclusion du présent contrat doivent être exécutés par les propriétaires de charbonnages eux-mêmes. Cette disposition s'applique de même aux relations avec le Syndicat westphalien des cokes et l'Association de vente des briquettes, aussi longtemps que subsistent ces sociétés; toutefois, les propriétaires de charbonnages s'engagent vis-à-vis du Syndicat des houilles, jusqu'à la liquidation de tous ces engagements, à indiquer au Syndicat, avant le 5 de chaque mois, le tonnage ainsi livré pendant le mois écoulé; ces indications sont, elles aussi, soumises au contrôle du Syndicat et le tonnage en question vient en déduction de la participation de l'intéressé.

7. En outre, les propriétaires de charbonnages sont astreints à adresser à la Direction du Syndicat, dans les délais indiqués par celle-ci, tous les relevés désirés relativement à l'extraction du charbon, à la fabrication des cokes et briquettes, à leur débit et à leur consommation.

8. La Direction du Syndicat a le droit d'acheter et de revendre des charbons, cokes et briquettes à des mines qui ne font pas partie du Syndicat.

Participation des propriétaires de charbonnages au débit total et réglementation de la participation.

§ 2.

1. Pour les membres jusqu'ici adhérents et qui, lors de la conclusion du présent contrat, ne sont pas possesseurs d'usines métallurgiques, la base de la participation au débit total est le chiffre de participation qui leur avait été accordé jusqu'ici.

Pour tous les autres propriétaires de charbonnages, la participation est réglée d'un commun accord lors de la conclusion du présent contrat.

2. Lorsque l'état du marché permettra la prise en livraison de l'intégralité du tonnage résultant de la participation de tous les membres, conformément au § 1er, et lorsque l'allocation de plus fortes participations au débit ne peut momentanément avoir pour conséquence aucune diminution générale des parts de participations conformément au chiffre 7 ci-après, la Direction du Syndicat doit, par lettre recommandée, porter cette situation à la connaissance des intéressés.

La Direction doit en même temps évaluer le tonnage supplémentaire dont elle a approximativement besoin, par rapport au chiffre de participation intégral, et elle doit mettre à la disposition des diverses mines le tonnage, calculé au prorata de leurs participations, qui leur revient ainsi. Les tonnages supplémentaires indiqués aux intéressés n'entrent en vigueur d'une façon permanente à titre de majoration de leurs participations, que s'ils sont effectivement livrés chaque mois pendant six mois consécutifs. L'augmentation de participation qui en est la conséquence est alors communiquée aux charbonnages par la direction du syndicat. En cas de contestations, la décision de la commission C doit être provoquée. Toutes les majorations de participation effectuées doivent être portées à la connaissance de la prochaine assemblée des propriétaires de charbonnages.

3. La voie de l'appel au comité consultatif est ouverte contre les décisions de la commission C aussi bien au propriétaire de charbonnage qu'à la direction du syndicat. Cet appel ne peut être interjeté que dans un délai de quatre semaines à dater du jour de la notification faite par lettre recommandée; l'appel est adressé à la direction du syndicat, ou, si c'est la direction qui fait appel, au président du comité consultatif. La direction du syndicat est obligée de faire appel, si l'assemblée des propriétaires de charbonnages en a ainsi décidé.

4. Chaque exploitant est astreint à la livraison conformément à sa participation, à moins qu'il n'ait, au moins quatre semaines à l'avance, demandé à la direction du syndicat une réduction de son chiffre de participation. La direction doit donner une suite favorable à cette demande.

Les demandes tendant à une réduction temporaire du chiffre de participation ne sont pas admisibles.

5. Plusieurs fosses, appartenant à une société, sont considérées comme un ensemble au point de vue da la fixation des chiffres de participation.

6. Peuvent réclamer le même traitement, les associations de vente qui

existaient avant le 1er novembre 1902 et qui, avant cette date ont été déclarées à la direction du syndicat, à la condition qu'elles réclament le bénéfice de ce traitement, pour chaque exercice, au plus tard dans la première assemblée des propriétaires de charbonnages de l'exercice.

Si cette déclaration n'est pas faite au début d'un exercice, l'association de vente est définitivement dissoute. De même, cesse de faire partie d'une association de vente, toute mine qui devient la propriété d'une autre association de vente.

7. Lorsque l'état du marché ne permet pas la prise en charge du tonnage résultant de la participation totale en tenant compte des dispositions du paragraphe 1er, il y a lieu, par voie de délibération de l'assemblée des propriétaires de charbonnages, de procéder à une réduction calculée en pour cent et frappant dans la même proportion toutes les parts de participation.

8. Lorsque le syndicat ne prend pas livraison en proportions égales du tonnage auquel ont droit les intéressés, ceux des propriétaires de charbonnages qui se sont vu commander des tonnages proportionnellement trop forts doivent, pour le tonnage livré en excès, payer une redevance au Syndicat ; au contraire, ceux des propriétaires de charbonnages qui re sont vu commander des tonnages proportionnellement trop faibles, n'ont droit, de la part du Syndicat, pour le tonnage manquant, qu'à l'indemnité fixée par le chiffre 10.

9. La direction du Syndicat relève tous les mois l'insuffisance ou l'excès des commandes par rapport à la participation totale ; elle calcule en conséquence la part de participation revenant à chaque charbonnage, et elle communique tous les mois aux charbonnages de quelles quantités ils ont dépassé la part de participation qui leur revenait ou de quelles quantités ils sont restés en deça. Le règlement en espèces n'a lieu, au contraire, qu'après la clôture de chaque année civile, sur la base des participations annuelles.

10. Les taux des redevances et le taux des indemnités par tonne doivent être fixés tous les ans dans la première assemblée des propriétaires de charbonnages. Le taux des indemnités ne peut être inférieur à 1m.50 par tonne.

11. Par délibération de l'assemblée des propriétaires de charbonnages, la direction du Syndicat peut être autorisée à conclure des accords avec les intéressés en vue de la réduction volontaire de leurs parts de participation, indépendamment des dispositions qui précèdent.

Fixation des prix et des conditions de livraison, ainsi que déclaration d'accord sur les comptes.

§ 3.

Le Syndicat agit, vis-à-vis des charbonnages intéressés, ainsi qu'un acheteur pour son propre compte ; le prix d'achat se règle conformément aux dispositions du paragraphe 5.

Les pertes éventuelles sont supportées par le Syndicat.

§ 4.

La direction du Syndicat fixe les prix de vente et les conditions de vente ; mais elle doit, ce faisant, tenir compte autant que possible des prescriptions générales que le Comité consultatif arrête à titre de normes relativement à la fixation des prix et des sortes.

§ 5.

1. Se guidant d'après les prix de normes généraux déterminés par le Comité consultatif, la direction fixe des prix de prise en charge (prise d'ordre) pour toutes les qualités et sortes de chaque charbonnage syndiqué, après avoir entendu les représentants de celui-ci. Ces prix constituent le prix d'achat (Cf. § 2, al. 1er) pour les produits des charbonnages intéressés, et servent de base aux règlements mensuels avec eux.

2. Une modification des prix d'ordre ainsi fixés, aussi longtemps que le Comité consultatif maintient sans modification ses prescriptions sur les prix, ne peut être réalisée ou demandée qu'au début de chaque année comptable, sauf dans le cas où des modifications de qualités et de sortes rendent nécessaire une réglementation nouvelle.

3. Les charbonnages intéressés ont le droit, dans le delai de quatorze jours à dater de la communication, à eux faite par lettre recommandée, des prix d'ordre, d'en appeler au Comité consultatif, par l'intermédiaire de la direction, pour modification de ces prix.

4. Ce que le syndicat peut en fait obtenir comme supplément de prix, par rapport aux prix d'ordre, dans les rayons de vente incontestés, est acquis au charbonnage qui a livré ces charbons et est chaque mois inscrit à son crédit.

5. Chaque propriétaire de charbonnages est seul responsable de la bonne et régulière livraison des quantités et sortes à lui achetées par le Syndicat ; ce propriétaire supporte seul tous les frais causés de son fait par la livraison de qualités non satisfaisantes ou par toute autre erreur dans l'exécution de la commande. C'est à la direction qu'il appartient, après une information rigoureuse sur chaque cas, de décider si l'exploitant est en faute. Il peut en appeler, dans le délai de quinze jours après notification de cette décision, au Comité consultatif, par l'intermédiaire de la direction du syndicat. Le Comité consultatif, statue définitivement.

6. Les relevés à fournir mensuellement par les propriétaires de charbonnages au sujet des houilles, cokes et briquettes livrés, doivent être approuvés par le Syndicat avant le 20 du mois qui suit la livraison.

Répartition des frais de gestion.

§ 6.

1. Pour couvrir tous les frais de gestion et un déficit éventuel du syndicat, un prélèvement proportionnel, fixé en pour cent, sera fait sur les factures mensuelles ; le taux de ce prélèvement sera déterminé lorsque besoin sera par le Comité consultatif, sur la proposition de la direction.

2. La Société par actions « Syndicat Rhénan-Westphalien des houilles » a en outre pour objet l'acquisition de concessions et de parts de propriété minière, ainsi que l'exploitation d'entreprises et la participation à des entreprises de toute nature, organisées en vue de l'entrepôt, du débit et du transport de produits miniers.

Les propriétaires de charbonnages soussignés s'engagent vis-à-vis du Syndicat à couvrir les dépenses rendues nécessaires par ces nouvelles attributions ; pour couvrir ces dépenses il sera, comme pour les autres, effectué des prélèvements calculés en pour cent et frappant en proportion égale tous les relevés de comptes mensuels pour ventes de houilles, cokes et briquettes ; en ce qui concerne ce dernier produit, après que les frais de brai auront été déduits du montant des factures. Le Comité consultatif fixera le taux de ces prélèvements selon les besoins et sur la proposition de la Direction.

Mais si les prélèvement affectés à ces objets devaient pendant une année dépasser 3 p. c. du montant des relevés de comptes annuels, l'engagement des propriétaires de charbonnages relatifs à la couverture de ces dépenses et la fixation des prélèvements à effectuer dépendraient d'une délibération de l'assemblée des propriétaires de charbonnages, décision qui, pour être valable, devrait rallier une majorité des neuf dixièmes des voix représentées.

Surveillance.

§ 7.

La Direction a le droit de surveiller le chargement et de prendre connaissance des livres de commerce et correspondances des participants.

Pénalités.

§ 8.

1. Au cas où l'un des propriétaires contractants aura, par dérogation aux dispositions du § 1er, vendu des houilles, cokes et briquettes, sans passer par le Syndicat, il devra payer au Syndicat une amende conventionnelle de 50 marks par tonne.

2. Le propriétaire de charbonnages qui, par sa faute, n'effectue pas les livraisons auxquelles il s'est engagé, peut être condamné à une amende dont le montant par tonne non livrée sera fixé pour chaque exercice par l'assemblée.

3. Pour toute violation de quelque autre clause du présent contrat, chacun des propriétaires contractants s'engage à payer au Syndicat une amende conventionnelle de 1,000 marks pour chaque cas de contravention.

4. Toutes les pénalités sont prononcées, sur la proposition de la Direction, par le Comité consultatif ; il peut, dans le délai de quatorze jours à dater de la notification, en être appelé à l'assemblée des charbonnages par lettre recommandée envoyée au président du Comité consultatif par l'intermédiaire de la Direction du Syndicat.

5. L'assemblée a le droit, dans des circonstances spéciales, d'abaisser jusqu'à 100 marks l'amende conventionnelle par contravention.

6. La notification (chiffre 4) a lieu par lettre recommandée.

7. Le paiement des amendes conventionnelles doit avoir lieu aussitôt après la notification.

8. Dans le cas où l'amende n'est pas payée, la Direction est autorisée à retrancher le montant de l'amende du décompte mensuel du charbonnage.

9. Outre l'amende conventionnelle, le syndicat peut aussi réclamer le remboursement du dommage causé.

Rapports avec les producteurs de cokes et de briquettes.

§ 9.

Si, par suite du non-renouvellement des contrats jusqu'ici en vigueur entre le Syndicat des houilles et le Syndicat des cokes et l'Association de vente des briquettes, le Syndicat des houilles se charge d'écouler les cokes et briquettes, les producteurs de cokes d'une part, les producteurs de briquettes, d'autre part, se combinent en groupes spéciaux et se soumettent aux dispositions contenues dans les annexes A et B.

Tribunal arbitral.

§ 10.

En cas de contestations entre un propriétaire de charbonnages et le Syndicat ou ses organes sur l'interprétation du présent contrat, ou sur le montant des chiffres de participation et des prix d'ordre, la dificulté est tranchée par un tribunal arbitral, à l'exclusion des voies de droit

Dans tous les cas, le Syndicat, représenté par la Direction, est autorisé à se constituer partie au procès soit comme défendeur, soit comme demandeur.

Chacune des parties désigne un arbitre; les deux arbitres désignés choisissent un troisième arbitre qui les préside.

Si les deux premiers arbitres ne s'entendent pas sur le choix du troisième, celui-ci est désigné par le président du tribunal civil d'Essen.

Le tribunal arbitral se prononce à la majorité des voix.

Si le tribunal arbitral fait attendre une sentence, chacune des parties, après avoir sans succès adressé au président une réclamation indiquant un délai d'un mois, est autorisée à renoncer à la procédure arbitrale et à recourir aux voies de droit ordinaires.

Point de départ et durée du contrat.

§ 11.

Les dispositions du présent contrat entrent en vigueur le 30 septembre 1903, et toutes les demandes qui, à cette date, n'ont pas encore eu pour réponse une augmentation définie du chiffre de participation sont réputées liquidées.

§ 12.

Le présent contrat est conclu jusqu'au 31 décembre 1915, à la condition que toutes les mines dissidentes — en particulier les mines appartenant à des usines — produisant plus de 120,000 tonnes, adhèrent au contrat avant le 31 décembre 1903. Si cette adhésion se produit en temps voulu, le contrat est réputé renouvelé jusqu'au 31 décembre 1915 étant entendu que si aucun des contractants ne proteste, par lettre adressée à la Direction, un an avant l'expiration du contrat, celui-ci sera réputé prolongé pour dix nouvelles années.

Si l'adhésion ne se produit pas en temps voulu, le contrat expirera le 31 décembre 1903.

Si au cours de la durée prévue l'un des propriétaires de charbonnages soussignés vient à disparaître, par décès ou faillite, ou fait valoir avec succès un motif de résiliation anticipée,, fondée en droit, toutes les dispositions du présent contrat n'en resteront pas moins en vigueur pour tous les autres adhérents.

§ 13.

Si la Direction du Syndicat l'estime nécessaire, pour atteindre ou assurer le but du Syndicat, l'assemblée des propriétaires de charbonnages peut, sur sa demande, décider que le Syndicat doit entrer en lutte contre la concurrence.

En pareil cas, la Direction est autorisée à assurer le débit de tous les produits charbonniers qui sont à sa disposition, et toutes les dispositions du présent contrat qui nuiraient à ce résultat cessent jusqu'à nouvel ordre d'être appliquées.

Pour qu'une telle délibération, ou son abrogation, soit valable, la majorité des trois quarts des voix est nécessaire.

Pendant que cette délibération est en vigueur, les derniers prix d'ordre en usage sont applicables aux règlements de comptes avec les propriétaires de charbonnages. Tous les faux frais et pertes qui en résultent pour le Syndicat seront couverts par des prélèvements calculés en pour cent et opérés en proportion égale sur les relevés mensuels des comptes des propriétaires de charbonnages.

§ 14.

Si un propriétaire de charbonnages cesse prématurément, pour un motif quelconque fondé en droit, d'adhérer au présent contrat, il est tenu d'adresser, dans les quatre semaines, à la Direction du Syndicat, une déclaration de transfert relative à ses actions de la société par actions *Syndicat Rhénan-Westphalien des houilles*. S'il n'agit pas ainsi ou si la société par par actions n'approuve pas le transfert désiré, il doit céder ses actions au Syndicat, qui lui paie le prix qui serait payable, d'après l'article 20 des statuts, si la société par actions venait à être liquidée au moment de son départ.

Annexe A.

Pour les propriétaires de charbonnages qui produisent du *coke*, sont en vigueur, outre les dispositions générales du contrat, les dispositions spéciales que voici :

a) Pour toutes les décisions confiées d'après cette annexe à l'assemblée des propriétaires de charbonnages — en particulier fixation de la participation au débit du coke et réglementation de cette participation, élection de la Commission des cokes — n'ont voix délibérative dans les assemblées que les représentants (Cf. A, chiffre 5 du contrat) des membres qui fabriquent des cokes.

Chacun des membres fabriquant des cokes a droit à une voix par 1,000 de la participation qui lui a été assignée.

Lorsqu'il s'agit de décisions de cette nature, la Direction du Syndicat doit convoquer l'assemblée des propriétaires de charbonnages dès que les producteurs de coke représentant un cinquième des voix prévues à l'alinéa précédent le demandent. Les assemblées délibèrent valablement lorsque les trois quarts de ces voix sont représentées.

b) Pour les membres jusqu'ici adhérents au Syndicat des cokes, le dernier chiffre de participation qui leur avait été accordé par le Syndicat est pris pour base de leur participation au débit total des cokes.

c) Si un propriétaire de charbonnages réclame l'augmentation de cette participation, ou si un propriétaire de charbonnages veut commencer à fabriquer du coke, il doit déclarer à la Direction, six mois à l'avance, l'augmentation ou la participation qu'il demande, celle-ci devant rester dans les limites de la participation réglée au § 2 du contrat.

La demande est réglée par la Commission des cokes ; celle-ci, dans le cas où il s'agit d'admettre un siège d'extraction autonome au nombre des producteurs de coke, n'examine que la possibilité technique de la production annoncée et l'état général du siège d'extraction en question ; dans tous les autres cas, elle doit en outre examiner si l'allocation de la participation demandée ne doit pas avoir pour conséquence aucune réduction des autres chiffres de participation.

Lors de l'admission d'un siège d'extraction autonome au nombre des producteurs de coke, la première participation ne doit pas dépasser 100 mille tonnes par an.

Les dispositions du § 2 du contrat sont applicables.

Le débit et l'augmentation de la participation doivent dater du 1er avril ou du 1er octobre de chaque exercice.

Pour les nouveaux adhérents au contrat, le contrat d'admission règle le montant et le point de départ de la participation.

Dans *tous* les cas, pour les mines appartenant à des usines, le tonnage correspondant à la consommation de l'usine doit être traité, lors de la fixation de la participation, comme s'il n'appartenait pas à la production.

d) Les houilles nécessaires pour la fabrication du tonnage de participation en coke sont régies par le § 1er, chiffre 2*b* et chiffre 4, du contrat, et, par

conséquent, ne sont pas soumises aux prélèvements syndicataires généraux (§ 6 du contrat).

e) Si un propriétaire de charbonnages demande la réduction de la participation au débit du coke. il doit le déclarer au moins quatre semaines à l'avance à la direction du syndicat.

L'obligation de livrer les qualités déjà vendues par la direction n'est pas modifiée par l'alinéa précédent.

Les demandes de réduction temporaire sont inadmissibles, à moins qu'il ne s'agisse de réparer les fours.

Mais, même en pareil cas, elles doivent être limitées à une durée déclarée à l'avance. La décision incombe à la Commission des cokes. Le § 2 du contrat est applicable.

f) Abstraction faite de la réduction prévue au § 2, chiffre 7, du contrat, et à côté d'elle, il peut être procédé par une délibération de l'assemblée et sur la demande du Syndicat à une réduction calculée pour cent et frappant en proportions égales toutes les parts de participation en coke.

g) Les quantités de houilles cessant, en vertu des dispositions qui précèdent (*e* et *f*), d'être affectées à la production du coke, retombent dans la catégorie des houilles qui doivent être livrées à la Direction du Syndicat et prises en charge par elle, d'après les dispositions générales du contrat.

h) Si la Direction du Syndicat, pour assurer le débit, doit vendre à des prix inférieurs aux prix d'ordre, les pertes en résultant, y compris les faux frais nécessaires pour améliorer le débit, doivent être supportées par les producteurs de coke seuls. Ces sommes sont perçues sous la forme de prélèvements calculés en pour cent et frappant en proportion égale les relevés de compte mensuels concernant les livraisons de coke.

i) La Commission des cokes se compose de huit membres qui sont élus chaque année par la première assemblée des propriétaires de charbonnages pour la période à courir jusqu'à la première assemblée de l'année suivante.

Les dispositions de la section *C* du contrat sont applicables.

Annexe B.

Pour les propriétaires de charbonnages qui produisent des *briquettes*, sont en vigueur, outre les dispositions générales du contrat, les dispositions spéciales que voici :

La plus grande partie de ces dispositions sont conçues dans les mêmes termes que celles applicables aux cokes.

La Commission des cokes *est simplement remplacée par la* Commission des briquettes.

Le dernier alinéa de l'article c) *diffère par le chiffre indiqué :* 72,000 *au lieu de* 100,000.

L'article d) *débute ainsi :*

Le chiffre de participation au débit des briquettes doit être imputé pour 92 p. c., c'est-à-dire déduction faite de 8 p. c. pour le brai, sur la participation visée au paragraphe 1er, chiffre 4, du contrat. Les houilles nécessaires, etc...

Les deux derniers alinéas de l'article e) *disparaissent.*

L'article i) *et l'article* k) *correspondent aux articles* h) *et* i) *de l'annexe relative aux cokes.*

Le reste est nouveau.

h) S'il n'est pas pris livraison également des quantités de briquettes attribuées aux intéressés, une délibération de l'assemblée des propriétaires de charbonnages (indépendamment des dispositions du paragraphe 2, chiffre 8 du contrat) peut allouer, à ceux qui se sont vu commander un tonnage trop faible, une indemnité pour le tonnage non commandé, et elle peut imposer à ceux qui ont reçu de trop fortes commandes une redevance correspondant au tonnage livré en excès. Le taux de l'indemnité et celui de la redevance, qui peuvent différer entre eux, seront fixés par tonne et égaux pour tous les adhérents.

Si le montant des indemnités, lors des règlements mensuels, se trouve dépasser le montant des redevances, l'excédent ne sera supporté que par les propriétaires de charbonnages fabriquant des briquettes; il sera perçu sous forme de prélèvements calculés en pour cent et frappant en proportion égale tous les réglements de compte mensuels relatifs aux livraisons de de briquettes.

Lorsqu'un propriétaire de charbonnages touche à ce titre des indemnités, il n'a aucun droit à l'indemnité qui pourrait lui revenir d'après le § 2, chiffre 8, du contrat, pour le tonnage de houille correspondant.

l) Le Syndicat est tenu de se procurer la totalité des quantités d'agglomérants nécessaires, et de les céder aux producteurs de briquettes au prix de revient annuel, calculé franco sur wagon à la fabrique de briquettes, et y compris les faux frais éventuels.

La répartition des agglomérants européens et transmaritimes entre les propriétaires de charbonnages doit correspondre le plus possible à leurs participations respectives au débit total des briquettes.

Les producteurs de briquettes doivent ne recourir qu'au Syndicat pour la fourniture de tous leurs agglomérants; ne sont acceptées que les quantités qu'un membre produit lui-même et consomme pour son exploitation propre.

S'il y a contestation pour savoir quelles quantités d'agglomérants doivent être attribuées à un membre, la Commission des briquettes statuera définitivement et à l'exclusion des voies de droit, sur la demande du membre ou de la Direction du Syndicat, en qualité de tribunal arbitral; elle sera, en ce cas, composée de cinq membres désignés par le sort ; elle se prononcera à la majorité des voix.

Délibération et contrat du 1er octobre 1903.

A. — Les propriétaires de charbonnages soussignés décident par les présentes : en vue de la liquidation de l'accord syndicataire actuel, le contrat du 31 juillet-20 septembre 1893 est résilié à partir du 1er octobre 1904.

La direction soussignée du syndicat accepte, de son côté, cette résiliation.

B. — Les propriétaires de charbonnages soussignés et la direction du syndicat soussignée conviennent ce qui suit :

Le contrat soumis pendant l'assemblée des propriétaires de charbonnages du 15 septembre et signé par nous doit être en vigueur entre nous à partir d'aujourd'hui et à tous égards, bien que la Société *Freie Vogel und Unverhofft* n'ait pas donné son adhésion.

Les droits et obligations de ladite société vis-à-vis de nous doivent, jusqu'à l'expiration du délai indiqué en *A*, être réglés par le contrat du 31 juillet-20 septembre 1895.

De même, la condition inscrite au paragraphe 12, paragraphe 1er du nouveau contrat, sera réputée remplie, même si *Freie Vogel Unverhofft* n'adhérait pas ultérieurement au contrat.

ANNEXE II.

MODIFICATIONS A LA LOI GENERALE SUR LES MINES DU ROYAUME DE PRUSSE (1).

(Extrait des circulaires du Comité des houillères de France).

Le projet de modifications à la loi des mines que le gouvernement prussien la présenté à la suite de la grève des mineurs wesphaliens — du printemps 1905 — et dont nous avons donné le texte dans notre circulaire n° 2857 et l'exposé des motifs dans notre circulaire n° 2871 a été notablement amendé au cours de la discussions devant le Parlement, ainsi que nous l'avons indiqué dans nos circulaires n°s 2883 et 2913.

Il nous paraît nécessaire de compléter cet ensemble de renseignements par la publication complète du texte adopté et promulgué le 14 juillet 1905, en reproduisant, pour faciliter la compréhension du texte nouveau, quelques parties du texte ancien :

Nous rappellerons que la loi prussienne se compose de douze titres :

TITRE I. — Dispositions générales.
TITRE II. — De l'acquisition de la propriété minière.
TITRE III. — De la propriété des mines
TITRE IV. — Des rapports légaux entre les cointéressés d'une mine.
TITRE V. — Des rapports juridiques entre les exploitants de mines et les possesseurs de terrains de la surface.
TITRE VI. — De la déchéance de la propriété des mines.
TITRE VII. — Des associations de prévoyance des ouvriers.
TITRE VIII. — De l'administration des mines.
TITRE XI. — De la police des mines.
TITRE X. — Dispositions relatives à la législation des diverses provinces.
TITRE XI. — Dispositions transitoires.
TITRE XII. — Dispositions finales.

La loi promulguée le 24 juin 1892 avait été motivée surtout par la grande grève ouvrière de 1889 et avait eu pour but principalement, par une série de modifications et d'adjonctions à la troisième section du titre III, relative aux *ouvriers et employés* (§§ 80 à 93), de conformer autant que possible les

---

(1) La traduction de la *Loi générale sur les mines* pour le royaume de Prusse du 24 janvier 1865 a été donnée dans les *Annales des Mines*, partie administrative, de 1868, p. 91 et suivantes. La traduction des modifications introduites dans cette loi par la loi du 24 juin 1892 a été donnée dans les *Annales des Mines*, mémoires de 1893, vol. III, p. 565 et suivantes.

prescriptions sur les relations entre exploitants et ouvriers des mines aux prescriptions générales de la *Gewerbe-Ordnung* du 1er juin 1891.

Quelques autres parties de la loi des mines furent modifiées en même temps: les droits de l'administration des mines furent précisés (§§ 77, 189, 196, 197, 192) et les dispositions pénales réformées (§§ 207, 208 et 209) (1).

La loi du 14 juillet 1905 a, elle aussi, été modifiée par une grève ouvrière (celle des houillères de Westphalie, au printemps 1905). Elle a pour but de préciser les relations des patrons et des ouvriers dans les mines, par diverses modifications aux articles 80 et 93 de la loi des mines (titre III); et par des adjonctions aux titres VIII et IX (administration des mines et police des mines), elle donne au personnel ouvrier des garanties pour ses droits et les conditions hygiéniques du travail.

Quelques modifications sont aussi apportées aux dispositions pénales du titre IX.

Texte de la loi du 14 juillet 1905, modifiant certaines dispositions de la loi générale sur les mines, des 24 juin 1865 et 24 juin 1892.

I. — TITRE III. — De la propriété des mines

Troisième Section. — *Des ouvriers mineurs* (2).

§ 80. — Les contrats de travail entre les exploitants de mines et les ouvriers sont réglés par les dispositions de droit commun, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par ce qui suit.

Il est interdit aux exploitants de stipuler dans le cas de résiliation irrégulière du contrat de travail de la part de l'ouvrier, une retenue du salaire pour un montant supérieur au salaire hebdomadaire moyen.

§ 80*a*. — Pour toute mine, y compris les établissements en dépendant qui sont soumis à la surveillance de l'Administration des mines, l'exploitant ou le représentant est tenu de publier, dans un délai de quatre semaines à dater de la mise en vigueur de la présente loi ou à dater du commencement de l'exploitation, un règlement de travail. Des règlements spéciaux peuvent être établis pour certaines divisions de l'exploitation ou pour divers groupes d'ouvriers. La publication a lieu par voie d'affiches.

Le règlement de travail doit indiquer le nom de la mine ou la désignation de l'établissement spécial auquel il se rapporte, ainsi que la date de sa mise en vigueur; il doit être signé et daté par l'exploitant ou son représentant.

Il ne peut être apporté de modifications au règlement que par la publication d'additions ou d'un règlement nouveau remplaçant l'ancien.

---

(1) Voir *Annales des Mines*, III, 1893, p. 553 et suivantes, l'analyse de ces modifications à la loi des mines.

(2) Pour plus de clarté, nous reproduisons intégralement plusieurs paragraphes de cette section, en mettant en *italiques* toutes les parties nouvelles qui modifient cette partie de la loi déjà transformée en 1892.

L'expression, Administration supérieure des mines, correspond au mot allemand *Oberbergamt*.

— Administration des mines, au mot allemand . . . . . *Bergbehörde*.

Les règlements de travail et leurs additions n'entrent en vigueur que deux semaines au plus tôt après leur publication.

L'Administration des mines peut dispenser l'exploitant, sur sa demande, de promulguer un règlement de travail ou d'y insérer quelques-unes des dispositions indiquées au paragraphe 80-*b*, si l'exploitation est peu importante ou si elle ne doit durer que peu de temps, à raison de sa nature.

§ 80-*b*. — Le règlement de travail doit renfermer des prescriptions sur les points suivants :

1° Commencement et fin de la journée de travail normale, nombre et durée des repos qui peuvent être prévus pour les ouvriers adultes; circonstances dans lesquelles, indépendamment des cas de dangers à conjurer ou de travaux urgents à exécuter, les ouvriers sont tenus dans des limites prévues, de continuer le travail au delà de la journée normale ou de faire des heures supplémentaires ; police de la descente et de la remonte des ouvriers occupés aux travaux souterrains et surveillance de ces ouvriers dans la mine;

2° Personnes chargées de fixer les salaires à la journée et de conclure des accords pour le travail à la tâche, ainsi que de constater ce travail fait ; délai dans lequel, après acceptation du travail à la tâche, l'accord doit être conclu; constatation de l'accord conclu et notification aux intéressés; circonstances dans lesquelles l'exploitant ou l'ouvrier peut demander une modification ou l'annulation de l'accord conclu, ainsi que la manière de calculer le salaire dans le cas où un accord ne serait pas intervenu pour le travail à la tâche;

3° Époque et manière d'établir le décompte des salaires et de faire la paye ; *procédure employée pour établir la proportion (dont il doit être tenu compte pour l'évaluation du salaire) des berlines chargées insuffisamment ou contrairement aux règlements ; surveillance de cette procédure par des hommes de confiance des ouvriers (art. 80-c, 2°), ainsi que représentation de l'exploitant au cours de cette procédure et recours ouvert contre l'évaluation du salaire;*

4° Lorsque les prescriptions légales (§§ 81, 82, 83) ne seront pas appliquées, délai dans lequel il peut être donné congé, ainsi que motifs par lesquels le renvoi ou le départ du travail peut avoir lieu sans congé préalable ;

5° Lorsqu'on prévoit des punitions, leur nature et leur quotité, la manière de les infliger, les représentants de l'exploitant autorisés à les infliger ainsi que le recours au sujet de ces punitions ; enfin, si les punitions consistent en amendes, manière de les percevoir et objet auxquel elles doivent être appliquées ;

6° Si une retenue de salaire est stipulée d'après la prescription de l'alinéa 2 du § 80, emploi des fonds ainsi retenus;

7° Délivrance éventuelle du matériel et des outils d'exploitation et manière de les porter en compte.

§ 80-*c*. — Dans le cas où, lors de la continuation du travail au même chantier, l'accord n'est pas conclu dans le délai à prescrire par le règlement de travail, d'après le n° 2, § 80-*b*, l'ouvrier a le droit d'exiger le décompte de son salaire sur les bases de l'accord intervenu pour le même chantier dans la période précédente.

Il est interdit, lors de l'évaluation du salaire, de déduire aucune berline chargée suffisamment et conformément aux règlements. *Les berlines chargées insuffisamment ou contrairement aux règlements doivent être portées en compte dans la mesure où leur contenu est conforme aux règlements.* L'exploitant est tenu de permettre aux ouvriers de faire surveiller, à leurs frais, par un homme de confiance choisi parmi eux par le Comité ouvrier permanent, ou bien s'il n'en existe pas, choisi par eux-mêmes, *la procédure de constatation du chargement insuffisant ou contraire aux règlements et de la proportion de ce chargement qui doit entrer en compte dans l'évaluation du salaire.* Cette surveillance ne doit occasionner aucun trouble dans l'exploitation; *en cas de différend sur ce point, l'autorité minière arrêtera, sur la plainte de l'homme de confiance, les prescriptions nécessaires.*

L'homme de confiance reste au service de la mine. Ses fonctions expirent avec son contrat de travail. L'exploitant est aussi tenu de payer par anticipation le salaire de l'homme de confiance, à la demande du Comité ouvrier permanent ou de la majorité des ouvriers intéressés. Il a le droit de retenir le salaire payé par anticipation sur celui des ouvriers intéressés, lors de la paie.

§ 80-*d*. — Le règlement de travail ne doit pas stipuler des punitions qui blessent le sentiment d'honneur ou les bonnes mœurs. *Le montant des amendes prononcées contre un ouvrier au cours d'un mois civil, du chef de chargement insuffisant ou contraire aux règlements, ne peut, en totalité, dépasser cinq marks;* toutefois, les voies de fait contre d'autres ouvriers, les attentats aux bonnes mœurs, ainsi que les contraventions aux prescriptions édictées pour maintenir le bon ordre dans l'exploitation, pour assurer celle-ci contre les accidents et pour exécuter les dispositions de la présente loi et de la Gewerbeordnung de l'Empire, peuvent être punies d'amendes allant jusqu'au montant du salaire journalier moyen. Le droit de l'exploitant à une indemnité éventuelle n'est pas atteint par la prescription précédente.

Toutes les amendes doivent être employées dans l'intérêt des ouvriers de la mine; si, pour cette mine, un Comité ouvrier permanent a été prévu, les amendes doivent être versées au profit des ouvriers à une caisse de secours à l'administration de laquelle *le Comité ouvrier permanent participera de manière que la moitié au moins des voix appartiennent aux membres élus par les ouvriers. Les règles d'emploi et d'administration doivent, après que les onvriers majeurs ou le Comité ouvrier auront été entendus, être fixées dans le règlement de travail ou dans des statuts spéciaux. Un compte rendu des recettes et de l'avoir de la Caisse doit être établi, tous les ans, dans une forme à prescrire par l'Administration supérieure des mines et doit être adressé à cette dernière après avoir été, pendant deux semaines, porté à la connaissance du personnel par voie d'affiche.*

Avec l'assentiment du Comité ouvrier permanent, l'exploitant est libre de comprendre dans le règlement de travail des prescriptions relatives au bon ordre de l'exploitation et à la conduite des ouvriers dans les travaux, autres que celles prévues au § 80-*b*. En outre, ce règlement peut contenir, avec l'assentiment d'une délégation permanente des ouvriers, des prescriptions

sur les relations des ouvriers avec les institutions établies sur la mine en leur faveur, ainsi que sur la conduite en dehors de l'exploitation des ouvriers qui n'ont pas atteint leur majorité.

§ 80-*e*. — Le texte du règlement de travail a force de loi pour le patron et l'ouvrier, en tant qu'il n'est pas contraire aux lois.

Le contrat de travail ne peut prévoir d'autres motifs de renvoi ou d'abandon du travail que ceux indiqués dans le règlement de travail ou dans les §§ 82 et 83. On ne peut infliger aux ouvriers d'autres punitions que celles prévues par le règlement de travail. Les punitions doivent être immédiatement fixées et notifiées à l'ouvrier.

Les amendes infligées doivent être inscrites dans un registre, qui doit indiquer le nom de l'ouvrier, la date de la punition, ainsi que le motif de l'amende; ce registre doit être présenté à l'ingénieur des mines du district, sur sa demande.

§ 80-*f*. — *Il doit être institué un Comité ouvrier permanent dans les mines qui occupent, en règle générale, au moins cent ouvriers. Ce Comité doit s'efforcer de maintenir ou rétablir la bonne entente entre les ouvriers, ainsi qu'entre les ouvriers et l'exploitant.*

Le Comité a les fonctions prévues aux §§ 80-*c*, *alinéa* 2, 80-*d*, *alinéas* 2 *et* 3 *et* 80-*g*, § 1^er^. *Le règlement de travail peut encore lui confier d'autres fonctions; en outre, il doit porter à la connaissance de l'exploitant et accompagner d'un avis les propositions, desiderata et les plaintes du personnel qui se rapportent aux conditions d'exploitation et de travail.*

Un comité ouvrier qui excède la compétence définie à l'alinéa précédent peut être dissous après un avertissement resté infructueux. La dissolution est opérée par l'Oberbergamt. *Après une seconde dissolution,* l'Oberbergamt *peut suspendre pour la durée d'un an au maximum, les prescriptions de l'alinéa* 1, *phrase.*

Ne sont réputés Comités ouvriers au sens de la loi que :

1° Les directions des Caisses de maladie ou autres institutions de prévoyance des ouvriers d'une mine, directions dont les membres doivent être en majorité des ouvriers élus par leurs camarades, et à la condition que ces directions soient mandatées comme Comités permanents;

2° Les anciens des Caisses minières, comprenant seulement les exploitations d'un propriétaire de mine, et à la condition qu'ils soient élus dans les rangs des ouvriers, par ces derniers, et qu'ils soient mandatés comme Comités permanents;

3° Les Comités permanents, institués avant le 1^er^ janvier 1892 et dont les membres sont en majorité élus par les ouvriers parmi leurs camarades;

4° Les représentations dont les membres sont en majorité élus au scrutin immédiat et secret par les ouvriers (1) de la mine, de la section d'exploitation ou des exploitations annexées à la mine. L'élection des représentants peut aussi avoir lieu par classes d'ouvriers ou par sections de l'exploitation. *La représentation proportionnelle est admise.*

---

(1) La loi ancienne ajoutait « majeurs ».

Ne sont électeurs que les ouvriers majeurs qui ont travaillé dans la mine d'une manière ininterrompue depuis l'ouverture de l'exploitation ou au moins depuis un an. Les représentants doivent être âgés de trente ans au moins et avoir travaillé dans la mine d'une manière ininterrompue depuis l'ouverture de l'exploitation ou au moins depuis trois ans. Electeurs et représentants doivent jouir de leurs droits civiques et être sujets allemands; les représentants doivent, en outre, savoir l'allemand.

Le nombre des représentants doit être de trois au moins.

Les Comités ouvriers doivent être renouvelés au moins tous les cinq ans. La date de l'élection doit être rendue publique quatre semaines à l'avance.

Les fonctions d'un représentant cessent dès qu'il cesse d'être lié par le contrat de travail ou ne remplit plus les autres conditions d'éligibilité prévues.

*L'autorité minière doit veiller à ce que les Comités permanents soient toujours composés comme la loi l'exige et elle doit, le cas échéant, provoquer sans retard les élections. L'*Oberbergamt *décide de la validité d'une élection et de la cessation des fonctions des membres.*

Le règlement de travail ou des statuts spéciaux doivent contenir les dispositions de détail relatives à l'organisation des élections, la compétence et la gestion des Comités permanents.

§ 80-*f-a*. — *Les dispositions contenues dans le règlement de travail ou dans des statuts spéciaux et relatives à l'emploi des amendes et à l'administration des caisses de secours, ainsi qu'à l'organisation, la compétence et la gestion du Comité ouvrier permanent, sont soumises à l'approbation de l'*Oberbergamt. *L'approbation ne peut être refusée que si les prescriptions sont contraires aux lois.*

§ 80-*g*. — Avant la publication d'un règlement de travail, ou d'une annexe de celui-ci, *le Comité permanent devra être entendu sur leur contenu, dans les mines où il en existe un; dans les autres mines* on doit donner aux ouvriers majeurs l'occasion de se prononcer sur le contenu du règlement de travail ou de son annexe.

Le règlement de travail ainsi que toute annexe à ce règlement, avec l'indication des objections faites par le Comité ouvrier ou par les ouvriers, lorsque ces objections ont été faites par écrit ou consignées au procès-verbal, doivent être envoyés, dans les trois jours qui suivent la publication, en double expédition, à l'Administration des mines; on devra joindre une déclaration constatant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'alinéa 1er du § 80 et de quelle manière on y a satisfait.

Le règlement de travail doit être affiché à un endroit approprié, accessible à tous les ouvriers intéressés. L'affiche doit toujours être lisible. Le règlement de travail devra être remis à chaque ouvrier lors de son embauchage.

Les §§ 80-*h* à 92 inclus ne subissent aucune modification.

§ 93. — Sur chaque mine doit se trouver un registre des ouvriers occupés, mentionnant leurs noms et prénoms, l'année de leur naissance, le jour de l'entrée au service et du départ et la date du dernier certificat de service.

Ce registre doit être présenté, sur sa requête, à l'Administration des mines.

§ 93-*a*. — *Pour la durée du travail des ouvriers occupés aux travaux du fond de la houillère, les dispositions des §§ 93-b, 93-c et 93-e sont applicables, mais sans préjudice du droit confié aux autorités minières par les §§ 196 à 199, de prendre des arrêtés allant plus loin encore.*

§ 93-*b*. — *La durée normale du travail ne peut pas être prolongée, pour la descente et la remontée, de plus d'une demi-heure par ouvrier. Si le temps de la descente et de la remontée est plus long, la différence devra être imputée sur la durée du travail. Toute prolongation de la durée du travail qui aurait pour but d'éluder les dispositions précédentes est interdite.*

La durée du travail est le temps compris entre la fin du transport par le câble et son recommensement.

§ 93-*c*. — *La durée du travail ne peut dépasser six heures pour les ouvriers qui ne sont pas occupés d'une manière purement passagère aux points d'exploitation où la température ordinaire est supérieure à +28 degrés Celsius.*

Est réputée température ordinaire la température qu'accuse le chantier lorsqu'il est régulièrement occupé et aéré.

§ 93-*d*. — *Il ne peut être permis aux ouvriers de faire des heures supplémentaires ou des redoublages aux chantiers où la température ordinaire est supérieure à +28 degrés Celsius.*

Avant le début, aussi bien d'un poste régulier que d'un redoublage, chaque ouvrier doit jouir d'un repos de huit heures au moins.

§ 93-*e*. — *Dans chaque mine, des dispositions doivent être prises pour rendre possible la constatation du nombre et la durée des postes supplémentaires effectués, dans les douze derniers mois, par chacun des ouvriers.*

Les articles 94 et suivants ne subissent aucune modification.

TITRE VIII. — De l'Administration des mines.

§ 187. — Les autorités composant l'Administration des mines sont :

Les employés de district ;
Les Administrations supérieures des mines ;
Le Ministre du Commerce.

§ 188. — Les circonscriptions relevant des Administrations supérieures des mines sont fixées par décret royal, celles relevant des employés de district par le Ministre du Commerce.

§ 189. — Les employés de district sont, pour leur circonscription, le premier degré dans toutes les affaires qui reviennent, d'après la présente loi, à l'Administration des mines et qui ne sont pas expressément dévolues aux Administrations supérieures des mines.

Ils (les fonctionnaires du service des mines) sont chargés spécialement de la police des mines, conformément aux prescriptions de la loi. Dans les établissements et exploitations soumis à leur inspection ils ont, spécialement

pour la surveillance de l'exécution de la présente loi, les droits et les devoirs des inspecteurs désignés au § 139-*b* du Règlement des industries (1).

Ils ont également à sauvegarder les droits de l'État relativement à l'impôt des mines.

§ 190. — Les administrations supérieures des mines forment la juridiction de recours et de surveillance pour les employés de district.

Sous leur surveillance sont aussi placés les géomètres.

Elles examinent et commissionnent ces derniers et leur reprennent, le cas échéant, les commissions accordées.

Elles surveillent l'éducation des personnes qui se préparent au service de l'Etat dans les mines.

Elles sont encore chargées des affaires qui leur sont expressément dévolues par la présente loi.

Dans le cercle de leurs affaires, les administrations supérieures des mines ont les droits et les obligations égales des gouvernements.

§ 191. — Contre les décisions des employés de district, on peut recourir aux administrations supérieures des mines; contre les décisions de celles-ci, au Ministère du commerce, en tant que la loi n'exclut pas explicitement le recours.

§ 192. — Le recours doit être présenté dans un délai de quatre semaines, à dater du jour où les décisions ont été notifiées ou portées de toute autre manière à la connaissance de l'impétrant; au delà de ce délai, le droit de recours s'éteint.

Si des ordres ou des dispositions du fonctionnaire du district ou de l'administration supérieure des mines sont en contradiction avec les prescriptions préventives d'accidents données par l'association professionnelle du ressort, un recours, pendant le délai susindiqué, peut être également formé par le comité de l'association ou par le comité de section (2).

§ 192-*a*. — *La décision de l'Administration supérieure des mines* (Oberbergamt) *peut, dans les cas prévus au* § 80-*f, alinéas* 3 *et* 4, *chapitre* 4, *être frappée d'appel, dans les deux semaines de la signification, par voie de procédure administrative auprès du Comité de district. L'appel auprès de ce Comité est ouvert à l'exploitant* (Bezirksausschuss), *à son représentant, et dans le cas du* § 80-*f, alinéa* 3, *à ceux qui sont touchés par sa décision, et dans les autres cas du* § 80-*f, aux ouvriers qui ont le droit de prendre part aux élections.*

*La décision de l'*Oberbergamt, *rendue en vertu du* § 197, *alinéa* 1^er^, *peut être frappée d'appel auprès du Comité des mines, par voie de procédure administrative, dans les deux semaines qui suivent la signification.*

Le recours en revision est ouvert auprès de la juridiction administrative supérieure contre les décisions des Comités de district et des Comités miniers.

§ 193. — Dans les cas où, en vertu de la présente loi, une décision de l'Administration supérieure des mines est nécessaire, ainsi que dans les cas

---

(1) Ce deuxième alinéa avait été introduit par la loi du 24 juin 1892.

(2) Ce deuxième alinéa du paragraphe 292 avait été introduit par la loi du 24 juin 1892.

de dispositions renfermant une décision sur un litige entre parties, le recours doit être formé, dans le délai fixé au paragraphe 192, devant l'autorité même qui a pris la décision attaquée. Le recours devant toute autre autorité n'est pas valable.

Dans le cas d'un litige entre parties, le recours doit être notifié à la partie adverse, avec invitation d'y répondre dans un délai de quatre semaines. Si, dans ce délai, il n'y a pas de réponse, il est passé outre à la décision concernant l'objet de ce recours.

§ 194. — Les frais occasionnés auprès de l'Administration des mines, dans des affaires d'exploitation, peuvent être perçus, sur les personnes à la charge desquelles ils retombent, par la voie de l'exécution administrative.

§ 194a. — *Un Comité des mines fonctionne auprès de l'*Oberbergamt *et pour la circonscription de celui-ci. Il est compétent pour les affaires qui sont soumises par la loi à sa décision par voie de procédure administrative.*

*Le Comité se compose de sections. Il existe une section par province ayant des mines ressortissant à l'*Oberbergamt. *Chaque section se compose du chef de l'*Oberbergamt (Berghauptmann) *ou, en son absence, de son représentant officiel, qui préside, et de six membres. Deux de ces membres sont nommés, à savoir parmi les membres de l'*Oberbergamt, *par le Ministre du Commerce. Ces fonctions spéciales ont la durée des fonctions principales de l'intéressé. Il est désigné dans les mêmes conditions un nombre égal de suppléants.*

Le Président, et les divers membres ainsi nommés, à moins qu'il n'y ait eu des nominations spéciales pour les différentes sections, font partie de toutes les sections.

Les quatre autres membres sont élus pour chaque section par le Conseil provincial, parmi les habitants de la province pour laquelle a été constituée la section. Un de ses membres doit faire partie du Tribunal supérieur (Cour d'appel) de la province.

Le Conseil provincial élit de même quatre suppléants, dont les conditions de convocation sont réglées par le règlement du Comité.

Sont éligibles — à l'exception du Président supérieur, des présidents de régence (Prefets), des fonctionnaires du corps des mines, des directeurs de police royale, des landrate *(sous-préfets) et des fonctionnaires de la province — tous les sujets allemands éligibles au Parlement provincial.*

Sont applicables au Comité des mines et à ses membres les §§ 11, 12, 32-34 *de la loi sur l'Administration générale de l'État du* 30 *juillet* 1883; *sont applicables à la procédure les chapitres I et II du troisième titre de la même loi, étant entendu que le Comité des mines est cité à la place du Comité de district, le* Berghauptmann *à la place du président de régence et le Ministre du Commerce à la place de Ministre de l'Intérieur.*

(*Suivent les prescriptions relatives à l'application au territoire de Hohenzollern.*)

§ 195. — Les employés de l'État dans le service des mines, leurs femmes et leurs enfants sous pouvoir paternel ne peuvent acquérir des mines ou parts de mines, par demande en concession, dans l'étendue des circonscriptions de ces employés.

L'acquiescement du Ministre du Commerce est requis pour les acquisitions de cette nature par d'autres transactions légales entre vifs.

TITRE IX. — De la police des mines.

Première section. — *De la publication des prescriptions de la police des mines.*

§ 196. — L'exploitation des mines est placée sous la surveillance de police des autorités des mines.

Cette surveillance s'étend :

A la sûreté des exploitations ;

A la sécurité de la vie et de la santé des ouvriers ;

Au maintien des bonnes mœurs et des convenances par l'organisation de l'exploitation ;

A la production de la surface, dans l'intérêt de la sécurité des personnes et de la circulation publique ;

A la protection contre les effets généralement nuisibles de l'exploitation des mines.

A cette surveillance sont également soumis les établissements de préparation mécanique cités aux §§ 58 et 59, les chaudières à vapeur et les moteurs, ainsi que les salines.

§ 197. — Les Administrations supérieures des mines ont le droit de publier des ordonnances de police, sur les objets désignés dans le § 196, pour tout ou partie du périmètre de leur circonscription administrative. *Elles sont tenues d'examiner si, étant données les conditions d'exploitation qui influent sur l'état de santé des ouvriers, il y a lieu de fixer la durée, le commencement et la fin du travail journalier. Le cas échéant,* l'Oberbergamt *prend, après avoir entendu le Conseil d'hygiène, les dispositions nécessaires à cet effet pour la circonscription ou pour certaines parties de celle-ci et il publie les prescriptions requises pour en assurer l'application. Certaines mines peuvent, à leur demande, être dispensées pour des raisons spéciales par* l'Oberbergamt *de l'observation de ces prescriptions, soit en tout, soit en partie, à titre personnel ou passager.*

La publication de ces ordonnances se fait par la feuille officielle des gouvernements provinciaux, dans le ressort desquels ces ordonnances seront en vigueur.

Le Conseil d'hygiène est constitué pour la circonscription de l'Oberbergamt *et se compose du* Berghauptmann *comme président et de quatre assesseurs qui doivent être pris par moitié au nombre des exploitants ou de leurs représentants, et au nombre des anciens des caisses minières élus par les ouvriers. Le choix des assesseurs se fait par le Conseil provincial de la province où se trouve le siège de* l'Oberbergamt. *Un médecin de caisse minière, nommé par* l'Oberbergamt, *prend part, avec voix consultative, aux séances du Conseil d'hygiène.*

Avant la mise en vigueur d'ordonnances de police relatives à la sécurité

ou à la santé des ouvriers et au maintien des bonnes mœurs et des convenances dans l'exploitation, le Comité de l'Association professionnelle intéressée ou de la section de l'association doit être entendu. A son avis s'applique le § 79, alinéa 1, de la loi sur les assurances contre les accidents du 6 juillet 1884.

§ 198. — Lorsque, dans une mine, il se présente un danger sous le rapport des objets désignés au § 196, l'Administration supérieure des mines doit prendre, par une décision, les mesures de police nécessaires, après avoir entendu le concessionnaire de la mine ou son représentant.

§ 199. — Lorsque le danger est imminent, l'employé de district doit prendre, immédiatement et même sans entendre préalablement le concessionnaire de la mine ou son représentant, les mesures nécessaires pour conjurer le danger, mais en avertir en même temps l'administration supérieure de mines.

L'Administration supérieure des mines confirme ou révoque les mesures prises par un tel arrêté; elle doit auparavant entendre le concessionnaire de mines ou son représentant.

§ 200.— La notification de mesures de police, prises en exécution des §§ 198 et 199, au concessionnaire de mine, se fait par la remise de l'arrêté de l'Administration supérieure des mines ou de la décision de l'employé de district.

La notification au directeur de l'exploitation et aux employés se fait, par l'employé de district ou sur son invitation, au moyen d'une inscription dans le registre qui doit à cet effet se trouver sur chaque mine.

Quand une notification aux ouvriers est nécessaire, elle se fait sur l'invitation de l'employé de district par la voie de la lecture et de l'affichage sur le carreau de la mine.

§ 201. — Dans le cas du § 199, on doit immédiatement commencer l'exécution des mesures de police ordonnées par l'employé de district, sans attendre la confirmation ou la révocation de l'Administration supérieure des mines.

L'exécution de ces mesures n'est pas suspendue par la formation d'un recous.

§ 202. — Lorsque le concessionnaire de mine n'exécute pas, dans le délai fixé, les mesures de police ordonnées en vertu des §§ 198 et 199, l'exécution en est opérée par l'employé de district, aux frais dudit concessionnaire.

§ 203. — Aussitôt que, dans une mine, il se présente un danger se rattachant aux objets désignés au § 196, le directeur de l'exploitation ou, en cas d'empêchement, l'employé de la mine qui le remplace doit en avertir l'employé de district.

Deuxième Section. — *De la procédure en cas d'accidents.*

§ 204. — Lorsque, à une mine, il s'est produit, souterrainement ou au jour, un accident qui a occasionné la mort ou des blessures graves d'une ou de plusieurs personnes, les personnes citées au § 203 doivent en

avertir immédiatement l'employé de district et l'autorité de police la plus voisine.

§ 205. — L'employé de district ordonne les mesures convenables pour sauver les personnes atteintes par l'accident ou pour conjurer les dangers ultérieurs.

Le concessionnaire de mines doit procurer les ouvriers et les moyens nécessaires à l'exécution de ces mesures; les concessionnaires des mines voisines sont tenus de fournir des secours.

§ 206. — Tous les frais entraînés par l'exécution des mesures indiquées au § 205 incombent au propriétaire de la mine en question, sous réserve des actions en dommages-intérêts à intenter aux tiers qui auraient causé l'accident.

Troisième Section. — *Dispositions pénales.*

§ 207. — Les contraventions aux prescriptions des §§ 4, 10, 66, 67, 71, 72, 73, 74, 77, 93, 163, 200, 201, 203, 204, 205 seront punies d'amendes jusqu'à 150 marks, et, en cas d'insolvabilité, de prison.

Dans les cas des §§ 67 et 69, 73 et 74, cette punition s'applique également lorsque l'exploitation est arrêtée par l'Administration des mines, en vertu de §§ 70 et 75.

§ 207-*a*. — Les exploitants de mines qui contreviennent aux §§ 84, alinéa 4, et 84-*f*, alinéa 3, seront punis d'amendes jusqu'à 2,000 marks, et, en cas d'insolvabilité, de prison jusqu'à six mois.

§ 207-*b*. — Seront punis d'amendes jusqu'à 300 marks et de prison, en cas d'insolvabilité, ceux qui exploitent une mine pour laquelle il n'existe pas de règlement de travail (§ 80-*a*) *ou de Comité ouvrier permanent prévu au* § 80-*f*. ou qui ne se conforment pas aux ordres définitifs de l'autorité en ce qui concerne le remplacement ou la modification du règlement de travail (§ 80-*h*).

§ 207-*c*. — Sera puni d'une amende jusqu'à 150 marks ou de prison, jusqu'à quatre semaines, en cas d'insolvabilité :

1° Celui qui, contrairement à la prescription de l'alinéa 2 du § 80-*e*, inflige aux ouvriers des punitions non prévues dans le règlement de travail, ou qui dépassent la quotité prévue par la loi, ainsi que celui qui emploie, d'une manière contraire aux prescriptions de la loi ou du règlement du travail, le produit des amendes (1) ou les montants désignés au numéro 6 du § 80-*b*.

2° Celui qui omet de remplir les obligations résultant pour lui des §§ 80, alinéa 2, 80-*g*, alinéa 1^er^, 80-*i* et 80-*k*.

§ 207-*d*. — Sera puni d'amende jusqu'à 30 marks, ou de prison jusqu'à huit jours, en cas d'insolvabilité, celui qui omet de remplir l'obligation résultant pour lui de l'alinéa 2 du § 80-*g*.

§ 207-*e*. — Sera puni d'amende jusqu'à 20 marks, ou de prison jusqu'à trois jours, en cas d'insolvabilité, pour toute contravention à la loi :

---

(1) La loi nouvelle supprime ici les mots « *et des retenues sur le salaire* » qui figuraient dans le texte de la loi du 24 juin 1892.

1° Celui qui, contrairement aux prescriptions des §§ 85 et 85-*b* jusqu'à 85-*g*, engage un ouvrier ou le conserve chez lui;

2° Celui qui contrevient aux prescriptions de la loi relative aux livrets de travail, en dehors du cas prévu au § 207-*a*;

3° Celui qui volontairement met hors d'usage ou détruit un livret de travail portant son nom;

4° Celui qui contrevient aux prescriptions du § 87, alinéa 1er, ou à une prescription statutaire édictée en vertu de l'alinéa 3 du § 87.

5° Celui qui omet de remplir les obligations résultant pour lui de l'alinéa 3 du § 80-*e*.

§ 207-*f*. — *Est punissable d'une amende s'élevant à* 2,000 *marks au maximum et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois au maximum, celui qui contrevient aux* §§ 93-*b*, 93-*c ou* 93-*d*.

§ 207-*g*. — *Est punissable d'une amende s'élevant à* 150 *marks au maximum et, à défaut de paiement, d'emprisonnement, celui qui néglige de remplir l'obligation qui lui est imposée par le* § 93-*e*.

§ 208. — Les contraventions aux ordonnances de police des mines édictées déjà par les autorités minières ou de celles à édicter par l'Administration supérieure des mines en vertu du § 197 seront punies d'amendes jusqu'à 300 marks et, en cas d'insolvabilité, de prison.

La même peine s'applique aux contraventions à des prescriptions de police édictées en vertu des §§ 198 et 199.

§ 209. — Les fonctionnaires de districts dresseront procès-verbal des contraventions aux prescriptions précédentes (§§ 207 à 207-*e*, 208).

Les procès-verbaux sont transmis au parquet pour les poursuites à exercer.

La décision appartient aux tribunaux ordinaires. Ceux-ci n'ont pas à examiner la nécessité ou l'utilité des prescriptions de police édictées par les autorités des mines.

§ 209-*a*. — La poursuite des actions tombant sous l'application des peines prévues aux §§ 207-*b* et 208 est prescrite dans un délai de trois mois à dater du jour de la contravention.

Dispositions finales.

La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1893. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie est chargé de son exécution.

Les Administrations supérieures des mines sont autorisées à accorder aux exploitants de mines, sur leur demande, des délais convenables, jusqu'au 1er juillet 1893 au plus, pour l'exécution des mesures nécessaires à l'application de l'alinéa 1er du § 80-*k*.

D'après les « dispositions finales et transitoires » de la loi du 14 juil let 1905, les modifications à apporter aux règlements de travail devaient l'être dans le délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur de la loi, et ildevrait dans les quatre mois être procédé à l'institution des Comités ouvriers.

ANNEXE VII.

EXTRAITS DE LA LOI ROUMAINE SUR LES MINES.

(Promulguée par le *Moniteur officiel* du 21 avril 1895.

TITRE I.

CLASSIFICATION LÉGALE DES SUBSTANCES MINÉRALES.

Article premier. — Les dépôts naturels de substances minérales ou fossiles sont classés, en ce qui concerne leur régime légal, en mines et en carrières.

Art. 2. — Sont considérés comme mines les dépôts connus comme contenant en filon, couches ou dépôts en masse :

1) De la houille (charbon de terre), du lignite, du graphite, de l'anthracite.

2) Des substances métallifères telles que les minerais d'or, argent, platine, mercure, plomb, fer, cuivre, étain, zinc, bismuth, cobalt, nickel, manganèse, titane, antimoine, molibdène, tungstène, chrome, sélénium, tellure, bauxite, ainsi que les pierres précieuses.

3) Les soufre et l'arsenic, soit seuls soit combinés avec des métaux, l'alun, les sels solubles, ayant pour base les métaux indiqués à l'article 2; les nitrates.

4) Le sel gemme et autres sels associés dans le même gisement qui tombent sous le monopole de l'État, ainsi que les sources salées.

Art. 3. — L'autorité supérieure de laquelle dépendent les mines, carrières et établissements industriels relevant de cette industrie, est le ministère de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des domaines.

TITRE II.

PROPRIÉTÉ DE LA MINE ET SES CARACTÈRES.

Art. 4. — La faculté de faire des excursions et des recherches, à la surface, sans provoquer de dégradations, sur tout le territoire roumain, dans le but de découvrir des mines, appartient à qui que ce soit, Roumain ou étranger, sans autre formalité que d'obtenir l'autorisation du ministère des

domaines. Le propriétaire de la surface est dispensé de demander cette autorisation.

Art. 5. — Dès qu'on aura constaté ou supposé d'une manière officielle la découverte d'une mine, l'État, de sa propre initiative ou saisi par un tiers, s'informera auprès du propriétaire de la surface s'il est disposé et s'il peut procéder, dans le terme fixé par l'article 23 de la présente loi, à l'exploration de la mine.

Dans le cas où le propriétaire de la surface refuserait, l'État procédera à l'exploration de la mine, ou la concèdera, conformément aux dispositions de la présente loi, à une tierce personne, en laissant au propriétaire de la surface les bénéfices spécifiés aux articles 6 et 27.

Art. 6. — Si, à la suite des explorations, il est prouvé que le gisement est susceptible d'être exploité, le ministère, soit de sa propre initiative, soit saisi par une tierce personne, s'informera auprès du propriétaire s'il veut ou non procéder à l'exploitation de la mine, en se soumettant aux présentes dispositions.

En cas de refus de la part du propriétaire de la surface, l'État peut concéder l'exploitation à une tierce personne, le propriétaire bénéficiant des avantages spécifiés à l'article 55.

Dans la cas où le propriétaire se déclare prêt à exploiter la mine, sans en être en même temps l'explorateur, la tierce personne qui a exploré la mine sera coassociée dans la concession de la mine avec le propriétaire de la surface, dans les conditions établies par la présente loi.

Art. 7. — Le droit d'exploitation ainsi obtenu est concédé par l'Etat pour un délai de 75 ans. Il est immobilier, transmissible comme tout autre bien, susceptible d'hypothèques et de privilèges et distinct de la propriété de la surface.

Art. 8. — Le droit du concessionnaire avec tous les caractères établis dans l'article précédent s'étend aussi sur les constructions, machines, puits, galeries et autres travaux qui font partie intégrante de la mine. De même sont considérés comme immeubles, conformément à l'article 468 du code civil, les chevaux, outils et autres objets servant exclusivement à l'exploitation de la mine.

Art. 9. — Sont meubles, les matières extraites, approvisionnements et autres objets mobiliers, ainsi que les actions et les revenus de toute société ou entreprise ayant pour but les exploitations de mines.

Art. 10. — Toute aliénation partielle de la concession est interdite, et sera frappée de nullité.

Toute division de la mine par cession ou partage, toute réunion par association ou acquisition de mines de même nature, ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un décret royal, basé sur une décision du ministre des domaines, prise sur l'avis de l'administration des mines.

Cependant la réunion de plusieurs mines, qui se rejoignent et sont de même nature, est permise sans autorisation spéciale, si le périmètre total ne ddpasse pas la surface fixée par l'article 14 et à condition que les travaux d'exploitation soient toujours soumis à une direction unique.

Art. 11. — En cas de cession, partage ou réunion d'une ou de plusieurs mines, on devra déposer à l'instance minière où a été faite la demande d'institution de la concession, aussitôt après l'approbation, un acte en double exemplaire, pour porter le fait à la connaissance de tous les intéressés.

Art. 12. — Tout concessionnaire peut renoncer à la concession d'une mine, s'il n'y a pas de créanciers hypothécaires ou privilégiées, ou si tous les créanciers consentent à la renonciation. L'administration minière devra être prévenue six mois avant la cessation des travaux. En cas de force majeure, l'avertissement devra être donné immédiatement après la cessation des travaux.

En cas de désaccord, la renonciation peut avoir lieu par voie de vente par licitation, sur le produit de laquelle l'Etat sera dédommagé le premier.

La mine à laquelle le concessionnaire a renoncé conformément à la loi, pourra être exploitée par l'Etat ou concédée par lui, jusqu'à l'expiration du terme de 75 ans et dans les conditions de la présente loi.

Art. 13. — L'exploitation des mines et les explorations ne constituent pas des actes de commerce et ne sont pas soumises à la patente. Toutes les contestations qui pourront surgir dans ces exploitations ou explorations, seront jugées par les tribunaux civils, d'après les règles du droit commun.

Art. 14. — La mine ou la concession minière d'un périmètre est censée comprise dans les limites déterminées par des plans verticaux qui, se prolongeant indéfiniment en profondeur, passent par les côtés du polygone qui constitue le périmètre à la surface du sol ; mais cela seulement pour les substances pour lesquelles a été instituée la mine.

L'étendue du périmètre concédé ne peut être de plus de 1,000 hectares pour les mines de combustible et de 600 hectares pour les autres mines, avec la restriction que les deux points les plus éloignés de ce périmètre ne le soient pas plus de 4 kilomètres pour les mines de charbon et de 2 1/2 kilomètres pour les autres mines.

Art. 15. — Le bornage du périmètre, demandé soit pour explorer soit pour exploiter, est obligatoire. Il se fera soit à la suite de la demande des parties, soit d'office par l'administration et sera exécuté sous la direction de l'ingénieur de l'Etat aux frais du concessionnaire de la mine.

Le propriétaire de la surface ne pourra, sous aucun prétexte, empêcher le placement des bornes sur sa terre. Cependant son consentement est rigoureusement nécessaire pour les bornes qui tombent ou passent par des cours, jardins, parcs, ou tout autre lieu clos faisant partie de son habitation.

TITRE XIX.

Caisse de pensions.

A) But de cette Caisse.

Art. 121. — Il sera instituée une Caisse générale de pensions pour tous les ouvriers, dans les mines, carrières, établissements ou fabriques dépendant de ces industries.

a) pour les invalides par suite d'accidents.

b) pour les invalides pour cause de maladie et de vieillesse.

c) pour les veuves et les orphelins des ouvriers qui se trouveront dans les conditions prévues par la présente loi.

Cette Caisse sera administrée par l'Etat, conformément à un règlement qui fixera toutes les conditions indispensables à son fonctionnement.

B; Fonds de cette Caisse.

Art. 122. — Cette Caisse sera alimentée :

a) par une cotisation de 2 p. c. sur la paie des ouvriers, que le patron sera tenu de retenir et de verser à la Caisse générale.

b) par une contribution égale à la totalité des rétenues fixées par l'alinéa précédent, que le patron de la mine devra verser à l'Etat.

c) des offrandes et donations.

d) des amendes et surtaxes auxquelles seront soumis, dans diverses circonstances, les patrons qui ne se conformeraient pas aux dispositions prévues dans la présente loi et le règlement pour son application.

e) du revenu provenant du placement des fonds de la Caisse.

f) des réserves des Caisses de secours liquidées.

C) Des droits a la pension et de leur quotité.

A) En cas d'accident.

Art. 123. — Les pensions accordées aux invalides pour cause de blessure par accident légitime seront fixées commes suit :

a) Si l'incapacité de travail dure plus de 3 semaines et ne dépasse pas 6 mois, 50 p. c. du salaire à l'invalide qui est chef de famille, s'il est soigné chez lui.

35 p. c. du salaire à l'invalide qui est chef de famille, s'il est soigné à l'hôpital.

30 p. c. à l'invalide célibataire qui est soigné chez lui.

15 p. c. à l'invalide célibataire qui est soigné à l'hôpital.

b) Si l'incapacité de travail dure plus de 6 mois ou devient permanente, il sera accordé :

60 p. c. du salaire à l'invalide chef de famille.

45 p. c. du salaire à l'invalide célibataire.

Les pensions fixées à l'alinéa *b* ne seront accordées que dans le cas où l'ouvrier se trouvera dans l'impossibilité complète d'exercer tout autre métier. Dans le cas contraire, il serait accordé seulement:

35 p. c. du salaire à l'invalide qui est chef de famille.

20 p. c. du salaire à l'invalide célibataire.

Art. 124. — En cas de mort par accident, soit immédiate, soit survenue dans l'intervalle de six mois :

1) La veuve recevra 20 p. c. du salaire de son mari, sa vie durant.

Dans le cas où elle viendrait à se remarier, elle perdrait le droit à la pension.

2) Il sera accordé à chaque orphelin 15 p. c. du salaire de leur père jusqu'à l'âge de 16 ans. Cependant la somme totale accordée à la mère et aux enfants ne pourra pas dépasser 60 p. c. du salaire du père.

Ne profiteront de ces dispositions que les veuves légitimes et les enfants nés ou conçus avant l'accident.

Toute légitimation par le mariage accompli après l'accident, ainsi que toute naissance d'enfants survenue plus de dix mois après la date de l'accident ne confèrent aucun droit à la pension.

Art. 125. — Aucun ouvrier ne pourra recevoir la pension pour cause de vieillesse que s'il a versé sa cotisation pendant 30 ans et s'il est âgé de 54 ans accomplis.

Cette condition remplie, il a droit à une pension de 60 p. c. de son salaire pour tout le reste de sa vie.

B) En cas d'invalidité contractée dans l'exercice du métier.

Art. 126. — Tout ouvrier devenu invalide, temporairement ou perpétuellement, pour cause de maladie contractée dans l'exercice de son métier, aura droit à une pension de :

20	p. c.	du	salaire	s'il a payé	sa cotisation	10 ans	et est chef de famille
10	—	—	—	—	10	—	célibataire.
30	—	—	—	—	13	—	chef de famille
20	—	—	—	—	15	—	célibataire.
40	—	—	—	—	20	—	chef de famille
30	—	—	—	—	20	—	célibataire.
50	—	—	—	—	25	—	chef de famille
40	—	—	—	—	25	—	célibataire.
60	—	—	—	—	30	—	chef de famille
45	—	—	—	—	30	—	célibataire.

C) En cas de mort.

Art. 127. — Le décès d'un ouvrier qui a versé ses cotisations à la Caisse des pensions donne droit :

a) Pour la veuve légitime sans enfants, qui a vécu trois ans avec le défunt :

1) A la somme fixe de 30 francs payable du jour de l'enterrement, si son mari a versé sa cotisation pendant moins de 10 ans.

2) A une pension de 10 p. c. du salaire du mari, s'il a versé sa cotisation plus de 10 ans.

3) A une pension de 12 p. c. du salaire du mari, s'il a versé sa cotisation plus de 15 ans.

4) A une pension de 15 p. c. du salaire du mari, s'il a versé sa cotisation plus de 20 ans.

5) A une pension de 20 p. c. du salaire du mari, s'il a versé sa cotisation plus de 25 ans.

Ces pensions seraient perdues dans le cas où la veuve se remarierait.

b) Pour les veuves légitimes ayant des enfants et qui ont vécu trois ans avec le défunt :

1) A une somme fixe de 50 francs, payable du jour de l'enterrement, si le mari a cotisé pendant moins de 10 ans.

2) A une pension de 20 p. c. du salaire du mari, s'il a cotisé plus de 10 ans.

3) A une pension de 30 p. c. du salaire du mari, s'il a cotisé plus de 15 ans.

4) A une pension de 40 p. c. du salaire du mari, s'il a cotisé pendant plus de 20 ans.

5) A une pension de 50 p. c. du salaire du mari, s'il a cotisé pendant plus de 25 ans.

Dans le cas où la veuve viendrait à se remarier ou à mourir, chaque orphelin bénéficiera jusqu'à l'âge de 16 ans du 15 p. c. du salaire du père, en tant que la somme totale donnée aux orphelins ne dépasserait pas la pension fixée pour la veuve ayant des enfants, pour chaque terme de cotisation fixé ci-dessus.

Ne peuvent bénéficier de ces dispositions que les orphelins nés avant la mort de leur père ou dans les 10 mois qui suivront son décès.

D) *Dispositions générales.*

a) Relatives à la quotité du salaire.

Art. 128. — La quotité du salaire pour un an sera fixée en prenant la moyenne des salaires de la dernière année, ou en multipliant 270 par le chiffre du salaire d'une journée de la dernière année.

L'ouvrier qui aurait abandonné son métier pendant plus d'un an, pour des circonstances autres que celles prévues par la présente loi, continuera à bénéficier des dispositions de la loi sur les pensions, pourvu qu'il paie pendant ce temps-là les sommes équivalentes à sa cotisation et à la part due par le patron. Après un an, ses versements ne seront plus acceptés et il perdra ses droits à la pension.

b) Relatives à la perte des droits à la pension.

Art. 129. — Les pensions accordées aux invalides temporaires seront continuées jusqu'au jour où il sera constaté officiellement que l'ouvrier peut reprendre son travail.

Aucun invalide n'aura droit à la pension s'il est constaté qu'avec intention et préméditation, ou par sa mauvaise conduite, son ivrognerie, ses excès ou ses rixes, il s'est mis en état d'infirmité, ou que l'accident est le résultat d'un acte délictueux ou criminel de sa part.

Art. 130. — Perdra tout droit à la pension :

1) L'ouvrier qui sera convaincu d'avoir forcé un autre ouvrier à participer

à une grève ou d'avoir empêché de travailler ceux qui ne voudraient pas s'accocier à une grève.

2) Il en sera de même de tout ouvrier condamné pour délit ou crime.

Quand un ouvrier se trouvant dans un de ces cas reprendra son travail, il sera considéré comme participant pour la première fois à la caisse des pensions.

L'ouvrier qui abandonnera son travail même des circonstances indépendantes de sa volonté, telles que cessation du travail, licenciement, appel au service militaire, etc., et qui reprendra ensuite son travail, ne perd pas, pour l'exercice de ses droits à la pension, le bénéfice des cotisations antérieures, et il sera tenu compte des années de ses participations dans le calcul de la pension.

Dans le cas où l'invalide reprend le travail, quand son invalidité n'a été que temporaire, le temps qu'a duré son incapacité de travail lui sera aussi compté dans le calcul de la pension, comme ancienneté.

c) Relatives aux obligations des patrons.

Art. 131. — Les patrons sont tenus d'avoir des registres spéciaux tant du nombre des ouvriers que des sommes qu'ils paient comme salaire.

Ils retiendront les contributions des ouvriers et sont responsables envers l'Etat de la somme entière.

Les versements en retard seront perçus comme les taxes communales.

Art. 132. — Tout patron qui serait surpris n'ayant pas ses registres en règle sera puni par le ministère des domaines d'une amende de 50 à 300 francs.

En cas de récidive, ou s'il était surpris ayant des registres falsifiés, l'amende serait de 300 à 1,000 francs.

Ces amendes seront versées à la Caisse générale des pensions.

Art. 133. — Le patron devra immédiatement prévenir l'administration des mines et la Caisse des pensions des accidents et des décès. Il sera puni, pour chaque retard de plus de cinq jours, d'une amende de 500 francs au bénéfice de la Caisse des pensions.

Art. 134. — Quand il sera constaté d'une façon certaine que l'accident a été causé par l'incapacité, la négligence ou l'entêtement manifeste du patron ou de son représentant, ou par l'inobservation des prescriptions indiquées pour éviter les accidents, le patron sera obligé de verser les sommes nécessaires pour pouvoir compléter, à l'ouvrier ou à ses héritiers, la paie entière pour tout le temps spécifié par la présente loi.

d) Relatives à l'administration des fonds de la Caisse.

Art. 135. — Quand les fonds de la Caisse des pensions dépasseront la somme représentant approximativement cinq fois les dépenses totales d'une année, on pourra alors diminuer les taxes de cotisation dans la proportion de l'excédent du fonds des pensions. Dans le cas où les fonds de la Caisse

des pensions ne seraient pas suffisants, les pensions seront réduites proprotionnellement aux fonds disponibles.

Art. 136. — Sous aucun prétexte les fonds de la Caisse des pensions ne peuvent être employés dans un autre but que ceux prévus par l'art. 121.

Les pensions sont inaliénables et ne peuvent faire l'objet d'aucune poursuite judiciaire.

e) Dispositions finales.

Art. 137. — Un règlement d'ordre public pour la mise en application de la présente loi déterminera le mode et les formalités.

Pour les demandes et les concessions de pensions, pour la constatation de la provenance des maladies et des accidents, pour la perte des avantages offerts par la loi sur les pensions, pour le paiement des pensions et des taxes, pour l'administration de la Caisse et l'encaissement des fonds; pour le contrôle, la gérance et le placement, l'augmentation et la diminution des fonds.

Art. 138. — Toutes les transactions entre les ouvriers et l'administration de la Caisse des pensions, résultant de la présente loi, seront exemptes de la taxe du timbre.

ANNEXE VIII.

ALLEMAGNE.

Mines de houille du bassin de la Haute-Silésie.

Années.	Production.	Ouvriers.	Salaire annuel moyen.	Salaire par poste et par ouvrier.	Prix par tonne.	Effet utile.
	Tonnes.		Marks.	Marks.		Tonnes.
1880	12,656,754	»	»	»	»	»
1881	»	»	»	»	»	»
1882	»	»	»	»	»	»
1883	»	»	»	»	»	»
1884	»	»	»	»	»	»
1885	»	»	»	»	»	»
1886	»	40,093	490	1 81	»	325
1887	»	39,973	492	1 82	»	328
1888	»	40,870	516	1 85	»	354
1889	»	43,183	575	2 30	»	365
1890	20,086,353	48,321	671	2 37	»	349
1891	»	53,493	693	2 46	»	331
1892	»	53,905	669	2 43	»	305
1893	»	52,978	661	2 42	»	323
1894	»	52,300	664	2 45	»	329
1895	»	52,388	675	2 46	»	345
1896	»	54,583	697	2 49	»	359
1897	»	56,376	721	2 58	»	366
1898	»	58,803	771	2 73	»	382
1899	27,959,689	61,989	801	2 87	»	379
1900	»	68,425	877	3 12	»	363
1901	»	77,183	872	3 10	»	327
1902	»	79,179	820	2 97	»	309
1903	»	82,203	832	2 98	»	
1904	»	83,391	836	2 98	»	

Mines de houille du bassin de la Ruhr.

Années.	Production.	Ouvriers.	Salaire annuel moyen.	Salaire par poste et par ouvrier.	Prix de la tonne.	Effet utile.
	Tonnes.		Marks.	Marks.	Marks.	Tonnes.
1880	22,495,204					
1881	»	»	»	»	»	»
1882	»	»	»	»	»	»
1883	»	»	»	»	»	»
1884	»	»	»	»	»	»
1885	»	»	»	»	»	»
1886	»	99,952	772	2 58	»	288
1887	»	98,507	796	2 57	»	306
1888	»	102,195	863	2 69	»	325
1889	»	112,073	941	3 05	»	302
1890	35,568,588	123,984	1,067	3 49	»	286
1891	37,402,494	134,603	1,086	3 54	8 38	278
1892	36,853,502	138,231	976	328	7 38	267
1893	38,613,146	142,285	946	3 14	642	271
1894	40,613,073	148,280	961	3 16	6 38	274
1895	41,145,744	150,212	968	3 18	6 66	274
1896	44,893,304	157,137	1,035	3 29	6 77	286
1897	48,423,987	171,040	1,128	35 7	704	283
1898	51,00,1551	185,953	1,175	3 74	7 32	274
1899	54,641,120	199,138	1,255	3 96	7 66	274
1900	59,618,900	220,031	1,332	4 18	8 54	271
1901	58,447,657	236,769	1,224	4 07	8 77	247
1902	»	236,543	1,131	3 82	»	245
1903	»	248,120	1,205	3 88	»	»
1904	»	263,037	1,208	3 97	»	»

Mines de houille du bassin de la Sarre.

Années.	Production.	Nombre d'ouvriers.	Excédents de recettes réalisés par le fisc prussien		
			Années budgétaires.	Excédent total.	Par tonne.
	Tonnes.			Marks.	Marks.
1850	593,856	4,580	1883-84	7,798,618	1.37
1851	»	»	1884-85	7,215,732	1.35
1852	»	»	1885-86	7,775,051	1.30
1853	»	»	1886-87	6,898,098	1.18
1854	»	»	1887-88	6,576,259	1.08
1855	»	»	1888-89	8,084,239	1.25
1856	»	»	1889-90	8,892,313	1.47
1857	»	»	1890-91	12,546,948	2.03
1858	»	»	1891-92	7,589,034	1.184
1859	»	»	1892-93	6,707,005	1.113
1860	1,955,961	12,159	1893-94	5,914,945	0.958
1861	»	»	1894-95	6,323,215	0.954
1862	»	»	1895-96	8,474,314	1.189
1863	»	»	1896-97	9,324,086	1.196
1864	»	»	1897-98	12,336,067	1.397
1865	»	»	1898-99	12,352,262	1.403
1866	»	»	1899-1900	15,945,316	1.739
1867	»	»	»	»	»
1868	»	»	»	»	»
1869	»	»	»	»	»
1870	2,734,019	15,662	»	»	»

Mines de houille du bassin de la Sarre (suite).

Années.	Production.	Ouvriers.	Prix de la tonne.	Salaire annuel moyen.	Salaire par poste et par ouvrier.	Effet utile.
	Tonnes.		Marks.	Marks.	Marks.	Tonnes.
1880	5,211,389	»	»	»	»	»
1886	»	24,714	»	808	2 85	239.2
1887	»	24,240	»	813	2 87	246
1888	»	24,502	»	841	2 92	256
1889	»	25,664	»	933	3 24	237
1890	6,212,540	27,528	»	1,114	3 79	226
1891	6,389,960	28,897	10 54	1,137	3 89	221
1892	6,258,890	29,823	9 97	1,042	3 69	210
1893	5,883,277	27,536	9 13	925	3 37	214
1894	6,591,862	30,070	8 84	921	3 24	219
1895	6,886,097	30,531	8 88	929	3 27	226
1896	7,705,670	32,396	8 96	966	3 28	238
1897	8,358,413	34,248	9 24	982	3 34	241
1898	8,768,582	35,856	9 44	1,015	3 40	245
1899	9,025,072	38,049	10 09	1,019	3 46	237
1900	9,169,920	40,803	11 63	1,044	3 56	233
1901	»	41,923	12 63	1,042	3 54	224
1902	»	42,036	»	1,053	3 57	226
1903	»	43,811	»	1,068	3 60	»
1904	»	44,449	»	1,097	3 71	»

(1)

(Annexe au n° 62.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1905-1906.

I.

Lettre adressée par M. Harzé, Directeur général honoraire des Mines, à M. le Président de la Commission spéciale qui a examiné le projet de loi et la proposition de loi modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines.

« Marche-les-Dames, le 11 juillet 1905.

» *A Monsieur Nerincx, Vice-Président de la Chambre des Représentants, Président de la Commission des mines, à Bruxelles.*

» Monsieur le Président,

» Les journaux ont rapporté, dans des termes qui prêtent à erreur, l'impression de la Commission des mines au sujet de mes réponses au questionnaire de l'honorable M. Hector Denis.

» De l'ensemble de ces réponses, il résulte bien que l'exploitation des mines par l'Etat serait relativement coûteuse, tout comme celle des chemins de fer. Ce qui n'empêche pas, soit dit en passant, que le régime de la régie appliqué à cette dernière a ses nombreux partisans, tant dans l'industrie privée que dans le commerce.

» Je n'ai pas eu à en dire davantage.

» Mais tout en étant d'avis de confier d'une manière générale l'exploitation de nos richesses minières à l'industrie privée, je ne préconise pas moins pour l'Etat la constitution d'un domaine minier, tel que je l'ai défini devant les commissions sénatoriales, domaine à mettre à fruit, ainsi qu'il a été indiqué.

» Je ne serais pas même opposé à une extension de ce domaine, d'autant plus que le terrain houiller paraît difficilement accessible sous les propriétés domaniales et que, sous diverses parties de celles-ci, le gisement peut se présenter sans richesse suffisante. Cette extension aurait aussi pour avantage l'exploitation de diverses qualités déterminées de charbon.

» L'État, important client de nos charbonnages, ferait ce qu'ont fait et

ERRATUM.

Dans le document n° 117, page 4, *in fine*, lire : « compléter *le n° VI par la disposition suivante* », au lieu de « remplacer *le n° VI par la disposition suivante* ».

La carte qui accompagne cette annexe sera livrée ultérieurement.

ont encore nombre de nos puissantes usines, grands consommateurs de combustibles.

» Permettez-moi, Monsieur le Président, de rappeler ici que je me suis prononcé pour la non-perpétuité des concessions et de rencontrer ce qu'a dit à mon égard le Conseil des mines en son rapport sur les nouvelles dispositions à introduire dans notre législation minière : « Aussi est-ce vraiment » avec étonnement que nous avons vu M. Harzé, oubliant quelque peu les » idées qu'il professait comme directeur général des mines, se rallier au » principe des concessions temporaires. »

» Il ne m'est pas possible de laisser passer une telle allégation sans observation.

» Bien qu'en cette matière les idées peuvent évoluer, comme l'a fait le milieu industriel avec ses crises, ses intensités variables de production et la monopolisation relative de la houille en dépit de la concurrence étrangère, jamais je n'ai eu à me prononcer, dans ma carrière administrative, sur la question dont il s'agit.

» Ayant eu depuis à l'étudier à propos de la découverte du bassin houiller de la Campine, *domanialiste* de longue date, j'ai pensé que nous n'avions pas à aliéner, sans esprit de retour, une nouvelle richesse qui intéresse nos arrière-neveux peut-être plus que nos contemporains.

» Veuillez, Monsieur le Président, communiquer cette lettre à vos honorables collègues et recevoir l'assurance de ma haute considération.

» Emile Harzé. »

II.

RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES A M. LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

Première Question.

I. — Quelles sont les données propres à nous éclairer sur les ressources actuelles de nos anciens bassins houillers?

II. — Quelles sont les perspectives d'avenir, pour autant que la science puisse les déterminer, eu égard à la progression moyenne d'extraction?

III. — Dans quelle mesure et dans quelles conditions économiques les anciens bassins peuvent-ils encore assurer à l'industrie les qualités spéciales de houille qu'elle exige (houille à gaz, à coke)?

IV. — Dans quelle mesure devons-nous les importer?

Réponse.

I. — La première question posée par M. le représentant H. Denis est, certes, fort intéressante au point de vue général, mais son envergure est telle qu'elle demanderait, pour être convenablement solutionnée, un temps fort long.

Elle ne tend à rien moins, en effet, qu'à faire évaluer les quantités de combustible des diverses qualités, *reconnues* et *probables*, qui gisent encore dans le sous-sol de notre vieux bassin houiller, depuis Quiévrain jusqu'à la frontière de l'Est.

Les éléments dont on dispose pour cette évaluation sont les plans des charbonnages et les travaux de la carte générale des mines qui en sont la synthèse.

On a pu voir par les expositions que le service de la carte des mines à faites à Paris, en 1900, pour les bassins du Centre et de Charleroi, à Liége en 1905, que ce service a, dès à présent, et à la suite d'études méthodiquement poursuivies, réuni et coordonné les renseignements fournis par les plans des diverses exploitations.

Le travail demandé consisterait à évaluer par concession, tant active qu'inactive, les quantités de charbon *découvertes* dans chaque couche et les quantités *non encore découvertes* mais dont l'étude de chacun des gisements permet de regarder l'existence comme très probable.

Viendraient enfin s'ajouter les gisements que des études géologiques font considérer, avec vraisemblance, comme présumables bien qu'hypothétiques.

Avant d'entreprendre l'exécution d'un tel travail, dont le simple énoncé indique bien l'importance et la durée, il conviendrait de se mettre d'accord sur les bases du problème et de fixer les limites où l'on devrait se renfermer.

Je citerai, a titre d'exemple, la profondeur moyenne possible de l'exploi-

tation dans l'état présent de l'art des mines, ainsi que l'épaisseur minimum des couches exploitables.

Pareille étude sérieusement menée exigerait plusieurs années pour son complet achèvement et le recrutement d'un personnel spécial.

C'est ainsi qu'en Angleterre, où la question préoccupe depuis de longues années le Gouvernement, la Commission royale, instituée en 1866, ne déposa son rapport qu'en 1871.

En 1902, la question remise à l'étude fut soumise à l'examen d'une nouvelle commission qui termina ses travaux seulement en 1905.

Le rapport de cette commission est divisé en treize parties, dont la première seule a paru.

* * *

II. — En pareille matière, on ne peut aller plus loin sans entrer dans le champ d'hypothèses aussi vagues que hasardées, tant au point de vue de la richesse des gisements que de leurs conditions d'exploitation.

Depuis 1830, la production de nos mines de houille a progressé dans une mesure à peu près constante, passant de 2,305,000 tonnes en 1831 à 22 millions 761,000 tonnes en 1904. Qui oserait dire que l'accroissement de production se fera dans l'avenir suivant la même loi que par le passé? Qui oserait fixer les conditions de l'exploitation future?

* * *

III. — Il n'est cependant pas téméraire d'affirmer que, eu égard à l'extraction actuelle et même à sa progression normale, notre ancien bassin possède encore d'importantes réserves.

En ce qui concerne nos houilles à coke et à gaz, la production de charbons Flénu et de houilles grasses pendant les deux dernières années a été la suivante :

	Houilles Flénu. (Au delà de 25 p. c. de matières volatiles.)	Houilles grasses. (De 16 à 25 p. c. de matières volatiles.)
1903 . . .	2,721,080 tonnes.	6,301,140 tonnes.
1904 . . .	2,409,970 —	5,948,070 —

Les charbons à gaz sont compris dans la première catégorie, les charbons à coke dans la deuxième.

Pendant les mêmes années, nos charbonnages ont fourni, à la fabrication du coke, 2,938,000 tonnes en 1903 et 2,949,000 tonnes en 1904.

* * *

IV. Nous importons, il est vrai, des quantités assez considérables de charbon et de coke. Mais nos exportations de ces combustibles dépassent les importations dans une large mesure.

	Importations.		Exportations.	
	1904	1905	1904	1905
Coke	338,127	359,404	879,883	977,086
Houille . . .	3,701,240	4,227,028	5,067,037	4,681,489
Briquettes. . .	45,600	70,605	539,364	483,135

L'augmentation de nos importations et la diminution de nos exportations en 1905, par rapport à 1904, ont eu surtout pour cause la grève du début de 1905.

2e Question.

Le nouveau bassin est-il en état de satisfaire à ces besoins spéciaux?

Quelles sont les données les plus précises qui ont été recueillies sur ce point?

Dans quelle mesure son exploitation est-elle nécessaire pour satisfaire normalement aux besoins de l'industrie?

Réponse.

Les résultats des sondages exécutés et ceux des analyses effectuées sur les échantillons recueillis ont établi des teneurs en matières volatiles qui permettent d'inférer que la zone des charbons à gaz et celle des charbons à coke sont les plus riches et les plus importantes du nouveau bassin reconnu.

Il suffit pour s'en convaincre de recourir aux divers mémoires spéciaux écrits sur cette question et parmi lesquels il faut citer en première ligne les études de M. l'ingénieur principal des mines L. Denoël, qui a eu à sa disposition tous les documents officiels et a été autorisé à faire procéder à de multiples analyses qu'il a pu contrôler, et celles de M. Paul Habets, directeur de charbonnages, et professeur d'exploitation des mines à l'Université libre de Bruxelles.

Ces études, qui dans leur ensemble, sont concordantes, sont les plus complètes faites jusqu'ici.

Il en résulte ce qui suit :

Trente sondages ont recoupé des couches de charbon à gaz (c'est-à-dire tenant plus de 31 p. c. de matières volatiles). Ces charbons se rencontrent dans toute l'étendue explorée du bassin du Limbourg ; ils deviennent relativement plus abondants à mesure qu'on avance vers l'Ouest, et ils représentent certainement plus de la moitié de la richesse totale du nouveau bassin houiller. Sauf dans quelques sondages situés à la limite Nord de la zone explorée, les couches de cette catégorie se présentent dans des conditions très favorables ; on compte, en moyenne, pour cent mètres de terrain houiller traversé, cinq à six veines exploitables comportant ensemble trois à six mètres de charbon.

Les charbons à coke proprement dits (18 à 25 p. c. de matières volatiles) ne sont pas aussi abondants. On les trouve dans douze sondages de la province de Limbourg et dans cinq sondages de la province d'Anvers. Les conditions du gisement dans cette dernière région, notamment la grande épaisseur des morts-terrains, le petit nombre et le grand écartement des couches exploitables, sont peu favorables à l'exploitation, du moins dans les circonstances actuelles. Des douze sondages de la province de Limbourg, un certain nombre ont pénétré dans une zone riche, où l'épaisseur en charbon exploitable peut être évaluée à 4 mètres pour 100 mètres de

terrain houiller; dans les autres, cette moyenne n'est que 1 à 2 p. c. Les charbons à coke proprement dits pourraient constituer environ 20 p. c. de la richesse totale.

Mais il est à remarquer que la plupart des charbons de la série grasse à longue flamme et des charbons à gaz ont révélé à l'analyse un pouvoir agglutinant considérable et sont, par conséquent, propres à la fabrication du coke, bien qu'avec un rendement notablement moindre que les charbons gras proprement dits.

Il n'est point possible de dire dans quelle mesure l'exploitation du nouveau bassin est nécessaire pour satisfaire normalement aux besoins de l'industrie.

Concédé actuellement, le nouveau bassin ne sera pas à fruit et régulièrement développé avant dix ans, peut-être davatange. Quels seront à cette époque les besoins normaux de l'industrie?

Nul ne le sait. Et puis il ne faut pas perdre de vue que le marché des charbons n'est plus local mais international.

Tandis que nous importons des cokes d'Allemagne, nous en envoyons des quantités importantes dans ce pays et surtout dans le Grand-Duché de Luxembourg; nous envoyons du charbon en Angleterre, en Allemagne et en France; nous en recevons de ces différents pays.

Ne voyons-nous pas les houilles allemandes chercher à pénétrer en France par voie de mer pour y faire concurrence à nos charbons et à ceux des bassins du Nord et du Pas-de-Calais?

La question des charbons n'est plus locale, ni régionale, ni nationale; elle gît dans des questions de fret et de tarifs de chemins de fer.

3e Question.

Quelle est l'étendue du domaine concessible reconnu en Campine?

Réponse.

Le territoire sous lequel les reconnaissances font présumer l'existence de couches de houille exploitables est limité au sud par la ligne de contact des morts-terrains et des dernières couches recoupées dans les sondages; au nord, la courbe de niveau de la surface du terrain houiller, à la cote de 800 mètres sous la mer, peut être considérée comme limitant la zone à l'intérieur de laquelle pourront s'établir les puits d'extraction, et en admettant que le champ d'exploitation d'un siège ne s'étende pas à plus de 2,000 mètres normalement à la direction des couches, on peut reporter à cette distance, au nord de la courbe de niveau de 800 mètres, la limite nord du gisement exploitable dans les conditions actuelles de l'art des mines.

Ces limites sont tracées approximativement sur la carte ci-annexée. (Annexe I.)

L'étendue limitée de cette façon est d'environ 55,000 hectares dans le Limbourg, 55,000 hectares dans la province d'Anvers.

Mais, eu égard, d'une part, à la faible richesse en houille et, d'autre part, à la profondeur des terrains de recouvrement, il est douteux que l'exploitation

puisse être rémunératrice dans une certaine partie de la zone située au voisinage immédiat des deux limites. Tel est notamment le cas de presque tout le gisement de la province d'Anvers. Par conséquent la question de concessibilité de cette zone doit être réservée pour le moment. On peut toutefois fixer à 40,000 hectares le territoire concessible dans la province de Limbourg.

4e, 6e et 7e Questions.

4e — Quel est l'état actuel des demandes en concessions?

Peut-on en avoir la liste indiquant la situation et l'étendue des gisements demandés, les noms des demandeurs, les cas de concurrence des demandes?

6e — Quel est le degré d'avancement de l'instruction des diverses mandes?

Quelles sont celles sur lesquelles le Conseil des mines a donné son avis?

7e — Quels sont les cas dans lesquels un droit de préférence a été revendiqué par les propriétaires de la surface?

Quelle est l'étendue de la surface demandée à ce titre?

Réponses.

Dans le tableau ci-annexé (Annexe II) sont indiquées, avec les numéros d'ordre sous lesquels elles sont inscrites au répertoire particulier de chaque province, toutes les demandes de concessions introduites à ce jour (15 mars 1906).

Les noms des demandeurs, les dates des demandes, les étendues demandées, les communes sur lesquelles elles se trouvent y sont renseignés.

A ce tableau est annexée une carte figurative des diverses demandes avec légende explicative. (Annexe III.)

L'examen de cette carte permet de se rendre aisément compte des demandes pour lesquelles il y a concurrence.

Une colonne du tableau renseigne le degré d'avancement de l'instruction de chaque demande; une autre indique celles de ces demandes sur lesquelles le Conseil des mines a émis son avis.

Enfin, dans la colonne d'observations sont mentionnées les demandes au sujet desquelles des droits de préférence comme propriétaires de la surface ont été invoqués; mais, en général, le seul examen des dossiers ne permet pas de déterminer l'étendue des territoires superficiels que les demandeurs possèdent ou pour lesquels des cessions de droits leur ont été faites.

5e Question.

Quelles sont les parties du nouveau domaine minier qui ne sont encore l'objet d'aucune demande en concession?

Réponse.

A ce jour, toutes les parties du territoire reconnu comme concessible et même des parties de territoire dont l'exploitabilité est très aléatoire, ont été demandées en concession.

Plusieurs parties de ce territoire sont même recouvertes deux et trois fois par des demandes concurrentes.

Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur les cartes ci-jointes et qui ont été publiées depuis longtemps aux *Annales des Mines de Belgique*.

8e Question.

Quels sont les cas dans lesquels la qualité d'inventeur est invoquée ?

Réponse.

Tous les demandeurs en concession ont cherché à justifier, par des travaux de recherches exécutés par sondages, qu'ils possèdent la qualité d'inventeur telle qu'elle est légalement entendue par le Conseil des mines, à savoir: qu'ils ont exécuté dans les formes légales, en vue d'obtenir une concession dans un territoire déterminé, des recherches tendant à établir l'existence d'un gîte utilement exploitable.

9e Question.

Est-il vrai que le sous-sol d'une partie du domaine de l'État soit demandé en concession ?

Comment l'État n'a-t-il pas procédé à des sondages, non seulement dans son domaine, mais aux abords, même à titre de mesure conservatoire?

Réponse.

Les demandes inscrites sous les nos 31 et 39 comprennent de faibles parties des dépendances du Camp de Beverloo.

Mais il convient de remarquer que les sondages exécutés pour justifier de ces demandes sont à plus de 1,000 mètres des terrains de l'Etat et qu'au surplus la très majeure partie de ceux-ci est située au nord de la ligne, qui est considérée comme limite nord de la zone concessible.

L'Etat, n'ayant jamais eu l'intention d'exploiter par lui-même, n'a pas jugé à propos de faire procéder à des sondages, mais il n'a autorisé personne à en faire dans ses propriétés.

10e Question.

Que coûterait-il, d'après les données dont nous disposons et l'examen comparatif des travaux accomplis dans des pays voisins, pour établir un siège d'exploitation dans la région du bassin de la Campine la plus riche? — Et dans quel délai probable ?

Réponse.

Les connaissances acquises par les sondages exécutés jusqu'à ce jour dans le bassin de la Campine ne permettent pas d'établir, d'une façon suffisamment précise pour en faire la base d'un projet de creusement de puits, la nature des terrains que l'on aura à traverser.

On peut seulement prévoir que les creusements présenteront, en général, de nombreuses difficultés, principalement causées par la présence de fortes épaisseurs d'assises aquifères, dont certaines sont à grande profondeur. Le problème du fonçage et de l'établissement des puits à travers des morts-terrains dans lesquels se recontrent des venues d'eau inépuisables, n'est résolu, d'après les données expérimentales jusqu'ici recueillies, que pour une profondeur de 250 à 300 mètres; on a, il est vrai, atteint 375 mètres, mais dans des circonstances spéciales (procédé Kind-Chaudron — marnes aquifères) (1).

Il en résulte que, dans le nouveau bassin, où les épaisseurs des morts-terrains dépassent les chiffres ci-dessus et atteignent en moyenne 600 mètres (2), et où vraisemblablement les procédés avec épuisement des eaux seront insuffisants, l'établissement des sièges est subordonné à de nouveaux progrès à réaliser dans l'art des mines, progrès qui ne se feront pas sans écoles coûteuses.

S'il est vrai que l'on peut citer comme prix moyen du procédé par congélation le chiffre de 5,000 francs par mètre courant — alors que, cependant, il a atteint déjà plus du double — il ne faut pas perdre de vue que ce chiffre s'applique aux profondeurs maximum de 200 à 275 mètres. Personne ne peut dire ce que coûtera l'application de ce procédé tentée au delà de ces limites, et les prévisions sont d'autant plus aléatoires que les sondages ont montré que, en certains points, on aurait à maintenir dans les puits des pressions atteignant 55 atmosphères (3).

Quant au procédé Kind-Chaudron, qui ne s'applique en général qu'à la traversée des terrains consistants, on peut rappeler que le prix moyen auquel il a conduit pour les profondeurs ne dépassant pas 400 mètres, peut être estimé approximativement à environ 10,000 francs (le prix de 20,800 francs a été atteint).

On préconise, il est vrai, d'autres systèmes et des sociétés se sont constituées pour exploiter de nouveaux procédés, mais jusqu'à présent ces procédés n'ont pas fait leurs preuves.

Dans ces conditions, quand on se rend compte des difficultés à vaincre, dont nombre sont encore inconnues; quand on a quelque expérience des « prévisions » industrielles, on serait plutôt porté à majorer le chiffre de 10,000 francs que l'on trouvera dans l'avant-projet ci-après, avant-projet qui a été établi par le service technique d'une de nos plus puissantes sociétés industrielles.

Mais comme ces chiffres n'ont actuellement et dans les circonstances présentes qu'une valeur documentaire, nous les maintiendrons intégralement.

Au surplus, il convient d'insister sur ce point que cet avant-projet de devis a plutôt été établi pour connaître l'*ordre de grandeur* de la dépense et ne peut avoir, ainsi qu'il est dit ci-dessus, de signification absolue.

Quant au délai probable dans lequel un siège pourrait être établi, les

---

(1) P. Habets. *Revue universelle des mines*, tome I, mars 1903, n° 3.

(2) Travail de M. Denoël, *Annales des mines de Belgique*, tome IX, 1re livraison.

(3) On admet que la limite des cuvelages ordinaires et appliqués actuellement est de 400 mètres, soit 40 atmosphères.

éléments font totalement défaut pour répondre à cette question attendu que l'expérience du fonçage du puits dans des épaisseurs aussi considérables de morts-terrains n'est pas faite.

AVANT-PROJET

de devis pour l'établissement d'un siège d'extraction, en supposant 600 mètres de morts-terrains aquifères à traverser.

Creusement et armement de deux puits à travers 600 mètres de morts-terrains aquifères, soit 1,200 mètres à 10,000 francs le mètre courant . . . . . fr.	12,000,000
Creusement et armement de deux puits sur 100 mètres de terrain houiller : 200 mètres à 500 francs	100,000
Deux châssis à molettes	60,000
Deux machines d'extraction	120,000
Deux cabestans de sauvetage	20,000
Deux ventilateurs	50,000
Dix chaudières avec collecteur.	100,000
Tuyauterie.	50,000
Pompes alimentaires et tire-terres	25,000
Installation d'exhaure	100,000
Triage mécanique pour 1,000 tonnes avec bâtiment métallique.	500,000
Lavoir pour 500 tonnes.	300,000
Fours à coke (?) ou fabrique de briquettes (?)	500,000
Eclairage électrique	30,000
Bâtiments divers, clôtures, terrassements, etc.	500,000
Raccordement au chemin de fer	100,000
Colonie ouvrière pour 1,200 ouvriers ou 400 maisons à 3,000 fr.	1,200,000
Achat de terrains.	100,000
Frais de recherches antérieures, constitution de la société . .	300,000
Frais généraux pendant la construction.	400,000
Fonds de roulement.	500,000
Matériel de service, y compris les chevaux et les locomotives .	300,000
TOTAL (1).	17,355,000

N. B. — Dans ce total ne sont point compris les intérêts intercalaires.

11e QUESTION.

Quelles sont les ressources en minerais de fer concessibles en vertu de l'article 1er de la loi de 1810 qui subsistent dans les régions exploitées du pays

---

N. B. — *Voir* pour l'étude de cette question du creusement des puits :

Revue Universelle, 1901, tome LVI, n° 1, page 59.
— — 1902 — LIX — 1 — 76.
— — 1905 — I — 3 — 306.
Annales des Mines de Belgique, 1905 — X — 1 — 41.
Travaux du Congrès international des mines et de la métallurgie tenu à Liége en juin 1905. Tome I, pages 401-419-503-523.

et quelles données avons-nous sur les mines de fer concessibles en Campine ?

Réponse.

Au début de l'année 1879, M. le Ministre des Travaux publics a ordonné une enquête approfondie sur les richesses en minerais de fer gisantes encore dans notre pays.

Cette enquête a été faite dans le cours des années 1880, 1881 et 1882 et a donné lieu à un rapport très développé qui a été transmis au Conseil des mines.

Ce Collège, en son avis du 18 mai 1883, a présenté un avant-projet de loi ayant pour but de modifier, en ce qui concerne les mines de fer, les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837, et de permettre l'octroi de concessions de mines de fer proprement dites, savoir : des minerais de fer exploitables souterrainement, c'est-à-dire « par puits et galeries et avec l'aide nécessaire » de travaux d'art réguliers et permanents, tels que galeries d'écoulement » et de transports et puits munis de machines pour l'extraction des pro- » duits, l'épuisement des eaux et la ventilation ». Cette affaire n'a reçu aucune suite.

En ce qui concerne les mines de fer concessibles en Campine, nous ne possédons d'autres renseignements que ceux qui ont été fournis par M. G. Lambert dans la brochure qu'il a publiée à ce sujet.

FRANCOTTE.

Liste des demandes en conces

Situation au

NOMS DES DEMANDEURS.	Dates des demandes.	Étendues demandées.	Communes.
			Province de
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (n° 1).	5 octobre 1901.	2,331 hect., 40 ares.	Asch-en-Campine, Op-Glabbeeck, Niel-lez-Asch, Opoeteren, Dilsen, Lanc-klaer, Mechelen-sur-Meuse, Genck.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (n° 2).	5 novembre 1901.	986 hect., 55 ares.	Asch-en-Campine, Op-Glabbeeck.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (n° 3).	22 novembre 1901.	991 hect., 64 ares, 45 centiares.	Niel-lez-Asch, Opoeteren, Asch-en-Campine et Op-Glabbeeck.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (n° 4).	4 décembre 1901.	1,097 hectares.	Genck et Asch-en-Campine.
Sociétés anonymes de Patience et Beaujonc, à Glain et de l'Espérance et Bonne Fortune, à Montegnée (n° 5).	30 décembre 1901.	3,109 hect., 70 ares.	Gruitrode, Op-Glabbeeck, Opoeteren et Niel-lez-Asch.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (n° 6).	20 janvier 1902.	2,883 hect., 78 ares.	Houthaelen, Zonhoven et Zolder.
Société anonyme John Cockerill, à Seraing (n° 7).	22 février 1902.	1,876 hect., 45 ares.	Wyshagen, Op-Glabbeeck, Asch-en-Campine, Genck.
MM. le baron de Pitteurs-Hiégaerts et consorts (n° 9).	27 février 1902.	1,930 hect., 50 ares.	Asch-en-Campine, Genck, Sutendael, Op-Grimby et Mechelen-sur-Meuse.
Société anonyme limbourgeoise de Recherches et d'Explorations minières (n° 10).	27 février 1902.	1,472 hect., 85 ares.	Genck et Sutendael.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'exploitation (n° 11).	8 mars 1902.	2,720 hectares.	Houthaelen, Meuwen, Wijshagen, Op-Glabbeeck, Asch et Genck.
M. Masy, Th., Mlle Wittouck, E. et M. Thorn, E. (n° 12).	14 avril 1902.	2,075 hect., 50 ares.	Meuwen, Wijshagen, Genck, Houthaelen.
Société anonyme limbourgeoise de Recherches et d'Explorations minières (n° 13).	26 avril 1902.	1,504 hect., 72 ares.	Genck.
Société anonyme des Charbonnages de Courcelles-Nord (n° 14).	7 mai 1902.	1,892 hect., 56 ares.	Hasselt, Zonhoven et Zolder.
Société anonyme des Charbonnages de Bascoup (n° 15).	7 juin 1902.	1,570 hect., 90 ares.	Heusden, Houthaelen, Zolder et Zonhoven.

sion de mines de houille.

15 mars 1906.

Degré d'avancement de l'instruction.	Demandes sur lesquelles le Conseil des mines a donné son avis.	*Observations.*
Limbourg		
Terminée.	Le Conseil des mines a émis son avis le 14 avril 1905.	
Terminée.	Le Conseil des mines a émis son avis le 14 avril 1905.	
Terminée.	Idem.	
Terminée.	Idem.	
Terminée.	Avis du 28 juillet 1905.	
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 30 décembre 1904.	»	Doit être introduite en même temps que la demande n° 36, avec laquelle elle est en concurrence.
Terminée.	Avis du 28 juillet 1905.	
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 30 novembre 1905.	»	Doit être instruite avec la demande n° 40, qui lui est jointive. Les demandeurs possèdent des propriétés de grande étendue dans la région où a été exécuté le sondage de recherches.
Terminée.	Avis du 14 juillet 1905.	
Terminée.	Avis du 24 décembre 1905.	
Terminée.	Avis du 28 juillet 1905.	Les demandeurs possèdent une grande étendue de terrain dans le périmètre demandé en concession.
Terminée.	Avis du 14 juillet 1905.	
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 12 janvier 1906.	»	Déposé au greffe du Conseil des mines le 28 février 1906.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 12 janvier 1906.	»	Déposé au greffe du Conseil des mines le 3 mars 1906.

NOMS DES DEMANDEURS.	Dates des demandes.	Étendues demandées.	Communes.
Société charbonnière Limbourgeoise (société anonyme) (n° 16).	25 juin 1902.	1,709 hect., 93 ares.	Hasselt, Houthaelen, Genck, et Zonhoven.
M. le baron Goffinet (n° 17).	2 juillet 1902.	1,866 hect., 80 ares.	Houthaelen et Helchteren.
Société anonyme des Charbonnages du Nord de la Belgique (n° 18).	14 juillet 1902.	1,570 hect., 70 ares.	Dilsen et Lanklaer.
MM. le comte de Theux de Meylandt et consorts (n° 19).	26 juillet 1902.	2,155 hect., 5 ares.	Zolder, Heusden, Stockroye et Lummen.
Société anonyme des Charbonnages de Mariemont (n° 20).	16 août 1902.	1,901 hectares.	Coursel, Heusden, Zolder, Houthaelen et Helchteren.
Société anonyme des Exploitants et Propriétaires réunis pour Exploration minière dans le Nord de la Belgique (n° 21).	20 août 1902.	3,021 hect., 50 ares.	Lanklaer, Stockheim, Meeswijck, Leuth, Eysden, Vucht et Mechelen.
Société anonyme des Charbonnages du Nord de la Belgique (n° 22).	10 octobre 1902.	1,614 hectares.	Lanklaer, Eysden, Vucht, et Mechelen-sur-Meuse.
Société anonyme des Charbonnages de la Meuse (n° 25).	3 décembre 1902.	1,624 hect., 47 ares.	Lanklaer, Stockheim, Meeswijck, Leuth, Eysden, Vucht et Mechelen-sur-Meuse.
Société campinoise de Recherches et d'Exploitation de houille (n° 26).	13 décembre 1902.	3,195 hect., 70 ares.	Beeringen, Pael, Lummen, Heusden et Coursel.
Société anonyme de Recherches minières dans la Campine limbourgeoise (n° 27).	13 janvier 1903.	2,326 hect., 85 ares.	Pael, Tessenderloo, Quaedmechelen, Oostham et Beverloo.
Société minière du Nord-Est belge (société anonyme) (n° 31).	15 février 1903.	4,257 hect., 59 ares.	Coursel, Beeringen, Pael, Beverloo, Heppen, Oostham, Quaedmechelen et Bourg-Léopold.
Société anonyme des Propriétaires Unis pour la recherche et l'exploitation houillère en Belgique (n° 33).	28 février 1903.	2,182 hect., 94 ares.	Meeswijck, Stockheim, Lanklaer, Dilsen et Rothem.
M. le baron Goffinet (n° 34).	1er avril 1903.	3,100 hect., 18 ares.	Peer, Houthaelen, Meuwen, Helchteren et Wijshagen.
Société anonyme des Charbonnages des Propriétaires de Coursel - Heusden (n° 35).	1er avril 1903.	2,815 hectares.	Coursel et Heusden.

Degré d'avancement de l'instruction.	Demandes sur lesquelles le Conseil des mines a donné son avis.	*Observations.*
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 4 novembre 1905.	»	Prorogation de délai accordée par le Conseil des mines jusqu'au 11 avril 1906.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 30 décembre 1905.	»	Doit être instruite avec les demandes n°s 34 et 39 qui sont limitrophes.
Le 8 décembre 1905, la Députation permanente a ordonné une nouvelle instruction actuellement en cours.	»	
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 12 janvier 1906.	»	Déposé au greffe le 5 mars 1906. Le demandeur invoque comme titre de préférence sa qualité de propriétaire d'une grande partie du territoire de la concession demandée.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 12 janvier 1906.	»	Déposé au greffe du Conseil des mines le 2 mars 1906. Cette demande doit être instruite avec celle n° 35.
Le 8 décembre 1905, la Députation permanente a prescrit une nouvelle instruction.	»	Le dossier se trouvant à la Députation permanente, il n'est pas possible de fournir les renseignements concernant la qualité de propriétaires de la surface des demandeurs.
Le 8 décembre 1905, la Députation permanente a ordonné une nouvelle instruction.	»	
Le 1er décembre 1905, la Députation permanente a ordonné une nouvelle instruction.	»	Même observation que pour la demande n° 21.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 19 février 1906.	»	En instruction devant le Conseil des mines.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 19 février 1906.	»	En instruction devant le Conseil des mines.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 19 février 1906.	»	En instruction devant le Conseil des mines. La demanderesse invoque le droit de préférence au nom de nombreux propriétaires de la surface.
Le 8 décembre 1905 la Députation permanente a ordonné une nouvelle instruction.	»	Même observation que pour les demandes 21 à 25, en ce qui concerne les propriétaires de la surface.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 25 janvier 1906.	»	En instruction devant le Conseil des mines.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 19 février 1906.	»	La demanderesse invoque le droit de préférence au nom d'un grand nombre de propriétaires de la surface.

NOMS DES DEMANDEURS.	Dates des demandes.	Étendues demandées.	Communes.
Société anonyme des Charbonnages de Houthaelen (n° 36).	11 mai 1903.	4,263 hect., 21 ares, 15 centiares.	Houthaelen.
Société civile de Recherches L'Oeteren (n° 37).	2 juin 1903.	1,274 hectares.	Lanklaer, Eysden, Vucht et Mechelen-sur-Meuse.
Société anonyme La Campine (n° 39).	30 juin 1904.	3,075 hectares.	Coursel, Heusden, Peer, Meuwen.
MM. Evence Coppée, à Bruxelles, Raoul Warocqué, à Morlanwelz, A. Orban, à Bruxelles et V. Latinis (ce dernier pour la société La Campine) (n° 40).	9 juillet 1904.	1,677 hectares.	Sutendael, Op-Grimby, Mechelen et Reckheim.
M. Jules Wilmart, tant en son nom personnel que comme mandataire de tous les héritiers de feu M. Jules Urban et de feu M. Valentin Putsage (n° 41).	14 janvier 1905.	3,663 hectares.	Genck, Sutendael, Op-Grimby, Reckheim, Lanaeken et Neerhaeren.
M. André Dumont (n° 42).	5 avril 1905.	3,129 hectares.	Neeroeteren, Maeseyck, Eelen, Rothem et Dilsen.

Province

Société Anversoise de Sondages (n° 3).	3 novembre 1902.	4,778 hect., 51 ares.	Gheel, Moll, Meerhout.
M. le comte de Mérode-Westerloo (n° 4).	27 décembre 1902.	2,534 hectares.	Tongerloo, Westerloo, Oevel, Gheel, Oolen, Zoerle-Parwijs.
Société anonyme de Recherches minières dans la Campine anversoise (n° 8).	7 mai 1903.	6,052 hect., 26 ares.	Norderwijck, Herenthals, Oolen, Oevel, Gheel, Tongerloo, Lichtaert.
Société anonyme de Recherches minières dans la Campine anversoise (n° 10).	7 novembre 1903.	1,807 hect., 39 ares.	Casterlé, Poederlé, Herenthals, Oolen, Gheel et Lichtaert.

Degré d'avancement de l'instruction.	Demandes sur lesquelles le Conseil des mines a donné son avis.	*Observations.*
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 25 janvier 1906.	»	En instruction devant le Conseil des mines. La société se dit propriétaire ou aux droits des propriétaires d'environ 3,500 hectares, soit les 8/10 environ, de l'étendue du territoire demandé en concession.
L'instruction est terminée; le dossier sera transmis prochainement au Conseil des mines.	»	Cette demande sera renvoyée au Conseil des mines avec les demandes actuellement en instruction devant la Députation permanente.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 30 novembre 1905.	»	Prorogation de délai accordée par le Conseil des mines jusqu'au 26 avril 1906.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 23 décembre 1905.	»	Prorogation de délai accordée par le Conseil des mines jusqu'au 26 avril 1906.
Terminée.	Avis du 24 novembre 1905.	
En instruction devant la Députation permanente.	»	

d'Anvers.

Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 16 juin 1905.	»	Cette demande ne peut être examinée par le Conseil des mines qu'en même temps que les demandes n^{os} 8 et 10.
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 25 janvier 1906.	»	En instruction devant le Conseil des mines. Le demandeur invoque son titre de propriétaire d'une partie de la surface demandée en concession.
Demandes renvoyées à l'avis du Conseil des mines le 13 janvier 1906.	»	En instruction devant le Conseil des mines.

NOMS DES DEMANDEURS.	Dates des demandes.	Étendues demandées.	Communes.
Provinces			
Société anonyme Campinoise pour favoriser l'industrie minière. (N° 6) Anvers. (N° 30) Limbourg.	17 février 1903.	2,990 hectares.	Tessenderloo, Quaedmechelen, Oostham, Vorst, Meerhout, Olmen.
Société Anversoise de Sondages. (N° 9) Anvers. (N° 38) Limbourg.	29 juillet 1903.	3,943 hect., 74 ares, 55 centiares.	Moll, Baelen, Meerhout, Olmen. Quaedmechelen, Oostham.
Provinces d'Anvers,			
M^me^ la comtesse J. de Mérode et M. le comte de Mérode Westerloo. (N° 2) Anvers. (N° 29) Limbourg. (N° 1) Brabant.	15 janvier 1903.	5,775 hect., 30 ares.	Westerloo, Gheel, Veerle, Hersselt, Vaerendonck, Zoerle-Parwijs et Eyndhout. Sichem, Testelt, Langdorp, Tessenderloo.

Degré d'avancement de l'instruction.	Demandes sur lesquelles le Conseil des mines a donné son avis.	*Observations*.
d'Anvers-Limbourg.		
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 17 janvier 1906.	»	En instruction devant le Conseil des mines. La demanderesse invoque le titre de propriétaire de la majeure partie du territoire demandé en concession.
En instruction au Gouvernement provincial d'Anvers.	»	Même observation que pour les demandes n°s 21 et 25.
Brabant et Limbourg.		
Demande renvoyée à l'avis du Conseil des mines le 25 janvier 1906.	»	Les demandeurs invoquent leurs titres de propriétaires de plus d'un tiers du territoire demandé en concession.

(1)

(N° 62.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JANUARI 1906.

1° Ontwerp van wet tot aanvulling en wijziging der wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837 op de mijnen (1);
2° Wetsvoorstel tot wijziging der wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837 op de mijnen, graverijen en groeven (2).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (3) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, door de heeren Denis en Vandervelde den 9n April 1902 overgelegd, strekt om bekrachtiging te doen geven aan twee beginselen, die, werden zij aangenomen, het ontwerp van wet, door de Regeering den 7n Februari 1905 ingediend, nutteloos en doelloos zouden maken.

Trouwens, moest het beginsel van domanialiteit en, als gevolg daarvan, de ontginning van Staatswege worden aangenomen door de Kamer en bekrachtigd door eene wet, dan zou daaruit blijken dat alle nieuwe mijnconcessie, waarbij de minerale schatten overgaan tot het privaat domein, geschorst zou worden en dat de aan de concessien voorgestelde wijzigingen aan geene wezenlijkheid zouden beantwoorden.

« Ons ontwerp », zeggen de voorstellers in hunne toelichting, « brengt » mede 't bepaald daarlaten van het beginsel van de in artikel 552 van » 't Burgerlijk Wetboek *behouden fictie* en van het wettelijk stelsel, waarvan » Napoleon in den Raad van State de hoofdlijnen afteekende: « *Eerst en vooral* » *moet men duidelijk het beginsel stellen dat de mijn deel uitmaakt van den* » *eigendom des bovengronds*. Er zal evenwel worden bijgevoegd dat zij

(1) Ontwerp van wet, nr 77 (zittingsjaar 1904-1905).

(2) Wetsvoorstel, nr 115 (zittingsjaar 1901-1902).

(3) De Commissie, voorgezeten door den heer Nerincx, bestond uit de heeren Cartuyvels, Dallemagne, A. Delbeke, Denis, Dewandre, Hubert, Renkin en Versteylen.

De nota van den heer Denis wordt afzonderlijk rondgedeeld.

» maar mag ontgind worden krachtens eene akte van concessie. » De vereeni-
» ging van den bodem met den bovengrond, verworpen door de evolutie
» van het Recht, is onbegrijpelijk ten opzichte van een nieuw onderaardsch
» gebied, welks ontdekking zelve geenszins is te wijten aan het werk van de
» eigenaars. Evenmin mag de tusschenkomst van den Staat enkel daarin
» bestaan *dat hij beschikt over de mijnen,* om ze in het openbaar domein te
» doen overgaan. »

En verder : « Zoo het gelijkstellen van concessie met persoonlijken eigen-
» dom overeenkwam met de individualistische opvatting der samenleving
» in 1810, de domanialiteit is de duidelijkste uitdrukking geworden van het
» sociaal belang, in den verhevensten zin. »

Wat wordt daarmede bedoeld? Moet de Staat worden beschouwd als eerste eigenaar der mijnen? Heeft de Staat, die eene concessie verleent, eenvoudig gehandeld als een eigenaar die over zijn eigendom beschikt? Wat zijn dan de rechten van den eigenaar des bovengronds?

Deze vraagstukken hoefden eerst en vooral te worden opgelost. De bijzondere Commissie behandelde ze alvorens het ontwerp der Regeering te onderzoeken.

Waarop zou het recht van den Staat natuurlijkerwijs gegrond zijn?

Hij is geen ontdekker; noch de personen die de collectiviteit uitmaken, noch de overheden die deze personen besturen, hebben eene daad gepleegd waarbij een eigendomsrecht tot stand komt. Waarom zou dan de Staat eigenaar der mijnen zijn? En zoo hij eigenaar der mijnen is, waarom zou hij geen eigenaar van al de andere goederen zijn? Er wordt nochtans gevraagd dat wij bij de wet zouden doen verklaren dat hij eigenaar is!!

Maar de taak der burgerlijke wet, veranderlijk naar tijd en plaats, is het waarborgen, het beschermen van het eigendomsrecht; die wet verwekt niet dat recht, evenmin als zij de familie verwekt. De Regeering vermag niet meer dan de wet vermag. Met reden zegt Cambacérès dat de Regeering de eigendommen verdedigt, doch ze niet doet ontstaan.

In zijn werk *Législation des mines*, stelt Delebecque de vraag : Wien behooren, volgens het natuurlijk recht, de mijnen vóór hare ontginning?

« Dat is de eerste vraag, welke nagenoeg alle wetgevers oordeelden te moeten oplossen in wetgevende theorie, alle beschouwing van feiten ter zijde latende. Het natuurlijk recht, aldus in het afgetrokkene beschouwd, is iets waarover men het 't minst eens is, en waar zal, bij de wrijving van de verschillende meeningen, het bewijs der waarheid te vinden zijn? »

Comte, in zijn *Traité de la législation*, deel I, blz. 120; Lerminier, *Phil. du droit*, hoofdstuk IV; Granier de Cassagnac, *Rev. de législation*, d. III, trachten dezelfde vraag op te lossen en geraken tot twijfelachtige uitslagen.

Merlin, *Question de droit,* V° *Mines,* d. I, oppert de vraag of, volgens het natuurlijk recht, de mijnen toehooren aan den eigenaar van den grond, en antwoordt zonder aarzelen op bevestigende wijze.

« Doch volgens het natuurlijk recht, zegt hij, maken de mijnen, in eenen bodem bestaande, deel uit van den grond zelven; en het staat den eigenaar

van het goed volkomen vrij, daaruit de delfstoffen op te halen, zooals het hem vrij staat er het gras te maaien en er de vruchten te oogsten. »

Nog meer bevestigend zegt Raikem : « Niemand zal beweren dat de eigenaar van den bovengrond niet tevens eigenaar van den ondergrond is. »

Op welk rechtsbeginsel steunen de aanbieders van het voorstel Denis, wanneer zij bevestigen dat de domanialiteit der mijnen de duidelijkste uitdrukking van het sociaal belang is geworden?

— Eigenaar van den bovengrond zijnde, waar houdt mijn eigendom op? Op welke diepte beneden de bovenvlakte van den grond is de grens mijner rechten gelegen?

Is het echter waar dat op dit gebied hoegenaamd niets werd bevestigd?

In de *Revue pratique du droit industriel*, 1903, blz. 6, handelend over het recht van eigendom op de mijnen, drukt Bodeux zich uit als volgt : « Wat zegt de wet van 1810, na tegenstrijdige verklaringen en verwarde » beraadslagingen omgewerkt, aangaande den eigendom der mijnen vóórdat » er concessie is verleend? De eenen schrijven hem toe aan den Staat, » anderen aan den eigenaar van den bodem, anderen beschouwen hem » als een *res nullius*, anderen als een goed zonder eigenaar... Nooit wer- » den de beginselen op duidelijke, besliste, bestendige en algemeene wijze » bepuald. In 1810 en 1837 *zocht men naar deze overtuigende definitie*, » *doch men geraakte tot geenen uitslag*.

» Wellicht zullen de door de Regeering voorgestelde wijzigingen aan de » wetten van 1810 en 1837 aanleiding geven tot dit beslissend debat, en de » zekerheid, welke dan op dat gebied zou bestaan, ware eene weldaad voor » het land. »

Zullen, zooals schrijver hoopt, de aanstaande beraadslagingen der Kamers de overtuigende definitie leveren?

Kan men, volgens het natuurlijk recht, weigeren in te stemmen met het eene of andere stelsel en bevestigen dat het vraagstuk van den eigendom der mijnen vóór de concessie, niet is opgelost. onmogelijk schijnt het ons te beweren dat de wetgevers van 1810 en 1837 die beginselen niet volkomen duidelijk uitdrukten.

Voorzeker is niemand in staat eene *overtuigende* definitie te geven en wij mogen van de wetgevers niet eischen dat zij diegenen overtuigen wien zij hunne wetten opdringen. Wat wij hier betrachten, is te weten of de wetgever zich uitdrukte op duidelijke, besliste, bestendige en algemeene wijze. En het schijnt ons toe dat er dienaangaande geen twijfel hoegenaamd kan blijven bestaan.

Herleest men de oorkonden die de wetten van 1791-1810 tot inleiding dienden, dan stelt men met verbazing vast dat na een tijdsverloop van 19 jaar de voornaamste zooniet al de opstellers dier wetten krachtdadig en algemeen het beginsel bestreden, krachtens welk de Staat zich de mijnen zou toeëigenen. En dat is zelfs niet te verwonderen, vermits onder de misbruiken waaraan de Omwenteling van 1789 een einde bedoelde te stellen, juist voorkomen de misbruiken en beroovingen, door de vroegere regeering gepleegd in zake van mijnen.

Het recht des eigenaars geldt als *algemeen beginsel* : de werken tot voorbereiding van artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek en van de wet van 21 April 1810 getuigen daarvan.

Sprekende over artikel 552, zegde Regnaud de Saint-Angely in den Raad van State : « De wetten en politiereglementen beperken het recht van den eigenaar om in den bodem de door hem geschikt bevonden opgravingen te doen... De wet van 28 Juli 1791 stelt insgelijks de noodige *beperkingen* vast. » Zij die bevestigen dat Napoleon in 1810 zijnen wil opdrong om het beginsel dat de mijn deel uitmaakt van den eigendom des bovengronds, ongeschonden te bewaren, en wel uit eigenliefde als opsteller van het Burgerlijk Wetboek, vergeten blijkbaar dat het beginsel reeds was erkend door de wet van 1791.

Tijdens de beraadslaging over de wet van 1791, zegde Heurtaut-Lamerville : « De mensch in zijnen natuurstaat dankt alles aan de macht; hij bezit omdat hij heeft bezet, hij behoudt het zoolang hij het recht heeft zich te verdedigen : rechtvaardig of niet, doch onveranderlijk, dat is het eigendomsrecht dat het opkomen der keizerrijken voorafging.

» De samenleving wordt gevormd, de mensch wordt burger ; zijn afzonderlijk belang versmelt hij in de vereeniging der bijzondere belangen; zijne vrijheid en zijn eigendom onderwerpt hij aan de oppermacht van allen en aan het gezamenlijk voordeel; doch hij behoudt ook voor zich alles wat hij niet moet afstaan — dat is de stilzwijgende overeenkomst van al de menschen met de samenleving (1).

« Wat de vrijheid van een volk uitmaakt, is dus dat de burger alles behoudt wat, door de natuur gegeven, het algemeen welzijn niet dwarsboomt, en dat hij er alles bijvoegt wat de samenleving hem kan waarborgen : bij voorbeeld, dat zijn eigendom onderscheiden zij, omdat zooniet de samenleving nog slechts een warboel is en er geen vrijheid meer bestaat; dat zijn eigendom verzekerd zij; dat hij het recht hebbe er over te beschikken en de zekerheid hem in zijn geheel over te maken, omdat anders de mensch nog enkel voor zichzelf leeft en niets meer is voor zijne nakomelingschap... Maar hoe kan de natie *zich eigenares van de mijnen verklaren* zonder *nationale bepaling om te worden geconcedeerd...* »

En verder :

« Dus beteekent de uitdrukking in het wetsontwerp : nationaal eigendom of eigendom ter beschikking der natie, *enkel* dat de natie het recht zal hebben de mijnen te concedeeren. Welnu, ik zou willen dat men mij deed begrijpen hoe het recht tot concessie *den eigenaar kan schaden*, terwijl het van hem zal afhangen de voorkeur bij de concessie te verwerven. »

In de toelichting van artikel 552 zegde Portalis : Wij namen *het beginsel aan, dat de eigendom van den grond den eigendom van den boven- en van den ondergrond in zich bevat.* Daaruit leidden wij af dat de eigenaar bovenop alles mag planten of bouwen, en beneden alles vervaardigen of opdelven wat hij raadzaam acht.

---

(1) *Proces-verbaal der Nationale Vergadering*, d. XLIX.

't Is te begrijpen dat de eigendom onvolledig zou wezen, zoo het den eigenaar niet vrijstond al de uitwendige en inwendige deelen van den grond of van het goed die hem toehooren, te benuttigen voor zijn gebruik, of zoo hij niet meester was van de gansche oppervlakte welke zijn domein bevat.

Wij hebben evenwel niet verzwegen, dat het recht des eigenaars, hoe uitgestrekt ook, eenige grenzen vergt, door den toestand der samenleving onontbeerlijk gemaakt.

Over 't algemeen verwekt de vrijheid, aan den landbouwer of den eigenaar gelaten, veel goeds en weinig kwaads. Het algemeen belang is gevrijwaard, wanneer het, in plaats van eenen vijand, slechts een waarborg vindt in het privaat belang.

Daar er evenwel eigendommen zijn, van zulken aard dat het bijzonder belang gemakkelijk en vaak in strijd kan zijn met het algemeen belang, door de wijze waarop die eigendommen worden *gebruikt*, werden er wetten en verordeningen gemaakt om het gebruik daarvan te regelen. *Van dien aard zijn de domeinen die bestaan in mijnen, bosschen en andere dergelijke zaken*, en waarop ten allen tijde de aandacht des wetgevers was gevestigd.

De juridische aard van den eigendom der mijnen is dus niet veranderd. Evenals vele eigendommen, is hij *aangaande zijn gebruik* beperkt.

Het algemeen beginsel dat de grondslag van al de mijnwetten in Frankrijk is, schrijft Dalloz, is scheiding van den eigendom des bovengronds en van den mijn- of ondergrondschen eigendom (Rép. nrs 52-53).

Die scheiding geschiedt evenwel alleen door het verkrijgen van eene akte van concessie, die ze verwezenlijkt en in 't leven roept; en kan de mijn tevoren worden beschouwd als *res nullius*, dan is het niet ten opzichte van hem die den bovengrond bezit — deze eigenaar is immers gevrijwaard door de bepalingen van artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek — maar enkel ten opzichte van derden.

Dus is het niet waar dat het vraagstuk van den eigendom der mijnen niet opgelost is. Wij achten dat het is opgelost door artikel 552, dat de beginselen van het Burgerlijk Wetboek niet worden verzwakt door de beraadslagingen over de wet van 1810, zoodat, tijdens de behandeling der wet van 1837, Raikem kon zeggen : « Niemand zal voorwaar staande houden dat de eigenaar des bovengronds niet ook eigenaar van den ondergrond is. »

Wij meenen daarenboven te hebben bewezen dat de wetgever van 1810 het begrip der rechten van den eigenaar des bovengronds niet putte uit artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek, zijnde Napoleon's werk.

Deze beginselen waren te vinden zooniet in de letter, dan toch ten minste in den geest der wet van 1791, die wel wilde dat de mijnen ter beschikking der natie werden gesteld, doch enkel opdat zij dezer ontginning zou regelen.

Een lid der Commissie was van gevoelen dat de wet, wanneer zij het beginsel der domanialiteit huldigt en verklaart dat de *nieuwe mijnen* eigen

dom van den Staat zijn, de drie tegenover elkaar staande belangen : dit van de collectiviteit, den Staat, dit van den grondeigenaar, dit van den ontdekker en van den ontginner kan bevredigen.

Die domanialiteit zou, zegt hij, de mindere eigenaars van den bovengrond niet schaden.

De nieuwe wet zou hun gunstig genoeg zijn, indien zij ze doelmatig beschermt tegen de schade, aan den bovengrond berokkend door ontginning van steenkolenmijnen.

Voor de grootere eigenaars brengt het ontwerp der Regeering zelf reeds beperkingen toe aan het voorkeursrecht, hun toegestaan bij artikel 11 der wet van 2 Mei 1837.

Wat den ontdekker betreft, indien hij onderzoekingen deed binnen een niet voorbehouden gebied, zou zijn voorkeursrecht worden geëerbiedigd; in voorbehouden streken zou men hem eene vergoeding toekennen, die de belooning zou zijn voor den dienst, aan het publiek bewezen door de ontdekking, en gelden als terugbetaling van de gedane uitgaven om tot de ontdekking te geraken.

Dit stelsel van domanialiteit aangenomen zijnde, is dit lid van oordeel dat de Staat zelf het hem voorbehouden gebied zou exploiteeren of voor zijne rekening doen exploiteeren.

Wat de andere concessies aangaat : de Staat, eigenaar zijnde van dien aanzienlijken schat aan steenkool, heeft onbetwistbaar het « recht » om voordeelen te eischen van hem wien hij hem « geeft ».

Hij zou concessies toestaan, beperkt tot 500 hectaren en voor eenen duur van hoogstens 90 jaar.

Als voordeel bij de ontginning, zou hij zich kunnen vergenoegen met een stichtersaandeel in de ontginnende vennootschap.

Volgens het achtbaar lid, blijft het goed verstaan dat er niets zou veranderen in den toestand der thans bestaande ontginners, vermits er op dit oogenblik geen sprake meer is van naasting der kolenmijnen door den Staat.

Het beginsel der domanialiteit zou dus gelden enkel voor de toekomstige ontginners van het Kempisch kolenbekken.

Kortom, dit stelsel neemt al de beginselen aan van het wetsvoorstel Denis-Vandervelde : domanialiteit en noodzakelijke ontginning door den Staat. Bij de bevestiging der beginselen schijnt het zelfs verder te gaan.

Wanneer de heer Denis in artikel 1 van zijn voorstel vraagt dat de nieuwe mijnen worden opgenomen in het Staatsdomein, neemt hij het beginsel van domanialiteit aan en is er geene opneming meer noodig, want de Staat bezit een verworven recht.

Zoo wordt, feitelijk en naar rechten, het Kempisch kolenbekken in een anderen toestand gebracht als de kolenstreken ten Zuiden van België. Eene zoo willekeurige rangschikking is niet te verdedigen.

« Kortom », zegt Bury (*Traité de la législation des mines*), « de concessie *verwekt*, voor de mijnen die daarvan het voorwerp zijn, een *nieuwen* eigen-

dom; niet, zooals menigmaal werd gezegd, in dezen zin dat de eigendom der niet geconcedeerde mijnen niemand toebehoort, want hij behoort den eigenaar des bovengronds; maar in dezen zin dat, door de concessie, de eigendom der mijnen eenerzijds wordt gescheiden van den bodem, en dat anderzijds die onderscheiden eigendom in de handen van hem, die dezen bezit, al de kenteekenen draagt van den gewonen eigendom. » Dit alles zou worden veranderd voor de Kempen. Het beginsel der domanialiteit wordt bevestigd voor het Noorden van België. De Staat is er eigenaar en blijft eigenaar van de mijnen, zelfs na de concessie.

De concessie zelve verandert immers van aard; zoo zij in het Zuiden een eigendom verwekt ten voordeele van den concessiehouder, in het Noorden zal die concessiehouder nog slechts een « exploitant van eens anders goed » zijn. De concessiehouder zal willekeurige rechten betalen, men zal hem opzegging kunnen doen, hem rekenschap van zijn beheer vragen.

Die beginselen kan de Commissie niet aannemen; wij zijn van meening dat de Staat vóór de concessie geen eigenaar van de mijnen is; hij heeft niets te geven, want hij bezit niets. Door het verleenen van eene concessie en het bepalen van de voorwaarden der ontginning, vervult hij zijnen eenvoudigsten plicht van toezicht en politie.

't Is niet *omdat hij* concessie verleende dat hij zijnen plicht vervult; hij moet diezelfde plichten vervullen voor alle nijverheidstakken, al zijn zij ja of niet onderworpen aan het verleenen van eene concessie.

Dit recht geldt voor gansch België. Bestaan er redenen om het te wijzigen, dan moet dit gewijzigd recht worden toegepast in gansch het land en voor alle burgers.

De beginselen betreffende de ontginning door den Staat, de tijdelijke concessiën, de reserves worden voorgestaan en aangeprezen door de aanhangers van de domanialiteit der mijnen.

Feitelijk is het vraagstuk van domanialiteit tamelijk onverschillig in de thesis der ontginning van Staatswege.

Wil de Staat zelf ontginnen, niets verhindert hem, onder de bestaande wet, eene concessie te vragen en het is zeer waarschijnlijk dat zij hem toegestaan zou worden.

Zooals wij verder zullen zien, is het beginsel van beteekenis alleen in het opzicht der reserves en der voordeelen, den Staat toe te kennen in de geconcedeerde mijnen.

Krachtens de wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837 is de Raad der mijnen bevoegd om eigenmachtig te oordeelen over de redenen die pleiten voor het toestaan of weigeren van concessies.

Men zegt ons : Maar de aangevraagde concessies zijn zoo aanzienlijk, zij strekken zich thans reeds uit over gansch het kolenbekken. De zes en dertig verschillende aanvragen voor de Limburgsche Kempen alleen strekken zich uit over 49,500 hectaren.

Zal de Raad der mijnen die verdeeling aannemen? Zal hij talrijke, kleine

en achtereenvolgende concessies moeten geven? Zal hij de voorkeur moeten geven aan groote en gelijktijdige concessies?

Op die 49,500 hectaren werden vijftig boringen tot onderzoeking verricht.

Houdt de Raad der Mijnen rekening met de gedane boringen, erkent men in elke boring eenen ontdekker, dan zou er dus plaats zijn voor vijftig concessies, ieder van een duizendtal hectaren.

In Pruisen bepaalt de wet onveranderlijk de toekenning van een mijnveld (*Muthung*) van 219 hectaren voor elke geslaagde boring.

De wet is volstrekt automatisch en maakt geen onderscheid tusschen rijke of onbeduidende mijnvelden.

In de practijk geschieden de boringen snel. De onderzoekers hebben er alle belang bij om hunne mededingers te voorkomen. De vraag of er eene dikke kolenlaag bestaat, is van geen belang; zij kan enkel meerdere onderzoekingen en kosten verwekken, die geene hectare meer zouden doen verwerven.

Onze wetten leggen geene vooraf geregelde beperking op. De onderzoeker heeft er dus alle belang bij, zijne werken op verstandige, stelselmatige, redelijke wijze te verrichten, derwijze om de Regeering afdoende en volledige oorkonden te leveren, waardoor men zou kunnen oordeelen over de belangrijkheid der onderzochte mijnlaag.

Stellig is, in 't belang der massa evenals voor eene nuttige ontginning der kolenstreek, het stelsel onzer wetten oneindig meer aanbevelenswaardig en moet het worden gehandhaafd.

Overigens, zoo men mag aannemen dat eene concessie van 217 hectaren of, zooals is voorgesteld, van 500 hectaren toereikend is in eene zoo rijke laag als de Westfaalsche streek, voorzeker is dat niet het geval met de lagen in de Kempen, klaarblijkelijk geringer in het tweevoudig opzicht van het gemak der ontginning en van de mijnschatten per hectare.

Zoo is het niet gesteld in het Zuidelijk bekken, waar kolen voorhanden zijn in meer talrijke, rechte en gemakkelijker genaakbare lagen. Nochtans vindt men er concessies van groote uitgestrektheid, bij voorbeeld de volgende :

Blaton			3,611	hectaren.
Ouest de Mons	Belle-Nue	3,939	5,179	—
	Bois-de-Boussu	1,128		
	Longterre-Trichères	112		
Charbonnages belges	Escouffiaux	1,289	2,796	—
	Agrappe	1,507		
Ghlin			2,309	—
Saint-Denis, Obourg, Havré			3,182	—
Strépy en Thieu			3,070	—
La Princesse, Centre, Sud, Renaix-Leval, Sainte-Aldegonde			2,716	—
Bascoup			2,261	—
Monceau-Souvaine et Martinet			3,528	—
Bonne foi-Harvengt-Abhooz			2,213	—

En over onze grenzen vindt men in Frankrijk, in het departement Pas-de-Calais, de volgende mijnen : Meuse met 7,979 hectaren; Grenay met 6,352; Lens met 6,239; Courrières met 5,459; Bruay met 4,901; Liévin met 4,145; Dourges met 5,787, allemaal concessies die jaarlijks van 1 tot 3 millioen ton opleveren. terwijl in het Noorderdepartement de mijn Anzin eene concessie van 25,088 hectaren heeft en de mijn Antiche eene concessie van 11,850 hectaren.

Het automatisch Duitsch stelsel wordt overigens niet toegepast en zou het niet kunnen. Vrije mededinging op nijverheidsgebied won het op alle beperkingen van wege de regeering, en het recht om concessies te vereenigen is zooniet de regel, dan toch de gewoonte geworden bij de machtige Duitsche vennootschappen.

In Westfalen bezitten de twee voornaamste kolenmijnen, die van Gelsenkirchen en Harpener, welke meer dan 6 millioen ton voortbrengen, een mijngebied van 16,871 en 12,940 hectaren.

Hibernia bezit er 3,454; König Ludwig, 3,631; Königsborn, 3,360; Essener Bergwerke, 3,238; Ewald, 2,350; Avenberg, 1,629.

Hetzelfde kan worden gezegd van de ijzermijnen in Lotharingen. Daar wordt concessie verleend voor 200 hectaren, doch dit verhindert niet dat de groote inrichtingen, die den bloei van die streek verwekken, talrijke concessies hebben vereenigd. Zoo vinden wij in de lijst der ijzermijnen in Lotharingen (*Verzeichniss der im westlichen Deutsch-Lothringen verliehenen Eisenerzfelder*) :

Von Wendel met . . .	7,728	hectaren.
Stüm	2,053	—
Rombacher H. W. . . .	1,756	—
Krupp	1,588	—
Röchling	1,521	—

Dus blijkt uit ervaring dat de openbare machten, verre van in beginsel de groote concessies te bestrijden, er belang bij hebben ze aan te moedigen, zoo in technisch als in economisch opzicht.

Wij weten welke bezwaren, ten gevolge van den aard der lagen, de ontginning van het Kempisch kolenbekken zal opleveren, — het spreekt van zelf dat kleine mijnondernemingen meestal niet de aanzienlijke sommen zullen weten te vinden om de kosten van inrichting te bestrijden.

Zelfs in de onderstelling dat zij ze vinden, zal de ontginning genoeg opleveren om de aangelegde kapitalen winst te doen afwerpen? En slagen zij niet, dan is het achterblijven der kapitalen te vreezen, zoodat er wellicht geen nut zou te trekken zijn uit de zoo lastig ontdekte natuurlijke schatten.

En zoo, eenmaal de concessies toegestaan, het voor de mindere vennootschappen onmogelijk blijkt de overgroote poging aan te wenden, welke de ontginning vergen zal, zullen zij dan niet in de verzoeking komen, hare mijnvelden aan den meestbiedende af te staan? En dan zal de speculatie

ontstaan, met al hare bezwaren voor 's lands vermogen en voor de private belangen.

In het voorstel Denis is het echter veel meer te doen om eene redematige regeling van de voortbrenging en van de verdeeling der voortbrengselen dan wel om den eigendom der mijnen zelve.

Worden de mijnen tot domeingoed verklaard, dan hoeft, naar zijne opvatting, ook de Staat ze te doen ontginnen, zooniet door zichzelf, dan toch door middel van eene instelling voor openbaar belang, in den aard van de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen.

Het vraagstuk van den eigendom der mijnen is opgelost ten voordeele van den Staat. Zij worden in 's lands domein opgenomen, doch dat beginsel schijnt slechts te worden vooruitgezet om alle betwisting over de van Staatswege te ontginnen mijnvelden te vermijden.

De ontginning wordt door eene wet geregeld. Hitze, in *Kapital und Arbeid*, Stern, in *Thesen über den Socialismus*, beweren dat de openbare macht niet alleen wordt uitgeoefend in zake van wetgeving, bestuur, gerecht..., maar dat zij ook *gansch de voortbrenging*, *gansch de uitdeeling*, *gansch het verbruik* regelt. Het voorstel gaat uit van dergelijke opvatting.

In de eerste afdeeling werd het ontwerp verdedigd, als zijnde een eerste stap naar het collectivisme, naar de volstrekte onteigening der mijnen en kolenmijnen ten bate der collectiviteit, want, zoo werd daar gezegd, alle eigendom moet den Staat toehooren en al de wetsvoorstellen, uitgaande van de socialisten, zullen daartoe strekken.

Het begin en het einde van het socialisme, schrijft Schaeffer, is het afschaffen van het privaat kapitaal en zijne vervanging door een eenig collectief kapitaal. (*Quintessenz des Socialismus*).

Op het gebied der feiten kan het collectivisme worden geheeten : « De internationale werking van het proletariaat strevend naar zijne stoffelijke en zedelijke ontvoogding door onteigening van het kapitalisme, en deze beweging zal uitloopen op het tot stand brengen van een socialen staat, waarin, al de voortbrengende krachten verzameld en de ontwikkeling van al die verstandelijke en zedelijke krachten verzekerd zijnde, iedereen het voordeel zal genieten van eene verdeeling der rijkdommen overeenkomstig de vrije uitdrukking zijner behoeften. »

Het programma is samen te vatten in een paar woorden : nationalisatie van den grond en van de arbeidstuigen, rechtstreeksch optreden van den Staat in de economie.

Het is van gering belang of de gril van den eenen of anderen de bemoeiing der Regeering aan verschillende tusscheninrichtingen vervolgens opdraagt, als daar zijn corporaties, onderworpen aan het gedwongen en onbeperkt toezicht van een hoofdcomiteit, of vernuftig samengestelde hierarchie van provinciale, kantonnale en gemeentelijke overheden.

Het vraagstuk van de ontginning der mijnen, schrijft de heer Denis, moet worden opgelost, niet met het oog op de nijverheid en het privaat belang, die in 't algemeen streven naar de verwezenlijking van de grootst mogelijke

voortbrengingskracht der nijverheid, de grootst mogelijke zuivere opbrengst, maar wel in het meer verheven en veel meer veelzijdig opzicht van het openbaar belang. En in dit laatste opzicht, zegt hij, moet de ontginning van Staatswege de voorkeur hebben.

Het is, zoo lezen wij in de toelichting van het wetsvoorstel Denis, de taak van den Staat, de verhevener vormen van vergelding des arbeids aan te prikkelen, en door een machtig voorbeeld invloed uit te oefenen op de vervorming van de betrekkingen tusschen kapitaal en arbeid. Dat is de sociale zijde van het vraagstuk.

Maar van een economisch standpunt verdedigt hij de ontginning van Staatswege door te steunen op het gevaar van samenspanningen onder concessiehouders, welke den prijs der kolen kunstmatig kunnen doen rijzen. Door deze kunstmatige rijzing van den prijs der brandstof zal de gansche nijverheid kwijnen. Sommige bedrijven zullen gedeeltelijk onmogelijk worden, bij voorbeeld de glasgieterij, de glasblazerij, de hoogovens. En wat zal het lot zijn van de arbeiders, tot werkloosheid en ellende gedoemd?

En dit alles ten bate eener geringe minderheid, want, zoo wordt gezegd, de waarde van al de kolenmijnen te zamen bedraagt geen 10 t. h. van de waarde des bouwlands en de mijnwerkers bereiken geen 10 t. h. van de landarbeiders. En 't is aan eene minderheid, die eene-minderheid van belangen vertegenwoordigt, dat door den Staat, natuurlijken verdediger van het algemeen belang, wordt veroorloofd, eene meerderheid uit te buiten, ons naar willekeur gebrek doende lijden aan de brandstof die wij noodig hebben voor ons economisch bestaan, in dezelfde mate als graan voor ons dierlijk bestaan.

Zal de Staat ons voor die gevaren behoeden, indien hij zelf ontgint?

Waar en wanneer gaf hij dan toch blijk van eene hoogere of zelfs gelijke industrieele bekwaamheid als die der private nijverheid?

Kunnen de Fransche regie's uitvoerhandel drijven? Gaan zij integendeel niet, en wel met veel minder kosten, voorraad nemen bij buitenlandsche inrichtingen?

Strijden de Fransche, Engelsche, Amerikaansche spoorwegmaatschappijen niet om de meerderheid met de Staatsbedrijven?

De bedrijfskosten (verhouding van de uitgaven tot een bedrag van ontvangsten vertegenwoordigd door 100) bedroegen in 1899 voor de Belgisch-Fransche spoorwegen : Orléans, 46 t. h.; Midi, 46.5 t. h.; Lyon, 47.5 t. h.; Nord, 50.8 t. h.; Est, 53.7 t. h.; Ouest, 58.5 t. h.; *Belgische Staat*, 59.13 t. h.; *Fransche Staat*, 68.7 t. h.

Wel is waar geldt het daar een monopolie; de Staat, die vervoert, treedt niet op als nijveraar; hij verzekert den gang van een openbaren dienst.

Doch wanneer hij als mededinger optreedt? Iedereen bekent dat de Staat duurder voortbrengt dan bijzondere personen.

En hoe doet de toestand zich hier voor?

De Staat verbruikt jaarlijks 1,400,000 ton steenkolen, de waarschijnlijke opbrengst van drie Kempische mijnen.

De bewering als zou de Staat, zijn eigen voortbrenger zijnde, ontsnappen aan de willekeurige eischen van den kolenhandel, kan maar te pas komen wanneer men bewijzen kan dat de Staat in zijne eigene mijnen de kolen zou vinden, die hij noodig heeft.

Het tegendeel is waar; de Staat verbruikt verschillende soorten steenkool en een soort dat hij naar alle waarschijnlijkheid niet in de Kempen zal aantreffen.

Uit de tabel der ontledingen door het laboratorium van het *Institut Meurice* leeren wij dat de stalen van kolen, door de boringen opgehaald, nagenoeg alle, en in elk geval meerendeels, bestaan uit vetkolen en uit coke- en gaskolen.

Nu, de Staat heeft voornamelijk behoefte aan kolen voor de locomotieven.

Dus zal hij handel moeten drijven, verkoopen wat hij te veel heeft aan zekere soort en de hem ontbrekende soort aankoopen.

Zelfs zij die voor ontginning van Staatswege zijn, bekennen dat deze in de minst goede voorwaarden verkeert om te verkoopen en te koopen.

* * *

Maar ten minste zal hij het evenwicht in de prijzen houden en deze matigen. Hij zal den invloed van syndicaten, trusts en cartels kunnen bestrijden.

Is dat wel waar, en wat zal, om te beginnen, de invloed zijn van den Staat, die optreedt als handelaar in kolen?

Ondersteld dat de Staat zelf vier kolenmijnen ontgint en 2 millioen ton voortbrengt, dan zal het maar het tiende deel zijn van alles wat België oplevert.

In 1902-1903 werd in de gansche wereld aan allerhande brandstof 820 millioen ton voortgebracht (1).

De Staat, nijveraar en voortbrenger van 2 millioen ton, kan hoegenaamd geene aanspraak doen gelden op eene markt die 820 millioen ton verbruikt.

Overigens is samenspanning op de kolenmarkt minder te duchten dan om 't even in welke andere nijverheid, want het is schier ommogelijk kunstmatige prijzen te handhaven; wil men een hoogeren prijs dan den gewonen prijs bekomen, dan wordt de markt door de voortbrengers met waren overstroomd, dan neemt de voorraad toe en moeten de prijzen dalen.

Het is volstrekt noodig de kolen te verkoopen, naarmate zij worden opgehaald. 't Moge ons volstaan te zeggen dat eene vergelijking tusschen den

---

(1) In de laatste drie jaren en in de aan ontginde kolenlagen het best bedeelde landen, komen voor :

	1902	1903	1904
	Ton.	Ton.	Ton.
Vereenigde-Staten.	269,277,000	319,068,000	314,563,000
Engeland . . .	227,095,000	230,334,000	232,428,000
Duitschland . .	107,474,000	116,638,000	120,816,000
Frankrijk . . .	29,565,000	34,218,000	33,858,000
België	23,877,000	23,797,000	23,507,000
	657,088,000	724,055,000	725,152,000

prijs der kolen in België en Zwitserland, van 1895 tot 1900, bewezen heeft dat de kolen merkelijk goedkooper waren in Pruisen, waar cartels bestaan, dan in België, waar vrije mededinging heerscht.

Een enkele oogslag op de balans der kolenmijnen doet zien dat het werkloon voor 50 tot 55 t. h. voorkomt onder de algemeene kosten. Dus blijft de helft van den kostenden prijs nagenoeg dezelfde. Derhalve kan de ophaling maar beperkt worden wanneer er groot verschil bestaat tusschen den kostenden prijs en den verkoopprijs.

Men kan den prijs verlagen, werken zonder winst, om eenen mededinger uit den weg te ruimen. Dat zou voordeelig zijn voor den verbruiker, doch dien toestand beschouwen wij niet.

Maar, zegt men, sommige nijverheidstakken hebben volstrekt en ten allen koste behoefte aan kolen; zonder kolen moeten zij werkeloos blijven of verdwijnen; zulke nijverheidstakken worden door de trusts volkomen onder den duim gehouden.

't Valt niet te ontkennen dat deze bewering gedeeltelijk waar is, ten minste voor de spoorwegen en de vervoernijverheid; doch 't blijft niettemin waar dat er meer rekbaarheid bestaat in de voortbrenging der nijverheidstakken over 't algemeen, die, door de voortbrenging te staken, hunne algemeene kosten naar verhouding kunnen inkrimpen, terwijl de kolenmijnen, uit den aard zelven van haar bedrijf en de bestanddeelen harer algemeene kosten, als 't ware genoodzaakt zijn voort te brengen. De onveranderlijke kosten van ontginning zijn trouwens veel hooger dan de evenredige kosten van opdelving der steenkool; deze alleen kunnen veranderen.

Eindelijk mag niet worden vergeten dat de nijveraars elders hunne kolen kunnen koopen en dat een internationale trust zal moeten uitgedacht worden — iets wat de meest ergdenkenden niet eens voorzien en waartegen België niets zou vermogen.

Willen zij blijven bestaan, dan hebben de syndicaten er alle belang bij, een redelijk evenwicht te behouden tusschen den prijs van voortbrenging en den verkoopprijs.

Dit feit blijkt uit de koper- en de katoenkrach in Amerika. De vrees voor syndicaten of cartels kan dus den Staat niet nopen tot eene proefneming, welke zoo weinig kans van welslagen heeft.

Doch zou de Staat, met het oog op ontginning door concessiehouders, niet een nuttig werk verrichten door zelf die kolenmijnen uit te rusten alvorens concessie te verleenen?

Onzes dunkens, zou het oplossen van die vraag slechts belang kunnen opleveren, ingeval de nijverheid in België niet hadde bewezen wat zij vermag. De proeven, genomen door vakmannen, de door hen verworven gunstige uitkomst bewijzen dat de private nijverheid op de hoogte van den vooruitgang is. Om dergelijke proeven te nemen, is de Staat niet toegerust. Zijne ingenieurs zijn bestuursmannen en er zijn mannen van stiel noodig. Wetenschap alleen volstaat niet!

Doch zou de Staat, hetzij als eigenaar of aanvrager van een mijnveld, niet

met vooruitzicht en als goed beheerder van den mijnschat handelen, zoo hij voor zich zekeren voorraad in reserve behield?

Dit vraagstuk der reserve werd opgeworpen door al wie zich inliet met de Kempische mijnen, en allen of schier allen antwoorden bevestigend. Toch deelt de Commissie die meening niet.

In louter theoretisch opzicht, is dat te verdedigen. In den Senaat deed de heer Hanrez het voorstel om den Staat voor te behouden het mijnveld in het kamp van Beverloo, nagenoeg 5,000 hectaren, en het mijnveld van Merxplas, 1,200 hectaren, met de bedding der Schelde, die den Staat toehoort.

De heer Denis wil nog meer en vraagt om gansch het noordergedeelte der Kempische vaart voor te behouden. (Zie tabel in de bijlagen.)

Het doel is eender: het openbaar belang te vrijwaren tegen opkoopingszucht, door voor het land een toereikend deel der kolenlagen te behouden om te voorzien in de behoeften onzer spoorwegen en onzer vloot, en om de belangen van de verbruikers, inzonderheid van onze nijverheid, te vrijwaren.

Aan hetzelfde doel beantwoordt overigens het wetsvoorstel, dat den 24n Décember 1901 in den Senaat werd overgelegd en strekt om den duur der concessies te beperken tot hoogstens veertig jaar.

Allen zijn het er over eens dat de mijnen moeten ontginnd worden ten beste van aller belang. Reeds in 1810 werd de plicht van den Raad der Mijnen, bij het onderzoek voor de vergunning, afgeteekend : « Er moet strenge aandacht worden gewijd aan de keuze der concessiehouders, met het oog op hunne vaardigheid en hunne geschiktheid om de meest voordeelige toepassing der wijze van ontginning der hun geconcedeerde mijn te verzekeren. »

Het bestuurstoezicht wordt in denzelfden zin voorgeschreven.

Het beding van vervallenverklaring, overgenomen en van strengere toepassing gemaakt in het ons voorgelegd ontwerp, beantwoordt aan dezelfde bezorgdheid.

Zijn deze maatregelen van voorzorg en toezicht vóór de concessie, dit bewaken van de ontginning des concessiehouders, die bedreiging met ververvallenverklaring niet toereikend? En moet men eenerzijds het beginsel van de reserve ten behoeve van den Staat, en anderzijds het beginsel van tijdelijke concessie tegen den concessiehouder in de wet opnemen? Dat denken wij niet.

Wat zal trouwens die reserve zijn?

Met het oog op de toekomstige geslachten, zal zij strekken om hun een deel van de mijnvelden voor te behouden; in den tegenwoordigen tijd zou zij de belangen van de verbruikers en van onze nijverheid vrijwaren.

Over 't algemeen voorzien noch duchten de geleerden de uitputting der kolenbekkens. In zijn werk *The Coal Question* voorspelt Stanley Jevons dat de kolenlagen in Engeland in 1971 zullen uitgeput zijn tot op 4,000 voet diepte.

De heer Hull raamt den kolenvoorraad in hetzelfde land op 82 milliard ton; berekend naar de gemiddelde opdelving in 1902-1903, zijnde respectievelijk 227, 230, 232 millioen ton, dan zouden de mijnen na ongeveer 360 jaar uitgeput zijn.

De heer Schultz schatte in 1900 dat het Ruhrbekken 54 milliard ton bevat tot op eene diepte van 1,500 meter, en dat op grootere diepte nog een voorraad van 75 milliard ton aanwezig is.

Ons oud kolengebied is 134,110 hectaren groot. Daarvan werden 95,637 hectaren ontgind, dus blijven er nog 38,473 onaangeroerde hectaren over.

Den 21n Januari 1903 zegde de heer d'Andrimont, in den Senaat, naar aanleiding van de uitputting der mijnen : « Steenkolen? maar men vindt er in alle hoeken der wereld. Er werden aanzienlijke lagen ontdekt in Japan en China, waar men millioenen en milliarden ton kan vinden. In Indië worden zulke goede kolen aangetroffen, en zoo geschikt voor 't vervaardigen van ijzer en staal, dat men in die streken groote fabricken gaat oprichten om spoorstaven en allerhande ijzerwaren te vervaardigen.

» In Rusland is er zooveel steenkool, dat zij niet aan den man kan worden gebracht. Van Midden-Europa gewaag ik niet, evenmin van Engeland ; doch in Amerika zijn er onuitputtelijke kolenmijnen, en in Canada werden bergen ontdekt, waarin milliarden ton voorhanden zijn.

» Zuid-Afrika en Australië hebben insgelijks talrijke mijnbeddingen. »

Dus is het te onderstellen noch te voorzien dat de ontginning zou vervallen.

Overigens mag worden gesteld de vraag wat de noodzakelijk beperkte voortbrenging van gansch België zou vermogen, gezien het overgroot verbruik in de gansche wereld.

Hoogst waarschijnlijk zouden er geene kolen meer verbruikt worden, omdat zij buiten prijs zouden zijn of omdat men de kostelooze werkkracht zal bezitten, waarvan de heer Ernest Solvay gewaagt in zijn *Principes d'orientation sociale*, nr 1, blz. 11, of omdat « de kennis van het mechanisme der intra-atomische krachten het uitdelven van steenkool nutteloos zal maken ». (G. Lebon.)

Om de belangen van de verbruikers en van onze nijverheid te vrijwaren, moet een van beide geschieden : of de Staat zal niet onmiddellijk ontginnen, en dan hoeft een bijzonder stelsel te worden toegepast voor de vervallenverklaring zijner concessies, of hij zal ontginnen en zijnen voorraad kolen uitputten ter zelfder tijd als de andere concessiehouders, en dan zal hij hoegenaamd geenen invloed op de wereldmarkt uitoefenen.

En het wachten om te ontginnen tot dit netelig oogenblik naakt wordt volstrekt onaannemelijk gemaakt door de moeilijke ontginning der Kempische kolenmijnen. Daar er van vijf tot zes jaar moeten verloopen, voordat een aanvang kan worden gemaakt met het opdelven van kolen, zal zijn invloed gebroken of doelloos zijn, zal hij noodlottigerwijs te vroeg of te laat aanvangen.

Het zal niet onbelangrijk zijn, hier te herinneren dat reeds in 1837 het ernstig vraagstuk van ontginning door de Regeering, bij wijze van voorstel, werd opgeworpen door den heer Rogier, en wel in dezer voege :

« In hoeverre zou het van algemeen belang zijn dat de Regeering zich voorbehield om voor rekening van het domein te beschikken over de nog niet geconcedeerde kolenmijnen? »

Aldus uitgedrukt, scheen het voorstel aan te duiden dat hij die het deed,

den Staat als ontginner wilde doen optreden, en dadelijk stond het economisch vraagstuk boven het vraagstuk van beginsel. Hier gold het geene domanialiteit, want de voorsteller wilde geene inbreuk maken op verworven rechten ; hij vroeg enkel dat de zaak onderzocht zou worden.

Evenwel liep de beraadslaging dadelijk over het economisch vraagstuk en het voorstel, bestreden met het oog op de nijverheid, op 's lands rijkdom, op het belang der verbruikers en op het algemeen belang, werd... ingetrokken door dengenen zelf die het ingediend had.

Laat ons deze enkele bedenkingen sluiten met het gevoelen van hem, die wordt ingeroepen als zijnde een overtuigd voorstander van ontginning van Staatswege.

« Wordt er, zegt Weiss (*Exploitation des mines par l'État.* Parijs, 1901), hiermede rekening gehouden dat vele uitgaven door de Staatsmijnen worden medegeteld in de geregelde ontginning, terwijl zij bij private vennootschappen voorkomen op de rekening van eerste inrichting, dan stelt men vast dat de Staat, die belastingen noch interest op obligatiën heeft te betalen, die geene hoegenaamde lasten draagt, goedkooper werkt dan *eene kleine private vennootschap ;* de centralisatie en de eenheid van bestuur veroorloven hem, aanzienlijke technische verbeteringen te verwezenlijken ; evenwel verkeert de Staat, voor alles wat handel betreft, zooals aankoop van materieel en kosten van verkoop, in merkelijk ondergeschikten toestand tegenover de private nijverheid, die, leniger zijnde, beter gebruik weet te maken van de gelegenheden welke zich voordoen.

» Zoo de vergelijking met eene onbeduidende particuliere mijn, zooals er in de Sarrestreek bestaan, ten voordeele van den Staat uitvalt, *hetzelfde zou waarschijnlijk niet het geval zijn*, zoo men de ondernemingen van Staatswege vergeleek met de groote Westfaalsche, waar het den bijzonderen ondernemingsgeest gelukte, groepen mijnvelden bijeen te brengen, die bijna zoo aanzienlijk zijn als die van Saarbrück. »

Elders schat dezelfde schrijver dat de in regie opgeleverde ton waarschijnlijk 1 mark meer zou kosten dan wanneer zij door de private nijverheid werd voortgebracht. (Zie *Vragen Denis.*)

De antwoorden van den uitstekenden heer Harzé op de door den heer Denis gestelde vragen — deze vragen en antwoorden zijn aan dit verslag toegevoegd — laten ons toe niet verder aan te dringen op sommige zijden van het opgeworpen vraagstuk. Het zij ons echter veroorloofd het gevoelen in te roepen van den heer Harzé, die in 1886 schreef (*La crise charbonnière en Belgique,* blz. 6) :

« Boven den Staat als nijveraar, die rechter en partij is, die bij de uitoefening van zijn monopolie het vraagstuk der werkloonen heeft te behandelen met machtige syndicaten van mijnwerkers, wellicht beheerscht door mannen welke slechts in naam werklieden zijn, verkiezen wij in beginsel den vrijen Staat, die geen slaaf is van eene of andere klasse burgers, volstrekt onzijdig, doch met eene onzijdigheid die de bescherming en bezorgdheid, verschuldigd aan wezenlijke arbeiders, veeleer aanwakkert dan uitsluit. »

Het denkbeeld om eene kolenmijn toe te rusten ten einde het gunstig

oogenblik af te wachten om ze te ontginnen, werd oppervlakkig door enkelen in 't midden gebracht, doch niemand verdedigt het ernstig; om dit stelsel te verwerpen, zal het volstaan te doen opmerken dat de dichtst bij Merxplas gedane boring nagenoeg 900 meter losse aardlagen aanwijst, terwijl in de omstreken van Beverloo op 670 meter steenkool is aangetroffen.

De overgroote kosten tot het onderhouden van de putten eener kolenmijn, de gestadige vooruitgang der werktuigkunde en der stelsels om snel op te delven, veroorloven niet dat men bij dat middel blijve staan.

Maar wordt eene goede ontginning gewaarborgd door tijdelijke concessie?

Dat denken wij niet. Zooals wordt gezegd in de Memorie van Toelichting, wilde de wet van 1810 de kwalen vermijden, die de wet van Juli 1791 had verwekt, bij welke laatste wet de duur der concessies was beperkt.

De concessiehouder voor een beperkten duur zou er belang bij hebben snel te ontginnen, daar hij op niets anders is bedacht dan op eene nuttige ontginning, voor den tijd dat hij concessiehouder zou zijn. Dank zij de verbeterde hedendaagsche werktuigkunde, ware het aan te richten kwaad onherstelbaar.

Overigens kan de aard van de keuze van eigendom der mijn, zooals de meerderheid der Commissie ze aanneemt, niet veroorloven dat tot tijdelijken eigendom worde gemaakt een eigendom waaraan de wetgever van 1810 gansch het kenmerk van een altijddurenden eigendom toekende. Zeer verstandig doet Splingard aanmerken dat de wet van 1810, zoo zij goed wordt begrepen, niets anders is dan een afzonderlijk hoofdstuk van het Burgerlijk Wetboek.

't Ware overigens gevaarlijk, in het Kempisch bekken, waar de inrichtings- en ontginningskosten zoo hoog zullen loopen, den concessiehouder te plaatsen tusschen zijn belang en den plicht om een duurzaam werk tot stand te brengen. Hoe zal men kapitalisten, nijveraars vinden, die van 10 tot 15 millioen zouden wagen in eene onderneming van korten duur, terwijl de ondervinding leert dat het jaren duurt voordat eene mijn op zekere diepte redematig ontgind kan worden?

Maar zoo in economisch opzicht de ontginning door den Staat niet de uitslagen zou opleveren welke de voorstanders daarvan verwachten, moet die ontginning, van een sociaal standpunt beschouwd, niet een heilzamen invloed uitoefenen op de betrekkingen tusschen kapitaal en arbeid?

Ligt het voor den Staat niet weggelegd, wanneer hij zelf ontgint, geleidelijk en onder vaste vormen te verwezenlijken de eenheid van kapitaal en van arbeid, en de grootst mogelijke zelfstandigheid der arbeiders?

In dien zin, zoo wordt verklaard, heeft het stelsel van concessie niets opgeleverd. Na verloop van eene eeuw, laat het ons den verschrikkelijken last van strijd tusschen kapitaal en arbeid.

De Staat-werkgever alleen is geschikt om het tijdvak van vrede en rechtvaardigheid te verwekken, dat kapitalistische werkgevers ons niet kunnen beloven.

Dat is de thesis, doch 't komt ons voor dat er daarbij geene rekening met de feiten wordt gehouden.

Het stelsel als zou de Staat, die zelf ontgint, een ideale werkgever wezen, komt ons voor als een wezenlijk droombeeld.

En om die stelling te bestrijden, zou het volstaan te herinneren aan de klachten van hen die in de Wetgevende Kamers de hevigste beschuldigingen uitbrengen tegen den uitbuitenden Staat. Zouden die klachten en beschuldigingen doelloos worden, indien de Staat, in plaats van eene zending van politie, van toezicht of van dienstondernemer te vervullen, nijveraar zou worden?

Waarop steunt die naïeve eisch om den vooruitgang door middel van de wet op te dringen, alsof de Regeering kon wanen *a priori* te zijn onderricht over behoeften en verlangens die alleen waarlijk zijn gekend door den persoon die ze ondervindt; alsof zij niet steeds moest mislukken, wanneer zij zelve eenen algemeenen stoot zou willen geven zonder de vanzelf verleende medewerking der sociale eenheden.

De plichten van den Staat bestaan in het bestudeeren van de behoeften der collectiviteit, het verwerven van de medewerking der sociale eenheden op den weg naar een rijk van vrede en gerechtigheid; zijne taak is verder, in het Wetboek van den Arbeid vredestichtende wetten op te nemen, die niet als proefneming alleen gelden voor de door hem aangestelde werklieden, maar ook voor al diegenen welke onder dezelfde omstandigheden arbeiden.

En belastert men, in dat opzicht, zijnen tijd niet, wanneer men beweert dat er in dien zin niets werd verricht? Maar kregen de arbeidsregeling, de betaling van het loon, het vraagstuk der werkmanswoningen, dit der pensioenen, de vergoeding voor arbeidsongevallen geene oplossing die te vergeefs werd gezocht door den bijzonderen ondernemingsgeest, voordat de wetten, voordat de Staat er aan hebben gedacht ze te bekrachtigen?

Kunnen de nijverheidsscholen, de beroepsscholen, welker bestaan in de mijnen der Sarre wordt geroemd, niet worden aangemoedigd door den Staat die niet ontgint? Bezitten wij niet de raden tot verzoening en scheidsrechterlijke beslissing, en worden de arbeidssyndicaten niet aangemoedigd? En hebben zij niet in menig geval met goed gevolg onderhandeld voor de verbetering van de arbeidsvoorwaarden?

Maar zou de Staat, wanneer hij zelf ontgint, zich kunnen ontmaken van den fiskaliteitszin? Zou hij, bij verbeteringsontwerpen, niet moeten denken aan de gevolgen daarvan voor de begrooting en duurder voortbrengen dan de private nijverheid? Is het niet te duchten dat de nieuwe lasten, die rechtstreeks op zijne begrooting zouden drukken, allen vooruitgang zouden stremmen?

Welken invloed zou dus zijne inrichting en zijn voorbeeld hebben?

Kortom, wij meenen dat het de taak van den Staat is, de aan te prijzen verbeteringen op te zoeken, voor goede wetten te zorgen en dezer eerlijke toepassing aan te moedigen.

De proefneming bij onze naburen is niet afdoende genoeg om aan te nemen dat het aanbevolen stelsel het beste is.

Alvorens de aan de thans bestaande wetten voorgestelde wijzigingen te bespreken, en alvorens bovenal uitspraak te doen over het stelsel dat dient te worden toegepast op het nieuw kolenbekken, een stelsel dat, volgens sommigen, minder bepaald zou moeten zijn wat den eigendom aangaat en, volgens anderen, meer bewarend in het fiskaal opzicht of betreffende de mijnrechten, zal het niet van belang ontbloot zijn de vraag te stellen wat de nieuwe wetten zullen zijn met het oog op hare inrichting, welke hoop zij laten voorzien, wat zij zullen kosten, welke de waarschijnlijke uitslagen van hare ontginning zullen zijn.

Laat ons met den heer Emile Harzé herinneren dat in April 1903 vier en zestig boringen werden gedaan, zoo in Belgisch Limburg als in de provincie Antwerpen. Schier overal werd tot op mindere of meerdere diepte in den kolengrond doorgedrongen.

De diepste boring geschiedde te Gheel en was nummer 33 (1,244 meter); diegene welke het diepst doordrong in de kolenlagen, was nummer 21 (Eisden), 550 meter.

Het bestaan van kolenlagen in de Kempen werd vastgesteld op eene gemiddelde breedte van 20 kilometer, van de Maas tot Santhoven, dus op eene uitgestrektheid van 80 kilometer, zoo men rekening houdt met de afwijkende richting.

Dus bedraagt deze verkenning eene oppervlakte van nagenoeg 160,000 hectaren. Maar met het oog op de nijverheid, moet daarvan worden afgetrokken de aanzienlijke oppervlakte van het aan den dag komend uiteinde der steenkooladers die gansch improductief zijn, alsmede die van het aan den dag komend uiteinde der steenkooladers welke door hunne betrekkelijke onvruchtbaarheid de kosten van eene inrichting op grootsche schaal niet zouden vergoeden.

Er dient rekening te worden gehouden met de overgroote diepten, onder de losse aardlagen, waar sommige overvloedige kolenlagen moeten bereikt worden.

Die losse aardlagen bedragen gemiddeld 500 meter. Langs het Noorden vindt men geenen steenkolengrond meer. Op 700 meter diepte stuitte men daar op roode triasrotsen.

Wel is waar kan onder den trias steenkool worden gevonden, doch op meer dan 1,000 meter, ten ware het, zooals in Duitschland, zout zou wezen.

In het oud kolenbekken worden de kolen op zeer ongelijke diepten opgedolven.

In 1900 bedroeg die diepte gemiddeld 295 meter in de provincie Namen, 536 meter in de provincie Luik en 477 meter in Henegouw.

In 1902 bedroeg de gemiddelde dikte der lagen 58 centimeter in de Borinage, 65 centimeter in het Centrum, 70 centimeter in het bekken van Luik, 74 centimeter in dit van Charleroi en 85 centimeter in de provincie Namen.

De heer De Leener, eindelijk, uitgaande van inlichtingen, door het beheer der mijnen geleverd, acht dat in de gezamenlijke andere bekkens de dikte van den kolengrond drie op honderd ontginbare kolen bevat; met andere

woorden, dat in elke honderd meter kolengrond, in de diepte doorboord, drie meter kolen kunnen worden ontgind.

Anderzijds, heeft de heer Lucien Denoël, ingenieur bij het korps der mijnen, steunende op de uitslagen der verschillende boringen in het nieuw kolenbekken, in de *Annales des mines de Belgique*, deel IX, eene synoptische tabel dier boringen geplaatst, ze samenvoegend volgens den aard van den bodem en hunnen graad van waarschijnlijke vruchtbaarheid :

Bundels.	Dikte.	Getal ontginbare lagen.	Totaal gehalte aan kolen in de ontginbare lagen gemiddeld	maximum	Verhouding aan ontginbare kolen per 100 meter. — Gemiddeld	Gemiddeld gehalte der lagen.	Gemiddelde ruimte tusschen de mijnaderen.
	Meter.		Meter.			Meter.	Meter.
I.	500	10	8.00	9.40	1.60	0.80	55
II.	280	10 tot 14	9.00	10.70	3.20	0.78	24
III.	240	11 tot 18	11.60	14.60	4.80	0.86	17
IV.	160	4 tot 5	3.40	4.00	2.10	0.70	40
	160 tot 200	onvruchtbaar.					
V.	380	5 tot 7	4.00	6.20	1.05	0.66	66
Doorzochte vruchtbare kolengrond.	1,760	46	36.00		2.00	0.77	
II + III + IV.	700	30	24.00		3.40	0.80	23

Het eindoordeel voorbehoudend tot het oogenblik dat al de boringen zekerheid zullen verschaffen, wat tot hiertoe slechts voor enkele het geval is, mag men besluiten dat het nieuw bekken, in een geologisch opzicht, minder aanzienlijk is dan de kolenmijnen in het Zuiden en dat de gemiddelde vruchtbaarheid beneden die van het andere bekken staat.

Volgens de geleerden vindt men in het Westfaalsch bekken de toestanden die het best kunnen vergeleken worden met die van het Kempisch bekken, wat aangaat de diepten die voor de ontginning moeten worden bereikt.

De grootste diepte waarop de ontginning aanving, is 600 meter (mijn te Gladbeek); de grootste dikte der losse aardlagen bedraagt 458 meter (Monopole).

Welke zal de aard zijn van de losse aardlagen, die, naar het schijnt, in het nieuw Belgisch bekken moeten worden doorboord?

« Dat kan men, zegt de heer Habets, in de *Revue universelle des mines*, Juli 1902, nog niet nauwkeurig bepalen, gezien de uiterst snelle boringen, in die streek verricht. 't Valt evenwel niet te betwijfelen of men zal veranderlijke lagen tertiairen zandgrond moeten doorboren voordat men aantreft de meer weerstaande en waarschijnlijk minder waterbevattende krijtlagen, zoo men nagaat hoe het ging met die in 't Noorden van Westfalen doorboord, waar niet de tertiaire laag voorhanden is, die wordt aangetroffen

in België, in het bekken van Nederlandsch Limburg en in dit van Aken. Die streken kunnen thans de beste inlichtingen verschaffen aan hen die later het Noorden van België zullen ontginnen. »

Welk stelsel zal men aanwenden en wat leert ons de proefneming, in het bekken van Westfalen gedaan met de stelsels van Poetsch en van Kind-Chaudron?

De boring bij verstijving door koude, naar het stelsel Poetsch, van Maagdenburg, in 1883, uitgevonden, werd twee en zestig maal toegepast zonder dat men de gemiddelde kosten kon bepalen.

In eene mededeeling op het Congres te Dortmund, in 1901, lezen wij dat de boring van den Ronneberg werd geraamd op 11,000 frank per meter. Om die hooge som uit te leggen, deed men opmerken dat de kosten der boringen overgroot waren en dat in 1900-1901 materiaal en dagloon heel duur waren.

Rekening gehouden met de verworven ervaring, mogen thans de kosten worden geraamd op 5,000 frank per loopenden meter, wat goedkooper zou zijn dan de boring bij wijze van uitwatering.

De kosten voor de putten, bij wijze van uitwatering gedolven volgens het stelsel Kind-Chaudron, verschillen veel.

De heer L. H. Offmann maakte den staat op voor 13 putten, die in Duitschland werden geboord.

Die prijzen verschilden van 1,680 frank per meter (verluchtingsput te Dahlbusch) tot 20,800 frank per meter (put Scharnhorts I).

Die uiterste prijzen zijn eene uitzondering en zijn gedeeltelijk het gevolg van de afmetingen : de zeer lage prijs van den verluchtingsput te Dahlbusch is te wijten aan zijnen kleinen omvang, $1^{m}90$ doorsnede op 101 diepte; de zeer hooge prijs van Scharnhorts I, aan de geringe hoogte van het bij wijze van uitwatering geboord gedeelte (21.90) en den grooten invloed der vaste kosten in dergelijke voorwaarden.

Kortom, wanneer men eenerzijds rekening houdt met den verlangden omvang, anderzijds met de duurte van materialen en dagloon, mag men aannemen dat de gemiddelde prijs der putten, in de laatste tien jaren in Westfalen geboord volgens het stelsel Kind-Chaudron, meer dan 10,000 *frank per meter* bedroeg.

Op het Congres te Dortmund zegde de heer Olme dat de put van Stirchrade 1,400,000 frank kostte voor 136 meter, dus 10,300 frank per meter, en de put Hugo 800,000 frank voor 115 meter, dus 7,000 frank per meter.

Wat betreft den duur der boring, geeft de heer Hoffmann voor dertien boringen een vooruitgang van $15^{m}48$ per maand op;

Voor *Dahlbusch* III, $3^{m}65$ doorsnede, 88 meter diepte, een vooruitgang van $13^{m}48$ per maand;

Voor *Preussen* I, $4^{m}10$ doorsnede, 342 meter diepte, waarvan 150 zonder uitwatering, een vooruitgang van $2^{m}99$ per maand.

De put van Harchies, aangevangen in 1897, wordt eerst nagenoeg negen jaar nadien in 't gebruik gesteld, kost meer dan 2 1/2 millioen en bedraagt

slechts 280 meter ; hij zal nagenoeg 9,000 frank per meter kosten en 31 meter per jaar gevorderd zijn.

Eindelijk, te Bernissart duurde het twee jaar om een put van 136 meter te maken.

Volgens eene opgave van den heer Hoffman in *Glückauf*, 1901, bedroeg, op 120 putten in de laatste tien jaar in Westfalen gemaakt zonder uitwatering, de vooruitgang gemiddeld 22 meter in den mergelgrond en 20 meter in den kolengrond, met houten bekleeding of metselwerk in den mergelgrond en steeds met metselwerk in den kolengrond.

Tot welk stelsel men ook besluite, men ziet dat de kosten van inrichting eener kolenmijn in de Kempen overgroot zullen zijn.

Vakmannen ramen ze op minstens 10 millioen.

Om zulk kapitaal winstgevend te maken, moet er jaarlijks gemiddeld 500,000 ton worden opgedolven, of nagenoeg 1,600 ton voor elken werkdag.

Om tot dien uitslag te geraken, en eene opbrengst van 0t. 8 per werkman, beneden en boven, aannemende, moeten er nagenoeg 2,000 werklieden per mijn zijn.

Doch dat kapitaal zal zeer winstgevende inkomsten opleveren, en de toestand der kolenmijnen is van zulken aard, hare opbrengst schijnt zoo vast dat er overvloed van kapitalen zal zijn om de mijnen van het nieuw bekken regelmatig te kunnen ontginnen!

Men mag zich niet paaien met woorden. Ondersteld dat al de kolenmijnen gelukken, dat de bloeiende voorspoed der groote mijnen uit het Zuiden van België zich binnen enkele jaren in de Kempen voordoet, toch moet men rekening houden met de tijden van crisis, die onvermijdelijk ontstaan bij den aanvang van elke mijnonderneming.

In dit opzicht is het belangrijk hier over te nemen de tabel, den 6n Januari 1898 afgekondigd in den *Moniteur des Finances*, over de eerste uitslagen van sommige onder de best bekende mijnen :

Hebben *niets* getrokken gedurende een tijdvak van twaalf jaar, de aandeelhouders van Bray-Maurage, Charbonnages belges en Bois de Saint-Ghislain.

Gedurende elf jaar, de aandeelhouders van Midi de Mons en Fontaine-l'Evêque.

Gedurende tien jaar, die van Grand-Conty.

Gedurende acht jaar, die van Couchant du Flénu, Houillères-Unies te Charleroi en Charbonnages-Réunis te Charleroi.

Gedurende zeven jaar, die van Hasard.

Gedurende zes jaar, die van Abhooz en Bonne-Foi-Hareng, Bois d'Avroy en Masses-Diarbois.

Gedurende vijf jaar, die van Bonne-Espérance en Batterie, Falnuée, Haine-Saint-Pierre, Luette et Moireux.

In 1886, stond de Ouest de Mons	op	50	frank.
— — Réunis	—	85	—
— — Hornu	—	1,030	—
— — Levant	—	1,500	—

In 1886, stond de	Monceaux	op	1,150	frank.
— —	Charbonnages belges	—	42	—
— —	Gouffre	—	175	—

De inrichters van die reeks kolenmijnen, de stichters, hebben geld verloren, zoo zij niet tegen het wachten konden.

Stellig mag men aannemen dat, gezien den huidigen staat der werkwijzen om putten te boren, de stelsels van ontginning beter gekend zijnde, dergelijke misrekeningen minder te duchten zijn, doch het Kempisch bekken ligt zóó diep, dat er kans is voor veel teleurstelling en dat ondergang en ramp het gevolg zouden kunnen zijn van dwaze overhaasting.

« Laat ons niet vergeten aan te stippen, schreef in 1905 de heer Harzé, in » strijd met de uitgedrukte optimistische denkbeelden, dat zoo er veel geld » is te winnen, wanneer het rijk gedeelte der lagen is bereikt, er, gezien » den huidigen toestand der mijnen in alle landen, overgroote sommen te » wagen en misschien te verliezen zijn. »

Na al deze bedenkingen, dienen wij te onderzoeken welke bezwaren zijn verbonden aan de ligging zelve van de kolenstreek. Er behoort rekening te worden gehouden met de gesteldheid der Kempen en te worden voorzien welke gevolgen het ontginnen der mijnen aldaar zal medebrengen.

Gemeenschapswegen, vaarten, steenwegen, werkmanswoningen, zijn lasten welke de concessies van het andere bekken niet meer te dragen hebben of te dragen zullen hebben.

Zij zijn volstrekt noodzakelijk en die gezamenlijke werken zullen de nieuwe concessies bezwaren; elke nieuwe last, door de nieuwe wet opgelegd, zal dus het beoogde doel, het ontginnen van de Kempische mijnschatten, ten einde goedkoope steenkool te verkrijgen, rechtstreeks tegenwerken.

Tijdens de behandeling der wet van 1837, werd door iedereen aangenomen dat er niet viel te denken aan verandering van het stelsel van 1810, betreffende de inrichting der mijnen over 't algemeen; dat, zoo men opnieuw ter spraak bracht de beginselen dezer wet, plechtig overwogen door alles wat Frankrijk bezat aan bekwame en beroemde mannen op dat gebied, men onoverkomelijke twistvragen zou opwerpen, en dat men er zich derhalve moest bij bepalen daaraan de verbeteringen toe te brengen, welke de ondervinding had aan de hand gedaan. (Verslag Fallon, Chicora, blz. 434.)

Zooals in 1897 werd geschreven door den Voorzitter van den Raad der Mijnen, staat de wet van 21 April 1810, een wezenlijk wetboek van den mijneigendom, nog recht na ongeveer eene eeuw bestaans.

Zij verzekerde de wonderbare uitbreiding onzer groote ijzer- en kolennijverheid, beschut door onze vrije instellingen. Wij moeten bekennen dat dit gewrocht van wetgeving op hechte, als 't ware onveranderlijke grondslagen werd gevestigd.

Die hechte grondslagen wil de Commissie handhaven.

In zake van eigendom der mijnen en ontginning door particulieren acht zij dat de wetgever in 1810 gelijk had, toen hij aan bijzonderen onderne-

mingsgeest overliet de schatten van den ondergrond vruchten te doen afwerpen in 't algemeen belang.

Volgens haar, zou het land er geen belang bij hebben dat de Staat eigenaar werd van de ter ontginning noodige inrichtingen, om ze te verpachten aan groepen van bijzondere personen.

Uit de weinige bedenkingen, door ons in 't midden gebracht nopens de bezwaren, verbonden aan het boren van putten ter ontginning, blijkt ten overvloede dat men zich niet kan houden aan een bepaald stelsel. Onzes erachtens bezit de Staat niet de lenigheid die wordt aangetroffen bij de private nijverheid. Hij volgt den vooruitgang op het spoor, doch streeft hem nooit vooruit. Met reden werd gezegd dat de Staat slechts eene middelmatige bevoegdheid heeft. En in zake van vooruitgang is middelmatigheid of onbeduidendheid niet in tel. Vooruitgang is uitsluitend het werk van de besten.

Geen enkel stelsel van boring, onderzoeking, verstijving door koude, uitgraving met of zonder uitwatering, werd door den Staat uitgevonden. De oogenblikkelijke behoeften gaven daartoe aanleiding.

De vrees als zouden de mijnschatten worden verspild door talrijke concessies gaf sommigen het voorstel in om de toekomstige behoeften te vrijwaren door het wijzigen van artikel 28*bis*, § 1, van het ontwerp : volgens hen moet *door eene wet* voorgoed worden beslist over elke concessieaanvraag.

De Commissie meent dat de Raad der Mijnen meer waarborgen oplevert dan de Wetgeving ; tot het beoordeelen van de gegrondheid eener concessieaanvraag, van de bekwaamheid des aanvragers, de middelen waarover hij beschikt, is eene bijzondere bevoegdheid vereischt, welke niet redelijkerwijs kan worden gevergd van de leden des Parlements. Doet men de verslagen van den Raad der Mijnen bekrachtigen door eene wet, dan loopt men gevaar politiek en partijgeest te vermengen met belangen die moeten geregeld worden met volstrekte uitsluiting van beide.

Doch gansch anders denkt de Commissie over sommige hervormingen, die zijn aan te bevelen voor de inrichting van den Raad der Mijnen.

Het mag gezegd dat de toestand der leden van dien Raad ten opzichte der uitvoerende macht niet strookt met de volstrekte onafhankelijkheid, door hen aan den dag te leggen.

Zij zijn voorwaar geene eigenlijke magistraten, want zij bezitten niet het *imperium*, vermits de Regeering steeds moet kunnen oordeelen over de staatkundige redenen die het verleenen van eene concessie mochten verhinderen ; doch niettemin blijft het waar, dat de Raad als rechter optreedt, in dezen zin dat hij uitspraak doet onder de verschillende aanvragers en *zonder eenig verhaal, in hoogsten aanleg* alle aanvragers afwijst, ten wier bate hij geene concessie voorstelt. (Artikel 7 der wet van 2 Mei 1837.)

Insgelijks is het buiten kijf dat alle adviezen, volgens dewelke de voor eene bedding aangevraagde concessie niet kan verleend worden, *oppermachtig* worden uitgebracht.

En is het, eindelijk, niet den Raad alleen overgelaten om te verklaren dat

het van openbaar nut is, gemeenschapswegen aan te leggen in 't belang eener mijnontginning? (Art. 12, wet van 2 Mei 1837.)

Dus kan het onaannemelijk schijnen dat ambtenaren, die zulke bevoegdheden hebben en in hoogsten aanleg zullen oordeelen over het verleenen van concessies, waarin, zooals wij vroeger zegden, overgroote kapitalen zijn te beleggen, — schijnt het, zeggen wij, onaannemelijk dat die leden evenals de beambte bij een ministerie, kunnen worden ontslagen bij een eenvoudig koninklijk besluit.

Zouden zij, opdat hunne volstrekte onafhankelijkheid gevrijwaard zij, niet moeten onafzetbaar zijn, evenals magistraten?

Moet hunne jaarwedde niet worden verhoogd? Tijdens de bewerking der wet van 1837, werd aangemerkt dat de hooge jaarwedde der leden van den Raad der Mijnen gewettigd was, omdat zij hadden uitspraak te doen over veel aanzienlijker belangen dan die welke aan de Hoven van beroep worden opgedragen.

Sedert dien tijd werden hunne bevoegdheid en werkzaamheden beduidend uitgebreid, doch bleef hunne jaarwedde onveranderd.

Evenwel meent de Commissie dat het aan de wetgevende macht toekomt, in dien zin wijzigingen voor te stellen; doch eenparig oordeelt zij dat er ernstige grieven bestaan, die wijziging in de wet van 1837 noodzakelijk maken.

Doch dit punt aangenomen zijnde, kunnen de beginselen der wetten van 1810 en 1837 beter worden gevrijwaard door een college van bevoegde mannen dan door eene vereeniging van wetgevers, die uit haren aard veranderlijk, doorgaans onbevoegd zooniet partijdig is.

Volgens de bestaande wetgeving, oordeelen de openbare machten in welke mate er concessie wordt verleend; zij kan worden toegestaan aan den Staat, aan provinciën of gemeenten; de rechten van eigenaar en van ontdekker worden daardoor geëerbiedigd.

Den besten waarborg tegen verspilling van onzen schat brandstof vinden wij in de wijsheid van den Raad der Mijnen, in zijne gewetensvolle en bevoegde beoordeeling der aanspraak op concessie.

Doch zoo de akte van concessie den altijddurenden eigendom der mijn meebrengt, zoo er dus over deze kan worden beschikt en zoo zij kan overgedragen worden evenals alle andere goederen waarvan men slechts kan worden onteigend in de gevallen en op de wijze, voorgeschreven voor alle andere eigendommen, volgt daaruit dat de eigenaar alle rechten bezit met het oog op de ontginning der concessie?

In de eerste plaats, verhindert het altijddurend recht dat het overdragen van de concessie worde geregeld door de wet?

In het tweede lid van artikel 7 der wet van 1810 staat eene voorbehouding. Nadat in het eerste lid het beginsel van beschikbaren en afstaanbaren altijddurenden eigendom is gehuldigd, verbiedt de wet hem bij loten te verkoopen of hem te splitsen zonder voorafgaande machtiging, verleend op dezelfde wijze als de concessie.

Dus mag de concessie worden verkocht of afgestaan, mits zij niet wordt gesplitst.

Dit zonderling stelsel werd bestreden door al wie zich met de zaak inliet. Terwijl artikel 14 bepaalt dat de persoon of de vennootschap, die concessie aanvraagt, bewijs moet leveren van de noodige bekwaamheid tot het ondernemen en leiden van de werken, alsmede van de middelen tot het kwijten van de cijnzen en vergoedingen, opgelegd door de akte van concessie, wordt hoegenaamd geene voorwaarde opgelegd aan hem die, door eene wezenlijke of geveinsde verkooping, de plaats inneemt van den eersten concessiehouder. (Delebecque, n° 844.)

Met eene zonderlinge strijdigheid — zoo sprak de achtbare heer Dupont in den Senaat — vergt de wet geene machtiging hoegenaamd voor het verkoopen van de mijn, welke zonder tusschenkomst van de overheid die concessie verleende, kan worden afgestaan zelfs aan eenen onvermogende.

Krachtens artikel 7 der wet mag de concessie worden afgestaan zonder toedoen van den Staat, alsof het een alledaagsch eigendom, een eenvoudig stuk land gold. Zal het mogelijk wezen aldus te beschikken over concessies in Limburg en ze, door kosteloos verworven voordeelen tegen hoogen prijs af te staan, er lasten op te leggen, welke den goeden uitslag in gevaar kunnen brengen?

Bury verdedigt de vrijheid om af te staan, omdat, zegt hij onder andere, vrijheid de machtigste prikkel is tot verbetering der eigendommen en de krachtigste waarborg voor hun goed beheer : des te meer hecht men zich aan een eigendom als men weet dat men er volkomen meester van is, en eigendommen verkwijnen, zoo het afstaan van deze wordt belemmerd.

't Is een feitelijk verbod. De vraag is, of er misbruik werd gepleegd.

Blijkt het misbruik, door de wet van 1810 kan men het voorwaar niet voorkomen.

Anderzijds staat het vast dat reeds in 1810 de aanbieders der wet zelven, en namelijk bij het opstellen van de ministerieele onderrichting in dato 3 Augustus 1810, dien toestand poogden te verhelpen. « Over 't algemeen, zoo wordt daarin gezegd, is het raadzaam slechts overdracht te veroorloven mits goedkeuring door de Regeering. Ware dit niet het geval, al de bezorgdheid der Regeering om slechts concessie te verleenen aan personen, in staat bevonden om ze vruchtbaar te maken, zou krachteloos zijn, indien door overdracht de eigendommen in onverschillig welke handen overgingen. »

Wat het decreet van 3 Nivôse jaar VI had besloten, wat de ministerieele onderrichting van 3 Augustus 1810 wilde doen aannemen, verlangt de Regeering in de wet te doen opnemen. Daartoe strekt de tekst van artikel 13 des ontwerps.

Er wordt concessie verleend aan hem die het meest waarborg oplevert, aan hem die beantwoordt aan de noodige voorwaarden en bekwaamheid om het hem toegekend eigendom vruchtbaar te maken.

Doch zoo hij vrijwillig afziet van ontginning, zoo hij de hem verplichtende bedingen miskent en weigert vruchtbaar te maken den eigendom, waarvan rechthebbenden, eigenaars van den bovengrond of ontdekker, werden ontzet, ten zijnen bate, kan dan de concessie niet worden ingetrokken

wegens het niet-nakomen van de voorwaarden onder welke zij werd verleend?

De wet brengt een voorrecht tot stand in het openbaar belang en dit voorrecht wordt verleend mits zekere voorwaarden worden nagekomen.

In de aanhangige zaak ontneemt de wet den grondeigenaar den eigendom van den ondergrond, om hem aan den concessiehouder te geven.

Waarom zou zij hem dezen laatsten niet kunnen afnemen, wanneer hij niet de voorwaarden vervult onder welke die gunst was verleend?

In het verslag van den Raad der Mijnen wordt met reden die toestand vergeleken met de intrekking van giften onder levenden wegens het niet-nakomen van de voorwaarden waaronder zij werden gedaan. (*Verslag van den Raad der Mijnen*, blz. 38.)

Het beginsel van vervallenverklaring schijnt ons gewettigd ; het volstaat, doch het is noodig, het te vermelden in het lastenkohier der concessies.

Het ontwerp der Regeering spreekt, in twee artikelen van het ontwerp, de vervallenverklaring uit :

« Art. 14. — Elke vergunninghouder is verplicht, tenzij bij wettige verhindering, de inrichtingswerken ten laatste vijf jaren na de bekendmaking der akte van vergunning te beginnen.

» De binnen dit tijdsbestek begonnen werken moeten geleidelijk worden voortgezet tot het werkelijk ontginnen der mijn en mogen niet worden gestaakt zonder wettige redenen.

» Art. 15. — De vergunning vervalt, indien de vergunninghouder in gebreke blijft te voldoen aan de vereischten van voorgaand artikel.

» Zij vervalt insgelijks, indien van de begonnen ontginningswerken sinds ten minste vijf jaren werd afgezien en deze niet binnen zes maanden na de aanmaning, behoorlijk aan den vergunninghouder beteekend door den Minister van Nijverheid en Arbeid, werden hervat; evenwel mag de vergunninghouder van de overwegende redenen zijner werkeloosheid doen blijken.

» Art. 23. — Voor de mijnen, welke binnen vijf jaren na het in werking treden van deze wet worden vergund, is het bij artikel 14, lid 1, vastgesteld tijdsbestek van tien jaren. »

Het beoogde doel is, te vermijden dat speculanten vergunning zouden aanvragen. De concessieaanvragers moeten het inzicht hebben de mijn vruchtbaar te maken : « Het beste middel om het doel der vergunningen te » vrijwaren is, nieuwe vergunningen toe te staan niet aan speculanten, die » natuurlijk zullen trachten ze af te staan na ze met min of meer aanzienlijke » lasten te hebben bewaard, maar wel aan ernstige vennootschappen, die » vanzins zijn ze zelf en eerlang vruchtbaar te maken en daartoe beschikken » over toereikende kapitalen. » (*Handelingen van den Senaat*, 1903, blz. 136.)

Dat middel denkt de Regeering te vinden door bedingen tot vervallenverklaring op te nemen in het lastenkohier voor de nieuwe concessies.

De Commissie achtte die tijdperken te lang. Inderdaad, zoo men de artikelen 14, 15 en 23 vereenigt, kan het tijdperk om de mijn werkelijk in

ontginning te brengen, vijftien jaar bedragen. Zij nam de tijdperken aan welke worden voorgesteld in het verslag van den Raad der Mijnen en 1 jaar bedragen in artikel 14 en 2 jaar in artikel 15. Zij stemde artikel 23 af.

Evenwel mogen, na de beraadslagingen bij latere vergaderingen, deze wijzigingen enkel worden beschouwd als eene aanduiding.

Eerst en vooral is het niet van belang ontbloot te doen uitschijnen dat in vroegere wetten bepalingen van vervallenverklaring werden opgenomen : zij staan in den tekst der wet van 1791 en liggen in den geest dergene van 1837.

De wet van 28 Juli 1791 bepaalde op zes maanden het den concessiehouder verleende tijdsbestek :

Art. 14. « Elke concessiehouder is verplicht de ontginning aan te » vangen uiterlijk zes maanden nadat hij de concessie verwierf. Na ver- » loop van dien tijd wordt zij beschouwd als niet gegeven zijnde en kan zij » worden overgemaakt aan een ander, ten ware het uitstel eene billijke » oorzaak hadde, nagegaan door het directoire van het district en goed- » gekeurd door dit van het departement.

Art. 15. « Eene concessie gaat teniet door staking der werken gedurende » een jaar, ten ware voor die staking billijke redenen bestonden en zij wordt » goedgekeurd door het directoire van het departement, na advies van het » directoire des districts, waaraan de concessiehouder bewijs daarvan moet » leveren ; hetzelfde geldt voor gehandhaafde vroegere concessies, zoo zij » zonder insgelijks vastgestelde billijke reden niet in ontginning kwamen » een jaar nadien. »

De wet van 21 April 1810 spreekt minder duidelijk :

« Art. 49. — Wanneer de ontginning beperkt of gestaakt is, op zoodanige wijze dat daardoor de algemeene veiligheid of de behoeften der verbruikers op verontrustende wijze bedreigd worden, dan zullen de prefecten, na de eigenaren gehoord te hebben, daarover verslag uitbrengen aan den Minister van Binnenlandsche Zaken, ten einde daarin te voorzien zooals het behoort.

» Art. 50. — Bedreigt de ontginning de algemeene veiligheid, het behoud der putten, de stevigheid der werken, de veiligheid der mijnwerkers of der boven den grond staande woningen, dan wordt daarin door den prefect voorzien op de wijze als geschiedt in zake van groote wegen en ingevolge de wetten. »

De wet van 1810 voorziet eigenlijk geene vervallenverklaring ; zij geeft het recht om de ontginningswerken te doen staken.

De rechtbanken oordeelden er aldus over :

De bestendige deputatiën der provinciale raden, die de prefecten vervangen, kunnen de ontginningswerken verbieden, wanneer dat verbod het eenige middel is om te voorzien in hetgene wordt vereischt door de algemeene veiligheid en de veiligheid der woningen aan de oppervlakte.

De bestuursoverheid alleen heeft het recht te beslissen over de gepastheid, de noodzakelijkheid of den duur van het tijdelijk verbod tot ontginnen om redenen van algemeene veiligheid, en over de middelen om de ontgin-

ning weder op te vatten zonder gevaar voor de bewoners der oppervlakte; derhalve kan de rechterlijke macht de middelen van onderzoek niet nagaan, welke het bestuur heeft aangewend.

Het eenvoudig verbod tot ontginnen, gedaan als politiemaatregel, of over 't algemeen de beperkingen, toegebracht aan de wijze van genot krachtens de wetten en verordeningen die de wettelijke perken van het eigendomsrecht bepalen, kunnen niet worden gelijkgesteld met eene onteigening voor openbaar nut.

De eigendom van mijnen wordt verleend mits hij onderworpen is aan al de verordeningen welke de bestuursoverheid als politiemaatregel kan uitvaardigen; ontginning zonder inachtneming van die maatregelen is derhalve onwettelijk en eene overtreding der wet van 21 April 1810. (Cass., 28 Oct. 1846; *Bull.*, 1848, 661.)

Het ontwerp van wet bedoelt geenszins de werken te doen staken. Zij beoogt vervallenverklaring, zooals zij werd begrepen door den wetgever van 1791.

Welnu, alles hangt af van wat wordt verstaan onder «aanvang van werken.»

De concessiehouder, zegt het ontwerp, *moet de werken zijner ontginning aanvangen.*

Wat beteekent zulks en wat moet men verstaan onder de werken?

Volgens de uitlegging die men aan de werken zal geven, zal het tijdsbestek te lang of te kort zijn.

Het tijdsbestek van een jaar zal blijkbaar ontoereikend zijn, zoo men eischt dat de concessiehouder waarlijk zijne ontginning kunne aanvangen; het kan te lang zijn, zoo men onder ontginningswerken verstaat de verst verwijderde voorbereidingswerken.

Dit vraagstuk kan moeilijk op te lossen zijn, gezien het groot getal van hen die rechten als ontdekker willen doen gelden.

Wie is de ontdekker? Moet men niet dien naam voorbehouden en de gunsten der concessie bij voorrecht verleenen aan hem die werkelijk de lagen, alsmede de middelen om ze te ontginnen deed kennen?

« Thans zijn er weinig wezenlijke ontdekkers van kolenmijnen, zoo men ter zijde laat het werk van den heer Urban, door dezes dood gestremd; men treft maar één echten, goed overtuigden ontdekker aan, en wel den heer Dumont. De anderen volgden zijn spoor, zoodra de weg was gebakend en vrij was van onzekerheid en wederwaardigheden.» (Michel Bodeux, *L'État charbonnier. — Rev. soc. catholique*, 7e jaar, nr 3, blz. 81.)

Bij de verrichte boringen had men vooral op het oog een snellen vooruitgang, ten einde het recht van voorkeur te verwerven, dat de wet den ontdekker verschaft om concessie te bekomen, wanneer hij door verkenningswerken bewijst dat ontginbare kolenlagen voorhanden zijn binnen den omtrek der aangevraagde concessie. De stelsels van boring, aangewend om door de losse aardlagen te geraken, begrijpen doorgaans het oversnelle inslaan van de steenboor (meer dan 100 slagen in de minuut) : een waterstraal, beneden in het gat gespoten door middel van eene holle stang, drijft naar de oppervlakte de poedervormige deelen, naarmate zij voorkomen. Zoo kan men snel vooruitgaan en wel tot 100 meter in vier en twintig uren. Doch

heel begrijpelijk is het dat de monsters van de op die wijze doorboorde rotsen niet veroorloven, ze op duidelijke en stellige wijze te bepalen, dewijl de paleontologische en petrographische eigenschappen erg gewijzigd zijn. (Victor Lambiotte, *Le gisement houiller*. — *Rev. quest. scient.*, 1903.)

Welke waarde deze boringen al of niet mogen hebben om den aard der lagen aan te duiden, stellig hadden vele aanvragers van concessie niets anders om zich in te lichten dan de uitslagen van die uiterst snelle boringen.

Moet men hun slechts concessie verleenen, wanneer eene meer afdoende boring het vermoeden bevestigt dat de eerste boring deed onstaan?

Moet het boren van een nieuwen put worden bevolen?

En zoo men hun eene concessie verleent, zal dan, alvorens de plaats van den uitdelvingsput te bepalen, niet een tijdlang worden rondgetast, volgens den aard en de diepte der te ontginnen laag?

Wanneer zullen de ontginningswerken worden aangevangen?

Zal het zijn wanneer de heide wordt gerakeld? Wanneer eenige mannen boringswerken verrichten?

Maar wij onderstellen dat het uit is met aller aarzeling, dat de mannen van 't vak volkomen ingelicht zijn; laat ons niet vergeten dat de voorbereidende werken lang zullen duren en lastig zijn, zelfs voordat een aanvang worde gemaakt met den uitgravingsput of den put die, bij voorkomend geval, zal dienen ter ontginning.

Dan blijft te onderzoeken én het financieel vraagstuk én de plaats van den zetel der ontginning. In een geologisch opzicht, moet hij derwijze worden bepaald dat er zoo weinig mogelijk losse aardlagen te doorboren zijn, dat de kolenbedding in de voordeeligste voorwaarden vrucht afwerpe. Stellig wordt door eene ontdekkingsboring maar op verre na aan dit desideratum beantwoord, zoo zij het dan nog doet. Anderzijds is het begrijpelijk dat men, alvorens een tiental millioenen te wagen, alle mogelijke waarborgen van welslagen verlangt. Daarenboven moet de verkozen plaats verbonden zijn aan eenen vervoerweg, hetzij vaart of spoorweg.

Eindelijk, de werving van het arbeiderspersoneel kan groote moeilijkheden opleveren. Schijnt de termijn van vijf jaar wellicht lang, dan houdt die van één jaar stellig geene rekening met de feiten.

Die termijn mag voorzeker niet te lang zijn, doch het komt ons voor dat het, met het oog op het te bereiken doel, noodlottige gevolgen kan hebben, zoo men het feit bepaalt, waarmee de termijn een aanvang neemt, en wij zouden geneigd zijn te denken dat hiervoor de meeste vrijheid moet worden gelaten aan den Raad der Mijnen, de eenige die kan oordeelen over de waarde der werken.

Artikel 16 bepaalt dat de rechtsvordering tot vervallenverklaring voor de rechtbanken wordt gebracht. t' Is de eischer, in dit geval het openbaar ministerie, die moet bewijzen dat de ontginningswerken niet worden uitgevoerd.

Geeft men niet klaar en duidelijk op welke werken dat karakter zullen dragen, dan mag er worden gezegd dat er eene echte processen-mijn zal zijn ontdekt.

Artikel 49 der wet van 1810, gewijzigd in den zin eener aan te vragen vervallenverklaring, schijnt ons toe beter te beantwoorden aan het beoogde doel en tevens de opgegeven bezwaren te vermijden.

Artikel 15 spreekt vervallenverklaring uit tegen den concessiehouder die van de begonnen ontginning sinds ten minste vijf jaar afzag.

Onder dezelfde omstandigheden, die hetzelfde voorbehoud noodzakelijk maken, bepaalt de Commissie het tijdsbestek op twee jaar, en in een artikel 15*bis* strekt zij dezelfde straf uit tot den concessiehouder die, zonder erkende wettige oorzaak en door zijn toedoen, zijne ontginning derwijze heeft beperkt of gestaakt dat de behoeften der verbruikers worden bedreigd.

De Commissie neemt den tekst van artikel 49 der wet van 1810 over. Zij vreesde, door artikel 15 op te nemen zooals het in het ontwerp is opgevat, den schijn aan te nemen als zou er zijn afgezien van de redenen tot vervallenverklaring, zooals zij in artikel 49 voorkomen. Dat wilde zij niet en dat gaf aanleiding tot artikel 15*bis*.

In de Commissie werd niet gehandeld over de wijzigingen, in de wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837 voorgesteld, betreffende de voorgeschreven formaliteiten voor aanvragen tot concessie van mijnen, het bekendmaken en aanplakken dat hiertoe noodig is.

Zij moderniseeren om zoo te zeggen de aangehaalde wetten en de noodzakelijkheid daarvan dringt zich op.

Hetzelfde was het geval met § 1 van artikel 3, waarbij de aansprakelijkheid van den concessiehouder wordt omschreven.

De rechtspraak verklaart zich sedert lang ten voordeele der eigenaars van de oppervlakte.

Zoo moest het ook zijn : « Door de akte tot concessie van eene mijn, zegt het Hof van Cassatie, wordt niets anders overgemaakt dan de eigendom der minerale bestanddeelen, vergund met het recht om ze uit te delven; zij scheidt de mijn alleen van het domein der oppervlakte en laat al de andere rechten van den eigenaar des gronds onaangeroerd ». (Cass., 30 Mei 1872. *Pas.*, blz. 319.)

De bepaling van artikel 15 der mijnwet, volgens welke de concessiehouders verplicht zijn vergoeding te betalen voor de schade, door de ontginningswerken toegebracht aan huizen of woningen onder welke de werken werden verricht, is van toepassing ingeval de gescheurde of omvergeworpen gebouwen min of meer stevig zouden geweest en gevestigd zijn op eenen min of meer geschikten bodem. Kortom, er is gansche en volstrekte aansprakelijkheid. (Bruss., 2 Jan. 1865. *Pas.*, 1866, blz. 131.)

De concessie van eene mijn kan geen inbreuk maken op het recht van den eigenaar der oppervlakte, om te bouwen op het hem behoorend goed.

Door vonnissen werd beslist dat geene reden bestaat om een onderscheid te maken tusschen vroegere gebouwen en die welke zouden opgetrokken zijn na de concessie der mijn. Beide worden in dezelfde mate beschermd.

Hij die de werken verrichtte, blijft volkomen aansprakelijk, zelfs wanneer hij zou hebben ontgind naar de regelen der kunst en de hem, hetzij door

de akte van concessie, hetzij door andere vroegere akten opgelegde regelen heeft nagekomen.

In zake van mijnen, oordeelen de rechtbanken dat de schade, door eenen ontginner veroorzaakt, moet worden vergoed, zelfs wanneer er van zijnentwege geen schuld bestaat.

Die beginselen konden nog worden betwist. De tekst van artikel 3 stelt een einde aan alle betwisting.

§ 2 van het artikel geeft eene nieuwe toepassing aan de bepaling van den borgtocht, voorzien bij de wet van 1810.

Artikel 15 der wet van 1810 veroorloofde in sommige gevallen den eigenaar des bodems, van den ontginner een borgtocht te eischen, om in te staan voor de schade welke de ontginning hem zou kunnen veroorzaken *in geval van ongeluk*, en dat recht werd beperkt « tot het ongeval voorgekomen ten gevolge van werken te verrichten onder *huizen of woonplaatsen*, onder andere ontginningen of in *de onmiddellijke nabijheid daarvan.* »

Nadat het verslag van den Raad der Mijnen de arresten heeft aangehaald waarbij artikel 10 der wet van 1810 verschillend wordt uitgelegd, is het, in strijd met het gevoelen van den heer algemeenen bestuurder, van oordeel dat in aller belang de wetgever eene bron van rechtsgedingen moet uitdrogen door het oplossen van die betwiste punten; bijgevolg keurt het den nieuwen tekst der Regeering goed.

Wij kunnen ons daarmede niet vereenigen.

Men mag staande houden dat de bewoordingen van artikel 15 der wet van 1810 aanleiding geven tot uiteenloopende opvattingen :

Wat moet men verstaan onder ongeval? Wat onder huizen of woonplaatsen, en zijn daaronder te begrijpen de bebouwde aanhoorigheden?

Wat moet worden verstaan onder onmiddellijke nabijheid? Doch het beginsel blijft duidelijk bepaald : het advies van den Raad der Mijnen, in dato 27 October 1871 (zie *Cons. min.*, IV, blz. 121), bepaalt de rechten van den eigenaar des bovengronds :

« Overwegende, dat artikel 15 der wet van 1810 den concessiehouder eener mijn verplicht tot het stellen van borg om elke vergoeding in geval van ongeval te betalen, wanneer hij zijne werken verricht onder huizen of woonplaatsen, onder andere ontginningen of in de onmiddellijke nabijheid daarvan;

» Overwegende, dat het de bedoeling van den wetgever was, door den borgtocht te verzekeren de vergoeding der schade welke de ongevallen, verbonden aan het ontginnen van mijnen, kunnen berokkenen aan de woningen op den bovengrond en aan de naburige ontginningen;

» Overwegende, dat de wijze waarop in artikel 15 de zinteekens zijn geplaatst, twijfel verwekte over de vraag of de woorden : *of in de onmiddellijke nabijheid daarvan*, passen op de huizen of woonplaatsen zoowel als op andere ontginningen in de buurt;

» Overwegende, dat het in strijd ware met den geest en met het doel der wet, het recht dat de eigenaar van woningen kan doen gelden op de borgstelling, te beperken tot het enkel geval dat de werken loodrecht onder die woningen zouden worden verricht, dewijl de werken, in de nabijheid verricht, op die zelfde woningen — zooals ervaring en theorie hebben

bewezen — een even nadeelig en gevaarlijk uitwerksel kunnen hebben als de werken rechtstreeks daaronder verricht;

« Overwegende, dat de *reden* die de borgstelling eischbaar maakt voor de werken, uitgevoerd in de nabijheid van mijnontginningen, insgelijks kan worden ingeroepen voor de werken in de nabijheid van huizen of woonplaatsen. »

En wat is de reden die de borgstelling eischbaar maakt? Napoleon duidt ze dus aan : « Om alle voor de naburen schadelijke onderneming te voorkomen, zou men den ontginner kunnen verplichten tot het stellen van borg voor de schade die zijne onderneming kan veroorzaken, *telkenmale een naburig eigenaar* zou vreezen dat de opgravingen de grondvesten van zijn gebouw zouden schokken, het water opdrogen waarvan hij het gebruik heeft, hem eenige schade veroorzaken. »

Dat geschiedde om te veroorloven dat de ader in elke richting werd gevolgd, zelfs onder de woningen, zooals Regnault de Saint-Angely zegde ter zelfde zitting van den Raad van State.

Welke uitlegging er ook worde gegeven aan de gebezigde bewoordingen, buiten kijf is het dat de borgtocht voor niets anders moet instaan dan voor een mogelijk gevaar, voortspruitende uit een te ondernemen bepaald werk.

Dat is het voorgevoeld gevaar, mogelijk gevolg van een bepaald feit.

Het beginsel aangenomen zijnde, is de borgstelling verplicht (Luik, 14 Augustus 1858. *Pas.* 1861, blz. 299). Zij kan worden gevraagd in den loop van eenen eisch tot schadevergoeding, tengevolge van reeds verrichte werken (Charleroi, 6 Juli 1882. *Pas.*, 1883, blz. 302).

Zij is van toepassing op den concessiehoudenden ontginner evenals op den verkennenden ontginner (Brussel, 29 Maart 1888. *Pas.*, blz. 263). Zij vrijwaart de huizen, woonplaatsen en de andere mijnontginningen.

De bescherming strekt zich uit tot de woningen die na, evenals tot die welke vóór de concessie werden opgericht.

De borgstelling kan worden gevraagd zelfs wanneer het reeds verrichte werken geldt, die nog ernstige vrees voor latere ongevallen kunnen verwekken (Luik, 9 April 1867. *Pas.*, blz. 219).

De borgstelling moet worden geleverd vóórdat de daad is gepleegd; dus kunnen de belanghebbenden ze aanvragen van 't oogenblik dat zij denken dat hunne belangen zijn bedreigd. (Advies van den Raad der Mijnen, 22 Oct. 1880, VI, 21.)

Een gemeentebestuur kan eene borgstelling eischen van eenen ontginner, ten einde vergoed te worden in geval van schade toegebracht aan het kerkgebouw der gemeente. (Advies van 6 April 1883, VI, 32.)

Wat behoort er meer toe om de belangen van den eigenaar des bovengronds te vrijwaren?

Moet men, onder voorwendsel een einde te stellen aan twistpunten, het zoover drijven dat zonder hoogenaamde beperking eene borgstelling worde opgelegd voor alle latere schade?

Hoe zal die borgstelling worden bepaald zonder willekeur? Op welke waarschijnlijkheden zal men steunen? En welke concessiehouder is ver-

mogend genoeg om borg te stellen voor al de schade, welke *de ondergrondsche werken mochten veroorzaken aan den bovengrond?*

De Commissie meent dat de bepaling van artikel 15 der wet van 1810 veeleer wordt ontzenuwd door de al te groote uitbreiding van het beginsel der aansprakelijkheid.

Na in paragraaf 1 te hebben opgenomen het beginsel der volstrekte aansprakelijkheid wegens alle schadeverwekkende feiten, volgende uit de werken in de mijn, is zij van oordeel dat de borgstelling toereikend is wanneer zij vrijwaart de vergoeding van de gevolgen van zekere werken bepaald bij de wet van 1810.

Er mag worden beweerd dat de groote diepte van het kolenbekken het behoedt voor de gevolgen van den nieuwen maatregel.

Niettemin blijft het waar, dat de al te strenge maatregelen, opgenomen in de lastenkohieren der nieuwe concessies, van aard zijn om allen ondernemingsgeest te ontmoedigen, want, zooals wij reeds zegden, er moeten reeds overgroote moeilijkheden worden te boven gekomen om de concessies te kunnen ontginnen.

* * *

Artikel 20 bepaalt eene reeks geschikte maatregelen tot verbetering van den toestand der werklieden. In beginsel keurt de Commissie die maatregelen goed, doch zij vraagt zich af of het practisch is ze enkel toe te passen op de nieuwe concessies.

Feitelijk bepaalt de wet dat de werkgever verplicht is bij te dragen tot de stortingen der werklieden, om dezen een pensioen te verschaffen; doch de werkman blijft volkomen vrij, en maakt hij gebruik van zijne vrijheid om niets te storten, kan de werkgever hem dwingen te storten ? En zoo hij hem niet dwingen kan, van waar komen dan de 50 t. h., waarvan sprake is in artikel 20?

Gaat men aandachtig den vooruitgang na van de vereenigingen die strekken om hare leden aan te sluiten bij de Lijfrentekas van den Staat, dan staat men er over verbaasd dat het denkbeeld om een pensioen te verwerven zoo weinig ingang vindt bij den werkersstand, en is het te betreuren dat de wet van 1900 niet beter wordt begrepen en gewaardeerd door hen ten wier gunste zij inzonderheid werd gemaakt. Met reden vraagt men zich af of menige aarzeling niet hadde opgehouden, vele teleurstellingen in de toekomst niet waren voorkomen, zoo het beginsel van verplichting in de wet ware geschreven.

Doch dit veroorlooft geenszins eene klasse van personen te verplichten tot bijdrage.

En des te erger schijnt ons het bezwaar van dat stelsel, daar de verplichte storting door den werkgever niets vermag tegen den onwil van het arbeiderspersoneel.

De werkman die zelfs door den werkgever wordt verplicht te storten, in eene onderneming waarop de wet zal worden toegepast, kan zijnen patroon verlaten om zich te vestigen in eene streek waar geen verplichting bestaat.

En men weet, dat om in zake van pensioen tot eenen uitslag te geraken, de stortingen regelmatig moeten geschieden gedurende een onafgebroken tijd.

Kan een werkman van 21 jaar, op den leeftijd van 60 jaar, mits eene maandelijksche storting van 1 frank, dank zij de Staatstoelagen, een pensioen van fr. 369.75 verwerven, dan is het slechts op voorwaarde dat hij regelmatig de bepaalde maandelijksche som stort; schorst of staakt hij die stortingen, dan vermindert zijn pensioen merkelijk.

Derhalve denken wij dat de maatregelen, voorzien en opgenomen in artikel 20, hoeven opgedrongen te worden bij algemeene bepalingen en niet bij uitzonderlijke maatregelen.

Wat betreft de geschikte maatregelen om de gezondheid op de werken te verzekeren, schijnt het ons duidelijk dat het den Staat streng is ontzegd, eenig onderscheid te maken tusschen het nieuw en het oudere kolenbekken. De op dat gebied bestaande wetten moeten, bij voorkomend geval, worden verbeterd en toegepast zonder onderscheid van streken of personen.

Art. 21. — Behalve het evenredig recht, vermeld in artikel 33 der wet van 1810, heft de Regeering op de Kempische mijnen eene klimmende belasting, welker bedrag een bijzonder fonds zal vormen, verbonden aan de begrooting van ontvangsten èn uitgaven voor orde.

Dat ware een nieuwe last, opgelegd aan de Kempische kolenmijnen, en reeds in dit opzicht werd dat beginsel hevig bestreden in den schoot der Commissie.

Vermits alle Belgen gelijk moeten zijn voor de wet, is het moeilijk de hefling te billijken, in zoo verre zij enkel gelden zou voor de concessies van het nieuw kolenbekken.

De grondgedachte van gansch onze mijnwetgeving is : de mijn tot wezenlijk eigendom te maken, afgescheiden van den eigendom des bovengronds. Dit eigendom moet, evenals elk ander, bijdragen tot de lasten van den Staat. Evenwel noopten zijn aard, zijne wisselvallige ontginning den wetgever, er in zake van belastingen bijzondere regelen op toe te passen. (*Pandectes belges.*)

In den Raad van State was men het er over eens dat, vermits mijnen grondeigendommen zijn, zij belasting moeten betalen, doch eene algemeene, eenvoudige en gematigde belasting. (Locré, XXIII, n^r 1.)

Telkenmaal de wetgever van 1810 oordeelde dat de mijnnijverheid moest worden belast, verklaarde hij tevens, uit naam van het algemeen belang, dat die belasting binnen redelijke perken moest blijven. Zij moest enkel dienen tot het betalen van de kosten van het mijnbestuur of het bevorderen van opsporingen, opening en ontginning van nieuwe mijnen of herinrichting van oude mijnen. (W. 1810, art. 39.)

Terwijl de cijns, voorbehouden aan den eigenaar van den grond, voorkomt als erkenning van het recht des onteigenden eigenaars en als eene vergoeding, heeft de cijns ten voordeele van den Staat den aard eener wezenlijke belasting.

Ziehier hoe deze belasting is geregeld onder de wet van 21 April 1810.

De eigenaars der mijnen zijn verplicht den Staat een *vasten cijns* te betalen en *een cijns naar verhouding van de opbrengst der mijn.* (Art. 33).

De *vaste cijns* wordt jaarlijks geregeld volgens de uitgestrektheid der concessie en bedraagt 10 frank per vierkanten kilometer. (Art. 33.)

De *evenredige cijns* zal zijn eene jaarlijksche belasting op de voortbrengselen der mijn; ieder jaar wordt zij vastgesteld door Staats begrooting evenals alle andere openbare belastingen. Nooit mag zij meer bedragen dan 5 t. h. der zuivere opbrengst. (Art. 35.)

Sedert jaren blijft de cijns onveranderlijk bepaald op 2 1/2 t. h. der zuivere opbrengst, benevens 25 opcentiemen, dus 3 1/8 t. h.

De legger der rol wordt voor de in ontginning zijnde mijnen, *volgens staten van ontginning*, opgemaakt door den ingenieur der mijnen, nagezien en vastgesteld door het comiteit tot schatting (gouverneur der provincie, twee leden der bestendige deputatie, enz.).

De grondslag van den cijns wordt bepaald volgens de opbrengst van het loopend jaar.

De zuivere opbrengst wordt bepaald nadat van de ruwe opbrengst van het bedrijf zijn afgetrokken de volgende uitgaven :

a) Arbeidsloonen;
b) Aankoop en onderhoud van de noodige paarden;
c) Onderhoud van de ondergrondsche werken, kunstwerken, enz.;
d) In gang brengen van motoren, machines, enz.;
e) Onderhoud van de gebouwen der mijnonderneming;
f) Onderhoud en vernieuwing van gereedschap;
g) Onderhoud van de gemeenschapswegen;
h) Aanlegkosten voor putten, gangen, enz.;
i) — voor werktuigen;
k) — voor gebouwen;
l) — voor gemeenschapswegen;
m) Kantoorkosten ten zetel en tot het stipt noodzakelijke beperkt.

De evenredige cijns wordt opgelegd en geïnd evenals de grondbelasting. (Art. 37.)

Over de bezwaarschriften tot ontlasting of terugvrage van evenredigen aanslag wordt uitspraak gedaan door de raden van prefectuur. Van rechtswege wordt ontlasting toegestaan, wanneer de ontginner bewijst dat de hem opgelegde cijns meer dan 5 t. h. der zuivere opbrengst bedraagt.

Deze bezwaarschriften moeten binnen drie maanden worden overgemaakt aan de provinciale bestuurders der rechtstreeksche belastingen.

Verschuldigde cijnzen aan de eigenaars van den bovengrond.

Het recht, bij artikel 6 dezer wet toegekend aan de eigenaars van den bovengrond, wordt bepaald op eene som vastgesteld bij de akte van concessie. (Art. 42, wet van 1810.)

Art. 9. — Wet van 2 Mei 1837. — De vergoeding, bij de artikelen 6 en 12

der wet van 21 April 1810 aan de eigenaars van den bovengrond voorbehouden, wordt bepaald door middel van *een vasten cijns* en van een *cijns in verhouding* tot de opbrengst der mijn.

De *vaste cijns* wordt bepaald door de akte van concessie; hij bedraagt nooit min dan 25 centiemen per hectaar uitgestrektheid.

De *evenredige cijns* wordt bepaald op 1 tot 3 t. h. van de zuivere opbrengst der mijn, zooals die opbrengst jaarlijks wordt vastgesteld door het comiteit van schatters.

Deze vergoeding wordt gelijkelijk *verdeeld* onder de eigenaars van den bovengrond, naar gelang van den oppervlakte-inhoud der gronden, aan elk hunner behoorende, zooals die inhoud is aangeduid op het plan van vergunning.

De concessies, verleend vóór de wet van 1810, worden geregeld bij de artikelen 51 en 53. De concessiehouders worden eigenaar, op de enkele voorwaarde dat zij de overeenkomsten uitvoeren, die zouden bestaan met de eigenaars van den bovengrond, en zonder dat dezen de artikelen 6 en 42 der wet van 1810 kunnen inroepen.

Dus mag worden gezegd dat de cijnzen, naar luid van de wet van 1810, algemeen, eenvoudig, gematigd moeten zijn.

« Staats belang », zegde graaf Begouen ter zitting van den Raad van State, den 3n Februari 1810, « vergt niet dat de belasting op de kolen veel opbrenge, maar wel dat de nijverheid die ze verschaft en die het vervaardigen van de voorwerpen, waarop nadien rechten worden geheven, verlevendigt en vermeerdert, worde aangemoedigd. »

« Het is bekend », zegde verder graaf Stanislas Girardin, « dat elke belasting van de nijverheid eerder nadeelig dan nuttig is... Is de mijn overvloedig, dan trekt de ontginner er, wel is waar, een voordeel uit dat den interest zijner voorschotten vergoedt; doch dat voordeel wordt schier altijd opgewogen door een ten minste zoo groot risico als het bedrag der winsten. »

In artikel 21, schijnt het ontwerp deze beginselen over het hoofd te zien, wanneer het aan de nieuwe concessies eene werkelijk klimmende belasting op het inkomen oplegt.

Zelfs denken wij dat de toegepaste wijze om die belasting te heffen haar het meest bedenkelijk maakt.

Kan, trouwens, het beginsel van klimmende belasting worden verdedigd, zoo men in bedenking geeft dat zij de burgers doet bijdragen in Staats lasten in verhouding tot hun inkomen, dat is niet langer het geval wanneer de bron van dit inkomen wordt belast.

Volgens het stelsel van artikel 21, wordt de kolenmijn belast zonder inachtneming van het geldelijk vermogen van den aandeelhouder. Voor sommigen kan de winst overbodig, voor anderen noodzakelijk zijn. Dienaangaande maakt de wet geen onderscheid.

Tot het verdedigen van artikel 21 wordt te vergeefs ingebracht dat de heffing geene belasting is en enkel eene deelneming van den Staat in de winst der onderneming, welke winst zijne persoonlijke onderneming hem

zou kunnen verschaffen. Onzes erachtens zou niets verhinderen dat de Staat eene concessie aanvraagt, indien hij het in zijn belang acht ze zelf te ontginnen. Doch te vergeefs vragen wij ons af met welk recht hij een aandeel zou vergen van de winst van hen die op eigen gevaar ontginnen.

Zij die de thesis van de domanialiteit voorstaan, handelen logisch, wanneer zij beweren dat de Staat, wanneer hij over zijn eigendom beschikt, voor zich voordeelen mag bedingen, doch de Commissie verwierp deze thesis en denkt met Mirabeau, dat « het ongerijmd zou wezen, te beweren dat de » mijnen ter beschikking van de natie blijven, *in dezen zin dat zij ze kan* » *verkoopen of doen beheeren voor hare rekening, of ze beheeren in den aard* » *van domeingoederen, of ze willekeurig afstaan*, en », voegt hij er bij, » dat werd door niemand voorgesteld; dus was het nutteloos het te » bestrijden. »

Naar het stelsel der wet van 1810, regelt de Staat het gebruik van den mijneigendom naar het beste belang van allen; hij verkeert in den toestand van eenen rechter, die uit hoofde van openbaar nut een deel der goederen van X... onteigent, om ze te doen opnemen in het domein van Z...

Doch, al ware de grondslag van den cijns billijk, dan nog zou men zich afvragen waarom het nieuw kolenbekken belast moet worden, wanneer het blijkt dat zijne ontginning lastiger en schadelijker zal zijn.

Eindelijk, terwijl de provinciën en de gemeenten op welker grondgebied nieuwe concessies zullen worden verleend, tegenover nieuwe uitgaven zullen staan voor wegen, weldadigheid, gezondheid, beheer en politie, beslist § 8 van artikel 21 dat die rechten niet mogen belast worden met opcentiemen ten bate der provinciën of gemeenten.

Artikel 21 kan niets anders zijn dan het gevolg van 't beginsel der domanialiteit. Hoe het ook weze, het beginsel der heffing werd met ééne stem meerderheid door de Commissie aangenomen.

* * *

Het lag niet in de bedoeling der Commissie om, naar aanleiding van de wijzigingen, voorgesteld in de wet van 1810, te handelen over de verschillende voorstellen betreffende de arbeidsvoorwaarden en den toestand der werklieden.

Zij is van oordeel dat er in dien zin geene wet kan worden gemaakt voor eene bijzondere nijverheid. De voorgestelde maatregelen moeten van toepassing zijn op alle takken van nijverheid en staan niet op hunne rechte plaats in eene bijzondere wet.

De Verslaggever, *De Voorzitter,*

ALP. VERSTEYLEN. E. NERINCX.

TEKST VAN HET WETSONTWERP.

Texte du projet de loi.

CHAPITRE PREMIER.

Modifications aux lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837.

ARTICLE PREMIER.

Les articles ci-après mentionnés, de la loi du 21 avril 1810, sont modifiés ainsi qu'il suit :

I. — L'article 15 est abrogé et remplacé par les alinéas 2 et 3 de l'article 3 de la présente loi.

II. — Les articles 22 à 28 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 22. — « La demande en concession sera faite par voie de simple pétition adressée à la Députation permanente de la province où la mine est située. Si le demandeur est étranger, il sera tenu de faire élection de domicile dans le royaume.

» Un plan régulier de la surface, indiquant les limites du périmètre demandé à l'échelle de 1/10000e, sera annexé à la demande en quadruple expédition.

» Ce plan contiendra l'indication des concessions minières voisines.

» Au cas où la concession sollicitée s'étendrait sur plusieurs provinces, la demande sera adressée à la Députation permanente de la province dans laquelle la mine aura la plus grande étendue. Une copie de la demande et du plan annexé sera déposée au greffe du gouvernement provincial de chacune des autres provinces.

Tekst van het ontwerp.

EERSTE HOOFDSTUK.

Wijzigingen in de wetten van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837.

ARTIKEL 1.

De hierna te melden artikelen der wet van 21 April 1810 worden gewijzigd als volgt :

I. — Artikel 15 wordt ingetrokken en vervangen door het 2e lid en 3e lid van artikel 3 dezer wet.

II. — De artikelen 22 tot 28 worden door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 22.— « Aanvraag om vergunning wordt gedaan bij eenvoudig verzoekschrift gericht tot de Bestendige Afvaardiging van de provincie waarin het mijnveld is gelegen. Indien de aanvrager vreemdeling is, moet hij eene verblijfplaats kiezen binnen het Rijk.

» Een behoorlijk plan van den bovengrond, met aanduiding van de omgrenzing der gevraagde uitgestrektheid op eene schaal van 1/10000, wordt in 't viervoud bij de aanvraag gevoegd.

» Op dat plan worden de naburige vergunde mijnvelden aangewezen.

» Mocht het mijnveld, met het oog waarop vergunning is aangevraagd, zich uitstrekken tot in verschillende provinciën dan zal de aanvraag worden gericht tot de Bestendige Afvaardiging van de provincie waarin het zijne grootste uitgestrektheid heeft. Van de aanvraag en van het bijgaande plan wordt een afschrift overgelegd ter griffie van het bestuur van elke der andere provinciën.

Texte proposé par la Commission.

CHAPITRE PREMIER.

Modifications aux lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EERSTE HOOFDSTUK.

Wijzigingen in de wetten van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837.

ARTIKEL 1.

(Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

» Les plans devront être vérifiés par l'ingénieur des mines, et les Députations permanentes certifieront chacune les expéditions qui leur seront affectées. »

ART. 23. — « La demande sera transcrite à sa date sur un registre particulier par les soins des greffiers provinciaux, et des extraits certifiés de ces transcriptions seront délivrés aux requérants.

» Les registres pourront être consultés par tous ceux qui le demanderont. »

ART 24. — « Dans les trente jours de la transcription, la Députation permanente qui aura reçu la demande ordonnera, s'il y a lieu, sur le rapport de l'ingénieur des mines, la publication par voie d'affichage et d'insertion dans les journaux, de la demande en concession. Sa décision sera immédiatement notifiée aux demandeurs.

» Un recours contre les décisions de la Députation permanente sera ouvert aux intéressés ainsi qu'au Gouverneur pendant trente jours à partir de la date de la notification. Il sera statué sur ce recours par le Ministre de l'Industrie et du Travail, qui prendra au préalable l'avis du Conseil des mines. »

ART. 25. — « L'affichage et l'insertion dans les journaux seront faits par les soins des administrations communales et aux frais des demandeurs. Les affiches seront apposées et maintenues pendant trente jours aux chefs-lieux des provinces, à ceux des arrondissements administratifs où la mine est située, au lieu du domicile réel ou élu du demandeur et dans toutes les communes sur le territoire desquelles la concession peut s'étendre.

» Elles seront insérées au *Moniteur* et au moins dans un journal, s'il en existe, de chacune des localités désignées ci-dessus, deux fois à quinze jours d'inter-

Tekst van het ontwerp.

» De plannen dienen gekeurd door den mijningenieur, en de Bestendige Afvaardigingen zijn gehouden elk der haar bestemde afschriften echt te verklaren. »

ART. 23. — «Door de zorg van den provincialen griffier wordt de aanvraag onder hare dagteekening overgeschreven in een bijzonder boek en echt verklaarde uittreksels van deze overgeschreven aanvragen worden aan de verzoekers afgegeven.

» De boeken mogen worden ingezien door al degenen die zulks verlangen. »

ART. 24. — « Binnen dertig dagen te rekenen van de overschrijving, beveelt de Bestendige Afvaardiging die de aanvraag heeft ontvangen, zoo er grond voor is, op verslag van den mijningenieur, het bekendmaken van de aanvraag om vergunning bij aanplakking en bij inlassching in de nieuwsbladen. Van hare beschikking wordt den aanvragers onmiddellijk kennis gegeven.

» De belanghebbenden, alsook de gouverneur, mogen gedurende dertig dagen, te rekenen van den dag der kennisgeving, van de beschikking der Bestendige Afvaardiging in beroep komen. Over dat beroep wordt beslist door den Minister van Nijverheid en Arbeid, die voorafgaandelijk den Mijnraad hoort. »

ART. 25. — « De gemeentebesturen zorgen, op kosten van de aanvragers, voor het aanplakken en voor het inlasschen in de nieuwsbladen. De plakschriften worden en blijven aangeplakt gedurende dertig dagen in de hoofdsteden der provinciën, in die der bestuurlijke arrondissementen, waarin het mijnveld is gelegen, in de werkelijke of gekozen woonplaats van den aanvrager en in al de gemeenten, tot op welker grondgebied het mijnveld zich mocht uitstrekken.

» Zij worden, zoolang de aanplakking duurt, in het *Staatsblad*, en zoo er bestaan, in ten minste één nieuwsblad van elke der bovenbedoelde gemeenten,

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Texte du projet de loi.

valle pendant la durée de l'affichage. »

ART. 26. — « Les formalités des quatre premiers alinéas de l'article 22 sont prescrites à peine de nullité de la demande; celles du dernier alinéa de l'article 22 et des articles 23, 24 et 25 à peine de nullité de l'instruction.

» L'accomplissement des formalités de l'affichage et de l'insertion dans les journaux sera, dans les huit jours, certifié à la Députation permanente par les collèges des bourgmestre et échevins, avec production des journaux, s'il y a lieu. »

ART. 27. — « Les demandes en concurrence et les oppositions qui y seront formées seront admises devant la Députation permanente sur l'arrêté de laquelle les insertions et affichages auront eu lieu, jusqu'au trentième jour à compter de la date de l'affichage.

» Elles seront notifiées par acte extrajudiciaire au gouverneur de la province, et transcrites par les soins du greffier provincial sur le registre visé à l'article 23.

» Elles seront, à la requête de leurs auteurs, notifiées par exploit aux parties intéressées.

« Les demandes en concurrence ne devront être insérées dans les journaux, et affichées, comme il est dit ci-dessus, que si elles comprennent des terrains situés en dehors du périmètre de la demande primitive, sans toutefois que cette formalité soit un motif pour suspendre l'instruction de cette demande. »

ART. 28. — « A l'expiration du délai de l'affichage et des insertions, et sur la preuve de l'accomplissement des formalités portées aux articles précédents, la Députation permanente chargée de l'instruction, sur le rapport de l'ingénieur des mines, et après avoir pris des infor-

Tekst van het ontwerp.

tweemaal, met een tusschentijd van vijftien dagen, ingelascht. »

ART. 26. — « De vereischten vervat in de vier eerste alineas van artikel 22 gelden op straffe van nietigheid der aanvraag; die van het laatste lid van artikel 22 en van de artikelen 23, 24 en 25 op straffe van nietigheid van het onderzoek.

» Het voldoen aan de vereischten omtrent het aanplakken en omtrent het inlasschen in de nieuwsbladen wordt, binnen acht dagen, bij de Bestendige Afvaardiging bevestigd door de Colleges van burgemeester en schepenen, met overlegging van de nieuwsbladen, zoo er grond voor is. »

ART. 27. — « Aanvragen van mededingers en verzetschriften daartegen worden ontvangen door de Bestendige Afvaardiging, op welker beschikking werd overgegaan tot inlassching en aanplakking, tot op den dertigsten dag te rekenen van dien der aanplakking.

» Zij worden buitengerechtelijk beteekend aan den Gouverneur der provincie en, door de zorg van den provincialen griffier, overgeschreven op het bij artikel 23 bedoeld boek.

» Op verzoek van hunne inzenders worden zij bij exploot aan de belanghebbende partijen beteekend.

» De vragen van mededingers moeten alleen dan worden ingelascht in de nieuwsbladen en aangeplakt, zooals hierboven is bepaald, wanneer zij mijnvelden beoogen, gelegen buiten het gebied der eerste aanvraag, derwijze nochtans dat dit vereischte geen reden is om het onderzoek van deze aanvraag op te schorsen. »

ART. 28. — « Na verloop van het tijdsbestek voor de aanplakking en de inlasschingen en tegen bewijs dat voldaan is aan de vereischten, bepaald bij de voorgaande artikelen, brengt de met het onderzoek belaste Bestendige Afvaardiging, op verslag van den mijningenieur, en na

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Texte du projet de loi.

mations sur les droits et les facultés des demandeurs, donnera son avis dans les soixante jours au plus tard.

» La Députation permanente de chacune des autres provinces dans lesquelles la mine s'étend, devra, sur le rapport de l'ingénieur, émettre son avis dans le même délai de soixante jours.

» Ces avis seront transmis, avec toutes les pièces de l'instruction, au Ministre de l'Industrie et du Travail. »

ART. 28*bis*. — « Il sera définitivement statué sur la demande en concession par un arrêté royal pris conformément à l'article 7 de la loi du 2 mai 1837.

» Après que la Députation permanente aura donné son avis, et jusqu'à la date de l'arrêté de concession, toute opposition pourra encore être adressée au Ministre de l'Industrie et du Travail qui en saisira le Conseil des mines; toutefois, si le Conseil a déjà émis son avis, il ne pourra plus être saisi que par arrêté royal.

» Dans tous les cas, l'opposition sera notifiée par exploit, à la requête de l'opposant, aux parties intéressées.

» Si l'opposition est motivée sur la propriété de la mine, acquise par concession ou autrement, les parties seront renvoyées devant les cours et tribunaux. Ce renvoi sera ordonné par un arrêté royal pris sur l'avis du Conseil des mines. »

III. — L'article 29 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'étendue de la concession sera déterminée par l'acte de concession. Elle sera limitée par des plans verticaux, passant en des points qui seront déterminés à la surface du sol, suivant un système admis par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Tekst van het ontwerp.

inlichtingen te hebben ingewonnen omtrent de rechten en middelen der aanvragers, haar advies uit ten laatste binnen zestig dagen.

» De Bestendige Afvaardiging van elke der andere provinciën, tot in welke de mijn zich uitstrekt, brengt, op verslag van den mijningenieur, haar advies uit binnen zestig dagen.

» Deze adviezen worden met al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan den Minister van Nijverheid en Arbeid. »

ART. 28*bis*. — « Over de aanvraag om vergunning wordt bepaald beslist bij koninklijk besluit, genomen overeenkomstig artikel 7 der wet van 2 Mei 1837.

» Nadat de Bestendige Afvaardiging haar advies heeft uitgebracht en tot op den dag van het vergunningsbesluit, mag elk verzet nog worden gericht tot den Minister van Nijverheid en Arbeid, die het zal aanhangig maken bij den Mijnraad; heeft de Mijnraad evenwel reeds zijn advies uitgebracht, dan kan een verzet hem nog enkel bereiken bij koninklijk besluit.

» In allen gevalle wordt het verzet, op aanzoek van den tegenstander, bij exploot beteekend aan de belanghebbende partijen.

» Indien het verzet steunt op het mijneigendom, door vergunning of anderszins verkregen, worden partijen verwezen naar de gerechtshoven en rechtbanken. Deze verwijzing wordt bevolen bij koninklijk besluit, den Mijnraad gehoord. »

III. — Artikel 29 wordt gewijzigd als volgt :

« De uitgestrektheid van het mijnveld wordt bepaald door de akte van vergunning. Zij wordt begrensd door loodrechte plannen, loopende door punten op den bovengrond aan te duiden, naar een stelsel aangenomen door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Texte du projet de loi.

» Ces plans seront menés de la surface vers l'intérieur de la terre à une profondeur indéfinie.

» Exceptionnellement, lorsque les circonstances l'exigeront, la concession pourra être bornée à des profondeurs déterminées et les limites pourront être formées autrement que par des plans verticaux. »

IV. — L'article 30 est abrogé.

V. — L'article 36, l'alinéa 2 de l'article 37 et les articles 38 et 39 sont abrogés.

VI. — L'article 50 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Des arrêtés royaux régleront, en ce qui concerne la mine et les dépendances superficielles, les dispositions à prendre soit à titre préventif, soit en cas de danger imminent, tant pour la sauvegarde de la sûreté, de la salubrité et de la commodité publiques que pour l'intégrité de la mine, la solidité des travaux, la sécurité et la santé des ouvriers, ainsi que la conservation des propriétés de la surface.

» Ces arrêtés détermineront la compétence des autorités chargées de pourvoir aux mesures d'exécution, et notamment, s'il y a lieu, à la suspension de l'exploitation, à son interdiction provisoire, même pour un temps indéterminé, et à l'exécution d'office des travaux nécessaires.

» Les travaux, y compris ceux à effectuer pour la sécurité des anciens puits de mines existant dans le périmètre de la concession, seront à la charge du concessionnaire actuel, même lorsque ces travaux doivent être exécutés d'office en vertu des règlements prévus au présent article. »

VII. — Les articles 93 à 96 sont abro-

Tekst van het ontwerp.

» Deze plannen worden getrokken van den bovengrond naar den ondergrond tot op eene onbepaalde diepte.

» Bij uitzondering, wanneer de omstandigheden het mochten eischen, mag het mijnveld op bepaalde diepten uitscheiden en de begrenzing anders worden aangegeven dan door loodrechte plannen. »

IV. — Artikel 30 wordt ingetrokken.

V. — Artikel 36, lid 2 van artikel 37 en de artikelen 38 en 39 worden ingetrokken.

VI. — Artikel 50 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Wat de mijn en hare bovengrondsche aanhoorigheden aangaat, voorzien koninklijke besluiten in de maatregelen 't zij bij wijze van voorkoming, 't zij in geval van dringend gevaar, te nemen zoowel om de openbare veiligheid, gezondheid en hinderloosheid te waarborgen als met het oog op de gaafheid der mijn, de stevigheid der werken, de veiligheid en de gezondheid der arbeiders, evenals met het oog op het behoud der bovengrondsche eigendommen.

» Die besluiten omschrijven de bevoegdheid der overheden, belast met de maatregelen van uitvoering en, inzonderheid zoo daartoe aanleiding bestaat, omtrent staking van het bedrijf, omtrent verbod voorloopig te ontginnen, zelfs voor een onbepaalden tijd, en omtrent het ambtshalve uitvoeren van de noodige werken.

» De werken, met inbegrip van die uit te voeren met het oog op de veiligheid der voormalige mijnschachten, binnen de omgrenzing van het vergund mijnveld aanwezig, komen ten laste van den huidigen vergunninghouder, zelfs indien die werken ambtshalve dienen uitgevoerd krachtens de verordeningen voorzien bij dit artikel. »

VII. — De artikelen 93 en 96 worden

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Texte du projet de loi.

gés et remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 93. — « Les infractions aux lois et règlements ou aux clauses et conditions légalement insérées dans les actes de concession et les cahiers des charges seront punies d'une amende de 26 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un an, ou d'une de ces peines seulement. En cas de récidive dans les douze mois de la condamnation antérieure, la peine pourra être doublée.

» Le chapitre VII et l'article 85 du livre Ier du Code pénal sont applicables aux infractions. »

ART. 94. — « Les infractions seront constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contrevenant dans les quarante-huit heures, à peine de nullité. »

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 12 de la loi du 2 mai 1837 :

« Les travaux souterrains à exécuter, en dehors des terrains concédés, pour la ventilation, l'écoulement des eaux ou le transport des produits de la mine pourront également être déclarés d'utilité publique conformément aux dispositions du présent article. »

CHAPITRE II.

De la responsabilité des dommages causés par l'exploitation.

ART. 3.

Le concessionnaire d'une mine est de plein droit tenu de réparer tous les dommages causés à la surface par les travaux exécutés dans la mine.

Tekst van het ontwerp.

ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

ART. 93. — « De overtredingen van de wetten en verordeningen of van de wettig in de akten van vergunning en in de bestekken opgenomen bedingen en voorwaarden worden gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank en met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar of met slechts ééne dezer straffen. In geval van herhaling binnen twaalf maanden na de voorgaande veroordeeling, kan de straf verdubbeld worden.

» Hoofdstuk VII en artikel 85 van boek I van het Strafwetboek zijn toepasselijk op voormelde overtredingen. »

ART. 94. — « Van de overtredingen doet men blijken bij processen-verbaal die gelden zoolang het tegendeel niet is bewezen. Een afschrift van het procesverbaal moet den overtreder, op straffe van nietigheid, worden afgegeven binnen acht en veertig uur. »

ART. 2.

De volgende bepaling wordt gevoegd bij artikel 12 der wet van 2 Mei 1837 :

« De ondergrondsche werken, buiten het vergund mijnveld uit te voeren met het oog op de luchtstrooming, den waterafvoer of het vervoer van de mijnvoortbrengselen kunnen eveneens van algemeen nut worden verklaard overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. »

HOOFDSTUK II.

Van aansprakelijkheid voor schade voortspruitende uit de ontginning.

ART. 3.

De vergunninghouder is van rechtswege verplicht te vergoeden elke schade, aan den bovengrond veroorzaakt door uitvoering van de werken in de mijn.

Texte proposé par la Commission.

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

CHAPITRE II.

De la responsabilité des dommages causés par l'exploitation.

ART. 3.

§ 1. (Comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

(Als hiernevens.)

HOOFDSTUK II.

Van aansprakelijkheid voor schade voortspruitende uit de ontginning.

ART. 3.

§ 1. (Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

Il doit aussi donner caution de payer toute indemnité pour le cas où les travaux souterrains causeraient des dommages à la surface.

Les mêmes règles s'appliquent à toute personne qui effectue des travaux de recherches

En cas de mutation de propriété, la responsabilité des dommages provenant de travaux déjà faits au moment du transfert, incombe solidairement à l'ancien et au nouveau propriétaire.

ART. 4.

Les actions en réparation des dommages causés à la surface, d'une valeur inférieure à 2,500 francs, seront jugées comme en matière sommaire.

Toute décision ordonnant une expertise détermine le délai dans lequel le rapport devra être déposé.

CHAPITRE III.

De la renonciation.

ART. 5.

Tout concessionnaire de mines pourra, moyennant l'autorisation du Roi, renoncer à sa concession, lorsqu'il aura été reconnu qu'il n'existe aucun gîte exploitable de la substance qui a fait l'objet de la concession ou que le gîte concédé a cessé d'être industriellement exploitable.

Tekst van het ontwerp.

Hij moet insgelijks de betaling van elke vergoeding waarborgen voor het geval dat de ondergrondsche werken schade aan den bovengrond veroorzaken.

Dezelfde voorschriften zijn van toepassing op elken persoon, die opsporingswerken verricht.

Bij overdracht van eigendom zijn gewezen en nieuwe eigenaar hoofdelijk aansprakelijk voor de schade, voortspruitende uit werken, reeds uitgevoerd op het oogenblik der overdracht.

ART. 4.

Over rechtsvorderingen tot vergoeding van aan den bovengrond teweeggebrachte schade, die minder dan 2,500 frank bedraagt, wordt als in kortgeding beslist.

Elke beslissing, waarbij eene schatting wordt bevolen, bepaalt het tijdsbestek waarbinnen het verslag moet worden overgelegd.

HOOFDSTUK III.

Van afstand.

ART 5.

Elke vergunninghouder mag, met machtiging van den Koning, van het hem vergund mijnveld afstand doen, indien werd bevonden dat er geen ontginbare afzetting van de stof, welke het voorwerp der vergunning uitmaakte, voorhanden is of indien de vergunde afzetting opgehouden heeft met voordeel ontginbaar te zijn.

Texte proposé par la Commission.

§ 2. Il doit aussi donner caution de payer toute indemnité *en cas d'accident résultant de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat; les demandes ou oppositions des intéressés seront, en ce cas, portées devant les cours et tribunaux.*

§§ 3 et 4. (Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

CHAPITRE III.

De la renonciation.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

§ 2. Hij moet insgelijks de betaling van elke vergoeding waarborgen *in geval van ongeval voorgekomen ten gevolge van werken te verrichten onder huizen of woonplaatsen, onder andere ondernemingen of in de onmiddellijke nabijheid daarvan; de eisch of het verzet der belanghebbenden wordt, in dat geval, voor de hoven en rechtbanken gebracht.*

§§ 3 en 4. (Zooals hiernevens.)

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

HOOFDSTUK III.

Van afstand.

ART 5.

(Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

Dans le premier cas, la renonciation pourra ne porter que sur une partie de la concession.

ART. 6.

La demande en renonciation sera introduite et instruite dans les formes prescrites par les lois pour les demandes en concession.

ART. 7.

Il sera statué par arrêté royal sur l'admissibilité de toute demande en renonciation

Aucune renonciation ne sera admise que sur l'avis favorable du Conseil des mines.

L'arrêté royal fixera, le cas échéant, les délais dans lesquels le demandeur devra :

1° Exécuter les travaux de sûreté prescrits, conformément aux lois et règlements en vigueur;

2° Obtenir la mainlevée de toutes les inscriptions prises sur la mine, antérieurement à la transcription de la demande en renonciation dans le registre prévu par l'article 23.

Ces délais pourront, dans des cas exceptionnels, à la demande du concessionnaire, être prorogés par un arrêté royal, le Conseil des mines entendu.

ART. 8.

A l'expiration des délais prévus par l'article précédent, le demandeur adressera à la Députation permanente un certificat du conservateur des hypothèques, constatant que la mine est quitte et libre de toute inscription, et informera ce collège de l'exécution des travaux prescrits.

La Députation permanente, après avoir pris l'avis de l'ingénieur des mines, con-

Tekst van het ontwerp.

In het eerste geval mag de afstanddoening ook slechts een gedeelte der vergunning betreffen.

ART. 6.

Aanvraag om afstanddoening wordt ingediend en onderzocht volgens de wettelijke voorschriften omtrent aanvragen om vergunning.

ART. 7.

Over de ontvankelijkheid van elke aanvraag om afstanddoening wordt bij koninklijk besluit uitspraak gedaan.

Afstanddoening wordt slechts op gunstig advies van den Mijnraad ingewilligd.

Een koninklijk besluit bepaalt, bij voorkomend geval, de tijdsbestekken waarbinnen de aanvrager :

1° De voorgeschreven veiligheidswerken, overeenkomstig de van kracht zijnde wetten en verordeningen, moet uitvoeren ;

2° De handlichting moet bekomen van elke verpanding van de mijn, vóór het overschrijven van de aanvraag om afstanddoening in het bij artikel 23 voorziene boek.

Die tijdsbestekken mogen, in buitengewone gevallen, op aanvraag van den vergunninghouder, bij koninklijk besluit worden verlengd, den Mijnraad gehoord.

ART. 8.

Na verloop van de bij het vorig artikel voorziene tijdsbestekken, doet de aanvrager aan de Bestendige Afvaardiging een bewijsschrift vanwege den hypotheekbewaarder geworden, waarbij wordt bevestigd dat de mijn onbezwaard en vrij van alle inschrijving is en bericht dien raad dat de voorgeschreven werken zijn uitgevoerd.

De Bestendige Afvaardiging, den mijningenieur gehoord, bevestigt dat de aan

Texte proposé par la Commission.

ART. 6

(Comme ci-contre.)

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

ART. 8

(Comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 6.

(Zooals hiernevens)

ART. 7.

(Zooals hiernevens)

ART. 8.

(Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

statera l'accomplissement des conditions imposées au demandeur.

L'arrêté de la Députation sera, par les soins du Gouverneur, notifié au demandeur et au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 9.

Un recours est ouvert aux intéressés ainsi qu'au Gouverneur contre les arrêtés des Députations permanentes pris en vertu de l'article précédent.

Ce recours doit être déposé au greffe du gouvernement provincial dans les trente jours à compter de la notification.

Il sera statué sur ce recours par le Ministre de l'Industrie et du Travail qui prendra, au préalable, l'avis du Conseil des mines.

ART. 10.

Un avis publié au *Moniteur* fera savoir si les conditions prescrites par l'arrêté royal ont été ou non accomplies.

Le cas échéant, la renonciation ne produira ses effets qu'à partir du jour de cette publication.

ART. 11.

La renonciation aura pour effet d'exonérer le propriétaire de la mine des diverses charges et responsabilités résultant de la concession.

ART. 12.

Les sociétés minières en dissolution ne pourront clore leur liquidation avant d'avoir cédé leur concession ou, le cas échéant, d'y avoir renoncé conformément aux dispositions de la présente loi.

Tekst van het ontwerp.

den aanvrager opgelegde voorwaarden vervuld zijn.

De beschikking van de Bestendige Afvaardiging wordt door de zorg van den Gouverneur ter kennis gebracht van den aanvrager en van den Minister van Nijverheid en Arbeid.

ART. 9.

De belanghebbenden alsook de Gouverneur mogen in beroep komen tegen de beschikkingen, krachtens voorgaand artikel door de Bestendige Afvaardigingen genomen.

Dit beroep moet worden ingediend ter griffie van het provinciaal bestuur binnen dertig dagen, te rekenen van de kennisgeving.

Over dit beroep wordt beslist door den Minister van Nijverheid en Arbeid, die voorafgaandelijk het advies van den Mijnraad inwint.

ART. 10.

Een door het *Staatsblad* afgekondigd bericht maakt bekend of aan de vereischten van het koninklijk besluit al of niet is voldaan.

Bij voorkomend geval, wordt de afstanddoening eerst van kracht te rekenen van den dag dezer bekendmaking.

ART. 11.

Afstand heeft voor uitslag den mijneigenaar te ontheffen van om 't even welke lasten en aansprakelijkheid voortspruitende uit de vergunning.

ART. 12.

De in ontbinding zijnde mijnmaatschappijen mogen hare vereffening niet afsluiten vooraleer het haar vergund mijnveld te hebben overgedragen of, bij voorkomend geval, het te hebben afgestaan, overeenkomstig de voorschriften van deze wet.

Texte proposé par la Commission.

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 10

(Comme ci-contre.)

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

ART. 12.

Les sociétés minières *dissoutes* ne pourront clore leur liquidation avant d'avoir cédé leur concession ou, le cas échéant, *avant* d'y avoir renoncé, conformément aux dispositions de la présente loi.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 9.

(Zooals hiernevens.)

ART. 10

(Zooals hiernevens)

ART. 11.

(Zooals hiernevens.)

ART. 12.

De *ontbonden* mijnmaatschappijen mogen hare vereffening niet afsluiten alvorens het haar vergund mijnveld te hebben overgedragen of, bij voorkomend geval, het te hebben afgestaan overeenkomstig de voorschriften van deze wet.

Texte du projet de loi.

CHAPITRE IV.

Des concessions nouvelles.

ART. 13.

A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les mines faisant l'objet des concessions nouvelles ne pourront être vendues ou cédées, en totalité ou en partie, sous quelque forme que ce soit, partagées, louées ou amodiées même partiellement, sans une autorisation préalable du Gouvernement demandée et donnée dans les mêmes formes que l'acte de concession, à l'exclusion toutefois des formalités d'insertion dans les journaux et d'affichage prescrites par les articles 24 et 25 de la loi du 21 avril 1810.

ART. 14.

Tout concessionnaire sera tenu, à moins d'empêchement légitime, de commencer les travaux de son exploitation, au plus tard cinq ans après la publication de l'acte de concession.

Les travaux commencés dans ce délai devront être régulièrement poursuivis jusqu'à la mise en exploitation effective de la mine et ne pourront être suspendus sans motifs légitimes.

ART. 15.

La déchéance de la concession sera encourue dans le cas où le concessionnaire serait en défaut de satisfaire au prescrit de l'article précédent.

Elle sera encourue de même lorsque l'exploitation commencée aura été abandonnée depuis au moins cinq ans et qu'elle n'aura pas été reprise dans les six mois d'une sommation dûment notifiée au concessionnaire par le Ministre de l'Industrie et du Travail; le concessionnaire sera toutefois admis à justifier des causes majeures de son inaction.

Tekst van het ontwerp.

HOOFDSTUK IV.

Van de nieuwe vergunningen.

ART. 10.

Te rekenen van het in werking treden van deze wet mogen de mijnen, welke het voorwerp van nieuwe vergunningen uitmaken, op geenerlei wijze, geheel of gedeeltelijk, worden verkocht of overgedragen, — verdeeld, verhuurd of verpacht tegen vruchtgenot, al was het bij gedeelten, zonder voorafgaandelijke machtiging van de Regeering, gevraagd en verleend op dezelfde wijze als de akte van vergunning, doch met uitsluiting van de vereischten omtrent inlassching in nieuwsbladen en aanplakking, bij de artikelen 24 en 25 der wet van 21 April 1810 opgelegd.

ART. 14.

Elke vergunninghouder is verplicht, tenzij bij wettige verhindering, de inrichtingswerken ten laatste vijf jaren na de bekendmaking der akte der vergunning te beginnen.

De binnen dit tijdsbestek begonnen werken moeten geleidelijk worden voortgezet tot het werkelijk ontginnen der mijn en mogen niet worden gestaakt zonder wettige redenen.

ART. 15.

De vergunning vervalt, indien de vergunninghouder in gebreke blijft te voldoen aan de vereischten van voorgaand artikel.

Zij vervalt insgelijks, indien van de begonnen ontginningswerken sinds ten minste vijf jaren werd afgezien en deze niet binnen zes maanden na de aanmaning, behoorlijk aan den vergunninghouder beteekend door den Minister van Nijverheid en Arbeid, werden hervat; evenwel mag de vergunninghouder van de overwegende redenen zijner werkeloosheid doen blijken.

Texte proposé par la Commission.

CHAPITRE IV.

Des concessions nouvelles.

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

ART. 14.

Tout concessionnaire sera tenu, à moins d'empêchement légitime, de commencer les travaux de son exploitation, au plus tard *un an* après la publication de l'acte de concession.

Les travaux commencés dans ce délai devront être régulièrement poursuivis jusqu'à la mise en exploitation effective de la mine et ne pourront être suspendus sans motifs légitimes.

ART. 15.

La déchéance de la concession sera encourue dans le cas où le concessionnaire serait en défaut de satisfaire au prescrit de l'article précédent.

Elle sera encourue de même lorsque l'exploitation commencée aura été abandonnée depuis au moins *deux ans* et qu'elle n'aura pas été reprise dans les six mois d'une sommation dûment notifiée au concessionnaire par le ministre de l'Industrie et du Travail; le concessionnaire sera toutefois admis à justifier des causes majeures de son inaction.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

HOOFDSTUK IV.

Van nieuwe vergunningen.

ART. 13.

(Zooals hiernevens.)

ART. 14.

Elke vergunninghouder is verplicht, tenzij bij wettige verhindering, de inrichtingswerken ten laaste *één jaar* na de bekendmaking der akte van vergunning te beginnen.

De binnen dit tijdsbestek begonnen werken moeten geleidelijk worden voortgezet tot het werkelijk ontginnen der mijn en mogen niet worden gestaakt zonder wettige redenen.

ART. 15.

De vergunning vervalt, indien de vergunninghouder in gebreke blijft te voldoen aan de vereischten van voorgaand artikel.

Zij vervalt insgelijks, indien van de begonnen ontginningswerken sinds ten minste *twee jaren* werd afgezien en deze niet binnen zes maanden na de aanmaning, behoorlijk aan den vergunninghouder beteekend door den Minister van Nijverheid en Arbeid, werden hervat; evenwel mag de vergunninghouder van de overwegende redenen zijner werkeloosheid doen blijken.

Texte du projet de loi.

Tekst van het ontwerp.

ART. 16.

L'action en déchéance sera poursuivie devant les tribunaux à la requête du ministère public; toutefois, celle-ci ne pourra agir qu'à la demande du Ministre de l'Industrie et du Travail et de l'avis conforme du Conseil des mines.

ART. 16.

De rechtsvordering tot vervallen-verklaring wordt voor de rechtbank engebracht ten verzoeke van het Openbaar Ministerie; doch het mag slechts handelen op aanvraag van den Minister van Nijverheid en Arbeid en op overeenkomstig advies van den Mijnraad.

ART. 17.

Lorsque la déchéance aura été prononcée par un jugement ou un arrêt ayant acquis force de chose jugée, la révocation sera proclamée par un arrêté royal.

La révocation aura pour effet de remettre les choses au même état que si la concession n'avait pas été octroyée. La mine ne pourra être remise en exploitation qu'en vertu d'un nouvel acte de concession.

ART. 17.

Is de vervallen-verklaring uitgesproken door een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, dan wordt de intrekking bij koninklijk besluit afgekondigd.

De intrekking heeft voor uitslag de zaken op denzelfden voet te brengen als of de vergunning niet werd verleend. De mijn is slechts krachtens eene andere vergunningsakte opnieuw te ontginnen.

ART. 18.

L'État, et, le cas échéant, le nouveau concessionnaire, auront la faculté de reprendre les dépendances de la mine visées à l'article 8 de la loi du 21 avril 1810, à charge d'indemniser, à dire d'experts, le concessionnaire déchu. L'indemnité ne pourra toutefois excéder le montant des dépenses réellement effectuées pour les acquisitions ou constructions des dites dépendances.

En ce qui concerne la nomination des experts, la fixation, la consignation et le

ART. 18.

De Staat en, bij voorkomend geval, de nieuwe vergunninghouder, hebben het recht de bij artikel 8 der wet van 21 April 1810 bedoelde aanhoorigheden der mijn over te nemen, mits, volgens de uitspraak van deskundigen, den vergunninghouder, die vervallen is verklaard, vergoeding wordt verleend. De vergoeding mag evenwel niet te boven gaan het bedrag der uitgaven welke wezenlijk werden gedaan voor het aanwerven of het bouwen van voormelde aanhoorigheden.

Voor de benoeming der deskundigen, de bepaling, de bewaarstelling en de

Texte proposé par la Commission.

ART. 15*bis*.

Elle sera encore encourue dans le cas où, sans cause reconnue légitime et par le fait du concessionnaire, l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à compromettre les besoins du consommateur.

ART. 16.

(Comme ci-contre.)

ART. 17.

(Comme ci-contre.)

ART. 18.

Le nouveau concessionnaire aura la faculté de reprendre les dépendances de la mine visées à l'article 8 de la loi du 21 avril 1810, à charge d'indemniser, à dire d'experts, le concessionnaire déchu. L'indemnité ne pourra toutefois excéder le montant des dépenses réellement effectuées pour les acquisitions ou constructions des dites dépendances.

(Le second paragraphe comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 15*bis*.

Zij vervalt nog, wanneer, zonder erkende wettige oorzaak en door het toedoen van den vergunninghouder, de ontginning op zoodanige wijze is beperkt of geschorst dat de behoeften van den verbruiker in gevaar zijn gebracht.

ART. 16.

(Zooals hiernevens.)

ART. 17.

(Zooals hiernevens.)

ART. 18.

De nieuwe vergunninghouder heeft het recht de bij artikel 8 der wet van 21 April 1810 bedoelde aanhoorigheden der mijn over te nemen, mits, volgens de uitspraak van deskundigen, den vergunninghouder, die vervallen is verklaard, vergoeding wordt verleend. De vergoeding mag evenwel niet te boven gaan het bedrag der uitgaven welke wezenlijk werden gedaan voor het aanwerven of het bouwen van voormelde aanhoorigheden.

(De tweede paragraaf zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

paiement de l'indemnité, ainsi que l'envoi en possession des dépendances reprises, il sera procédé comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Relativement aux droits réels dont les dépendances seraient grevées, la consignation produira les effets déterminés par les lois en cette matière.

ART. 19.

Jusqu'à concession nouvelle, le concessionnaire déchu demeurera personnellement responsable de l'entretien de la mine et de tous les dommages qui seraient reconnus provenir de son exploitation.

A défaut par lui d'exécuter les travaux nécessaires pour sauvegarder la sécurité publique et la conservation de la mine, l'État aura le droit, après une sommation restée infructueuse, et même sans cette formalité, en cas d'urgence, d'y faire procéder d'office.

Les frais déboursés par l'Etat à cet effet et les redevances arriérées qui lui seraient dues ainsi qu'aux propriétaires de la surface seront recouvrables par privilège sur les dépendances de la mine ou sur les sommes dont le nouveau concessionnaire serait redevable en vertu de l'article précédent.

ART. 20.

Indépendamment des prescriptions relatives à l'exécution des lois et règlements sur la police des mines, les cahiers des charges des concessions imposeront aux concessionnaires l'affiliation de leurs ouvriers à la Caisse de retraite de l'Etat; ils fixeront les conditions de cette affiliation et le taux de la subvention patronale, sans que celui-ci puisse dépasser 50 p. c. du versement total. Ils pourront aussi déter-

Tekst van het ontwerp.

betaling der vergoeding, alsook voor de inbezitstelling der overgenomen aanhoorigheden, wordt gehandeld zooals in zake van onteigening ten algemeenen nutte. Aangaande de zakelijke rechten, waarmede de aanhoorigheden mochten belast zijn, brengt de bewaargeving de gevolgen te weeg, welke door de desbetreffende wetten zijn bepaald.

ART. 19.

Zoolang er geen nieuwe vergunning is, blijft de vervallen verklaarde vergunninghouder persoonlijk aansprakelijk voor het onderhoud der mijn en voor elke schade, die wordt erkend als door het mijnveld veroorzaakt.

Blijft hij in gebreke de noodige werken tot het vrijwaren van de openbare veiligheid en van de instandhouding van de mijn uit te voeren, dan heeft de Staat het recht, na een vruchteloos gebleven aanmaning, en zelfs zonder die rechtspleging, in spoedeischende gevallen, ambtshalve te handelen.

De daartoe door den Staat gedane kosten en de achterstallige rechten, welke hem alsook aan de eigenaars van den bovengrond zijn verschuldigd, zijn bij voorrecht te verhalen op de aanhoorigheden der mijn of op de door den nieuwen vergunninghouder krachtens voorgaand artikel verschuldigde sommen.

ART. 20.

Behalve bepalingen omtrent de uitvoering der wetten en verordeningen op de politie der mijnen, houden de bestekken verplichting voor de vergunninghouders hunne werklieden aan te sluiten bij de Lijfrentekas van den Staat; zij bepalen de voorwaarden van aansluiting en het bedrag van de toelage der werkgevers, welke niet boven 50 ten honderd van de geheele storting mag gaan. Zij mogen

Texte proposé par la Commission.	Tekst door de Commissie voorgesteld.
ART. 19.	ART. 19.
(Comme ci-contre.)	(Zooals hiernevens.)
ART. 20.	ART. 20.
(Comme ci-contre.)	(Zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

miner les obligations auxquelles les concessionnaires seront astreints, soit pour assurer l'hygiène dans les travaux, soit en vue de leur affiliation à des organismes ayant pour but de créer, d'outiller et d'exploiter dans l'intérêt commun des ports ou rivages affectés au chargement et au transbordement des produits de la mine.

ART. 21.

Lorsque le produit s'élève pour l'exercice à 2 francs au moins par tonne, il est opéré au profit de l'État sur le dit produit, indépendamment de la redevance proportionnelle, un prélèvement déterminé ainsi qu'il suit :

1 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne est inférieur ou égal à 3 francs ;

2 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne excède 3 francs et est inférieur ou égal à 4 francs ;

3 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne excède 4 francs et est inférieur ou égal à 5 francs ;

4 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne excède 5 francs et est inférieur ou égal à 6 francs ;

5 p. c. du produit net, quand le bénéfice net à la tonne est supérieur à 6 francs.

Ces prélèvements seront perçus et recouvrés ainsi qu'il est réglé pour la redevance proportionnelle sur les mines.

Ils ne pourront être grevés de centimes additionnels au profit des provinces ou des communes.

Le montant de ces prélèvements constituera un fonds spécial rattaché au budget des recettes et des dépenses pour ordre. L'emploi de ce fonds sera déterminé par la Législature.

Tekst van het ontwerp.

ook verplichtingen houden, in acht te nemen door de vergunninghouders, hetzij om de gezondheid op de werken te verzekeren, hetzij met het oog op hunne aansluiting bij inrichtingen die ten doel hebben, in het algemeen belang, voor het in- en overladen van de mijnvoortbrengselen bestemde havens of kaden aan te leggen, toe te rusten of te benuttigen.

ART. 21.

Bedraagt de opbrengst over het dienstjaar ten minste 2 frank per ton, dan heft de Staat van gemelde opbrengst, behalve het evenredig recht, eene belasting welke als volgt wordt bepaald :

1 t. h. van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst per ton minder bedraagt dan of gelijkstaat met 3 frank ;

2 t. h. van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst meer dan 3 frank en minder bedraagt dan of gelijkstaat met 4 frank ;

3 t. h van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst per ton meer dan 4 frank en minder bedraagt dan of gelijkstaat met 5 frank ;

4 t. h. van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst per ton meer dan 5 frank en minder bedraagt dan of gelijkstaat met 6 frank ;

5 t. h. van de zuivere opbrengst, indien de zuivere winst per ton meer dan 6 frank bedraagt.

Die rechten worden geheven en voldaan zooals wordt voorgeschreven voor het evenredig recht op de mijnen.

Zij mogen niet zijn belast met opcentiemen ten bate der provinciën of gemeenten.

Het beloop dier belastingen maakt een bijzonder fonds uit, dat behoort bij de Begrooting van ontvangsten en uitgaven voor orde. Dit fonds wordt aangewend zooals door de wetgeving wordt bepaald.

Texte proposé par la Commission.	Tekst door de Commissie voorgesteld.
ART. 21.	ART. 21.
(Supprimé.)	(Vervalt.)

Texte du projet de loi.

Dispositions transitoires.

ART. 22.

Les dispositions de l'article premier de la présente loi portant modification aux articles 22 à 27 inclusivement de la loi du 21 avril 1810 ne sont point applicables aux demandes en concession, extension ou maintenue de concession introduites avant la promulgation de la présente loi.

Celles de ces demandes qui sont déjà parvenues au Ministre de l'Industrie et du Travail, seront tenues pour valables sans qu'il y ait lieu de recommencer aucune formalité. Les autres restent soumises, pour la continuation de l'instruction, aux formalités prescrites par les articles 22 à 27 de la loi du 21 avril 1810, et, moyennant l'accomplissement de ces formalités, elles seront aussi tenues pour valables lorsqu'elles parviendront au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 23.

Pour les mines concédées pendant les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, le délai fixé par l'article 14, alinéa 1er, sera de dix ans.

ART. 24.

L'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et les articles 3, 4, 5 et 7 du décret du 3 janvier 1813 demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit pourvu, par des arrêtés royaux, à l'exécution de l'article premier, n° VI, de la présente loi.

Tekst van het ontwerp.

Overgangsbepalingen.

ART. 22.

De bepalingen van artikel 1 dezer wet houdende wijziging van de artikelen 22 tot en met 27 der wet van 21 April 1810 zijn niet van toepassing op de aanvragen om vergunning, om uitbreiding en handhaving van vergunning vóór de afkondiging van deze wet ingediend.

Van deze aanvragen worden degene, welke reeds aan den Minister van Nijverheid en Arbeid werden toegezonden, voor geldig gehouden, zonder eenige rechtspleging te moeten herbeginnen. Voor de voortzetting van het onderzoek, blijven de overige aanvragen onderworpen aan de voorschriften van de artikelen 22 tot 27 der wet van 21 April 1810 en, mits naleving dezer voorschriften, worden zij insgelijks voor geldig gehouden, wanneer zij aan den Minister van Nijverheid en Arbeid zijn toegezonden.

ART. 23.

Voor de mijnen, welke binnen vijf jaren na het in werking treden van deze wet worden vergund, is het bij artikel 14, lid 1, vastgesteld tijdsbestek van tien jaren.

ART. 24.

Artikel 50 der wet van 21 April 1810 en de artikelen 3, 4, 5 en 7 van het decreet van 3 Januari 1813 blijven in werking, tot dat bij koninklijke besluiten wordt voorzien in de uitvoering van artikel 1, nr VI, van deze wet.

Texte proposé par la Commission.	Tekst door de Commissie voorgesteld.
Dispositions transitoires.	**Overgangsbepalingen.**
ART. 22.	ART. 22.
(Comme ci-contre.)	(Zooals hiernevens.)
ART. 23.	ART. 23.
(Supprimé.)	(Vervalt.)
ART. 24.	ART. 24.
(Comme ci-contre.)	(Zooals hiernevens.)

BIJLAGE.

ANTWOORD OP DE VRAGEN VAN DEN HEER HECTOR DENIS

Lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Eerste vraag.

Wil de heer Harzé, die het persoonlijk toekennen van mijnen en het stelsel van concessie, zooals het is omschreven bij artikel 7 der wet van 1810, verwerpt evenals wij, duidelijk zijn gevoelen uitdrukken over den duur en de voorwaarden die, volgens hem, moeten worden opgelegd voor de nieuwe concessies, ten einde hare geregelde ontginning te verzekeren door het delgen van de daarin belegde kapitalen?

Antwoord.

Alvorens op deze vraag te antwoorden, zij het mij veroorloofd mij te verklaren over het beginsel van domanialiteit der mijnen, met andere woorden, het beginsel waarbij de Staat wordt beschouwd als eerste eigenaar der mijnen.

Naar mijn oordeel, zijn er maar twee stelsels, waarop het mijnrecht redelijkerwijs kan worden gesteund.

Het eerste beschouwt de mijnen als eene aanhoorigheid des bovengronds. Dat stelsel is de grondslag van het mijnrecht in Engeland, een land waar groote eigendommen bestaan, alsmede van hetzelfde recht in het vroegere *Land van Luik*, toen er nog slechts weinig uitgestrekte doch talrijke ontginningen bestonden.

Het tweede stelsel is dat der *domanialiteit*, een voorrecht van den Staat, overeenkomend met het souverein recht dat de oppergerechtsheeren in Henegouw, en, in den Couchant de Mons, de abten van Saint-Ghislain en de Dames van het kapittel van Sainte-Waudru zich aanmatigden.

Het beginsel van domanialiteit kwam voor in het eerste wetsontwerp van 1810. Doch Napoleon wilde daarvan niet hooren, omdat, zooals De Fooz zegt, hij het in strijd achtte met artikel 552 van zijn Burgerlijk Wetboek.

Daaruit volgde deze uitvlucht, die de Luiksche hoogleeraar eene list heet, waarbij de akte van concessie een mijneigendom *verwekt*, welks vergund bestanddeel aldus is afgezonderd van den grondgrondeigendom.

De concessie, zegt Bury, is geene overdracht, maar wel eene schepping.

Er valt aan te merken dat het afzonderen van de geconcedeerde zelfstandigheid geschiedt zonder dat er eigenlijke onteigening bestaat.

Zooals Bury verder zegt, wanneer de mijnen van een erfgoed worden geconcedeerd aan een ander dan den eigenaar, dan wordt deze niet vergoed voor hare *waarde*. Wel is waar worden hem eijnzen toegestaan, maar doorgaans zijn zij minder eene wezenlijke vergoeding dan wel eene eenvoudige erkenning van de rechten, die hij vóór de concessie bezat.

Het hoeft wel te worden gezegd dat dit alles halfslachtig schijnt. Ook acht ik het stelsel van domanialiteit, dat overigens het concessie-stelsel niet uitsluit, duidelijker en bijgevolg verkieslijker.

In een practisch opzicht, had het hoofdbeginsel der wet van 1810 noodlottige gevolgen voor de ontginning der ijzerlagen.

Onder de drukking der grondeigenaars werden de ijzermijnen onttrokken aan de natuurlijke bevoegdheid welke men den Raad der Mijnen hadde moeten toekennen, toen hij in 1837 werd ingesteld. Daar de wet van 1810 het beginsel van domanialiteit had afgewezen, dachten diezelfde eigenaars naar willekeur te kunnen beschikken over gemelde mijnen en zoodoende een onwettigen of regelloozen toestand te verwekken.

Voor de andere mijnen werden en worden nog, krachtens het beginsel der wetten van 1810 en 1837, overeenkomsten gesloten tusschen concessie-aanvragers en eigenaars van den bovengrond, welke overeenkomsten de openbare orde schijnen te dwarsboomen.

Wat wilde namelijk de wet van 1837, toen zij den eigenaar des bovengronds een voorkeurrecht verschafte om concessie te bekomen, behalve sommige voorrechten voortvloeiende uit de concessie zelve? Tijdens de ontginning eenen strijd van belangen tusschen eigenaar en concessiehouder voorkomen; met andere woorden, geschillen en rechtsgedingen vermijden, die den goeden gang der onderneming konden schaden.

En wat gebeurt er? De eigenaar verschachert zijn voorkeurrecht, doorgaans voor eenen penning op de waarde van de opgedolven kolen, en behoudt tevens het recht om later naar goeddunken te handelen, ingeval er aangaande de ontginning geschillen ontstaan.

Dat verwekt eenen last buiten de door de wet voorziene eijnzen, en deze last is in strijd met het algemeen belang en kan zekeren invloed uitoefenen op het loon der werklieden (1).

Na deze uitleggingen over het beginsel, beantwoord ik de vraag. In mijn boekje : *Des mines domaniales en perspective dans le nord de la Belgique et de leur exploitation,* verklaarde ik mij voor het beperken van den duur der mijnvergunningen, en in mijne mededeelingen aan de vereenigde commissiën van den Senaat drukte ik het gevoelen uit, dat deze duur, op

---

(1) *Bijgevoegde nota bij de verbetering van de in druk gegeven kopij.* — De toepassing van het beginsel der wet van 1810 is niet zonder gevaar. Ondersteld eene concessie, verleend zonder dat, ondanks den tegenstrijdigen schijn, al de hoodzakelijke formaliteiten (aanplakking, bekendmaking, enz.), regelmatig zijn vervuld. Niemand zou kunnen bevestigen dat het geval niet bestaat. Dus zou de onregelmatigheid nadien blijken, en wat zou dan de toestand zijn van den ontginner ten opzichte van de eigenaars des bovengronds, onder wier gronden hij zelfstandigheden zou opgehaald hebben die niet wettelijk van deze zouden afgezonderd zijn, vermits de concessie ongeldig kan worden verklaard?

40 jaar bepaald in het ontwerp van den heer Hanrez, op 70 of 80 jaar moest worden gebracht, welke duur voor minstens 20 jaar kon worden verlengd. Daar houd ik des te meer aan, daar de concessiehouder een tamelijk langen tijd aan studiën en inrichtingswerken zal moeten besteden om de mijn vruchtbaar te maken. Ook ben ik thans geneigd den duur op minstens 80 jaar te bepalen.

Ik zie niet in dat, behalve de gebruikelijke bedingen en enkele technische maatregelen, die in de lastenkohieren dienen te worden opgenomen, opdat de toekomst der mijn, onder andere, niet in gevaar worde gebracht door het toevloeien van water uit de losse aardlagen, andere voorwaarden van algemeenen aard hier nuttig kunnen worden gesteld.

2e Vraag.

Is hij voorstander van aanbesteding der concessies, en, bij voorkomend geval, welke zouden de grondslagen van de mededinging en het afbod zijn?

Antwoord.

Werd mij een ontwerp tot aanbesteding der mijnconcessies medegedeeld, ik zou het kunnen onderzoeken en er mij misschien mede vereenigen.

In afwachting moet ik mij tegen de aanbesteding verklaren, omdat ik niet weet op welke gronden de mededinging en het afbod zouden berusten.

Hier valt op te merken dat de bedoelde voorwaarden van zeer langen duur zijn en dat intusschen de gesteldheid van arbeid en handel grondig kan veranderen.

Overigens ducht ik dat de meest beperkende bedingen de ernstige vennootschappen afschrikken, de andere in mededinging laten, en dat vooral de werklieden den invloed van dezen noodlottigen toestand zullen gevoelen.

3e Vraag.

Welke schikkingen zou hij nemen om te voorkomen dat de minerale bestanddeelen worden verspild, wanneer het einde der concessie naakt?

Antwoord.

a) Om de ontginning voort te zetten, een voorkeurrecht toekennen aan den bestaanden concessiehouder, zoo hij bewijs leverde van voorzorg bij het leiden van zijne onderneming.

b) Na schatting door deskundigen al de inrichtingen overnemen, die nog nuttig mochten bevonden worden om de ontginning voort te zetten; evenzoo voor het materieel.

c) Het hooger bestuur vrijlaten om de bedding te verdeelen in strooken, door horizontale vlakken op bepaalde diepten, en slechts van het eene vlak naar het andere laten overgaan nadat de overige voldoende zijn ontgonnen.

d) Zooals luidde naar den geest der bedingen *j* en *k* in de vroegere contracten, genaamd «*remises à forfait*», der Kolenmaatschappij *Rieu-du-Cœur*

(zie blz. 30 van het verslag des heeren Emile Dupont), moet de ontginning geschieden naar de regelen der kunst, onder verantwoordelijkheid van den concessiehouder. Deze moet al de ontginbare lagen opdelven. Eene laag wordt onontginbaar verklaard, zoodra de waarde der kolen geringer is dan de opdelvingskosten.

4e Vraag.

Wat kan in dit opzicht, naar zijne meening, worden overgenomen uit de bepalingen en bedingen der « forfaits », en inzonderheid uit die van de « remises à forfait » der concessie van Rieu-du-Cœur? Evenals uit vreemde wetten, onder andere, uit de Luxemburgsche?

Antwoord.

Het voorgaande lid (*d*) beantwoordt het eerste deel der vraag. Voor het tweede zou ik opzoekingen moeten doen, en, bij gebrek aan bescheiden, kan ik ze thans niet op mij nemen. Bij mijn weten is er aan de wetten van andere landen niets te ontleenen.

5e Vraag.

Door welke bepalingen zal hij vermijden dat de concessiehouder de ontginning veronachtzaamt in de laatste tijden van haren duur?

Antwoord.

In het antwoord op de derde vraag ligt besloten het antwoord op deze vijfde.

6e Vraag.

Denkt hij dat in het nieuwe bekken de diepte der concessies doelmatig kan worden beperkt? Kunnen zij doelmatig worden verleend bij lagen? Moeten zij over 't algemeen meer uitgestrekt zijn dan in het andere bekken, en waarom?

Antwoord.

In 't algemeen gesproken, denk ik niet dat de diepte der concessies in het nieuwe bekken dient te worden beperkt. Doch in bijzondere gevallen kan dat punt worden onderzocht. In beginsel moet het verleenen van concessies bij lagen worden vermeden.

In het nieuwe bekken moeten de mijnvelden meer uitgestrekt zijn dan in het oudere. In laatstgemeld bekken zijn zij doorgaans te weinig uitgestrekt. Dat verwekte de tamelijk talrijke vereenigingen van mijnen sedert een veertigtal jaren; deze maatregel is nog niet algemeen genoeg en hij zou op volstrekte wijze de naasting der kolenmijnen door den Staat billijken. Ik ben evenwel geen voorstander van die naasting.

De overgroote kosten, door de concessiehouders te dragen om voortbrengingsplaatsen tot stand te brengen, zijn slechts in te winnen door uitge-

strekte ondernemingen. — Daarom is het ook noodig groote doch geene overdreven concessies te verleenen.

Het stelsel van groote concessies werd in Frankrijk toegepast op de betrekkelijk nieuwere bekkens in het Noorden en in Pas-de-Calais. Toch kunnen sommige al te uitgestrekt schijnen.

7e Vraag.

Voorziet hij in het door hem opgevatte stelsel de mogelijkheid om cartels en syndicaten te vormen onder de concessiehouders? Wat kunnen, volgens hem, de gevolgen daarvan zijn? Door welke middelen zal hij een duurzamen invloed op den prijs der kolen in 't algemeen belang verzekeren?

Antwoord.

Ik denk dat het onder alle stelsels mogelijk zal zijn, cartels of syndicaten onder patroons te vormen in de groote nijverheid, inzonderheid in de kolennijverheid. 't Ware overigens moeilijk die vorming trachten te beletten, terwijl men aanzet tot het oprichten van arbeiderssyndicaten, opdat de werklieden gemakkelijker hunne belangen zouden kunnen verdedigen.

Verstandig beheerd, kunnen de syndicaten voor verkoop iets goeds opleveren door te verhinderen dat de prijzen buiten mate worden verlaagd en door het bevorderen van het sluiten van koopingscontracten voor langen duur.

In mijn werkje over de mogelijke domaniale mijnen en hare ontginning, heb ik bewezen hoe merkwaardig de handelszin van het Westfaalsche syndicaat was tijdens de jongste werkstaking der Fransche mijnwerkers.

De prijzen, door dergelijk syndicaat vastgesteld, schijnen minder veranderlijk te moeten zijn dan in iedere mijn die afzonderlijk handelt. Doch worden door een syndicaat de prijzen met meer doorzicht hooger gedreven dan bij afzonderlijke mijnen, dan toch mag de rijzing niet worden overdreven, dus is het noodig ze in te toomen.

Hierop zal ik terugkomen in mijn antwoord op de zestiende vraag.

8e Vraag.

Stelt de heer Harzé voor om in de akten en lastenkohieren bepalingen ten voordeele der werklieden op te nemen, en welke bepalingen?

Antwoord.

't Schijnt mij toe dat dergelijke bepalingen moeten opgenomen worden in wetten doch niet in lastenkohieren. Aldus zullen zij van algemeenen aard zijn en zal de bekrachtiging beter zijn voorzien.

Daar de mijnnijverheid wordt uitgeoefend krachtens concessies die van den Staat uitgaan, kan deze gemakkelijk elken maatregel van gezondheid, veiligheid of andere dergelijke maatregelen wettigen, vooral wanneer hij het voorbeeld zal geven voor zijne eigen werklieden. De wet Cooreman, van 2 Juli 1899, verleent de Regeering reeds uitgestrekte macht om in dat velerlei opzicht den nijverheidsarbeid te regelen.

Daar de concessies hier van heel langen duur zijn, dient er rekening te worden gehouden met den vooruitgang. — De bedingen van een lastenkohier verouderen niet zelden.

9e Vraag.

Ware het niet voorzichtiger en tevens meer overeenkomstig met het algemeen belang en met den aard van de domanialiteit der mijnen, in stede van reeds nu het stelsel der nieuwe concessies te voorzien bij de omwerking der organieke wetten van 1810 en 1837, van stonden aan in beginsel te beslissen dat elke nieuwe concessie wordt verleend door eene bijzondere wet en den concessie verleenenden wetgever de zorg over te laten om de voorwaarden te bepalen volgens den vooruitgang van ervaring en wetenschap?

Antwoord.

Het hierboven geschetst stelsel zou voorzeker goed passen bij het beginsel van domanialiteit der mijnen; doch mijns dunkens zou het, ten gevolge van de veranderlijke samenstelling der Wetgevende Kamers, de eenheid van het mijnstelsel verbreken.

En het is hoogst wenschelijk die eenheid te handhaven.

Overigens acht ik het, om den gang der wetgevende werkzaamheden, die reeds zoo jammerlijk traag vooruitgaan, niet te belemmeren, nutteloos gestadig opnieuw te handelen over de beginselen der mijnwet.

10e Vraag.

Zou het, in dien zin, bij voorkomend geval noodig zijn reeds nu het beginsel van openbare aanbesteding te bepalen, om het toe te passen op elke latere concessie?

Antwoord.

Mijn ontkennend antwoord op de tweede vraag is hier nogmaals van toepassing.

11e Vraag.

Kan men op benaderende wijze den voorraad van ons oudere bekken over 't algemeen ramen, alsook in 't bijzonder voor de kolen geschikt voor de metaalnijverheid, en, met het oog op het toenemend verbruik, op de gezamenlijke voorwaarden der internationale markt, bij eene zekere benadering bepalen wat er redelijkerwijs binnenkort kan worden gevergd van het nieuw bekken?

Antwoord.

Het bestuur der mijnen is in staat om op nabijkomende wijze te schatten welken voorraad aan kolen voor de metaalnijverheid en aan andere kolen ons oudere bekken bezit. In dit opzicht, valt er aan te merken dat er, ten

gevolge van den vooruitgang der metaalnijverheid, kolen worden gebruikt die vroeger van deze nijverheid waren uitgesloten, en dat die vooruitgang voortduurt.

Wat wij voor 't oogenblik vooral missen, zijn gaskolen. Ook trekken wij er veel uit Duitschland en zelfs uit Frankrijk.

De handelsvlucht van het nieuwe bekken schijnt vooral te moeten ontstaan uit de toekomstige uitbreiding van onzen zeehandel. Doch daarom moeten wij in den vreemde handelskantoren oprichten en beschikken over stoombooten, geschikt tot den uitvoer van kolen.

Feitelijk hoeven wij in de eerste jaren der ontginning weinig te vragen aan het nieuwe bekken. Overigens zal de ontoereikende bevolking in die streek de snelle ontginning verhinderen. Dit punt wordt hernomen in de veertiende vraag.

12e Vraag.

Wordt niet door het algemeen belang vereischt dat de ontginning van dit nieuwe bekken zelfs onder het concessiestelsel worde opgevat en geregeld naar een algemeen en eenig plan? Levert dat geene aanzienlijke voordeelen op, en welke?

Antwoord.

Het bijzonder belang is genoegzaam verbonden aan het algemeen belang om dit laatste te vrijwaren zonder beperkende maatregelen te moeten nemen. Een plan tot ontginning zal vanzelf ontstaan zoodra men gemakkelijker toegang vindt tot den kolengrond en wanner dezes betrekkelijke rijkdom is gekend.

Terloops gezegd, 't ware een geluk, indien eene of meer machtige vennootschappen werden opgericht door mannen van het vak, welke vennootschappen de putten zouden maken, zonder evenwel den goeden uitslag te waarborgen. Eene premie en de aantrekkelijkheid van de overwonnen moeilijkheid zouden de eenige prikkels tot welslagen zijn.

13e Vraag.

Welk plan van ontginning beantwoordt in den huidigen toestand het best aan de belangen der nijverheid en aan die des lands?

Antwoord.

Het antwoord op deze vraag ligt besloten in het antwoord op de vorige vraag.

14e Vraag.

Eischt het openbaar belang dat al of het meerendeel der aangevraagde concessies ontgonnen worden? Welke gevolgen kan dit hebben? Zijn er mogelijke gevallen te voorkomen, tegenwoordige of toekomstige belangen te vrijwaren?

ANTWOORD.

Het openbaar belang eischt niet dat al of het meerendeel van de geconcedeerde mijnen dadelijk worden ontgonnen. Overigens acht ik het voor België's belang niet raadzaam, in onze kalme Kempen eene menigte rondreizende vreemde werklieden te lokken, die soms verstorende begrippen zijn toegedaan.

Ik zou liever wachten tot onze mijnwerkersbevolking zich verplaatst, en dat is slechts te verwachten van de Vlamingen, die reeds zeer talrijk zijn in het land van Luik en in het bekken van Charleroi.

15e VRAAG.

Hoe begrijpt de heer Harzé de ontginning der reserves, die hij zelf heeft voorgesteld ?

ANTWOORD.

De Staat moet handelen zooals iedere concessiehouder voor gansch het tijdvak der inrichtingen en, om deze tot stand te brengen, zich wenden tot vakmannen.

Nadien kan hij eene proef nemen met ontginning, zoo om de bedding te verkennen als om te weten in hoeverre zij ontginbaar is.

Bij die proefneming zal hij reeds de werklieden kunnen groepeeren.

Later zal hij zijne onderneming overlaten aan een medewerkend of ander genootschap, binnen te bepalen perken en onder de voorwaarden die hij, na verworven ervaring, raadzaam oordeelt.

16e VRAAG.

Zullen zij, zooals hij ze opvatte, den Staat veroorloven eene regelende werking op de prijzen uit de oefenen?

ANTWOORD.

De ontginning, van Staatswege, van enkele mijnen zal aanleiding geven tot zeker evenwicht in de prijzen; doch, ten ware er een genoeg uitgestrekt mijngebied werd ontgonnen, denk ik niet dat zijn invloed heel gevoelig kan wezen.

Onder het bestaande stelsel is de Staat een klant in grooten tel. Neemt dien klant weg, dan vermeerdert de mededinging der private kolenmijnen voor de gewone markt. Daar ontginning van Staatswege minder personeel beschikbaar zou laten voor de private nijverheid, zou dezer voortbrenging verminderen.

Thans verschaffen de aanbestedingen voor den Staat den ontginners gelegenheid om zich onderling te verstaan en duiden zij den toestand der markt aan.

Als een feit dat pleit voor zekere regeling der prijzen, herinner ik mij dat vele ontginners van den *Couchant de Mons* bitter klaagden over de handel-

wijze van een hunner collega's die, dank zij een betrekkelijk lagen kostenden prijs, nog op winstgevende wijze de groote opbrengst zijner kolenmijn afzette tegen eenen prijs welken de andere ontginners beschouwden als niet winstgevend. — Die collega was voor de streek een noodlottig *stielbederver*.

Daar de ontginningskosten voor den Staat hoog zijn, zou hij alleen dan invloed op de markt kunnen uitoefenen wanneer de verkoopprijzen ongemeen hoog zouden zijn. Doch die werking kan maar zeer gevoelig zijn wanneer de Staat door hetgeen hij voortbrengt in ruime mate kan voorzien in de behoeften der verbruikers.

Een machtiger middel, dat den Staat betere prijzen voor zijnen voorraad en bijzondere hulpbronnen in tijden van grooten voorspoed der mijnnijverheid zou verschaffen, ware eene veranderlijke schaal te maken voor de vervoerprijzen en ze toe te passen volgens de uitslagen van openbare of private aanbestedingen.

Deze maatregel zou een teugel zijn en tevens de vervoerkosten en andere laten inwinnen.

17e Vraag.

Kan hij, door middel van nieuwe redenen, wanneer hij ontginning van Staatswege afkeurt, de meening staven welke hij op blz. 15 van zijn werkje *Des mines domaniales* uitdrukt over de prijsveranderingen der kolen en de bijzondere voorwaarden, waarin het stelsel der regie te Saarbrücken werkt?

Antwoord.

Het ontbreekt mij aan inlichtingen tot het oplossen van het vraagstuk, door mij op blz. 15 van mijn werkje opgeworpen nopens de prijsverandering van de kolen in de twee Duitsche streken der Saar en der Rijnprovinciën.

Behalve de door mij aangehaalde punten, kan men zich ook afvragen of het fiskaal beheer van de domaniale mijnen der Saar, wellicht minder lenig dan het handelssyndicaat van Westfalen wanneer de toestand der markt slecht wordt, niet gemakkelijker toegeeft aan de strekking tot daling in moeilijke tijden. Ook mag men zich afvragen of het contracten voor zeer langen tijd kan sluiten, zooals er worden gesloten private kolenmijnen.

De in elk geval zeer ingewikkelde uitlegging van het verschil in de prijsveranderingen van de eene tot de andere streek, blijft dus onzeker.

Het zij mij veroorloofd, nogmaals terug te komen op de betrekkelijke onbevoegdheid van den Staat op nijverheidsgebied.

In mijn hierboven aangehaald vlugschrift gaf ik de voornaamste oorzaken dezer onbevoegdheid op.

Na eene grondige studie over de in de Saar en in Westfalen bekomen uitslagen, is de heer ingenieur Weiss van oordeel dat, met eene gelijke moeilijke ontginning, de kostende prijs per ton kolen, naar het stelsel van regie een

mark hooger zou zijn dan met het concessiestelsel. Dat gevoelen wordt door geen enkel cijfer gestaafd.

In België waar de onderworpenheid van den Duitschen werkman ten opzichte der meerderen of hunne agenten, wat een gevolg is van de krijgstucht, nooit zou kunnen ingevoerd worden, zou, mijns dunkens, het verschil nog grooter zijn.

Anderzijds, en het vraagstuk van werving ter zijde gelaten, ontbreekt doorgaans in het Staatsfunctionarisme die wedijver welke ontstaat en zich uitbreidt in de private nijverheid, waar de hoogere betrekkingen goed worden betaald en toegekend zijn aan werkelijk bekwame mannen. En wilde men dien toestand veranderen, men zou gevaar loopen favoritisme in 't leven te roepen.

Er is gezegd dat de kostende prijzen en de verkoopprijzen aan de Saar hooger zijn dan in de Rijnprovinciën, waar het concessiestelsel bestaat. Nochtans zouden, volgens Weiss, de weinige geconcedeerde mijnen aan de Saar niet goedkooper worden ontgonnen dan de mijnen der regeering, zelfs integendeel. Dat hangt ongetwijfeld af van de plaatselijke gesteldheid der lagen of van de bezwaren om het personeel te werven.

18e Vraag.

Zijn de door hem tegen de regie ingebrachte bezwaren ook van toepassing op het stelsel van den heer Finet ?

Antwoord.

Wellicht vat ik niet goed de bedoeling van deze vraag. Men weet dat de achtbare heer Finet de ontginning van Staatswege afkeurt, doch voorstelt dat de Staat alleen de inrichtingen (het gereedschap) tot stand zou brengen. Zou de heer Denis verlangen dat na dit tot stand brengen, welk voor het meerendeel der mijnvelden lang zal duren, de Staat zelf het nieuwe bekken zou ontginnen ? In dit geval zouden de bezwaren, door mij ingebracht tegen de regie, natuurlijk gelden voor het aldus gewijzigd stelsel.

CIJNZEN EN BELASTINGEN WAARAAN MIJNCONCESSIES ZIJN ONDERWORPEN.

Op de vergadering der parlementaire Commissie, welke ik de eer had bij te wonen, was er sprake van het stelsel der cijnzen en belastingen op de mijnconcessies.

Op dit punt meen ik te moeten terugkomen, ten einde de Commissie nauwkeuriger en volledíger in te lichten dan door mijne mondeling gedane mededeelingen.

Evenals in de wet van 1791, werden in die van 1810 de lasten behouden, welke op de mijnen konden geheven worden ten bate van derde personen, en werden de den Staat verschuldigde vroegere cijnzen afgeschaft; voor dezen

werd een vaste cijns opgelegd, alsmede een evenredige cijns op de zuivere opbrengst, 't is te zeggen op de winst der onderneming.

Cijnzen aan den Staat.

De wet bepaalde den eersten cijns op 10 frank per vierkanten kilometer oppervlakte van concessie en het bedrag van den evenredigen cijns op hoogstens 5 t. h.

In België werd de evenredige cijns ieder jaar door de Rijksbegrooting bepaald op 2 1/2 t. h.; doch met de opcentiemen bedroeg hij eigenlijk 3 1/2 t. h.

Volgens artikel 39 der wet, moest de opbrengst van die cijnzen een bijzonder fonds vormen om te voorzien in de kosten van het bestuur der mijnen en andere kosten van algemeenen aard, betreffende de mijnnijverheid. Dus hadde de Staat in dat fonds kunnen putten om onderzoekingen te doen.

Eigenlijk wordt die opbrengst aan de Rijksontvangsten toegevoegd en, evenals elke andere belasting, door hem uitgegeven.

In 1886 had ik, in een verslag aan de commissie tot onderzoek naar den arbeid, betreffende de herinrichting der voorzorgskassen ten bate der mijnwerkers, voorgesteld het bedrag van den evenredigen cijns op het maximum van 5 t. h. te brengen, ten einde een hooger inkomen toe te kennen aan de ouderdomspensioenen en aan die voor vroegtijdige invaliditeit.

Daar de feodale voorrechten zijn afgeschaft, evenals de *penningen* aan de oppergerechtsheeren van Henegouw, drukt in België het vroegere recht slechts op sommige deelen van concessies in het gewezen *Land van Luik*, en wel ten bate der eigenaars van den bovengrond of ten bate der bezitters van *areine-cijns*, onder het vorige stelsel voortspruitende uit het aanleggen van waterafleidingen.

Doch een aantal titelen van dit recht zijn verdwenen, en andere werden door de ontginners zelven afgekocht.

Gemeentelasten.

Behalve de cijnzen aan den Staat, moeten de mijnontginners tamelijk zware belastingen aan de gemeenten betalen. Deze worden geheven op de jaarlijksche winst, evenals de evenredige cijns ten bate van den Staat (doch zonder het bedrag van 2 1/2 t. h. te boven te gaan), of op het getal geconcedeerde hectaren in de belanghebbende gemeente (eenige franken per hectare), of ook voor elken aangestelden werkman (insgelijks enkele franken per hoofd).

Over 't algemeen leggen de gemeenten ook eene belasting op de verschillende stoomtuigen (enkele franken per krachtseenheid), uitgenomen op de pomp- en verluchtingsmachines (passieve lasten of veiligheidslasten).

Cijnzen ten bate der eigenaars van den bovengrond.

Ofschoon in artikel 6 der wet van 1810 wordt gezegd dat de akte van concessie de rechten van den grondeigenaar op de opbrengst der mijn zal

regelen, schijnt artikel 42 alle vergoeding in verhouding tot de zuivere opbrengst der mijn uit te sluiten.

Ook worden, na het invoeren van deze wet tot het afkondigen van die van 2 Mei 1837, in de lastenkohieren der in België als *nieuwe concessie* toegekende mijnvelden, ten bate der eigenaars van den bovengrond nog slechts vaste cijnzen bepaald, van 4 centiemen tot 1 frank per hectare.

De wet van 2 Mei 1837 omschreef duidelijk in de volgende bewoordingen de rechten der grondeigenaars voor iedere nieuwe concessie :

« Art. 9. — De vergoeding bij de artikelen 6 en 12 der wet van 21 April 1810 » voorbehouden aan de eigenaars van den bovengrond, wordt bepaald door » middel van eenen cijns in verhouding tot de opbrengst der mijn. De vaste » cijns wordt bepaald in de akte van concessie. Hij bedraagt nooit min dan » 25 centiemen per oppervlakte.

» De evenredige cijns wordt bepaald op 1 tot 3 t. h. van de zuivere » opbrengst der mijn... » « Deze vergoeding wordt in gelijke mate verdeeld » onder de eigenaars van den ieder hunner behoorenden bovengrond... »

De vaste cijns werd maar in uitzonderlijke gevallen bepaald op het maximum van 3 frank per hectare. Doorgaans bedraagt hij niet meer dan één frank. De evenredige cijns werd meesttijds bepaald op 1 t. h.

Daar de eigendommen in België zeer verdeeld zijn, vooral in de nijverheidsstreken, worden die rechten slechts geëischt door enkele groote grondeigenaars, waaronder het Staatsdomein en de burgerlijke godshuizen.

« *Remise* » *of* « *forfait* ».

Sommige ondernemingen, met name in Henegouw, zijn belast ten gevolge van private overeenkomsten.

Het geval ontstond soms uit den afstand eener mijn door den concessiehouder aan eene ontginningsvennootschap, mits een *penning* op de uitgegraven kolen.

Soms ook was het geval het gevolg der *remise*, door den concessiehouder, van een deel zijner mijn, insgelijks tegen betaling van eenen *penning*. Dergelijke overeenkomsten worden ook onder naburige concessiehouders gesloten, doch mits toelating van regeeringswege opdat de scheidingsgrenzen der belanghebbende mijnvelden zouden mogen worden overschreden.

Zekere uitgestrekte concessie van den Couchant de Mons (de *Rieu-du-Cœur*) werd zelfs verbrokkeld in verscheidene *remises* of *forfaits*.

Dit vraagstuk der *forfaits* werd beschouwd in mijn vlugschrift : *Des mines domaniales en perspective dans le Nord de la Belgique*, alsmede in eene van mijne mededeelingen aan de vereenigde commissiën van den Senaat.

Het werd overgenomen door den achtbaren heer Emile Dupont, ondervoorzitter van den Senaat, in zijn merkwaardig verslag en aangevuld met nieuwe inlichtingen, geleverd door den bestuurder zelven van de Maatschappij van *Rieu-du-Cœur*.

Dat was een gewichtig vraagstuk, want volgens het stelsel van den heer Finet, dit van den heer Hanrez of het mijne, zou het raadzaam kunnen zijn de ontginningen over te maken zooals hierboven is gezegd.

De eigendom van eene domaniale mijn brengt niet noodzakelijk mede dat zij worde ontgind van Staatswege.

Aldus zouden vervallen al de bezwaren, ingebracht tegen de bevoegdheid van den Staat op nijverheidsgebied.

De moeilijkheden zouden overgaan op de inrichting der *forfaits*, wat zou bijdragen om ze op te lossen.

Brussel, Juni 1903.

EMILE HARZÉ.

(I)

MINDERHEIDSNOTA.

In haar verslag aan het *Corps législatif*, op 21 April 1810, over het ontwerp dat de organieke wet op de mijnen werd, drukte de Commissie zich volgenderwijs uit : « Het schijnt dat de opstellers van het ontwerp, waarover gij thans hebt te beraadslagen, evenals uwe Commissie, hebben erkend dat alleen de Samenleving den eigendom tot stand brengt ; dat zij hem kan regelen of beperken naar gelang van haar meerder voordeel ; zij staat hem volkomen af, wanneer zij er de grootste winst uit trekt ; om dezelfde redenen beperkt zij hem in zekere omstandigheden. » Bij den aanvang van deze bedenkingen dient te worden aangehaald het verslag van Stanislas de Girardin, omdat daarin reeds ligt besloten de wijsbegeerte van het Recht, waarvan zij uitgaan, dezes geschiedkundig karakter huldigend en de noodzakelijkheid erkennend om ze op steeds meer volledige wijze toe te passen op de gezamenlijke economische en sociale omstandigheden. De rechtsgeleerden van den aanvang der XIX^e^ eeuw konden niet voorzien in welke buitengewone, veelzijdige en steeds toenemende economische en sociale verhouding de evolutie van het rechtskundig stelsel van 1810 zou geschieden, maar zij geven ons het *criterium* dat veroorlooft hun werk te beoordeelen, eene reeds sociologische opvatting van het Recht, een ruim begrip van de zending en van de onafhankelijkheid des wetgevers. Na eene tusschenruimte van nagenoeg eene eeuw, en dank zij den vooruitgang der sociale wetenschap, krijgt hun denkbeeld een meer verheven vorm, zooals in het volgende uittreksel uit Anton Menger's *Rôle social du Droit :* « De sociale wetenschap van het Recht, zegt hij, heeft vooral tot taak te zorgen dat het Recht voortdurend wordt toegepast op het werkelijk leven, om intijds de sociale rampen te vermijden, die vaak ontstaan omdat beide bestanddeelen niet overeenkomen en tegenover elkander staan; zij hoeft de vermeerderende en de verminderende kracht en belangrijkheid der verschillende standen nauwkeurig na te gaan, om daaruit af te leiden welke vormen het recht voortaan zal moeten aannemen... 't Is slechts door deze werkdadigheid dat de wetenschap van het Recht, die door hare dogmatische en door hare geschiedkundige zijde noodzakelijk tot zeker punt is verbonden aan de letter en aan het gezag, eene scheppende wetenschap wordt, die de verhevenste vraagstukken der Menschheid raakt » (1). Daarom is het te betreuren dat de geleerde rechtskundigen, die tot den

(1) Anton Menger, « Du rôle social de la Science du Droit », *Revue d'économie politique*, Januari 1896, blz. 71.

Hoogen Raad der mijnen behooren, *in hunne memorie te zeer hechtend aan de letter en aan het gezag*, verklaarden dat zij den schrijver van het merkwaardig verslag aan den Senaat, den heer Dupont, niet zouden volgen in het gedeelte van zijn werk dat handelt over vraagstukken van socialen en van staatkundigen aard, daar die zaken niet tot hunne bevoegdheid behooren (1). Zij dringen zich integendeel op aan elk die bezorgd is over die toekomst en over het onmetelijk geheel van sociale betrekkingen, waarop het Recht zijnen invloed moet uitoefenen, en dergelijke taal zou op afstand doen kunnen gelijken. De Regeering zelve heeft gedacht aan de economische evolutie van het stelsel der concessiën slechts enkele regelen te moeten toewijden, welke doordrongen zijn van een lachend optimisme. Wat er noodig was, alvorens eene eeuw later te huldigen het stelsel dat, door de eeuwigdurendheid zelve van zijne juridische samenstelling, bestemd is om de nijverheids-evolutie te overheerschen gedurende eene lange opvolging van geslachten, is het bestudeeren van zijne gevolgen, van zijne evolutie, van zijne strekkingen, van de vraagstukken, van de moeilijkheden die het te wachten staan, van de organieke oplossingen waarvoor het vatbaar is, en wel door het niet alleen te beschouwen onder het enkel oogpunt van zijne voortbrengende kracht, maar ook onder al de financieele, economische, sociale gedaanten, en in vergelijking met de andere stelsels, inzonderheid met dit van ontginning door den Staat. Een breede opvatting van de economische verschijnselen leidt onwederstaanbaar tot eene breede opvatting der juridische instellingen, evenals tot het grootst mogelijk vooruitzicht, en dringt de bezorgdheid op om aan de instellingen genoeg buigzaamheid, vormbaarheid te geven om de gevaren, de vijandigheid en de scheuringen te voorkomen en den vooruitgang te bevorderen, die voorzien kan worden. Zoo komt het, dat zelfs de meest gematigde denkers, zooals Adolf Wagner, zich verre boven de voortbrengingskracht van het wettelijk stelsel van mijnontginning hebben geplaatst, om zich vooral bezig te houden met het sociaal economisch standpunt van dit stelsel, en om de juridische instellingen slechts te beoordeelen met betrekking tot die omvangrijke synthesen (2). Zoo komt het dat de geleerde professor aan de hoogeschool te Praag, E. Sax, in zijne *Staatswetenschap* herinnert dat, volgens de grondige opzoekingen van Summer Maine, van onzen doorluchtigen Emile de Laveleye en van Durgon, de evolutie van den eigendom achtereenvolgens in de geschiedenis individualistische en collectivistische strekkingen heeft bekendgemaakt, en dat zich thans onbetwistbaar lucht geeft eene strekking om in zekere mate den collectieven eigendom herin te richten (3). 't Is van dergelijken sociologischen geest dat dit betoog is doordrongen.

---

(1) *Verslag over de herziening der mijnwet*, blz. 5.

(2) Adolphe Wagner. *Science des finances*, enz.

(3) E. Sax, *Grundleggung der Staatswirthschaft*, § 4.

§ 1. — JURIDISCHE BESCHOUWINGEN. — DE DOMANIALITEIT.

Bij den aanvang van een nieuw tijdvak onzer nijverheids-evolutie, wordt het vraagstuk gesteld in bewoordingen, die de Nederlandsche regeering wonderwel heeft begrepen. Waarvan is er spraak? Van het tot waarde maken der natuurlijke rijkdommen die in den bodem zijn besloten, die niet de vrucht zijn van iemands arbeid, waarover de Staat behoort te beschikken, welke ook het verschil van meening zij omtrent de toeëigening der mijnen, die thans zelfs eene vergunning vanwege den Staat eischen om regelmatig te worden ontgonnen. Op 't eerste zicht, schijnt het natuurlijk dat de Staat zelf die rijkdommen beheere, in 't belang van allen, dat hij die schatten aanwende ten voordeele van de natie en van den nationalen arbeid, ten ware er onoverwinnelijke redenen zouden zijn om van deze oplossing af te wijken; want is de Staat niet de bestendige tolk van het algemeen belang, die het tegenwoordige geslacht en de toekomstige geslachten omvat in eene zelfde bestendige, uitsluitende bezorgdheid?

De rechtsgeleerden, die de wet van 1810 opmaakten, waren van oordeel dat de mijnen deel uitmaken van Staatsdomein. Splingard hernam het oorspronkelijk ontwerp der Regeering van 1807, met de amendementen van den Raad van State; deze kent aan de mijnen uitdrukkelijk het karakter van openbare eigendommen toe (1). Drie jaren nadien, gaf Stanislas de Girardin, in zijn verslag aan het *Corps législatif*, duidelijk het gemeenschappelijk denkbeeld weer : « Uit hetgene daar even werd vastgesteld, blijkt dat de mijnen, de eigendom van allen zijnde, eigenlijk niemands eigendom zijn en bijgevolg in Staatsdomein moeten opgenomen worden. » En verder : « Maar aan wie moet dan eigenlijk de eigendom der mijnen toebehooren? Uwe Commissie oordeelt dat hij den Staat toekomt. Zij *onderstelt dat dit in het ontwerp duidelijk ware uitgedrukt geworden*, hadde dit laatste aan het Burgerlijk Wetboek voorafgegaan (2). » Na verloop van schier eene eeuw, is het niet meer mogelijk te beweren dat artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek, met de beteekenis die daaraan werd gegeven, eene duidelijke verklaring des wetgevers in den weg hadde kunnen staan. 't Is tot dit beginsel van domanialiteit dat men vastberaden moet terugkomen, en het minste gevolg van dezes bekrachtiging zou zijn, een einde te stellen aan bestendige betwistingen, welke door de aarzelingen der wetgevers van 1810 werden verwekt en welke het ontwerp der Regeering ondanks elk verzoek, laat voortbestaan : « Wat zegt de wet van 1810, schrijft de heer Bodeux, omgewerkt na tegenstrijdige verklaringen, verwarde besprekingen, aangaande den eigendom der mijnen voordat er concessie is verleend? De eenen kennen hem toe aan den Staat, de anderen aan den eigenaar van den bodem, nog anderen beschouwen hem als een *res nullius* of als een goed zonder eigenaar... Nooit werden de beginselen op eene duidelijke, besliste, bestendige en alge-

---

(1) P. Splingard, *Des concessions des mines*, blz. 377.

(2) Stanislas de Girardin, *Rapport au nom de la Commission d'administration intérieure au Corps législatif du 21 août 1810.*

meene wijze gesteld. In 1810 en 1837 zocht men naar deze overtuigende definitie, doch geraakte tot geenen uitslag. Wellicht zullen de door de Regeering voorgestelde wijzigingen der wetten van 1810 en 1837 aanleiding geven tot dit beslissend debat, en de zekerheid, welke dan op dat gebied zou bestaan, ware eene weldaad voor het land (1). De heer Aguillon spreekt even dringend : « De wet van 1810 was, wat natuurlijk den oorsprong van den eigendom der mijnen betreft, eene minnelijke schikking tusschen al de stelsels en eene schikking, opgesteld in zulke bewoordingen, dat er nog kan worden geredetwist over den aard der rechten welke de eigenaar van den bodem kan doen gelden op de mijnen... 't Ware eene betrekkelijk gemakkelijke taak geweest de wet naderhand om te werken, doch dat schijnt de wetgever steeds te hebben geweigerd om de rechtbanken te laten handelen, ondanks de in deze zaak wellicht ergere bezwaren dan in elk andere, van de gekende stelling : Daar waar de rechtbanken aanleiding vinden om de wet te stellen, voegen zij bij het kwaad van hare aanmatiging de plaag van hare veranderingen en van hare duisterheden (2). »

De heer Aguillon heeft getracht den geest der wet te doen uitschijnen, door vergelijking van de zoo bezwaarlijk bereide achtereenvolgende teksten der wet van 1810. « Het schijnt, zegt hij, dat men uit hun geheel het volgende gevolg kan trekken, dat voor ons een der hoofdbeginselen onzer mijnwetten samenvat : mijnen zijn, vóór hare concessie, zaken die wettelijk nog niet in 't leven zijn geroepen, *res nullius;* eerst ten gevolge der concessie worden zij goederen waarop personen rechten kunnen hebben : de eigenaar van den bovengrond heeft daarop slechts het recht waarvan de aard en de uitoefening is bepaald door de akte van concessie (3). »

Andere rechtsgeleerden, als daar zijn : Splingard, de leden van den tegenwoordigen Raad der mijnen, en nog onlangs de heer Damoiseaux, denken dat vóór de concessie de mijnen deel uitmaken van het domein des bovengronds, en dat zoolang zij daar niet is van afgescheiden, haar eigendom niet is afgescheiden van den bodem. Dus behooren de delfstoffen, zonder recht door eenen derde opgedolven, den eigenaar van den bovengrond, krachtens artikel 552, en Splingard voegt er bij dat er een uitdrukkelijke tekst zou noodig zijn om den eigendom toe te kennen aan den Staat en aan de maatschappij (4). De heer Damoiseaux ontwikkelt dezelfde stelling (5).

Leest men het verslag van den Raad der mijnen, dan schijnt het zelfs dat § 2 van artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek niets anders zou zijn dan eene bepaling tot regeling van 't gebruik van het eigendomsrecht van hem die den bovengrond bezit (6).

---

(1) M. Bodeux, « Droit de propriété sur les mines », *Revue pratique de Droit industriel*, 1905, p. 6.

(2) Aguillon, *Traité de la législation des mines*, blz. 45.

(3) Aguillon, blz. 43.

(4) Splingard, *Les concessions des mines*, blzz. 64-66.

(5) Damoiseaux, « De l'institution des concessions de mines », *Revue catholique de droit*, 1903-1904, blz. 77.

(6) *Rapport du Conseil des mines*, blz. 107.

Om ze uit te leggen met hare wezenlijke geschiedkundige strekking, moet men zich herinneren dat de wetgeving van 1810 vooral getuigt van de dringende noodzakelijkheid om den ondergrond te scheiden van den bovengrond, ten einde de regelmatige ontginning der mijn te veroorloven. Deze wezenlijk economische overweging, waaraan het geschiedkundig recht onweerstaanbaar toegaf, die reeds den geest van Mirabeau bezielt en het wetgevend werk van 1791, beheerscht nog veel strenger de wet van 1810.

« Men heeft erkend, zoo zegde de Memorie van toelichting, dat het toekennen van den eigendom der mijn aan hem die den bovengrond bezit, gelijkstaat met, volgens de uitlegging der wet, hem het recht te erkennen om te gebruiken en te misbruiken; recht vernietigende elk middel tot nuttige, winstgevende, uitgestrekte ontginning, in strijd met het belang der samenleving, hetwelk bestaat in het vermenigvuldigen van de verbruiksvoorwerpen, het wedervoortbrengen van rijkdommen; dat recht zou aan de gril van eenen enkele onderwerpen de beschikking over al de omringende eigendommen van denzelfden aard; het zou alles verlammen rondom hem die het zou uitoefenen en al de deelen der mijnen in de nabijheid onvruchtbaar maken », en verder : « 't Is noodig dat die massa's van rijkdommen, geplaatst onder talrijke gedeelten van de oppervlakte van het grondgebied, in plaats van verdeeld te blijven zooals die oppervlakte zelve, door tusschenkomst der Regeering en krachtens eene plechtige akte, een *geheel worden, waarvan de uitgestrektheid geregeld zij*, onderscheiden van den bodem, als 't ware eene bijzondere schepping. » Even welsprekend zegt Stanislas de Girardin : « Ware die eigendom onafscheidbaar van den bovengrond, hij zou behooren aan al de eigenaars van den grond en bijgevolg aan niemand : hij zou zijn als een land zonder opbrengst, vermits hij niet bebouwd zou worden. Om dat mogelijk te maken, moet de Regeering er over beschikken. » Deze zorg om de bovenvlakte des goeds juridisch te scheiden was zoo dringend, dat men eerst bij den derden tekst eene voorbehouding maakte voor de rechten, volgende uit artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek, ten voordeele van den eigenaar des bovengronds (1).

Hoe werd opgelost het vraagstuk om artikel 552 overeen te brengen met de eischen van het openbaar belang, dat, zooals de gevers der wet bekennen, op normale wijze zou worden uitgedrukt door de domanialiteit? Door het instellen van een nieuwen eigendom.

« Bij deze inrichting, zegt de Memorie van toelichting der wet van 1810, moet het recht van den eigenaar des bovengronds miskend noch vergeten worden; integendeel moet het worden *bekrachtigd om gezuiverd, geregeld om gekweten te worden*, opdat de eigendom, door de akte der Regeering aangeduid, omschreven, beperkt en in 't leven geroepen krachtens de wet, des te meer onveranderlijk, geheiligd zij, naarmate hij strenger zal hebben voldaan aan al de rechten, *zelfs alle eischen schadeloos gesteld.* » En Stanislas de Girardin voegt daaraan toe in zijn verslag :

---

(1) Aguillon, blz. 40.

« Deze uitdrukkelijke erkenning van de rechten des eigenaars is eene *wijziging*, die het wetboek overeenbrengt met het ontwerp. »

Nu dat wij zijn onttrokken aan de drukking der keizerlijke gedachte, dat wij volkomen onpartijdig kunnen oordeelen over het ver afgelegen werk van 1810, moeten wij verklaren dat, zoo de met zooveel ophef geroemde *wijziging* toereikend is om artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek overeen te brengen met de mijnwet, zoo het voldoende is een recht te bekrachtigen om zich te haasten het te zuiveren, het te regelen om het te kwijten, het waarlijk niet de moeite waard was die hoofdgedachte der rechtsgeleerden te versmachten, door aan de toekomst onoplosbare twistpunten na te laten. Het aldus omschreven recht was blijkbaar even vereenbaar met het domein van den Staat als met de private vergunning. Ook vreesden niet de meest grondige en krachtige uitleggers der wet van 1810, zooals Delebecque, als strenge redenaarskundigen zich uit te drukken als volgt :

« Door een schijnbaren eerbied voor het recht van eigendom, zegde Delebecque, en misleid door wat wij denken eene verkeerde uitlegging te zijn van artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek, huldigt men het beginsel van den privaten eigendom : en nochtans verliest de eigenaar van den grond daar meer bij dan hij wint. Onder de wet van 1791, had hij een recht van voorkeur ; hij verliest het onder de nieuwe wet. Hij verkrijgt, verwerft opnieuw, zoo men wil, den eigendom van eene zaak, van een *goed*, hij kan er maar gebruik van maken als concessiehouder. Vóór de concessie, is de mijn voor hem nog minder dan onder de wet van 1791 : na de concessie, ontaardt zij in een recht op eenen cijns, welken men als 't ware tot niets moest herleiden. »

» Rakende artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek, zullen wij hier slechts eene laatste opmerking bijvoegen : zoo het beginsel van den privaten eigendom daardoor vooraf was opgelost, dan moest het te dien aanzien worden afgeschaft, door eene stoutere wijziging dan die van het tot stand brengen van den nieuwen eigendom en van de mijn, vroeger als *goed* beschouwd, als eene niet in den handel zijnde zaak. Zelden is het nuttig de waarheid niet volkomen te huldigen. »

En, op merkwaardig duidelijke wijze zijne gedachte weergevende, zegt hij :

« Het beginsel der wet kwam alleen den concessiehouder ten goede. Daardoor verwierf hij een eeuwigdurenden en onherroepelijken eigendom ; en 't is de Staat die hem dezen eigendom verschaft, alhoewel de Staat geen eigenaar is! Ware die eigendom van de concessie met het eene en het andere stelsel noodzakelijk, hij kon hem worden toegestaan, en waarom aarzelt men zoozeer om te zeggen : *De mijnen zijn openbare eigendom: die eigendom wordt eeuwigdurend verworven door concessie, doch met last om de voorwaarden na te komen die, worden zij niet in acht genomen, ontbindend zijn ten voordeele van den Staat.* Op dit beginsel wordt slechts uitzondering gemaakt voor de mijnen en groeven, welke door deze wet in het privaat domein worden gelaten (1). »

---

(1) Delebecque, *Traité sur la Législation des mines*, I, blz. 367 en 368.

Met Delebecque ben ik van oordeel dat de wetgever in 1810 eene meer doortastende wijziging had moeten toebrengen aan artikel 552, en voorgoed wegnemen elk recht op de mijn verbonden aan den eigendom des bovengronds, wat een louter juridisch overblijfsel is, hoegenaamd niet gegrond op den aard der zaken, vooral nu dat men den eigendom uitsluitend tracht te rechtvaardigen door het sociaal nut en door den arbeid. Doch beschouwt men als onvermijdelijk de uitlegging welke hij aan dat artikel gaf, — en in die onderstelling moest ik mij ook verplaatsen — dan zou het den eigenaar toegekende recht maar kunnen onvereenbaar zijn met domaniali-teit in dezer afgetrokken, volstrekten, louter theoretischen vorm, en niet in het betrekkelijke van de voorwaarden harer evolutie, welke de wetgever aannam; daarenboven zou men zelfs, zonder het domein in iets te kort te doen, ten voordeele van den eigenaar des bovengronds kunnen oplossen de twistvragen betreffende de toeëigening van de minerale stoffen, door derden opgedolven vóór alle wettelijke ontginning, welke vraag de voorstanders van het *res nullius* en van de *accessie* verdeelt. Is de mijn *res nullius*, dan duurt de scheiding van den ondergrond en den bovengrond voort, zelfs vóór de concessie; hangt zij oorspronkelijk af van den bovengrond, dan geschiedt de scheiding door de concessie : dus is, met het eerste stelsel, de cijns het eenig recht van den eigenaar des bovengronds; het ontstaat met de concessie en eindigt met haar. Deze uitbreiding van het recht des eigenaars zou geenszins uitsluiten dat de domanialiteit bij de wet worde bekrachtigd, want wat blijkbaar domaniaal zou zijn en blijven, en waarop geene inbreuk kan worden gemaakt, is juist het *recht zelf tot ontginning*, dat nooit deel uitmaakte van den bovengrond, en dat tot Staatsdomein zou behooren.

Wat betreft het recht van voorkeur op de concessie, eventueel recht, ondergeschikt aan het behoud der concessiën, het is zoo weinig het noodwendig gevolg van artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek, dat de Toelichting der wet van 1810 het in dezer voege veroordeelt : « Schadeloosgesteld door den cijns waarop hij aanspraak heeft, bezit de eigenaar niet langer op de concessie dit voorkeurrecht, dat eene der merkwaardigste *strijdigheden* der wet van 1791 is. »

Door middel van louter juridische beschouwingen geraakt men dus terug tot het leerstelsel der voornaamste rechtskundigen onder de Revolutie; doch wij worden daartoe overgehaald door redenen van meer veelzijdigen aard en met eene veel meer beslissende rechtstreeksche strekking. Op uitmuntende wijze zegde Schmoller dat de opvattingen van den eigendom, met haar geschiedkundig karakter, tevens de economische en sociale inrichting en de leidende begrippen van een tijstip weerspiegelen (1).

Verder zal men zien dat de economische en sociale toestanden, die zich min of meer getrouw in het recht weerspiegelen, en waarop het wetgevend werk van 1810, vooral in zekere opzichten, werd toegepast, — en dat is de

---

(1) Schmoller, *Principes de l'économie politique*, I.

hoofdoorzaak van de gunst, waarin het nog steeds bij talrijke theoretici staat, — merkelijk werden gewijzigd en van welke strekkingen zij getuigen. De gelijkstelling der concessie met den persoonlijken eigendom, door den onwrikbaren wil des keizers opgedrongen, kwam, — daaraan eene volstrekte uitdrukking gevende — overeen met de individualistische opvatting, reeds tastbaar in de wet van 1791, en die de toenmalige staathuishoudkunde beheerscht; doch de sociale strekking der hedendaagsche begrippen dringen meer en meer door in het recht, en domanialiteit is hier de rechtsvorm die tevens past bij de economische en sociale toestanden en bij de nieuwere strekkingen. Zij is de zuiverste uitdrukking van het *sociaal belang*, in den meest verheven zin. Dat is zijne beste geschiedkundige rechtvaardiging, en daardoor staat het debat hier boven alle twistvragen.

Onder deze tweevoudige drukking wijkt thans de strenge en volstrekte opvatting van 1810, en het getuigenis onzer rechtskundigen is op zichzelf reeds zeer welsprekend.

Locré vreesde niet, — en dat was wel 's Keizers meening — concessie een volkomen eigendom te heeten : « Het recht van den concessiehouder der mijn, zegt thans een rechtsgeleerde, voorwaar weinig verdacht vermits hij lid van den Raad der mijnen is, — *is niet en kan niet wezen een recht van eigendom : de ondervinding gedurende eene eeuw heeft het bewezen.* Dus moet dat woord ter zijde worden gesteld, want onjuiste woorden brengen verkeerde begrippen mede, alsook de noodlottigste gevolgen bij het vervaardigen en uitleggen der wetten. » Reeds nu mag de concessiehouder de concessie niet verdeelen en is hij verplicht ze te exploiteeren. « Zoo de nieuwe wet den concessionnaris berooft van het recht zijne aanspraak zonder toestemming van den Staat af te staan, hem machtigt van de concessie af te zien en aan de Regeering het recht toekent in sommige gevallen vervallenverklaring uit te spreken, dan komt het ons voor dat het aldus ingekrompen en beperkt recht van den concessiehouder niet langer iets gemeen zal hebben met het recht van den eigenaar, omschreven bij artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek. » (1).

Het volstrekt recht, dat Napoleon wilde invoeren, verandert van aard, naarmate, ten gevolge van de veelzijdige economische betrekkingen, de zorg voor het *openbaar belang* zich uitbreidt, en het domaniaal karakter treedt in dezelfde mate op den voorgrond : « De wet, zegt de heer Cattoir verder, de wet die dat recht (van concessie) instelt tot *meerder belang van allen*, kan daaraan zulke kenmerken geven als zij raadzaam oordeelt. Enkel uitgaande van economische beschouwingen, zal zij beslissen of de concessie een onroerend zakelijk recht moet zijn, of zij eeuwigdurend kan en moet zijn, of er anderzijds niet moet worden bedongen dat de titularis er kan van afzien en vervallen kan worden verklaard, met welke waarborgen den afstand en de overmaking van de concessies gepaard moet gaan. »

Uit het ontwerp verdween niet het woord, zooals de heer Cattoir ver-

---

(1) Cattoir, *La nature du droit de concession.*

langde; het recht wordt eenvoudig verzacht en *a priori* worden geene perken gesteld aan het *openbaar belang;* op 't oogenblik dat de min of meer enge en strenge soorten van het recht worden vastgesteld, voorziet men niet al de toekomstige eischen van het sociaal belang; terwijl de wetgever er onvermijdelijk toe geneigd is het in te roepen, en hij, volgens de heerlijke uitdrukking van Mirabeau, zijn werk opdraagt aan den *tijd*, moet hij daaraan de waarborgen hechten welke de tijd eischt, en daardoor zal hij er toe gebracht worden de woorden *weg te laten*, de instellingen te vervormen.

Dezelfde geschiedkundige invloeden strekken om het doctrinaal onderscheid weg te nemen.

Het koninklijk recht, streng opgevat, laat thans den Staat nog slechts het recht om diengene te verkiezen wien de concessie wordt toegekend en dezer uitgestrektheid te bepalen; de voorwaarden der concessie worden bij de wet zelve bepaald. Het kenschetst het wettelijk stelsel dat een werkelijk recht van eigendom huldigt ten voordeele van den concessiehouder, ontneemt de concessie allen contractueelen aard, en beperkt streng de tusschenkomst van het bestuur, zich gedragende aan de eischen van het privaat belang; doch naarmate de strengheid van dat recht wijkt, komt het nader bij de domanialiteit welke, gehoorzamende aan haar eigen beginsel, strekt om den contractueelen aard te geven aan de concessie die in zekere gevallen ten voordeele van den Staat kan worden ingetrokken; om een ruimer optreden van het bestuur te wettigen, juist omdat zij het gestadig overwicht van het openbaar belang huldigt. Zoo willen sommige bespiegelaars van het recht het koninklijk voorrecht gelijkstellen met de domanialiteit. Zoo doen bij voorbeeld Defooz en Dupont. Zij zijn de tolken van den gedachtenstroom (1).

Ik besluit tot domanialiteit als nieuweren en vasten vorm.

Met de domaniale opvatting der mijnen komt, in mijnen geest, redelijkerwijs overeen de ontginning zooniet door den Staat, ten minste door eene instelling van openbaar belang, zooals de Maatschappij der Buurtspoorwegen. De voorstanders van de huidige concessiën beroepen zich op de noodzakelijkheid van den eeuwigdurenden eigendom voor het inrichten van eene mijn. Het openbaar domein verwezenlijkt natuurlijk dit vooruitzicht, niet met het oog op het privaat belang, min of meer volkomen overeenstemmend met het algemeen belang, maar wel rechtstreeks met het oog op het belang der collectiviteit en verijdelt in den hoogsten graad, uit zijnen aard, de mogelijkheid van geschillen en scheuringen tusschen het privaat en het openbaar belang. Zoo het waar is, dat de domaniale opvatting moet overeenbrengen veelzijdige vormen van het algemeen belang, als daar zijn : het belang der toekomstige geslachten en dit van het tegenwoordige, het belang van al de verbruikers, vooral dit van handel en nijverheid, het belang der gebezigde werklieden en het fiskaal belang der Schatkist, dan kan die

---

(1) De Fooz, *Législation des mines;* Du Pont, *Revue universelle des mines*, IIe, reeks IV, blz. 123.

overeenbrenging gemakkelijk geschieden. Dwalingen, misslagen, zelfs misbruiken kunnen in de ruimste mate worden hersteld onder een stelsel van eigendom waarbij het openbaar belang boven alles staat, niet kan stooten op een onwrikbaar privaat recht; waarbij er onophoudend toezicht wordt uitgeoefend en waarbij het minst mogelijk ruimte overblijft voor het *onherstelbare*. Dat wordt mij ingegeven door mijne voornaamste conclusie, welke verder breeder wordt verklaard.

Toch kan Staatsdomein samengaan met het concessiestelsel, maar beperkt door de redematige behoeften van het openbaar belang en zonder dat *a priori* en stelselmatig concessie wordt gelijkgesteld met privaten eigendom. Dat wordt hier in bijkomende orde behandeld.

Van nu af aan mag er worden gewezen op de gewichtige algemeene uitslagen die zijn te verwachten van het invoeren van het beginsel der domanialiteit, onverminderd de oplossing van twistvragen van louter privaat recht.

1. Om de mijn thans te doen overgaan in Staatsdomein en opdat zij door hem kunne ontgonnen worden, moet de Staat, die concessie aanvraagt, al de vormen voor eene gewone aanvraag in acht nemen, en er bestaat geene zekerheid dat hij ze zal verwerven. Hij moet berusten in de beslissing van den Raad der mijnen, zoo deze de vraag om concessie verwerpt, bij voorbeeld wanneer hij de industrieele bevoegdheid van den Staat betwist. De wetgevende macht heeft ten opzichte van dien Raad niets anders dan een recht van *veto*, wanneer deze de aanvraag heeft ingewilligd. Het belang van den Staat kan, bij het ontginnen van mijnen stuiten op het onweerstaanbaar verzet van een door de uitvoerende macht aangesteld college, zonder hoegenaamde tusschenkomst der Wetgeving, of toegeven tegenover zekere voorrechten. Vooral met het oog op de toekomst, is dergelijke toestand niet te wettigen en niet aan te nemen. Onder het stelsel van domanialiteit verzet niets zich tegen ontginning door den Staat of door eene openbare instelling, in den aard van de Maatschappij der Buurtspoorwegen.

2. Het invoeren van domanialiteit hadde aanleiding gegeven tot eene nieuwe richting. Dringende plichten van den Staat, bij voorbeeld het verkennen van den bovengrond en van den ondergrond des lands, bleven dan niet overgelaten aan de private nijverheid, alhoewel zij van wetenschappelijken, economischen en socialen aard zijn, Reeds in 1877 zouden die plichten zijn vervuld, toen de heer Dumont zegde : «In 't belang der wetenschap, zou de Regeering eenige boringen moeten doen, of aanmoedigen, in de provinciën ten Noorden van België, tot aan de primaire gronden. Deze boringen zouden in elk geval kostbare inlichtingen verschaffen voor de aardkunde, en tevens eene oplossing geven aan het vraagstuk van 't bestaan van een kolenbekken ten Noorden van België (1). »

Die onderzoekingen moesten geene twintig jaren worden uitgesteld en zouden over 't geheel beter zijn geweest dan die welke werden verricht :

---

(1) A. Dumont, *Notice sur le nouveau bassin houiller du Limbourg hollandais*, 1877.

« Het ware te wenschen dat de Regeering er zich mede inliet, op zulke wijze dat deze studie alle wenschelijke wetenschappelijke waarborgen zou opleveren (1). »

« Deze onderzoekingen zouden geschied zijn in 't belang des lands en niet in een privaat belang (2).

» Zij zouden veel volledíger geweest zijn en de Maatschappij van aardkunde heeft de Regeering dienaangaande plechtig verwittigd (3).

» De onderzoekingen verschillen grootelijks, naar gelang zij uitgaan van het openbaar dan wel van het privaat belang (4).

» Zoo in Belgisch Limburg als in de provincie Antwerpen, schrijft de heer Harzé in 1905, werden 64 boringen gedaan. 'tIs te begrijpen, dat waren de onderzoekingen stelselmatig gedaan, met eenen geest van eenheid die alle mededinging uitsluit, een dertigtal boringen het Kempisch bekken beter hadden bekendgemaakt dan het thans is (5). »

In Nederland, waar de Staat zijn domein beschouwt als een voorraad en de ontginning niet hoeft te verhaasten, doet hij stelselmatig verkenningen. De ingenieurs beschouwen het lastkohier voor de boringen, opgelegd aan de private nijverheid waartoe hij zich wendt, als een meesterstuk. In België werd geene enkele stelselmatige eenheidsmaatregel van dien aard genomen (6). Krachtens het recht van den eigenaar, werden bij voorbeeld de boringsgaten in de Kempen gestopt, zonder bijzondere voorschriften en zonder hoegenaamd toezicht voor eene goede verrichting.

Zonder den roem van sommige onderzoekers te miskennen, noch het werk, door de private nijverheid verricht, is men gerechtigd de onthouding van den Staat te bestrijden, omdat deze zich thans bevindt tegenover de eischen van aanvragers voor meer dan 80,000 hectaren, die zich allen beroepen op den titel van ontdekker.

3. Reeds sedert vele jaren kon de Staat het verlangen van de meest bevoegde mannen bevredigen, hadde hij zelf een of meer putten geboord; daardoor konden het land en de Kamers worden ingelicht over de voorwaarden waarin het nieuw bekken kon worden ontgonnen. Wordt het vergunningsstelsel behouden, zoo kon hij op stellige grondslagen den tijd voor den aanvang der ontginning bepalen, in plaats van dezen bij de wet zoo lang te maken dat men, zooniet door het ontoereikende der studiën, kon uitleggen het overgroot verschil tusschen den tekst van de artikelen 14 en 23 des ontwerps en de voorstellen van den Raad der mijnen. Door die onzekerheid moeten onvermijdelijk de ontginning der lagen, de toekomst der streek, 's lands voorspoed lijden. Zooals men verder zal zien, heeft de Pruisische regeering intusschen proefondervindelijk bewezen wat de Staat vermag,

---

(1) Lhoest, *Probabilité de la présence du terrain houiller au nord du bassin de Liége*, 1899.

(2) *La géologie et la reconnaissance du bassin houiller*, par Lhoest. Habets, Form, blz. 41.

(3) *Ibid.*, blz. 48.

(4) *Ibid.*, blz. 55.

(5) Harzé, *Le bassin houiller du Nord de la Belgique en* 1905, blz. 52.

(6) Zie dit lastkohier in de *Annales des mines.*

toen zij den put van Gladbeck maakte; zij rechtvaardigde hare tusschenkomst, bevoegdheid en vlugheid, en gaf ons daardoor eene groote en vernederende les.

4. De bekrachtiging der domanialiteit zou tot natuurlijk gevolg hebben een stelsel van waarborgen voor het openbaar belang, dat blijkbaar niet bestaat met het overwegend stelsel van privaten eigendom en private nijverheid, en dat is de meest tastbare onvolmaaktheid van het wetsontwerp. In dit laatste hangt alles af van de Regeering en elke daad der Regeering kan volstrekt onherstelbaar zijn. Bij de wet wordt geene grens gesteld aan de uitgestrektheid van het domein, waarvoor concessie kan worden verleend, en niets van den ondergrond van die twee provinciën wordt als onafstaanbaar voorbehouden.

5. Is eenmaal de mijn geconcedeerd, dan berust alles op het privaat belang, dat wordt ondersteld gestadig overeen te komen met het openbaar belang. Zelfs wordt er geene verplichte naasting bedongen, wat veroorloven zou dwalingen en misslagen goed te maken, en wat voor het land de toekomst zou voorbehouden.

6. Onderstelt men integendeel, dat met het domaniaal stelsel de eeuwigdurende concessiën worden gehandhaafd, dan zal het billijk zijn deze concessiën toe te staan door eene afzonderlijke wet, die bij voorbeeld concessie zou veroorlooven in 't algemeen belang en de keus van den concessiehouder overlaten aan de machten die ze thans aanduiden. Elke concessie zal worden beschouwd als eene vermindering van het openbaar eigendom, en het beding van naasting daarvan onafscheidelijke zijn. De domaniale voorraad zal te allen tijde bestaan uit gansch het niet geconcedeerd domein, en telkens als de wetgever wordt aanzocht er een deel van af te staan, zal hij, na alle inlichtingen te hebben genomen, het recht bezitten om dien voorraad definitief en onherroepelijk te maken en de macht hebben om het doelmatig te doen, zonder gevaar te loopen te laat tusschenbeide te komen. Het zal ook billijk zijn het stelsel van openbare aanbesteding te bestudeeren in natuurlijk verband met Staatsdomein; dat kan voor het land van belang zijn, niet enkel met het oog op de cijnzen, maar ook op den duur der concessiën.

§ 2. CRITIEK DER ALTIJDDURENDE CONCESSIËN.

De Memorie van Toelichting tracht de toeëigining der mijnen aan private personen te wettigen. De wetgever van 1810, uitgaande van het hoofdbeginsel der wet van 1791, neemt aan dat men, zonder gevaar en met goed gevolg voor allen, de taak om de mijnen te ontginnen en het volk te bevoorraden mag toevertrouwen aan den ondernemingsgeest van bijzonderen. « Dit beginsel houdt nu een eeuw lang stand en de ondervinding bewijst dat het, verre van verwerpelijk, zelfs doeltreffend is. Onze steenkolenmijnen hebben voortdurend en geleidelijk hoe langer hoe meer voortgebracht; behalve dat zij aan de behoeften van het binnenlandsch verbruik

konden voldoen, brachten zij in ruime mate bij tot de bevordering van onzen internationalen handel ». Aldus wordt door de Regeering het beginsel van den persoonlijken eigendom voorgoed gevestigd, zóó dat het zelfs niet kan betwist worden; zij schrijft er eene uitwerking aan toe, die in de eerste plaats het gevolg is van oorzaken, eigen aan de samenleving zelve, en den zelfden invloed uitoefende op de voortbrengingskracht der ontginning van Staatswege in Pruisen en der tijdelijke verpachtingen in Engeland, namelijk de trapsgewijze uitbreiding van de vertierwegen, de overvloed en de toenemende veiligheid der kapitalen. Wat de verschillende stelsels vooruit heeft geholpen, dat is de vooruitgang der metaalnijverheid, van de grootnijverheid, van de spoorwegen, van den buitenlandschen handel, dat is de vrede, de veiligheid die den ondernemingsgeest aanprikkelde. In Frankrijk, niettegenstaande de volstrekte waarborgen van het eigendomstelsel, dat men toen noodig kon oordeelen, brachten de kolenmijnen in 1810 niet meer op dan 774,000 ton, of minder dan er verbruikt werd; de toeneming gaat zoo traag dat zij in 1820 slechts 1,094,000 ton en in 1830 1,863,000 ton opbrengen. In België bedroeg de algemeene opbrengst, in 1815, 1 millioen 500,000 ton; in 1829 was zij geklommen slechts tot 2,000,000 ton; tusschen 1835 en 1840 gaat de vooruitgang der spoorwegen en der metaalnijverheid over tot de kolennijverheid. De hierbijgevoegde afbeeldingstabellen doen den beslissenden invloed van de vertierwegen, dat is van de samenleving zelve, wonderwel van dan af uitschijnen. In 1810 immers neemt het tijdvak der machine's in de fabrieken eerst aanvang; in België dagteekent de eerste van 1803, de eerste coke-hoogoven dagteekent van 1823 en de eerste spoorweg van 1834-35.

Wat den ondernemingsgeest en de veiligheid betreft, heeft de groote economist van 't begin der XIXe eeuw, J.-B. Say, sprekende over den interest der kapitalen, den toestand van het Keizerrijk in vreeselijke trekken geschetst: « De nijverheid, aangemoedigd bij den aanvang zijner regeering, werd weldra gedwarsboomd door oorlogen zonder grondige redens, door fiscale maatregelen zonder waarborg. Waarom zou men duur betalen voor het huren van een werktuig dat men, door welk middel ook, niet met veiligheid kon bezigen? » (1).

Malherbe, de geschiedschrijver van de kolen in het land van Luik, heeft de wisselvalligheid en de onzekerheid van dien tijd beschreven en aangetoond welke vooruitgang volgde op het sluiten van den vrede (2) :

---

(1) J.-B. Say. *Cours complet d'économie politique*, uitg. Guill., I, 83. Lees zijn oordeel over Napoleon : *OEuvres diverses*, uitg. Guill., bldz. 456. Men zou zelfs dat oordeel moeten overdrukken in alle handboeken voor geschiedenis, om in ons land eene misplaatste vereering van een rampzalig man uit te roeien.

(2) Malherbe, *Mémoire couronné*, blz. 352 en 454.

BELGIË (1).

Jaar.	Kracht der machine's bij de nijverheid.	Gezamenlijke kracht der machine's.	Gemiddelde voortbrenging van ruw gietijzer.	Uitbreiding der spoorwegen.	Voortgebrachte hoeveelheid kolen.
	Paardenkracht.	Paardenkracht.	Ton.	Kilometer.	Ton.
1815					1,500,000
1829					2,000,000
1830	10,500		150,000		
1831					2,305,016
1835				14	
1838		25,312			
1840	50,435				3,929,963
1846				577.	
			184,000		
1850		54,055			5,820,588
1856	71,685		284,280	1,333	
1860		161,809			
1866	146,592		442,052	2,250	9,610,895
1870	175,723				13,697,118
			548,786		
1880	279,986	607,142		3,308	16,866,698
			750,317		
1890	380,933			3,836	20,365,960
			904,783		
1900	647,378	1,408,941		4,636	23,796,680

ENGELAND EN IERLAND (2).

1838	75,083				
1840			1,396,000		34,572,000
1845			1,512,000	4,082	
1850					45,328,000
1854			3,069,828	13,474	
1861	375,200		3,803,390		86,829,381
1869				21,386	
1876	2,000,000	7,000,000	6,555,997	26,819	134,125,166
1880				28,854	
1885	3,100,000	9,700,000	7,297,295		159,351,418
1890			8,245,336		181,786,871
1891	3,500,000	11,100,000			
1900			9,300,000		225,181,300

(1) Briavoine, *L'Industrie en Belgique*, I. — Heuschling, *Statistique de la Belgique.* Exposé de la situation du Royaume, 1856-1896. — Harzé, *Rapport annuel de la statistique des mines.* — *La Belgique. Institutions, industrie, commerce*, 1830-1905.

(2) *Statistical abstracts.* — Nottebohm, *Rapport sur l'industrie houillère dans les Iles britanniques.* — *Future positionof the principal iron production of the world*, by Atkinson. — Mulhall, *Progress of the world.* — Conrad et Lexis, *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, verbo *Maschinen.* — *Final report of the commission of coal supplies.*

DUITSCHLAND (1).

Jaar.	Gezamenlijke kracht der machine's. (Pruisen).	Spoorwegen.	Voortgebracht gietijzer.	Voortgebrachte kolen in het Saardal.	Voortgebrachte kolen in 't gheel.
	Paardenkracht.	Kilom.	Ton.	Ton.	Ton.
1837	7,355				
1845	21,716	2,143			3,500,000
1850				593,856	
1854		7,826	261,533		
1855	61,945				
1860	142,658		395,741	1,955,961	16,730,000
1865		13,900			
1870			1,155,596	2,734,019	34,003,000
1875	632,087				
1880	985,193	33,634	2,729,038	5,211,389	59,118,000
1890	1,773,454		4,658,000	6,212,540	70,238,000
				9,025,072	109,225,000
1900			8,423,000		

FRANKRIJK (2).

Jaar.	Kracht der machine's bij de nijverheid.	Spoorwegen.	Voortgebracht gietijzer.	Voortgebrachte kolen.
	Paardenkracht.	Kilometers.	Ton.	Ton.
1789			69,000	450,000
1802				844,000
1810			90,000	774,000
1815				882,000
1820			112,000	1,094,000
1830		23		1,863,000
1840	34,350	435	347,700	2,895,000
1850	66,642	3,010	405,000	4,252,000
1860	180,555	9,440	898,000	8,056,000
1869	320,447	17,110	1,381,000	13,140,000
1880	544,152	25,921	1,725,000	18,805,000
1884	683,000	31,225		
1890			1,962,000	25,591,000
1900			2,699,000	32,587,000

Als argument tegen den Staat, heeft men ingeroepen dat het Roerbekken, ontgonnen door maatschappijen, veel rapper te waarde werd gemaakt dan het Sarrebekken, ontgonnen van Staatswege. Ging het eerste bekken spoediger vooruit, dan is het te wijten aan het toenemen van den verkoop :

---

(1) Conrad et Lexis, Ad. Nottebohm, *Rapports sur l'industrie houillère dans les Iles Britanniques.* — Villain. *Le fer, le houille et la métallurgie.*

(2) Villain, *Le fer, la houille*, enz. — De Foville, *La France économique.*

« De gelijktijdige toeneming van de metaalnijverheden en van de koolnijverheid, heeft zekere gedeelten van Duitschland als hertooverd, zegde Blondel. In het vierkant van 65 kilometer lengte op 30 breedte, gelegen tusschen Munchen-Gladbach, Dortmund, Duisburg en Keulen, is de bevolking met 80 t. h. aangegroeid tusschen 1875 en 1895. Men vindt er thans zeven steden met eene bevolking van meer dan 100,000 inwoners (1). » De vooruitgang in het Sarrebekken sedert 1850 is het gevolg van de uitbreiding der spoorwegen en van het verbruik van kolen bij de metaalnijverheid. Overigens, niets is gevaarlijker dan het miskennen van de echte oorzaken.

In 1835, bij voorbeeld, bracht het bekken van Luik 591,931 ton op, juist zooveel als het Sarrebekken in 1850; welnu, in 1902 bracht het Luikerbekken slechts de twee derden voort van hetgeen het Sarrebekken voortbracht (6,236,460 ton tegen 9,571,647 ton). Bewijst zulks dat het ontginnen van Staatswege beter is? Het bewijst eenvoudig dat de vertierwegen ongelijk verbeterden. 't Is dus de algemeene economische evolutie welke alles vooruithelpt en ondersteunt, en de noodzakelijkheid van een stelsel van altijddurende concessies schijnt hier niet uit. « Men kan, zegde Le Hardy de Beaulieu, een mijnveld beschouwen als een soort van bedoken eigendom, bevattende de waarde die men te danken heeft aan den gemeenschappelijken arbeid van een volk dat, door zijne beschaving, op voorhand aan het mijnveld de veiligheid en den verkoop verzekerde zonder welke de mijn nut- en waardeloos ware gebleven (2). » Men moet er zich dus niet bij bepalen na te gaan welke de invloed is van het wettelijk vergunningsstelsel; men moet nagaan of de rechten en de voordeelen van het land in verhouding staan tot zijn wezenlijk aandeel in den bloei zelve der mijnvoortbrenging, en of het waarborgen van eene altijddurende concessie, al was het ook billijk in den beginne, thans gewettigd is, juist na die proefneming gedurende eene gansche eeuw.

In de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp komt, onder andere, het volgende voor :

« Er valt niet aan de denken, eene nieuwe proef te nemen met het stelsel der wet van 12/28 Juli 1791. *Juist omdat de duur hunner vergunningen beperkt* was onder dat stelsel, hebben de ontginners, om er dadelijk van te genieten en er het grootste voordeel mogelijk uit te trekken. de delfstofafzettingen aan een onherstelbaar verlies blootgesteld. Wat toen gebeurde, zou nog voorkomen, met dit verschil dat, wegens de verbetering van de werkwijze thans veel grootere schade zou worden berokkend dan het den ontginners in de XVIII^e eeuw mogelijk was te doen. »

Erger de waarheid miskennen kan men niet. Het gebrek der wet van 1791 heeft Stanislas de Girardin doen uitschijnen in deze bewoordingen : « Zij huldigde een misbruik waarvan de gevolgen uiterst jammerlijk waren en namelijk, de ontginning maar toe te laten tot 40 meter onder grond. Op die

---

(1) BLONDEL, *L'Essor industriel de l'Allemagne*, blz. 47.

(2) LEHARDY DE BAULIEU, *La propriété et sa rente*, blz. 144.

wijze liet zij de eigenaars van den bovengrond vrij, tot die diepte te graven om de delfstof en de kolen uit te halen. Die vrijheid heeft talrijke onregelmatige mijnontginningen in 't leven geroepen, welke nadeeling zijn voor hen die ze ondernemen, de regelmatige werken onmogelijk maken, de mogelijk aangevangen werken gevaar doen loopen en voor altijd in den schoot der aarde schatten laten steken waarvan het uithalen daardoor op onoverkomelijke moeielijkheden stuit. » Het misbruik vloeit dus voort niet uit de tijdelijke concessie, maar wel uit de altijddurende vergunning. Het is de eigenaar van den bovengrond die, steunende op den jammerlijken tekst der wet van 1791, op buitensporige wijze dat domein, niet meer dan 100 voet diep, heeft ontgonnen, domein waarvan de wetgever de fout beging hem het genot af te staan, en waarvan de beperktheid in oppervlakte, ten gevolge van de verdeeling der erven, en in diepte ten gevolge van de wet, slechts beperkt genot kon verschaffen. De wetgever heeft vertrouwen gekoesterd; leverde hij immers die rijkdommen niet over aan den privaten eigendom? Bezield door de abstracte opvatting van het recht en door het optimisme der theorie, vergat hij dat de eigenaar kan bezwijken aan zijne overhaasting om te genieten, en de latere belangen opofferen aan het onmiddellijk belang.

Die eigenaars van den bovengrond hebben wij opnieuw aan het werk gezien tijdens de stelselmatige en verfoeielijke verspilling van het ijzererts, na de toepassing der wet van 21 Mei 1837 die het concedeeren daarvan schorste. Verschrikkelijke getuigenissen werden er tegen ingebracht, en de laatste verslaggever, de heer Descamps, aarzelde niet die vernielingsontginning van de ijzermijnvelden, overgelaten aan de eigenaars van den bovengrond, met het woord plundering te bestempelen(1). En nochtans, alhoewel men niet aarzelt om het stelsel der tijdel jke concessies met zulke onrechtvaardige strengheid af te keuren, denkt men er zelfs niet eens aan, in het wetsontwerp eene bepaling op te nemen, welke ten minste de vertolking zou zijn van het leedwezen van de schuldige wetgevers, die, 68 jaar lang, de ijzermijnen op schandige wijze lieten verspillen door de eigenaars van den bovengrond. Het oogenblik zou waarachtig slecht gekozen zijn, om een zegezang aan te heffen ter eere van den privaten grondeigendom met het oog op de mijnschatten. Er is echter nog wat anders. Reeds lang vóór de wet van 1810 was de Regeering verplicht op te treden om die mijnplundering te beteugelen, en, daar zij geen herziening der wet wilde uitlokken, ging zij zelfs zoo verre eene onwettelijkheid te plegen om het sociaal belang te vrijwaren. Dat was het doel en het kenmerk van de *Onderrichting* door den Minister van binnenlandsche zaken gegeven op 18 Messidor jaar IX.

---

(1) « Zij verzaken aan de harde gedeelten der mijnlaag, om enkel de zachtste gedeelten uit te graven; sluiten zij op eene waterwel, dan laten zij een voortaan te lastig werk in den steek en onder water komen; zóó gaan te loor de rijkste mijnvelden die, nooit gekend noch ontgonnen dan door ondernemers die te haastig zijn om winst te maken, enkel het voorwerp zijn geweest van een echte plundering, ten nadeele van de belangen der ijzerfabrieken, van de eigenaars en van het land. » (*Verslag aan de Kamer*, 10 Maart 1874.)

De wet van 1791 onderscheidde de mijnen en graverijen, daarin begrepen kolen, berghars, ijzererts, van al de andere delfstoffen. Deze laatste mochten voortdurend ontgonnen worden door de eigenaars van den bovengrond, zonder eenige toelating; de andere waren integendeel ter beschikking van de natie, in dezen zin dat ze, op eene diepte van meer dan 100 voet, alleen met Staats toestemming mochten ontgonnen worden; tot 100 voet diepte, mochten de eigenaars van den bovengrond het genot ervan hebben, overal waar ze in open lucht en met putten en daglicht konden ontgonnen worden. Wat deed minister Chaptal in zijne onderrichtingen? Om de misbruiken van eigenaars van den bovengrond te beteugelen, vaardigde hij dezelfde voorbehoedende maatregelen uit voor alle breekbare stoffen, zonder de diepte, waarop zij voorkomen — meer dan 100 voet of minder dan 100 voet — in acht te nemen; zijne technische en economische redenen zijn duidelijk uiteengezet in deze bewoordingen : « De delfstoffen die uit eigen aard een overgroot belang opleveren voor de samenleving en waarvan de meest gewone ligging alsmede de natuurlijke vermenging en verbindingen, voor gevolg hebben dat zij niet kunnen uitgehaald en voordeelig bewerkt worden, *zonder de mijn-werkwijzen en groote werktoestellen welke niet binnen het bereik van al de burgers liggen,* zijn begrepen onder artikel één der wet van 28 Juli 1791... » Uitgaande van die algemeene beweegredenen, welke niets gemeen hebben met de diepte der mijnvelden, komt hij tot het volgende besluit : « *De eigenaars zelf der gronden*, zijn aan dien algemeenen regel onderworpen, *en het hun toegekend genot van de delfstoffen die in hunnen grond kunnen voorkomen tot eene diepte van 100 voet*, belet niet dat zij eraan onderworpen zijn, vermits alle hooger vermelde delfstoffen *ter beschikking van de natie zijn*, en enkel *mogen* uitgegraven worden met Staats toestemming, onder dezes toezicht, *en krachtens eene uitdrukkelijke machtiging, enkel verleend na het volbrengen van de formaliteiten*, door de wet bevolen » (1).

De regeering van 't jaar IX vond dus geen ander hulpmiddel tegen de misbruiken gepleegd door de eigenaars van den bovengrond, dan het nemen van maatregelen krachtens welke zij volkomen aan dezelfde voorwaarden onderworpen waren als de concessiehouders van den ondergrond. Met andere woorden, de feiten getuigen hoegenaamd niet tegen de concessies voor 50 jaar, voorzien bij de wet van 1791, *en het is wel in het concessiestelsel* dat het hulpmiddel werd gezocht tegen de misbruiken van den privaten en altijddurenden eigendom van den bovengrond; en om de waarborgen ervan te verzekeren, — zóó dringend was het noodig tusschen te komen — aarzelde Chaptal niet, zelfs eene blijkbare onwettelijkheid te begaan. Niets is voorwaar hier meer treffend dan zulks te doen uitschijnen, en zóó schrijft men de geschiedenis, zóó roept men vertelsels in 't leven wanneer men uitgaat van *vooringenomen* denkbeelden.

Na dat alles zal men begrijpen hoe diepzinnig de woorden zijn van den heer P. Splingard die dat vraagstuk zonder vooringenomenheid ook

---

(1) *Verzameling* der wetten, besluiten en onderrichtingen over de mijnen, bldz. 23 en vlg.

bestudeerd had : « Het zal, in de geschiedenis van het recht, steeds een vraagstuk blijven te weten welk lot aan de mijnnijverheid zou beschoren zijn geweest door het stelsel der tijdelijke concessies, voorzien bij de wet van 1791, en men mag te recht betreuren dat de wetgever, *door een volstrekt tegenovergesteld beginsel te huldigen,* in stede van te wachten naar de lessen eener ondervinding welke langzaam werd opgedaan, zijne rechten, *voor altijd,* heeft afgestaan in handen van het privaat belang » (1).

De heer Vandersmissen, eveneens door den schijn bedrogen, schrijft : « Beperkt den duur der concessie en men zal de mijn uitputten, slecht ontginnen, de toekomst in gevaar brengen. *Dat heeft de korttijdige doch afdoende proefneming met de wet van 1791 ons geleerd.* Zegt aan den landbouwer dat hij van de tarwe, welke hij zaait, niet eten zal en hij zal het nog groen afscheeren voor zijn vee. Kortom, het beginsel van den eigendom schijnt ons vruchtbaar bewezen door de ondervinding, en het tegenovergesteld beginsel als valsch en vruchteloos » (2). Wij weten wat er dient te worden gedacht over de afdoende ondervinding van 1791. Maar meent men dat een boer, om van de tarwe te eten welke hij zaait, eigenaar moet zijn van den grond? Evenals Sismondi en Mill vind ik het patriarchaal boeren op eigen grond verlokkend, maar weet men niet dat van de 100 in België bebouwde hectaren, 65,33 aan den boer niet toebehooren? Moeten zij daarom hunne velden kaal scheeren? Emile de Laveleye, die de machtige opvattingen van een groot Staatsman koesterde, wilde het gemeentedomein opnieuw tot stand brengen als noodzakelijke waarborg van een vreedzame evolutie ; zal men het beproeven het bewijs te leveren dat de boeren, zonder eigenaar van het gemeentedomein te zijn, niet evenveel en meer zeker zouden zijn van hunne tarwe te eten dan de huidige pachters?

De Memorie van Toelichting zegt ook nog dat de wetgever van 1810, na den mijneigendom te hebben afgezonderd van den bovengrond, « *redelijkerwijs* verplicht was hem bij het overdragen daarvan aan een nieuwen eigenaar, te beschouwen als altijddurenden eigendom, evenals vóór het afzonderen ». Dit afzonderen werd door het openbaar belang opgelegd en *redelijkerwijs* moest de wetgever de gevolgen van zijn eigen beginsel toepassen ; welnu, het openbaar belang is zelf niet aan onveranderlijke rechtsvormen verbonden, *het is integendeel het openbaar belang dat de wet naar zijne vereischten kneedt,* en uit den tekst van Stanislas de Girardin evenals uit dien van den heer Cattoir is gebleken hoe vrij de wetgever daardoor kon handelen en in welke mate de instellingen zich daartoe leenden : de wet van 1791 is er eene even billijke vertolking van als die van 1810. De toelichting verwart de oorzaak met de gevolgen.

John Stuart Mill, de groote logicus en de uitstekende economist, heeft de beginselen stipt uiteengezet waar hij, in zijn allerlaatste gewrocht (3), handelt over het toeëigenen van den grond. De grond is geen schepping

---

(1) P. Splingard, *Les concessions de mines.*

(2) E. Van der Smissen, *Le régime légal des mines et ses lacunes.*

(3) Nagelaten artikel : *On the property of land* (*Examiner*, 19 Juli 1875).

vanwege den mensch, en het in eigendom nemen, door een privaat burger, van een louter geschenk der natuur, dat door hem niet werd geschapen en even zeer aan anderen toehoort totdat hij er bezit van nam, is bij een eersten oogslag eene onrechtvaardigheid gepleegd tegenover al de andere menschen.

Daar de grond niet gemaakt werd door zijnen eigenaar, noch door niemand van hen die hij vertegenwoordigt, en de private eigendom gerechtvaardigd is door het belang dat de eigenaar erbij heeft om den grond goed te bewerken, zouden de rechten van den eigenaar niet verder moeten strekken dan door hunne bestemming noodzakelijk is gemaakt. Wanneer men de bestaanredenen van eene zaak kent, weet men ook *hoever die zaak moet strekken;* de grenzen van de bestaanreden zouden ook die van de zaak moeten zijn; waar de bestaanreden eindigt, zou ook de zaak moeten eindigen. Past men die redeneering van Mill op de mijnen toe, dan hoeft men na te gaan of de noodige aanprikkeling voor een geregeld ontginnen van eene mijn, toevertrouwd aan het privaat belang, of de normale wijze van beloonen van den arbeid en van uitdelgen der uitgaven moet worden gezocht in de altijddurende concessie, of op die wijze de instelling hare rechtmatige reden van bestaan niet te buiten gaat. « Indien men, bij het bepalen van den duur der concessies op vijftig jaar, zegde Regnault de Saint-Jean d'Angely, gevreesd heeft dat de concessiehouders zich enkel als vruchtgebruikers zouden beschouwen en bijgevolg misbruik zouden plegen om spoediger baten te trekken uit de hun verleende concessie, thans moet die vrees ophouden, nu zij hunne mijnen moeten beschouwen als het erfgoed hunner kinderen » (1).

Dat is de grondigste stelling van 1810. Maar is een altijddurend recht wel noodig om bedoelde vrees te verjagen? En zouden wij, om te vermijden dat men misbruik maakt van een beperkt recht welk alleen billijk zou zijn in sociaal opzicht, verplicht zijn de uitgestrektheid van het recht zelf te overdrijven?

De studie der Engelsche wet doet, benevens de grondige gebreken van het beginsel dat de eigenaars van den bovengrond tevens eigenaar van de mijnen zijn, ook die van de verpachtigen voor te korten tijd uitschijnen; daaruit volgt nochtans niet op zich zelf, de veroordeeling van de mijnondernemingen met beperkten duur; de ergste misbruiken van het stelsel kunnen immers geweerd worden door een stelsel van concessies van Staatswege. De heer C. Leboutte toont aan dat de rijke mijnvelden in 't Land van Wallis dikwijls slecht worden ontgonnen; de beste lagen worden uitgehaald en een groot gedeelte van de mindere lagen blijft in de mijn steken; hij schrijft die jammerlijke feiten toe aan verschillende oorzaken, onder andere, aan den korten duur der pachten, aan het bestaan van te veel kleine mijnondernemingen met gering kapitaal, aan de zorgeloosheid der eigenaars die geen bepalingen betreffende eene geregelde ontginning in hunne pachtcontracten opnemen; voegt daarbij dit gebrek van het stelsel dat, krachtens zijn recht van aankleef, de eigenaar van den bovengrond, na verloop van de huur, in

(1) Vermeld in het Verslag van den Mijnraad, bldz. 27.

bezit komt van al de inrichtingen, daar de huurder enkel mag wegnemen wat niet nagelvast is (1); dat de cijnzen per ton (*royalty*) of de cijnzen verschuldigd wegens recht van doorgang (*way leave*), over 't algemeen hoog zijn; onvoldoende waarborgen voor de huurders, noodlottige voorwaarden voor de ontginning, zorgeloosheid of bekommering alleen om winst te maken, waarvan de eigenaar te dikwijls blijken geeft, zonder de latere en algemeene belangen in acht te nemen; dat is het gansche stelsel. Het in 1892-1893 ingesteld en hoogst belangwekkend onderzoek over de *royalties*, heeft dat stelsel volkomen in het licht gesteld en het is zeer betreurenswaardig dat zelfs geen ontleding ervan verscheen buiten Engeland (2). In het Land van Wallis zijn de huurcontracten over 't algemeen aangegaan voor een en twintig jaar en de verslagen wijzen er insgelijks op dat die duur door iedereen ontoereikend wordt geacht (3). Zoo begrijpt men de strenge beoordeeling vanwege den heer Leboutte.

In Engeland zijn, over 't algemeen, de huurcontracten gesloten voor 21 tot 63 jaar, en in Schotland voor 20 tot 31 jaar; in het land van Wallis bedraagt de duur slechts 21 jaar zooals even gezegd werd; de huurcontracten gelden soms voor één jaar en duren ook soms 99 jaar (4). De inrichtingen zijn over 't algemeen het werk van den huurder en worden bij het vervallen van de huur, het eigendom van den verhuurder (5). De cijnzen, aan de eigenaars van den bovengrond betaald, bedragen, wanneer de prijzen laag zijn, 6 tot 10 t. h. van den prijs der kolen in Engeland; 10 tot 14 t. h. in Schotland; en, wanneer de prijzen hoog zijn, 5 tot 9 t. h. in Engeland, 9 tot 11 t. h. in Schotland (6). Alleen die voorwaarden zouden, buiten de gebrekkigheid of de ontoereikendheid zelve van de bedingen der huurcontracten, volstaan om de bekommeringen der Staatsmannen te verklaren.

Onder het beheer van een wettelijk stelsel hetwelk in die mate eenvormigheid, met andere woorden, gelijkheid in zake van wettelijke voorwaarden van mededinging mist, hetwelk zooveel invloed laat aan het gemis van vooruitzicht en aan de onzekerheid, dat de evolutie op nijverheidsgebied zich in Engeland voordeed; en de invloed der sociale omstandigheden der overvloedige kapitalen, der ruimere vertierwegen was zóó groot dat, niettegenstaande de gebreken van het stelsel, van 1840 tot 1903, de algeheele hoeveelheid voortgebrachte kolen in het Engelsch Koninkrijk van 34,500,000 ton geklommen is tot 230,300,000 ton, dus met 195,800,000 ton of 568 t. h.;

---

(1) C. Leboutte. *Le bassin du sud du pays de Galles. Annales* van den Bond der ingenieurs uit de Hoogeschool van Luik. XVIII, bldz. 19 en vlg. Lees ook daarover, Aguillon et Pêndolet, *Exploitation et réglementation des mines à Grisou* : Verslag, 1881. — Henri Couriot. *L'Industrie des mines en France et de l'étranger*, 1881.

(2) *Reports of the royal commission appointed to inquire into the subject of mining royalties.*

(3) *Final Report*, bldz. 25.

(4) Id. bldz. 3.

(5) Id. bldz. 6.

(6) Id. bldz. 11.

binnen denzelfden tijd is die hoeveelheid in België geklommen van 3,929,000 ton tot 25,796,000 ton, dus met 19,867,000 ton of 500 t. h.

Het onderzoek over de *royalties* en dit over de *coal supplies*, moesten niet rechtstreeks tot een besluit komen over het stelsel van den eigendom en van de huurcontracten in 't algemeen, doch beide hebben er onvermijdelijk over gewaagd. De verslaggevers van het onderzoek over de *Royalties* hebben het vraagstuk van het overdragen van den eigendom der mijnen aan den Staat, niet willen behandelen ; daartoe steunden zij op de uiteenloopende leerstelsels bij de getuigen tijdens hun onderhoor vastgesteld (1). Betreffende de huurcontracten, wijzen zij op den wensch der huurders om huur te bekomen met den langst mogelijken duur; voor het overige vragen zij enkel meer gemak voor de vruchtgebruikers van de mijnen bij het opmaken van de huurcontracten; en het recht om huurcontracten voor langeren duur aan te gaan, voor de openbare besturen en de genootschappen die mijnen bezitten (2).

Wat aangaat de commissarissen bij het onderzoek van 1901-1905 over den kolenvoorraad van het Engelsch Koninkrijk, alhoewel zij vooral bekommerd zijn om het verkwisten van de mijnen te voorkomen, gaan zij zoo verre dat zij in hunne besluiten zeggen : « Wat betreft de getuigenissen over den duur en de huidige bepalingen der mijnpachten, zijn wij niet overtuigd dat het noodig zij dat de wetgever zich bemoeie met de rechten van den eigenaar, om de verspilling te voorkomen » en zij bepalen zich erbij, de wenschen van de commissarissen bij het onderzoek, dat vroeger plaats had, betreffende de vruchtgebruikers aan te teekenen (3).

Keert men terug tot het grondig beginsel van Mill, dat eene instelling niet verder moet strekken dan de redenen die ze deden aannemen, dan moet men bekennen dat, onder de omstandigheden voortvloeiende uit de economische evolutie der gansche XIX^e^ eeuw, de altijddurende concessies niet te rechtvaardigen zijn. Ik heb bewezen hoe zeer, bij den aanvang dezer eeuw, die volstrekte waarborg van den eigendom nog ondoelmatig en ijdel was tegenover de onzekerheid van de vertierwegen en de onzekerheid van den verkoop, door J.-B. Say zoo goed beschreven. Thans, dank aan het gestadig uitbreiden van de vertierwegen, de toenemende zekerheid der geldbeleggingen, kan een houder van concessie voor een beperkten tijd, hebbende den gemiddelden voorzorgsgeest dien de wetgever het recht heeft hem toe te kennen, veel duurzamere en veel voordeeligere uitslagen bekomen. Door de syndicaten zelf toe te laten — zoo men ze hier nagaat enkel van het standpunt van den concessiehouder — doet de *Toelichting* de onzekerheid verdwijnen, die naar zij denkt nog voortvloeit uit eene buitensporige mededinging (4). In zake van uitdelgingen, heeft Devillez

---

(1) *Final report on Royalties*, bldz. 16.

(2) Id. bldz. 80-81.

(3) *Final report of the royal commission on coal supplies*, 1905, bldz. 6, n^r^ 59.

(4) De voorstanders van de altijddurende concessies gevoelen zoowel hoe zeer deze concessies van 1810 in verband staan met den economischen toestand, dat een hunner het volgende schrijft : Men zou eerst de Fransche wet van 1791 kunnen aanhalen, die den duur van-

duidelijk de beginselen in herinnering gebracht : de uitgaven tot eerste inrichting worden verdeeld over den ganschen duur der ontginning; die voor de verschillende verdiepingen moeten gedekt worden door de opbrengst dier verdiepingen; elk jaar worden volgens het boekhouden in de mijnen, zelfs de buitengewone werken uitgedelgd (1). Voor het uitdelgen van de werken tot eerste inrichting is een onbeperkte duur der concessie hoegenaamd niet noodig; als afdoende voorbeeld ware het voldoende eene huidige proefneming aan te halen : De *Compagnie fermière der kolenmijnen van Prokhorow*, waarvan de ligging veel minder gunstig is dan België, belast met hoogere cijnzen, is gelukkig eene pacht van vijf en twintig jaar te bezitten, die bij haar verloop kan worden vernieuwd voor een gelijken duur; 't is het stelsel der wet van 1791, nog veel verzacht. Ongetwijfeld is aan de in pacht houdende Maatschappij de last niet opgelegd, de uitgaven tot eerste inrichting uit te delgen, maar zij kondigt het boren aan van een middenput, bestemd om de voortbrenging merkelijk te vermeerden en waarvan zij al de kosten moet afdragen. Niets wettigt, onder die verschillende omstandigheden, het veranderen van eene *tijdelijke* concessie in eene altijddurende concessie. Ongetwijfeld zijn de uitdelgingen berekend voor een tijdperk van vijf en twintig jaar; in een nota worden de namen van de meest ervaren bestuurders vermeld (2).

---

den eigendom op 50 jaar bepaalde en in 1810 vervangen werd door eene wet welke het stelsel der altijddurendeconcessies invoerde, *doch men zou daartegen inbrengen dat de nijverheid* nauwelijks was ontstaan en dat de woelige tijden van Revolutie en keizerrijk niet geschikt waren om den ondernemingsgeest aan te moedigen. Men zou ook in herinnering kunnen brengen dat in Algeriën, na vooreerst den duur der *concessies* te hebben beperkt tot 99 jaar, men ze daarna moest verleenen voor altijd om ondernemers te vinden; maar men zou ongetwijfeld antwoorden dat de eerste tijden na de verovering niet gunstig waren voor mijnondernemingen. (Lambert, *Revue d'Économie politique*, 1895, bldz. 630.)

(1) Devillez, *De l'exploitation de la houille à mille mètres*. 1859.

(2) *Nota over de kolenmijnen van Prokhorow*. (Maatschappelijke zetel, Brussel. *Staatsblad*, 10 November 1905.)

Kapitaal. — Het maatschappelijk kapitaal is bepaald op drie millioen vijf honderd duizend frank en verdeeld in zeven duizend bevoorrechte aandeelen van vijf honderd frank ieder.

Daarenboven worden er vier en twintig duizend gewone aandeelen gemaakt zonder aanduiding van waarde, waarvan de rechten en voordeelen hieronder zijn bepaald.

Verdeeling der winsten. — Het batig slot der balans, na aftrok van alle maatschappelijke lasten en de noodige uitdelgingen, maakt de zuivere winst der Maatschappij uit.

Van die winst wordt afgetrokken :

1° Vijf ten honderd voor het tot stand brengen van een reservefonds. Die som moet niet meer afgetrokken worden, zoodra de reserve, door de wet vereischt, het tiende van het maatschappelijk kapitaal bedraagt;

2° Het zooveelste bepaald door de wetten van het Russisch Keizerrijk ten voordeele der Kroon, op de winsten der naamlooze vennootschappen;

3° De noodige som om elk jaar een zeker getal bevoorrechte aandeelen uit te delgen, derwijze dat die aandeelen op vijf en twintig jaar uitgekeerd zijn.

Die som zal van jaar tot jaar eischbaar zijn en worden besteed aan het inkoopen van aan-

Het is billijk en nuttig voor een land, het privaat belang onophoudelijk aan te prikkelen, en, tot het einde toe eener tijdelijke concessie, het aanwenden van kapitalen uit te lokken, geschikt om het voortwerken in de toekomst mogelijk te maken; maar daartoe volstaan bepalingen als die welke de heer Harzé heeft voorgesteld : toekenning van eene voorkeur aan den eersten concessiehouder, indien hij blijken gaf van voorzorg in het beleid van zijne onderneming; overname, volgens schatting, van al de inrichtingen, alle werken en alle materieel welke voor het voortzetten van het werk nog nuttig mochten bevonden worden. Dat ontbreekt in de Engelsche huurcontracten. Deze laatste bepaling diende zelfs te worden beschouwd als zijnde opgelegd door de *openbare orde*, zonder dat de overheid, die concessie verleent, er ooit kan van afwijken. Met het stelsel van den persoonlijken eigendom, zijn de grondpachters er verre van af, voor-

---

deelen, indien de Raad er kan vinden tegen of onder pari, of, zijn er geen te vinden, aan het uitkeeren van aandeelen tegen pari en bij uitloting.

Elk ingekocht of uitgekeerd bevoorrecht aandeel wordt vervangen door een gewoon aandeel; de gewone aandeelen, die de ingekochte vervangen, blijven eigendom der Maatschappij;

4° De noodige som om aan de niet uitgekeerde bevoorrechte aandeelen een eerste dividende van zes ten honderd op hun volstort kapitaal toe te kennen.

Van het overige wordt tien ten honderd toegekend aan de leden van den Beheerraad en aan de commissarissen; onderling te verdeelen, zonder dat de wedde van een commissaris het derde der wedde van een beheerder mag overtreffen.

Het overschot wordt verdeeld onder al de titels, zonder onderscheid van soort.

Het staat evenwel de algemeene vergadering vrij te beslissen dat van de winst sommen zullen genomen worden welke zij noodig acht voor het tot stand brengen van een bijzonder voorzorgfonds.

Doel der maatschappij. — De pachtende maatschappij heeft ten doel, de ontginning der concessies van de naamlooze vennootschap der kolenmijnen van Prokhorow.

Die concessies, nagenoeg de 2,200 hectaren beslaande, zijn gelegen bezuiden het Donetz-dal, in het arrondissement Taganrog.

Ze zijn doorsneden door de spoorlijn van Mouchketow op Elenovka-Mariopol en door de vertakking naar Tchoulkow.

Eene statie is gelegen op het domein en twee andere staan heel in de nabijheid. Verminderde tarieven bestaan voor den uitvoer over de haven der Azof-zee.

De kolen van Prokhorow zijn half-vette kolen, met 17 tot 21 t. h. vluchtige stoffen. Hare degelijkheid en buitengewone zuiverheid maken dat daaraan de voorkeur wordt gegeven boven andere kolen en wel voornamelijk door spoorwegmaatschappijen.

Door het inrichten van een middenput voor ontginning zal men de voortbrenging merkelijk kunnen verhoogen; gedurende het jongste dienstjaar bedroeg zij nagenoeg 170,000 ton.

De duur der pacht is bepaald op vijf en twintig jaar, met recht, voor de Pachtende Maatschappij, de pacht te hernieuwen voor een nieuw tijdvak van vijf en twintig jaar. De cijns bedraagt enkel 25 centiemen per ton uitgedolven kolen, met een gewaarborgd minimum van 60,000 frank voor de eerste vijf en twintig jaar, en van 100,000 frank voor de volgende vijf en twintig jaar.

De Pachtende Maatschappij bekomt dus, in bijzonder gunstige voorwaarden, de onmiddellijke ontginning van een uitgestrekt domein en wij mogen op zeer voordeelige uitslagen rekenen, vooral indien men rekening houdt met het betrekkelijk gering kapitaal der nieuwe Maatschappij.

De Beheerraad.

waarden te genieten die zoo voordeelig zijn voor de voortbrengingskrachten.

Is aan het privaat belang dat stelsel van waarborgen gegeven, dan dient daarna te worden gedacht aan de waarborgen voor het land. Men zegt ons dat *de verbetering van de werktoestellen zou veroorloven, heden veel meer kwaad te doen dan de ontginners in de XVIIIe eeuw wel vermochten.* Men vergeet dat, dank aan den vooruitgang der mijnkunde, maatregelen en werkwijzen kunnen opgelegd worden, die men nooit had kunnen eischen van de mijnondernemers in de XVIIIe eeuw. De verplichting voor den concessiehouder, door de onderrichting van 18 messidor jaar IX, reeds opgelegd om te werken *op de voor de samenleving meest voordeelige wijze*, zal, dank aan den vooruitgang der wetenschap, een veel meer bepaalden aard hebben en veel strenger en zekerder bekrachtigd worden. De heer Harzé opperde de gedachte het bestuur te machtigen tot het verdeelen van het vergunde mijnveld in stroken door horizontale vlakken op bepaalde diepten getrokken, en het overgaan van de eene strook naar de andere slechts toe te laten na voldoende uitdelving van de eerste bewerkte stroken; de gedachte den concessiehouder te verplichten, al de ontginbare lagen uit te delven en eene laag ontginbaar te verklaren slechts wanneer de waarde der kolen niet opweegt tegen de uitdelvingskosten. Niets kenmerkt beter hoe nauwkeurig dergelijke bepalingen en de bekrachtigingen daarvan kunnen zijn dan het onlangs gedane onderzoek in Engeland *On coal supplies :* « Onze berekeningen, zeggen de commissarissen ten slotte, betreffende den waarschijnlijken voorraad, steunen grootendeels op de onderstelling dat de huidige ontginningsvoorwaarden zullen voortduren; doch betere stelsels en de toepassing daarvan kunnen voor gevolg hebben, dat eene grootere hoeveelheid kolen worden uitgedolven dan die welke, naar onze schatting, nog zou kunnen uitgedolven worden. En de commissarissen ontleden achtereenvolgens nauwkeurig al de mogelijke verbeteringen : het verminderen van den voor het uitdelven vereischten rijkdom der kolenlagen dank aan den vooruitgang der mijnkunde (1), het mogelijk verminderen van de hoeveelheid verspilde kolen (2); al den vooruitgang verwezenlijkt voor het bezigen van de kolen van mindere hoedanigheid welke thans dikwijls in de mijnen worden achtergelaten, en tot het uitdelven daarvan aanzettende (3); het steeds meer bezigen, voor het uithakken, van machine's met luchtdrukking of electriciteit waardoor de hoeveelheid kolen, die men met den heer Harzé, moet beschouwen als niet uithaalbaar uithoofde van de kosten, steeds geringer zal worden (4).

Al die gevolgtrekkingen der ervaring en der wetenschap kunnen, in de concessieakten, één voor één worden uitgedrukt door verplichte bepalingen. Om die redenen is het eene loutere scherts, eene echte miskenning van de wetenschap, ervan de verderfelijke macht te maken ten dienste van de

(1) *Final report on coal supplies*, §§ 25 en volgende.
(2) *Ibidem.*, §§ 51 en volgende.
(3) *Ibidem*, § 58.
(4) *Ibidem*, §§ 25 en volgende.

willekeur en de hebzucht der ontginners. Zij is integendeel, naarmate hare billijke vooruitzichten verder strekken, het opperste licht dat de regeeringen moet voorlichten en de misbruiken van de hebzucht der personen belet met eene steeds toenemende zekerheid en eene voor het land steeds meer heilzame doelmatigheid.

De tegen die bepalingen ingebrachte redenen gaan uit van beschouwingen die moeten onderdoen voor de hoogere belangen der samenleving.

« Zou men bij voorbeeld, bij het vervallen van de pacht, zoo schrijft de heer Lambert, aan den pachter geen vergoeding kunnen geven voor de werken door hem uitgevoerd met het oog op de toekomst? Ongetwijfeld, maar benevens de moeielijkheid om de werken te schatten, waar zou dan de winst zijn van den eigenaar, van den Staat bij voorbeeld, indien de prijs eener nieuwe verpachting nagenoeg gelijk stond met het bedrag der vergoedingen? » (1).

Daarop dient geantwoord dat het belang der samenleving gewichtiger is dan het belang van den fiscus.

« Indien men, om verspilling te vermijden, den ontginner aan een streng toezicht onderwierp, dat zou enkel tot gevolg kunnen hebben, den prijs der aanbesteding nog te verminderen, want men kan niet, zonder vergoeding, de lasten van den ontginner verzwaren door hem te beletten gebruik te maken van de mijn ten beste van zijne eigene belangen. » De mijn werd hem enkel toevertrouwd opdat hij ervan zou gebruik maken ten beste van de belangen der samenleving.

Uit die gezamenlijke beschouwingen blijkt, volgens ons, dat de proefneming met de wet van 1791 heden, onder de voorwaarden te bepalen door de hedendaagsche wetenschap, zonder vermetelheid kan hernomen worden : bij dien duur van vijftig jaar sluit de heer Hanrez, van wien het voorstel tot herziening van de wet van 1810 uitgaat, zich aan; hij machtigt den onderteekenaar dezer nota het te bevestigen; en heeft de geleerde heer Harzé gemeend een langeren duur te moeten stellen, dan durf ik zeggen dat de gezamenlijke bepalingen, die hij zelf voorstelt, gestaafd door de vergelijkende studie der feiten, daartoe doen terugkeeren. De jongste mijnwet, die van Rumenië, heeft de tijdelijke concessie gehuldigd en ze bepaald op vijf en zeventig jaar; eene der meest belangwekkende wetten, waarvan verder wordt gesproken, namelijk de Luxemburgsche wet van 1874, eischt dat elke concessie uit krachte van eene wet worde toegekend en machtigt dus den wetgever om daartoe de voorwaarden te bepalen, die ten voordeele van het algemeen belang door de wetenschap noodzakelijk zijn gemaakt.

De schrijver van eene studie over de Rumeensche wet, de heer Lambert, groot voorstander van altijddurende concessie, getroost er zich nochtans in door te herinneren dat het aannemen van die wet een echte zegepraal is voor de Fransche economische wetenschap (2). Wel is waar, zijn het de

(1) M. Lambert, *Une loi nouvelle sur les mines en Roumanie.* (*Revue d'Economie politique*, 1896, blz. 651).

(2) *Revue d'Économie Politique*, 1896, blz. 628.

meeningen van den heer Gide, van den heer P. Leroy-Beaulieu zelf, die werden ingeroepen ten voordeele van de *tijdelijke concessies*. De heer Seulesco heeft inderdaad, tijdens de beraadslaging, die twee gezaghebbende meeningen ingeroepen in deze bewoordingen : « Ziehier wat de heer Ch. Gide zegt over den beperkten duur, sprekende van Frankrijk waar hij dien zou willen zien toepassen. » De Staat zou, voor al de nieuwe mijnconcessies tot stelregel kunnen aannemen, voor de concessie een beperkten duur te bepalen, 50 en zelfs 99 jaar bij voorbeeld, en, bij haar verloop, die concessies voortaan toe te kennen of te hernieuwen, bij aanbesteding aan de meestbiedenden.

« Voor al de nieuwe mijnconcessies zou de Staat als regel kunnen aannemen, voor de concessie een beperkten duur te bepalen, bij voorbeeld 50 en zelfs 99 jaar, en voortaan deze concessies te verleenen of ze te hernieuwen, wanneer ze afgeloopen zijn, bij aanbesteding aan den meestbiedende. » En daar men beweerde dat de heer Gide socialist is, antwoordde de heer Seulesco : « Wie dat zegt, vergist zich. Gide is een krachtige bestrijder van de omwentelingsgedachten, van het omwentelingssocialisme, van het collectivisme en van alle leerstelsels in strijd met de huidige samenleving. Doch het zij zoo; nemen wij aan dat Gide niet vertrouwbaar genoeg is in zijne leering. Laat ons een ander uitstekend man nemen, een trouwe volgeling van de vrijzinnige staathuishoudkunde, P. Leroy-Beaulieu. Ziehier wat hij zegt over het beperken van den duur der concessies : « Zonder eene bespreking aan te vangen over den eigendom der mijnen en der zoutmijnen, die ongetwijfeld een eigendom van bijzonderen aard is, mag men zeggen dat de Staat er een aanzienlijk belang bij heeft, de kolen- en zoutmijnen te bezitten of te ontginnen, enkel in de eeuwen van onwetendheid en in de arme landen waar de kapitalen zeldzaam zijn en waar de kennis van nijverheidswerkwijzen weinig verspreid is. In andere omstandigheden, doet de Staat beter het genot der mijnen en zoutmijnen voor een bepaald tijdperk te vergunnen en zich een cijns op de zuivere of ruwe opbrengst voor te behouden » (1). De zienswijze van den heer Leroy-Beaulieu is heel zeker belangwekkend, alhoewel hij schijnt daaraan niet getrouw te zijn gebleven. Hij vergist zich echter, wanneer hij denkt dat, in de gevorderde nijverheidssamenlevingen, de Staat geen aanzienlijk belang heeft bij het bezitten en het ontginnen van de mijnen; daartoe gelden nog andere redenen dan die welke hij kan inroepen in de landen die arm zijn of geen vakkennis hebben. En juist daarom verwijzen wij de tijdelijke concessies naar den achtergrond, hoe blijkbaar zij ook kunnen verdedigd worden.

§ 3. VERDEDIGING VAN DE ONTGINNING VAN STAATSWEGE MET HET OOG OP DE VOORTBRENGING.

In haar ontwerp legde de Regeering er zich op toe, de grenzen van Staats tusschenkomst te bepalen, in deze bewoordingen : « Te vergeefs wil men

(1) P. LEROY-BEAULIEU, *Traité de la science des finances*, 5e uitgaaf, I, bl. 96.

Staatstusschenkomst in zake het ontginnen der steenkoolafzettingen door deze beschouwing wettigen, namelijk dat de vergunninghouders, ingevolge de begrensdheid van het te vergunnen mijnveld, een alleenbedrijf hebben. Ook aan bouwsteen, steenklei, vruchtbaren grond, bosschen, wateren is een grens en redematigerwijs, diende op die bronnen van winst hetzelfde beginsel als op de mijnen toegepast. Aldus vernietigt men alle bijzondere werking, zelfs alle bijzondere kracht en behoudt men alleen de werking en de kracht van den Staat, eenigen en almachtigen eigenaar! »

Om de domanialiteit of het Staatsbezit te bestrijden, stelt de Memorie van Toelichting de eigene ontginning van Staatswege tegenover de eigene ontginning door den vergunninghouder. Zijn de vruchtbare gronden, de groeven, de bosschen, met het stelsel van den persoonlijken eigendom, dan wel uitsluitend voor eigene rekening bewerkt? Is het niet algemeen gekend dat 65 t. h. van het bouwland bewerkt wordt door huurders en, al werd dit bij Staatsdomein ingenomen, wie zou den Staat verbieden, hun meer waarborgen te geven dan de huidige tijdelijke bewerkers er thans bekomen? Maar geen enkel vruchtbare grond wordt bij den reeds bestaanden gevoegd, en hier is enkel sprake van een mijnveld van nagenoeg 136,000 ontginbare hectaren. Bij de bovenstaande opgave ziet men over het hoofd de kenmerkende eigenschappen die het Staatsbezit noodig maken : 1° de kolenmijnen zijn in den hoogsten graad *uitputbaar*, terwijl de vruchtbaarheid der landerijen, der bosschen onbepaald lang kan onderhouden worden, dat het water gestadig hernieuwd wordt, dat er eene in verhouding tot de behoefte onbeperkte hoeveelheid steenklei bestaat; 2° de Toelichting vergeet het steeds toenemend veelvuldig verbruik van de kolen in de nijverheid, en de steeds meer ontbetwistbare en, met het oog op de gevolgen, meer erge afhankelijkheid dier onderling verbonden nijverheidstakken van de stelselmatige inrichting van dat verbruik. Het is voldoende hier te wijzen op de instelling, in December 1901, van de Commissie tot onderzoek in Engeland, naar de *rijkdommen aan kolen*, en op de werkzaamheden dezer commissie. Hare taak bestond in het nagaan van de huidige uitgestrektheid der kolenlagen in Engeland, van de mogelijke uitputting, rekening houdende met de mogelijke besparingen in het verbruik der kolen, en dezer vervanging door andere krachtbronnen; van de gevolgen van den uitvoer op de voorraadverzameling in het land en van den tijd gedurende welken die inlandsche voorraadverzameling, vooral voor de belangrijkste soorten van kolen, zou kunnen blijven voorzien in het inlandsch verbruik, tegen een prijs welke strookt met het algemeen welzijn, enz. (1).

Uit het onderzoek is gebleken dat in 1903, op 230 millioen uitgehaalde kolen, 63 millioen ton werd uitgevoerd en 167 millioen in 't binnenland verbruikt; dit verbruik is ingedeeld als volgt :

Spoorwegen	13,000,000
Stoomschepen	2,000,000
Fabrieken	53,000,000

(1) *Royal Commission of coal supplies.* Final Report, 1903.

Mijnen	18,000,000
Staalnijverheid	28,000,000
Andere metalen.	1,000,000
Steen- en pottebakkerij, glasnijverheid, scheikundige nijverheidstakken.	5,000.000
Gas	15,000,000
Huiselijk verbruik	32,000,000
	167,000,000

De algeheele kolenrijkdom op 4,000 voet diepte (uiterste mijndiepte) wordt berekend op 100 milliard ton voor de ontginde mijnen en op 40 milliard voor de andere. De berekening van den beroemden staathuishoudkundige Jevons, die in 1871 een alarmkreet slaakte, bedroeg 90 milliard. De commissieleden hebben het niet beproefd te berekenen gedurende hoeveel jaren er nog kolen zouden kunnen uitgehaald worden, maar zij achten dat op een niet ver verwijderd tijdstip (*not far distant*) het toenemen van de uitgehaalde hoeveelheid zal vertragen en daarop een tijdperk volgen zal gedurende welk de voortbrenging onveranderd zal blijven en later trapsgewijze zal verminderen. De heer Price Williams heeft over dat gewichtig vraagstuk een verslag uitgegeven met afbeeldingstabellen (1). De mogelijke besparing van kolen was een der bijzonderste punten van het onderzoek, en de commissie bepaalt deze mogelijke besparing op de ontzaglijke hoeveelheid van 40 en 60 t. h. (2). Het gemiddeld verbruik per inwoner in België bedraagt 2,966 kilo, onmiddellijk na dit der Vereenigde Staten en van Engeland (waar het 3,930 kilo bedraagt in 1903) (3).

Met het oog op die feiten, mag en moet hier, in 't belang der latere evenals der huidige geslachten, de sociale voorzorg worden ingeroepen voor het aanwenden, van staatswege, van die natuurlijke krachtbronnen. Dat heeft dan ook de Nederlandsche Regeering genoopt tot eene uitgestrekte Staatsreserve : « Een land, zegt de Commissie, dat beschikt over zulke kostelijke rijkdommen als de kolen thans zijn, moet vermijden die aan plundering prijs te geven, *zelfs figuurlijk gesproken*. Eene stelselmatige ontginning, gepaard met eene sterke inrichting, is enkel mogelijk indien de Staat zelf ontgint (4). »

Lozé bepaalde op 1950-1960 den vermoedelijken uitersten termijn voor het goedkoop ontginnen van kolen in Engeland, dat is : voor het verdwijnen van de uitzonderlijk voordeelige voorwaarden, door de natuur verschaft aan zeewezen, nijverheid en handel van Engeland (5). De Commissie van 1902 heeft den termijn niet willen bepalen en beperkte zich erbij de bekommering om de toekomst op te wekken door te zeggen dat hij niet verwijderd is. En

---

(1) *Ibid.*, bl. 6 en Appendix V. Lees ook het verslag van den heer Nottebohm, en vooral het groot werk van Lozé.

(2) *Ibid.*, § 69.

(3) Verslag van den hoofdingenieur, 1903, bl. 19.

(4) Verslag van Dupont, bl. 17.

(5) Lozé, *Les charbons britaniques et leur épuisement*, boekd. II, bldzz. 921 en vlg.

nochtans komt de voorraad van 140 milliard ton heden overeen met 3,300 ton per inwoner. De heer Denoël schat op 8 milliard ton den ganschen voorraad der Kempen, of 1,100 ton per inwoner (1). Van 1830 tot 1900 heeft men 820 millioen ton uitgehaald in het oud bekken, waar de kolen heden gemiddeld op 454 meter diepte liggen; al bedroeg de voorraad van dat bekken ook 8 milliard ton, wij zouden in 't geheel maar 2,200 ton voorraad per inwoner hebben, de twee derden van den engelschen voorraad, en waarvan de helft reeds hare bestemming heeft. Is echter die voorraad van het oud bekken wel zoo groot? Wij bezitten in België over onze mijnschatten geen enkel wetenschappelijk werk dat de waarde heeft van dit van Stanley Jevons (1866), van de onderzoekscommissie, tot welker benoeming zijn berucht boek aanleiding gaf; wij bezitten geen enkel werk dat kan vergeleken worden met dit van het college der leeraars, welk zich in eene gezamenlijke uitgave vereenigde in 1878, met dit van Price Williams (1887), Hall en Courtney (1897); of met het schoon boek van Lozé, die deze werken samenvoegt om er gewichtige gevolgtrekkingen uit af te leiden; wij leven in zulke kommerlooze gerustheid, dat, op het oogenblik dat men over de onderaardsche schatten van twee provinciën beschikken gaat, geen enkele commissie zelfs werd aangesteld, zooals gedaan werd in Engeland (1902), om *onzen voorraad kolen* te schatten. Al bedroeg onze gezamenlijke voorraad 2,200 ton per inwoner, dan toch hebben wij hoegenaamd geen duidelijk denkbeeld over zijne samenstelling, noch over de latere voorwaarden van zijne ontginning, over de beperkingen welke dienen te worden gesteld aan de ontginning uit winstbejag. In Duitschland bedraagt de voorraad van den Staat, in het Saardal alleen, 14 milliard ton; in Opper-Silesiën zou ze 90 milliard bedragen (2), en de Staat breidt zijn domein uit in Westphalen; alleen de aangekochte kolenmijnvelden van Gladbeck bedragen 21,000 hectaren, nagenoeg evenveel als de mijnvelden door den Nederlandschen Staat voorbehouden.

Zonder de toekomst in een somber daglicht te willen stellen, dient men nochtans eene billijke bekommering op te wekken om de uitgestrektheid en den duur van de voorwaarden onzer stevige inrichting op nijverheids- en handelsgebied met het oog op dezer verband met onze mijnvelden, dat is van de voorwaarden onzer mededinging op de wereldmarkt.

De gemiddelde hoeveelheid kolen in België gebezigd voor nijverheidsverbruik en huishoudelijk verbruik, werd uitgerekend door den heer Harzé, van 1831 tot 1880 en door den heer Dejaer voor 't jaar 1903.

Jaren.	Verbruik per inwoner.
1831-35 . . .	499 kilogr.
1836-40 . . .	663 —
1841-45 . . .	746 —
1846-50 . . .	842 —
1851-55 . . .	1,083 —

(1) Denoël, *Le bassin du Nord de la Belgique.*

(1) Wolf, *Le commerce mondial.*

Jaren	Verbruik per inwooners.
1856-60 . . .	1,271 kilog
1861-65 . . .	1,436 —
1866-70 . . .	1,761 —
1871-75 . . .	1,986 —
1876-80 . . .	2,007 —
1903	2,966 —

Uit de bevolkingsbeweging blijkt, anderzijds, dat de volgende toeneming bestaat, waardoor wij kunnen, naar de tafel van Rümelin, de tijdperken bepalen binnen welke de bevolking verdubbelt.

Jaren.	Aanwinst der geboorten op de overlijdens per 1,000 inwoners.	Tijdperken binnen welke de bevolking verdubbelt.
1841-1850 . .	5.18	116 tot 139 jaar.
1851-1860 . .	7.58	87 tot 93 »
1861-1870 . .	8.44	77 tot 87 »
1871-1880 . .	9.71	69.6 tot 77 »
1881-1890 . .	9.89	69.6 tot 77 »
1891-1900 . .	9.97	69.6
1901-1903 . .	11.30	58 tot 63 jaar.

Moesten wij aannemen dat het verbruik van kolen in nauw verband staat met het toenemen van de bevolking, moesten wij voor het berekenen van de verdubbeling der bevolking de aanwinst van 1901-1903 nemen, en moest het verbruik geregeld met de bevolking toenemen, dan zouden wij in 1968 eene bevolking van 14 millioen zielen hebben en het gemiddeld verbruik zou 5,291 kilogrammen per inwoner bedragen of in 't geheel 73,374,000 ton per jaar; onder die omstandigheden zou, na verloop van 110 jaar, gansch de voorraad der Kempen opgeslorpt zijn, indien hij alleen werd ontgind. Ik verhaast mij echter te zeggen dat niets toelaat te beweren dat de aanwinst der geboorten op de overlijdens zal bepaald blijven op 11.30, dat het getal geboorten heel waarschijnlijk de algemeene vermindering zal volgen die bij de gevorderde volkeren wordt vastgesteld; dat de vermindering der sterfte niet boven zekere grenzen gaan zal en vooral dat niets bewijst dat het verbruik van kolen in bestendige verhouding is tot de beweging der bevolking. Er diende dus eene aanzienlijke terechtwijzing te worden gedaan aan die loutere bespiegelende berekening; maar wie zal nochtans de gewichtigheid van het vraagstuk loochenen?

De bezwaren tegen het ontginnen van Staatswege wettigen op verre na de veroordeeling ervan niet: al kwam het zelfs meer te kosten dan het ontginnen door burgers, dan nog zou het vereischt worden, — bij gebrek aan vennootschappen van openbaar belang bevoegd om zich met die taak te belasten — op grond van allergewichtigste beschouwingen van economischen en socialen aard.

Zij die tegen den Staat zijn, zooals de heer Weiss, erkennen en stellen

vast dat in hetzelfde bekken, het Saarbekken, de ontginning van Staatswege minder kost dan dit der kleine vergunninghoudende maatschappijen (1).

Uit eene vergelijking met eene groote private mijnonderneming, die even uitgestrekte mijnvelden als die der Staatsmijnen ontgint, zou blijken dat de Staat moet onderdoen. Die vergelijking wordt gemaakt tusschen het Saarbekken en dat van Westphalen.

De vergelijking der drie groote klassen van kosten levert, voor 1896, den volgenden uitslag op :

	Te Saarbrück.	Te Harpen.
Bestuurkosten.	0,52 pf.	0,28 pf.
Eigenlijke ontginingskosten.	6,13	5,24
Maatschappelijke kosten.	0,46	0,34
Mark per ton	6,91	5,86

Dat verschil zou niet te wijten zijn aan de uithalingsvoorwaarden, aan de meerdere hardheid der kolen, maar aan de betere inrichting te Harpen.

Wij stellen nochtans vast, in 1896, dat de opbrengst per man 286 ton bedraagt in Westphalen, tegen 238 te Saarbrück ; dat verschil is bestendig. De commissie in Nederland heeft de vergelijking niet willen beproeven. De aangewende werkwijzen, het boekhouden kunnen maar slecht vergeleken worden. « Zij kwam echter, zegt zij, tot de overtuiging dat het ontginnen van Staatswege ietwat meer kost dan dit door de private nijverheid » (2). Zij bevestigt de technische bekwaamheid van den Staat. « Door een bezoek in de mijnen van Saarbrück kon onze Commissie zich overtuigen dat de beheerders dier onderneming al de verbeteringen, door de vakkunde aangeprezen, hebben bewerkstelligd. » De private nijverheid gaat dikwijls hare bestuurders halen bij de Staatsmijnen (2).

Ik trachtte de noodige gegevens voor eene degelijke vergelijking te bekomen door mij te wenden tot het Bestuur van de Staatsmijnen der Saar. Ziehier het antwoord dat ik bekwam :

Saarbrück, 12 Mei 1903.

« *Bestuur voor 't beheer der Koninklijke mijnen.*

» Op uw schrijven van 12 Februari laatstleden, antwoorden wij volgaarne dat wij, tot onze innige spijt, niet in staat zijn om u de gevraagde inlichtingen te bezorgen, want ons ontbreken de noodige inlichtingen om soortgelijke grondige vergelijking op te maken, tusschen ons beheer en dat van het Westphalenbekken, met het oog op de ontginningskosten en de kosten van eerste inrichting.

» Wat den toestand der werklieden betreft, deze is, alhoewel de werkloonen betrekkelijk laag staan in ons distrikt, verreweg beter. Er zijn geen

(1) Weiss, *Les houillères de la Saar*, bldzz. 85-87.

(2) Zie het verslag van den heer Dupont in den Senaat, bldzz. 55-58-60.

vreemde werklieden hier in de Staatsmijnen ; in den omtrek van het mijnendomein zijn wij in staat om eene werkersbevolking te werven, bekwaam en met vaste woon, terwijl dergelijke toestand zich in Westphalen niet voordoet; de mijnen van dat bekken zijn bijgevolg verplicht, werklieden te doen komen uit verre streken en deels uit den vreemde. Niet alleen in dat opzicht maar ook en vooral dank aan de talrijke instellingen die het algemeen welzijn bevorderen, is de toestand der arbeiders uiterst gunstig in ons district; immers de bezorgdheid van den Staat en van den Mijnbond van Saarbrück betracht niet enkel het stoffelijk welzijn van den arbeider, tevens wendt zij hare pogingen aan tot dezes verstandelijke ontwikkeling en zedelijke verbetering.

» Het handelskantoor zorgt voor den verkoop van de gansche hoeveelheid kolen welke beschikbaar is voor den verkoop, als bijzondere inrichting van het mijnbestuur, evenals wordt gehandeld door het Kolenmijnsyndicaat van Essen voor de mijnen van Westphalen.

» Wij doen verder opmerken dat al de statistische opgaven. die te onzer beschikking zijn, natuurlijk worden opgenomen in het *Overzicht der mijnen, fabrieken en zoutkeeten* van den Pruisischen Staat, verschijnende te Berlijn, bij den uitgever W. Ernst en Zoon. »

De vergelijkende studie der voortbrengingskracht van den Staat en van de groote private ondernemingen diende ten minste gedaan te worden in hetzelfde kolenbekken. Daar zouden de voorwaarden dier vergelijkende studie ten minste dezelfde zijn. De Pruisische regeering levert ons juist de gegevens eener echt wetenschappelijke vergelijking. In 1902 heeft de Pruisische Regeering in Westphalen een uitgestrekt mijndomein aangekocht met eene algeheele oppervlakte van 21,024 hectaren, meer dan het derde van ons bekken van Luik. Haar Staatsdomein is dus gelegen in Opper-Silezië, aan de Saar en aan de Roer (1). De uitgestrektheid van het Staatsdomein van Westphalen overtreft die van de domeinen der rijkste mijnvennootschappen. Het bestaat uit verschillende vergunningen met zes en negentig kolenmijnvelden, maar voor dat domein zal een eenig exploitatieplan opgemaakt worden dat over tien jaar strekt, om al de deelen daarvan geregeld te ontginnen. Het boren van de putten, het oprichten der gebouwen, het opzetten van de machines, de toerusting binnen in de mijn, het uithalen van de kolen, al die werken worden achtereenvolgens jaar per jaar verricht naar eene op voorhand bepaalde regeling. Al de daarmede in verband staande uitgaven zijn voorzien. Zóó ook met de ontvangsten. Deze ontvangsten zijn, op hare beurt, geraamd naar de uitslagen van de groote mijnen van Wesphalen gedurende de laatste verloopen twaalf jaar. De Memorie van toelichting der wet voorziet eene winst van 1 mark per opgehaalde ton kolen, welke winst zelfs lager is dan het gemiddeld bedrag der waargenomen uitslagen. De Regeering voorziet aldus dat in 1912, de ontginning van haar nieuw domein in 't geheel 3,100,000 ton zal voortbrengen met eene algeheele winst van 3,100,000 mark.

---

(1) *Comité central des Houillères de France*. Omzendbrief nr 2217; Aankoop der mijnen in Westphalen door den Pruisischen Staat.

De berekeningen der Pruisische Regeering werden zeer nauwkeurig opgemaakt, en de uitgaven zijn ingedeeld over twaalf achtereenvolgende dienstjaren, van 1902 tot einde 1914. Te beginnen met dat jaar, voorziet de Regeering dat de ontvangsten de bedrijfskosten met 4 millioen mark zal overtreffen of 5 millioen frank, of nagenoeg 5 t. h. van het toen aangelegde kapitaal (81,500,000 mark). De Pruisische Regeering gevoelt zich dus bij machte om, bij het ontginnen van eene groote mijn aan de Roer, eene winst te behalen, nagenoeg zoo groot als die welke de groote ondernemingen gemiddeld hebben behaald. Hoe zou men dat vertrouwen billijk kunnen in twijfel trekken? Hoe zou men overigens, alvorens de onbevoegdheid van den Staat, zelfs zijne geringste nijverheidsbevoegdheid voorgoed te bevestigen, niet wachten naar de uitslagen van eene proefneming die zal strekken over de verschillende gedeelten van dat mijndomein?

Doch, de Pruisische Regeering zal de proefneming tot vergelijking van Staatsbeheer et van privaat beheer niet daarbij beperken. Immers van af 28 Juli 1904 heeft de Regeering openlijk haren wil bekend gemaakt om de kolenmijnvergunningen en de inrichtingen aan te koopen van eene machtige vennootschap, l'*Hibernia*, welker voortbrenging volop aan den gang is.

De vennootschap *Hibernia* is eene der machtigste van het beruchte kolenmijnsyndicaat in het bekken van Westphalen. Van de theoretische gezamenlijke voortbrenging van 75.500,000 ton van het syndicaat brengt zij 5 millioen 416,500 ton voort; die aankoop zou voor gevolg hebben, den Pruisischen Staat rechtstreeks te mengen in de handelsregeling van de kolennijverheid in Westphalen, ten bedrage van 7.1 t. h. De Staat heeft aan de vennootschap *Hibernia* aangeboden haar overgroot kapitaal van 53 millioen 500,000 mark af te koopen ten prijze van de ruiling van een rentetitel op den Staat ter nominale waarde van 8,000 mark tegen elk kapitaal-aandeel van 3,000 mark, wat overeenstemde met een bestendige dividende van 8 t. h., behoudens de mogelijkheid van de omzetting der rente. Dat aanbod van den Staat, dat rechtstreeksch indringen in het syndicaat, de vrees voor eene uitbreiding van het samentrekken van de mijnen in handen van den Staat, hebben aanleiding gegeven tot een buitengewonen weerstand en een reuzenstrijd die nog niet is afgeloopen en herinnert aan het strijden van de leenheerschap tegen de koninkrijken en 't keizerrijk. De rechstreeksche bestrijders van den Pruisischen Staat waren de groote banken die, om het optreden van den Staat te beletten, zich er op toelegden, de mijnaandeelen in haar bezit te krijgen. Die strijd is in verband met een van de andere groote vraagstukken der mijnontginning van Staatswege. Hier geldt het nog slechts de voortbrenging. En niettegenstaande de bezwarende voorwaarden die de Staat bereid is voor den aankoop aan te nemen, hoopt den Pruisische Staat nog ruime winsten te kunnen behalen. 't Moet dus wel dat de Pruisische Staat een vast vertrouwen heeft in zijne voortbrengingsbevoegdheid.

Nochtans verkeeren de Staatsmijnen in een ondergeschikten toestand tegenover de private mijnen. Zijn zij vrij genoeg op gebied van nijverheid en vakkunde, dan toch zijn zij niet vrij genoeg in financieel opzicht; tot in het stand houden der begrooting dragen zij rechtstreeks bij door hare ontvangsten, welke te stipt worden aangerekend bij de beramingen; zij kunnen

niet altijd, gelijk de private ondernemingen, de onontbeerlijke uitgaven doen om hare uitrusting te verbeteren op 't oogenblik zelf dat het dringend noodig is, omdat zij de algemeene schikking van Staatsbegrooting zouden kunnen storen. Daardoor verkeeren zij in een ondergeschikten toestand tegenover de private nijverheid. Deze zorgt dat zij eene reserve bezit door afhoudingen op hare winsten; door middel van die reserve kan zij verbeteringswerken uitvoeren. Volgens dien criticus zou men de vrijheid der Staatsmijnen tegenover den Staat zelf moeten uitbreiden, haar toelaten een reservefonds tot stand te brengen en ondernomen werken uit te delgen (1).

Die maatregel, zoo voegt hij erbij, zou de toch reeds zeer bloeiende nijverheid van het Saardal nieuwe levenskracht bijzetten.

Ongetwijfeld is het niet onmogelijk die betrekkelijke vrijheid tot stand te brengen.

Men verwijt den Staat, bij de mijnontginning, de traagheid die het optreden van het bestuur kenmerkt. Men roept tegen hem in dat, dank aan het stelsel der vergunningen, het in werking stellen veel spoediger zal gaan.

Daarop antwoorden de feiten op afdoende wijze. Immers, wanneer een reden tot handelen bestaat, dringend genoeg om de spoedige ontginning van de mijnen te vergen, dan kan de werking van den Staat even spoedig gebeuren als die der private nijverheid en die werking is voorwaar zoo redematig opgevat als mogelijk is. Pruisen levert er ons een voorbeeld van dicht tegen ons land. De wet van 1902 machtigde, zooals wij reeds zegden, de Regeering om in Westphalen 96 kolenmijnvelden aan te koopen met eene algeheele oppervlakte van 21,026 hectaren. Bij het wetsontwerp was een algemeen ontginningsplan gevoegd, met uitlegging van de achtereenvolgende inrichtingswerken welke de Regeering van zins was uit te voeren. Als termijn werd 10 jaar bepaald van 1902 tot 1912. In de drie hoofddeelen van het domein moesten achtereenvolgens twee putten werden aangelegd met al de noodige inrichtingen. De jaren 1905, 1909 en 1911 waren aangeduid voor het achtereenvolgend beginnen van de ontginning zelve, in de drie deelen van dat uitgestrekt domein. Van af 1911 zou men dat gansche domein geregeld ontginnen. 't Is te Gladbeck dat de eerste put moest voltooid zijn in 1904. Welnu, uit de officieele stukken blijkt dat reeds rond half 1904, die put volledig was ingericht. Indien al de andere werken op die wijze voortgaan, zooals terecht mag worden aangenomen, zal men, in 1905, 400,000 ton kolen uithalen (2).

Die spoed van den Pruisischen Staat is een treffende tegenstelling met de vooruitzichten der Regeering bij de artikelen 14 en 23 van haar ontwerp. Niet alleen is de Regeering het volstrekt oneens met het mijnwezen, maar tevens met de proefneming, door den Pruisischen Staat gedaan. Had de Belgische Staat zelf een put geboord, zooals het hem gevraagd werd, dan had hij gewis zelf het bewijs geleverd dat de termijnen, aan de vergunninghou-

(1) Weiss, blz 90.

(2) *Houillères de France*, 21 Augustus 1904, omzendbr. nr 2721.

ders verleend, overdreven zijn, dat zij weinig geschikt zijn om de uitnemendheid van het tegen den Staat geopperd stelsel te doen blijken en dat zij daarenboven enkel aanleiding kunnen geven tot steeds meer concessie-aanvragen.

Op dit oogenblik is concessie aangevraagd voor al ontginbaar geachte deelen van het gansche Noorderbekken; er zijn 43 aanvragen voor de 136,000 onderzochte hectaren; er zijn zelfs perceelen die het voorwerp zijn van talrijken aanvragen; alles, tot zelfs een gedeelte van Staats domein wordt aangevraagd. De Kempen zouden voor al hunne uitgestrektheid kunnen afgestaan worden zelfs vooraleer het boren van een eersten put zou begonnen zijn.

Door de redematige inrichting van nieuwe kolenbekkens zou men spoediger voldoening kunnen geven, naar gelang van den aard der kolenlagen, aan de bijzondere behoeften der nijverheid, dan te voorzien is met het stelsel der vergunningen bij termijnen van tien en van vijf jaar, door de Regeering voorgesteld voor het aanvangen van de ontginningswerken.

De nijverheid vergt dringend bijzondere kolen welke zij steeds meer uit den vreemde invoert. Bevat de ondergrond der Kempen al die bijzondere kolen in toereikende hoeveelheid en op spoedig te bereiken diepten? Is het waar dat er veel gaskolen te vinden zijn, maar weinig halfvette en magere kolen (1)? Welke ook de betwistingen hieromtrent zijn (2), naar de mogelijke oplossingen dient onmiddellijk te worden doorgewerkt.

Dank aan die inrichting zou men vooral de voortbrenging geregeld kunnen doen toenemen naar gelang van de tot stand komende veranderingen, noodlottige begoochelingen vermijden, en vreeselijke uitzinnige speculeer-driften alsmede eene crisis voorkomen als die welke hier van 1834 tot 1837 onze mijn- en metaalnijverheid heeft geteisterd.

Uit de statistieken blijkt dat thans onze uitvoer nagenoeg onveranderd schijnt te blijven, terwijl onze invoer toeneemt.

Welk vooruitzicht is er voor eene toeneming van onzen uitvoer? Wie kan het thans reeds voorspellen? Men vergete niet dat onze uitvoer naar Frankrijk veeleer aan het verminderen is.

Uit de statistieken van dien in- en uitvoer blijkt dat onze uitvoer van lieverlede onzen invoer minder overtreft. Wat voor onze voortbrenging eene steeds meer toenemende afzetting uitmaakt, is het binnenlandsch verbruik, maar in welke mate zal die toeneming blijven duren? (3)

Verbeelden wij al onze aanvangshoeveelheden door 100, dan vinden wij voor :

---

(1) Leest de studiën van de heeren De Leener et Waxweiler : *Le charbon dans le Nord de la Belgique*.

(2) Leest den heer De Leener daarover.

(3) Leest dien aangaande de studië van den heer Waxweiler.

	Voortbrenging.	Meer uitgevoerd dan ingevoerd.	Binnenlandsch verbruik.
	—	—	—
1831-1840.	100	100	100
1841-1850.	163	220	149
1851-1860.	277	421	256
1861-1870.	405	613	345
1871-1880.	515	681	469
1881-1890.	628	735	598
1891-1900.	720	627	745
1903	816	409	792

Dat zijn de hoofdredenen die, naast de nog onbekende voorwaarden van ontginning der nieuwe kolenbekkens, naar mijne meening eene doordachte tusschenkomst van den Staat noodig maken. Het voorbeeld van Gladbeck dient te worden gevolgd door eerst de unitaire en stelselmatige ontginning van een gedeelte van het kolenbekken te regelen.

Nog om andere bijzondere redenen wordt de tusschenkomst van den Staat vereischt, zijnen invloed op de prijzen hier ter zijde gelaten.

Een der onbetwistbare redenen die aanleiding hebben gegeven tot de beslissingen van den Pruisischen Staat en dezen er toe brachten dat gedeelte der mijnstreek in 's lands domein op te nemen, is zijn dringende wil om zelf de vereischte kolen aan zijne spoorwegen te bezorgen. Het rechtstreeksch beheer der spoorwegen van Staatswege brengt, althans binnen zekere palen, mijnontginning *van Staatswege* mee. In 1900 werd door de Pruisische spoorwegen 5,554,318 ton kolen verbruikt, dus zooveel als het bekken van Luik opbrengt.

Van die overgroote massa leverden de Staatsmijnen van Opper-Silezië meer dan twee millioen ton, terwijl die van Saarbrück maar 550,000 ton leverden in 1900. De Staat moest voor het grootste gedeelte van het tekort, nagenoeg 2,700,000 ton, zich wenden tot het Roerbekken, namelijk tot het syndicaat der kolenmijnen van den Rhijn en van Westphalen (1). Wat hij betrachtte in 1902, was zich onafhankelijk te maken van dit syndicaat; hij handelde niet anders dan de metaalfabrieken, die er thans zonder onderscheid naar streven om zich onafhankelijk te maken van de kolenmarkt voor haar eigen verbruik, en om deze reden, — met ons stelsel buiten alle solidariteit, — kolenmijnen aankoopen. De Staat wilde ook zijne vloot bevoorraden. Welke afdoende reden kan tegen dergelijke strekking van den modernen Staat worden ingebracht? 't Is het algemeen belang, 't is een reden van economischen aard, niets gemeen hebbende met den fiscus, welke dien ommekeer van den Staat zelf uitlokt.

Kan men van stonden aan, om technische redenen, dat vooruitzicht in de Kempen van de hand wijzen, wat heel zeker niet kan worden gedaan om economische reden?

Anderzijds, indien de hydro-electrische fabricken het onberekenbaar

(1) Omzendbrief 2217 van het *Comité des Houillères de France.*

voordeel opleveren onuitputbare bronnen van beweegkracht te zijn, in de kolenmijnstreken kan het voordeelig zijn groote fabrieken tot stand te brengen voor het leveren van electriciteit geschikt om werkkracht te verschaffen aan een min of meer aanzienlijk getal nijverheidstakken. De heer Gérard heeft bewezen dat dergelijke onderneming voordeelig kan zijn, wanneer er aanzienlijke en geregelde aanvraag naar werkkracht bestaat. Zóó schat hij de kracht der machine's in de provincie Luik op 1,810,000 paardekrachten. Ondersteld dat men die werkkracht door eene en zelfde fabriek kon doen voortbrengen en ze ronddeelen aan de gansche nijverheid der streek, dan zou men jaarlijks 10,000,000 frank besparen.

Mag men, met het oog op dit alles, niet denken dat de Staat er toe zou kunnen bijdragen om de uitputbare werkkrachtbronnen in te richten en te benuttigen, ten einde onze nijverheidsbevolking ten beste mogelijk toe te rusten in den strijd op de wereldmarkt? Er dient niet vergeten te worden dat de handel- en nijverheidsbetrekkingen onder de volkeren nog teenemal buiten alle solidariteit geschieden.

§ 4. — DE ALGEMEENE ONTGINNING DER KEMPISCHE KOLENMIJNEN DOOR EENE NATIONALE MAATSCHAPPIJ.

Het oprichten van eene Nationale Maatschappij zooals die voor de buurtspoorwegen beantwoordt bovenal aan dit tweevoudig vereischte: 1° het beheer in 't openbaar belang zooveel mogelijk eene betrekkelijke onafhankelijkheid te verschaffen, het te onttrekken aan den invloed der bureelen en tevens aan de hebzucht van den fiscus, en bijgevolg de economische en sociale doeleinden van de instelling beter te doen uitkomen; 2° het meest vrije werking te laten aan het privaat initiatief en aldus op afdoende wijze te antwoorden op de bezwaren, door de Toelichting van het wetsontwerp aangevoerd. In paragraaf 6 zal men zien dat niet alleen het initiatief van enkele personen, maar ook dit van de arbeidersvereenigingen door dergelijk stelsel onvermijdelijk moet opgewekt worden, iets wat het stelsel der vergunningen nooit teweegbracht. Die oplossing werd vooral door den heer E. Finet voorgestaan in den Senaat en in de bladen. Daar zij de instemming kan bekomen van velen die aarzelen voor rechtstreeksche ontginning van Staatswege, was het noodig ze volledig uiteen te zetten, wat door niemand beter dan door den heer Finet kon gedaan worden. Ziehier de nota welke hij de goedheid had voor mij op te maken.

BESTE EN WAARDE COLLEGA,

De Kamer zal eerlang de nieuwe mijnwet behandelen.

Zal zij er zich bij bepalen min of meer merkelijke wijzigingen toe te brengen in de wetten van 1810 en 1837? of zal men nieuwe beginselen huldigen?

Het vraagstuk werd reeds bestudeerd in den Senaat en gaf aanleiding tot een zeer belangrijk en zeer onpartijdig verslag van den heer Dupont, onzen Onder-Voorzitter.

De gedachte welke in den Senaat bovendreef, is dat het behoorde, de economische beginselen te handhaven waarop de bestaande wetten gevestigd zijn, die, zegt het verslag (bladz. 8), het

groot voordeel opleveren den toets te hebben doorstaan van eene volkomen gekende toepassing gedurende ééne eeuw.

Wat er noodig is, zegt ook het verslag, is den Staat te wapenen, bij artikel 49, met eene voldoende macht tegenover elken vergunninghouder die de voorwaarden der vergunning niet naleeft.

Ik meen dat die wijzigingen naast nog andere, niet zullen voldoende zijn.

De economische en sociale denkbeelden zijn heden gansch verschillend van wat ze waren eene eeuw geleden; zij hebben noodzakelijk een ommekeer ondergaan tegelijkertijd als de toestanden zelf. De belangrijkheid der steenkolen is zoo groot geworden dat de kolenmijnsyndicaten, die gansch de voortbrenging ervan in handen hebben, al de andere nijverheidstakken kunnen bedwingen tot eene echte slavernij tegenover de kolennijverheid.

Dezen nieuwen toestand nam ik in acht en daarom schreef ik de door mij uitgedrukte denkbeelden neer in eene nota overgedrukt op bladzijde 45 van het verslag van den heer Dupont; deze nota luidt als volgt :

« Het Kempische kolenbekken moet collectief eigendom worden.

» De Regeering moet, rechtstreeks en zelf, de concessies in staat van exploïtatie stellen, naar » gelang der behoeften en zij moet de eigenlijk gezegde exploitatie, onder haar toezicht, toever- » trouwen aan de bijzondere nijverheid, in het algemeen belang. »

De dus gestelde oplossing kan worden bekomen door het tot stand brengen, voor het ontginnen van dit nieuw kolenbekken, van een speciaal organisme zooals men het deed toen er sprake was het net te maken van de kleine spoorwegen.

Hoedanig was toen de toestand ?

Concessie-aanvragen waren reeds ingekomen en zelfs waren er al lijnen vergund; doch de Regeering meende, terecht, dat een spoorweg collectief eigendom moet zijn en zij verordende de inrichting van een Staatsorganisme bijzonder ingericht voor het maken en exploiteeren van spoorwegen.

Zij wilde niet, zooals vroeger geschiedde en nog geschiedt voor de ijzerenwegen met gewoon spoor, zelf maken en rechtstreeks exploiteeren het nieuwe net dat men voorzag te zullen nemen eene meer en meer aanzienlijke uitbreiding, wat het ook dagelijks doet : zij schiep de *Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen.*

Deze instelling beantwoordde aan de gekoesterde verwachtingen.

Het kapitaal wordt gevormd door den Staat, de provincie en de belanghebbende gemeenten : een deel van het kapitaal kan door particulieren worden ingeschreven.

De maatschappij maakt de lijnen, voorziet die van het vast en het rollend materieel, doch exploiteert ze enkel bij uitzondering; zij laat de exploitatie, dat is het gedeelte van elke lijn dat de nijverheid en den handel betreft, over aan de bijzondere nijverheid, voor ten hoogste dertig jaar.

Waarom niet aldus gehandeld voor het Kempische kolenbekken?

Waarom niet eene instelling tot stand gebracht van *bouw* en *toezicht der exploitatie* en de exploitatie zelve, dat is de uitdelving en den verkoop van steenkool, toevertrouwd aan de bijzondere nijverheid ?

Moest men dat organisme maken, dan zou zijne eerste zorg zijn de geheele uitgestrektheid van het bekken te onderzoeken door nieuwe boringen en zou deze maatschappij onmiddellijk putten kunnen graven op twee of drie bepaalde plaatsen, werktuigen plaatsen, gebouwen oprichten en, zoodra eene kolenmijn opgericht is, de exploitatie ervan openbaar aanbesteden.

De voordeelen van zulk een stelsel schijnen mij zonneklaar; sommen wij er enkele op :

1° De kolenmijn zou ingericht worden met zoo min mogelijk lasten. De *Nationale Maatschappij* zou zich wenden tot specialisten voor het maken der putten en het plaatsen der machines, zooals de aanvragers om concessie het ook zouden moeten doen, de kosten van inrichting zouden dezelfde zijn, doch daar de *Nationale Maatschappij* zich de kapitalen aan betere voorwaarden kan verschaffen, zou de geldelijke last voor de *Nationale Maatschappij* veel minder zijn dan voor eene bijzondere maatschappij;

2° Het noodige bedrijfskapitaal zou tot het minste beperkt worden. Het zou betrekkelijk zeer

gering zijn daar het voldoende zijn zou een borgtocht te stellen en het voorschot te doen van het arbeidsloon en van de voorwerpen van verbruik. Dat beteekend niet veel bij het begin eener exploitatie van die soort;

3° De mededinging zou zoo ruim mogelijk zijn. Al de groote kolenverbruikers en groepen van mijnwerkers zouden mededingen, er belang bij hebbende exploitant te worden. Zij zouden dit met een klein kapitaal kunnen doen.

Mededingers zullen er niet ontbreken.

De meeste der metallurgische inrichtingen bezitten geene kolenmijnen, evenmin als de glasblazerijen, de fabrikanten van scheikundige voortbrengselen, de gasfabrieken, de stokers, de suikerfabrikanten, enz. Deze nijveraars zouden syndicaten kunnen vormen, die de exploitatie eener kolenmijn konden ondernemen. Niet meer, zooals heden, bedreigd zijnde de kolen tegen overdreven prijzen te moeten betalen, zouden zij, vooral voor den vreemde, bestellingen kunnen annnemen op langen termijn, want eene grootere vastheid van inkomprijs zou het gevolg zijn van het verzekerd opdoen van kolen tegen een bijna vasten prijs.

Samenwerkende vereenigingen van koolmijnwerkers zouden zelf ook één of meer koolmijnen kunnen beheeren.

Welk een onberekenbaren invloed zou de tusschenkomst dier *werklieden-exploitanten* niet hebben in de toekomst op politiek, staathuishoudkundig en maatschappelijk gebied ?

Hoe katholiek Limburg ook zij, zal de verleening der concessiën onder het huidig stelsel, onvermijdelijk, bij de werklieden, er dezelfde uitslagen opleveren als in al onze thans bestaande kolenbekkens.

Daarentegen zouden deze samenwerkende vereenigingen van bazen-werklieden natuurlijk zijn samengesteld uit mannen van orde, tot welke politieke meening zij ook behooren : katholieken, liberalen of socialisten. Zij zouden nooit werkstaking doen, daar zij zelf het geheele personeel harer onderneming zouden benoemen, den ingenieur-directeur er onder begrepen ; zij zouden zelf de verkoopprijzen bepalen, het werkloon en de werkvoorwaarden.

Op een bijzonder punt roepen wij de aandacht van de voorstanders eener koopvaardijvloot.

Het door ons aangeprezen stelsel ware misschien het zekerste middel om eene vereeniging van reeders mogelijk en winstgevend te maken ; eene kolenmijn exploiteerende in de buurt van Antwerpen, zou zij de lading van hare eigene schepen kunnen aanvullen met hare eigene steenkolen en zelfs geheele scheepsladingen kolen naar verre landen verzenden om van daar eene vooruit aangewezene lading gaan af te halen.

Dat ware eene vermindering van de invoervracht voor België en zou het vertier in onze havens aanzienlijk doen toenemen.

De bestaande kolenmaatschappijen zouden ook mededingen bij de aanbestedingen voor de exploitatie van de nieuwe kolenmijnen.

Het lastkohier zou noodzakelijk de aannemers moeten verbieden samen te spannen tot het vaststellen van te hoog opgevoerde prijzen. Die prijzen zouden geregeld worden door de wet van vraag en aanbod, zooals voor alle andere koopmansgoederen.

De *Nationale Maatschappij tot ontginning der kolenmijnen* zou de vergelding voor hare kapitalen vinden in eene vaste som jaarlijks betaald door de aannemers, benevens een lagen cijns per ton uitgedolven steenkool, en, ten slotte, een zooveelste deel dat de aannemer aan de *Nationale Maatschappij* zou afstaan van zijne jaarlijksche winst.

Het is niet aannemelijk dat alle kolenverbruikers, dat is alle nijveraars van het land en zelfs alle Belgen, voor hun persoonlijk verbruik, blootgesteld blijven om voor deze aan allen onmisbare brandstof den prijs te betalen welken eene zeer kleine minderheid van kapitalisten, exploitanten van kolenmijnen, het kan believen op te dringen.

In eene andere nota over het te bereiken doel, insgelijks opgenomen in het verslag van den heer Dupont, bladz. 147 der bijlagen, zegde ik :

« In al de besprekingen gevoerd hetzij in de Kamer, hetzij in de drukpers. over de toekomstige kolenmijnen, heeft men veel getwist over het collectivisme, over de risico's die de kolennijverheid oplevert of de winsten die men er uit halen kan, maar men is het op verre na niet eens over het te bereiken doel.

» Dat is toch het eerste punt dat dient te worden geregeld. Van de zijde der aanvragers om

concessie is dat doel zeer natuurlijk : een goeden slag te slaan. Doch, wanneer men het vraagstuk bespreekt met het oog op het openbaar belang, is er verscheidenheid van meening omtrent het eigenlijk karakter van dat algemeen belang.

» De een, op min of meer willekeurige wijze de winsten schattende door de huidige kolenmijnen verwezenlijkt, beweert dat de Staat gelijke winsten kan en moet behalen in de Kempen. Het is trouwens niet te verwonderen dat dit denkbeeld vooruit wordt gezet, daar wij al onze openbare besturen, wanneer zij een nijverheidsmonopolie uitoefenen (water- of gasuitdeeling, tramwayconcessies, enz.) daarin bronnen zien te vinden van inkomsten, bronnen van belastingen, zonder er aan te denken dat men de openbare gezondheid treft door het water te belasten, het licht en de verwarming door het gas te belasten, het vervoer der werkende klasse door de tramways te belasten, enz.

» Wij zijn het niet eens met hen die voor den Staat zoodanige winsten eischen.

» Wat de Staat moet najagen is niet het gewin, want ware dat zijn doel, zoo is het wel nutteloos dat hij de eigenaar worde van kolenmijnen ; het is voldoende dat hij eene belasting legge op elke ton uitgedolven steenkool of dat den cijns der mijnen verhooge of nog dat hij een uitvoerrecht heffe van 1 fr. 25 c. per ton steenkool, zooals de Engelschen het doen.

» Wij zullen als voorbeeld aanhalen den alcohol.

» De Staat fabriceert dien niet; hij heeft geen frank uitgegeven om die nijverheid uit te oefenen en toch brengt de alcohol meer op aan den Staat en aan het gemeentefonds dan, een middelmatig jaar nemende, al de kolenmijnen van het land te zamen aan al hunne eigenaars opbrengen.

» Dat is het doel niet waarnaar men moet trachten : indien de belasting op den alcohol eene goede belasting is, de belasting op de kolen zou niet te verdedigen zijn.

» Eene stelling die ook werd geopperd en die de sympathie wegdraagt van vele verlichte verstanden, is deze dat de Staat, groot kolenverbruiker, concessionnaris moet worden van kolenmijnen ten einde tegen inkomprijs in zijne eigene behoeften te voorzien.

» Dit denkbeeld kan evenmin als het vorige het onderzoek doorstaan.

» De Staat vertegenwoordigt de collectiviteit; hij moet wetten maken voor allen wanneer er sprake is van iets dat voor allen eene eerste levensbehoefte is en niet met oog op de nijverheid welke hij zelf uitoefent, zonder zich om andere nijverheidstakken te bekommeren.

» De Staat is door zijn leger de grootste verbruiker van tarwe en haver; denkt hij daarom er aan deze voortbrengselen te behandelen op eene bijzondere wijze voor zich zelven, zonder zich af te vragen of de burgers leven kunnen?

» Juist omdat hij de grootste kolenverbruiker is, heeft hij reeds, als zoodanig, meer invloed op de voortbrengers dan eenig ander nijveraar : daarenboven, door zijne spoorwegen, die van het eene uiteinde des lands naar het andere gaan, kan hij de vreemde steenkolen aan gunstprijzen bekomen, omdat hij ze zelf vervoert; eindelijk, eene niet gerechtvaardigde stijging der kolenprijzen kan hij beantwoorden met eene verhooging van het vervoertarief der exportkolen en hij zou de goedkeuring wegdragen van iedereen, behalve van de ontginners van kolenmijnen. De vermeerdering van ontvangsten die zou voorspuiten uit die enkele verhooging van het tarief zou de schade vergoeden welke deze niet gerechtvaardigde stijging hem zou kunnen berokkenen.

» Neen ! de Staat verbruikt ongeveer 5 t. h. van de kolen in België uitgedolven; het is niet voor die 5 t. h. dat hij moet wetten maken, het is voor de 95 t. h. verbruikt door iedereen zoowel voor huiselijk gebruik als voor de nijverheid : welnu wat moet men doen voor die verbruikers ?

» Twee dingen :

» 1° Dat de ton steenkool op de mijn afgezet kunne worden tegen den laagst mogelijken prijs ;

» 2° Dat die steenkool niet uitsluitend in beslag worde genomen door een zeer kleine minderheid van burgers, maar dat zij worde geleverd aan de verbruikers mits de wet te ondergaan van aanvraag en aanbod, zooals alle koopwaren.

» Ziedaar, volgens ons, de oplossing die men moet trachten te vinden bij het opmaken van de wet voor ontginning van de kolenmijnen in de Kempen. »

In mijne denkbeelden heeft de bespreking, die in den Senaat werd gevoerd, geen wijziging gebracht.

Ter zitting van 22 Januari 1903 voerde de achtbare heer Dupont drie opwerpingen van verschillenden aard daartegen aan.

In de eerste plaats wees hij er op dat het onmogelijk is, aan de gemeenten, op welker grondgebied de kolenmijnen gelegen zijn, te verzoeken bij te dragen tot het vormen van het kapitaal, zooals zij het doen wanneer er sprake is van aanlegging van buurtspoorwegen.

Dat lag echter nooit in mijne bedoeling. Nooit heb ik daarvan gesproken noch gedacht ervan te spreken. Het kapitaal moet verstrekt worden door den Staat zelf, die eigenaar der kolenmijn moet zijn en blijven, opdat het algemeen belang ten allen tijde gevrijwaard weze. De reden daarvan is eenvoudig en iedereen zal die onmiddellijk begrijpen. Wanneer het een buurtspoorweg geldt, is het redelijk, is het zelfs onontbeerlijk dat de gemeenten, die door dezen buurtspoorweg moeten bediend worden, bijdragen tot de kosten van aanlegging, vermits die lijnen opzettelijk voor haar worden gelegd, met het oog op plaatselijke behoeften; men zou eenigszins kunnen zeggen dat hetgeen die lijnen moeten voortbrengen, het vervoer, voor die gemeenten is.

Dat is 't zelfde geval niet wanneer het eene kolenmijn betreft. De kolen gaan overal, zelfs naar den vreemde. De gemeenten, waarop de kolenmijn zullen ingericht zijn, zullen slechts een uiterst klein gedeelte, en misschien hoegenaamd niets ervan verbruiken, want zij zullen de kolen, welke zij noodig hebben, geheel of gedeeltelijk van elders doen komen. Terwijl zij het vervoer, dat op haar grondgebied noodig is, niet kunnen doen verrichten door eene afgelegene spoorlijn en noodzakelijk moeten laten dat vervoer doen door de lijn welke over haar grondgebied loopt.

Eene andere reden nog om de geldelijke tusschenkomst der gemeenten te vragen, is dat de nuttelooze lijnen moeten vermeden worden. 't Is een der hoofdredenen waarom men de geldelijke tusschenkomst der gemeenten eischt en moet eischen.

Onnoodig verder daarop aan te dringen. De eerste tegenwerping mist dus haar doel.

De tweede tegenwerping is dat dergelijke ondernemingen aanleiding zouden geven voor den Staat, tot ontzaglijke uitgaven : tusschen 300 en 400 millioen, zegt de achtbare heer Dupont. Dat bedrag is mogelijk niet overdreven; doch de uitgaven moeten verdeeld worden over een groot getal jaren.

Waarvan er thans sprake is, het tot stand te brengen van één of twee kolenmijnen op de meest geschikt bevonden plaatsen en het boren van de putten, zegt men, zal van acht tot tien jaar duren. Men voegt er bij dat elke kolenmijn van 8 tot 10 millioen zal kosten. Dat zijn de ramingen. Dat is dus eene uitgave van 30 tot 40 millioen die op tien jaar moet worden gedaan ; met andere woorden, 3 tot 4 millioen elk jaar. Deze som kan men gemakkelijk vinden op de gewone begrooting; en er dient wel iets te worden gedaan om de lasten te verlichten van de latere geslachten wien wij de lasten zullen nalaten van zooveel leeningen, gesloten voor zaken waarvan het nut nog vóór ons zal verdwenen zijn.

De laatste tegenwerping van den achtbaren heer Dupont betreft de bezwaren welke zich voor den Staat of de tot stand gebrachte *Nationale Maatschappij* zouden voordoen, om de nieuwe werken uit te voeren en toezicht te houden over den ondernemer.

Dat er bezwaren kunnen zijn, betwist ik niet; in alles komen er altijd bezwaren voor; doch hier schijnen zij mij niet zoo groot als men wel vreest.

Eerst en vooral zou men aan 't hoofd dier Maatschappij een onzer huidige kolenmijnbestuurders stellen, wiens bevoegdheid onbetwistbaar zou zijn. Verder dient te worden opgemerkt dat de Maatschappij zich niet zou moeten bemoeien met het vraagstuk der werkloonen, met dit van den verkoopprijs der kolen en der bevoorradingen. Welnu, dat zijn juist de zaken die bij 't beheer van Staats spoorwegen als de meest kiesche voorkomen, evenals bij de kolenmijnondernemingen.

Al de regelen voor het inrichten van de werken tot opsporing, de wijze van exploitatie,

de te ontginnen kooladers, den duur der onderneming, kunnen worden voorzien door het lastkohier, evenals de voorwaarden van eene spoorwegonderneming worden voorzien.

Ik zie waarlijk niet wat de wetgeving moet beletten, den weg in te slaan welken ik aanwijs. Ik meen dat op dien weg de toekomst ligt voor alles wat het beheer van monopolie's betreft en dat zich nooit gunstiger omstandigheid zal voordoen om de verbruikers zoo goedkoop mogelijk kolen te bezorgen.

Bijgevolg en in weerwil van de tegenstrijdige meening van een zoo uitstekend man als mijn achtbaar medelid den heer Dupont, blijf ik overtuigd dat « het Kempische kolenbekken moet collectief eigendom worden, en dat de Regeering, rechtstreeks en zelf, de concessies in staat van exploitatie moet stellen, naar gelang der behoeften, en zij de eigenlijk gezegde exploitatie, onder haar toezicht, moet toevertrouwen aan de bijzondere nijverheid, in het algemeen belang. »

Ik hoop, Beste en Waarde Collega, dat gij ook u met die meening zult vereenigen en die denkbeelden zult willen ondersteunen met uw zeer groot wetenschappelijk gezag.

Aanvaard, Beste en Waarde Collega, de betuiging mijner bijzondere hoogachting.

TH. FINET.

Volgens dat belangwekkend vertoog, zou de inschrijving van het volle kapitaal door den Staat, de Nationale Maatschappij aanstellen tot een soort van Beheer van Staatswege, dat volmaakter en in ruimer mate onafhankelijk zijn zou dan het Staatsbeheer der mijnen in Pruisen. De uitslag ware dezelfde indien de belanghebbende provinciën geroepen werden om voor een deel van het kapitaal in te schrijven; de inwoners dier provinciën zouden bijdragen tot de geregelde ontginning van den ondergrond der Kempen, zonder onwederroepelijk beroofd te zijn van den eigendom ervan ten bate van private burgers of van financieele maatschappijen.

Eene der tegenwerpingen tegen het voorstel komt hierop neer, dat er, bij voorkomend geval, twee inrichtingen zullen zijn : de Nationale Maatschappij en de ondernemer, die in botsing kunnen komen : na de werken voor eerste inrichting, welke hier ten laste van de Nationale Maatschappij zijn, moeten achtereenvolgende buitengewone werken volgen, welke in alle mijnen noodig zijn. Wie zal die uitvoeren? Het kan heel goed dat de Nationale Maatschappij alleen die werken uitvoert, en dan zal de onderneming neerkomen op eene verstrekking van werk, wat zal noodig zijn wanneer men de onderneming zal toevertrouwen aan arbeidersvereenigingen, hetgeen ik, voormij, ook betracht; het kan echter ook dat eene duidelijk afgeteekende indeeling van die werken geschiede, met gewaarborgde vergoeding voor den ondernemer. De mijnontginning in Engeland, de onderneming door de pachtende maatschappijen, zooals die van Prokorow, bewijzen dat eene gemengde oplossing mogelijk is. Hier dient te worden herinnerd dat, volgens blijkt uit het boekhouden onzer mijnen, de buitengewone werken, na de werken tot eerste inrichting verricht, ieder jaar worden uitgedelgd.

§ 5. DE CONCESSIES, DE SYNDICATEN HET ONTGINNEN VAN STAATSWEGE EN DE PRIJZEN.

Wanneer men het stelsel der altijddurende concessies stelt tegenover de domanialiteit, bepaalt men zich erbij, in de meest kortbondige bespiege-

lingen, dat stelsel *in abstracto* te beschouwen; men bestudeert het nergens in zijnen verwezenlijkten ommekeer en in de onweerstaanbare strekkingen die het heden noodig maken; en 't is juist in de onvermijdelijke botsing tusschen het gevestigde recht en de toekomstige toepassingen door het maatschappelijk belang gevergd, dat het gevaar van een volstrekt en altijddurend privaat recht ligt besloten.

De ommekeer van het vergunningsstelsel, daar vooral beschouwd waar die ommekeer het volledigst is, levert drie achtereenvolgende tijdsperken op, binnen de palen van wat de wetenschap kan voorzien:

1. Het tijdvak der buitensporige mededinging, benevens pogingen van wege private personen tot samentrekking, door de vereeniging van de concessies;

2. Het tijdvak waar steeds meer nijverheidsverbonden of *cartels* worden gesloten;

3. Het tijdvak van de juridische éénmaking der ontginningen of der *trusts*.

Het stelsel van het privaat recht moet niet op zich zelf worden beoordeeld, maar in zijne betrekkingen tot den economischen ommekeer zelf.

1° *tijdvak.* — De invloed welken de schommelingen van den prijs der kolen kan uitoefenen op de nijverheid van een land in 't algemeen, blijkt treffend uit de jongste statistieken voor Engeland. Het *voortbrengen van warmte en scheikunde-kracht,* bij de metaalnijverheid, de potbakkerij, de glasblazerij, de scheikundige nijverheidstakken, vertegenwoordigt er 20 t. h. van de kolen over gansch het land verbruikt; het *voortbrengen van licht* 9 t. h.; het *voortbrengen van beweegkracht* voor fabrieken, spoorwegen, scheepvaart, 51 t. h.; terwijl het huiselijk verbruik enkel 20 t. h. bedraagt. De verhoudingen zijn van denzelfden aard in België. Gansch de nijverheid hangt aldus af van de voorwaarden van voortbrenging en verkoop van de kolen, terwijl de schommelingen van den prijs der kolen invloed uitoefenen op elken handel en elke nijverheid. De ommekeer, op handels- en nijverheidsgebied verwekt door die achtereenvolgende schommelingen, bewijst hoe grootsch het vraagstuk is en hoe gewichtig de hulpmiddelen zijn die kunnen aangewend worden om de uitgestrektheid ervan te verminderen in 't algemeen belang. Die ommekeer in de kolennijverheid kan niet welsprekender worden geschetst dan door de geschiedenis der prijzen: dat is medegedeeld door de afbeeldingstabellen. Uit het vergelijkend onderzoek van de klimmende en dalende lijnen blijkt dat de groote prijsveranderingen van de kolen geregeld weerkwamen in den loop der XIX° eeuw en tevens dat die groote gebeurtenissen zich voordeden in de bijzonderste nijverheidslanden.

De geschiedenis der prijzen van de kolen in België toont aan dat er:

Opslag was van 1834 tot 1838;
Afslag van 1838 tot 1844;
Opslag van 1846-47;
Afslag tot in 1852;

Opslag van 1852 tot 1855, waarop volgt een tijdvak met onveranderde prijzen ;

Ongehoorde opslag van 1871 tot 1874 ;

Vreeselijke afslag die tot in 1878 volgde op het lange tijdperk van afslaan ;

Opslag van 1889-90, gevolgd door afslag van 1891-94, na een tijdperk van betrekkelijk vaste prijzen ;

Herhaalde opslag van 1899-1900 gevolgd door afslag.

Tijden van vreeselijke crisis, zooals die van 1839, 1873, 1891 en 1900, gaan met elke plotselinge en erge daling der prijzen gepaard. Daarnaast komen geregeld die wreede werkstakingen, zooals ik het aantoonde in afzonderlijke studiën (1). Bij elken opslag vermeerderen de ontginners de voortbrengingsmiddelen en, wanneer de afslag komt, ziet men hen zelfs stelselmatig hunne voortbrenging vermeerderen, zoowel om hunne werklieden te behouden als om hun inkomprijs per ton te verminderen, en daardoor zelfs het evenwicht tusschen het aanbod en vraag nog meer verbreken : zij verergeren en verlengen elke crisis ; derhalve zijn gematigde mannen als de Laveleye gerechtigd om het stelsel der concessies ervan te beschuldigen, dat het onze mijnschatten verspilt (2). De gedeeltelijke vereeniging der zetels van ontginning gedurende dat tijdperk, onder de drukking der mededinging, getuigt van de pogingen om den kostenden prijs te verlagen en de voortbrengingskracht te vermeerderen.

2e tijdvak. — De ondernemers erkennen dat, wanneer de prijsverlaging hen treft, zij in ruime mate de gevolgen dragen van hunne daden en van eene buitensporige mededinging. Dat geeft aanleiding tot het optreden van de syndicaten met eene onwederstaanbare kracht : zij verhelpen de misbruiken der mededinging, doch roepen tevens nieuwe gevaren in 't leven.

In den beginne ontstaan er louter gewestelijke syndicaten om de daling der prijzen tegen te werken. Zóó ontstond in 1892 het syndicaat van Dortmund ; doch de aangeslotenen pogen nog steeds meer voort te brengen om hunne algemeene kosten per ton te verminderen ; dan komt, benevens de verstandhouding voor de prijzen, ook die tot het beperken van de voortbrenging (3).

Op 20 Februari 1893 kwam het Rijnsch-Westphaalsch Syndicaat tot stand. Op 't oogenblik dat het opnieuw werd gevormd, bedroeg zijne voortbrenging 83 t. h. van de gansche voortbrenging van het Roerbekken ; het overige is voortgebracht door de niet-aangeslotenen. Zijn matigend invloed op de prijzen is onbetwistbaar, zooals de afbeeldingstabellen het bewijzen ; vergelijkt men Henegouw met het Roerbekken, dan stelt men vast dat, tusschen 1894 en 1900, de prijzen in Henegouw stijgen met 88 t. h. en slechts met 33 t. h. in het Roerbekken : tusschen 1900 en 1902, bedraagt in Henegouw

---

(1) *La fin de l'ère des grèves*, door H. Denis. — *La dépression économique et l'histoire des prix*, door H. Denis.

(2) Emile de Laveleye, *Les crises industrielles*.

(3) Gruner, *Atlas de l'industrie houillère*.

de afslag 24 t. h. en in het Roerbekken slechts 2 t. h.; nochtans werden in de provincië Luik, waar een syndicaat tot stand kwam, nagenoeg dezelfde prijsveranderingen waargenomen als in Henegouw. Dezelfde verschijnselen komen voor in de geschiedenis der prijzen in Engeland.

Het Rijnsyndicaat werd in 1903 heringericht en verlengd tot in 1915. Men legde er zich op toe, de niet-aangeslotenen te overhalen.

De Memorie van toelichting vergist zich erg, wanneer zij beweert dat de syndicaten des te minder vast staan naar gelang zij meer aangeslotenen tellen ; de ondervinding bewijst het tegendeel : 't is in de algemeenmaking van een syndicaat dat men het *meest* vastheid zoekt (1); het gevaar echter ligt besloten in het misbruik maken van den alleenhandel dien zij betrachten.

De syndicaten, waardoor de misbruiken der buitensporige mededinging worden verholpen, hebben zelf de mededinging noodig om hunne eigene misbruiken te keer te gaan.

Kan die mededinging krachtig genoeg wederom ontstaan ?

Uit de ondervinding blijkt dat een syndicaat er zich op toelegt die mededinging te verminderen :

1° Door het opnemen van de weerspannige mijnen; de eene waren in handen van fabrieken, de andere waren bij het syndicaat niet aangesloten.

De fabrieksmijnen had men opgericht juist om te ontsnappen aan de eischen van het syndicaat.

De fabrieksmijnen hadden gedurende de crisis van 1900 al hare voortgebrachte kolen zelve verbruikt.

Bij het syndicaat aangesloten, behouden zij het onbeperkt recht, eerst en vooral voorraad te verzamelen voor eigen verbruik. Gemakkelijke toestand voorwaar; zij berusten in het syndicaat voor de anderen, vermits zij feitelijk hare vrijheid op nijverheidsgebied behouden. De andere niet-aangeslotene mijnen deden slechts aanbod in tijden van opslag om voordeel te trekken uit de hoogste prijzen (2).

Het syndicaat, door beide soorten van mijnen in zijn schoot op te nemen, deed oorzaken van onvastheid verdwijnen. Na 1903 kwam de algeheele deelneming overeen met 98.4 t. h. van de geheele voortbrenging van het Roerbekken. Ziedaar zijne uitgestrekte macht. De verbintenis geldt voor 12 jaar, zware straffen zijn voorzien voor het verbreken daarvan;

2° Door het regelen van de uitsluiting der weerspaninge of mededingende mijnen : de vergadering der mijneigenaars (3) kan beslissen, op verzoek van het bestuur van het syndicaat, dat het den strijd moet aanvangen tegen de mededingers. Zoodra die beslissing genomen wordt bij de drie vierden der stemmen, mag het bestuur alle schikkingen schorsen, die het beoogde doel mochten verhinderen; het mag, namelijk, verkoopen tegen om 't even welken prijs, en beschikken over de gansche voortbrenging der mijnen welke

---

(1) Zie dienaangaande de omzendbrieven 2149, 2535, 2452. (Omzendbrieven der Koolmijnmaatschappijen in Frankrijk.

(2) *Ibid.*

(3) Tekst van het nieuw contract, omzendbrief 2625. Zie de BIJLAGEN.

onder zijn beheer staan. De kosten van den strijd worden over al de aangeslotenen verdeeld.

Men heeft gesproken over de wet van aanbod en vraag. Die wet eischt als volstrekte, hoofdzakelijke voorwaarde het vrij handelen van alle mededingende ondernemingen. Dat juist wordt weggenomen door het syndicaat of althans zooveel mogelijk er door beperkt. Ongetwijfeld kunnen andere oorzaken van mededinging buiten het syndicaat oprijzen, doch wij kunnen hier de omstandigheden noch de doelmatigheid hunner werking niet voorzien: wij moeten ons bepalen bij het bestudeeren van de eigenlijke evolutie zelve der rechtskundige en economische verschijnselen tegenover welke wij staan, en benevens hunnen werkelijken *heilzamen invloed*, ook hunnen werkelijken en mogelijken *nadeeligen invloed* doen uitschijnen. De waarheid is dat, een syndicaat, door zijne werking, strekt om de mededinging uit den weg te ruimen, welke nochtans, al schijnt het wezenlijk eene strijdigheid, de onontbeerlijke voorwaarde is opdat die werking heilzaam zou wezen : in hoeverre een syndicaat daarin zal gelukken, kan door de wetenschap niet worden voorzien.

Men zegt ons : indien de eischen van het syndicaat overdreven zijn, dan zal de aanvraag verminderen; maar wanneer en op welke prijzen zal die vermindering gebeuren? Wanneer zal de nijverheid ertoe kunnen besluiten, en na welke beproevingen? En welke ontzaglijke verliezen zullen 't gevolg zijn van het verminderen van de aanvraag, dat is : van 't verminderen of van het schorsen van den arbeid? Dat juist moet de wetenschap en de wetgeving zich afvragen.

Wat er te duchten is, dat is een nieuw economisch optimisme welk ons aan even geduchte gebeurtenissen blootstelt als het onbeperkte individualisme. Gisteren waren het de volgelingen van de machtige geleerden als Ricardo en Bastiat, die ons heel gerust het geregeld economisch evenwicht beloofden, benevens de ruiling der voortbrengselen tegen hunne innerlijke waarde, onder een stelsel van onbeperkte vrijheid. Heden hebben zij opvolgers die even gerust het zelfde geregeld ontstaan van een evenwicht voorspellen door de vrije werking der syndicaten; juist dat optimisme wijs ik van de hand.

De Pruisische Regeering is op verre na niet tot die zienswijze toegetreden. Tot tweemaal toe is zij opgetreden, hetzij om aan het syndicaat te ontsnappen, hetzij om den invloed ervan te verhinderen op de handelsmarkt zelve. Daarenboven, en dat is eene hoofdzaak, trad zij op niet wanneer de syndicaten pas waren opgericht, maar na eene proefneming van meer dan tien jaar, en in de beide gevallen heeft zij niet alleen voor haren eigen voorraad op vrije wijze willen zorgen, maar een matigenden invloed op de prijzen uitoefenen. De hevige strijd, dien zij te onderstaan had om de titels der *Hibernia* in handen te krijgen, bewijst klaarblijkend voor al wie niet ziende blind is, dat een Staats-domein of ten minste eene wettelijke reserve dient tot stand te worden gebracht, en dat het beding van naasting de waarborg van den Staat moet zijn bij elke concessie, indien dit stelsel wordt gehandhaafd.

De richtingen der evolutie voorspellen ons nog ergere botsingen.

3e tijdvak. — Het syndicaat is niet de eindoplossing tot welke het stelsel der vergunningen leidt; in zijn ontstaan zelf liggen de beginselen besloten van eene onvermijdelijke vervorming : eenerzijds, kan men, reeds nu, vaststellen dat de minst goed uitgeruste mijnen trapsgewijze worden opgeslorpt door de meest begunstigde groote ondernemingen; anderzijds, bestaat er eene algemeene strekking om het syndicaat in echte *trust* te veranderen.

Deze dubbele waargenomen strekking spruit voort uit de ongelijke voortbrengingskracht der verschillende gesyndikeerde mijnen, hetzij die te wijten is aan de natuur en den rijkdom der kolenlagen, hetzij die te wijten is aan de inrichtingen. Krachtens zijn beginsel zelf moet het syndicaat er naar streven, de prijzen derwijze te handhaven dat de aangeslotene mijnen, zelfs de minst begunstigde, winst opleveren. Daardoor wordt eene grens gesteld voor het verlagen van de prijzen. Het eerste uitwerksel van een syndicaat is den toestand der minst begunstigde mijnen te verbeteren door de prijzen stevig en vast te maken; die mijnen ondergaan de verpletterende verliezen niet meer, haar berokkend door het dalen van den prijs der kolen, onder het stelsel eener onbeperkte mededinging : maar daardoor zelf valt de meest begunstigde mijnen, vermits haar kostende prijs minder is, een buitengewoon profijt, eene rente te beurt. Evenwel zullen al de omstandigheden, die den kostenden prijs en den verkoopprijs beïnvloeden, nog van grooter gewicht zijn voor de eerste dan voor deze laatste, vermits de meest begunstigde mijnen nog merkelijke winst zullen behalen met verkoopprijzen tegen welke de minst begunstigde mijnen hoegenaamd geene winst kunnen doen. Er zal, eenerzijds, bij de meest begunstigde eene strekking bestaan om de minst begunstigde over te nemen ten einde dezer aandeel in het syndikaat te genieten, en deze laatste zullen er naar streven om door de vereeniging aan haren onzekeren toestand te ontsnappen. In het Roerbekken werden, alleen gedurende de jaren 1902 en 1903, aan de groote mijnen dertien kleine mijnen verkocht, met eene gezamenlijke voortbrenging van boven de 4,600,000 ton.

Het zijn de maatschappijen op aandeelen die het meest voordeel hebben getrokken uit die overnemingen (1). Meestal de kleine mijnen hebben hunne ontginning of wel gestaakt ofwel verminderd, daar zij meer kostte dan die der aankoopende mijnen. Het syndicaat is slechts op minnelijke wijze opgetreden om aan te raden dat het werk trapsgewijze zou gestaakt worden, opdat de werklieden elders werk zouden vinden. Daar werd niet vastgesteld dat een stelsel van waarborgen voor de verplaatste werklieden, noodig was.

Er bestaat echter eene algemeene strekking van den zelfden aard om het syndicaat te veranderen in *unitaire* of *eenige* onderneming, met andere woorden, na het eerste stelsel van afgezonderde en mededingende ondernemingen, na dezer overeenkomst met verbintenis waarbij echter elks juridisch wezen onaangeroerd bleef, doet zich eene strekking voor om ze te vereenigen in

(1) C. de M. de Fr. Omzendbrief, 2675.

een eenig juridisch wezen, met inrichting van een min of meer uitgestrekt monopolie in juridisch, in technisch, en in handelsopzicht. Tot daar leidt van lieverlede de natuurlijke evolutie der syndicaten. De reden daarvan wordt opgegeven door de theoretici zelf der trusts . « Een syndicaat, zegt de heer De Leener, is *behoudsgezind, terugwerkend;* het verhoogt de prijzen om profijt te verschaffen zelfs aan de minste ondernemingen die aangesloten zijn. Een *trust* gaat anders te werk : hij vereenigt enkel de mijnen die het best geschikt zijn voor den strijd op nijverheidsgebied. Door de aanvallende middelen waarover hij uit hoofde zijner macht beschikt, verplicht hij soms de weerspannige ondernemingen tot het staken van haar werk, hetzij door strijd te voeren om de prijzen te doen dalen, hetzij door haar te vergoeden voor het staken van haar werk; echter, in elk geval, *vermindert de trust den gemiddelden verkoopprijs*, dank aan de volle werking van de best toegeruste inrichtingen » (1).

De strekking tot éénmaking is des te geweldiger waar de ongelijkheid van den kostenden prijs in ruime mate het gevolg is van de natuurs-omstandigheden zelve, namelijk in de mijnen. De trust is enkel de algemeenmaking van de poging tot vereeniging.

Opdat de gemiddelde kostende prijs zou dalen, is het noodig dat de hoogste en de laagste kostende prijzen in verevening worden gebracht; dat is slechts mogelijk met de éénmaking van de onderneming. Reeds in den schoot van het syndicaat van het Roerbekken stellen wij vast dat er een streven naar den trust bestaat. Het verdrag van 1903 machtigt het syndicaat tot het aankoopen van mijnen, het aankoopen van winstaandeelen in mijnen. 't Is de kern van eene rechts- en exploitatieëenheid.

De min of meer spoedige evolutie, zooals die kan geschieden bij de in achtneming der feiten, zonder dat men de dwaze verwaandheid hebbe verder te gaan dan de *strekkingen* zelf der feiten, komt aldus neer op machtige vereenigingen van de voortbrengingskracht, tegenover de massa verbruikers en de gansche nijverheid, tegenover den arbeidersstand en den Staat zelf.

Wanneer men heden het stelsel der concessies bekrachtigt door de wet, is het dus werkelijk een *soort van gemeenschappelijken en niet meer persoonlijken eigendom, waarvan men het mogelijk ontstaan huldigt.*

Spreekt het niet van zelf dat het recht om te genieten, te gebruiken, dat is, om voort te brengen, het recht om te beschikken over het voortbrengsel, de verkoop, steeds meer worden beperkt of door de gemeenschap der in syndicaat verbonden eigenaars opgeslorpt, dat dit de toekomst is welke wij te gemoet gaan?

Daarin juist is, naar mijne meening, de rechtstreeksche tusschenkomst van den Staat en de exploitatie van Staatwege noodig.

I. De onderneming van Staatswege regelt, evenals één syndicaat, het rijzen en dalen van de prijzen.

---

(1) De Leener. *Les trusts.*

Volgens de opgaven van het verslag des heeren Dupont.

	Invloed van het syndicaat van het Roerbekken.	Invloed van den Staat in het Sarrebekken.
	Prijs per ton.	Prijs per ton.
1894, mark,	6.38	8.84
1900 —	8.54	11.63
Verschil,	2.16 of 33 t. h.	2.79 of 32 t. h.
1902, mark,	8.39	11.71
Verschil,	—0.15 of 2 t. h.	+0.08 of nagenoeg vastheid.

De strekking is dezelfde. Er is zelfs hier een licht voordeel bij het syndicaat.

Vergelijkende opgaven.

	Henegouw.	Luik.
1904, fr.	9.28	9.64
1900, —	17.51	17.36
Verschil,	8.23 of 88 t. h.	7.72 of 80 t. h.
1902, fr.	13.32	13.12
Verschil,	4.19 of 24 t. h.	4.24 of 24 t. h.

Men heeft het Luiksch syndicaat verweten den opslag te hebben overdreven (1).

Ik vind het voor mij hoegenaamd niet bezwaarlijk hier in deze openhartige studie, ook te erkennen dat het belang van den fiscus den Staat kan aanzetten om voordeel te trekken uit den opslag der prijzen ; ik vergoddelijk den Staat niet. De heer Waxweiler haalt een voorbeeld daarvan aan, doch ik beweer dat de Staat, uitsluitend gedreven door 't openbaar belang, en gestadig aan toezicht onderworpen, het belang van den fiscus kan doen wijken voor het algemeen economisch belang en steeds meer de rechtvaardigheid nabij komen.

« Welken zonderlingen tijd beleven wij, zegde de heer Vilain, sprekende van Duitschland, in zijn boek over ijzer en kolen op 't einde der XIX^{e} eeuw, dat men het economisch leven van nagenoeg een gansche volk doet berusten op het beginsel van de onfaalbaarheid van den beheerraad van een syndicaat » (2). Voeren de beginselen der evolutie van het syndicaat ons niet nader bij een min of meer eng monopolie en vreeselijke worstelingen? Wie kan voor de toekomst instaan en tegenover die strijdigheid tusschen de twee *gemeenschaps-opvattingen* van den eigendom, steunende, de eene, op het privaat belang en, de andere, op het sociaal belang, hoe kan men de rol van deze laatste opvatting miskennen?

---

(1) Lees het vlugschrift over *Le Rachat des charbonnages*, reeks interviews in de *Belgique financière* verschenen.

(2) Vilain, *Le fer et la houille*, bldz. 160.

Naudi, alhoewel bestrijder van den Staat, neemt aan dat de gevaren van het monopolie erg genoeg kunnen zijn om de voorkeur te geven aan het beheer van Staatswege, niettegenstaande al zijne bezwaren (1). De Staat kan handelend optreden hetzij door zelf voort te brengen, hetzij door het afkoopen van concessies of van aandeelen in mijnmaatschappijen.

Hier komt eene tegenwerping welke ik wil wederleggen :

« Zij die hopen dat de Staat, als ontginner van kolenmijnen, de prijzen zal kunnen regelen, zien de zaken ietwat verkeerd in. Zooals de heer Trasenster het deed opmerken, de regelende invloed van den Staat, die eenige duizend ton kolen zou opdelven, zou zeer gering zijn, vermits de private vergunninghouders, de verschillende bekkens er tienmaal zooveel voortbrengen (2). » Dat mijne geleerde tegensprekers het niet euvel opnemen, maar dat is, volgens mij, eene wetenschappelijke dwaling : de regelingswet van den prijs der kolen is die welke Gregory King toepaste op den prijs van 't graan (3); eene sterke prijsverhooging volgt eene lichte toeneming der aanvraag op.

» Wanneer de aanvraag het aanbod met 1 of 2 t. h. overtreft, is het mogelijk den prijs met 100 t. h. te verhoogen. Wanneer voor eene allernoodigste waar als de kolen, de aanvraag het aanbod overtreft, oefent eene betrekkelijk kleine omstandigheid machtigen invloed uit op den prijs van den dag (4). »

Er bestaat hoegenaamd geen noodzakelijke verhouding tusschen de voortbrenging van Staatswege en den invloed welken de Staat zou kunnen uitoefenen op de prijzen, om die prijzen staande te houden of het rijzen daarvan tegen te houden.

In het Sarrebekken moet men erkennen dat de Staat over't algemeen er zich op toelegt den opslag der prijzen het minst zwaar mogelijk op de verbruikers te doen wegen :

1° Hij past binnenslands denzelfden prijs toe voor allen (5);

2° Hij tracht de verbruikers te onttrekken aan de overdreven eischen der voortverkoopers (6);

De heer de Brefeld, minister van Pruisen, heeft zelf de gedachte vooruitgezet, de mijnen steeds meer rechtstreeks in betrekking te doen komen met de verbruikers, door het tot stand brengen van uitgestrekte samenwerkende maatschappijen voor den aankoop van kolen (7);

3° Hij oefent invloed uit op de uitvoerprijzen (8).

---

(1) Inaudi, *Rendita mineraria*, bldz. 749-751.

(2) Waxweiler, *Le charbon dans le nord la Belgique*, bldz. 172

(3) V. Marshall, *Economics*. Inaudi, *Rendita mineraria*, bldz. 551 en vlg.

(4) *Coal Reports*, cité par Inaudi, bldz. 532.

(5) Weiss, bldz. 75.

(6) *Id.*, bldz. 76.

(7) Vilain, bldz. 154.

(8) Weiss, bldz. 75. Lees ook over gansch het vraagstuk, degelijke en geleerde artikelen, onder handteekening van Lux, in *Le Peuple*, 1904.

Deze invloed kan stelselmatig geregeld worden in 't algemeen belang en zonder willekeur.

De invloed van het verdeelen van de beschikbare kolen tusschen de inlandsche aanvraag en de aanvraag voor buitenland kan bewezen worden door belangwekkende feiten (1):

Land van Luik.

Jaar.	Gemiddelde prijs.	Verhouding van de uitgevoerde kolen tot de algeheele voortbrenging.
1895	10.03	24.4 t. h.
1896	10.10	23.5
1897	10.90	24.3
1898	11.62	23.3
1899	13.11	23.9
1900	18.60	24.9
1901	16.87	24.4
1902	14.15	24.5
1903	13.97	22.9
1904	13.37	23.8

Het hoogste cijfer van den uitvoer komt overeen met den hoogsten prijs op de binnenmarkt.

Wat ware er gebeurd met het oog op de prijzen, indien men, zelfs in geringe mate, het bedrag van den uitvoer in 1900 had verminderd in 't belang van de binnenmarkt?

II. Naarmate de exploitatie van een bekken vereenigd wordt in zijne handen, kan de Staat de prijzen tot een middenprijs brengen, zoo goed als een *trust* en tevens overgangsmaatregelen te nemen enkel met het oog op 't algemeen belang en op het belang der gebezigde en verplaatste werklieden.

§ 6. — DE WETTELIJKE REGELING DER MIJNEN EN HET SOCIAAL VRAAGSTUK.

Concessies. — Het gewichtigste standpunt van de Herziening der mijnwet, is het sociaal standpunt en bovenal de betrekkingen tusschen kapitaal en arbeid.

De lessen der XIX^{e} eeuw zijn welsprekend genoeg om de meest weerspannigen te overtuigen van de noodzakelijkheid om het salaris-stelsel wetenschappelijk te veranderen, door de eenheid van kapitaal en van arbeid en de meest uitgebreide zelfstandigheid der arbeiders geleidelijk en op vaste gronden tot stand te brengen Het stelsel der concessies heeft dat vraagstuk niet opgelost; na verloop van eene eeuw staan wij nog tegenover dien geduchten

(1) Lees het verslag van den hoofdingenieur der mijnen van Luik, voor 1904.

last der worstelingen tusschen kapitaal en arbeid ; de heerschappij der syndicaten, welke door het handhaven van de concessies alleen in 't verschiet oprijst, schijnt, daar waar zij haar vollen bloei heeft bereikt, als bestemd tot eene ruimere en geweldigere uitbreiding der worstelingen tusschen kapitaal en arbeid, evenals der worstelingen tegen den Staat, terwijl eene erfenis van vrede en rechtvaardigheid wordt door de toekomstige geslachten van ons verwacht. Door hare natuurlijke werking, beloven de concessies ons die niet. Wij kunnen de geschiedenis van de werkloonen en van de prijzen bij de kolennijverheid gedurende de XIX^e^ eeuw heropmaken : de afbeeldingstabellen spreiden er licht over en doen ze beter uitschijnen. Het meest merkwaardig feit is dat de werkloonen der kolenmijnwerkers zooals ze thans bepaald worden, strekken om over 't algemeen de geregelde prijsveranderingen der kolen op te volgen; dat opvolgen levert echter dit bijzonder kenmerk op, dat die veranderingen der loonen niet zoo groot zijn als die der prijzen : zij rijzen niet even hoog en dalen niet even laag : dat wordt door de afbeeldingstabellen zeer duidelijk aangetoond : de grondige reden van die vastgestelde onevenredigheid tusschen de veranderingen der prijzen en die der loonen, is de gestadige krachtinspanning van den arbeider om zijne bestaanmiddelen bestendig te maken, en zich een *minimum* te verzekeren, waaronder het loon niet zal dalen. Het minder rijzen van de loonen, in tijden van bloei, schijnt als een soort van vergoeding voor het minder dalen in tijden van afslag.

Doch dat empirisch min of meer opvolgen van de prijzen door de loonen, gebeurt nooit zonder botsingen : de werkstakingen, die zich geregeld voordoen, zijn de ijselijke sleep der prijsveranderingen; zoo is 't dat de statistiek der werkstakingen, dezer vreezelijk regelmatig uitbarsten doet uitschijnen, en van al de nijverheidstakken, die door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid gestadig worden bestudeerd, is het de mijnnijverheid welke er het grootst getal oplevert : 143 van 1896 tot 1900 (1). Tot hiertoe heeft geen enkele gemeenschappelijke vorm der arbeidsovereenkomst, geen enkel algemeene inrichting dat geducht verschijnsel voorkomen : alleen te Bascoup bestaat een verzoeningsraad en dan nog zonder scheidsgerecht ; te Mariemont bestaat een comiteit tot regeling van eene veranderlijke schaal der loonen. 't Is alles, na verloop eener eeuw! Niemand kan de doelmatigheid bewisten van de nijverheids- en arbeidsraden in sommige gevallen, zooals in 1899, maar geen enkele gemeenschappelijke werking kan eraan worden toegekend en heeft de instelling ervan doen gelijken aan die der uitgebreide Verzoeningsraden in Engeland.

Verlichte navorschers hebben de zucht naar gezag aangeklaagd als zijnde het beginsel van den weerstand tegen het uitbreiden van de verzoeningsinstellingen (2).

« Die zucht naar gezag », zegde een edelhartig en geleerde hervormingsgezinde, « die voor gevolg heeft dat zooveel nijverheidsbazen — in stede van

(1) *Statistiek der werkstakingen van* 1896 *tot* 1900.

(2) JULIEN WEILER, *L'esprit d'autorité et la conciliation industrielle*, 1894.

in hunne werklieden, werkgenooten te erkennen, wier meening zekere waardeering verdient — ze beschouwen enkel als onderhoorigen, die geen meening te uiten hebben over het bestuur van nijverheidszaken, die zucht naar gezag, zeg ik, is de *groote hinderpaal.* » Diezelfde zucht naar gezag schijnt de pogingen te verlammen, die men beproeven kan, zelfs onder de bestaande wet op de Nijverheids- en Arbeidsraden, om uitgebreide gewestelijke Verzoeningsraden tot stand te brengen zooals in Engeland. Te vergeefs vroegen wij dat de kolenmijnafdeelingen zouden vergaderen in eenige zitting per bekken, zelfs uitsluitend om dat groot vraagstuk der in de contracten in te schrijven verzoening te onderzoeken; wij hebben de droefheid moeten uitstaan, de algemeene werkstakingen te voorzien en ze niet te kunnen voorkomen.

Syndicaten. — De verstandhouding tusschen de vergunninghoudende maatschappijen, de syndicaten die met zulke machtige eensgezindheid hunnen invloed op de voortbrenging uitoefenen, deden niets om breedere en doelmatigere instellingen te verschaffen tot verzoening tusschen kapitaal en arbeid. Door de algemeene werkstaking der mijnwerkers in Westphalen, van 7n Januari tot 15 Februari 1905, werd het geducht bewijs daarvan geleverd : zij duurde vijf weken en kostte de werklieden 20 millioen werkloon : het dubbel kenmerk ervan was de veelvuldigheid der grieven, waarvan de oplossing tot dan toe aan geen enkele verzoeningsinstelling was toevertrouwd geworden, en de stelselmatige weigering van het comiteit der bazen in onderhandelingen te treden met de afgevaardigden der werkstakers, vertegenwoordigers van hunne werksyndicaten (1); met andere woorden, de vereeniging der kapitalen had, op sociaal gebied, geen ander gevolg dan den strijd in de hoogste mate uit te breiden en te doen toenemen. Door de openbare meening werd de Regeering gedwongen tusschen beide te komen door bestuursmaatregelen en door middel van de wet : tot de wijzigingen in de algemeene mijnwet van 14 Juli 1865, afgekondigd op 14 Juli 1905, werd aanleiding gegeven door de werkstaking, en het kenmerk ervan is dat zij den werkman waarborgen verstrekken voor zijne rechten alsmede voor de gezondheidsvoorwaarden van den arbeid, en tevens dat zij werklieden-comiteiten oprichten, die als verzoeningsinstellingen aan de vergunninghouders worden opgelegd (2). Voorwaar nog onvolmaakte instellingen, waaraan de Pruisische wet geen mogelijke uitbreiding toekende in evenredigheid met de uitbreiding van het Rijn-Westphaalsche Syndicaat zelf, maar waarvan de oprichting door de wet zonneklaar bewijst dat het stelsel der concessies met zijne natuurlijke streving naar de samentrekking, veeleer leidt naar schrikkelijke worstelingen dan naar de overeenkomst tusschen kapitaal en arbeid. Dat wordt door de geschiedenis geleerd; zóó antwoorden de feiten op de gevolgtrekkingen van de heden-

(1) *Zie* het omstandig verhaal der werkstaking : *Bulletin de l'Office du travail français,* Maart 1905.

(2) *Zie* den tekst der gewijzigde wet, onder de bijlagen § 80 f.

daagsche voorstanders der syndicaten, die de bedriegelijke veelbelovende stellingen van hunne voorgangers, voorstanders der volstrekte persoonlijke vrijheid, heden herhalen.

De Staat en het gezaghebbend patriarchaat. — De onpartijdige studie van het stelsel der Staatsmijnen van het Sarrebekken, heeft er het kenmerk doen vaststellen van een soort van gezaghebbend patriarchaat; van verscheiden hoofdzakelijke zijden, is de bezorgheid en de voorzorg op sociaal gebied er veel verder gedreven dan overal elders; van andere zijden wordt door het van kracht zijnde stelsel, de natuurlijke ontwikkeling der werklieden-gemeenschap belemmerd en de evolutie der arbeidsovereenkomst gestuit, alhoewel nog verre af van de gemeenschappelijke overeenkomst : 1° Het getal ongevallen is er geringer, omdat de politieverordeningen er beter worden nageleefd (1); 2° de arbeidersbevolking groeit er langzamerhand, zonder inmenging van vreemde bestanddeelen; het bestuur weigert werklieden uit verre streken aan te werven, al moest het zelfs de uitbreiding zijner mijnen vertragen; daarentegen levert de spoedige samentrekking van de arbeidende bevolking in Westphalen erge bezwaren op; reeds in 1903 heeft het aanwerven, in het Oosten van Pruisen en in Polen, van werklieden die zelfs de arbeiders der streek kwamen onderkruipen, woeling verwekt (2); 3° in de mijnen van het Sarrebekken heeft de Staat een echt vakonderwijs ingericht met het dubbel gevolg, de bedrijfsbevoegheid tot een hooger peil te brengen dan de gemiddelde bevoegheid van de werklieden uit de andere kolenbekkens en de ongevallen in de hoogste mate te verminderen; 4° de Staat getroost zich, voor de voorzorg- en verzekeringsinstellingen, veel grootere opofferingen dan die welke uit de wet voortspruiten voor de arbeiders der private nijverheid (3); voor de werkmanswoningen ook levert de Staat kostbare voordeelen op. Men schat op 10 t. h. van den inkomprijs zijner kolen, het geld dat de Staat besteedt aan de arbeidersbevolking (4).

De gang der werkloonen, vooral in de laatste jaren, verschilt merkelijk met dien van het Westphaalsche bekken : het gemiddeld jaarlijksch loon en het loon per post blijven in dit bekken hooger dan in de Staatsmijnen, zooals men kan zien door de verder overgedrukte tabellen (5) ; maar de veranderingen van het loon, van het eene jaar tot het andere, zijn heel gering in het Sarrebekken, en veel grooter in het Roerbekken ; men is getroffen door het verschil tusschen den gang der loonen na het stijgen van de prijzen in 1900; in het Sarrebekken stijgt het loon stil aan voort, terwijl

---

(1) Weiss, bladz. 51.

(2) Zie den omzendbrief 2528 van het *Comité des houillères* in Frankrijk : daar de mijnwerkersworm meer de werklieden van het bekken aantastte dan de vreemden, aanzien zich de eersten als door een soort van vervolging getroffen, wanneer zij door de vreemde vervangen worden.

(3) Weiss, bldz. 56.

(4) Id., bldz. 58 en 57.

(5) *Zie* de Bijlagen en de Afbeeldingstabellen.

in het Roerbekken het loon aan 't dalen is. Daaruit volgt dat de levensvoorwaarden vaster zijn in de Staatsmijnen. De hierboven aangehaalde brief van het bestuur dier Staatsmijnen voltooit die bewijsvoering.

In andere opzichten echter heeft het gezaghebbend patriarchaat de ontwikkeling van de werkliedenvereeniging belemmerd, en, ik herhaal het, de evolutie der arbeidsovereenkomst gestuit, alhoewel nog verre af van de gemeenschappelijke overeenkomst; na de werkstakingen van 1889-1891, heeft het zegevierend bestuur het arbeiderssyndicaat verbroken (1). De opvatting van de rol van den Staat is dus wel ook *betrekkelijk* in 't verleden; de heerschappij van de zucht naar *gezag*, benevens die van de *hebzucht van den fiscus* is enkel een voorbijgaand verschijnsel in de geschiedenis der nijverheid; wat de voorkeur aan den Staat moet doen geven, is dat de Staat uitsluitend gedreven wordt door het algemeen belang, en dat zijne werking veerkracht genoeg bezit om de betrekkingen tusschen kapitaal en arbeid op geregelde, vredelievende en spoedige wijze steeds meer volmaakt te doen worden.

Geregelde evolutie. — De zucht naar gezag bij de ontginners is in Engeland en in Schotland voorgoed geweken onder den drang der *Trade Unions* en de vereenigingen van werkgevers en van werknemers hebben de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst in zekere vormen aangenomen. De verzoenings- en scheidsraad is overal de vertolking geworden van de Gemeenschappelijke overeenkomst. De snelle evolutie daarvan in Engeland is hoogst belangwekkend. Zooals die raad thans bestaat in al de mijnstreken van Engeland kwam hij in 1892 tot stand na eene vreezelijke werkstaking over de gansche streek der *Midlands*, met het derde van al de mijnwerkers; *'t is door toedoen der regeering* dat hij tot stand kwam. 't Was 't begin van een algemeenen onmekeer in de mijnen; deze geschiedde in Northumberland tusschen 1894 en 1900; in Durham, in 1895; in Schotland, in 1899; Zuid-Wallis kwam het laatste in April 1903. Ziedaar de indrukwekkende eensgezindheid welke in Engeland waar te nemen is; niet alleen komen de vertegenwoordigers van kapitaal en van arbeid geregeld bijeen, maar overal doet een door beide partijen aangestelde scheidsman voorgoed uitspraak over de bestaande twisten (2). Uit de gevolgen, in de Vereenigde Staten gegeven aan de kolenmijnwerkstaking, blijkt dat de zelfde ommekeer er zich voordeed en welke aanzienlijke zending de Regeering vervullen kan (3).

Die proefneming, in Engeland, levert kostbare gegevens op voor de wetenschap en de werking op sociaal gebied, die ik in de volgende voorstellen heb vertolkt :

1° Opvatting van een veranderlijk fonds der loonen, in stede van een vooraf bepaald en onveranderlijk fonds;

---

(1) Weiss, *ibid.*

(2) V. Ashley, *The sliding scales*, 1 boekdeel. Lees in de Bijlagen den tekst der overeenkomst gesloten tusschen de werkgevers en de werknemers der mijnen van 't Land van Wallis (1903 en 1904).

(1) Zie in de Bijlagen.

2° Opvatting van betrekkelijke, natuurlijke huishoudkundige wetten, in stede van de onveranderlijke, onbuigzame wetten;

3° Regeling en verandering van de verdeeling der opbrengst tusschen kapitaal en arbeid, mogelijk en bestendig door toedoen van de vereenigingen;

4° Noodzakelijkheid dier vereenigingen, als voorwaarde der gelijkheid tusschen arbeid en kapitaal bij de betwistingen, en als grondslag van de rechtvaardigheid, in zooverre deze thans mogelijk is;

5° De vereeniging als *werktuig tot bevrediging*, na een strijdmiddel geweest te zijn;

6° Hoogere en bepaald vredelievende vertegenwoordiging van hetarbeidscontract, welke in de hoogste mate de gelijkheid van partijen verwezenlijkt, het debat over het loon zoo ruim mogelijk opheldérende, in den vorm van *verzoening- en scheidsraden*, verkozen door sterke vereenigingen van nijverheidshoofden en werklieden (1).

De tusschenkomst van den Staat kan een nieuwen vooruitgang teweeg brengen in die evolutie op gebied van opleiding en hervormingen.

De werking van den Staat op gebied van hervormingen. — Op het wereldcongres der mijnwerkers, in 1897, hebben de Engelsche werklieden, toen zij zich voorstander verklaarden van het toekennen aan den Staat, van den eigendom der mijnen, gesteund op den ommekeer in hun eigen land en gewezen op de grondige verandering welke het autoritair en fiskaal stelsel van patroonschap moet ondergaan naar de hoogere vormen van de Gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst, naar het evenwicht, de tot hiertoe ongekende bestendige eendracht die men ervan moet verwachten.

De gedachte om van den Staat den voorbeeldigen wetgever te maken met het oog op de arbeidsvoorwaarden, komt herhaaldelijk voor in de verslagen van de Nederlandsche commissie en van den Minister van Waterstaat (2).

Doorluchtige geleerden drukten dezelfde meening uit. Adolf Wagner (3) denkt eveneens dat het den Staat toekomt, de hoogere vormen der Arbeidsovereenkomst vooruit te helpen, en invloed uit te oefenen, door een machtig voorbeeld, op de verbeteringen van de betrekkingen tusschen kapitaal en arbeid. « De Staat, zegt Wagner, kan, als groote regelaar van den arbeid, een voor de arbeiders wenschelijken invloed uitoefenen door zijne mededinging op de arbeidsmarkt ». En hij voegt erbij : « Die zending van den Staat om op te treden als *mededinger* op de arbeidsmarkt ten voordeele van de werklieden, is ongetwijfeld in de moderne gebruiken ternauwernood gekend, en nog minder toegepast, uit liefde van eene *verkeerde opvatting vanwege den fiscus*, en omdat men niet beseft hoe gewichtig de hooge loonen en de degelijke arbeidsvoorwaarden voor de werklieden zijn. »

Vijf en twintig jaar reeds geleden heeft Emile de Laveleye eene proef van samenwerking gevraagd en Guillaume De Greef, in de heerlijke beslui-

(1) H. Denis, *La fin de l'ère des grèves*, bldz. 68.

(2) Zie het verslag van den heer Dupont.

(3) A. Wagner, *Science des finances*.

ten van zijn boek over het naasten van de kolenmijnen, heeft, reeds jaren geleden, de beginselen geschetst van een plan tot regeling van den arbeid; 't is eene organieke evolutie welke wij sedert zoo lang betrachten, en waarvan wij straks de rechtvaardigheid zullen bewijzen bij afleiding (1). De wet van 14 Juli 1905 in Pruisen is, uit hoofde van hare hervormingen, reeds heilzaam; wijzelijk toegepast op de Staatsmijnen, zou ze, mijns dunkens, ons een stap nader brengen tot een hoogere arbeidsovereenkomst.

De sociale invloed van eene wellukkende proefneming ware onberekenbaar : « Het ware, zegde de Laveleye, het einde van den strijd tusschen kapitaal en arbeid ». Dat is het passend antwoord op de tegenwerpingen in de Middenafdeeling geopperd tegen mijne voorstellen.

Men heeft beweerd dat de Staat als mijnontginner zich noodzakelijk zou gedragen als een gewoon kapitalist. De hoofdbeweegredenen van Inaudi zijn : 1° De hebzucht die men den Staat toeschrijft, dat is : de wensch om uit de mijn zooveel mogelijk winst te trekken; 2° de afhankelijkheid waarin de arbeiders tegenover de ambtenaarsheerschappij zouden verkeeren (2).

De Staat heeft niet enkel ten doele winst te maken, net alsof hij een gewoon kapitalist ware; hij heeft ook een economisch en een sociaal doel; economisch doel en sociaal doel moeten hier overwegend zijn in het belang van de verbruikers en van den arbeidersstand. Dat is het streven van den Staat bij het beheeren van de spoorwegen in België.

Ongetwijfeld zullen de gevolgen van het ontginnen der mijnen van Staatswege, voor den arbeidersstand afhangen van den geest die den Staat zal bezielen. Wat de fiskale hebzucht zal doen wijken, zal zijn, eenerzijds, de betrekkelijke onafhankelijkheid toegekend aan de mijnondernemingen van Staatswege, en, anderzijds, de verstandige invloed van de openbare denkwijze.

De jaarlijksche overschotten van de mijnenontginning, worden in Pruisen overgebracht op Staats begrooting. Ten einde die begrooting haar evenwicht te behouden, tracht de Staat die overschotten op een zelfde bedrag te bepalen, steeds dezelfde ramingen op de begrooting in te schrijven; hij is bijgevolg dikwijls ertoe genoopt, ten einde Staats inkomsten niet te verminderen, uitgaven tot eerste inrichting te verdagen, alhoewel zij voordeelig zouden zijn voor de onderneming of voor dezer uitbreiding. Om dezelfde reden van fiscalen aard, is hij geneigd, het rijzen en dalen van het loon zijner werklieden binnen enge perken te houden.

Om aan dat Staatsdomein de ruimste uitbreiding mogelijk te geven, zou men de mijnontginning betrekkelijk onafhankelijk van de Schatkist moeten maken, de mijnbegrooting niet rechtstreeks in de Staatsbegrooting opnemen, de mijnontginning moeten aanstellen als een zelfstandig wezen, haar veroorloven een reservefonds in stand te houden op de winsten der ontginning, uitbreidingswerken uit te voeren en te zorgen voor de uitdelging

---

(1) G. De Greef. *Le rachat des charbonnages.*

(2) Zie Inaudi, *Rendita mineraria*, bldz. 702 en vlg., *Biblioteca dell Economista.*

van de er aan verbonden uitgaven. Dergelijke hervorming kan zonder moeite worden tot stand gebracht, vooral wanneer het volk een verlicht volk is.

Het oprichten, in België, van eene maatschappij tot mijnontginning in het algemeen belang, naar het voorbeeld van die voor de buurtspoorwegen, beantwoordt aan die noodzakelijkheid om den fiscalen band der mijnen minder knellend te maken, ten einde de beschouwingen van economischen socialen aard meer in aanmerking te doen komen. Met de vermindering van de centralisatie zal ook de invloed van den bestuurslenter verminderen, en zal het stelsel, steunende op contracten, van lieverlede opdagen. Dat stelsel zal dan alleen werkelijk vast staan en werkelijk vruchtbaar zijn wanneer de arbeiders, dank aan eene voldoende uitbreiding van hunne vereeniging, gemeenschappelijk kunnen onderhandelen met den Staat of met de maatschappij voor openbaar belang.

Een Staat bezield met een meer verheven doel dan de jacht op inkomsten, kan opgevat worden als belast met eene opleiding tot stelselmatige voorbereiding van de verhevene vormen der arbeidsregeling, welke vormen thans maar opdagen ten prijze van moeilijkheden en hevige worstelingen tusschen verschillende belangen, en maar te dikwijls onzeker en vergankelijk schijnen.

De Staat kan sociale proefnemingen doen waarvan het welgelukken een onberekenbaren invloed zou uitoefenen.

De grondslag van elke nieuwe regeling kan niet anders zijn dan de verzoeningsraad, zooals deze tot stand kwam in de mijnen van Engeland en Schotland, in den loop der laatste tien jaren, zooals die bekrachtigd werd door eene onafgebrokene werking sedert dien.

Verzoenings- en scheidsraden. — De proefneming van Staatswege zal te gemakkelijker en vruchtbaarder zijn, daar de Staatsmijnen een rechtspersoon zullen uitmaken, staande buiten den rechtstreekschen invloed van den Staat, zooals het, bij voorbeeld, 't geval is met de Spaarkas, de Maatschappijen voor Gemeentekrediet, de Maatschappij voor Buurtspoorwegen. Bureelslenter en zucht naar gezag zullen wijken voor een stelsel met contracten als grondslag.

De verzoeningsraden hebben als beginsel elke werkstaking door de arbeiders, alsook elke *lock-out* (werkstaking door de werkgevers, het sluiten van de werkplaatsen), van de hand te wijzen, omdat beide partijen de gebiedende verbintenis huldigen eerst alle verzoeningsmiddelen aan te wenden, en daarna in geval van oneenigheid, zich te onderwerpen aan de beslissing van den voorzitter-scheidsman, die onwederroepelijk de moeilijkheid of het geschil oplost, binnen den tijd voorzien in de tusschen werknemers en werkgevers gesloten overeenkomst. Die beslissingen, genomen door de vertegenwoordigers van de gemeenschap of hunnen scheidsman, zijn verbindend voor elken arbeider op zijn eigen. De gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst bepaalt voortaan de voorwaarden van de *persoonlijke* arbeidsovereenkomst. Thans worden *enkel persoonlijke* overeenkomsten gesloten tusschen den ondernemer en de werklieden op hun eigen, met mogelijke

toevlucht van al de afzonderlijke werklieden tot samenspanning, werkstaking en strijd. Voortaan wordt dat laatste middel ontzegd aan de werklieden op hun eigen, zoolang de overeenkomst duurt. Daarom komt, in de overeenkomsten tot oprichting van verzoeningsraden, zooals in die van Zuid-Wallis, eene bepaling voor, luidende als volgt : « Een exemplaar van deze overeenkomst zal opgenomen worden in een overeenkomst-boekje en onderteekend door iederen gebezigden werkman, daar deze overeenkomst aanzien wordt als een van de voorwaarden der verbintenis tusschen den werkgever en den belanghebbenden werkman. » Dat getuigt van een hoogeren vooruitgang.

Zoo ziet men den band van gemeenschappelijk recht alle afzonderlijke personen omsluiten. Het spreekt echter van zelf dat eene stevige werkliedeninrichting noodig is om dien band te doen eerbiedigen. De syndicale inrichting is de grondslag, de waarborg, de bekrachtiging van verzoening en scheidsrecht. Daarom moet zij, in elk geval, boven alle inbreuk verheven staan.

De overeenkomst, waarbij de verzoeningsraad wordt opgericht, bepaalt tevens wat onveranderlijk zijn zal in het loon en in de arbeidsvoorwaarden, alsmede de grenzen binnen welke de raad die zal mogen wijzigen. Zoo is werkelijk een onveranderlijk *minimum* van loon gewaarborgd voor den ganschen duur der overeenkomst, en zijn er tevens grenzen binnen welke het loon veranderingen kan ondergaan naar gelang de prijzen der kolen veranderen, en welke veranderingen geregeld aan beraadslagingen en beslissingen zullen onderworpen worden.

De overeenkomsten tot instelling van de verzoenings- en arbeidsraden zijn niet bestendig, maar ze kunnen onbepaald hernieuwd worden. De gedurige verlenging zou de nijverheidsvrede bestendig behouden.

Het recht tot werkstaken blijft bestaan, het is onafscheidbaar van den arbeid en onvervreemdbaar, maar de uitoefening ervan wijkt steeds verder evenals de uitoefening van de macht; men verwijst het naar de tijdperken tusschen de gemeenschappelijke overeenkomsten met beperkten duur; indien deze overeenkomsten voortdurend worden, dan zou de toevlucht tot werkstaken, in rechten steeds veroorloofd, werkelijk verdwijnen.

De verzoenings- en scheidsraad is nochtans enkel de leest waarop al de hoogere vormen van gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst en van inrichting der voortbrenging kunnen geschoeid worden.

Sommige dier vormen hebben de aandacht van den werkerstand reeds vroeger en heden nog sterk gaande gemaakt, namelijk de *veranderlijke loonstanderd*, die zulk zonderling lot onderging en wiens welgelukken zoo kort was.

Veranderlijke loonstanderd. — De veranderlijke standerd onderging buitengewone wisselvalligheden gedurende de laatste 25 jaar der XIXe eeuw. Hij werd eerst met geestdrift onthaald; een economist Crawford Munro, noemde het eene zoo gewichtige wetenschappelijke ontdekking als de Stelling der Rente van Ricardo. Het stelsel werd spoedig algemeen aangenomen

bij de metaalnijverheid en de mijnen; maar zijn zegepraal was van korten duur; het stelsel werd stil aan van de hand gewezen in de mijnen, om ten slotte nog enkel te blijven bestaan in Zuid-Wallis en, in April 1903, te verdwijnen, ten minste in zijn eersten vorm, uit al de kolenmijnen van Engeland en Schotland.

Het stelsel komt meer op de regeling van de loonen naar de prijsveranderingen der kolen. Men neemt tot grondslag een bepaald tijdperk en men bepaalt bij overeenkomst het verband dat er zal bestaan tusschen het rijzen en dalen van de loonen en van de prijzen, waarvan de vaststelling geregeld zal geschieden in het bijzijn van beide partijen of door toedoen van verkozene boekhouders.

Niet het beginsel van den veranderlijkon standerd dient te worden afgekeurd, wel integendeel : het is volstrekt verlokkend. Het strookt immers volkomen met de moderne opvattingen over het werkloon. Voorheen werd het fonds, bestemd tot het vergelden van den arbeid, door de wetenschap beschouwd als een deel, op zeker oogenblik onveranderlijk, van het bedrijfskapitaal, dat de arbeiders geenerwijze konden wijzigen. Het echte fonds, dat verdeeld wordt tusschen den arbeider en het kapitaal, is heden de opbrengst; het stelsel van den veranderlijken standerd is eene toepassing van het beginsel; het komt neer op eene verdeeling van de opbrengst tusschen de medebelanghebbenden, het verandert het werkloonstelsel in eene echte *vereeniging tusschen kapitaal en arbeid.* Daarom ook is het stelsel verlokkend en heeft het mij zelf steeds verlokt.

Doch, de strenge toepassing van het beginsel verwekt voor de werkloonen aanzienlijke afwisselingen.

Ik heb de formule van Mariemont, die meer omvattend is dan de Engelsche of Amerikaansche formule's, stelselmatig toegepast op twee streken, het kolenbekken van Luik en het kolenbekken bezuiden Bergen. Indien P E S den Prijs der kolen, het geleverd Werk, het Loon vertegenwoordigen tot vergelijking genomen en P' E' den prijs en het geleverd werk binnen een bepaald jaar, dan wordt S', het te zoeken loon, vertolkt door de formule :

$$S' = \frac{S \times (E' \times P')}{P \times E}$$

Ik heb mijne berekeningen uitgebreid en verbeterd naar de opmerkingen van den heer Minister Francotte en den heer Trasenster : past men voor Luik de gemiddelde cijfers van 1860-1869 eerst toe op dat tijdvak zelf en vooral op het tijdvak 1870-1881, alsook de gemiddelde cijfers van 1880 1899 op het gansche tijdvak 1890-1904, dan bekomt men :

LAND VAN LUIK.

Gemiddelde cijfers van 1860-1869 *als grondslag.*

Geleverd Werk = 122-90
Loon = 738-30
Prijs = 10-12

Jaar.	Geleverd werk.	Prijs per ton.	Wezenlijk loon per jaar.		Bij onderstelling berekend loon.	
1861	104.30	10.22	658.75		632 »	
1862	106.12	9.92	662.70		624 »	
1863	114.50	9.48	678.10		644 »	
1864	128 »	9.24	708.40		702 »	
1865	125.10	9.96	782.10	750	740 »	742
1866	132.30	10.79	816.50		848 »	
1867	129.75	11.30	837.75		870 »	
1868	128.85	10.46	790 40		801 »	
1869	139 »	9.91	819 »		818 »	
1870	151 »	10.46	971 »		929 »	
1871	152 »	10.62	928 »		950 »	
1872	162 »	12.52	1,035 »		1,204 »	
1873	148 »	20.55	1,191 »		1,803 »	
1874	136 »	16.09	1,174 »	1,002	1,297 »	1,084
1875	134 »	14.25	1,122 »		1,134 »	
1876	131 »	13 »	1,035 »		972 »	
1877	142 »	10.51	862 »		886 »	
1878	155 »	9.43	875 »		868 »	
1879	162 »	9.16	867 »		879 »	
1880	163 »	10.03	943 »		970 »	

Gemiddelde cijfers 1880-1889 als grondslag. — Luik.

S = 3 fr. 17 c. (dagloon).
P = 9 fr. 36 c.
E = 595 kilo.

Jaar.	Waarde van de ton kolen.	Getal dagen arbeid.	Dagelijksche voortbrenging per man.	Wezenlijk jaarloon per man.		Bij onderstelling berekend jaarloon per man.	
	Fr. c.		Kilog.	Fr. c.		Fr. c.	
1881	9 66	294	561	963		920 22	
1882	9 95	301	561	975		954 17	
1883	10 19	305	564	1,017		997 35	
1884	9 60	294	585	938		937 86	
1885	9 08	291	595	883	944	893 37	946
1886	8 45	290	617	866		858 40	
1887	8 17	301	645	910		899 99	
1888	8 68	303	647	948		966 57	
1889	9 83	304	628	994		1,067 04	
1890	14 08	301	598	1,154 »		1,441 79	
1891	13 20	297	569	1,128 »		1,268 19	
1892	10 77	293	573	1,005 »		1,028 43	
1893	9 73	295	580	965 »		929 95	
1894	9 64	300	590	994 »		969 »	
1895	9 82	300	590	1,022 »		981 »	
1896	9 87	300	603	1,031 »		1,014 »	
1897	10 60	305	610	1,082 »		1,119 35	
1898	11 21	308	607	1,128 »		1,191 96	
1899	12 38	301	632	1,185 »		1,339 45	
1900	17 36	305	625	1,387 »		1,881 85	
1901	15 58	293	577	1,253 »		1,492 40	
1902	13 12	301	601	1,211 »		1,348 48	
1903	12 93	306	600	1,234 »		1,349 46	
1904	13 37	306	553	1,225 »		1,285 10	
Gemiddeld voor 1861-1869				750 »		742 »	
— 1870-1880				1,002 »		1,081 »	
— 1881-1890				964 80		993 67	
— 1891-1900				1,092 70		1,172 »	
— 1881-1900				1,028 75		1,082 83	
— 1890-1904				1,134 »		1,242 50	

Gemiddelde cijfers tusschen 1881-1891 *als grondslag. — Bergen.*

S = 855 fr. 10 c. (Jaarloon).
P = 10 fr. 10 c.
E = 150 ton (Jaarlijksch werk geleverd).

JAAR.	Waarde der ton kolen.	Jaarlijksch geleverd werk per man.	Wezenlijk jaarloon per man.	Bij onderstelling berekend jaarloon per man.
	Fr. c.	Ton.	Fr. c.	Fr. c.
1881	10 05	148.5	879 05	842 35
1882	10 57	147	891 »	876 99
1883	10 90	146.5	874 »	901 29
1884	10 23	147	882 »	847 71
1885	9 43	144	755 »	766 44
1886	8 76	145	715 »	716 99
1887	8 50	158	726 »	757 88
1888	8 79	163	794 »	808 68
1889	10 08	156	872 »	887 54
1890	13 68	145	1,064 »	1,119 58
1891	13 14	137	1,001 »	1,016 06
1892	10 89	137	852 »	842 07
1893	10 14	135	776 »	772 63
1894	9.87	152	854 »	846 10
1895	9 77	143	830 »	788 53
1896	9 68	153	875 »	835 93
1897	10 53	148	887 »	879 61
1898	11 20	155	993 »	979 83
1899	13 01	150	1,053 »	1,101 42
1900	18 15	149	1,199 »	1,526 39
1901	15 51	141	1,128 »	1,234 »
1902	13 25	144	1,004 45	1,076 »
1903	12.95	147.	1,053 32	1,071 40
Gemiddeld voor 1881-1890. . .			855 20	852 54
— 1891-1900. . .			932 20	958 837
— 1881-1900. . .			893 70	905 69

Het naar den veranderlijken standerd berekend loon is, wanneer de *prijzen laag* zijn, onbetwistbaar lager dan het werkelijk ontvangen loon; anders is het echter gelegen, wanneer de prijzen hoog zijn, en *gedurende de langdurige tijdvakken* zou het werkelijk voordeel opleveren voor den arbeid zoowel als voor de nijverheidsvrede. Daarom is het billijk hieromtrent nieuwe proefnemingen te doen.

Wat zou er echter noodig zijn om te voorzien in de onloochenbare behoefte die de gansche evolutie doet uitschijnen? Het tot stand brengen van een *reservefonds*, bestemd, zooals het reservefonds der naamloze vennootschappen, om, gedurende de slechte jaren, het betalen van het aangenomen gemiddeld loon te verzekeren. Dat reservefonds vergt op zijne beurt, eene behoorlijk vaste en stevige arbeidersinrichting. De Staat, optredende als verdragsluitende partij, zal kunnen bijdragen tot het tot stand brengen van dat fonds, door aan de werklieden een deel in de winsten toe te kennen.

Al leverde dat stelsel van *veranderlijke loonstanderd* enkel het voordeel op, eene nagenoeg natuurlijke regeling van het werkloon mogelijk te maken, dan nog zal het daardoor zelf meer verheven regelingswijzen toelaten, waarbij de werklieden-gemeenschap haar eigen meester zal worden en zal optreden als een juridisch en economisch wezen.

Samenwerkende arbeidsvereeniging. — Mits eene *gemeenschappelijke* toepassing van den veranderlijken loonstanderd kan men den overgang voorzien naar een soort van samenwerkende vereeniging, zelve vatbaar voor nieuwe verbeteringen.

Ondersteld dat de in syndicaat vereenigde werklieden de verbintenis aangaan gemeenschappelijk al het werk eener kolenmijn te leveren, en dat de gezamenlijke vergelding van den gemeenschappelijken arbeid der vereeniging een zeker op bepaalde tijden vastgesteld gedeelte zij, bij voorbeeld 55 t. h. van den geheelen verkoopprijs der kolen. Dat gemeenschappelijk loon zou door de vereeniging worden verdeeld en toegekend aan ieder van de werklieden op hun eigen; het reservefonds zou echter hier nogmaals eene aanzienlijke rol te spelen hebben. Hier besturen de vereenigde arbeiders zich zelven; zij bezitten hun technisch personeel, hun dienst van toezicht; zij regelen onder hen de verdeeling van de gemeenschappelijke vergelding. Nog meer omvattende wijzen kunnen uitgedacht worden bij die samenwerkende ondernemingen, waarbij de Staat, de voorgestelde Nationale Maatschappij voor mijnen, eigenaars zouden blijven van het ondernemingskapitaal en het algemeen bestuur, het toezicht over en het nazicht van de werken zouden behouden. Men kan wijzen van verdeeling der netto opbrengst uitdenken, mits van de ruwe opbrengst de lasten van het kapitaal en een *minimum* vergelding van den arbeid vooraf worden genomen.

Men heeft reeds tusschenvormen beproefd om tot de vereeniging te komen; eene echte samenwerkende werklieden-vereeniging voert sedert meer dan twintig jaar het werk uit van zetten, verzenden en ronddeelen van het *Journal Officiel de la République française*. De Staat levert gansch het vaste

kapitaal. Het kapitaal der werklieden-vereeniging is enkel samengesteld uit het bespottelijk bedrag van 128 aandeelen van 50 frank ieder, of te zamen 6,400 frank. 't Is dus eene maatschappij die al het werk levert, maar gansch haar inwendig bestuur behoudt. Dat is onbetwistbaar een betere vorm van de gemeenschappelijke overeenkomst gegrond op den verzoeningsraad, waarbij bestuur, toezicht en regeling van den arbeid nog gansch in de handen van 't Staatsbestuur zouden blijven.

Die samenwerkende arbeidsvereenigingen, onderhandelende zelfs met den Staat, worden verdedigd door den eerbiedwaardigen de Molinari en door den heer Yves Guyot.

Op dat gebied zou de Staat kunnen overgaan tot eene nuttige proefneming die werkelijk algemeen zou kunnen worden.

Men moet, vooralsnu toch, elk ontwerp van de hand wijzen om door de werklieden de wettelijke concessie en ontginning van eene kolenmijn te doen bekomen :

1° Omdat men de kapitalen van eene enkele onderneming niet zou kunnen bijeen krijgen zonder het vermogen en de geldmiddelen van al de samenwerkende maatschappijen en van al de syndicaten erin te betrekken en te wagen ;

2° Omdat zij voor de werklieden al de financieele, economische et technische moeielijkheden zou doen oprijzen zooals het gebeurde in de mijn van Monthieux (1);

3° Omdat de proefneming in dien vorm niet algemeen zou kunnen worden ;

4° Omdat de wetenschappelijke methode der sociale hervormingen steunt op verworvene ondervinding en trapsgewijze en algemeene hervorming van het werkloon stelsel ;

5° Omdat, wanneer men, een onderscheid makende in de wijzen van tusschenkomst, het kapitaal doet voorschieten door den Staat of eene Nationale Maatschappij voor mijnen, hun het algemeen technisch bestuur toevertrouwt en aan de vereenigde werklieden hunne huishoudelijke inrichting overlaat benevens het gemeenschappelijk leveren van den arbeid, men dan de scheiding der werkingen verwezenlijkt, waardoor eene stevige hervorming het meest wordt bevorderd, het minst bloot staat aan gevaren en de beste vruchten afwerpt op sociaal gebied.

De toekomst zou meer verhevene vormen verwezenlijken.

Doch thans is het mogelijk dat de mijnwerkers uit de vroegere kolenbekkens eene keurbende van arbeiders voorbereiden om eene *Samenwerkende arbeidsvereeniging* te vormen voor het uitvoeren der ontginningswerken in eene kolenmijn die door den Staat of door de Nationale Maatschappij voor mijnen zou uitgerust zijn. De gezamenlijke ondervinding der mijnwerkers zou op die wijze samenwerken met de macht van het kapitaal en van de wetenschap, uitsluitend bekommerd om het sociaal belang, voor eene proefneming die eene leerschool van buitengewone beteekenis zijn zou. Haar

---

(1) Zie de geschiedenis ervan in de uitgave van den Arbeidsdienst in Frankrijk ; *De samenwerkende maatschappijen tot voortbrenging*.

slagen zou de regeling van het werk onwederstaanbaar en op elk gebied bevorderen. Dat wensch ik dan ook uit al mijne vermogens.

Bijkomende bepalingen in het lastenkohier der concessies. — Indien wij bepaald alle hoop moeten opgeven door toedoen van de openbare machten eene beredeneerde, heilzame en vreedzame hervorming van het werkloonstelsel te zien verwezenlijken, dan zullen in het stelsel zelf der concessies de wettelijke veranderingen, geschikt om ons ietwat dichter bij een redematig ideaal te brengen, moeten gehuldigd worden. Daarom heb ik voorgesteld om in de akte van concessie voorwaarden op te nemen, steunende op de ondervinding bij de grootste nijverheidsvolkeren en geschikt om ons nieuwe en nuttelooze beproevingen te besparen.

Men heeft ze van de hand gewezen door te verwijzen naar de aanstaande herziening van de wet van 1887 op de Nijverheids- en Arbeidsraden. Men miskent de beteekenis van de voorgestelde hervorming. De wet op de Nijverheids- en Arbeidsraden omvat zonder onderscheid al de nijverheidstakken die geen aanleiding geven tot concessie van Staatswege : het heilzaam en grondig werk dier raden, aan welker voorbereiding ik evenzeer als wie ook heb medegewerkt, is een bemiddelingswerk, vrijelijk aangenomen of van de hand gewezen.

Hier geldt het ondernemingen bij welke door den Staat concessie van onroerende rechten wordt verleend; er is sprake van voorwaarden die, in 't belang van de maatschappelijke vrede, en in 't belang van de latere medewerkers dier concessiehouders, aan dezen dienen te worden opgelegd; het geldt hier geene bemiddeling, maar verzoening en scheidsrecht, met andere woorden, eene hervorming in de uitvoering van het arbeidscontract, als innerlijke voorwaarde van het onbeperkt recht om over de mijnschatten te beschikken. Die bepalingen zijn gematigd en hoegenaamd niet willekeurig; zij stellen geen van beide partijen onder de heerschappij van de andere, zij kunnen de heilzame uitslagen opleveren, die men in Engeland waarneemt, en de rampen voorkomen als die der Rijn-Westphaalsche werkstaking. De Pruisische regeering zelve, door de wet van 1865 te wijzigen, heeft de noodzakelijkheid en de billijkheid bewezen, nauwgezette bepalingen betreffende het arbeidscontract in de mijnwet op te nemen (1). Men denke, alvorens dat voorstel te verwerpen, aan wat de toekomst ons voorspelt; men denke er aan dat het tot stand komen van werkgeverssyndicaten niet alleen de sociale vrede niet medebrengt, maar reuzenstrijden verwekt waarbij de nijverheid van een volk ten onderen kan gaan.

De verplichting bij iedere kolenmijn om echte verzoeningsraden tot stand te brengen hoeft niet meer bewezen te worden : in dat opzicht is de Pruisische wet reeds afdoende; de verplichte scheidsraad wordt den concessiehouder enkel opgelegd in geval de werkliedenvereeniging hem op voorhand aannam, en dit voor een tijdperk dat ik ontleen aan hetgeen in Engeland gebeurt.

---

(1) Zie die wet in de *Bijlagen*.

Het mag niet dat de werklieden die uiterste oplossing kunnen aannemen of verwerpen volgens de gevallen en hun goeddunken; zij moeten op voorhand het beginsel daarvan aannemen en de verbintenis aangaan, de toepassing daarvan doen eerbiedigen bij alle mogelijke geschillen. De scheidsrechterlijke uitspraak zou getemperd worden door hetgeen thans in Engeland wordt gedaan : de scheidsrechter schorst dikwijls zijne beslissing tot dat een verder onderzoek hebbe plaats gehad over een eerste advies, door hem aan den Raad gegeven (1).

Het voorwerp van de scheidsrechterlijke uitspraak zal bepaald zijn en beperkt binnen de palen te stellen door de beraadslagingen van den verzoeningsraad; de gevolgen der uitspraak hebben maar beperkten duur. Op die wijze voorkomt men elke willekeur. De uitbreiding van de verzoenings- en scheidsraden, benevens het tot stand brengen van de syndicaten der concessiehouders, is de waarborg van een vredelievenden vooruitgang; het wetenschappelijk uitgangspunt ervan ligt in het leerstelsel zelf van het werkloon besloten en het is onbetwistbaar dat, vermits het syndicaat invloed uitoefent op voortbrenging, prijzen en arbeidsvoorwaarden, het insgelijks de winsten en werkloonen betreft en bijgevolg aanleiding geeft tot eene ruimere opvatting van het arbeidscontract.

Ziehier dus mijn voorstel, in bijkomend geval :

« Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de tusschenkomst en de bemiddeling der Raden van nijverheid en arbeid, schrijft de Regeering, in het lastkohier van elke concessie, de verplichting voor den concessiehouder de geschillen, die zouden oprijzen tusschen hem en de arbeiders die hij gebruikt, alsmede het nagaan van de maatregelen die van aard zijn ze te voorkomen, benevens het onderzoek van de klachten, te onderwerpen aan een bestendigen raad van verzoening, bij welks samenstelling de gelijkheid van partijen wordt gehuldigd. De vertegenwoordigers der werklieden worden door hun's gelijken verkozen op de tijdstippen en op de wijze bij koninklijk besluit te bepalen.

» Bij gebrek aan minnelijke eenstemmigheid in den schoot van den raad, lost een derde scheidsman de moeielijkheid beslist op, nadat de meerderjarige werklieden, in eene algemeene vergadering belegd in uitvoering van deze wet, vooraf hebben verklaard bereid te zijn de souvereine beslissing van een scheidsrechter aan te nemen voor al de geschillen omtrent de voorwaarden van den arbeid en het loon die zouden kunnen ontstaan in een tijdperk van ten minste twee jaren. De scheidsrechter wordt vooraf door partijen aangewezen : verstaat men zich daarover niet, dan wordt hij aangewezen door den inspecteur-generaal der mijnen. De scheidsrechterlijke beslissing is geldig voor een duur van ten hoogste drie maanden, indien zij daaromtrent niet anders hebben beslist. Bij het eindigen van den hierboven

---

(1) Zie in de *Bijlagen*, het reglement van het Bemiddelingskantoor voor de mijnen in Engeland, getrokken uit het verloog van RAYNAUD, *Les comités de salaires dans les mines anglaises*. Musée social, 1905. Zie vooral de laatste wijzigingen der standregelen voor Zuid-Wallis. *Bijlagen*.

bepaalden termijn van twee jaren, zal eene nieuwe raadpleging van de werklieden plaats hebben, indien de partijen niet zijn verbonden door eene gemeenschappelijke overeenkomst.

» Elke oprichting van syndicaat onder de concessiehouders en hunne rechthebbenden tot het uitoefenen van regelenden invloed op de voortbrenging, de prijzen of de wijze waarop de arbeid moet geschieden, heeft van rechtswege ten gevolge eene daarmede overeenstemmende uitbreiding der bestendige verzoeningsraden, waaraan de geschillen, die aan de vereenigde concessies gemeen zijn, onderworpen worden. De bepalingen betreffende het verplicht scheidsgerecht zijn van toepassing in de hierboven vermelde omstandigheden. »

Dat voorstel, gepaard met de herziening van de wet van 1887 tot uitbreiding van de omschrijvingen der nijverheids- en arbeidsraden, zal het mogelijk maken de verzoenings- en scheidsraden spoedig overal tot stand te brengen. Alles zal van dan af mede werken om daartoe te leiden, op gestadige wijze, al bestond er al of niet een werkgevers syndicaat, al dreigde er al of niet een geschil. Het eerbiedigen van de beroepsvereenigingen der werklieden zou eene natuurlijke voorwaarde zijn voor de werking van het gansche bevredigingsstelsel, zooals in Engeland en in de Vereenigde Staten. Op die wijze zou men misschien geraken tot de samenwerkende arbeidsvereeniging, of tot zekere algemeene wijzen van deelneming in de winsten der onderneming.

De verzekering tegen invaliditeit en ouderdom.

De bepaling betreffende de verplichte aansluiting van de mijnwerkers bij de Lijfrentekas is eene der gewichtigste van het ontwerp.

Zij geeft aanleiding tot twee hoofdzakelijke opmerkingen :

1° Het ontwerp is enkel toepasselijk op de nieuwe concessies.

De voorzorgs- en beschermingsmaatregelen moeten van algemeene toepassing zijn en strekken over de verschillende kolenbekkens en al de concessiehouders, den Staat niet uitgezonderd; ofschoon zij hier voorkomen als voorwaarde der concessie, is de verplichte aansluiting niettemin op zich zelve een even onbetwistbaar beginsel als rechtvaardig beginsel, eenerzijds voor de arbeiders die er denzelfden waarborg in vinden, en anderzijds voor de concessiehouders die op deze wijze in dezelfde voorwaarden van mededinging verkeeren.

2° De aansluiting bij de Lijfrentekas moet noodzakelijk aangevuld worden, namelijk door verzekering tegen vroegtijdige ongeschikheid tot den arbeid, die bij de mijnwerkers zoo dikwijls voorkomt (1). Dat gaf zelfs aanleiding tot het bepalen van een verschillenden ouderdom voor die lijfrente, naar gelang de werklieden binnen in de mijn of buiten de mijn arbeiden (58 jaar voor de werklieden binnen in de mijn, 63 buiten de mijn, volgens, den heer Harzé). Zoo verkeerde men in onzekere toestanden; als hooger beginsel

(1) Zie dienaangaande de nota's en ontwerpen van den heer Harzé, in den schoot der Commissie voor de ouderdomspensioenen, waarvan wij lid waren. *Algemeen verslag*, bladz. 260 en vlg.

moet de verzekering *alle gevallen van invaliditeit betreffen hetzij dat ze 't gevolg zijn van ziekte of van gevorderden ouderdom,* zooals bij de hervormde mijnkassen van Pruisen en van Saksen. Dat is de regeling welke het hier bedoeld artikel noodzakelijk medebrengt en waaraan wij voortaan niet kunnen ontsnappen (1).

Het ware dus redelijk en billijk die bepaling voortaan algemeen te maken door het, nu reeds, uit te breiden tot het vroegere kolenbekken, mits de omstandige toepassing door eene afzonderlijke wet werd geregeld ten einde alle vertraging te vermijden.

Duur van den arbeid der volwassenen (2). — De Belgische afdeeling van den Bond tot bescherming van den arbeid heeft den maatregel voorgesteld, dien ik als amendement aanbied. Men heeft hem bestreden door te beweren dat dit gewichtig punt door de wet diende te worden geregeld voor al de kolenbekkens zonder onderscheid. Zoo de maatregel ten doele had eene bijzondere wet voor het Noorderbekken toe te passen, dan ware het aangevoerde bezwaar gegrond. Maar men moet van een gansch ander standpunt uitgaan, zooals ik hier doe, om den maatregel te verdedigen. Het is er niet om te doen, een droevig voorrecht te bekrachtigen. Wetsvoorstellen tot regeling van den duur van den arbeid in de mijnen zijn bij de Kamers aanhangig en ik houd staande dat de rechtvaardigheid eischt de wetsbepalingen even algemeen te maken als die betreffende de verzekering; de hervorming zal zeker trapsgewijze tot stand komen, zooals in Frankrijk; ons amendement bedoelt juist het gemakkelijker invoeren van eene algemeene wet; wat hoofdzakelijk belet den duur van het verblijf van den werkman in de mijn te verkorten, is de gebrekkigheid van de inrichtingen; daar het mogelijk is dat in de Kempen ontginningswerken worden aangevangen voor dat eene algemeene wet den duur van den arbeid regelt, moet men van stonden aan bijdragen tot de toepassing der voorwaarden die het best geschikt zijn om dien duur te beperken, met andere woorden, tot het invoeren van de inrichtingen en middelen waardoor men zoo spoedig mogelijk de kolen zou kunnen uithalen en de werklieden het best zou kunnen op en neerlaten; daarom bepaalt mijn voorstel *een maximum van arbeidsuren* zonder eene algemeene wet te schaden. Waarom zou men werkeloos blijven en aldus onvolmaakte inrichtingen in de hand werken, die de oplossing van het vraagstuk in den weg staan en aan welke het ongetwijfeld grootendeels te wijten is dat, in 1895, het vierde der werklieden nog meer dan 10 1/2 uren arbeiden, alsmede dat 16,658 gedurende meer dan 10 uren, en boven de 9,000 gedurende meer dan 11 uren binnen in de mijn bleven (3). Iedereen ziet dus hoe gewichtig eene *maximum* beperking is. Dat is geheel de strekking van mijn voorstel.

---

(1) Zie over de mijnkassen en dezer verband met de verzekeringswetten, de studie van den arbeidsdienst in Frankrijk, *Invalidité et vieillesse*, 1895.

(2) Voorstellen van den heer hoogleeraar WAXWEILER.

(3) *Recensement industriel* van 1895, XVIII, blz. 561.

Bescherming van vrouwen en jonge arbeiders. — Het bepaald verbod van den arbeid der vrouwen binnen in de mijn is enkel het redematige gevolg van den vooruitgang die zich in den vreemde voordeed en in België eveneens ontstaat (1). België is thans het *eenig beschaafd land* waar het werk binnen in de mijn door de wet nog gedeeltelijk voor de vrouwen is toegelaten (2).

De gelijkstelling der vrouwen met de jongelingen voor den arbeid buiten de mijn is eveneens slechts eene inleiding tot eene naderende toekomst. Benevens Zweden en gedeeltelijk Noorwegen is België het eenige land waar de arbeid der meerderjarige vrouwen in de mijnen niet geregeld is; in Engeland, in Oostenrijk, zelfs feitelijk in Frankrijk, zijn zij met de jongelingen volkomen gelijkgesteld; in Duitschland is er een uur verschil in den arbeid (3).

Dat vraagstuk duldt geen uitstel in de Kempen, uit hoofde van de bezwaren of gevaren welke het plotseling deelnemen van de landelijke bevolking in den mijnarbeid moet opleveren.

Wat de kinderen betreft, de leeftijd waarop zij worden toegelaten is nog bepaald op 12 jaar in België, in Frankrijk, in Italië, in Noorwegen, in Nederland, in Rusland, in Engeland (buiten de mijnen), in Zweden; tusschen 12 en 14 jaar in Luxemburg; op 13 jaar in Duitschland; op 13 jaar in Engeland, voor den arbeid binnen in de mijn; op 14 jaar in Oostenrijk.

Er bestaat eene strekking om dien leeftijd te verhoogen en die strekking is onwederstaanbaar; de behoefte aan eene vakopleiding gepaard met eene algemeene ontwikkeling blijkt in de Kempen nog meer dan elders, en eene geregelde inrichting zal er op minder tegenstand stuiten.

Algemeene maatregelen en overgangsmaatregelen. — De Belgische afdeeling van den Internationalen Bond tot bescherming van den arbeid vraagt de instelling van comiteiten, belast met het onderzoek van de geschikte maatregelen met het oog op de beste voorwaarden van aanwerving, van woning en van vakopleiding voor de werklieden. Dat is allerwijzelijkst, doch ik denk dat er nog andere oplossingen kunnen voorgesteld worden. Eene gewestelijke maatschappij, bestaande uit den Staat en de belanghebbende provinciën en gemeenten voor het bouwen, schikken, verkoopen of verhuren van werkmanswoningen, moet onmiddellijk opgericht worden : zij zal het vraagstuk in al zijnen omvang oplossen en de werklieden tevens de meeste onafhankelijkheid bezorgen. Voor de twee andere zaken meen ik dat men daarenboven den Hoogeren Arbeidsraad moet raadplegen en hem tevens machtigen, zekere vraagstukken te bestudeeren ter plaatse, bij voorbeeld in Duitschland.

---

(1) *Zie* het jongste verslag van den mijningenieur van Luik, 1904.

(2) *Zie* de prachtige vergelijkende tabel opgemaakt door den wereld-arbeidsdienst van Bâle.

(3) *Idem.*

§ 7. BIJKOMENDE WAARBORGEN VOOR DE NATIE BIJ DE TOEPASSING VAN HET STELSEL DER CONCESSIËN.

Concessie door de wet en inrichting van den Mijnraad.

Onder de wet van 1810, werd de concessie verleend bij keizerlijk decreet, na beraadslaging van den Raad van State. Die wijze om over de natuurschatten te beschikken strookte met de inrichting van het Keizerrijk en de Senatus-consultes van 1804 en 1807 waarbij 's volks oppermacht werd verbeurd. In België heeft de wet van 1837 den Raad van State vervangen door den Mijnraad, en het keizerlijk decreet door een koninklijk besluit overeenkomstig het advies van den Mijnraad; zij slaagde er niet in, het stelsel der concessies te doen strooken met ons grondwettelijk recht.

In rechten had men, redelijker wijze, de wetgevende macht in de plaats van de keizerlijke macht moeten stellen. Het volstaat een oogslag te werpen op de ontwerpen tot herziening der wet van 1791, die aanleiding hebben gegeven tot de wet van 1810, om vast te stellen hoe 's volks oppermacht moest onderdoen vóór den Keizer. De drie ontwerpen van Cambacérès, tusschen 1793 tot het jaar IV, verklaren dat de *mijnen ter beschikking zijn van de natie :* « De eigenaars (van den grond) hebben de voorkeur wanneer de wetgevende vergadering *de ontginning ervan beveelt* » (jaar IV).

Ter zitting van 20 October 1808, somde Napoleon de beginselen der nieuwe wet op : « Dit wetsontwerp moet op deze grondslagen berusten : eerst en vooral moet duidelijk het beginsel gesteld worden dat de mijn deel uitmaakt van den eigendom van den bovengrond. Men zal erbij voegen dat ze nochtans niet mag worden ontgind tenzij krachtens eene akte van wege den Soeverein. » De rechtstreeksche uitoefening van het recht tot verleening van concessie had men moeten voorbehouden voor de wetgevende macht. Er kan volmacht verleend worden voor de keuze van den concessiehouder, maar niet om de ontginning te bevelen, dat is, volgens het woord van Cambacérès, om een nieuwen eigendom te huldigen.

De wet van het Groothertogdom Luxemburg, van 12 Juni 1874, waarbij die van 1810 werd herzien, bepaalt dat elke concessie door eene wet moet worden verleend; de wetgevende macht is bevoegd om den duur en de bijzonderheden daarvan te bepalen. Volgens de modelovereenkomst der wettelijke concessies, sedert 1892 gehuldigd, wordt de concessie verleend voor een onbepaalden tijd, doch het betalen van den cijns is beperkt tot vijftig jaar, waarschijnlijk den vermoedelijken duur van eene voordeelige ontginning, want het geldt meesttijds ijzermijnen.

Een der kenmerken van de Luxemburgsche wet is dat zij terugkwam tot het *stelsel van domanialiteit :* in strijd met het beginsel der kostelooze concessies, huldigt zij het recht van den Staat op een cijns; deze kan bestaan in een *toccage*, cijns per uitgegraven ton, of in een jaarrente berekend naar

eene gemiddelde opbrengst, of in een globalen prijs bij jaarkortingen te betalen (1).

In België bepaalt artikel 21 van het nieuw ontwerp een klimmenden cijns en komt schuchter terug tot de domanialiteit; doch zie hoe logisch het ontwerp is : volgens dat ontwerp zal de wetgever moeten optreden om te beslissen over het gebruik van een cijns van 1 t. h. op de jaarlijksche nettoopbrengst eener mijn, en het mijnveld zelf zal voor altijd vergund worden door de uitvoerende macht, in gemeen overleg met een korps, door diezelfde macht benoemd.

Bij de concessies van weggelden op het openbaar domein, welke slechts een roerend recht met beperkten duur toekennen, getuigt de evolutie in 't verleden van eene toenemende tusschenkomst der wet. De wet van 19 Juli 1832 kende den Staat het recht toe, weggelden te vergunnen, mits de duur ervan de negentig jaar niet overtrof. Heden stelt de wet van 10 Mei 1862 eene nieuwe beperking aan het optreden van de uitvoerende macht : de vergunde vaart of spoorweg mag niet meer dan 10 kilometer lang zijn, zooniet is er eene wet noodig.

Werkelijk heeft de wet van 1837 door een halven maatregel, een stelsel in 't leven geroepen dat ontoereikende en onredematige waarborgen oplevert voor 't openbaar belang.

De Minister van Openbare Werken zegde in 1837 dat eene concessieaanvraag in schijn maar eene quœstie van *privaat recht* oppert. « 't Is, voegde hij erbij, die quœstie van privaat recht waarover, naar mijne meening, bijzonder uitspraak moet worden gedaan door den Mijnraad. » 't Is dan dat hij zich afvroeg of de Regeering, *om redenen buiten de quœstie van privaat recht*, om redenen van *sociale economie en van openbaar belang*, de gevraagde goedkeuring mag weigeren of uitstellen.

« Hier rijst een ander vraagstuk op dan dat van privaat recht : het politiek vraagstuk, het vraagstuk van openbaar belang, van sociale economie. Welnu, ik zeg dat er gevallen kunnen zijn waarbij dat belang den voorrang moet hebben, gevallen waarbij het politiek belang zoo duidelijk, zoo dringend uitschijnt dat de Regeering de goedkeuring niet zou moeten verleenen of die ten minste zou moeten verdagen. Zoo verre strekt, volgens mij, het recht der Regeering. Zij moet dus uiterst omzichtig gebruik maken van de wet. Moest zij bij het uitoefenen van de haar toevertrouwde macht niet zeer omzichtig te werk gaan, dan zou het gebeuren dat binnen een zeer korten tijd de gansche grond van België zou vergund zijn, dat de wet zou uitgeput zijn in hare werking; dan zouden wij gekomen zijn, daar elke nieuwe concessie onmogelijk zou zijn, tot een echt monopolie » (2).

Het algemeen economisch belang moet dus worden bepaald vóór het onderzoek en de erkenning van de private rechten; op de Regeering, belast

---

(1) Zie het verslag verschenen in het *Report of mining royalties*, blz. 242 en vlg., alsook de historische statistiek van het Groothertogdom Luxemburg, *Les concessions minières*, 1894, met de model-overeenkomstwet.

(2) Cicora, blz. 551.

met het beoordeelen en het voorstaan van het openbaar belang, wordt drukking uitgeoefend door private aanvragen, gebillijkt door een college van rechtsgeleerden, voldoende aan al de wettelijke vereischten van aard om ze te doen inwilligen; hare beslissingen, ten bate van het algemeen belang, kunnen voortaan enkel neerkomen op de uitsluiting van private aanvragers, die nochtans even geschikt werden geacht om concessiehouder te worden als de vroegere meer gelukkige vergunninghouders : gansch de voorbereidende werking, waaraan de wet hoegenaamd geen beletsel zal gesteld hebben, zal stuiten op eene weigering welke de gekrenkte belanghebbende niet zal nalaten onrechtvaardig te heeten even als hij, als door eene strijdigheid, zal staande houden dat de vroegere concessies bij begunstiging werden verleend. Is het dan te verwonderen dat met zulke onredematige handelwijze, de Regeering de concessies enkel kan schorsen in de uiterste omstandigheden door het Ministerie van 1837 aangewezen; dat men er niet op gelet heeft zelfs, voor het oude kolenbekken, en dat dit gansch werd vergund; dat ieder concessieaanvrager, zoodra hij aan de wettelijke vereischten voldoet, zijne aanvraag als onwederstaanbaar beschouwt en dat daardoor de vreezelijke drukking wordt verklaard, waartegen de Regeering openhartig worstelt. De Regeering verkeert dus in de meest ongunstige omstandigheden om het openbaar belang redematig en doeltreffend voor te staan. Redelijker wijze gesproken, moet het openbaar belang dien voorrang hebben, vóór en boven alle private eischen; het moet vertolkt worden door algemeene bepalingen betreffende al de vergunbare bekkens en alle vragen beheerschende : alleen onder die omstandigheden en op den tweeden rang, mag het privaat belang alsmede het recht, waarbij het wordt gehuldigd, zich voordoen.

II. Terugwerkende tegen de keizerlijk heerschappij, die de schromelijkste dwingelandij onzer tijden is geweest in weerwil van haren bedriegelijken glans, moest de wetgever van 1837 aan de wetgevende macht het recht tot het verleenen van concessie, of ten minste de oppermachtige beoordeeling van het algemeen belang vóór elke concessie terugschenken. Alleen de wetgevende macht kan dat belang in alle opzichten omvatten, in eene openbare bespreking, door tevens aan de uitvoerende macht eene verantwoordelijkheid te onttrekken welke deze niet vraagt.

Mannen met diep doorzicht hebben reeds in 1837 al het gevaar beseft, onder andere Raikem, de beste rechtsgeleerde der Kamer :

« Tegenover de eigenaars gaat men zoo streng te werk, doch welke voorzorgen stelt met u nu voor in de wet tot regeling van de concessies die mochten verleend worden? Welke voorwaarden legt men op aan den Mijnraad, aan de Regeering? Geen enkele voorwaarde hoegenaamd! Buiten die bedriegelijk voorkeur welke door de wet ten voordeele van den eigenaar van den bovengrond is bedongen, mag de Regeering alles concedeeren, zooals zij het gepast vindt.

» ... *Geen enkele waarborg wordt in de wet opgenomen, en al de concessiën zullen een voltrokken feit zijn, zoodra men in het bezit zal zijn van het advies van den Mijnraad en dat de Regeering dat advies zal bekrachtig hebben.*

Daaruit blijkt dat, wanneer wij zoovele voorzorgen nemen voor andere zaken, wij er, om zoo te zeggen, hoegenaamd geen nemen voor de voornaamste zaak, voor de mijnconcessiën » (1).

De meening van Dumortier had nog eene meer verhevene beteekenis.

Het was eene wondere vertolking van het sociaal belang.

« Het geldt hier geen regeeringsquœstie, maar wel eene quœstie van algemeen belang : het mag niet dat men kostelooze giften doe op eene wijze die gevaarlijk is voor 's lands rijkdom en voor een groot getal nijverheidstakken. Wanneer het vaderland zicht ontmaakt van schatten waarover het zou kunnen beschikken, dan moet het degelijke waarborgen hebben. De waarborgen zijn niet te vinden in het ontwerp der Regeering.

De heer Dumortier stelde voor dat eene Commissie zou aangesteld worden door de drie takken der wetgevende macht; haar mandaat zou zelfs maar twee jaar duren — hij schreef aan de leden dier Commissie voor hunnen plicht te kwijten met de grootste strengheid en in 't belang *van de natie alleen* (2).

En hij voegde er deze strenge woorden bij :

« Wilde de Regeering hare plichten kwijten, dan zou zij de *concessiën door wetten* moeten doen verleenen, maar vermits zij het niet wil, zou zij ten minste de takken der wetgevende macht moeten doen tusschenkomen bij het benoemen van de Commissie » (3).

« Tweeërlei », zegt hij verder, « zullen de door ons gevraagde waarborgen moeten zijn. Wij moeten die waarborgen vinden hetzij in de instelling welke wij heden vormen, hetzij in de macht die ten slotte concessie verleent. Wilt gij dat de concessie bij eenvoudig koninklijk besluit worde verleend, dan moet gij in de Commissie zelf, die de zaak onderzoekt, de gevraagde waarborgen vinden. Daarom zal ik de tusschenkomst van de rechtsmacht ondersteunen en tevens het stelsel dat ik straks zal uiteenzetten. Wilt gij dat het de Regeering zij en de Regeering alleen die de Commissie benoemt, belast met het onderzoek van de stukken, neemt dan aan dat geen enkele concessie mag worden verleend dan door de wetgevende macht. Gedenkt dat het, met de concessiën, er om te doen is het land te berooven van eenen aanzienlijken rijkdom en dezen ten geschenke te geven aan private burgers : het moet dat het land voor iets tusschenkome ofwel dat het voldoende waarborgen vinde voor dergelijke concessie. Dat is eene zaak van algemeen belang ; de Kamer mag er zich mee bemoeien ».

't Verwonderde mij door leden te hooren beweren dat het eene bestuurszaak geldt. Aan die leden vraag ik wat bestuur is? Heeft het ten doele geschenken en giften te geven? Het heeft ten doele de wetten van politie of van inwendige orde uit te voeren. Heeft het voor zending de domeinen van den Staat te vervreemden? Is dat bestuur (4)? »

---

(1) Chicoux, bldz. 546.

(2) Chicora, bldz. 165.

(3) *Ibid.*, bldz. 164.

(4) *Ibid.*, bldz. 150.

De wet van 1837 slaagde er zoo weinig in, den stempel van 's keizers wet weg te nemen, dat zelfs wanneer zij aan den Raad der Mijnen de zending opdraagt om de uitvoerende macht te beperken, zelfs wanneer zij dien raad eene echte wetgevende volmacht toekent voor het werkelijk tot stand brengen van den eigendom der mijnen, zij daarvan nochtans geen uitvloeisel van de Kamer der Volksvertegenwoordigers maakte, zooals het 't geval is voor de Rekenkamer : de wet doet den Raad der mijnen benoemen door de Regeering zelve, wat insgelijks eene strijdigheid is.

II. — *De reserve.*

Het tot stand brengen van eene reserve, is de wettelijke beperking van het vergunbare domein in 't belang der latere geslachten. 't Is de waarborg van de belangen der nijverheid en van de Staatsdiensten; 't is een steun, door de wet aan de Regeering gegeven om haar te helpen weerstaan aan de drukking van de concessieaanvragers die, in soortgelijke omstandigheden verkeerende, gelijke rechten op de concessie meenen te bezitten. 't Is eene gedeeltelijke toepassing van het groot beginsel dat even in 't algemeen werd verdedigd.

Toen de heer Hanrez de vrijheid nam die toepassing te eischen (12 Maart 1902. Senaat, P. O.), drukte hij zich uit als volgt : « De wetgeving op de mijnen, overblijfsel van een tijd waar men de ontwikkeling van mijnen en nijverheid niet kon voorzien, vrijwaart niet genoeg het algemeen belang. De koortsachtigheid waarmede de boringen naar kolenlagen en de concessie-aanvragen worden gedaan, alsmede de aangewende doenwijze, dat alles getuigt dat men, in strijd met den geest der wet, er naar streeft het nieuw kolenbekken binnen te palmen » De Regeering liet zich daardoor niet overhalen; zij ging de verbintenis aan, trouw te zorgen voor het openbaar belang; maar de bewoordingen die voorkomen in de Memorie van Toelichting, de aankondiging dat *merkelijke perceelen* niet geconcedeerd zullen worden, bewijzen hoe onbepaald en hoe onzeker de waarborgen der aanhangige wet zijn.

Hoe zou de heer Hanrez heden niet spreken?

Volgens de tabellen verschenen in de *Annales des Mines* van België, waren, omtrent het einde van 1904, 43 concessieaanvragen aan een onderzoek onderworpen. Sedert werden misschien nieuwe aanvragen ingediend. De 43 gezegde aanvragen, waaronder verscheidene voor dezelfde gedeelten van het grondgebied, omvatten eene gezamenlijke uitgestrektheid van 88,000 hectaren, das is gansch het tot dan toe ontginbaar bevonden gedeelte van het bekken op de 160,000 min of meer onderzochte hectaren.

De twee voorbehouden strooken, zooals ze door hem werden gewijzigd, staan aangeteekend op de hierbij gevoegde kaart : er dient te worden gezegd dat de strooken reeds op 19 Maart 1902 werden bepaald (Senaat, P. O., nr 25), dus heel lang vóór een aantal boringen waarop concessieaanvragen gegrond zijn; doch deze omstandigheid sluit geenszins het recht der ontdekkers op vergoeding uit; hieromtrent is ons voorstel duidelijk.

De eerste voor te behouden strook volgens hooger vermeld voorstel van den heer Hanrez, op 19 Maart 1902, is 25 kilometer breed. Zij omvat den militairen grond van Beverloo. De oostgrens ervan H, H', loopt vlak door de stad Hasselt; de westgrens H_2, H'_2, nagenoeg geheel gelegen in de provincie Antwerpen, loopt ternauwernood 4 kilometer beoosten de gemeente Gheel.

De tweede voor te behouden strook omvat gansch de Antwerpsche en Vlaamsche streek ten westen van een verticaal vlak H_3 H_3', loopende 15 kilometer ten oosten van den O. L.-V. Toren te Antwerpen, en hebbende dezelfde richting als de grenzen der eerste strook.

Na de opsporingen te Kessel, te Santhoven en te Vlimmeren gedaan, bezuiden die lijn, is het te vreezen dat die strook in nijverheidsopzicht weinig waard is.

Daarom ook stellen wij voor, er eene strook bij te voegen zooals zij eerst werd aangewezen door den heer Harzé : deze strook is gelegen benoorden de vaart van Antwerpen op Turnhout, eene zeer uitgestrekte streek waarin de domeinen van Brasschaat en van Wortel-Merxplas zijn begrepen. Er dient overigens te worden opgemerkt dat de heer Hanrez den ondergrond van het domein Merxplas verbond aan zijne tweede strook welke het domein van Brasschaat begreep.

Geen enkele boring werd tot hiertoe gedaan in die streek waar men niet mag hopen de rijke lagen te vinden ten zij op 900 of 950 meter diepte.

Maar, zooals de heer Harzé het ook zegde, zonder de gelukkige verassingen van het onbekende, noch den wetenschappelijken vooruitgang, die zich in de toekomst zeker zal voordoen en een thans nog louter theorisch voorbehouden domein winstgevend zal kunnen maken, in acht te nemen, zou de redematige ontginning van dergelijke streek, een onmiddellijk en aanzienlijk belang opleveren.

Het minder uitgestrekt domein dat de heer Harzé van beginnen af voorstelde voor te behouden, is eene vierzijdige strook (*m. n. o. p.* pl. I) nagenoeg rechthoekig vierkantig; het omsluit al den militairen grond van Beverloo. Om deze reserve te billijken, steunt deze ingenieur enkel op het voorrecht dat artikel 11 der wet van 1837 aan de eigenaars van den bovengrond toekent in zake van verleening van mijnconcessies, wel te verstaan onder voorbehoud dat er genoeg delfstof aanwezig werd bevonden.

De Oost- en Westgrenzen met een afstand van nagenoeg 9,500 meters, maken Oostwaarts met de middaglijn een hoek van nagenoeg 40 graad. De Oostgrens loopt over den uitersten zuid- oostelijken hoek van het militaire domein en richt zich verder naar 't midden der stad Hasselt.

De gansche uitgestrektheid beslaat 8,400 hectaren, waarvan meer dan de helft aan den Staat toebehoort.

Zoowel voor de militaire als voor de andere daarin begrepen gronden, maakt de zuidkant van dit domein min of meer insprong op de gronden der jongst ingediende concessieaanvragen. (Zie pl. II).

Het is nog al waarschijnlijk dat, uit hoofde van de roode bergstoffen, zandsteen en schelpkalk, gevonden bij de boring nr 60, niet verre van den zuidoosthoek van het voor te behouden domein, het bijzonder onzeker is dat men

kolenlagen althans op een merkelijk gedeelte van het domein, zal kunnen bereiken.

Wat er ook van zij, al neemt men het voordeeligste gedeelte voor het boren van een put en al wordt deze geboord op een duizendtal meter benoorden de zuidgrens, buiten den militairen grond (1), dan toch zou men niet mogen hopen de kolenlagen te vinden op minder dan 675 meter diepte; dat is bevestigd door de boring nr 62 gedaan nabij de westgrens, op ongeveer 1,300 meter benoorden den zuidwesthoek van het viervlak. Deze boring heeft inderdaad de kolenlagen bereikt op 693 meter diepte.

Verlengt men de oost- en westgrenzen tot aan het uiteinde van de verdieping der mijn waar geen kolen zijn om de reserve van den heer Harzé Zuidwaarts te vergrooten, dan zou deze zich zeer voordeelig voordoen, zij zou min of meer belangrijke boringen omvatten en zeker getal concessie-aanvragen doen vervallen of verminderen, voor eene gezamenlijke uitgestrektheid van 9,000 hectaren (2). Hier ook diende vergoeding te worden gegeven aan de ontdekkers.

Werkelijk, zoo men rekening houdt met eenige gedeelten waarvoor geen aanvraag is ingediend, mag die uitbreiding worden berekend op 10,000 hectaren min of meer rijke mijnvelden, ten minste tot aan de dwarslijn.

Op die wijze zou men, voor het boren van putten, over plaatsen beschikken op nog tamelijk rijke deelen der mijnvelden; daartoe zouden slechts 500 meter en zelfs minder losse watergronden moeten doorboord worden.

Deze reserve van den heer Harzé, uitgebreid zooals hierboven is gezegd, wordt hier enkel voorgesteld voor het geval de reserves van den heer Hanrez, waarvan vroeger sprake is, niet worden aangenomen.

Wat de eerste reserve van den heer Hanrez, en de uitgebreide reserve van den heer Harzé aanzienlijk gewichtig maakt, voor zooverre als onze kennis van het bekken der Kempen strekt, is dat de dwarssnede ervan bewijst dat er allerhande soorten van kolen voorhanden zijn. Zoo wij wijzelijk willen handelen, dan moeten wij, naar mijne meening, de reserve bij het Staatsdomein inlijven.

3. *Beperking der concessiën.* — 't Schijnt ons billijk dat eene enkele boring niet dienen mag tot grondslag voor eene concessie met beperkten omtrek, zooals de kolenmijnvelden in Pruisen, vooral in eene nog zoo onvolledig onderzochte streek.

Aanvragen, steunende op eene enkele boring, strekken zich willekeurig uit; zelfs zijn er die gedeeltelijk tot op het Staatsdomein strekken, wat ongehoord mag heeten. Is dat niet reeds eene overdrevene inpalming van de mijnvelden door private burgers, eene vermindering van mogelijke mededinging en tevens eene strekking naar willekeur?

4. *Het beding betreffende de naasting.* — Het niet-opnemen van dit

(1) Dat punt is op het plan I aangeduid door het teeken X.

(2) Vier aanvragen zouden vervallen en twee zouden werkelijk verminderd zijn : Verscheidene aanvragen betreffen denzelfden grond.

beding in de wegenis-concessies, is eene aanzienlijke hinderpaal geweest voor het overnemen van de spoorwegen en heeft aanleiding gegeven tot erge bezwaren. 't Is voldoende te wijzen op de moeilijkheden bij de onderhandelingen betreffende het naasten van het spoorwegnet van den Grand Central; andere, van den zelfden aard, bestaan thans nog. De droeve lessen, getrokken uit het verleden, hebben den wetgever aangezet, in de wet van 9 Juli 1875 op de tramwegen bij artikel 6, deze bepaling op te nemen : « Door de akten van concessie wordt aan de bevoegde overheden voorbehouden het recht om de vergunning te naasten, alsmede de voorwaarden van dat naasten. »

In zake van mijnen, heeft de jongste les van den strijd der Pruisische Regeering tegen de banken, in welker handen de aandeelen der Hibernia waren, voor alle vooruitziende mannen bewezen, dat het noodig is een beding betreffende de naasting in de concessieakten op te nemen. Dat is de les, welke, bij voorbeeld, een zoo gematigd man als de heer Harzé er uit getrokken heeft. Hoe zouden wij, door dit beding van de hand te wijzen, voor de toekomst de ergste wisselvalligheden kunnen te gemoet loopen, met het vooruitzicht van onherstelbare fouten, en van maatregelen van openbaar belang die ofwel uiterst moeielijk, of laattijdig of onmogelijk zouden wezen?

De naasting zou vooral deze doelmatige uitwerking hebben, dat de Staat op zeker oogenblik zou kunnen binnendringen in een syndicaat dat voor de belangen der natie gevaarlijk zou wezen, wat ook juist de Pruisische Regeering betrachtte. 't Is dus de uiterste waarborg. Het schijnt mij niet mogelijk dat men er van afzie zonder de ergste verantwoordelijkheid voor de toekomst op te loopen.

Inaudi, die zoo tegen Staatstusschenkomst is, neemt aan dat de Staat vertegenwoordigd zij op de vergaderingen van aandeelhouders en de beheerraden, indien het door het openbaar belang wordt vereischt.

5. *De Staat en het voorkeurrecht bij de concessiën.* — Dat voorstel dien ik in omdat ik bezorgd ben voor het openbaar belang. Nooit heeft men aan den Staat het recht betwist eene concessie aan te vragen, doch, werkelijk, werd elke gedachte om den Staat als concessiehouder te doen optreden, stelselmatig van de hand gewezen uit grondbeginsel. Heden blijkt uit de ondervinding niet alleen dat de Staat werkelijk is opgetreden bij het voortbrengen van de delfstoffen, maar het is onmogelijk *a priori*, zelfs voor de meest tegeningenomen mannen, de gedachte te verwerpen van een mogelijk optreden van den Staat, hetzij in 't belang van zijne diensten en eigene ondernemingen, hetzij in 't belang van verbruikers en nijverheid, hetzij met een sociaal doel.

Mag, bijgevolg, de bijzonderste tolk van het openbaar belang onderworpen worden aan de voorwaarden der gewone aanvragen, terwijl de concessiën enkel door het openbaar belang zijn gebillijkt? Ik vraag dus dat voor de Staat het advies van den Raad der Mijnen niet zal worden vereischt en dat de Staat, zoo er te gelijker tijd andere aanvragen zijn, de voorkeur hebbe, mits uitkeering van billijke vergoedingen.

6. *Tijdsbestek tot ontginning en oorzaken die verval medebrengen.* — De Regeering stelt voor, 10 jaar tijd te laten aan den concessiehouder om de werken zijner ontginning te beginnen, indien de concessie verleend wordt binnen de eerste vijf jaren na het van kracht worden van de wet; voor de later te verleenen concessiën, bedraagt het tijdsbestek enkel vijf jaar. Als ontginningswerken moet men verstaan het boren zelf van de ophaalputten. Er is dus sprake van wat binnen het wettelijk tijdsperk moet worden begonnen, zonder dat een tijdsbestek worde bepaald voor het voltooien der werken.

De Raad der Mijnen had een algemeen tijdsbestek van een jaar bepaald, zonder eenig onderscheid. Bij dat laatste en eenig tijdsbestek sluit ik mij aan. De Regeering zegt niet waarom zij zoo zeer afwijkt van de voorstellen van den Raad. Deze ging ongetwijfeld uit van deze twee hoofdbeginselen :

I. Om aanspraak te kunnen maken op den titel van ontdekker, is het niet voldoende door vluchtige en haastige boringen het spoor en de richting van eene kolenlaag aan te duiden, men moet ook de schikking van de lagen doen kennen, zóó dat bewezen wordt dat de ontginning daarvan met goed gevolg kan worden gedaan (1).

II. Artikel 14 der wet van 1810 eischt het bewijs van de noodige middelen om de werken te ondernemen en te leiden : geen enkel tijdsbestek kan billijk zijn om eene overhaastige opsporing te vervangen door eene erstige opsporing, noch om te trachten de middelen bijeen te krijgen welke van den aanvrager worden geëischt; een tijdsbestek is enkel aan te nemen voor het kiezen van de ligging van den put, voor de bevoorrading en de noodige inrichtingen; het ontwerp voorziet reeds het *billijk beletsel;* zoo het noodig bevonden wordt het tijdsbestek te verlengen, overeenkomstig het advies van den Raad der Mijnen, niemand zal er tegen op komen. Maar op voorhand lange tijdsbestekken te verleenen, is dat niet ingaan tegen het te beperken doel? Is dat de veelvuldigheid van de vermetele, slecht bestudeerde aanvragen niet uitlokken? Is dat niet, zonder het te willen, vooral het speculeeren in de hand werken? Men moet trachten zoo redematig en zoo spoedig mogelijk het gedeelte van het bekken te ontginnen, waarvan het openbaar belang de ontginning thans eischt, en dat gedeelte alleen, zonder veel beroep te doen op de kapitalen door te veel concessiën te verleenen, zonder het grootste gedeelte van het bekken misschien over te leveren aan de financiemannen, zonder de crisis van 1834 of van 1873 opnieuw in 't leven te roepen.

De bepalingen van het ontwerp betreffende de vervallenverklaring zijn ontleend aan het verslag van den Raad der Mijnen ; doch de tijdsbestekken van vijf en van tien jaar vervangen het tijdsbestek van één jaar, door den Raad bepaald.

De Raad der Mijnen, die door eene jarenlange ondervinding opperbest weet aan welke onontbeerlijke voorwaarden elke concessie-aanvraag

---

(1) *Pandectes belges*, V° *Concessions de mines*, n^os^ 585 en vlg.

moet beantwoorden, heeft zijn voorstel gerechtvaardigd als volgt : « Vermits verschillende redenaars, die deelnamen aan de zoo verhevene bespreking welke in den Senaat werd gevoerd, het schacheren met de vergunningen vreezen met al de gevaren die er kunnen uit voortspruiten voor 's volks spaarpenningen, achten wij dat het een wijze en voorbehoedende voorzorg zijn zou, die heel goed de plaats van artikel 49 zou innemen. Overigens, wie *ernstig eene vergunning aanvraagt*, zou geen reden hebben er door afgeschrikt te worden. » En de volgende woorden uit het verslag van den heer Dupont staven die bewijsvoering : « Het beste middel tot het waarborgen van het doel der concessiën is, de nieuwe concessiën te verleenen niet aan speculanten, die natuurlijk trachten ze af te staan na ze met min of meer zware lasten te hebben bezwaard, maar aan ernstige maatschappijen die voornemens zijn zelf en binnenkort de concessiën te ontginnen en daartoe over toereikende kapitalen beschikken » (1). Het verlengen van het tijdsbestek op het tiendubbel strookt hoegenaamd niet met die woorden.

Het tweede geval van vervalling is het verzaken aan de ontginning zelfs wanneer die reeds werd aangevangen ; het verschil tusschen de tijdsbestekken is nog minder te begrijpen : de Raad der Mijnen *stelt twee jaar voor*, en de Regeering vijf jaar ; beide nemen als voorwaarde van den eisch tot vervallenverklaring, eene voorafgaande aanmaning aan met uitstel van zes maand ; voor beiden mag de concessiehouder de redenen van hoogere macht zijner werkeloosheid doen gelden ; hoe kan men onder die omstandigheden een langer tijdsbestek uitleggen, als men uitgaat van het standpunt van 't openbaar belang dat alleen tot richtsnoer moet dienen ?

Noch de Regeering noch de Raad der Mijnen nemen de bepalingen over van artikel 49 der wet van 21 April 1810, en geven er de bekrachtiging aan die de aanbieders dier wet er zouden aan gegeven hebben, indien het gelijkstellen van eene concessie met privaat eigendom, ze niet buiten hun bereik had gesteld, behoudens de uitzonderlijke gevallen waarvan de almachtige keizer zich de oplossing had voorbehouden. De wetgeving onttrekt zich thans echter aan elk almachtig gezag. Waarom zou men dan de beperking of de staking van elke ontginning, van aard om de openbare veiligheid of de behoeften der verbruikers te bedreigen, niet voorzien ?

Artikel 49 der wet van 1810 waarover zooveel wordt getwist, besluit feitelijk in zich, volgens den heer Aguillon, het beginsel der vervalling dat niet klaar werd uitgedrukt om niemand af te schrikken ; maar Stanislas de Girardin heeft die bekrachting voorzien toen hij sprak van de uitzonderlijke en buitengewone gevallen van misbruik welke de wetgever niet kon voorzien : « en indien later een *algemeene regel* noodzakelijk wordt bevonden, zal die slechts ingevoerd worden na dat de ondervinding haar onfaalbaar licht zal hebben verspreid over dat heel lastig op te lossen vraagstuk, hoe men het recht van een burger op zijn eigendom kan doen overeenstemmen met het algemeen belang » (2). In Frankrijk heeft de wet van 27 April 1838

(1) Verslag vanwege den Mijnraad, blz. 45.

(2) Aguillon, *Déchéance*, bldz. 22.

de gevallen voorzien bij artikel 49 met vervalling getroffen ; de ontwerpen van 1886 (1) en van 1894 (2) handhaven die bekrachtiging.

In België, komt in het modellastenkohier voor de concessiën eene meer algemeene bepaling voor : de intrekking omvat zelfs het nietnakomen van de voorwaarde van het lastenkohier : doch, een advies van den Raad der Mijnen, gedagteekend 4^n September 1885, wijst elke toepassing van dien maatregel van de hand in den huidigen staat van wetgeving, met andere woorden, zoolang de beteekenis van artikel 49 niet zal bepaald zijn. In Pruisen wordt artikel 49 herinnerd in paragraaf 65 der wet van 24 Juni 1865, doch er is enkel sprake van staking der ontginning en er worden dringende redenen van openbaar belang gevergd. 't Is echter niet noodig dat de staking een bepaalden tijd duurt (3).

Het mijnbeheer kwam op de gedachte artikel 49 te bekrachtigen, maar hoe verdedigt het die gedachte ? « Ik hecht er geen belang aan, zegde het, en 't is veeleer eene voldoening aan de openbare denkwijze geschonken. Eene merkelijke vermindering van de voortbrenging zou zulken invloed uitoefenen op den kostenden prijs, dat geen enkele mijnondernemer ertoe zou kunnen besluiten. » De Raad der Mijnen voegt erbij : « De openbare denkwijze hoeft niet ingevolgd te worden, *wanneer zij dwaalt.* » En het vraagstuk wordt ter zijde gelaten, zonder dat de Regeering zelfs de aandacht erop vestigde. De openbare meening dwaalt dus, wanneer zij bevreesd is voor de misbruiken vanwege de syndicaten. Eene gemeenschappelijke macht, die in Pruisen beschikt over nagenoeg de negen tienden van hetgeen een mijnbekken voortbrengt, uitsluitend belast met het recht om te verkoopen en de voortbrenging van elke mijn te beperken, die hare leden voor 12 jaar verbindt, die krachtens hare statuten mag aangewend worden tegen elke mededinging om deze te niet te doen, die macht mag ongetwijfeld hare bestendige belangen beschouwen als zijnde hetzelfde als de openbare belangen, maar wie zal dan toch *a priori*, op grond van afgetrokkene gevolgtrekkingen, bekommeringen afkeuren als die waarvan de handelwijze van den Pruisischen Staat voortdurend getuigde.

Wie zal ons duidelijk zeggen wat men dient te verstaan onder merkelijke vermindering, en wie zal ons bewijzen dat een syndicaat niet kan besluiten tot eene voor het verbruik onrustbarende vermindering?

Zonderlinge gevolgen van het wetsontwerp. Het duldt niet alleen het oprichten van syndicaten, maar behelst geen enkele bepaling om het land tegen de misbruiken ervan te wapenen. Het stelt den Staat tegenover de uiterste verplichting om ofwel voor hunne macht te buigen, of ineens al de leden van een syndicaat te treffen. Die strijdigheid doet mij niet de vervallenverklaring, maar wel het concessiestelsel veroordeelen en de voorbehoedingsmiddelen, zooals het rechtstreeksch optreden van den Staat, de Staatsreserve, het beding tot naasting, nog noodzakelijker vinden dan die beteugelingsmaatregelen welke ik nochtans dringend vraag.

---

(1) *Ibid.*, bldz. 198.

(2) *Ibid.*, bldz. 205.

(3) *Ibid.*, bldz. 175.

Vroegere concessies. — In haar ontwerp sluit de Regeering de vroegere concessies buiten de gevallen voorzien voor vervallenverklaring : dat schijnt ons onaannemelijk, dat zouden wij niet kunnen bekrachtigen zonder het beginsel van het openbaar belang te miskennen, waarvan de concessie zelve slechts eene uiting is. Dat stelsel waarbij de eigendom van de natuurschatten aan private burgers wordt toegekend, kan enkel hierop steunen dat het de meest volmaakte wijze is om de ontginning te verzekeren. De eigendom van de mijn is het *middel*, niet het *doel*. De soms zelfs onbepaalde staking van de ontginning is de loochening van het beoogde doel; de intrekking van de concessie is er de onvermijdelijke bekrachtiging van. Het is onmogelijk dat men ze van de hand wijze. Men zegt ons dat het hierop zou neerkomen de rechtsbetrekking, door de concessieakten tot stand gebracht tusschen Staat en concessiehouders, *eenzijdig te veranderen*. Wie ziet hier niet dat men de concessie hare eigenschap van wederzijdsche verbintenis opnieuw toekent, terwijl men die in gansch het overige van het ontwerp tracht te loochenen? Maar die eigenschap van wederzijsche verbintenis, onafscheidbaar van het beginsel dat de mijnen Staatseigendom zijn, zooals wij staande houden, bevrijdt hoegenaamd niet tegen vervallenverklaring. 't Is immers onmogelijk dat vanwege beide partijen het inzicht niet de ontginning was. Artikel 49 bracht natuurlijk altijd het recht mede voor den Staat om de concessie in te trekken, ingeval deze aan haar doel niet beantwoordde. Ter minste bestond er altijd twijfel omtrent de gedachte van den wetgever (1). De aanhangige wet zal de bekrachtiging welke in de wet van 1810 besloten lag, enkel werkelijk maken; zij zal geenszins den aard van de concessie wijzigen, welke overheerscht blijft door het openbaar belang. Het recht om te ontginnen is onafscheidbaar van de verplichting om te ontginnen; deze verplichting miskend zijnde, dan verliest de concessie alle reden van bestaan. Vruchteloos beroept men zich op de artikelen 2 en 1134 van het Burgerlijk Wetboek. De Fransche wet van 27 April 1838 heeft, zooals de heer Aguillon zegt « in uitdrukkelijke bewoordingen eene bekrachtiging gesteld aan artikel 49 ». Welnu, die wet maakt geen onderscheid.

§ 8. DEELNEMING IN DE WINST.

Het geldt hier geen belasting, maar eene deelachtigheid van den Staat in de netto-opbrengst.

Indien men het stelsel der Commissie handhaaft, dan mogen de concessiën niet meer kosteloos zijn, zooals onder de wet van 1810, iets waartegen de achtereenvolgende wetsontwerpen in Frankrijk zijn opgekomen en waarvan afgeweken wordt in de Luxemburgsche wet.

Alhoewel men de economische en de sociale zending van den Staat boven dezes geldelijke belangen stellen moet, zooals ik het doe, moet men nochthans begrijpen dat het land nog deel hebbe in de netto-opbrengst.

Leert de geschiedenis der XIXe eeuw niet dat de natie te danken zijn die

(1) Aguillon. *De la déchéance*, bldz. 28-29 en bldz. 126.

overgroote toeneming van het verbruik der kolen, die overvloed van kapitalen en die veiligheid, en het dus billijk is, al was het maar om die redenen alleen, dat het land zijn aandeel krijge? Dat beginsel, zelfs schuchter gehuldigd in het ontwerp, leidt opnieuw tot het beginsel dat de mijnen Staatseigendom zijn, en ditmaal op afdoende wijze.

Het is er om te doen, die deelachtigheid ernstig te maken zonder de teoncessiehouders in hunne billijke hoop en in de voorwaarden van mogelijke mededinging te treffen.

Het aandeel van den Staat neemt toe in evenredigheid van de winsten per ton uitgehaalde kolen, van af een *minimum* bepaald op 2 frank per ton. Laat ons zien wat dit stelsel zou hebben opgebracht in het vroegere kolenbekken.

De moeilijkheid welke hier op het gansche ontwerp drukt in weerwil van de rechtvaardigheid van dit punt hier, is dat het vroegere bekken beschermd is door artikel 35 der wet van 1810, waarbij de veranderlijke lasten beperkt zijn tot een cijns van 5 t. h. op de winsten; het gevaar ligt hierin dat men het nieuwe kolenbekken in een ondergeschikten toestand zou kunnen stellen voor de mededinging.

Dat is nogmaals eene tegenstrijdigheid van het stelsel der altijddurende vergunning, welke ik niet aanneem.

	Luik.		*Henegouw.*	
Jaar	Winst per ton.	Aandeel van den Staat volgens het ontwerp, per ton.	Winst per ton.	Aandeel van den Staat volgens het ontwerp.
1876 . .	+ 0.28		+ 0.33	
1877 . .	— 0.36		+ 0.08	
1878 . .	— 0.55		+ 0.07	
1879 . .	— 0.10		+ 0.06	
1880 . .	+ 0.37		+ 0.22	
1881 . .	— 0.22		— 0.02	
1882 . .	+ 0.14		+ 0.35	
1883 . .	+ 0.29		0.29	
1884 . .	+ 0.48		0.35	
1885 . .	+ 0.45		0.43	
1886 . .	+ 0.43		0.29	
1887 . .	+ 0.47		0.49	
1888 . .	+ 0.80		0.65	
1889 . .	+ 1.46		1.02	
1890 . .	+ 3.83	2 t. h. fr. 0,0766	2.63	1 t. h. fr. 0,0263
1891 . .	+ 2.21	1 t. h. fr. 0,0221	1.74	
1892 . .	+ 0.87		0.52	
1893 . .	+ 0.57		0.54	
1894 . .	+ 0.33		0.44	
1895 . .	+ 0.54		0.45	
1896 . .	+ 0.60		0.50	
1897 . .	+ 1.23		0.83	
1898 . .	+ 1.38		0.97	
1899 . .	+ 2.15	1 t. h. fr. 0,0215	1,59	
1900 . .	+ 5.20	4 t. h. fr. 0,2600	3.97	2 t. h. fr. 0,0794
1901 . .	+ 2.85	1 t. h. fr. 0,0285	2,19	1 t. h. fr. 0,0219
1902 . .	+ 1.77		1.32	
1903 . .	+ 1.92		1.09	
1904 . .	+ 1.27			

Zooals men ziet, zou op die dertig jaar, de Staat maar vijf maal medegedeeld hebben in Luik en drie maal in geheel Henegouw (1).

Daar het enkel gemiddelde cijfers zijn, kan men niet stipt bepalen wat de wezenlijke opbrengst zou geweest zijn, want het zijn tusschencijfers tusschen de hooge winsten en de mindere winsten en zelfs de verliezen in de verschillende streken en mijnen van het bekken.

In het ontwerp wordt een *minimum* netto-opbrengst vrijgesteld; er wordt ons echter niet gezegd op welk kapitaal-kroos dat neerkomt, met welk kapitaal dat *minimum* overeenkomt. 't Is alsof het ontwerp in de lucht hing.

Is het niet mogelijk, niet alleen dat minimum op een vasten grondslag te steunen, maar een meer billijken verdeelingsregel te bepalen?

Men kan een *minimum* kroos bepalen van het besteede kapitaal waarin de Staat hoegenaamd niet zou deelen. Mijn voorstel ware 1 t. h. boven den interest der Staatsfondsen, naar de beursnoteering geregeld vastgesteld. Dat kroos, thans 4 t. h., is niet uit de lucht gegrepen, het komt, zooals men kon zien, heel dicht bij het gemiddeld kroos, in de mijnen getrokken van 1850 tot 1902, als men ten minste een gemiddeld kapitaal van 25 frank neemt per ton uitgehaalde kolen, bedrag dat het mijnbestuur voor sommige berekeningen heeft aangenomen.

Voor al de kolenbekkens van België :

Jaar.	Winst per ton.	Ondersteld kapitaal per ton.	Kapitaal-kroos.
1850-1864	1.27	25 fr.	5 t. h.
1865-1869	1.20	»	4.8 »
1870-1879	1.31	»	5.2 »
1880-1887	0.28	»	1.1 »
1888-1894	1.12	»	4.5 »
1895-1902	1.61	»	6.4 »
1900-1903	2.42	»	9.7 »
1850-1902	1.15	»	4.6 »

Een ander cijfer dat ten naaste bij kan berekend worden, is het bedrag van het kapitaal per ton uitgehaalde kolen. Hier kan er maar sprake zijn van werkelijk gestort kapitaal.

In het Rijnsch-Westphaalsch bekken bedraagt het kapitaal per ton uitgehaalde kolen (aandeelen en obligatiën), in 1903 :

Bij 16 maatschappijen . . . . 12 mark 44
Bij 3 andere . . . . . 15 mark 55 (2).

Eens het gemiddeld kapitaal berekend en de winst per ton vastgesteld

---

(1) De heer G. De Greef deed dezer dagen berekeningen van dien aard voor al de kolenbekkens te samen. Lees de *Indépendance Belge* van 15 Januari. Met hem eens over veel punten, moet ik hier grondslagen zoeken van eene vaste oplossing.

(2) *Omzendbrieven der koolmijnen in Frankrijk*, n° 2675.

kan men het kroos berekenen en dus ook 't overschot van de winst boven de 4 t. h. van 't kapitaal per ton, dat te verdeelen is met den Staat.

Dergelijk stelsel zou een merkelijk voordeel opleveren, te weten de mijnwinst te treffen door de verdeeling, wel te verstaan het overschot van de inkomsten der mijnen, natuurlijk der voordeeligste, na aftrok van die der minst voordeelige, voor een zelfde besteed kapitaal. Het gebrek van het ontwerp bestaat hierin dat de winst, op gelijke wijze belast, kan in verband zijn, tusschen de verschillende mijnen, met heel ongelijke bestedingen van kapitaal, en op verschillende tijden, met zeer verschillende kapitalen voor dezelfde mijn. In de tabellen der Roermijnen zien wij het kapitaal per ton in 1903 veranderen tusschen 4 mark 78 en 21 mark 95. Daar al die mijnen één syndicaat uitmaken, zijn de verkoopprijzen per ton alle gelijk.

In eene merkwaardige studie (1), onderscheidt de *Moniteur des Intérêts matériels* twee klassen van mijnen in België : de eene met sterke en de andere metzwakke voortbrenging. Ik reken dat vijftien mijnen met zwakke voortbrenging gemiddeld een kapitaal hebben van 48 frank per ton uitgehaalde kolen, zeventien mijnen met sterke voortbrenging gemiddeld 36 frank per ton.

In een syndicaat zou men trachten een minimum winst te bezorgen aan de minst voortbrengende mijnen, laat ons zeggen 4 t. h., wat voor die mijnen overeenkomt met eene winst van fr. 1.92 per ton, terwijl dat de veel voortbrengende mijnen reeds 4 t. h. hebben met fr. 1.44. 't Is dat verschil waarop niet gelet wordt door de voorgestelde deelneming. Ware de winst per ton 2 frank, volgens het wetsontwerp zou het kapitaal 5.5 t. h. interest geven voor de mijnen met 36 frank kapitaal per ton, en 4.1 t. h. voor de mijnen met 48 frank kapitaal. In het ontworpen stelsel zouden zij nochtans alle dezelfde last dragen : 2 centiemen per ton. Bij de weinig voortbrengende mijnen zou die cijns kunnen invloed uitoefenen op het loon. De last op de rente zou geen invloed hebben.

Zoo de Staat zelf 't beheer in handen hield zouden zijne pogingen moeten strekken om voor de Schatkist enkel de rente der mijnen te treffen.

't Is het besef van die ongelijkheid der mijnen die den Staat er toe overhaalde zoo uiterst gematigd te zijn. Het treffen van de mijnrente, naast het bepalen van een *minimum* interest, dat buiten de verdeeling blijft en het algemeen gemiddeld inkomen per ton in het vroegere koolbekken nabijkomende, zou dus 't voordeel opleveren het nieuwe bekken nagenoeg in de gewone mededingingsvoorwaarden te stellen tegenover het vroegere bekken. Dat stelsel zou ook toelaten den Staat een beter berekend, rechtmatiger en aanzienlijker aandeel te bezorgen.

Ziehier de winsten en de inkomsten der kapitalen waarop dat aandeel moet geheven worden.

---

(1) 10 December 1905.

Winst per ton.	Kroos voor een kapitaal per ton van 25 fr.	35 fr.	50 fr.
2 fr.	8 t. h.	5.7 t. h.	4 t. h.
3 »	12 »	8.5 »	6 »
4 »	16 »	11.4 »	8 »
5 »	20 »	14.3 »	10 »
6 »	24 »	17.1 »	12 »

De volgens het ontwerp door den Staat te innen cijns zou het kroos van het kapitaal bitter weinig verminderen; met 3 frank winst bij voorbeeld en 25 frank kapitaal zou het kroos verminderd zijn van 12 op 11.88 t. h.

De twee bestanddeelen naar welke het aandeel van den Staat te bepalen is, zouden volgens mij op geregelden tijd vastgesteld worden; een koninklijk besluit zou de voorwaarden stellen voor het schatten van 't kapitaal, en de verdeeling zou geschieden naar eene klimmende verhouding, zooals de winsten der Keizerlijke Bank in Duitschland, rekening houdende met de belangrijkheid der risico's.

Ondersteld dat het gemiddeld kapitaal 50 frank per ton zij, het minimum interest buiten de verdeeling gesteld 4 t. h. zou overeenkomen met eene winst van 2 frank per ton. De verdeeling van 't overige zou geschieden door het nemen van een klimmend aandeel op de achtereenvolgende overschotten.

Ziehier eene mogelijke oplossing welke ik gematigd vind : men zou beginnen met 10 t. h. te nemen van het eerste overschot van 50 centiemen op de eerste winst, hier 2 frank verondersteld voor een ondersteld kapitaal van 50 frank. Een klimmend bedrag van 10 t. h. zou de achtereenvolgende overschotten van 50 centiemen treffen.

Winst per ton.	Aandeel van den Staat.		Aandeel van den vergunninghouder.	Kroos van het kapitaal.
2.50	10 t. h. op 0.50	= 0.05	2.45	4.9 t. h.
3.00	10 — 0.50 20 — 0.50	= 0.15	2.85	5.7 —
3.50	10 — 0.50 20 — 0.50 30 — 0.50	= 0.30	3.20	6.4 —
	en zoo voorts.			
4.00		= 0.50	3.50	7.0 —
4.50		= 0.75	3.75	7.5 —
5.00		= 1.05	3.95	7.9 —
5.50		= 1.40	4.10	8.2 —

In geval van verscheidene aanvragen voor eene zelfde vergunning, zou eene aanbesteding plaats hebben tusschen de mededingers door den Mijnraad aangenomen.

Het uitgangspunt voor elke vergunde mijn ware de winst per ton 4 t. h.

verschaffende, maar ze zou veranderen naar de mindere of meerdere opbrengst van de mijn; 't is het eenig middel om de rente te treffen.

De wet zou van stonden aan moeten beslissen dat een zeker gedeelte van Staats aandeel, hoe het ook geregeld worde, en zonder iets te beslissen betreffende het overschot, zal besteed worden aan toelagen ten bate van de voorzorgs- en verzekeringsinstellingen der mijnwerkers. Dat aandeel zou ten minste de helft moeten bedragen en onder die voorzorgsinstellingen zou men in de eerste plaats de *reserve* moeten rekenen, waarvan vroeger spraak, bestemd zoo niet om gelijke loonen te behouden, ten minste om *een minimum* te verzekeren. Het ware een kant van de oplossing van het groot vraagstuk. De wet zou dit minimum-gedeelte kunnen vergrooten.

Dat die gemeenschappelijke werkersmacht, die met zijne indrukwekkende eenheid, met eene wondere standvastigheid en eene grootsche toewijding dat werk verricht van het uithalen der delfstoffen, en gansch onze nijverheidsmacht in 't leven houdt, dat zij onrechtstreeks deelachtig worde in de winst der mijnen door de tusschenkomst van den Staat, ziedaar eene nog vrij zwakke voldoening voor mijne ontvoogdingsdroomen en mijn ideaal van gerechtigheid.

§ 9. — HET IJZERERTS.

De opsporingen van den heer Lambert over het Noorderbekken, welke nagenoeg het bestaan van ijzererts bewijzen, zijn eene kostbare bevestiging van dat gedeelte der toelichting van ons voorstel dat wij niet beter kunnen doen dan hier over te nemen :

2. Bevat het bekken der Kempen — wat waarschijnlijk is, — andere vergunbare delfstoffen, als bij voorbeeld ijzererts, dan hoeft de wet van 1837 omgewerkt. Deze wet schorste de uitoefening van het recht om concessie te geven voor dit erts, zelfs al wordt het, ingevolge van artikel 69 der wet van 1810, vergunbaar. Sedert 68 jaar staan wij onder deze bepaling. Zij ontstond ten gevolge van het verzet vanwege personen en gemeenten, eigenaars van den bovengrond tegen de misbruiken van het stelsel der concessiën onder de Nederlandsche regeering; in den beginne werd zij feitelijk gerechtvaardigd door de toenmalige wijze van ontginning en dezer uitslagen. IJzermijnen werden slechts op geringe diepte gegraven, zonder kunstwerken noch ophaalmachine's over 't algemeen. In hoopen liggend, kon het erts toen door kleine ondernemers ontgind worden; en dit ouderwetsch stelsel der kleine mijnontginners volstond nog voor de behoeften der metaalnijverheid. Doch lang kon die tijdelijke toereikendheid niet duren, en het blijven bestaan van wetsbepalingen zonder redematig verband met de meer en meer veranderde wijzen van ontginnen en werken, verwekte wezenlijke onheilen, waarvan ten overvloede bewijzen bestaan. In het verslag, den 10^en^ Maart 1874 door den heer Descamps bij de Kamer ingediend, wordt de toestand der ijzermijnen, min dan veertig jaar na de wet van 1837, duidelijk blootgelegd. Door de eigenaars afgestaan aan ondernemers, was de ontginning een ondergang voor de natuurschatten des lands, want zij waren enkel bekommerd om snel, veel en

zoo goedkoop mogelijk erts uit te halen. « Zij laten de harde deelen der mijn ter zijde en houwen enkel de zachtste uit; vallen zij op eene waterwel, dan verlaten zij eene voortaan te lastige mijn en laten die overstroomen; zoo gaan te loor de rijkste mijnen, welke nooit gekend noch doorzocht worden door de ontginners die te haastig zijn naar de winst en welke slechts 't voorwerp waren van eene wezenlijke *plundering*, nootlottig voor de belangen der smelters, voor die der eigenaars en des lands. » Naast deze strenge veroordeeling van het stelsel der wet van 1837, waarbij men maar ieder naar zijn goeddunken liet begaan, zijn er nog talrijke andere getuigenissen welke wij in eene reeds oude studie aanhaalden (1).

Sedertdien vroeg de *Association des maîtres de forges* onophoudend opnieuw naar het stelsel der concessie; de later gekomen regeeringen zijn niet te verschoonen. Reeds twintig jaar geleden, den 18en Mei 1883, bood de Raad der mijnen een voorontwerp van wet aan, opgemaakt door den heer Dupont en houdende, ten opzichte der ijzermijnen, herziening van de wetten van 1810 en 1837 (2).

Het eenig antwoord, dat nog gegeven kan worden op dit protest tegen een willekeurig stelsel, is dat onze ijzermijnen, volgens een gezegde van den heer Harzé, « uitgeput schijnende, nieuwe wetsbepalingen tot niets zouden dienen » (3). Twee derden eener eeuw van gebrekkige inrichting en verkwisting van onze natuurschatten hebben ons zooverre gebracht, doch, worden de vooruitzichten van den heer Lambert verwezenlijkt, dat zal niet langer blijven duren. Voor het ijzer moet men, van nu af aan, de mijnen tot Staatsdomein maken, en in stede van de bestaande ordeloosheid, de ontginning door de wet regelen, zooals wij vragen. Daarenboven zal het een van de dringendste plichten der Regeeringen wezen, een verslag te doen opmaken over den staat onzer tegenwoordige ertsgroeven.

Verder, verzend ik naar §§ 3 en 4 dezer nota.

H. DENIS.

---

(1) Over de wetsbepalingen betreffende de ijzermijnen, in het boek van P. Splingard : *Des concessions de mines dans leurs rapports avec les principes du droit civil*, Brussel, 1880.

(2) H. Dupont, *Jurisprudence du Conseil des mines*, 1880-1887, bldz. 37 en vlg., uitgave Larcier.

(3) Harzé, *le Bassin houiller du Nord*, bldz. 21.

BIJLAGEN.

Bijlage I.

HET ARBEIDERSVRAAGSTUK IN HET LAND VAN WALLIS (1).

Overeenkomst.

Aan de slechte verstandhouding tusschen de eigenaars van mijnen en de mijnwerkers in het land van Wallis werd den 31n Maart 1903 een einde gesteld. Beide partijen onderteekenden de navolgende overeenkomst en voorgoed is alle bedreiging met werkstaking uit den weg geruimd.

Er is aangesteld een Beslechtingscomiteit, met 48 leden, voor de helft ontginners en de andere helft werklieden, bijgestaan door een onafhankelijken voorzitter-scheidsman.

Overeenkomst.

Instelling van het Comiteit

Gesloten den. . . . . 190. . , tusschen de ondergeteekenden, behoorlijk gemachtigd te handelen namens de leden der Vereeniging van mijnontginners in Monmouthshire, het Land van Zuid-Wallis (kortheidshalve verder aangeduid door « ontginners »), ter eener — en de ondergeteekenden. . . behoorlijk gemachtigd te handelen namens de werklieden (uitgezonderd machinisten en werklieden boven den grond) thans arbeidend in de kolenmijnen der leden van gemelde Vereeniging, ter andere.

Bij welke overeenkomst wederzijds is bepaald wat volgt :

1° Een beslechtingscomiteit wordt ingesteld, tot het bepalen van het algemeen bedrag der loonen aan de werklieden te betalen, en om te oordeelen over de geschillen die in de verschillende kolenmijnen zouden oprijzen naar aanleiding van de toepassing van onderstaande bedingen.

2° Dit Comiteit voert tot titel : *Beslechtingscomiteit voor de kolennijverheid in Monmouthshire in het land van Zuid-Wallis*, in het vervolg kortheidshalve geheeten « het Comiteit ».

---

(1) Omzendbrief nr 2440 van het Comiteit der kolenmijnen in Frankrijk. Dit gewichtig stuk ontleen ik aan het buitengewoon omvangrijk, hoogst onpartijdig en geleerd werk van den heer Gruner, over de mijnen.

Voorzitter-scheidsman.

3° Het Comiteit bestaat uit 24 ontginners of vertegenwoordigers der ontginners, door de leden der vereeniging verkozen, en uit 24 werklieden of vertegenwoordigers der werklieden, arbeidende in de kolenmijnen der deelhebbende ontginners ; wanneer het Comiteit zich moet inlaten met vraagstukken betreffende algemeene verhoogingen of algemeene verminderingen van het bedrag der loonen, zal het daarenboven bevatten een voorzitter, verkozen buiten de kolennijverheid, hebbende geen hoegenaamde geldelijke betrekking met welke mijn hoegenaamd, en die enkel zal stemmen om staking van stemmen te doen ophouden.

4° De eerste leden van het Comiteit zijn de heeren : . . . , als voorzitter-scheidsman, in bovenbedoelde voorwaarden ; . . . . . , als ontginners of vertegenwoordigers van ontginners ; . . . . . , als werklieden of vertegenwoordigers der werklieden. Beide groepen van afgevaardigden verkiezen twee voorzitters, te weten : een verkozen door de ontginners of de vertegenwoordigers der ontginners, de andere verkozen door de werklieden of vertegenwoordigers der werklieden.

Valt er eene plaats open om welke reden ook (behalve wat betreft den voorzitter-scheidsman), zoo wordt zij aangevuld binnen de volgende maand, door diegene van de afgevaardigde groep die het lid benoemd had welks plaats openvalt en blijft het Comiteit zitting houden gedurende het openstaan der plaats. Deze benoeming moet onmiddellijk worden beteekend aan de secretarissen. Valt de post van voorzitter-scheidsman open, dan tracht het Comiteit, met gemeen overleg, een nieuwen titularis te benoemen, en wordt men het niet eens over eenen naam, dan verzoekt het den *Lord Chief Justice* (eersten rechter), en, zoo deze weigert, den voorzitter van het Huis der Gemeenten, deze aanduiding op zich te nemen.

Inwendige geschillen in verscheidene kolenmijnen.

5° De twee bij deze overeenkomst belanghebbende partijen verzoeken hunne wederzijdsche lastgevers alles aan te wenden tot het vermijden van moeilijkheden of geschillen in de kolenmijnen ; in geval van onvermijdelijke oneenigheid, trachten de ontginners en dezer ambtenaren, alsmede de werklieden, de ontstane moeilijkheid op te lossen ter mijn zelve ; enkel in geval deze minnelijke oplossing onmogelijk is, hoeft er schriftelijk beroep worden gedaan op het Comiteit : geene verklaring tot opzegging van de loopende arbeids-contracten wordt door de ontginners of door de werklieden gegeven, zoolang het hen verdeelend bijzonder vraagstuk niet is onderzocht door het Comiteit, en zoolang de poging tot beslechting niet mislukte. Het Comiteit bezit volmacht aan eene onder zijne leden, werkgevers en werklieden, in gelijk getal geworven Commissie de zorg op te dragen de vraagstukken van dien aard te onderzoeken, te regelen, en daarvan verslag te doen aan het Comiteit. Die verslagen moeten worden uitgebracht binnen drie maanden, nadat de opdracht aan de Commissie werd gegeven. Geraakt

het Comiteit na eene maand of elken langeren bedongen tijd niet tot eene schikking, dan staat het partijen vrij hare overeenkomsten op te zeggen.

6° Het inwendig reglement over de leiding der werken van het Comiteit is bij dezen tekst gevoegd en moet worden beschouwd als daarvan deel uitmakend.

7° De voort te brengen steenkool mag geene andere dan zuivere en grove steenkool zijn.

De prijzen voor het afhouwen, den mijnwerker betaald, zijn de bestaande verschillende standaardprijzen, betaald in de kolenmijnen der onderscheidene ontginners.

Die standaardprijs voor het afhouwen wordt betaald naar het gewicht der grove steenkool, vastgesteld zooals verder wordt aangeduid; hij begrijpt ook al het werk veroorzaakt door het kolengruis, onvermijdelijk verwekt bij het laden van grove kolen, gedurende het vervoer van de werf naar de zeefroosters boven den grond en tijdens het zeven zelf, die prijs de evenwaarde zijnde van al het noodige werk voor het uithalen van die grove kolen en dat gruis, en dus meer dan de waarde van den verrichten arbeid om enkel grove kolen voort te brengen.

Het wederzijdsch gewicht van grove kolen en van gruis, moetende dienen tot het berekenen van het loon, wordt vastgesteld als volgt :

Elk wagentje dat boven komt wordt op de waag geplaatst en gewogen, en het gewicht van het wagentje afgetrokken van het ruw gewicht. Dan worden de kolen op de zeef gestort, ter mijn gebruikt om grof en gruis te schiften : dit laatste valt door de zeef en de grove kolen blijven op den rooster liggen.

Het door den rooster gevallen gruis moet worden gewogen, en zijn gewicht afgetrokken van het ruw gewicht der kolen welke het wagentje bevatte, ten einde 't gewicht van beide soorten kolen te kennen. De uithalingsprijs, berekend naar 't gewicht der aldus bevonden grove kolen, vergoedt den mijnwerker voor het afhouwen van grove en fijne kolen.

8° Uitdrukkelijk wordt verstaan dat artikel 7 niet strekt tot wijziging van het bestaande weeg- en zeefstelsel, en dat de ontginners alle door hen nuttig geoordeelde maatregelen kunnen nemen ter verbetering van hunne zeefstelsels, evenwel mits dit voorbehoud dat deze wijzigingen het loon der werklieden niet schaden.

9° Artikel 6 is niet van toepassing of verandert niets en raakt in geenen deele aan de overeenkomsten die zouden bestaan of later gesloten kunnen worden voor de betaling der geschifte kolen of de overeenkomsten naar welke het gruis thans afzonderlijk wordt betaald.

Op zijne vergaderingen, ingericht in gevolge het binnenreglement, bepaalt het Comiteit het algemeen loonsbedrag, betaalbaar binnen drie maanden, te rekenen van den eersten dag der maand na de vergadering. Dit bedrag wordt nadien maar gewijzigd wanneer eene der partijen het vraagt.

a) Al de grondslagloonen en -prijzen zijn de zoogezegde prijzen van December 1879 en 1877.

b) Het loon, aan de werklieden betaalbaar te rekenen van deze overeenkomst, zal, tot het door het Comiteit wordt verhoogd of verlaagd, 48 3/4 t. h. hooger zijn dan het loon in December 1879 in de verschillende kolenmijnen betaald.

Laagste en middelbaar bedrag.

c) Zoolang deze overeenkomst van kracht blijft, mag het bedrag van het loon niet lager zijn dan het standaardloon in December 1879 betaald in de verschillende kolenmijnen, verhoogd met 30 t. h., noch hooger dan dit standaardloon, verhoogd met 60 t. h. Telkenmale een voorstel tot wijziging van het algemeen loonsbedrag wordt onderzocht, wordt het minimum van 30 t. h. beschouwd als overeenkomend met den gemiddelden verkoopprijs in 't groot, begrepen tusschen 1 1/3 en 1 2/3. De nauwkeurige verkoopprijs wordt voorgoed bepaald door een derde scheidsman, aangeduid door partijen, of, zoo zij het niet eens worden over eenen naam, door den *Lord chief Justice* van Engeland of eindelijk door den voorzitter van het Lagerhuis Deze gemiddelde verkoopprijs geldt voor gezeefde grove kolen, te Cardiff, Barry, Newport, Swansea en Lianelly verkocht.

d) In de mijnen waar de standaard of grondslag waarop het loon thans wordt geregeld, de prijs is van de in 1877 betaalde loonen, zal het per cent, betaalbaar krachtens deze overeenkomst, 15 t. h. lager zijn dan het per cent aangenomen voor de kolenmijnen waar het stelsel van December 1879 bestaat, met dezen verstande dat ingeval de werklieden tot hiertoe werden betaald tegen een vast bedrag of met vaste per centen, zij betaald blijven volgens het bij hen in zwang zijnde loon.

11° Het den werklieden verschuldigde loon wordt halfmaandelijks betaald, doch in mijnen waar thans bij de week wordt betaald, wordt niets aan de gebruiken veranderd.

12° Eene vraag geopperd zijnde door de eigenaars, aangaande den prijs, den werklieden aan te rekenen voor kolen *tot hun huizelijk* gebruik, zoo is er besloten het mijnbekken in te deelen in een aantal vakken, ten hoogste elf. Deze indeeling wordt vóór den 30n April 1903 gedaan door den voorzitter en den secretaris van het Comiteit, of, bij ontstentenis van dezen, door een vooraf aangeduiden scheidsman.

De prijzen, in elk vak te betalen, worden vóór den 30n Mei bepaald door het Comiteit, en komt het dienaangaande niet overeen, door eenen scheidsman, aangeduid zooals is gezegd in paragraaf 10c : zijne beslissing moet worden uitgebracht vóór 30 Juni. Bij het bepalen van de prijzen wordt rekening gehouden met den inkomprijs, den huidigen stand der benoodigdheden, alsmede met de hoeveelheid en hoedanigheid der kolen.

13° Zoolang deze overeenkomst van kracht blijft, moet alle opzegging door de ontginners zoowel als door de werklieden om persoonlijke overeenkomsten te schorsen, worden gedaan den eersten dag der maand, en vervallen de overeenkomsten den laatsten dag van gemelde maand.

Is de 1e der maand een Zondag, zoo wordt de opzegging daags te voren gedaan.

14° De ontginners en de werklieden der verschillende kolenmijnen zijn verplicht al de gebruiken en bepalingen in acht te nemen, die in December 1879 van kracht zijn, en daaraan wordt niets geweizigd tenzij bij gemeen overleg tusschen werkgevers en werklieden, of bij beslissing van het Comiteit, ingevolge het overeenkomene in paragraaf 5.

15° Niets van deze overeenkomst of van het binnenreglement verhindert partijen, bij de besprekingen in het Comiteit, zulke bewijsvoering te bezigen als zij van aard achten om het vraagstuk der loonen toe te lichten; doch voor den verkoopprijs der kolen, dient slechts rekening te worden gehouden met de drie maanden die de maand der vergadering onmiddellijk voorafgaan.

16° Deze overeenkomst blijft van kracht tot 31 December 1905, en loopt dien dag ten einde, tenzij partijen waren afgesproken om den duur te verlengen. Met het afloopen van deze overeenkomst, verloopt van rechtswege elk verhuur-contract tusschen werkgevers en werklieden.

17° Een exemplaar van deze overeenkomst moet worden opgenomen in een contractboekje, in elke kolenmijn, en onderteekend door den ontginner van die mijn of uit zijnen naam, alsmede door iederen werkman, daar deze overeenkomst wordt beschouwd als eene der voorwaarden van de verbintenis tusschen de ontginners en elk belanghebbenden werkman.

Inwendig reglement.

1° De leden van het Comiteit, te weten de ontginners of de vertegenwoordigers der ontginners, en de werklieden of vertegenwoordigers der werklieden, worden kortheidshalve aangeduid als « de partijen »;

2° Het Comiteit houdt zijne vergaderingen te Cardiff of in elke andere plaats welke het Comiteit op een bepaald oogenblik zou verkiezen;

3° Elke partij benoemt eenen secretaris en beteekent deze benoeming aan de andere partij; deze secretarissen nemen hun ambtwaar tot zij ontslag nemen of worden afgesteld door de partij die ze benoemde. De secretarissen zijn aanwezig op al de zittingen van het Comiteit doch nemen deel aan geen enkele beraadslaging;

4° De secretarissen ondereen beleggen al de vergaderingen van het Comiteit, houden de aanwezigheidslijst en stellen het proces-verbaal op, waarvan de minute moet worden afgeschreven in twee registers, elk te onderteekenen door de voorzitters of door alle anderen die het voorzitterschap waarnemen ter zitting waarin het proces-verbaal moet worden goedgekeurd. Elke secretaris bewaart een dier registers. De secretarissen voeren ook de briefwisseling, ieder voor zijne partij en gezamenlijk voor het Comiteit.

Het Comiteit vergadert minstens eens ter maand, om kennis te nemen van de moeilijkheden of geschillen, ontstaan in de onderscheiden kolenmijnen en bedoeld bij artikelen 5 en 14 van de voorgaande overeenkomst;

die vraagstukken worden onderzocht door het Comiteit, zonder dat zij den voorzitter-scheidsman hoeven te worden onderworpen.

De secretarissen berichten vijf dagen vooraf de leden des Comiteits over den datum en het programma der vergaderingen;

6° Verlangt eene der partijen den prijs van het loon te wijzigen, zoo vergadert het Comiteit den 14n der maanden Februari, Mei, Augustus en November (is die dag een Zondag, dan heeft de vergadering 's anderendaags plaats), en bepaalt dien prijs voor drie maanden, in te gaan met den 1en der maand volgende op de vergadering. De partij die den loonprijs wil wijzigen, geeft daarvan, tien dagen vóór de hierboven bepaalde dagen, schriftelijk bericht aan den secretaris der andere partij. Zeven dagen te voren zenden de secretarissen aan de leden des Comiteits een bericht tot bijeenroeping met het programma der vergadering.

Op al de hierboven bedoelde vergaderingen worden de betwiste punten in eersten aanleg onderzocht door het Comiteit, de partijen verlangende zoo mogelijk de betwiste punten in der minne te regelen.

Geraken partijen het niet eens, dan gaat het Comiteit uiteen voor eenen tijd die niet meer dan zeven dagen mag bedragen en houdt dan zitting met zijnen voorzitter-scheidsman, die ingeval van niet-overeenkomst zijne scheidsrechterlijke uitspraak geeft, hetzij in dezelfde zitting hetzij zeven dagen nadien. Daarna zijn partijen verbonden.

7° De twee (gewone) voorzitters nemen het ambt waar op alle andere vergaderingen dan die welke, volgens artikel 6 van het reglement, moeten geleid worden door den voorzitter-scheidsman; doch zijn beiden of is een hunner afwezig, dan wordt een lid of twee leden door de partij of de partijen aangeduid om de vergadering voor te zitten. De voorzitters of alle anderen die het ambt waarnemen, stemmen als vertegenwoordigers, doch bezitten geen bijzonder stemrecht.

8° Al de aan het Comiteit onderworpen vraagstukken moeten schriftelijk worden opgesteld en kunnen mondeling worden toegelicht of gestaafd door bewijzen en uitleggingen, welke de eene of de andere partij het Comiteit ter aanneming voordraagt;

9° Elke der partijen betaalt de kosten harer eigene vertegenwoordiging, alsmede haren secretaris, doch de kosten en uitgaven van den voorzitter-scheidsman, van de bureelen, registers, drukwerk, huren van zalen voor de vergaderingen worden bij de helft deelen betaald door beide partijen.

BIJLAGE II

WIJZIGINGEN IN BOVENSTAANDE OVEREENKOMST VAN 11 DECEMBER 1905.

Alle verklaring van opzegging eener loopende overeenkomst, die ontijdig gedaan zou zijn, wordt ingetrokken tot het Beslechtingscomiteit de zaak heeft onderzocht welke partijen scheidt.

Beide partijen verbinden zich alle pogingen aan te wenden opdat de vonnissen, door 't Comiteit uitgebracht, eerlijk zouden worden uitgevoerd.

12° De werklieden hebben jaarlijks twaalf verlofdagen, waarin zijn begrepen de Bank « Holidays and Federation's demonstration holidays; » de datums dezer verlofdagen worden aan goedkeuring des Comiteits onderworpen. De vertegenwoordigers der werklieden zullen, bij het inrichten van die verlofdagen, aan de werklieden onderrichtingen geven, opdat zij dadelijk na den verloftijd den arbeid hervatten; zij zullen alle pogingen aanwenden om aan deze onderrichtingen gehoor te doen geven.

De « Mabon's day » is afgeschaft in de weinige kolenmijnen waar hij bestaat;

13° (vroeger 12°). De prijzen der kolen, aan de werklieden verstrekt voor huishoudelijk gebruik zullen gelijkstaan met die welke werden bepaald door den heer David Dale, bij zijne uitspraak van 11 Juli 1903.

16° Niets van de bepalingen dezer overeenkomst of van dezer toepassingsreglement kan partijen verhinderen het Comiteit of zijnen voorzitter-scheidsman zulke beweegredenen te onderwerpen als zij denken van aard te zijn het vraagstuk der loonen toe te lichten; doch alle aanduiding nopens den verkoopprijs der grove kolen moet betrekking hebben op den prijs der grove kolen, vrachtvrij aan boord geleverd ter havens bedoeld in paragraaf 10c, gedurende de drie maanden onmiddellijk vóór den eersten dag der maand welke diegene der bijeenkomst voorafgaat, bijeengeworpen ten einde elk voorstel te onderzoeken tot wijziging van den algemeenen loonprijs (1).

17° Deze overeenkomst wordt gehandhaafd te rekenen van 1 Januari 1906 tot 31 December 1909 en later, zoolang eene der partijen niet heeft bericht dat zij geneigd is de overeenkomst binnen een tijdsverloop van drie maan-

(1) Dit komt bij voorbeeld hierop meer, dat het tijdvak, hetwelk voortaan tot grondslag zal dienen in geval den 10° Februari eene vergadering wordt gehouden om nieuwe prijzen te bepalen, ditgene zal zijn van de drie maanden die den 31ⁿ December te voren eindigen, terwijl met de voorgaande formule het tijdvak ditgene was dat den 31ⁿ Januari eindigde. 't Was practisch onmogelijk bevonden aldus op weinige dagen te kunnen bepalen den gemiddelden verkoopprijs, moetende dienen tot grondslag voor het berekenen van het loon.

den te doen eindigen; dit bericht moet schriftelijk worden gegeven aan den secretaris der andere partij, op zijn gebruikelijk of laatst gekend adres. Met het eindigen van deze overeenkomst eindigen al de dienstcontracten tusschen de werkgevers en hunne werklieden.

BIJLAGE III.

BEMIDDELINGS BUREEL VOOR DE VERBONDEN DISTRICTEN IN ENGELAND (1).

Reglement van inwendige orde voor het afdoen der zaken van het Bemiddelingsbureel, tot stand gebracht tusschen de eigenaars der verbonden mijnen en den Bond der mijnwerkers in Engeland, ter bepaling van den loonprijs, van 1n Januari 1904 tot 31 October 1906, binnen de volgende perken, te weten :

Gedurende dat tijdvak, zal de loonprijs niet lager zijn dan 35 t. h. boven den loonprijs in 1888, noch 60 t. h. hooger, en geene hoogere wijziging dan 5 t. h. kan op welk tijdstip ook in den loonprijs worden toegebracht.

1° De naam van het bureel zal zijn : « Bemiddelingsbureel voor de mijnnijverheid in de verbonden districten »;

2° Het bureel bepaalt, eens om de andere maal, den loonprijs te rekenen van 1n Januari 1904, in de districten Lascashire, Cheshire, Yorkhire (west), Nottinghamshire, Derbyshire, Leicestershire, Warwickshire, Shropshire, Staffordshire, Noord-Wallis en alle andere districten van de verbonden oppervlakte die, met instemming van het bureel, dezes rechtsmacht willen aannemen;

3° Het bureel bestaat uit een gelijk getal eigenaars van mijnen of vertegenwoordigers der mijneigenaars, verkozen door de eigenaars van verbonden mijnen en uit mijnwerkers of vertegenwoordigers der mijnwerkers, verkozen door den Mijnwerkersbond van Engeland ; 14 van weerzijde, met een daarbuiten verkozen voorzitter, die beslist bij staking van stemmen;

4° De leden van het bureel zijn thans en zullen zijn :

Voorzitter-scheidman : De zeer achtbare Lord James of Herefold, P.-C.

Eigenaars van mijnen of vertegenwoordigers der eigenaars van mijnen : De heeren Alfred Hewlett, Henry Bramall, Henry Fairclough, A. Curra Briggs, Alfred J. Holiday, A. G. Barnes, J. A. Longden, Fitz Herbert Wright, Henry Dennis, Frank Rigby, kapitein W. B. Harrisson.

Mijnwerkers of vertegenwoordigers der mijnwerkers : De heeren Enoch Edwards, Samuel Woods, William Parrott, M. P. John Wadsworth, Jesse Butler, Albert Stanley, William Johnson, James Haslam, William E. Harvey, John George Hancock, Aaron Stewart, Edward Hughes en Fred Hall.

Alfred Hewlett zal voorzitter zijn, en de heer Enoch Edwards ondervoorzitter.

Zoo er, om welke reden ook, eene plaats openvalt in het bureel, dan wordt zij binnen de maand aangevuld door het korps dat het lid benoemde,

(1) Getrokken uit eene memorie van B. Raynaud (*Musée social*, April 1905).

welks plaats openviel. Den secretarissen wordt deze benoeming onmiddellijk beteekend. Op zijne eerste vergadering tracht het bureel overeen te komen voor eenen voorzitter-scheidsman, en gelukt dit de partijen niet, dan vraagt het den als dan in ambt zijnden voorzitter van het Lagerhuis er een te benoemen; de aldus aangeduide persoon wordt onmiddellijk verkozen tot voorzitter van het bureel.

Bij sterfgeval, afstanddoening of ontslag van den eersten of van allen lateren scheidsman, tracht het bureel het eens te worden over zijnen opvolger, en kan het zulks niet, dan verzoekt het den alsdan in ambt zijnden voorzitter van het Lagerhuis hem te benoemen, en de aldus aangeduide persoon wordt onmiddelijk verkozen tot voorzitter van het bureel.

5° Het bureel bepaalt eenen verkoopprijs overeenkomend met zekeren loonprijs.

6° De beslissingen van het bureel zullen niet enkel steunen op wijziging in den verkoopprijs der kolen, doch deze is enkel eene der redenen : elke partij heeft het recht alle redenen te doen gelden, waarom er, ondanks eene verandering in den verkoopprijs, geene reden zou bestaan tot wijziging van den loonprijs.

7° Het bureel houdt zijne vergadering te Londen of in elke andere plaats die het bureel eens om de andere maal kan bepalen, den of rond (naar beslissing des bureels) den laatsten dinsdag van Januari, den laatsten dinsdag van April, den laatsten dinsdag van Juli en den laatsten dinsdag van October van ieder jaar, en telkens het meer noodig zal wezen, ingevolge de bepaling 11 van dit reglement. Doch geene wijziging in den loonprijs of in deze regelen of geen der punten bedoeld door bovenstaande bepaling 4, moet worden onderzocht tenzij alleen op de driemaandelijksche vergadering.

8° De bestanddeelen van het bureel, dat is de mijneigenaars of hunne vertegenwoordigers en de mijnwerkers of hunne vertegenwoordigers, worden verder kortheidshalve aangeduid onder de benaming « de Partijen » ;

9° Iedere partij verkiest haren secretaris, om ze te vertegenwoordigen bij het afdoen der zaken van het bureel en beteekent zulks schriftelijk den secretaris der andere partij : deze secretarissen blijven hun ambt waarnemen tot ontslaging of afstelling door de partij welke ze benoemde. De secretarissen wonen al de zittingen van het bureel bij en hebben recht om deel te nemen aan de beraadslaging, doch geen recht om eene beslissing voor te stellen of te steunen, noch om te stemmen over eenig vraagstuk aanhangig bij het bureel ;

10° Gezamenlijk roepen zij telkens het bureel bijeen. De verordeningen van het bureel en de processen-verbaal worden bewaard en overgeschreven of gedrukt in twee registers; elk register wordt onderteekend door den voorzitter-scheidsman, den voorzitter of onder-voorzitter, of allen anderen persoon die, volgens de gevallen, het voorzitterschap waarneemt ter vergadering waarop die processen-verbaal worden voorgelezen en goedgekeurd. Een der twee boeken berust bij iederen der twee secretarissen. De secreta-

rissen voeren briefwisseling, ieder voor zijne partij en gezamenlijk voor het bureel;

11° Op schriftelijke aanvraag van eene der partijen, gedaan door den voorzitter en den secretaris van die partij, tot wijziging van den loonprijs of van deze regelen, of voor een der punten bedoeld in de bepaling 4, beleggen de secretarissen eene vergadering van het bureel binnen de een en twintig dagen, op den datum en ter plaatse die zij daartoe gezamenlijk verkiezen. In den bijeenroepingsbrief wordt het voorwerp der vergadering duidelijk opgegeven;

12° De voorzitter, of in geval hij afwezig is, de ondervoorzitter leidt al de vergaderingen waarop de voorzitter-scheidsman niet aanwezig is, zooals verder wordt gezegd. Zijn èn de vooorzitter èn de ondervoorzitter afwezig, dan wordt een lid van het bureel door de meerderheid aangewezen om de vergadering te leiden. De voorzitter, de ondervoorzitter of alle andere toevallige voorzitter stemt als lid van het bureel, doch heeft geene bijzondere beslissende stem. Is de voorzitter-scheidsman aanwezig, dan leidt hij de vergadering en heeft hij beslissende stem.

13° Alle vraagstukken worden in eersten aanleg onderworpen aan het bureel en door dit laatste onderzocht; het verlangen en inzicht der partijen is al de moeilijkheden en geschillen, die kunnen oprijzen, zoo mogelijk inderminne op te lossen. Kunnen partijen elkander niet verstaan in het bureel, dan wordt, behalve het geval voorzien in de 5e bepaling hierboven, de vergadering verdaagd voor niet langer dan 21 dagen en het betwiste punt meer in 't breede behandeld door de vertegenwoordigers van beide partijen; de voorzitter-scheidsman wordt door de secretarissen verzocht tot de verdaagde vergadering, waarop de zaak andermaal wordt besproken; verstaan de partijen in het bureel elkander niet, dan moet de voorzitter-scheidsman zijne stem uitbrengen om over de zaak te beslissen op de vergadering of ze mededeelen aan de secretarissen; in dat geval, is het geschil ten einde en zijn partijen verbonden; of wel, zoo hij het raadzaam oordeelt, verwijst hij het hem onderworpen vraagstuk opnieuw naar het bureel, met of zonder de uitdrukking van zijn gevoelen over de zaak, om nader te worden onderzocht. In zulk geval moet het bureel binnen de zeven dagen vergaderen, en op die vergadering kan eene der partijen dezelfde of andere voorstellen doen, en geraken partijen het daarover niet eens, zoo wordt het betwiste punt andermaal onderworpen aan den voorzitter-scheidsman, op eene latere vergadering van het bureel, door de secretarissen binnen de veertien dagen bijeen te roepen. Op die vergadering kan de voorzitter-scheidsman zijne overwegende stem uitbrengen; in dat geval is het geschil beslecht en zijn partijen verbonden; of wel, en zoo verder, verwijst hij naar het bureel alle vraagstuk, hem in bovenvermelde omstandigheden onderworpen. Zoo dikwijls eene zaak aldus wordt verwezen naar het bureel, is onderhavige bepaling van toepassing. Geen van de vraagstukken, in 't geval verkeerende van de bepaling 5 hierboven, mag volgens

onderhavige bepalingen worden verwezen naar den voorzitter-scheidsman;

14° Al de aan 't bureel onderworpen vraagstukken worden schriftelijk behandeld en onderzocht met alle uitlegging of mondelinge of schriftelijke bewijzen van eene of andere partij welke het bureel wil aannemen;

15° Al de stemmingen worden op de vergaderingen van het bureel uitgebracht met opgeheven hand. Zijn op eene vergadering van het bureel de stemgerechtigde partijen in ongelijk getal, dan hebben al de leden het recht deel te nemen aan de bespreking der hun onderworpen vraagstukken, doch slechts een gelijk getal leden mogen stemmen. Bij uitloting worden aangeduid de nietstemmende leden van elke partij, ten ware daarover anders werd beslist.

16° Iedere partij draagt en betaalt de kosten van hare eigene vertegenwoordigers en van haren secretaris; doch de kosten en uitgaven van den voorzitter-scheidsman, van papier en schrijfbehoeften, registers, drukwerk, huren van zalen voor de vergaderingen, worden bij de helft betaald door de twee partijen.

De twee secretarissen van het bureel,

THOS. RATCLIFFE ELLIS, THOMAS ASTON.

BIJLAGE IV.

DE WERKSTAKING IN DE ANTHRACIETE-MIJNEN (1).

Beslissingen der Commissie

Den 21n Maart 1903 deed president Roosevelt afkondigen het sedert zoolang verbeide verslag der Commissie over de werkstaking in de mijnen van anthraciet of glanskool.

De beslissing of de uitspraak, bij eenparigheid harer leden uitgebracht, bepaalt een vrede van drie jaar, te rekenen van 1 April 1903, tusschen kapitaal en arbeid in het glanskoolbekken van Pennsylvanië.

Het werk der Commissie is in zeer hooge mate een verzoeningswerk.

Verder volgen de bewoordingen zelve van de schikking en een zakelijke inhoud van de aanbevelingen of raadgevingen der Commissie; ook vestigen wij enkel de aandacht op de gewichtigste beslissingen :

Te rekenen van 1 April 1903, wordt het loon der op stuk werkende arbeiders bepaald op 10 t. h. boven de prijzen in April 1902.

De arbeiders per dagtaak werken *negen* uren, en behouden het loon dat zij vroeger trokken voor een arbeidsdag van tien uren.

Men zal zich herinneren dat de werklieden bij den aanvang der werkstaking 20 t. h. verhooging vroegen voor het loon der stukwerkers en een arbeidsdag van acht uren voor de dagwerkers. Nadien verminderden zij hunne eischen tot de helft Deze laatste eischen nam de Commissie aan.

Zij deed nog meer en nam het beginsel aan van een veranderlijken loonstandaard, met bovenbepaalde prijzen als minimum. Telkens de basisprijs der kolen, zijnde 4 dollars 50, met meer dan 5 cents verhoogt, wordt het loon met 1 t. h. verhoogd.

Dat stelsel levert dit voordeel op, dat de werklieden deelachtig zijn in de winsten der onderneming, doch 't is te vreezen dat het hun in de toepassing niet volkomen bevredigen zal. 't Is opmerkenswaardig dat het in Pennsylvanié wordt aangenomen juist op 't oogenblik dat de mijnwerkers in 't land van Wallis, misnoegd over zijne toepassing, vragen dat het worde ingetrokken en dat de al te schielijke veranderingen verzacht zouden worden door het inrichten van een comiteit tot scheidsrechterlijke bemiddeling.

De Commissie heeft besloten een bestendig Bemiddelingscomiteit in te richten, gelast om de mogelijke geschillen te beslechten, tusschen werkgevers en arbeiders, welke niet rechtstreeks kunnen worden geregeld.

Zijn deze beslissingen van aard om de werklieden te bevredigen, onge-

(1) Omzendbrief nr 2462 van het Comiteit voor de kolenmijnen in Frankrijk.

twijfeld zal dit niet het geval zijn met de beslissing waarbij de Commissie heeft afgewezen de eischen van den « Algemeenen Bond der Amerikaansche mijnwerkers », die zich bij den aanvang der werkstaking wilde opdringen, en volstrekte gelijkheid voor al of niet in syndicaat vereenigde werklieden uitriep.

De beslissingen der Commissie zijn van toepassing tot 31 Maart 1906.

Ziehier overigens de bewoordingen zelve van de uitspraak.

Loonen.

Als basisloon nam de Commissie diegene van April 1902.

1° Van 1 November 1902 tot 1 April 1903, wordt het loon van al de werklieden zonder onderscheid verhoogd met 10 t. h. berekend op het basisloon. De sommen aan de werklieden voor dat tijdvak verschuldigd, worden hun betaald vóór 1 Juni 1903;

2° Met 1 April 1903, verandert het stelsel naar de klassen van werklieden. De mijnwerkers die op stuk arbeiden, behouden de verhooging van 10 t. h.

De machinisten, aan het ophalen werkzaam, arbeiden acht uren daags, met het basisloon. Doch zij die reeds slechts acht uren werken, behouden dien arbeidsdag en verkrijgen 10 t. h. loonsverhooging.

De andere machinisten die niet aan de ophaalbakken werken maar aan een onafgebroken werk, zullen eene verhooging krijgen van 5 t. h. Daarenboven worden zij des Zondags, zonder verlies van loon afgelost van hun werk door een man welken de ontginner levert om ze tijdens de daguren te vervangen.

De stokers hebben den werkdag van acht uren, met het basisloon.

Al de andere werklieden hebben den dag van *negen* uren, met het loon dat hun in April 1902 werd betaald voor den dag van tien uren. De overuren worden naar verhouding betaald.

Zoolang deze beslissing van kracht blijft, worden de stelsels tot het betalen van het loon behouden, tenzij er bij gemeen overleg verandering wordt aan toegebracht.

Regeling van geschillen.

Alle oneenigheid of moeilijkheid die oprijst bij de uitlegging en toepassing van deze scheidsregeling of op welke wijze ook voortspruit uit de betrekkingen tusschen werkgevers en werklieden, en die niet rechtstreeks kunnen geregeld worden bij onderhandeling tusschen den bestuurder der mijn en de belanghebbende mijnwerkers, of die al te gewichtig zou zijn om rechtstreeks te worden bijgelegd, *wordt gebracht* voor een bestendig gemengd Comiteit, onder den naam van *Bemiddelingscomiteit*, en bestaande uit zes personen, benoemd zooals verder wordt gezegd :

Het kolenbekken wordt in drie districten ingedeeld, ieder met eene inrichting die de meerderheid der mijnwerkers vertegenwoordigt.

Het Bemiddelingscomiteit bevat voor elk district een vertegenwoordiger van de mijnwerkersvereeniging en een vertegenwoordiger van de ontginners.

Het aldus samengesteld Bemiddelingscomiteit tracht al de hem voorgelegde vraagstukken op te lossen en onderzoekt ze; het hoort de beide partijen in hare tegenstrijdige gezegden, alsmede de getuigenissen die door de eene of de andere partij kunnen ingebracht worden; en elke beslissing, bij meerderheid genomen door dat Bemiddelingscomiteit, is beslissend en verplichtend voor alle partijen. Zoo echter het Comiteit geene beslissing kan nemen over een voorgedragen vraagstuk of een daarmede in verband staande punt, dan wordt die vraag of dat punt onderworpen aan een *umpire* (vreemden scheidsman), op aanvraag van gemeld Comiteit aan te duiden door een der *Circuit Judges* uit de *Third Judicial Circuit* der Vereenigde Staten, en de uitspraak van dezen scheidsrechter is beslissend en verplichtend. Het getal leden van het Comiteit wordt steeds volledig gehouden, hebbende de instellingen van werkgevers of van mijnwerkers het recht, wanneer geene betwiste vraag aanhangig is, hare vertegenwoordiging in gemeld Comiteit te veranderen. Op al de zittingen van het Comiteit kunnen partijen worden vertegenwoordigd door den persoon of de personen die zij wederzijds zouden verkiezen.

Geene schorsing van werk zal geschieden door *lock-out* (1) of door werkstaking, in afwachting der beslissing over een aldus aan beslechting onderworpen vraagstuk.

Wanneer eene meerderheid der mijnwerkers eener kolenmijn, die op contract arbeiden, het aanvraagt, worden *check-weighmen* (weegtoezieners voor de werklieden) of *check-docking bosses* (bestuurders onderzoekers van het gewogene), of beiden worden aangesteld. Het loon van gemelde *check-weighmen* of *check-docking bosses* wordt bepaald, opgeteekend en betaald door de mijnwerkers, op de door dezen verkozene wijze, bij stemming der meerderheid, en op aanvraag van gemelde mijnwerkers betalen de werkgevers het loon van de *check-weighmen* of de *check-docking bosses* door middel van evenredige afhoudingen op het loon der mijnwerkers, naar den door de mijnwerkers bepaalden grondslag.

De mijnwagens worden onder de aan 't werk zijnde mijnwerkers zoo gelijk verdeeld als mogelijk is, en er zal geene afspraak vanwege de mijnwerkers of de arbeiders in de mijn bestaan, om de voortbrenging of de hoedanigheid van het werk te verminderen, ten ware deze beperkingen van voortbrenging zouden besloten worden bij gemeen overleg tusschen ontginners en werklieden.

In al de gevallen waarin de mijnwerkers worden betaald per wagen, is de verhooging van loon, toegestaan volgens deze overeenkomst, gegrond op de in gebruik zijnde wagens, de *vullingswijze* en de prijzen betaald op 1 April 1902. Alle vergrooting der wagens of meerdere vulling moet overeenkomen met eene evenredige verhooging van het te betalen loon.

---

(1) Staking vanwege de werkgevers.

Veranderlijke standaard gesteund op den prijs der kolen.

De volgende veranderlijke loonstandaard wordt van kracht den 1n April 1903 en dit voor al de mijnwerkers en arbeiders ter mijnen betrokken in de beslissingen der Commissie. Het hierboven bepaalde loon dient tot grondslag voor den veranderlijken standaard en is een minimum.

Voor elke verhooging met 5 *cents* boven 4 dollars 50 per tn. fob (1) op den middelprijs der *white ash coal* (2) ter dikte boven de *pea coal* (3), verkocht te New-York of nabij deze stad, tusschen Perth Amboy en Edgewater en waargenomen op het *Bureau of Anthracite Coal statistics*, genieten de werklieden 1 t. h. loonsverhooging. Die verhooging wordt gehandhaafd tot eene verandering in den middelprijs der kolen eene nieuwe wijziging verwekt.

In geen geval zal de loonprijs lager zijn dan dien welke is bepaald in § 1 van deze beslissing. Bereikt dus de kolenprijs 4 dollars 55 per ton, dan wordt het loon verhoogd met 1 t. h. Daalt hij beneden 4.50 dollars per ton, dan wordt de 1 t. h. verhooging ingetrokken. Bereikt hij daarentegen 4.60 dollars per ton, dan wordt andermaal 1 t. h. aan het loon toegevoegd, en zoo verder.

Deze middelprijzen worden iederen maand vastgesteld door eenen verrekenaar of eenen *commissionnaris*, benoemd door een der *Circuit Judges* bij de *Third Judicial Circuit* der Vereenigde-Staten en betaald door de werkgevers, tegen eene wedde bepaald door den rechter die hem aanstelt, en deze bezoldiging wordt onder de werkgevers verdeeld naar verhouding van het tongewicht van elke mijn.

Ten einde eenen grondslag te verwerven voor de goede toepassing van bovenvermelden veranderlijken standaard, is besloten en geoordeeld : dat al de ontginnende Maatschappijen onmiddellijk den *Commissioner of Labor* (4) der Vereenigde-Staten zullen overhandigen eene waargemerkte tabel van loontarieven, betaald voor iedere in hunne Maatschappijen erkende betrekking, zooals zij bestonden op 1 April 1902.

Aan niemand wordt eene betrekking geweigerd, en geen ongunstig onderscheid gemaakt, al geldt het leden eener arbeidersvereeniging of anderen; geen ongunstig onderscheid bestaat ten aanzien van eenen werkman die geen lid zou zijn van eene arbeidersvereeniging en daaraan wordt geene belemmering toegebracht door leden van zulke instelling.

Alle bij onderneming werkende arbeiders zijn verplicht binnen een redelijk tijdsbestek, vóór den betaaldag, eene rekening te leveren van de sommen, door hen verschuldigd aan hunne *handlangers;* deze sommen worden afgetrokken van hunne eigen rekening en door den ontginner rechtstreeks

---

(1) De ton van 2,240 pond (1,016 kil.).

(2) *White ash* = witte asch.

(3) Eene der aangenomen dikten : *pea* = erwt.

(4) Minister van Arbeid.

betaald aan den *handlanger*. Al de betaalde werklieden krijgen eene omstandige rekening.

De genomen bovenbedoelde beslissingen blijven van kracht tot 31 Maart 1906; en elke werkman of groep werklieden, die deze bepalingen zou schenden, beloopt eene door den ontginner te bepalen straf; eindelijk, het schenden van de in deze beslissingen vervatte bepalingen, door den werkgever of de werklieden, maakt deze bepalingen niet krachteloos.

De Commissie doet nog verscheidene aanbevelingen, onder andere :

Schorsing van het stelsel der *Coal and Iron police*, of werving, door de werkgevers, van eene bijzondere politie die naar hunne bevelen handelt Dergelijke inrichting wordt beschouwd als zijnde van aard om verbittering te verwekken en in stand te houden. De Commissie geeft tot raad zich desnoods te wenden tot de regelmatig aangestelde overheden;

Stiptere uitvoering van de wetten op kinderarbeid;

Den Staat Pennsylvanië en de Bondsregeering te verzoeken de middelen te leveren om verplicht onderzoek in te stellen naar de moeilijkheden in den aard dergene die de verrichtingen der Commissie uitlokte;

De wensch wordt geuit dat de bondswet van October 1888, betreffende het instellen van eene commissie ter regeling van geschillen tusschen de spoorweg- en andere maatschappijen voor gewoon vervoer, onder voorbehoud van enkele wijzigingen, zou dienen tot grondslag voor het bewerken van eene wet op het scheidsgerecht bij de ontginning van glanskoolmijnen. Doch dienaangaande is de Commissie beslist tegen verplicht scheidsgerecht. De voornaamste weldaad, zegt zij, die uit dezen wensch kan voortspruiten, is dat men met gezag den wezenlijken toestand zou kunnen uiteenzetten, en ieders aansprakelijkheid aantoonen, opdat de openbare meening zich zou kunnen vestigen en met al hare kracht invloed uitoefenen. Hadde eene commissie, zooals de voorgestelde, reeds verleden jaar in Juni kunnen tot stand komen, voegt zij er bij, zoo denken wij dat de kolennood had kunnen bezworen worden; — voorzeker zouden het lijden en de ontberingen in ruime mate geringer zijn geweest.

De Commissie acht niet dat het tot hare bevoegdheid behoort het vraagstuk der erkenning van den Algemeenen Bond der Amerikaansche mijnwerkers op te lossen, want het is bij haar niet opgeworpen; toch denkt zij dat eene overeenkomst tusschen werkgevers en werklieden, gesteund op wederzijdsche toegevingen, voor de toekomst uitmuntende middelen tot beslechting zou kunnen opleveren. Wel is waar boezemt de bestaande Mijnwerkersbond den wetgevers niet genoeg vertrouwen in om met haar in betrekking te komen.

Het *trade-unionism* is een gewichtig vraagstuk en zoo de werkgevers hunne krachten besteden om de werkersvereenigingen te fnuiken, dan kan het niemand verwonderen dat de radicaalsten het meest gehoor zullen vinden. Geschillen worden beter beslecht door onderhandelingen tusschen den werkgever en een comiteit, door zijne werklieden benoemd. Doch om gerechtigd te zijn haar bestaan te doen erkennen, moet de arbeidersinrich-

ting zoowel de rechten der werkgevers erkennen als zij voor zichzelve en voor hare leden vraagt. Zij moet niet trachten zich de richting der zaken van den werkgever aan te matigen noch deze te belemmeren.

Ten slotte acht de Commissie onaanneemlijk dat werklieden eener nijverheid, door zich vrijwillig in eenen bond te vereenigen, gezag verkrijgen over de andere werklieden die niet raadzaam oordeelden zich bij den bond aan te sluiten.

BIJLAGE V.

KOLEN-SYNDICAAT VAN WESTFALEN.

Tekst van de nieuwe overeenkomst, den 1n October 1903 verlengd tot 31sten December 1905 (1).

Inleiding.

Bij notarieele akte van 16-19 Februari 1893, hebben het kolensyndicaat voor het Rijnland en Westfalen, ter eenere, en eene groep eigenaars van kolenmijnen, ter andere, zich verbonden door eene overeenkomst, strekkende om schadelijke mededinging ter kolenmarkt te doen ophouden.

Bij notarieele akte van 31 Juli-20 September 1895, werd die overeenkomst verlengd tot den 31n December 1915 en door gemelde overeenkomst worden thans de betrekkingen tusschen het syndicaat en de medeonderteekenende mijnen geregeld.

De duur van die overeenkomst moet thans opnieuw worden verlengd, met dezen verstande dat, voor al de deelnemers, de nieuwe overeenkomst door deze akte bevestigd, voortaan van kracht is in plaats van de tot hiertoe bestaande.

Eerst en vooral verbinden zich de eigenaars der deelnemende syndicaten onderling en ten opzichte van het Kolensyndicaat voor het Rynland in Westfalen, bijeen te komen op de verder voorziene vergaderingen en zich in de bij de overeenkomst voorziene gevallen, te onderwerpen aan de beslissingen van die vergaderingen, alsmede aan de beslissingen van de tolken der Vereeniging (Commissie C, Raadplegend Komiteit en Scheidsgerecht).

Daarenboven komen de ondergeteekenden overeen voor het volgende :

A. — Vergaderingen der eigenaars van kolenmijnen.

1. De vergaderingen der eigenaars van kolenmijnen worden belegd door het bestuur van het Syndicaat. Dit bestuur moet een bijeenroeping verwekken, wanneer eene groep eigenaars van kolenmijnen die een vijfde van het getal stemmen vertegenwoordigt, het hem schriftelijk aanvraagt.

2. Op de vergaderingen heeft iedere eigenaar van kolenmijnen recht op zooveel stemmen als hij zooveel keeren 10,000 ton oplevert in het hem toegeschreven cijfer van deelneming.

3. De vergaderingen kunnen geldig beslissen zoo drie vierden der stemmen vertegenwoordigd zijn. Is eene vergadering niet in voldoende getal, zoo moet er onmiddellijk eene nieuwe vergadering worden belegd, naar

(1) Comiteit voor de kolenmijnen in Frankrijk, Omzendbrief nr 2624.

bovenaangeduide wijze; deze tweede vergadering kan geldig beraadslagen, welk ook het getal vertegenwoordigde stemmen zij. Evenwel moet dat recht telkenmale uitdrukkelijk worden vermeld in de tweede bijeenroeping.

4. Het voorzitterschap der vergaderingen komt toe aan den voorzitter van het Raadplegend Comiteit, of aan een der ondervoorzitters, of wordt, zoo zij verhinderd zijn, opgedragen aan eenen door de vergadering verkozen voorzitter.

5. Elke eigenaar moet, om de vergaderingen bij te wonen, een of meer door hem verkozen vertegenwoordigers aanduiden.

De vertegenwoordigers moeten behooren tot het beheer, tot het bestuur der mijn, of tot den raad van toezicht van gemelden eigenaar van kolenmijnen.

In elk geval is slechts een enkel vertegenwoordiger stemgerechtigd. Te dien einde moet elke eigenaar van kolenmijnen op een formulier door het Bestuur van het Syndicaat aan allen gestuurd, de namen opgeven van zijne vertegenwoordigers ter vergaderingen, ze aanbevelende in de orde zelve waarin elke vertegenwoordiger alleen en vóór de andere vertegenwoordigers het stemrecht kan uitoefenen dat den eigenaar van kolenmijnen is verleend.

6. Elke eigenaar van kolenmijnen wordt ten minste drie dagen vooraf tot de vergaderingen beroepen, bij aangeteekenden brief, waarin de dagorde wordt opgegeven.

7. De dag waarop deze brief is verzonden, wordt beschouwd als aanvang van het tijdverloop van drie dagen, en in dat opzicht is het ontvangbewijs der post rechtsgeldig.

8. De vergaderingen worden gehouden ten zetel van het Syndicaat of ter plaatse door het Raadplegend Comiteit aangeduid.

9. De voorzitter opent et sluit de zitting, benoemt twee stemopnemers en leidt de beraadslagingen.

10. Hij stelt proces-verbaal der beraadslagingen op : dit proces-verbaal wordt onderteekend door den voorzitter, de stemopnemers en de aanwezige stemgerechtigde leden die zulks verlangen. Aan dit proces-verbaal wordt toegevoegd eene door den voorzitter echt verklaarde lijst der aanwezige of vertegenwoordigde leden, met het getal stemmen waarover zij beschikken.

11. Een afschrift van het proces-verbaal wordt iederen eigenaar van kolenmijnen toegezonden.

12. De processen-verbaal zijn zonder betwisting rechtsgeldig voor de eigenaars van kolenmijnen.

13. Behalve de hieronder opgegeven tegenstrijdige bepalingen, hebben de vergaderingen te beslissen over de volgende punten :

a) Benoeming van het Raadplegend Comiteit;

b) Verkiezing van de leden der Commissie *C*;

c) Beraadslaging over de vermindering, op voorstel van het Bestuur van

het Syndicaat gedurende een min of meer langeren tijd toe te passen, vermindering percent berekend en in dezelfde verhouding op al de bijdragen;

d) Bepaling van de te betalen belasting of de te ontvangen vergoeding voor overmaat van of ontoereikenden verkoop;

e) Bepaling van het bedrag der boete te betalen voor iedere ton der bijdrage die niet is geleverd door de deelnemers (§ 8, cijfer 2);

f) Beraadslaging over de aanvaarding van nieuwe leden;

g) Beraadslaging over de machtigingen aan het Bestuur van het Syndicaat te geven krachtens § 13.

B. — Raadplegend Comiteit.

1. Elke eigenaar van kolenmijnen, respectievelijk elke groep van eigenaars, heeft het recht voor iedere deelneming van een millioen ton een lid van het raadplegend lid en een plaatsvervangend lid aan te duiden.

2. De leden van het Raadplegend Comiteit en hunne plaatsvervangers worden telken jare op de eerste vergadering der eigenaars van kolenmijnen benoemd onder de vertegenwoordigers die gemachtigd zijn deel te nemen aan de vergaderingen der eigenaars van kolenmijnen (A 5).

3. Dat Raadplegend Comiteit verkiest telken jare op zijne eerste zitting, een voorzitter en vier ondervoorzitters.

4. Het Raadplegend Comiteit is gemachtigd het regelen van zekere vraagstukken op te dragen aan bijzondere onder-comiteiten; overigens regelt het zelf zijne werkzaamheden.

C. — Commissie tot het bepalen van de cijfers der deelneming (Commissie).

1. De commissie bestaat uit acht leden, ieder jaar benoemd door de eerste vergadering der eigenaars van kolenmijnen, voor het tijdvak te loopen tot de eerste vergadering van het volgend jaar.

Elk jaar verkiest de commissie, op hare eerste zitting, een voorzitter en een ondervoorzitter; daarenboven regelt zij zelve hare werkzaamheden. Zij kan op geldige wijze beraadslagen, wanneer ten minste vijftien gerechtigde leden aanwezig zijn.

2. In geval een lid zijn ambt staakt binnen den loop van zijn mandaat, verkiest de volgende vergadering der eigenaars van kolenmijnen eenen plaatsvervanger voor het nog te verloopen tijdvak.

3. De leden die bestuurder of ambtenaar eener kolenmijn of Vennootschap zijn, mogen geen deel nemen aan de beslissingen betreffende hunne kolenmijn of Vennootschap.

4. Moest men in een bijzonder geval bevinden dat de leden niet meer in voldoende getal beantwoorden aan de vereischte voorwaarden, dan heeft de vergadering der eigenaars van kolenmijnen bijzondere plaatsvervangers voor dat geval aan te duiden.

5. De commissie neemt hare beslissingen bij meerderheid van stemmen; bij staking van stemmen beslist de voorzitter van het Raadplegend Comiteit.

Verkoop in 't gemeen en uitzonderingen op dien regel.

§ 1.

1. De ondergeteekende eigenaars van kolenmijnen verkoopen gansch hunne opbrengst aan steenkool, coke en briketten aan het Syndicaat der Rijnlandsche en Westfaalsche kolenmijnen, dat zijnerzijds de verplichting aangaat deze gansche opbrengst op te nemen en te verkoopen, onder de hierna bepaalde voorwaarden :

Deze verbintenis geldt voor al de producten die zullen opgehaald worden uit de concessies der eigenaars van kolenmijnen of door toedoen van een hunner putten, met inbegrip van al de concessies en al de putten die een eigenaar van kolenmijnen zou aankoopen in vollen eigendom of in pacht zou nemen, of door alle andere stelsel dat hun veroorlooft ze te benuttigen.

De ontginners mogen langs hunne putten geene kolen ophalen noch laten ophalen, die voortkomen van concessies behoorende tot een niet bij deze Vereeniging aangesloten lid — ten ware, bij het sluiten van deze overeenkomst, andere overeenkomsten met het Syndicaat reeds van kracht zouden zijn —; evenmin mogen zij, zonder voorafgaande machtiging van de vergadering der eigenaars van kolenmijnen, concessies of putten overzetten aan niet aangeslotenen.

Deze machtiging moet worden gegeven, zoo zij vooraf waarborgen leveren dat, ten gevolge dat overzetten, de bij dit contract aan den verkooper opgelegde verbintenissen niet worden geschonden (namelijk zijne verplichtingen tot levering en tot storting van het hem opgelegde) en dat die verkoop het Syndicaat niet verplichte meer in levering te nemen dan is overeengekomen. De verbintenissen, door den verkooper aangegaan, worden beschouwd als nagekomen, wanneer een volkomen vermogend kooper op geldige wijze tegenover al de deelneemers — in dergelijk geval vertegenwoordigd door het bestuur van het Syndicaat alleen — de verbintenis aangaat om aan 't Syndicaat de opgehaalde kolen van bedoelde concessies in gelijke hoeveelheid en mits dezelfde verplichtingen te leveren alsof het lid van het Syndicaat die verkooping niet hadde gedaan.

De verdragsluitenden zijn in geen geval verplicht den aankooper te aanvaarden als lid van deze Vereeniging.

2. Zijn uitgezonderd van den verkoop aan het Syndicaat :

a) De kolen, cokes en briketten benoodigd voor de ontginning zelve van de mijnen — het eigen verbruik — 't is te zeggen de hoeveelheden die zoodanig zijn vernietigd dat zij niet meer ter markt kunnen komen in de gedaante van een andere brandstof.

Voor de eigenaars van kolenmijnen, die op 't oogenblik dat deze overeenkomst wordt gesloten, terzelfder tijd metaalfabrieken bezitten, worden als eigenverbruik beschouwd de kolen benoodigd voor het verbruik hunner fabrieken en dezer aanhoorigheden ;

b) De kolen, cokes en briketten benoodigd voor de werking der eigene inrichtingen van de eigendommen der kolenmijnen, zooals coke-ovens, met of zonder inwinning van nevenproducten, teerstokerijen, gasfabrieken, briketfabrieken, steenbakkerijen, enz., doch enkel wanneer die instellingen in onmiddelijke aanraking zijn met eenen koolput behoorende tot denzelfden ontginner en beheerscht door deze overeenkomst.

De Commissie *C* beslist, in geval van betwisting, of de vereischte voorwaarden werkelijk door eene ontginning zijn nagekomen.

Deze beslissing kan worden betwist ingevolge de bepalingen van § 2, cijfer 5.

c) De kolen, coke en briketten, als plaatselijken verkoop geleverd, mits dat geene naburige fabrieken derwijze regelmatig worden bediend. Worden slechts beschouwd als voortbrengselen geleverd als plaatselijken verkoop, de voortbrengselen die werkelijk worden verbruikt in de streek waar zij worden geleverd, en niet per spoorweg voortgezonden.

d) De kolen, cokes en briketten voor huiselijke verwarming gegeven aan de beambten of werklieden of uit weldadigheid rondgedeeld.

e) De coke die voortkomt van gasfabricatie.

3. Geen eigenaar van kolenmijnen heeft het recht voor het werk der inrichtingen, onder 2 *b*) aangeduid of voor den plaatselijken verkoop kolen, coke of briketten te gebruiken, gehaald of vervaardigd door een koolput die niet door deze overeenkomst wordt beheerscht.

4. De kolen, coke en briketten, aangeduid onder 2 *a*), *b*), *c*), *d*) en *e*) zijn, wat haar tongewicht betreft, onderworpen aan het toezicht van het Syndicaat, en die hoeveelheden moeten ten laatste worden aangegeven tot den 5ⁿ der maand volgende op hare levering.

Evenwel worden slechts aangerekend op de cijfers van bijdrage de hoeveelheden bedoeld in 2 *b*), *c*) en *d*).

Het bepalen van den minimum-prijs voor de kolen, coke en briketten die 't voorwerp van plaatselijken verkoop uitmaken, wordt onderworpen aan goedkeuring des Bestuurs van het Syndicaat.

5. De verdragsluitende eigenaars van kolenmijnen verbinden zich, tijdens den duur dezer overeenkomst, geene kolen, coke en briketten aan derde personen te verkoopen, behoudens uitdrukkelijk voorziene uitzonderingen; integendeel verbinden zij zich onmiddellijk aan het Syndicaat over te maken alle hun gedane bestelling en alle rechtstreeksche aanvraag, en aan het Syndicaat de regeling der zaak over te laten. Doch het Bestuur van het Syndicaat heeft het recht de medewerking van om 't even welke eigenaar van kolenmijnen te vragen voor het sluiten van eenen koop of het regelen van betwistingen.

6. De verbintenissen tot rechtstreeksche levering door de aanvaardende eigenaars van kolenmijnen aangegaan vóór het sluiten dezer overeenkomst, moeten worden uitgevoerd door de eigenaars van kolenmijnen zelven. Deze bepaling is zoowel van toepassing op de betrekkingen met het Westfaalsch Coke-syndicaat als met de Vereeniging voor den verkoop van briketten, zoolang deze vereenigingen bestaan; nochtans verbinden zich de

eigenaars van kolenmijnen tegenover het Kolensyndicaat, tot den dag dat al deze verbintenissen zijn verstreken, het Syndicaat, vóór den 5ⁿ van elke maand, op te geven de aldus in de afgeloopen maand geleverde hoeveelheid tonnen; ook deze opgave is onderworpen aan het toezicht van het Syndicaat, en bedoeld tongewicht wordt afgetrokken van de bijdrage van den belanghebbende.

7. Daarenboven zijn de eigenaars van kolenmijnen verplicht aan 't Bestuur van het syndicaat, binnen den door dit laatste bepaalden tijd te leveren al de verlangde opgaven over de opgehaalde kolen, het vervaardigen van coke en briketten voor dezer verkoop en voor hun gebruik.

8. Het Bestuur van het syndicaat heeft het recht kolen, coke en briketten te koopen van of te verkoopen aan mijnen die niet tot het Syndicaat behooren.

Bijdrage der eigenaars van kolenmijnen in den algemeenen verkoop en regeling der bijdrage.

§ 2.

1. Voor de tot hiertoe toegetreden leden, die bij het sluiten van deze overeenkomst geene metaalfabrieken bezitten, is de grondslag der bijdrage in den algemeenen verkoop het cijfer der bijdrage, hun tot hiertoe toegekend.

Voor al de andere eigenaars van kolenmijnen wordt de bijdrage in gemeen overleg geregeld bij het sluiten van deze overeenkomst.

2. Wanneer de staat der markt veroorlooft levering te nemen van al de kolen, te leveren door al de leden, ingevolge § 1, en wanneer het toestaan van grootere bijdragen tot den verkoop oogenblikkelijk geene algemeene vermindering der bijdragen kan verwekken overeenkomstig het cijfer 7 hierna, dan moet het Bestuur van het Syndicaat, bij aangeteekenden brief, dezen toestand aan de belanghebbenden bekend maken.

Het Bestuur moet terzelfder tijd berekenen welk meerder tongewicht het nagenoeg noodig heeft, in verhouding tot het cijfer der algeheele bijdrage, en het moet ter beschikking van de verschillende mijnen stellen het tongewicht, berekend naar gelang van dezer deelneming, dat haar aldus ten goede komt. Het toegevoegd tongewicht, aan de belanghebbenden opgegeven, wordt maar op bestendige wijze van kracht als vermeerdering hunner bijdrage, zoo het iedere maand gedurende zes achtereenvolgende maanden is geleverd. De vermeerderde bijdrage, die daarvan het gevolg is, wordt dan door 't Bestuur van het Syndicaat bekend gemaakt aan de kolenmijnen. In geval van betwisting, moet de beslissing der Commissie *C* worden uitgelokt. Al de gedane vermeerderingen van bijdrage moeten ter eerstvolgende vergadering worden bekend gemaakt aan de eigenaars van kolenmijnen.

3. Van de beslissingen der Commissie *C* kan worden in beroep gekomen bij het Raadplegend Comiteit, zoowel door den eigenaar der kolenmijn als door het Bestuur des Syndicaats. Dat beroep kan maar worden ingesteld binnen een tijdverloop van vier weken, te rekenen van den dag der beteekening bij aangeteekenden brief; het beroep wordt ingediend bij het Bestuur van

het Syndicaat, of, zoo het Bestuur zelf in beroep komt, bij den voorzitter van het Raadplegend Comiteit. Het Bestuur van het Comiteit is verplicht beroep aan te teekenen zoo daartoe werd beslist door de vergadering der eigenaars van kolenmijnen.

4. Elke ontginner is verplicht tot levering in gevolge zijne bijdrage, ten ware hij minstens vier weken vooraf aan het Bestuur van het Syndicaat vermindering van bijdrage vroeg. Het Bestuur moet die vraag inwilligen.

Vragen tot tijdelijke vermindering van bijdrage zijn niet ontvankelijk.

5. Verscheidene mijnen aan eene vennootschap behoorende, worden beschouwd als een geheel, voor de bepaling der bijdrage.

6. Mogen dezelfde behandeling vragen de verkoopsvereenigingen die bestonden vóór 1n November 1902 en vóór dien datum werden aangegeven bij het Bestuur van het Syndicaat, mits dat zij het voordeel daarvan voor elk dienstjaar aanvragen, ten laatste ter eerstvolgende vergadering der eigenaars van kolenmijnen binnen het dienstjaar.

Wordt deze aangifte niet gedaan bij den aanvang van een dienstjaar, dan is de verkoopsvereeniging voorgoed vervallen. Eveneens houdt op deel uit te maken van eene verkoopsvereeeniging, elke mijn die eigendom eener andere verkoopsvereeniging wordt.

7. Zoo de staat der markt niet veroorlooft levering te nemen van gansch de hoeveelheid door al de mijnen bij te dragen, rekening gehouden met de bepalingen van § 1, dan dient er, bij beraadslaging ter vergadering der eigenaars van kolenmijnen, eene algemeene vermindering van het per cent te worden gedaan en in gelijke verhouding voor al de bijdragen.

8. Neemt het Syndicaat in eene gelijke verhouding levering van de bijdrage waarop de belanghebbenden recht hebben, dan moeten diegenen onder de eigenaars van kolenmijnen, aan wie in verhouding eene te groote hoeveelheid werd opgelegd, voor de te veel geleverde kolen een cijns aan het Syndicaat betalen; daarentegen hebben de eigenaars van kolenmijnen, aan wie naar verhouding eene te geringe hoeveelheid werd besteld vanwege het Syndicaat, voor het ontbrekende maar recht op de vergoeding, onder het cijfer 10 bepaald.

9. Het Bestuur van het Syndicaat neemt iedere maand het ontoereikende of het overtollige van de bestellingen op, in verhouding tot de gansche bijdrage; bijgevolg berekent het de bijdrage die elke mijn toekomt, en maakt elke maand aan de kolenmijnen bekend welke hoeveelheden zij meer leverden dan het haar toekomend aandeel, of hoeveel zij daaronder bleven. De regeling in specie geschiedt daarentegen maar na het sluiten van elk burgerlijk jaar, op den grondslag der jaarlijksche bijdragen.

10. Het bedrag der cijnzen en dit der vergoedingen per ton moet telken jare worden bepaald ter eerste vergadering der eigenaars van kolenmijnen. Er mag niet min dan 1m.50 per ton worden vergoed.

11. Bij beraadslaging der eigenaars van kolenmijnen, kan het bestuur van het Syndicaat worden gemachtigd overeenkomsten te sluiten met de belanghebbenden, tot vrijwillige vermindering hunner bijdrage, onverminderd de bovenstaande bepalingen.

Bepaling van den prijs en van de leveringsvoorwaarden, alsmede verklaring van instemming met de rekeningen.

§ 3.

Ten opzichte der belanghebbende kolenmijnen, handelt het Syndicaat evenals een kooper voor eigen rekening; de koopprijs wordt geregeld volgens de bepalingen van § 5.

De voorkomende verliezen worden door het Syndicaat gedragen.

§ 4.

Het Bestuur van het Syndicaat bepaalt den prijs van verkoop en dezes voorwaarden; doch hierbij moet het zooveel mogelijk rekening houden met de algemeene voorschriften, door het Raadplegend Comiteit als grondslag voor 't bepalen van prijzen en soorten vastgesteld.

§ 5.

1. Uitgaande van de algemeene normale prijzen door het Raadplegend Comiteit gesteld, bepaalt het Bestuur de leveringsprijzen voor al de hoedanigheden en soorten van elke bij het Syndicaat aangesloten mijn, nadat dezer vertegenwoordigers zijn geraadpleegd. Deze prijzen zijn de inkoopprijs (*Zie* § 2, al. 1) voor de voortbrengselen der belanghebbende kolenmijnen, en dienen tot grondslag voor de maandelijksche verrekeringen met deze.

2. Zoolang het Raadplegend Comiteit de daardoor vastgestelde prijzen handhaaft, kan eene wijziging daarvan slechts worden toegestaan of aangevraagd in 't begin van elk boekjaar, behalve indien wijzigingen van hoedanigheden en soorten eene nieuwe regeling noodig maken.

3. De belanghebbende kolenmijnen zijn gerechtigd binnen een tijdsbestek van veertien dagen na de mededeeling haar bij aanbevolen brief gedaan betreffende de gestelde prijzen, in beroep te komen bij het Raadplegend Comiteit, door tusschenkomst van het Bestuur, ten einde die prijzen te doen wijzigen.

4. Wat het Syndicaat eigenlijk kan verkrijgen als hoogeren prijs dan den gestelden, binnen den omvang van onbetwisten verkoop, komt ten goede aan de mijn die deze kolen leverde en wordt elke maand op haar crediet ingeschreven.

5. Elke eigenaar van kolenmijnen is gansch alleen aansprakelijk voor de goede en regelmatige levering der hoeveelheden en soorten welke het Syndicaat hem bestelt; die eigenaar alleen draagt al de door hem veroorzaakte kosten ten gevolge van onbevredigende hoedanigheid of voor alle andere dwaling bij de uitvoering der bestelling. Na streng onderzoek betreffende elk geval, beslist het Bestuur of de ontginner in gebreke is. Deze kan daarvan in beroep komen, door tusschenkomst van 't bestuur des Syndikaats. Het Raadplegend Comiteit doet eindelijk uitspraak.

6. De staten, maandelijks door de eigenaars van kolenmijnen in te dienen

met op het oog of de geleverde kolen, coke en briketten, moeten door het Syndicaat vóór den 20n der maand, volgende op de levering, worden goedgekeurd.

Verdeeling der kosten van bestuur.

§ 6.

1. Tot het dekken van al de kosten van bestuur en een mogelijk tekort voor het Syndicaat, wordt percentsgewijze eene evenredige afhouding gedaan op de maandelijksche staten ; het bedrag dier afhouding wordt desnoods bepaald door het Raadplegend Comiteit, op voorstel van het Bestuur.

2. De vennootschap op aandeelen « Rynlandsch-Westfaalsch Kolensyndicaat » heeft daarenboven ten doele het aankoopen van concessies en eigendomsaandeelen in mijnen, alsmede ontginning en deelneming aan ondernemingen van allen aard, ingericht met het oog op het in voorraad nemen, verkoopen en vervoeren van mijnvoortbrengselen.

De ondergeteekende eigenaars van kolenmijnen verbinden zich tegenover het Syndicaat tot het bestrijden van de noodige kosten voor die nieuwe bedrijven ; om die kosten te dekken, worden, evenals voor de andere, percentsgewijze en in gelijke verhouding, afhoudingen gedaan op al de staten van maandelijksche rekening voor verkoop van kolen, coke en briketten ; voor laatstgemeld voortbrengsel, nadat de kosten der teer zijn afgetrokken van het bedrag der rekeningen. Het Raadplegend Comiteit bepaalt het bedrag van die afhoudingen naar de behoeften, en op voorstel van het Bestuur.

Doch moesten de daartoe gedane afhoudingen gedurende een jaar meer dan 3 t. h. bedragen van het beloop der maandelijksche rekeningstaten, dan zou de verbintenis der eigenaars van kolenmijnen voor het bestrijden van die kosten en het bepalen van de afhoudingen afhangen van eene beraadslaging ter vergadering der eigenaars van kolenmijnen, welke beslissing, om geldig te zijn, eene meerderheid van negen tienden der vertegenwoordigde stemmen moet vereenigen.

Toezicht.

§ 7.

Het Bestuur heeft het recht de lading na te gaan en inzage te nemen van de handelsboeken en de briefwisseling der deelnemers.

Strafbepalingen.

§ 8.

1. In geval een der toetredende eigenaars, afwijkend van de bepalingen in § 1, kolen, coke of briketten zou hebben verkocht zonder toedoen van het Syndicaat, boeft hij dit laatste eene afgesproken boete van 50 mark per ton te betalen.

2. De eigenaar van kolenmijnen, die door zijne schuld de leveringen niet doet, waartoe hij zich verbond, kan worden verwezen in eene boete, waarvan het bedrag per niet geleverde ton voor elk dienstjaar wordt bepaald door de vergadering.

3. Voor elke overtreding van welke andere bepaling dezer overeenkomst het ook moge wezen, verbindt zich iedere toetredende eigenaar aan het Syndicaat te betalen eene afgesproken boete van 1,000 mark in elk geval van overtreding.

4. Op voordracht van het Bestuur, worden elke straffen uitgesproken door het Raadplegend Comiteit; daarvan kan, binnen de veertien dagen na de beteekening, worden in beroep gekomen bij de vergadering der kolenmijnen, per aangeteekenden brief, door tusschenkomst van het Bestuur des Syndicaats gestuurd aan den voorzitter van het Raadplegend Comiteit.

5. In bijzondere omstandigheden, heeft de vergadering het recht de afgesproken boete voor elke overtreding te verminderen tot 100 mark.

6. De beteekening (cijfer 4) geschiedt bij aanbevolen brief.

7. Dadelijk na de beteekening, moeten de afgesproken boeten worden betaald.

8. Wordt de boete niet betaald, dan mag het Bestuur ze afhouden van de maandelijksche rekening der kolenmijn.

9. Het Syndicaat kan, behalve de afgesproken boete, ook vergoeding van de veroorzaakte schade eischen.

Betrekkingen met de voortbrengers van coke en briketten.

§ 9.

Zoo, ten gevolge van niet-vernieuwing der tot hiertoe bestaande overeenkomsten tusschen het Kolensyndicaat en het Cokesyndicaat en de Vereeniging voor den verkoop van briketten, het Kolensyndicaat zich verbindt den voorraad coke en briketten te verkoopen, dan vormen de voortbrengers van coke, ter eenere, de voortbrengers van briketten, ter andere, bijzondere groepen, en onderwerpen zij zich aan de bepalingen vervat in de aanhangsels A en B.

Scheidsgerecht.

§ 10.

Ingeval van betwisting tusschen eenen eigenaar van kolenmijnen en het Syndicaat of zijne tolken, over de uitlegging dezer overeenkomst of over het bedrag der cijfers van bijdrage of van geordende prijzen, wordt het geschil beslecht door eene scheidsrechtbank, alle rechterlijke machten uitgesloten zijnde.

In elk geval mag het Syndicaat, vertegenwoordigd door het Bestuur, in de zaak optreden als eischer of als verweerder.

Iedere partij benoemt eenen scheidsman; de twee aangeduide scheidsrechters benoemen een derden scheidsman als hunnen voorzitter.

Worden de twee eerste scheidsrechters het niet eens over de keus van

den derden, zoo wordt deze aangeduid door den voorzitter der burgerlijke rechtbank te Essen.

Het scheidsgerecht doet uitspraak bij meerderheid van stemmen.

Laat het scheidsgerecht wachten op eene uitspraak, dan kan elke partij, na zonder gevolg den voorzitter eene maand uitstel te hebben gegeven, van de scheidsrechterlijke uitspraak afzien en zich wenden tot de gewone rechtbanken.

Begin en duur der overeenkomst.

§ 11.

De bepalingen dezer overeenkomst worden van kracht den 30n September 1903, en alle vragen welke op dien datum nog niet werden beantwoord met eene bepaalde vermeerdering der bijdrage, worden beschouwd als zijnde afgehandeld.

§ 12.

Deze overeenkomst wordt gesloten tot 31 December 1913, op voorwaarde dat alle niet deelnemende mijnen — inzonderheid die welke tot fabrieken behooren — welke meer dan 120,000 ton opbrengen, vóór 31 December 1903 toetreden tot de overeenkomst. Wordt deze toetreding ten geschikten tijde gegeven, zoo wordt de overeenkomst beschouwd als zijnde vernieuwd tot 31 December 1913, met dezen verstande dat zoo geen der toetredenden een jaar vóór den afloop der overeenkomst daartegen in verzet komt bij brieve aan het Bestuur, de overeenkomst wordt beschouwd als zijnde verlengd voor tien jaar.

Gebeurt de toetreding niet ten geschikten tijde, zoo vervalt de overeenkomst den 31n December 1913.

Verdwijnt, bij overlijden of faillissement, in den voorzienen tijd een der eigenaars van kolenmijnen, of brengt hij eene geldige reden in tot vroegere opzegging, toch blijven al de bepalingen dezer overeenkomst van kracht voor al de andere deelnemers.

§ 13.

Acht het Bestuur van het Syndicaat het ter bereiking of verzekering van het doel des Syndicaats noodzakelijk, zoo kan de vergadering der eigenaars van kolenmijnen beslissen dat het Syndicaat moet optreden tegen mededingers.

In dergelijk geval, mag het Bestuur den verkoop verwezenlijken van al de kolenproducten waarover het beschikt, en worden al de bepalingen dezer overeenkomst, die dezen uitslag zouden verhinderen, niet toegepast tot later.

Om op geldige wijze zulke beslissing te nemen of ze in te trekken, is de meerderheid van drie vierden der stemmen noodig.

Zoolang deze beslissing van kracht blijft, zijn die gebruikelijk laatst gestelde prijzen van toepassing op de regeling der rekeningen van de eige-

naars van kolenmijnen. Alle onkosten en verliezen, die daaruit voor het Syndicaat volgen, worden bestreden door per centsgewijze berekende evenredige afhoudingen op de maandelijksche rekeningen der eigenaars van kolenmijnen.

§ 14.

Houdt een eigenaar, om eene in rechte gegronde reden van welken aard ook, voorbarig op deze overeenkomst toe te treden, dan moet hij, binnen de vier weken, aan het Bestuur van het Syndicaat doen geworden eene verklaring van overdracht zijner aandeelen in de vennootschap van het Rijnlandsch-Westfaalsch Kolensyndicaat. Handelt hij niet aldus, of keurt de vennootschap de verlangde overdracht niet goed, dan moet hij zijne aandeelen afstaan aan het Syndicaat, dat hem den prijs betaalt die, volgens artikel 20 der statuten, betaalbaar zou zijn indien de vennootschap werd ontbonden op 't oogenblik dat hij zich daaruit terugtrekt.

Aanhangsel A.

Voor de eigenaars van kolenmijnen die *coke* voortbrengen, zijn, behalve de algemeene bepalingen der overeenkomst, de navolgende bijzondere bepalingen van kracht :

a) Voor al de beslissingen, volgens dit aanhangsel toevertrouwd aan de vergadering der eigenaars van kolenmijnen — inzonderheid het bepalen van de bijdrage in den verkoop van coke en de regeling dezer bijdrage, verkiezing van de Coke-commissie, — hebben op de vergaderingen slechts beraadslagende stem de vertegenwoordigers (*zie* A, cijfer 5 van de overeenkomst) der leden die coke voortbrengen.

Ieder der coke voortbrengende leden heeft recht op één stem per 1,000 ton van de hem opgelegde bijdrage.

Geldt het beslissingen van dien aard, dan moet het Bestuur van het Syndicaat de vergadering der eigenaars van kolenmijnen bijeenroepen zoodra het wordt gevraagd door de voortbrengers van coke, die een vijfde van de in de vorige alinea voorziene stemmen vertegenwoordigen.

b) Voor de tot hiertoe bij het Cokesyndicaat aangesloten leden, wordt het hun door het Syndicaat toegestane laatste cijfer van deelneming genomen als grondslag hunner bijdrage tot den ganschen verkoop van coke.

c) Vraagt een eigenaar van kolenmijnen om vermeerdering van die bijdrage, of wil een eigenaar van kolenmijnen beginnen coke voort te brengen, zoo moet hij zes maanden vooraf bij het Bestuur aangeven welke vermeerdering of bijdrage hij vraagt, deze moetende blijven binnen de palen der bijdrage, geregeld in paragraaf 2 der overeenkomst.

De vraag wordt geregeld door de Commissie voor de coke ; in geval het is te doen om onder de voortbrengers van coke op te nemen eene zelfstandige mijn, dan onderzoekt de Commissie enkel de technische mogelijkheid der aangekondigde voortbrenging en den algemeenen toestand van bedoelde mijn ; in elk ander geval moet zij daarenboven onderzoeken of het toekennen

der gevraagde bijdrage niet voor gevolg zou hebben de bijdrage der andere te verminderen.

Wordt eene zelfstandige mijn opgenomen onder de voortbrengers van coke, dan mag de eerste bijdrage niet hooger beloopen dan honderd duizend ton per jaar.

De aanvang en de vermeerdering van de bijdrage moeten dagteekenen van den 1n April of den 1n October van elk dienstjaar.

Voor de nieuwe deelnemers aan de overeenkomst regelt het toelatingsverdrag het beloop en het aanvangspunt der bijdrage.

In *alle* gevallen moet, voor mijnen die tot fabrieken behooren, het tongewicht dat overeenkomt met het verbruik der fabriek, worden behandeld, tijdens het bepalen van de bijdrage, als niet behoorende tot de voortbrenging.

d) De kolen, benoodigd tot vervaardiging der noodige bijdrage aan coke, worden geregeld bij § 1, cijfer 2*b* en cijfer 4 der overeenkomst, en zijn bijgevolg niet onderhevig aan de afhoudingen volgens de algemeene regelen van het Syndicaat (§ 6 der overeenkomst).

e) Vraagt een eigenaar van kolenmijnen om vermindering zijner bijdrage in den verkoop van coke, dan moet hij het vier weken vooraf bekend maken aan het Bestuur van het Syndicaat.

De verplichting om de reeds door het Bestuur verkochte hoeveelheden te leveren wordt door deze voorgaande bepaling niet gewijzigd.

Vragen om tijdelijke vermindering kunnen niet worden ingewilligd, tenzij wanneer de ovens moeten worden hersteld.

Doch zelfs in dat geval, moeten zij worden beperkt tot een vooraf bepaalden duur. 't Is de Commissie voor de coke die daarover beslist. Paragraaf 2 der overeenkomst is van toepassing.

f) Daargelaten de vermindering, voorzien in §2, cijfer 7, der overeenkomst, en ongeminderd deze, kan door eene beslissing der vergadering en op aanvraag van het Syndicaat worden overgegaan tot percentsgewijze vermindering, in gelijke verhouding van toepassing op al de bijdragen aan coke.

g) De hoeveelheden steenkool, die krachtens de voorgaande bepalingen (*e* en *f*) niet meer dienen tot het voortbrengen van coke, behooren tot het slag van kolen die aan het bestuur van het Syndicaat moeten worden overgeleverd en waarvan het, volgens de algemeene bepalingen der overeenkomst, levering neemt.

h) Moet het Bestuur van het Syndicaat, om den afzet te verzekeren, tegen lagere dan de gestelde prijzen verkoopen, zoo moeten de daaruitspruitende verliezen, met inbegrip der noodige kosten tot verbetering van den afzet uitsluitend worden gedragen door de voortbrengers van coke. Die sommen worden als percentsgewijze berekende afhoudingen geheven en treffen in gelijke verhouding de maandelijksche rekeningen van levering van coke.

i) De Commissie voor de coke bestaat uit acht leden, ieder jaar verkozen door de eerste vergadering der eigenaars van kolenmijnen, voor het tijdvak te verloopen tot de eerste vergadering van het volgende jaar.

De bepalingen van sectie *C* der overeenkomst zijn van toepassing.

Aanhangsel B.

Voor de eigenaars van kolenmijnen die *briketten* maken, zijn van kracht, behalve de algemeene bepalingen der overeenkomst, de hierna volgende bijzondere bepalingen :

Het meerendeel dier bepalingen zijn vervat in dezelfde bewoordingen als die voor de coke.

Commissie voor de coke *wordt eenvoudig vervangen door* Commissie voor de briketten.

Het laatste lid van artikel c) *verschilt door het opgegeven cijfer :* 72,000 *in plaats van* 100,000.

Artikel d) *begint aldus :*

Het cijfer van bijdrage in den verkoop van briketten moet voor 92 t. h., 't is te zeggen na afhouding van 8 t. h. voor teer, aangerekend worden op de bijdrage bedoeld in § 1, cijfer 4, der overeenkomst. De noodige kolen, enz.

De laatste twee leden van artikel e) *vervallen.*

Artikel i) en *artikel* k) *komen overeen met de artikelen* h) *en* i) *van het aanhangsel betreffende de coke.*

Het overige is nieuw.

h) Wordt er niet gelijkelijk levering genomen van de hoeveelheden briketten, aan de belanghebbenden toegekend, dan kan door eene beslissing van de vergadering der eigenaars van kolenmijnen (behalve de bepalingen van § 2, cijfer 8 der overeenkomst), aan hen wien eene te groote bijdrage werd opgelegd, eene vergoeding worden verleend voor de niet bestelde hoeveelheid, en aan hen die te groote bestellingen kregen eene belasting opgelegd overeenkomstig de te veel geleverde hoeveelheid. Het bedrag der vergoeding en der belasting, welke ondereen kunnen verschillen, wordt per ton bepaald en gelijkelijk voor al de deelnemers.

Zoo, bij de maandelijksche verrekeningen, het bedrag der vergoedingen dit van het opgeld overtreft, dan wordt het overschot enkel betaald door de nijveraars van kolenmijnen die briketten vervaardigen; het wordt geheven als percentsgewijze afhouding in gelijke verhouding op al de maandelijksche rekeningen over levering van briketten.

Trekt een eigenaar van kolenmijnen uit dien hoofde vergoedingen, dan heeft hij geen recht op de vergoeding die hem, volgens § 2, cijfer 8 der overeenkomst, zou kunnen worden toegekend voor de daar mede gelijkstaande hoeveelheid steenkool.

l) Het Syndicaat is verplicht zich al de noodige kleefstoffen aan te schaffen en ze den vervaardigers van briketten af te staan tegen den jaarlijkschen inkoopprijs, berekend vrachtvrij op wagon ter briketfabriek, met inbegrip van de mogelijke onkosten.

De verdeeling van Europeesche en overzeesche kleefstoffen onder de eigenaars van kolenmijnen, moet zooveel mogelijk overeenkomen met hunne onderlinge bijdrage tot den ganschen verkoop van briketten.

De voortbrengers van briketten moeten zich enkel wenden tot het

Syndicaat voor de levering van al hunne kleefstoffen; worden slechts aangenomen de hoeveelheden die een lid zelf voortbrengt en verbruikt voor zijn eigen bedrijf.

Ontstaat er betwisting over de hoeveelheden kleefstoffen die een lid moeten toegekend worden, dan beslist de Commissie voor de briketten als scheidsgerecht in laatste beroep en ter uitsluiting van alle rechtsmiddelen over de vraag van het lid of van het Bestuur des Syndicaats; in zulk geval wordt die Commissie samengesteld uit vijf leden, door het lot aangeduid, zij doet uitspraak bij meerderheid van stemmen.

Beraadslaging en overeenkomst van 1 October 1903.

A. De ondergeteekende eigenaars van kolenmijnen beslissen bij deze: met het oog op de uitvoering van deze Syndicaats-overeenkomst, wordt de overeenkomst van 31 Juli-20 September 1895 opgezegd te rekenen van 1 October 1904.

Het ondergeteekend Bestuur van het Syndicaat neemt zijnerzijds deze opzegging aan.

B. De ondergeteekende eigenaars van kolenmijnen en het Bestuur van het ondergeteekend Syndicaat komen overeen voor het volgende :

De overeenkomst, ter vergadering der eigenaars van kolenmijnen den 15n September voorgesteld en door ons onderteekend, moet tusschen ons van kracht worden te rekenen van heden en in elk opzicht, ofschoon de vennootschap *Freie Vogel und Unverhofft* hare toetreding niet schonk.

De rechten en verplichtingen van gemelde vennootschap tegenover ons moeten, tot na afloop van het onder *A* aangeduid tijdsbestek, worden geregeld door de overeenkomst van 31 Juli-20 September 1895.

Eveneens wordt de voorwaarde, opgenomen onder paragraaf 12, paragraaf 1 der nieuwe overeenkomst, beschouwd als zijnde vervuld, zelfs indien *Freie Vogel und Unverhofft* later niet tot de overeenkomst zou toetreden.

BIJLAGE VI.

WIJZIGINGEN IN DE ALGEMEENE WET OP DE MIJNEN VOOR HET KONINKRIJK PRUISEN (1).

(Getrokken uit de omzendbrieven van het Comiteit voor de Kolenmijnen in Frankrijk.)

Het ontwerp tot wijzigingen in de mijnwet, door de Pruisische regeering voorgedragen ten gevolge van de werkstaking der Westfaalsche mijnwerkers — in de lente van 1905 — en waarvan wij den tekst overnamen in onzen omzendbrief nr 2857 en de toelichting in onzen omzendbrief nr 2871, werd merkelijk gewijzigd tijdens de behandeling door het Parlement, zooals wij zegden in onze omzendbrieven nrs 2883 en 2913.

Het dunkt ons noodzakelijk deze gezamenlijke inlichtingen aan te vullen door het mededeelen van den tekst die werd aangenomen en afgekondigd den 14 Juli 1905, en tevens van enkele deelen van den vroegeren tekst, tot beteren verstande van den nieuwen tekst.

Wij herinneren dat de Pruisische wet twaalf titels bevat :

TITEL I. — Algemeene bepalingen.
TITEL II. — Van den aankoop van mijneigendom.
TITEL III. — Van den eigendom der mijnen.
TITEL IV. — Van de wettelijke betrekkingen tusschen medebelanghebbende in eene mijn.
TITEL V. — Van de rechterlijke betrekkingen tusschen mijnontginners en eigenaars van den bovengrond.
TITEL VI. — Van de vervallenverklaring van mijneigendom.
TITEL VII. — Van de voorzorgsvereenigingen onder werklieden.
TITEL VIII. — Van het beheer der mijnen.
TITEL IX. — Van de mijnpolitie.
TITEL X. — Bepalingen betreffende de wetgeving der verschillende provinciën.
TITEL XI. — Overgangsbepalingen.
TITEL XII. — Slotbepalingen.

De wet die den 24n Juni 1892 werd afgekondigd, was vooral uitgelokt geworden door de groote werkstaking in 1889 en strekte hoofdzakelijk om, door eene reeks wijzigingen en toevoegingen aan de derde afdeeling van titel III,

---

(1) De Fransche vertaling der *Algemeene wet op de mijnen* voor het koninkrijk Pruisen, in dato 24 Januari 1865, werd opgenomen in de *Annales des Mines*, bestuursgedeelte, voor 1868, blz. 91 en vlgg. De vertaling der wijzigingen, in die wet toegebracht bij de wet van 24 Juni 1892, verscheen in de *Annales des Mines*, memoriën van 1895, deel III, blz. 565 en volgende

van de *werklieden en beambten* (§§ 80 tot 93), zooveel mogelijk de bepalingen in zake de betrekkingen tusschen ontginners en mijnwerkers te doen overeenstemmen met de algemeene bepalingen der *Gewerbe-Ordnung* van 1^n Juni 1891.

Terzelfder tijd werden eenige andere deelen der mijnwet gewijzigd : de rechten van het beheer der mijnen werden duidelijk omschreven (§§ 77, 189, 196, 197 en 192) en de strafbepalingen veranderd (§§ 207, 208 en 209) (1).

Ook de wet van 14 Juli 1905 werd gewijzigd ten gevolge eener werkstaking (die der Westfaalsche mijnwerkers in de lente van 1905). Zij strekt om de betrekkingen tusschen werkgevers en werklieden in mijnen nader te bepalen door verschillende wijzigingen in de artikelen 80 en 93 der mijnwet (titel III); en door toevoegingen aan de titels VIII en IX (beheer der mijnen en mijnpolitie), verschaft zij het arbeiderspersoneel waarborgen voor zijne rechten en gezondheidsregelen bij den arbeid.

Aan de strafbepalingen van titel IX worden insgelijks enkele veranderingen toegebracht.

Tekst der wet van 14 Juli 1905, waarbij worden gewijzigd zekere bepalingen der algemeene mijnwet van 24 Juni 1805 en 24 Juni 1892.

I. — TITEL III. — VAN DEN EIGENDOM DER MIJNEN.

DERDE AFDEELING — *Van de mijnwerkers* (2).

§ 80. — De arbeidsovereenkomsten tusschen mijnontginners en werklieden worden geregeld door de bepalingen van het gemeen recht, in zooverre zij niet worden gewijzigd door het volgende.

Den ontginners is het verboden, in geval van onregelmatige opzegging van de arbeidsovereenkomst door den werkman, te bedingen eene hoogere afhouding op het loon dan een gemiddeld weekloon.

§ 80-*a*. — Voor elke mijn, met inbegrip der inrichtingen die er van afhangen en onderworpen zijn aan het toezicht van het Mijnbeheer, is de ontginner of zijn vertegenwoordiger verplicht een arbeidsreglement bekend te maken binnen een tijdsbestek van vier weken te rekenen van het in kracht treden dezer wet of te rekenen van den aanvang der ontginning. Er kunnen bijzondere verordeningen worden bepaald voor zekere deelen der ontginning of verschillende groepen werklieden. De bekendmaking geschiedt bij plakbrieven.

In het arbeidsreglement moet worden opgegeven den naam van de mijn

---

(1) Zie in de *Annales des Mines*, III, 1895, blz. 555 en vlg. den zakelijken inhoud van die wijzigingen in de mijnwetgeving.

(2) Duidelijkheidshalve nemen wij enkele paragrafen dezer afdeeling in haar geheel over, en drukken in *kursijf* al de nieuwe gedeelten die wijziging toebrengen in dit reeds in 1892 veranderd gedeelte der wet

De uitdrukking Hooger mijnbestuur komt overeen met het Duitsche woord *Oberbergamt*.

Mijnbeheer = *Bergbehörde*.

of de aanduiding der bijzondere instelling die het betreft, alsmede den datum waarop het van kracht wordt; het moet onderteekend en gedagteekend zijn door den ontginner of zijnen vertegenwoordiger.

In het reglement kunnen maar wijzigingen worden toegebracht door het bekendmaken van toevoegingen of van een nieuw reglement, ter vervanging van het vroegere.

De arbeidsreglementen en wat daaraan wordt toegevoegd worden slechts van kracht ten vroegste twee weken na de bekendmaking.

Op zijne aanvraag kan de ontginner door het Beheer der mijnen worden ontslagen van het bekendmaken van een arbeidsreglement, of van het opnemen van eenige der bepalingen aangeduid in § 80-*b*, zoo de ontginning weinig aanzienlijk is of uit haren aard slechts korten tijd moet duren.

§ 80-*b*. — Het arbeidsreglement moet bepalingen bevatten over de volgende punten :

1° Aanvang en einde van den gewonen arbeidsdag, getal en duur van de ruststonden die voor volwassen werklieden kunnen worden voorzien ; de omstandigheden waarin, onverminderd de gevallen van te bezweren gevaren of van uit te voeren dringende werken, de arbeiders binnen de voorziene perken verplicht zijn het werk langer voort te zetten dan den gewonen dag of bijuren te doen; politie op het aflaten en ophalen der werklieden van de ondergrondsche werken en bewaking van die werklieden in de mijn ;

2° De personen belast met het bepalen van het dagloon en het sluiten van overeenkomsten voor stukwerk, alsmede met het vaststellen van den verrichten arbeid ; tijdstip waarbinnen, na aanvaarding van het stukwerk, de overeenkomst moet worden gesloten ; vaststelling van de gesloten overeenkomst en beteekening aan belanghebbenden; de omstandigheden waarin de ontginner of de werkman eene wijziging in of vernietiging van de gesloten overeenkomst kan vragen, alsmede de wijze om het loon te berekenen in geval er geene overeenkomst zou bestaan voor het stukwerk ;

3° Tijdstip en wijze tot berekening en betaling der loonen ; *gebruikelijke bepaling van de verhouding (waarmede rekening moet worden gehouden voor het berekenen van het loon) der onvoldoende of in strijd met de verordeningen geladen wagens; bewaking van dat werk door mannen die het vertrouwen der werklieden genieten* (*art.* 80-*c*, 2°), *alsmede vertegenwoordiging van den ontginner tijdens die verrichting en verhaal tegen de schatting van het loon;*

4° Wanneer de wettelijke bepalingen (§§ 81, 82, 83) niet worden toegepast; tijdstip waarin het werk kan worden opgezegd, alsmede de redenen waarom de wegzending of het verlaten van den arbeid kan geschieden zonder voorafgaande opzegging ;

5° Wanneer straffen worden voorzien, dezer aard en omvang, de wijze om ze op te leggen, de vertegenwoordigers der ontginners die gemachtigd zijn ze op te leggen, alsmede het verhaal tegen die straffen ; eindelijk, zoo de straffen bestaan in boeten, de wijze om ze te innen en hare bestemming ;

6° Wanneer eene afhouding van loon is bedongen naar de bepaling van het 2e lid van § 80, gebruik van de aldus afgehouden gelden;

7° Bij voorkomend geval, levering van het materieel en van de ontginningsgereedschap en wijze om ze in rekening te brengen.

§ 80-*c*. — In geval dat, bij het voortzetten van den arbeid op dezelfde werf, de overeenkomst niet is gesloten binnen den tijd, door de arbeidsregeling te bepalen, ingevolge nr 2, § 80-*b*, heeft de werkman het recht de berekening van zijn loon te eischen, op grond der overeenkomst voor dezelfde werf binnen het voorgaande tijdvak gesloten.

Bij de berekening van het loon is het verboden eenig wagentje af te trekken, dat voldoende en ingevolge de verordeningen geladen is. *Onvoldoende of in strijd met de verordeningen geladen wagentjes moeten in rekening worden gebracht naarmate hun inhoud overeenkomt met de reglementen*. De ontginner is verplicht den werklieden te veroorloven op hunne kosten, door een vertrouwman, onder hen verkozen door het bestendig arbeiderscomiteit, of zoo zulk comiteit niet bestaat, door henzelven gekozen, te doen bewaken *de wijze van vaststelling der ontoereikende of met het reglement strijdige lading en der hoeveelheid van de lading welke moet medetellen bij de berekening van het loon*. Dit toezicht mag geene stoornis verwekken in den arbeid; *in geval van oneenigheid daarover, zal de overheid der mijn op aanklacht vanwege den man van vertrouwen, de noodige maatregelen nemen.*

De vertrouwman blijft in dienste der mijn. Zijn ambt eindigt na afloop van zijn arbeidsverdrag. De ontginner is ook verplicht den man van vertrouwen vooraf te betalen, op aanzoek van het bestendig arbeiderscomiteit of van de meerderheid der belanghebbende werklieden. Hij heeft het recht op den betaaldag het voorafbetaald loon af te houden van dit der belanghebbende werklieden.

§ 80-*d*. — In het arbeidsreglement mogen geene straffen worden bedongen, die de eer of de goede zeden kwetsen. *Het bedrag der boeten, eenen werkman opgelegd in den loop van eene burgerlijke maand, wegens onregelmatige of met de reglementen strijdige lading, mag in 't geheel niet meer dan vijf mark bedragen*. Kunnen nochtans worden gestraft met boeten die gansch het bedrag van het gemiddeld dagloon kunnen bereiken, alle geweldaden op andere werklieden, aanslagen op de goede zeden, alsmede de overtreding van de bepalingen genomen om de goede orde in de ontginning te handhaven, om deze te vrijwaren tegen ongevallen en om de voorschriften van deze wet en van de Gewerbeordnung des Rijks uit te voeren. Het recht van het ontginner op eene mogelijke vergoeding wordt door de bovenstaande bepaling niet verminderd.

Al de boeten moeten worden aangewend in 't belang der werklieden van de mijn; is er voor die mijn een bestendig arbeiderscomiteit voorzien, dan moeten de boeten ten voordeele der werklieden worden gestort in eene onderstandskas, tot welker beheer *het bestendig arbeiderscomiteit derwijze zal bijdragen, dat minstens de helft der stemmen behooren aan de door de werklieden verkozen leden. De regelen tot gebruik en beheer moeten, nadat de meerder-*

jarige werklieden of het bestendig arbeiderscomiteit zijn gehoord, worden bepaald in het arbeidsreglement of in afzonderlijke statuten. Ieder jaar moet er een staat van ontvangsten en uitgaven der Kas worden opgemaakt, in eenen vorm voor te schrijven door het hooger Bestuur der mijnen, en dit laatste toegezonden na gedurende twee weken ter kennis van het personeel te zijn uitgeplakt.

Met instemming van het bestendig arbeiderscomiteit staat het den ontginner vrij in het arbeidsreglement bepalingen op te nemen betreffende de goede orde der ontginning en het gedrag der werklieden voor andere werken dan die zijn voorzien in § 80-*b*. Dit reglement mag daarenboven, met instemming van eene bestendige afvaardiging der werklieden, bepalingen bevatten over de betrekkingen der werklieden met de instelling ten hunnen bate ter mijn tot stand gebracht, alsmede over het gedrag van minderjarige werklieden buiten het werk.

§ 80-*e*. — De tekst van het arbeidsreglement heeft kracht van wet voor werkgever en werkman, in zooverre hij niet tegen de wetten strijdt.

Het arbeidsverdrag kan geene andere redenen tot wegzending of tot het verlaten van den arbeid voorzien dan die welke zijn opgegeven in het arbeidsreglement of in §§ 82 en 83. Den werklieden kunnen geene andere straffen worden opgelegd dan deze voorzien in het arbeidsreglement. De straffen moeten onmiddellijk worden bepaald en den werkman beteekend.

De opgelegde boeten moeten worden ingeschreven in een register, dat moet vermelden den naam des werkmans, den datum der straf, alsmede de redens tot de boete; dit register moet den mijningenieur van het district op zijne aanvraag worden voorgelegd.

§ 80-*f*. — *Er moet worden ingesteld een bestendig arbeiderscomiteit in de mijnen waar gewoonlijk minstens honderd werklieden zijn. Dit comiteit moet trachten de goede verstandhouding te handhaven of te herstellen onder de werklieden, alsmede tusschen de werklieden en den ontginner.*

Het Comiteit heeft de bevoegdheid die is voorzien in §§ 80-*c*, *lid* 2, 80-*d*, *lid* 2 *en lid* 3 *en* 80-*g*, § 1. *Het arbeidsreglement kan dit Comiteit nog andere bevoegdheid opdragen; daarenboven moet het de voorstellen, desiderata en klachten van het personeel betreffende de ontginnings- en arbeidsvoorwaarden den ontginner ter kennis brengen en zijn advies daaraan toevoegen.*

Een arbeiderscomiteit dat de bevoegdheid te buiten gaat, omschreven in het voorgaande lid, kan worden ontbonden na eene vruchteloos gebleven vermaning. De ontbinding wordt uitgesproken door het Oberbergamt. *Na eene tweede ontbinding, kan het* Oberbergamt *de bepalingen van het 1e lid voor den duur van ten hoogste een jaar schorsen.*

Worden uitsluitend beschouwd als arbeiderscomiteiten in den zin der wet:

1° De besturen van ziektefondsen of andere voorzorgsinstellingen onder de werklieden eener mijn, wier bestuurleden in meerderheid door hunne gezellen verkozen werklieden moeten zijn, en op voorwaarde dat die besturen mandaat van bestendig comiteit krijgen;

2° De ouderen der Mijnwerkerskassen, de ondernemingen van een enkel mijne igenaar bevattende, en op voorwaarde dat zij onder de werklieden door deze laatsten zijn verkozen en mandaat hebben als bestendig comiteit;

3° De bestendige comiteiten, ingericht vóór 1 Januari 1892, welker leden in meerderheid door de werklieden onder dezer gezellen worden verkozen;

4° De vertegenwoordigingen welker leden in meerderheid zijn verkozen bij rechtstreeksche en geheime stemming der werklieden (1) van de mijn, der ontginningsafdeeling of der aan de mijn toegevoegde ondernemingen. De verkiezing der vertegenwoordigers kan ook geschieden bij klassen van werklieden of ontginningsafdeelingen. *Evenredige vertegenwoordiging is toegelaten.*

Zijn slechts kiezer de meerderjarige werklieden die sedert den aanvang der ontginning of minstens sedert een jaar onafgebroken in de mijn arbeiden. De vertegenwoordigers moeten ten minste dertig jaar oud zijn en sedert den aanvang der ontginning of minstens sedert drie jaar onafgebroken in de mijn hebben gearbeid. Kiezers en vertegenwoordigers moeten hunne burgerrechten genieten en Duitsch onderdaan zijn; daarenboven moeten de vertegenwoordigers Duitsch kennen.

Het getal vertegenwoordigers moet minstens drie bedragen.

De arbeiderscomiteiten moeten ten minste om de vijf jaren worden vernieuwd. De datum der verkiezingen moet vier weken vooraf worden bekend gemaakt.

Het ambt eens vertegenwoordigers houdt op, zoodra hij niet langer is verbonden door het arbeidsverdrag of niet meer verkeert in de voorziene voorwaarden tot verkiesbaarheid.

De mijnoverheid moet zorgen dat de bestendige Comiteiten steeds worden samengesteld zooals de wet vereischt, en bij voorkomend geval moet zij onverwijld de verkiezingen uitlokken. Het Oberbergamt *beslist over de geldigheid eener verkiezing en over het ophouden van het mandaat der leden.*

Het arbeidsreglement of de afzonderlijke statuten moeten bevatten de bijzondere bepalingen ten opzichte van de inrichting der verkiezingen, de bevoegdheid en het beheer der bestendige Comiteiten.

§ 80-*f-a*. — *De bepalingen, vervat in het arbeidsreglement of in de afzonderlijke statuten, betreffende't gebruik der boeten en het beheer der onderstandskassen, alsmede de inrichting, de bevoegdheid en het beheer van het bestendig arbeiderscomiteit, worden onderworpen aan de goedkeuring van het* Oberbergamt. *De goedkeuring kan maar worden geweigerd wanneer de bepalingen strijdig zijn met de wetten.*

§ 80-*g*. — Vóór de bekendmaking van een arbeidsreglement of van eene bijvoeging aan deze laatste, *moet in de mijnen waar er een bestaat het bestendig Comiteit worden gehoord over den inhoud; in de andere mijnen* moet men den meerderjarigen arbeiders gelegenheid verschaffen hunne meening te uiten over den inhoud van arbeidsreglement of bijvoeging.

Het arbeidsreglement alsmede elke bijvoeging, met opgave van de opmerkingen van het arbeiderscomiteit of van de werklieden, wanneer die opmerkingen schriftelijk werden gedaan of vermeld zijn in het

---

(1) In de vroegere wet stond « meerderjarige » werklieden.

proces-verbaal, moeten, binnen drie dagen na de bekendmaking, in dubbel afschrift worden toegezonden aan het Mijnbestuur; daaraan wordt toegevoegd eene verklaring dat er is voldaan aan de bepalingen van lid 1, § 80 en op welke wijze daaraan werd voldaan.

Het arbeidsreglement moet worden aangeplakt op eene geschikte plaats, toegankelijk voor al de belanghebbende werklieden. De plakbrief moet steeds leesbaar zijn. Het arbeidsreglement moet iederen werkman bij zijne aanneming worden overhandigd.

Aan §§ 80-*h* tot en met 92 wordt geene wijziging toegebracht.

§ 93. In elke mijn moet berusten een register der werklieden, met namen en voornamen, het jaar hunner geboorte, den dag waarop zij in dienst traden en hem verlieten en den datum van het laatste dienstgetuigschrift.

Op verzoek van het Mijnbestuur moet dit register eraan worden voorgelegd.

§ 93-*a*. — *Voor den arbeidsduur der werklieden op den bodem der mijn, zijn de bepalingen van §§ 93-b, 93-c en 93-e van toepassing, doch onverminderd het recht, aan de mijnoverheden toegekend bij de §§ 196 tot 199, om besluiten te nemen die nog verder gaan.*

§ 93-*b*. — *De normale duur van den arbeid mag niet meer dan een half uur per werkman worden verlengd voor het neerdalen en ophalen. Duurt de tijd voor het neerlaten en het ophalen langer, dan moet het verschil worden afgetrokken van den arbeidsduur. Alle verlenging van den arbeidsduur, die zou strekken om bovenstaande bepalingen te ontwijken, is verboden.*

De arbeidsduur is de tijd, begrepen tusschen het einde en het begin van het vervoer per kabel.

§ 93-*c*. — *De arbeid mag niet langer duren dan zes uren voor de werklieden die niet louter tijdelijk werken op plaatsen der ontginning waar de gewone warmtegraad meer dan 28° Celsius bedraagt.*

Wordt beschouwd als gewone warmtegraad, die welke wordt waargenomen ter werkplaats, wanneer zij regelmatig bezet en verlucht is.

§ 93-*d*. — *Het mag den werklieden niet worden veroorloofd overuren te werken of den werktijd te verdubbelen daar waar de gewone warmtegraad meer bedraagt dan 28° Celsius.*

Voor den aanvang, zoowel van een regelmatigen post als van eene verdubbeling, moet elke werkman ten minste acht uren rust genieten.

§ 93-*e*. — *In elke mijn moeten maatregelen worden genomen om zooveel mogelijk het getal en den duur der verrichte bijposten te kennen, binnen de laatste twaalf maanden door elken werkman verwezenlijkt.*

Aan de artikelen 94 en volgende wordt geene wijziging toegebracht.

TITEL VIII. — Van 't Bestuur der mijnen.

§ 187. — De overheden die het Beheer der mijnen uitmaken zijn:

De districtsbeambten;

De Hoogere Mijnbesturen;

De Minister van Koophandel.

§ 188. — De omschrijvingen afhangende van de hoogere Mijnbesturen, worden bepaald bij koninklijk besluit; diegene welke afhangen van de districtsbeambten, door den Minister van Koophandel.

§ 189. — De districtsbeambten zijn, voor hunne omschrijving, de eerste graad in al de zaken die, volgens deze wet. behooren tot het Beheer der mijnen en niet uitdrukkelijk zijn opgedragen aan de hoogere Mijnbesturen.

Zij (de ambtenaren bij den dienst der mijnen) zijn inzonderheid belast met de politie over de mijnen, volgens de bepalingen dezer wet. In de gestichten en ontginningen, aan hun toezicht onderworpen, hebben zij inzonderheid voor het uitvoeren dezer wet, de rechten en plichten van de opzieners, aangeduid onder § 139 *b* van het Reglement op de nijverheidsbedrijven (1).

Zij hebben insgelijks de rechten van den Staat te vrijwaren, in zake van mijnbelasting.

§ 190. — De hoogere Mijnbesturen vormen de rechtsmacht van beroep en van toezicht voor de districtsbeambten.

De landmeters staan insgelijks onder hun toezicht.

Zij nemen deze laatsten het examen af, stellen ze aan en ontnemen hun bij voorkomend geval de verleende aanstelling.

Zij houden het oog op de opleiding der personen die zich toeleggen op Staatsdienst in de mijnen.

Daarenboven zijn zij belast met de zaken, hun bij deze wet uitdrukkelijk opgedragen.

Binnen hunnen werkkring, hebben de hoogere mijnbesturen rechten en verplichtingen gelijk aan die der regeeringen.

§ 191. — Van de beslissingen der districtsbeambten kan in beroep worden gekomen bij de hoogere Mijnbesturen; van die dezer laatste, bij den Minister van Koophandel, voor zooveel de wet het verhaal niet uitdrukkelijk uitsluit.

§ 192. — Het beroep moet worden aangeteekend binnen de vier weken, te rekenen van den dag dat de beslissingen werden beteekend of op alle andere wijze ter kennis gebracht van den belanghebbende; na dit tijdsverloop vervalt het recht tot beroep.

Zijn bevelen of bepalingen van den districtsambtenaar of van het Hooger Mijnbestuur in strijd met de bepalingen tot voorkoming van ongevallen, vastgesteld door de bedrijfsvereeniging in het gebied, zoo kan er, binnen bovenvermeld tijdsbestek, insgelijks beroep worden aangeteekend door het Comiteit der vereeniging of door het Comiteit der afdeeling (1).

§ 192-*a*. — *Van de beslissing van het Hooger Mijnbestuur* (Oberbergambt) *kan, in de gevallen voorzien bij* § 80-*f*, *alineas* 3 *en* 4, *hoofdstuk* 4, *in beroep worden gekomen binnen de twee weken na de beteekening, langs bestuursweg bij het Districtscomiteit. Het beroep bij dit Comiteit staat open voor den ontginner* (Bezirksausschuss), *voor zijnen vertegenwoordiger en in het geval van* § 80-*f*, *lid* 3, *voor hen die door zijne beslissing zijn getroffen, en*

(1) Dit tweede lid werd bijgevoegd bij de wet van 24 Juni 1892.

in de andere gevallen van § 80-f, voor de werklieden die het recht hebben aan de verkiezingen deel te nemen.

Van de beslissingen van het Oberbergambt, *uitgebracht krachtens § 197, lid 1, kan in beroep worden gekomen bij het Comiteit der mijnen, langs bestuursweg, binnen de twee weken na de beteekening.*

Het beroep tot herziening staat open bij de bestuurs-rechtsmacht tegen de beslissingen van de Districtscomiteiten en van de Mijncomiteiten.

§ 193. — Ingeval er, krachtens deze wet, eene beslissing van het Hooger Mijnbestuur noodig is, alsmede ingeval van bepalingen die eene beslissing bevatten over eene betwisting tusschen partijen, moet het beroep worden aangeteekend, binnen den in § 192 bepaalden tijd, bij de overheid zelve die de bestreden beslissing nam. Beroep bij alle andere overheid is ongeldig.

In geval van betwisting tusschen partijen, moet het beroep worden beteekend aan de tegenpartij, met verzoek daarop te antwoorden binnen de vier weken. Wordt er binnen dit tijdsbestek geen antwoord gegeven, dan wordt er heengestapt over de beslissing betreffende het voorwerp van dat beroep.

§ 194. — De kosten, bij het Beheer der mijnen veroorzaakt in zaken van ontginning, kunnen worden geheven bij de personen ten wier laste zij vallen, bij wijze van uitvoering van bestuurswege.

§ 194-*a*. — *Een Comiteit der mijnen is in dienst bij het* Oberbergambt *en voor dezes omschrijving. Het is bevoegd voor de zaken die bij de wet zijn onderworpen aan zijne beslissing langs bestuursweg.*

Het Comiteit bestaat uit afdeelingen. Er is eene afdeeling per provincie, waar mijnen zijn gelegen die van het Oberbergambt *afhangen. Iedere afdeeling is samengesteld uit het hoofd van het* Oberbergambt (Berghauptmann), *of, bij dezes afwezigheid, van zijn officieelen vertegenwoordiger die voorzit, en uit zes leden. Twee dezer leden worden onder de leden van het* Oberbergambt *benoemd door den Minister van Koophandel. Deze bijzondere betrekkingen duren zoolang als de voornaamste betrekkingen van den belanghebbende. In dezelfde voorwaarden wordt een gelijk getal plaatsvervangers aangeduid.*

De voorzitter en de aldus benoemde verschillende leden maken deel uit van al de afdeelingen, ten ware er bijzondere benoemingen voor de verschillende afdeelingen werden gedaan.

De vier andere leden worden voor iedere afdeeling door den provincialen Raad benoemd, onder de inwoners der provincie waarvoor de afdeeling werd aangesteld. Een der leden moet deel uitmaken van de Hoogere rechtbank (Hof van beroep) der provincie.

De provinciale Raad verkiest eveneens vier plaatsvervangers, voor wie de voorwaarden tot bijeenroeping worden vastgesteld door het reglement des Comiteits.

Zijn verkiesbaar — ter uitzondering van den oppervoorzitter, van de regencie-voorzitters (prefecten), van de ambtenaren bij het korps der mijnen, van de bestuurders der koninklijke politie, van de landrate *(onder-prefecten) en van de ambtenaren der provincie — alle Duitsche onderdanen die verkiesbaar zijn voor het provinciaal Parlement.*

Zijn van toepassing op het Comiteit der mijnen en op zijne leden de §§ 11, 12, 32, 34 der wet van 30 Juli 1883 op het algemeen Bestuur van den Staat; zijn van toepassing op de rechtspleging, de hoofdstukken I en II van den derden titel derzelfde wet, met dezen verstande dat het Comiteit der mijnen wordt genoemd in plaats van het Districtscomiteit, de Berghauptmann *in plaats van den voorzitter der regencie en de Minister van Koophandel in plaats van den Minister van Binnenlandsche zaken.*

(*Volgen de bepalingen betreffende de toepassing op het grondgebied van Hohenzollern.*)

§ 195. — Beambten van den Staat in dienst bij de mijnen, hunne vrouwen en hunne kinderen onder vaderlijk gezag kunnen geene mijnen of deelen in mijnen verwerven bij aanvraag om concessie, binnen den omvang der omschrijving van die beambten.

De instemming van den Minister van Koophandel wordt vereischt voor verwervingen van dien aard door andere wettelijke overeenkomsten onder levenden.

TITEL IX. — Van de mijnpolitie.

Eerste afdeeling. — *Van het bekendmaken van de voorschriften der mijnpolitie.*

§ 196. — De ontginning der mijnen staat onder het politietoezicht van de mijnoverheden.

Dit toezicht strekt zich uit :

Tot de veiligheid der ontginning;

Tot de veiligheid van het leven en van de gezondheid der werklieden;

Tot het handhaven van de goede zeden en van de betamelijkheid door de inrichting der ontginning;

Tot de voortbrenging van den bovengrond, in 't belang van de personen en van het openbaar verkeer;

Tot de bescherming tegen alle schadelijk gevolgen der mijnontginning.

Aan dat toezicht zijn insgelijks onderworpen de inrichtingen ter mechanische bereiding vervuld onder §§ 58 en 59, de stoomketels en motoren, alsmede de zoutmijnen.

§ 197. — De Hoogere Mijnbesturen hebben het recht politieverordeningen uit te vaardigen over de voorwerpen aangehaald in § 196, voor gansch of een gedeelte van den omvang hunner bestuursomschrijving.

Zij zijn verplicht te onderzoeken of, gezien de voorwaarden van ontginning die invloed uitoefenen op de gezondheid der werklieden, de duur, de aanvang en het einde van den dagelijkschen arbeid dienen te worden bepaald. Bij voorkomend geval neemt het Oberbergambt, *nadat de gezondheidsraad is gehoord, te dien einde de noodige maatregelen voor de omschrijving of zekere deelen van deze, en kondigt de vereischte voorschriften af, om dezer uitvoering te verzekeren. Zekere mijnen kunnen, op hare aanvraag, om bijzondere redenen door het* Oberbergambt *worden ontslagen van het nakomen van deze*

voorschriften, hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk, ten persoonlijken of tijdelijken titel.

Deze verordeningen worden afgekondigd in het Ambtsblad der provinciale besturen binnen wier gebied deze verordeningen van kracht zijn.

De Gezondheidsraad wordt ingericht voor de omschrijving van het Oberbergambt *en bestaat uit den* Berghauptmann *als voorzitter en vier bijzitters, bij de helft te nemen onder de ontginners of hunne vertegenwoordigers, en onder de ouderen van de mijnkassen, door de werklieden verkozen. De bijzitters worden verkozen door den provincialen Raad der provincie waar de zetel van het* Oberbergambt *is gelegen. Een geneesheer voor de mijnwerkerskas, door het* Oberbergambt *benoemd, neemt, met raadplegende stem, deel aan de vergaderingen van den Gezondheidsraad.*

Voor dat politieverordeningen op de veiligheid en de gezondheid der werklieden of op de handhaving der goede zeden en der betamelijkheid in de ontginning van kracht worden gemaakt, moet het Comiteit der belanghebbende Beroepsvereeniging of der afdeeling van die vereeniging worden gehoord. Op zijn advies is van toepassing § 79, lid 1, der wet van 6 Juli 1884 op de verzekering tegen ongevallen.

§ 198. — Doet zich in eene mijn een gevaar voor, in het opzicht der voorwerpen, aangeduid onder § 196, dan moet het Hooger Mijnbestuur door eene beslissing de noodige politiemaatregelen nemen, na den vergunninghouder of zijnen vertegenwoordiger te hebben gehoord.

§ 199. — Is het gevaar dreigend, dan moet de districtsbeambte dadelijk en zonder den concessiehouder of zijnen vertegenwoordiger vooraf te hooren, de noodige maatregelen nemen om het gevaar te bezweren, doch terzelfder tijd het Hooger Mijnbestuur daarvan onderrichten.

Het Hooger Mijnbestuur bekrachtigt of verwerpt de maatregelen, door dergelijk besluit genomen; vooraf moet het den concessionnaris van mijnen of dezes vertegenwoordiger hooren.

§ 200. — De beteekening van politiemaatregelen, genomen ter uitvoering van §§ 198 en 199, aan den concessiehouder, geschiedt door het overmaken van het besluit van het Hooger Mijnbestuur of van de beslissing van den districtsbeambte.

De beteekening aan den bestuurder der ontginning en aan de beambten wordt gedaan door den districtsbeambte of op zijn verzoek, door middel van eene inschrijving in het register dat te dien einde in elke mijn moet berusten.

Wanneer er eene beteekening aan de werklieden noodzakelijk is, dan wordt zij gedaan op verzoek van den districtsbeambte bij wijze van lezing en aanplakking op de open plaats der mijn.

§ 201. — In het geval van § 199, moet er onmiddellijk aanvang worden gemaakt met de uitvoering der politiemaatregelen door den districtsbeambte bevolen, zonder te wachten naar de bekrachtiging of intrekking door het Hooger Mijnbestuur.

De uitvoering van die maatregelen wordt niet geschorst door het aanteekenen van beroep.

§ 202. — Worden door den concessiehouder de bij §§ 198 en 199 bevolen politiemaatregelen niet uitgevoerd binnen den gestelden tijd, dan worden zij op kosten van den concessiehouder uitgevoerd door den districtsbeambte.

§ 203. — Zoodra er in eene mijn een gevaar ontstaat, verbonden met de voorwerpen in § 196 vermeld, moet de bestuurder der ontginning, of zoo deze is verhinderd, de hem vervangende mijnbeambte den districtsbeambte verwittigen.

Tweede afdeeling. — *Wat er dient gedaan bij ongevallen.*

§ 204. — Komt er in de mijn, onder of boven grond, een ongeval voor, dat den dood of erge wonden veroorzaakt aan een of meer personen, dan moeten de in § 203 vermelde personen daarvan onmiddellijk kennis geven aan den districtsbeambte en aan de naaste politieoverheid.

§ 205. — De districtsbeambte geeft bevel tot het nemen van geschikte maatregelen om de door het ongeval getroffen personen te redden of latere gevaren te voorkomen.

De mijnconcessiehouder moet de werklieden en de noodige middelen verschaffen om die maatregelen uit te voeren; de concessiehouders van naburige mijnen zijn verplicht hulp te verstrekken.

§ 206. — Al de kosten, verwekt door de uitvoering der in § 205 aangeduide maatregelen vallen ten laste van den eigenaar der bewuste mijn, onder voorbehoud van de eischen tot schadevergoeding, in te stellen tegen derden die het ongeval zouden hebben veroorzaakt.

Derde afdeeling. — *Strafbepalingen.*

§ 207. — De overtredingen van de bepalingen §§ 4, 10, 66, 67, 71, 72, 73, 74, 77, 93, 163, 200, 201, 203, 204, 205 worden gestraft met boeten tot 150 mark, en in geval van onvermogen, met gevangenzitting.

In de gevallen van §§ 67 en 69, 73 en 74, wordt die straf insgelijks toegepast wanneer de ontginning wordt geschorst krachtens §§ 70 en 75, door het Mijnbeheer.

§ 207-*a*. — De mijnontginners die § 84, lid 4, en § 84-*f*, lid 3 overtreden, worden beboet tot 2,000 mark, en in geval van onvermogen, gestraft met gevangenzitting tot zes maanden.

§ 207-*b*. — Worden beboet tot 300 mark, en in geval van onvermogen, gestraft met gevangenzitting, zij die eene mijn ontginnen waarvoor geene arbeidsreglement bestaat (§ 80-*a*) of *geen bestendig Arbeiderscomiteit, voorzien bij* § 80-*f*., of die zich niet gedragen aan de eindelijke bevelen der overheid, betreffende de vervanging of wijziging van het arbeidsreglement (§ 80-*h*).

§ 207-*c*. — Wordt beboet tot 150 mark of gestraft met gevangenzitting tot vier weken, in geval van onvermogen :

1° Hij die, in strijd met de bepalingen van lid 2, § 80-c, den werklieden

straffen oplegt, welke niét zijn voorzien in het arbeidsreglement, of die meer bedragen dan bij de wet is voorzien, alsmede hij die, op eene wijze strijdig met de wet of het arbeidsreglement, de opbrengst gebruikt van de boeten (1) of van de sommen aangeduid onder nummer 6 van § 80-*b*;

2° Hij die verwaarloost de verplichtingen na te komen, welke voor hem voortvloeien uit §§ 80, lid 2, 80-*g*, lid 1, 80-*i* en 80-*k*.

§ 207-*d*. — Wordt beboet tot 30 mark of bij onvermogen gestraft met gevangenzitting tot acht dagen, hij die verwaarloost de verplichting na te komen, welke voor hem voortspruit uit lid 2 van § 80-*g*.

§ 207-*e*. — Wordt beboet tot 20 mark, of bij onvermogen gestraft met gevangenzitting tot acht dagen voor alle overtreding der wet :

1° Hij die in strijd met de bepalingen van §§ 85 en 85-*b* tot 85-*g* eenen werkman in dienst neemt of behoudt;

2° Hij die te kort komt aan de bepalingen der wet op de werkboekjes, buiten het geval voorzien bij § 207-*a*;

3° Hij die vrijwillig buiten gebruik stelt of vernietigt een werkboekje dat zijnen naam draagt;

4° Hij die te kort komt aan de bepalingen van § 87, lid 1, of aan eene statuuts-bepaling, uitgevaardigd krachtens lid 3 van § 87;

5° Hij die verwaarloost de verplichtingen na te komen, welke voor hem voortspruiten uit lid 3, § 80-*e*.

§ 207-*f*. — *Is strafbaar met eene boete die ten hoogste* 2,000 *mark kan bedragen, of, bij wanbetaling, met eene gevangenzitting van hoogstens zes maanden, hij die* §§ 93-*b*, 93-*c of* 93-*d overtreedt.*

§ 207-*g*. — *Is strafbaar met eene boete beloopende ten hoogste* 150 *mark, of, bij wanbetaling, met gevangenzitting, hij die nalaat de verplichting te vervullen, welke hem is opgelegd bij* § 93-*e*.

§ 208. — De overtredingen van de politieverordeningen op de mijnen, reeds uitgevaardigd door de mijnoverheden, of van die uit te vaardigen door het Hooger bestuur der mijnen, krachtens § 197, worden beboet tot 300 mark, en, bij onvermogen, gestraft met gevangenzitting.

Dezelfde straf wordt toegepast op overtredingen van politieverordeningen, uitgevaardigd krachtens §§ 198 en 199.

§ 209. — De districtsambtenaren maken proces-verbaal op van de overtreding der voorgaande bepalingen (§§ 207 tot 207*e*-, 208-*f*.

De processen-verbaal worden aan het parket overgemaakt voor de in te spannen vervolging.

De uitspraak behoort aan de gewone rechtbanken. Deze hebben niet te onderzoeken of de door de mijnoverheden uitgevaardigde politieverordeningen noodzakelijk of nuttig zijn.

§ 209-*a*. — De vervolgingen wegens daden te treffen met de straffen

---

(1) Uit de nieuwe wet worden hier weggelaten de woorden « *en afhoudingen op het loon,* » die voorkwamen in dén tekst der wet van 24 Juni 1892.

voorzien in §§ 207-*b* en 208 vervallen na een tijdsverloop van drie maanden, te rekenen van den dag der overtreding.

Slotbepalingen.

Deze wet wordt van kracht den 1n Januari 1893. De Minister van Koophandel en Nijverheid is belast met hare uitvoering.

De Hoogere Mijnbesturen zijn gemachtigd den mijnontginners op dezer aanvraag, behoorlijk uitstel te verleenen, ten laatste tot 1 Juli 1893, voor het invoeren van de noodige maatregelen tot toepassing van lid 1, § 80*k*.

Volgens de « slot- en overgangsbepalingen » der wet van 14 Juli 1905, moesten de wijzigingen toe te brengen in de arbeidsreglementen, worden ingevoerd binnen de drie maanden nadat de wet van kracht werd, en moesten binnen de vier maanden de Arbeiderscomiteiten worden aangesteld.

BIJLAAG VII.

UITTREKSELS UIT DE RUMEENSCHE MIJNWET.

(Afgekondigd door den *Moniteur officiel* van 21 April 1895.)

TITEL I.

WETTELIJKE INDEELING VAN DE DELFSTOFFEN.

Artikel één. — De natuurlijke beddingen van berg- of delfstoffen worden, wat aangaat hare regeling door de wet, verdeeld in mijnen en groeven.

Art. 2. — Worden beschouwd als mijnen de beddingen bekend als inhoudende aders, lagen of stapels van :

1. Kolen (steenkolen), bruinkool, potlooderts, koolblende.

2. Metaalinhoudende stoffen zooals ertsen met goud, zilver, platina, kwik, lood, ijzer, koper, tin, zink, bismuth, kobalt, nikel, mangaan, titanium, spiesglas, molibdenium, tungsteen, chroom, selenium, tellurium, bauxiet, alsook kostelijke gesteenten.

3. Solfer en arsenik, afzonderlijk of met metalen verbonden, aluin, oplosbare zouten van de onder n^r^ 2 vermelde metalen; salpeterzouten.

4. Bergzout en andere in hetzelfde mijnveld vermengde zouten, welke tot het monopolie van den Staat behooren, alsook de zoutbronnen.

Art. 3. — De hoogere overheid waarvan afhangen de mijnen, de groeven en de daarmee in verband zijnde nijverheidsinrichtingen, is het ministerie van landbouw, nijverheid, handel en domeinen.

TITEL II.

EIGENDOM VAN DE MIJN EN ZIJNE EIGENSCHAPPEN.

Art. 4. — Het recht om opsporingen en onderzoekingen te doen, bovengronds, zonder schade te verwekken, over het gansche rumeensch grondgebied, met het doel mijnen te ondekken, is toegekend aan iedereen, Rumeen of vreemdeling, zonder andere vereischte dan het bekomen van de machtiging vanwege het ministerie van domeinen. De eigenaar van den bovengrond is vrijgesteld van het aanvragen van die machtiging.

Art. 5. — Zoodra men de ontdekking van eene mijn zal hebben vastgesteld of ondersteld op vaste wijze, zal de Staat uit eigen beweging of daartoe aanzocht door een derde persoon, zich richten tot den eigenaar van den bovengrond om te weten of hij geneigd is en of hij kan overgaan binnen den tijd, bepaald bij artikel 23 dezer wet, tot het onderzoeken van de mijn.

Ingeval de eigenaar van den bovengrond weigert, dan zal de Staat de mijn onderzoeken of vergunning daartoe verleenen, overeenkomstig de bepalingen dezer wet, aan een derden persoon mits hij de voordeelen, bepaald bij de artikelen 6 en 27, aan den eigenaar van den bovengrond overlaat.

Art. 6. — Indien uit de onderzoekingen blijkt dat het mijnveld ontginbaar is, zal het Ministerie, hetzij uit eigene beweging, hetzij daartoe aanzocht door een derden persoon, zich richten tot den eigenaar om te weten of hij ja dan neen wil overgaan tot het ontginnen van de mijn, met in achtneming van de bepalingen dezer wet.

In geval de eigenaar van den bovengrond weigert, mag de Staat de ontginning vergunnen aan een derden persoon, mits aan den eigenaar de bij artikel 55 bepaalde voordeelen worden toegekend.

Verklaart de eigenaar bereid te zijn om de mijn te ontginnen, zonder tevens de onderzoekingen te hebben gedaan, dan zal de derde persoon die deze onderzoekingen deed, deelgenoot zijn in de concessie van de mijn met den eigenaar van den bovengrond, onder de bij deze wet bepaalde voorwaarden.

Art. 7. — Het aldus bekomen recht tot ontginning wordt door den Staat vergund voor een tijdperk van 75 jaar. Het is een onroerend recht, overdraagbaar zooals elk ander goed, belastbaar met hypotheken en voorrechten en afgescheiden van den eigendom van den bovengrond.

Art. 8. — Het recht van den concessiehouder met al de eigenschappen bij het vorig artikel bepaald, omvat ook de inrichtingen, werktoestellen, putten, gangen en andere werken die onafscheidbaar deel uitmaken van de mijn. Worden insgelijks als onroerende goederen beschouwd, overeenkomstig artikel 468 van het Burgerlijk Wetboek, paarden, gereedschap en andere voorwerpen uitsluitend dienende voor de ontginning der mijn.

Art. 9. — Zijn roerend goed de uitgedolven delfstoffen, de voorraad en andere roerende voorwerpen, alsmede de aandeelen en inkomsten van elke maatschappij of onderneming, die ten doel heeft mijnen te ontginnen.

Art. 10. — Elke gedeeltelijke vervreemding van de vergunning is verboden en zal nietig verklaard worden.

Elke verdeeling van de mijn bij afstand of deeling, elke samenvoeging bij vereeniging of bij aankoop van gelijksoortige mijnen kan enkel geschieden krachtens een koninklijk besluit, op grond van eene beslissing van den Minister der domeinen, genomen naar het advies van het mijnbestuur.

Evenwel is de samenvoeging van verscheidene mijnen welke aaneensluiten en van denzelfden aard zijn, zonder afzonderlijke machtiging toegelaten, indien de gezamenlijke omtrek de uitgestrektheid, bepaald bij artikel 14, niet overtreft en mits de mijnwerken altijd onder een en zelfde beleid staan.

Art 11. — In geval van afstand, deeling of vereeniging van eene of verscheidene mijnen, moet men ten mijnkantore waar de aanvraag tot instelling der concessie werd gedaan, onmiddellijk na de goedkeuring overleggen eene akte in dubbel afschrift, om het feit ter kennis van alle belanghebbenden te brengen.

Art. 12. — Elke concessiehouder kan aan de concessie eener mijn verzaken, indien er geen hypothecaire of bevoorrechte schuldeischers zijn, of indien al de schuldeischers toestemmen in de verzaking. Het Mijnbestuur

moet verwittigd worden zes maand vóór het staken van de werken. Ingeval van hoogere macht, moet de kennisgeving worden gedaan onmiddellijk na het staken van de werken.

Ingeval van oneenigheid, kan de verzaking geschieden bij openbare veiling, waarvan de opbrengst in de eerste plaats dienen zal om den Staat te vergoeden.

De mijn, waaraan de concessiehouder verzaakte, overeenkomstig de wet, mag worden ontgonnen van Staatswege of door den Staat vergund tot verloop van het tijdperk van 75 jaar en onder de bij deze wet bepaalde voorwaarden.

Art. 13. — De ontginning van de mijnen en de onderzoekingen zijn geen handelsverrichtingen en zijn niet onderworpen aan patent. Over alle mogelijke geschillen bij die ontginningen of onderzoekingen zal worden uitspraak gedaan door de burgerlijke rechtbanken, overeenkomstig de regelen van het gewoon recht.

Art. 14. — De mijn of de mijnconcessie van een omtrek wordt ondersteld omsloten te zijn binnen de grenzen bepaald door loodrechte vlakken, die, tot onbeperkte diepte voortstrekkende, loopen langs de zijden van de vlakte welke den omtrek bovengronds uitmaakt; dat geldt echter alleen voor de delfstoffen voor welke de mijn werd tot stand gebracht.

De uitgestrektheid van den vergunden omtrek mag niet meer beslaan dan 1,000 hectaren voor de brandstofmijnen en 600 hectaren voor de andere mijnen, met deze beperking, dat de twee uiterste punten van dien omtrek niet verder afgelegen zijn dan 4 kilometers voor de kolenmijnen en 2 1/2 kilometers voor de andere mijnen.

Art. 15. — Het afpalen van den omtrek, gevraagd hetzij om onderzoekingen te doen, hetzij om te ontginnen is verplichten. Het zal worden gedaan hetzij op aanvraag van partijen, hetzij ambtshalve door het bestuur, onder beleid van een ingenieur van den Staat op kosten van den concessiehouder der mijn.

De eigenaar van den bovengrond zal onder geen voorwendsel hoegenaamd het plaatsen van de palen op zijnen grond kunnen beletten. Zijne toestemming is echter volstrekt noodig voor de palen die binnen besloten plaatsen, hoven, parken of elke andere besloten plaats, deel uitmakende van zijne woning, vallen of komen.

TITEL XIX.

Pensioenfonds.

A. Doel van dit Fonds.

Art. 121. — Er wordt een algemeen pensioenfonds ingesteld voor alle werklieden der mijnen, groeven, inrichtingen of fabrieken, afhangende van die nijverheidstakken.

a) Voor de onbekwamen tot den arbeid wegens ongevallen;

b) Voor de onbekwamen tot den arbeid wegens ziekte of ouderdom;

c) Voor de weduwen en weezen der werklieden die verkeeren in de omstandigheden, bij deze wet voorzien.

Dit Fonds wordt beheerd door den Staat, overeenkomstig een reglement dat al de voorwaarden zal bepalen, welke voor hare werking onontbeerlijk zijn.

B) Gelden van het Fonds.

Art. 122. — Dit Fonds wordt in stand gehouden :

a) Door eene bijdrage van 2 t. h. op het loon der werklieden, welke de baas verplicht is af te houden en in het algemeen Fonds te storten.

b) Door eene bijdrage gelijk aan het geheel bedrag der afhoudingen bepaald bij de vorige alinea, welke de patroon der mijn moet storten in handen van den Staat.

c) Door giften en schenkingen.

d) Door boeten en bijbelastingen waaraan onderworpen zijn, in verschillende omstandigheden, de patroons die zich niet gedragen naar de bepalingen voorzien in deze wet en in de verordening voor hare toepassing.

e) Door den interest voortgebracht door de geldbeleggingen van het Fonds.

f) Door de overschotten der pensioenkassen welke ophouden te bestaan.

C) Van de rechten op pensioen en dezes bedrag.

A) Bij ongevallen.

Art. 123. — De pensioenen verleend aan de onbekwamen tot den arbeid wegens verwonding ten gevolge van wezenlijk ongeval, zijn bepaald als volgt :

a) In geval de onbekwaamheid tot den arbeid meer dan 3 weken en niet meer dan 6 maand duurt, 50 t. h. van het loon voor den onbekwamen tot den arbeid die huisvader is, indien hij ten eigenhuize verpleegd wordt.

35 t. h. van het loon voor den onbekwamen tot den arbeid die huisvader is, indien hij wordt verpleegd in het gasthuis.

30 t. h. voor den onbekwamen tot den arbeid, die vrijgezel is en ten eigenhuize wordt verpleegd.

15 t. h. voor den onbekwamen tot den arbeid die vrijgezel is en in het gasthuis wordt verpleegd.

b) Ingeval de onbekwaamheid tot den arbeid meer dan 6 maand duurt of bestendig wordt, bedraagt het pensioen :

60 t. h. van het loon voor den onbekwamen tot den arbeid die huisvader is.

45 t. h. van het loon voor den onbekwamen tot den arbeid, die geen huisvader is.

De bij alinea *b* bepaalde pensioenen worden enkel verleend ingeval de werkman in de volstrekte onmogelijkheid verkeert elk ander ambacht uit te oefenen.

Anders zou slechts verleend worden ;

35 t. h. van het loon aan den onbekwamen tot den arbeid, die huisvader is.

20 t. h. van het loon aan den onbekwamen tot den arbeid, die geen huisvader is.

Art. 124. — In geval van overlijden wegens ongeval, hetzij onmiddellijk hetzij binnen de zes maand :

1) Ontvangt de weduwe haar leven lang, 20 t. h. van het loon van haar man.

In geval zij hertrouwt, verliest zij haar recht op pensioen.

2) Wordt aan ieder wees verleend 15 t. h. van het loon huns vaders, tot den leeftijd van 16 jaar. Het geheel bedrag der som, aan moeder en kinderen toegekend, mag echter 60 t. h. van het loon des vaders niet overtreffen.

Kunnen enkel het voordeel dier bepalingen genieten de wettige weduwen en de kinderen geboren of verwekt vóór het ongeval.

Elke erkenning bij huwelijk aangegaan na het ongeval, alsook elke geboorte van kinderen meer dan tien maand na den dag van het ongeval geeft geen recht hoegenaamd op pensioen.

Art. 125. — Geen werkman kan pensioen bekomen wegens ouderdom, zoo hij niet zijne bijdrage heeft gestort 30 jaar lang en geen 54 jaar oud is.

Is aan deze vereischte voldaan, dan heeft hij zijn leven lang recht op een pensioen van 60 t. h. van zijn loon.

B) In geval van onbekwaamheid tot den arbeid tengevolge van het uitoefenen van het ambacht.

Art. 126. — Elke werkman, tijdelijk of voor altijd onbekwaam tot den arbeid geworden ten gevolge van ziekte opgedaan bij het uitoefenen van zijn ambacht, heeft recht op een pensioen van :

20 t. h. van 't werkloon in geval hij zijne bijdrage						
	betaalde				10 jaar lang en	huisvader is.
10	—	—	—	—	10 —	vrijgezel is.
30	—	—	—	—	13 —	huisvader is
20	—	—	—	—	15 —	vrijgezel is.
40	—	—	—	—	20 —	huisvader is
30	—	—	—	—	20 —	vrijgezel is.
50	—	—	—	—	25 —	huisvader is
40	—	—	—	—	25 —	vrijgezel is.
60	—	—	—	—	30 —	huisvader is
45	—	—	—	—	30 —	vrijgezel is.

C) In geval van overlijden.

Art. 127. — Het overlijden van een werkman die zijne bijdragen heeft gestort in het Pensioenfonds, geeft recht :

a) Voor de wettige weduwe zonder kinderen die drie jaar leefde met den overledene :

1. Op de vaste som van 30 frank te betalen op den dag der begraving, indien haar man min dan 10 jaar heeft gestort.
2. Op een pensioen van 10 t. h. van het loon van haar man indien hij meer dan 10 jaar heeft gestort.
3. Op een pensioen van 12 t. h. van het loon van haar man, indien hij meer dan 15 jaar heeft gestort.
4. Op een pension van 15 t. h. van het loon van haar man, indien hij meer dan 20 jaar heeft gestort.
5. Op een pensioen van 20 t. h. van het loon van haar man, indien hij meer dan 25 jaar heeft gestort.

Gaat de weduwe een nieuw huwelijk aan, dan verliest zij die pensioenen.

b) Voor de wettige weduwen met kinderen en die drie jaar met den overledene leefden :

1. Op eene vaste som van 50 frank, te betalen den dag der begraving, indien haar man min dan 10 jaar heeft gestort.
2. Op een pensioen van 20 t. h. van het loon van haar man, indien hij meer dan 10 jaar heeft gestort.
3. Op een pensioen van 30 t. h. van het loon van haar man, indien hij meer dan 15 jaar heeft gestort.
4. Op een pensioen van 40 t. h. van het loon van haar man, indien hij meer dan 20 jaar heeft gestort.
5. Op een pensioen van 50 t. h. van het loon van haar man, indien hij meer dan 25 jaar heeft gestort.

Ingeval de weduwe een nieuw huwelijk aangaat of overlijdt, dan trekt ieder wees tot den leeftijd van 16 jaar, 15 t. h. van het loon van zijn vader, mits deze bepaling dat het geheel bedrag der som, aan de weezen toegekend, het pensioen niet overtreft bepaald voor de weduwe met kinderen, voor elk hierboven aangeduid tijdvak van storting.

Alleen op de weezen geboren vóór het afsterven van hun vader of binnen de 10 maand na zijn overlijden, zijn deze bepalingen van toepassing.

D) *Algemeene bepalingen.*

a) Betreffende het bedrag van het loon.

Art. 128. — Om het bedrag van het jaarloon te bepalen, neemt men het gemiddeld bedrag der loonen van het laatstleden jaar, of vermenigvuldigt men het bedrag van het loon van een dag van 't laatstleden jaar met 270.

Een werkman die aan zijn ambacht gedurende meer dan een jaar zou hebben verzaakt uithoofde van omstandigheden andere dan die voorzien bij deze wet, geniet bij voortduring de voordeelen van de wet op de pensioenen, mits hij gedurende dien tijd de sommen stort gelijk aan zijne bijdrage en aan de bijdrage door den patroon verschuldigd. Na verloop van een jaar,

worden zijne stortingen niet meer aanvaard en verliest hij zijne rechten op pensioen.

b) Betreffende het verliezen van de rechten op pensioen.

Art. 129. — Het pensioen verleend aan wie tijdelijk onbekwaam tot den arbeid is, wordt voortbetaald tot den dag dat officieel wordt vastgesteld dat de werkman zijn arbeid kan hernemen.

Geen onbekwame tot den arbeid heeft recht op pensioen, indien vastgesteld wordt dat hij zich onbekwaam maakte met opzet en voorbedachtheid of door zijn slecht gedrag, zijne dronkenschap, zijne buitensporigheden of zijne twisten, of dat het ongeval het gevolg is van een misdrijf of eene misdaad door hem gepleegd.

Art. 130. — Verliest alle recht op pensioen :

1. Ieder werkman van wien het bewezen is dat hij een ander werkman verplichtte deel te nemen aan eene werkstaking, of den arbeid belette van hen die zouden weigeren aan eene werkstaking mede te doen.

2. Ieder werkman veroordeeld wegens misdrijf of misdaad.

Wanneer een werkman, in een dezer gevallen verkeerende, zijn werk herneemt, wordt hij beschouwd als voor de eerste maal deelnemende aan het pensioenfonds.

Een werkman die zijn werk verlaat uit hoofde van omstandigheden onafhankelijk van zijnen wil, zooals werkloosheid, afdanking, binnenroeping voor den krijgsdienst, enz., en die daarna zijn arbeid herneemt, verliest het voordeel van zijne vroegere stortingen niet voor het uitoefenen van zijne rechten op pensioen, en er wordt, voor het berekenen van zijn pensioen, rekening gehouden met de jaren dier stortingen.

In geval een onbekwame tot den arbeid zijn werk herneemt, na slechts tijdelijk onbekwaam daartoe te zijn geweest, dan wordt de duur van zijne onbekwaamheid hem insgelijks aangeschreven, bij het berekenen van zijn pensioen, voor het getal werkjaren.

C. Betreffende de verplichtingen der bazen.

Art. 131. — De patroons zijn verplicht afzonderlijk boek te houden zoowel van het getal werklieden als van de sommen welke zij als loon betalen.

Zij houden de bijdragen der werklieden af en zijn tegenover den Staat aansprakelijk voor de gansche som.

De achterstallige stortingen worden geïnd zooals de gemeentebelastingen.

Art. 132. — Elke patroon, die bevonden wordt zijne boeken niet geregeld te houden, wordt door het ministerie der domeinen gestraft met eene boete van 50 tot 300 frank.

Bij herhaling of ingeval het bevonden wordt dat zijne boekhouding vervalscht is, zou de boete tusschen 300 en 1,000 frank bedragen.

Die boeten worden gestort in het Algemeen Pensioenfonds.

Art. 133. — De patroon moet het bestuur der mijnen en het Pensioenfonds onmiddellijk kennis geven van de ongevallen en van de overlijdens. Telkenmale hij dat verzuimt gedurende meer dan vijf dagen,

wordt hij gestraft met eene boete van 500 frank ten bate van het Pensioenfonds.

ART. 134. — Wordt er met zekerheid vastgesteld dat het ongeval veroorzaakt werd door de onbekwaamheid, de nalatigheid of de blijkbare koppigheid van den baas of van dezes aangestelde, of door het niet naleven van de voorschriften opgelegd om de ongelukken te vermijden, dan is de baas verplicht de sommen te storten die noodig zijn om het pensioen van den werkman of van dezes erfgenamen aan te vullen ten bedrage van het gansche werkloon, gedurende al den tijd bij deze wet bepaald.

d) Betreffende het beheer der gelden van het Fonds.

ART. 135. — Overtreffen de gelden van het Pensioenfonds de som die ten naaste bij, vijf maal de gezamenlijke uitgaven van een jaar vertegenwoordigt, dan kan men den aanslag der bijdrage verminderen in evenredigheid tot het overschietende bedrag van het pensioenfonds. In geval de gelden van het Pensioenfonds niet toereikend zijn, worden de pensioenen verminderd in evenredigheid tot de beschikbare gelden.

Art. 136. — Onder geen voorwendsel hoegenaamd mogen de gelden van het Fonds aangewend worden voor een ander doel dan die bij artikel 121 voorzien.

De pensioenen zijn onvervreemdbaar en kunnen het voorwerp niet uitmaken van eenige hoegenaamde vervolging in rechte.

e) Slotbepalingen.

Art. 137. — Eene verordening van openbaar nut, voor het toepassen van deze wet bepaalt de wijze en formaliteiten :

Voor het aanvragen en het verleenen van pensioenen;

Voor het vaststellen van den oorsprong der ziekten en ongevallen;

Voor het verliezen van de voordeelen welke de wet op de pensioenen oplevert;

Voor het betalen van de pensioenen en bijdragen;

Voor het beheer van het Fonds en het innen van de gelden;

Voor het toezicht, het beheeren en beleggen, het vermeerderen en het verminderen van de gelden.

Art 138. — Al de overeenkomsten tusschen de werklieden en het beheer van het Pensioenfonds, ten gevolge van deze wet, zijn vrijgesteld van zegelrecht.

BIJLAGE VIII.

DUITSCHLAND.

Koolmijnen in het bekken van Opper-Silezië.

Jaar.	Voortgebrachte hoeveelheid.	Werklieden.	Gemiddeld jaarloon.	Loon per post en per werkman.	Prijs per ton.	Geleverd werk.
	Ton.		Mark.	Mark.		Ton.
1880	12,656,754	»	»	»	»	»
1881	»	»	»	»	»	»
1882	»	»	»	»	»	»
1883	»	»	»	»	»	»
1884	»	»	»	»	»	»
1885	»	»	»	»	»	»
1886	»	40,093	490	1 81	»	325
1887	»	39,973	492	1 82	»	328
1888	»	40,870	516	1 85	»	354
1889	»	43,183	575	2 30	»	365
1890	20,086,353	48,321	671	2 37	»	349
1891	»	53,493	693	2 46	»	331
1892	»	53,905	669	2 43	»	305
1893	»	52,978	661	2 42	»	323
1894	»	52,300	664	2 45	»	329
1895	»	52,388	675	2 46	»	345
1896	»	54,583	697	2 49	»	359
1897	»	56,376	721	2 58	»	366
1898	»	58,803	771	2 73	»	382
1899	27,959,689	61,989	801	2 87	»	379
1900	»	68,425	877	3 12	»	363
1901	»	77,183	872	3 10	»	327
1902	»	79,179	820	2 97	»	309
1903	»	82,203	832	2 98	»	
1904	»	83,391	836	2 98	»	

Koolmijnen in het Roerdal.

Jaar.	Voortgebrachte hoeveelheid.	Werklieden.	Gemiddeld jaarloon.	Loon per post en per werkman.	Prijs per ton.	Geleverd werk.
	Ton.		Mark.	Mark.	Mark.	Ton.
1880	22,495,204					
1881	»	»	»	»	»	»
1882	»	»	»	»	»	»
1883	»	»	»	»	»	»
1884	»	»	»	»	»	»
1885	»	»	»	»	»	»
1886	»	99,952	772	2 58	»	288
1887	»	98,507	796	2 57	»	306
1888	»	102,195	863	2 69	»	325
1889	»	112,073	941	3 05	»	302
1890	35,568,588	123,984	1,067	3 49	»	286
1891	37,402,494	134,603	1,086	3 54	8 3	278
1892	36,853,502	138,231	976	3 28	7 38	267
1893	38,613,146	142,285	946	3 14	642	271
1894	40,613,073	148,280	961	3 16	6 38	274
1895	41,145,744	150,212	968	3 18	666	274
1896	44,893,304	157,137	1,035	3 29	6 77	286
1897	48,423,987	171,040	1,128	3 57	704	283
1898	51,00,1551	185,953	1,175	3 74	7 32	274
1899	54,641,120	199,138	1,255	3 96	7 66	274
1900	59,618,900	220,031	1,332	4 18	8 54	271
1901	58,447,657	236,769	1,224	4 07	8 77	247
1902	»	236,543	1,131	3 82	»	245
1903	»	248,120	1,205	3 88	»	»
1904	»	263,037	1,208	3 97	»	»

Koolmijnen in het Saardal.

Jaar.	Voortgebrachte hoeveelheid.	Getal werklieden.	Meerdere ontvangsten van den fiscus.		
			Dienstjaar.	In 't geheel.	Per ton.
	Ton.			Mark.	Mark.
1850	593,856	4,580	1883-84	7,798,618	1.37
1851	»	»	1884-85	7,215,732	1.35
1852	»	»	1885-86	7,775,051	1.30
1853	»	»	1886-87	6,898,098	1.18
1854	»	»	1887-88	6,576,259	1.08
1855	»	»	1888-89	8,084,239	1.25
1856	»	»	1889-90	8,892,313	1.47
1857	»	»	1890-91	12,546,948	2.03
1858	»	»	1891-92	7,589,034	1.184
1859	»	»	1892-93	6,707,005	1.113
1860	1,955,961	12,159	1893-94	5,914,945	0.958
1861	»	»	1894-95	6,323,215	0.954
1862	»	»	1895-96	8,474,314	1.189
1863	»	»	1896-97	9,324,086	1.196
1864	»	»	1897-98	12,336,067	1.397
1865	»	»	1898-99	12,352,262	1.403
1866	»	»	1899-1900	15,945,316	1.739
1867	»	»	»	»	»
1868	»	»	»	»	»
1869	»	»	»	»	»
1870	2,734,019	15,662	»	»	»

Koolmijnen in het Saardal (vervolg).

Jaar.	Voortgebrachte hoeveelheid.	Werklieden.	Prijs per ton.	Gemiddeld jaarloon.	Loon per post en per werkman.	Geleverd werk.
	Ton.		Mark.	Mark.	Mark.	Ton.
1880	5,211,389	»	»	»	»	»
1886	»	24,714	»	808	2 85	239.2
1887	»	24,240	»	813	2 87	246
1888	»	24,502	»	841	2 92	256
1889	»	25,664	»	933	3 24	237
1890	6,212,540	27,528	»	1,114	3 79	226
1891	6,389,960	28,897	10,54	1,137	3 89	221
1892	6,258,890	29,823	9,97	1,042	3 69	210
1893	5,883,277	27,536	9,13	925	3 37	214
1894	6,591,862	30,070	8,84	921	3 24	219
1895	6,886,097	30,531	8,88	929	3 27	226
1896	7,705,670	32,396	8,96	966	3 28	238
1897	8,358,413	34,248	9,24	982	3 34	241
1898	8,768,582	35,856	9,44	1,015	3 40	245
1899	9,025,072	38,049	10,09	1,019	3 46	237
1900	9,169,920	40,303	11 63	1,044	3 56	233
1901	»	41,923	12,63	1,042	3 54	224
1902	»	42,036	»	1,053	3 57	226
1903	»	43,811	»	1,068	3 60	»
1904	»	44,449	»	1,097	3 71	»

VOORGESTELDE AMENDEMENTEN.

A. — **Amendementen gegrond op het domaniaal karakter der mijnen.**

I. De artikelen 5 en 7 der wet van 21 April 1810, artikel 7 der wet van 2 Mei 1837 worden gewijzigd als volgt :

De massa's mineraal- en delfstoffen, mijnen geheeten door de wet van 21 April 1810 en waarvoor tot op den dag van heden geen concessie is verleend, maken deel uit van het Staatsdomein.

II. De mijnen worden van Staatswege ontgonnen.

Zoo noodig, te vervangen door :

III. De Regeering wordt gemachtigd eene nationale maatschappij voor de mijnen van het Noorden van België tot stand te brengen; deze maatschappij wordt, krachtens koninklijke besluiten achtereenvolgens genomen op advies van den Raad der Mijnen, belast met het uitvoeren van al de werken in de niet bij de wet voorbehouden gedeelten van het bekken, en met het verkoopen van de voortbrengselen.

Evenwel kunnen de eigenlijke regelmatige ontginningswerken worden toevertrouwd aan samenwerkende arbeidersvereenigingen, aan arbeidersbonden, het werk leverende ingevolge gemeenschappelijke overeenkomsten, of, bij hare ontstentenis, aan andere vereenigingen van onderneming en aan bijzondere ondernemers. In deze laatste gevallen is de bepaling, vervat in het hiernakomend amendement XIV, van toepassing.

Staatstusschenkomst kan gaan tot de inschrijving van acht tienden van het kapitaal.

De Regeering waarborgt tegenover derden den interest en de aflossing van de schuldbrieven, door de maatschappij uitgegeven. De waarborg mag niet de bij de wet te bepalen sommen te boven gaan.

IV. De vergoedingen, voorzien bij artikel 11, § 4, der wet van 2 Mei 1837, worden aan de ontdekkers betaald; dat is, van den aanvang der ontginning af, eveneens het geval met de vergoedingen, aan de eigenaars voorbehouden krachtens de artikelen 6 en 24 der wet van 21 April 1810, en artikel 9 der wet van 2 Mei 1837.

B. — **Amendementen vooral gegrond op het domaniaal karakter der mijnen doch vereenbaar met de beginselen der wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837.**

Zoo noodig, te vervangen door :

V. De mijnen mogen alleen uit krachte eener akte van vergunning worden ontgonnen door bijzondere personen en door bijzondere vennootschappen.

De concessie geeft een uitsluitend en tijdelijk recht tot ontginning, waarvan de langste duur is :

α) 50 jaren;
β) 75 jaren;
γ) 90 jaren.

IV. Bepalingen van het lastkohier huldigen de volgende beginselen :

Het stellen, voor de voortzetting der ontginning bij het eindigen van den wettelijken termijn, van een recht van voorkeur ten bate van den concessiehouder, indien deze bewijs van voorzorg heeft gegeven bij de leiding der onderneming;

Het recht voor het hooger bestuur het mijnveld in strooken te splitsen door horizontale plannen gaande tot bepaalde

diepten, en het overgaan van de eene naar de andere slechts dan toe te laten wanneer degene, die ontgonnen wordt, genoegzaam is uitgeput ;

Het waarborgen van eene vergoeding, bij het einde der concessie, voor de inrichtingen en de voorbereidende werken door den concessiehouder aangelegd met het oog op verdere ontginning;

Het recht voor den Staat de concessie af te koopen en de voorwaarden waarop deze afkoop geschiedt ;

De bepaling vervat in het hierna vermeld amendement nr XIV.

C. — **Amendementen medebrengende het behoud der beginselen van de wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837** (1).

VII. *Amendement op artikel* 5 *der wet van* 21 *April* 1810 *en op artikel* 1 *der wet van* 2 *Mei* 1837.

Een gedeelte van de kolenvelden van het Noorden van België, zijnde drie strooken, zooals deze op bijgaand plan zijn bepaald, maakt eene reserve uit. Zij mag, krachtens de wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837, door deze wet gewijzigd, niet het voorwerp zijn van eenige concessie. (Reserve van den heer Hanrez, gepaard gaande met de reserve van den heer Harzé.) Evenwel worden, ten aanzien van die voorbehouden kolenvelden, de vergoedingen die in geval van concessie zijn verschuldigd uit krachte van de artikelen 9 en 11, § 4, der wet van 2 Mei 1837, door den Staat aan de ontdekkers betaald, en, zoo daartoe redenen zijn, aan de eigenaars van de oppervlakte. *Zoo noodig, te vervangen door :* verbreede reserve; eindelijk, de eerste reserve van den heer Harzé, aangeduid op het plan.

Amendementen verbonden aan artikel 28bis, § 1, *van het ontwerp der Regeering en wijziging van de organieke wetten der mijnen medebrengende :*

VIII. Er zal bepaald door eene wet uitspraak worden gedaan over de aanvraag om concessie ; *en, zoo noodig, te vervangen door :*

Over de concessie zal, overeenkomstig artikel 7 der wet van 2 Mei 1837, slechts dan bepaald uitspraak worden gedaan, wanneer de wet zal hebben verklaard dat er reden toe is concessie te verleenen in het algemeen belang. De Raad der Mijnen wordt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangesteld.

IX. De bepaling van artikel 7, § 2, der wet van 2 Mei 1837 is niet van toepassing op den Staat die concessie aanvraagt.

X. *Na* § 3 *van artikel* 11 *der wet van* 2 *Mei* 1837, *wordt de volgende paragraaf ingevoegd.*

Evenwel, ingeval verscheidene concessieaanvragen samenbestaan, zal de Staat de voorkeur hebben boven alle andere aanvragers.

VI. Elke nieuwe concessie kan door den Staat worden afgekocht onder de voorwaarden door de akte van concessie te bepalen.

XII. De artikelen 14 en 15 met de wijzigingen zooals in de middenafdeeling aangenomen. Artikel 23 vervalt. Voor de vervallenverklaring, als bekrachtiging van artikel 49 der wet van 1810, de door ons voorgestelde tekst zooals hij door de afdeeling is aangenomen.

XIII. Artikel 19*bis* : Bovenstaande bepalingen betreffende de vervallenverklaring zijn van toepassing op de vroegere mijnconcessiën, indien met de ontginningswerken geen aanvang is gemaakt of indien de exploitatie niet wordt hervat binnen één jaar na de aanmaning behoorlijk beteekend aan den concessiehouder door den Minister van Nijverheid en Arbeid, behoudens rechtvaardiging om wettige redenen.

(1) Doch de domanialiteit niet uitsluitende, welke zelfs vereenbaar is met eeuwigdurende concessien. Amendement I reikt dus zoo verre.

XIV. *Amendement op artikel* 20 *van het ontwerp.*

Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de tusschenkomst en de bemiddeling der raden van nijverheid en arbeid, schrijft de Regeering, in het lastkohier van elke concessie, de verplichting voor den concessiehouder de geschillen die zouden oprijzen tusschen hem en de arbeiders die hij gebruikt, het nagaan van de maatregelen die van aard zijn ze te voorkomen, alsmede het onderzoek naar de eischen te onderwerpen aan een bestendigen raad van verzoening, bij welks samenstelling gelijkheid van partijen wordt gehuldigd. De vertegenwoordigers der werklieden worden door hun gelijken verkozen op de tijdstippen en op de wijze bij koninklijk besluit te bepalen.

Bij gebrek aan minnelijke eenstemmigheid in den schoot van den raad, lost een scheidsman de moeilijkheid voorgoed op, nadat de meerderjarige werklieden, in eene algemeene vergadering belegd in uitvoering van deze wet, vooraf hebben verklaard bereid te zijn de souvereine beslissing van een scheidsrechter aan te nemen voor al de geschillen omtrent de voorwaarden van den arbeid en het loon die zouden kunnen ontstaan in een tijdperk van ten minste twee jaren. De scheidsrechter wordt vooraf door partijen aangewezen; verstaat men zich daarover niet, dan wordt hij aangewezen door den Inspecteur-generaal der mijnen. De scheidsrechterlijke beslissing is geldig voor een duur van ten hoogste drie maanden, indien zij hieromtrent niet anders hebben beslist. Bij het eindigen van den hierboven bepaalden termijn van twee jaren, zal worden overgegaan tot eene nieuwe raadpleging der werklieden, indien partijen niet zijn verbonden door eene gemeenschappelijke overeenkomst.

Elke oprichting van syndicaat onder de concessiehouders en hunne rechthebbenden tot het uitoefenen van een regelenden invloed op de voortbrenging, de prijzen of de wijze waarop de arbeid moet geschieden, heeft van rechtswege ten gevolge eene evenredige uitbreiding der bestendige verzoeningsraden, waaraan de geschillen, die aan de vereenigde concessiën gemeen zijn, onderworpen worden. De bepalingen betreffende het verplicht scheidsgerecht zijn van toepassing in de hierboven vermelde omstandigheden.

XV. *Amendement op artikel* 21. — Het aandeel van den Staat in de zuivere opbrengst der mijnen wordt geregeld als volgt :

Het werkelijk kapitaal per ton uitgegraven kolen wordt voor elke geconcedeerde mijn bepaald; de wijze van berekening daarvan wordt bij koninklijk besluit geregeld. Gelet op dat kapitaal, zal men bepalen de zuivere opbrengst per ton uitgegraven kolen, overeenkomende met een minimum interest van het kapitaal gelijkstaande met den interest der Staatsfonsden, verhoogd met 1 t. h. : dit minimum ontsnapt aan alle verdeeling.

Boven de zuivere opbrengst per ton overeenkomende met het minimum interest, wordt het aandeel van den Staat, genomen op de verhoogingen der zuivere opbrengst, opgaande met vijftig centiemen, bepaald door eene progressie waarvan het initiaal bedrag tot 10 t. h. beloopt en die met 10 t. h. zal klimmen voor elke der achtereenvolgende excedenten van 50 centiemen.

Ingeval verscheidene concessieaanvragen samenbestaan, behoort er te worden overgegaan tot openbare aanbesteding onder de mededingers, wier titels worden vastgesteld door den Mijnraad.

Ten minste de helft van het aandeel der Schatkist zal ten gunste van de mijnwerkers worden besteed; deze zal bijzonderlijk kunnen dienen tot het vestigen van eene gemeene *reserve*, bestemd om de loonwisselingen te regelen en om een minimum loon te waarborgen alsook om

een fonds van verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid in te stellen.

D. — **Amendementen gemeen aan al de wijzen van exploitatie : *A*, *B* en *C*.**

XVI. 1ste *amendement op artikel* 20 *van het ontwerp.* — De verplichte aansluiting van de werklieden begrijpt de verzekering tegen voorbarige invaliditeit en tegen ouderdom.

XVII. 2de *amendement.* — Zij strekt zich bovendien uit tot al de kolenbekkens van België. Hare eenheid in de toepassing zal bij eene wet worden geregeld.

XVIII. 3de *amendement.* — Daarenboven worden de navolgende bepalingen opgenomen in het lastkohier van elke nieuwe concessie, onverminderd de algemeene wetgevende bepalingen tegen welke de concessiehouder geene hoegenaamde bepaling van zijn lastkohier mag inroepen.

1. De kinderen mogen niet worden toegelaten tot den mijnarbeid voor den leeftijd van veertien jaren;

2. Het is aan de vrouwen volstrekt verboden binnen in de mijnen te arbeiden;

3. Wat betreft de reglementaire arbeidsvoorwaarden, worden de vrouwen gelijkgesteld met de aankomende jongelingen;

4. De duur van den arbeid der volwassenen mag niet tien uren per dag te boven gaan, de rusttijd afgetrokken; deze duur wordt voor de werken binnen in de mijnen berekend tusschen het oogenblik waarop de werklieden naar beneden dalen en dat waarop ze weer boven komen.

XIX. *Overgangsbepalingen.* — Eene regionale maatschappij voor arbeiderswoningen zal worden ingesteld met medewerking van den Staat, van de provinciën, van de belanghebbende gemeenten en van de bureelen van weldadigheid, met het doel woningen voor de mijnwerkers van het nieuw bekken te bouwen, in te richten, weder te verkoopen en te verhuren.

Bijzondere comiteiten worden gelast een onderzoek te doen naar de maatregelen die behooren te worden genomen om voor de arbeidersbevolking de beste wijze van werving en beroepsopleiding te vinden, daaronder begrepen de wijze van inrichting van den mijnarbeid die het voordeeligst is voor de ontwikkeling van het beroepsonderwijs der jonge arbeiders en arbeidsters van veertien tot achttien jaren.

De Hooge Arbeidsraad zal over die punten worden geraadpleegd en, daarenboven, ingeval ze worden verworpen, over den inhoud van het amendement XVIII.

H. DENIS.

(1)

(Bijlage aan nr 62)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1905-1906.

I.

Brief van den heer Harzé, Honorair Algemeen Bestuurder bij het Mijnwezen, aan den heer Voorzitter der Bijzondere Commissie belast met het onderzoek van het wetsontwerp en het wetsvoorstel tot wijziging van de wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837 op de mijnen.

« Marche-les-Dames, 11 Juli 1905.

» *Den heere Nerincx, Ondervoorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, Voorzitter der Commissie voor de mijnen, te Brussel.*

» Mijnheer de Voorzitter,

» Op eene wijze die aanleiding geeft tot misverstand, hebben de bladen gewag gemaakt van den indruk, op de Commissie voor de mijnen teweeggebracht door mijne antwoorden op de vragen van den achtbaren heer Hector Denis.

» Uit die gezamenlijke antwoorden blijkt wel dat de mijnontginning van Staatswege betrekkelijk duur zou kosten, evenals dit het geval is met het beheer der spoorwegen. Niettemin zijn er zoowel in de private nijverheid als in den handel — het zij terloops vastgesteld — talrijke voorstanders van het spoorwegenbeheer van Staatswege.

» Meer hoefde ik daarvan niet te zeggen.

» Ofschoon, naar mijne meening, de ontginning van onze mijnschatten over 't algemeen aan de private nijverheid dient te worden toevertrouwd, toch blijf ik voorstander van het instellen van een Staats-mijndomein, zooals ik het in de Senaat-commissiën heb bepaald, domein dat te waarde zou worden gemaakt op de wijze welke ik heb aangeduid.

» Ik zou mij zelfs niet verzetten tegen eene uitbreiding van dat domein, te meer daar het steenkolenterrein onder de Staatseigendommen, naar het schijnt, moeilijk kan bereikt worden en, op verscheidene plaatsen, het mijnveld misschien niet [illegible] oeg is. Die uitbreiding zou ook het voordeel

De kaart die deze bijlage vergezelt zal later geleverd worden.

opleveren, dat men verschillende bepaalde soorten van kolen zou kunnen ontginnen.

» De Staat, voorname klant van onze kolenmijnen, zou handelen zooals een aantal onzer machtige fabrieken, groote kolenverbruikers, reeds gehandeld hebben en nog handelen.

» Laat mij toe, Mijnheer de Voorzitter, hier te herinneren dat ik mij tegen altijddurende concessiën verklaarde; laat mij tevens toe te antwoorden op wat te mijnen opzichte gezegd werd door den Mijnraad in zijn verslag over de nieuwe, in onze mijnwetten op te nemen bepalingen : « Ook stelden » wij waarlijk met verwondering vast dat de heer Harzé, de denkbeelden » ietwat vergetende die hij als Algemeen Bestuurder bij 't Mijnwezen voor- » stond, zich vereenigde met het beginsel der tijdelijke concessiëu. »

» Dergelijke bewering kon ik niet onbeantwoord laten.

» Alhoewel, op dat gebied, de evolutie zich kan voordoen in de gedachten, evenals zij zich voordeed in de nijverheid met hare tijden van crisis, hare veranderlijke voortbrenging en de betrekkelijke monopoliseering van de kolen niettegenstaande de vreemde mededinging, nooit heb ik, zoolang ik tot het bestuur behoorde, mijne meening moeten doen kennen over bewust vraagstuk.

» Daar ik het sedert dien moest bestudeeren naar aanleiding van de ontdekking van het Kempisch kolenbekken, was ik, als aloude voorstander van het Staatseigendomsrecht, van meening dat wij niet voor goed en voor altijd afstand te doen hadden van een nieuwen schat die misschien meer belang oplevert voor onze naneven als voor onze tijdgenooten.

» Wees zoo goed, Mijnheer de Voorzitter, dit schrijven mede te deelen aan uwe achtbare medeleden en de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

» Emile Harzé. »

II.

ANTWOORDEN OP DE VRAGEN GESTELD AAN DEN HEER MINISTER VAN NIJVERHEID EN ARBEID.

Eerste Vraag.

I. — Welke gegevens kunnen ons inlichten over den bestaanden rijkdom aan kolen van onze vroegere kolenbekkens?

II. — Wat zal de toekomst zijn, voor zooveel de wetenschap dat kan bepalen, met het oog op de gemiddelde toeneming van de uitgegravene hoeveelheid kolen?

III. — In hoeverre en in welke economische voorwaarden kunnen de vroegere bekkens aan de nijverheid de noodige bijzondere soorten van kolen leveren (gaskolen, cokeskolen)?

IV. — Hoeveel van die kolen moeten wij invoeren?

Antwoord.

I. — De eerste vraag, gesteld door den heer volksvertegenwoordiger H. Denis, is voorwaar hoogst belangrijk uit een algemeen oogpunt, maar zoo omvattend dat er zeer veel tijd zou noodig zijn om ze behoorlijk op te lossen.

Zij heeft immers ten doel, de *ontdekte,* en *waarschijnlijk nog te ontdekken* hoeveelheden van de verschillende kolensoorten die nog bedolven liggen in den ondergrond van ons oudkolenbekken, van Quiévrain af tot aan de Oostergrens, te doen berekenen.

De gegevens, waarover men beschikt voor die berekening, zijn de plans der kolenmijnen en het werk der algemeene mijnkaart, die de samenvatting daarvan is.

Door de uitstallingen welke de dienst der mijnkaart tentoonstelde voor de bekkens van het Centrum en van Charleroi, in 1900, te Parijs, evenals in 1905, te Luik, heeft men kunnen vaststellen dat die dienst reeds nu en ten gevolge van stelselmatig voortgezette studiën, de inlichtingen, door de plans der verschillende kolenmijnen geleverd, heeft verzameld en gerangschikt.

Om het gevraagde werk te leveren, zou men, voor elke al of niet ontgonnen concessie, de in elke laag *ontdekte* hoeveelheden kolen moeten berekenen, alsmede de *nog niet ontdekte* hoeveelheden, waarvan het bestaan als heel waarschijnlijk mag beschouwd worden naar aanleiding van de studiën over elk dier mijnvelden.

Eindelijk, zouden daarbij te voegen zijn de mijnvelden die, naar aanleiding van aardkundige studiën, met eenigen grond waarschijnlijk doch niet zeker voorkomen.

Alvorens over te gaan tot dergelijk werk, waarvan de opgave alleen

volstaat om te doen inzien hoe gewichtig het is en hoe lang het duren zou, zou men het eens moeten zijn over de grondslagen van het vraagstuk en de grenzen moeten bepalen binnen welke men zich beperken moet.

Ik wijs, bij voorbeeld, op de mogelijke gemiddelde diepte der mijnontginning in den huidigen staat van den mijnbouw, alsook op de minimumdikte der ontginbare lagen.

Voor het voltooien van die studiën, zoo men wil dat zij ernstig zijn, evenals voor de aanwerving van een bijzonder personeel zouden verscheidene jaren noodig zijn.

In Engeland, waar dit vraagstuk jaren lang reeds de aandacht der Regeering boeit, heeft de Koninklijke Commissie, in 1866 aangesteld, eerst in 1871 haar verslag ingediend.

In 1902 werd het onderzoek van dit vraagstuk, opnieuw ter studie gelegd, opgedragen aan eene nieuwe Commissie die eerst in 1905 hare werkzaamheden voltooide.

Het verslag dier Commissie is ingedeeld in dertien gedeelten, waarvan alleen het eerste is verschenen.

* * *

II. — Op dergelijk gebied kan men niet verder gaan zonder te vervallen in de meest onduidelijke en gewaagde onderstellingen, zoowel betreffende den rijkdom der mijnlagen als betreffende de wijzen harer ontginning.

Sedert 1830 nam de opbrengst onzer kolenmijnen nagenoeg gestadig in dezelfde mate toe; zij klom van 2,305,000 ton in 1831 tot 22,761,000 ton in 1904. Wie zou durven staande houden dat in de toekomst de toeneming dezelfde zijn zal als in het verleden? Wie zou de wijzen der ontginning in de toekomst durven bepalen?

* * *

III. — Zonder vermetelheid mag men echter bevestigen dat, de huidige voortbrenging en zelfs hare geregelde toeneming in aanmerking genomen, ons oud kolenbekken nog een aanzienlijken voorraad in zijnen schoot bevat.

Wat onze cokes- en gaskolen aangaat, bedroeg de opbrengst aan Flénu kolen en aan vetkolen, gedurende de twee laatstledene jaren :

	Flénu kolen. (Met meer dan 25 t. h. vluchtige stoffen.)	Vetkolen. (Met 16 tot 25 t. h. vluchtige stoffen.)
1903 . . .	2,721,080 ton.	6,501,140 ton.
1904 . . .	2,409,970 —	5,948,070 —

De gaskolen zijn begrepen in de eerste soort, en de cokeskolen in de tweede.

Gedurende dezelfde jaren hebben onze kolenmijnen, voor het vervaardigen van coke, geleverd 2,938,000 ton in 1903 en 2,949,000 ton in 1904.

* * *

IV. — Wij voeren, wel is waar, tamelijk veel kolen en coke in. Doch onze uitvoer overtreft den invoer in ruime mate.

	Invoer.		Uitvoer.	
	1904	1905	1904	1905
Coke	338,127	359,404	879,883	977,086
Kolen	3,701,240	4,227,028	5,067,037	4,681,489
Briketten . . .	45,600	70,605	539,364	483,133

Tot het toenemen van onzen invoer en het verminderen van onzen uitvoer in 1905, in vergelijking met 1904, werd vooral aanleiding gegeven door de werkstaking in 't begin van 1905.

2e Vraag.

Is het nieuwe bekken in staat om in die bijzondere behoeften te voorzien?

Welke zijn de meest nauwkeurige inlichtingen, dien aangaande ingewonnen?

In hoeverre is de ontginning ervan noodig om geregeld te voorzien in de behoeften der nijverheid?

Antwoord.

De uitkomsten der verrichte boringen en die van de ontledingen der bekomen stalen hebben gehalten aan vluchtige stoffen geleverd waaruit kan afgeleid worden dat de strook der gaskolen en die der cokeskolen de rijkste en de uitgestrektste zijn in het onderzochte nieuwe bekken.

Om ervan overtuigd te zijn, hoeft men enkel de verschillende memoriën te raadplegen, die over dat vraagstuk werden uitgegeven en waaronder in de eerste plaats dienen te worden vermeld de studiën van den heer hoofdingenieur der mijnen, L. Denoël, die al de officieele bescheiden te zijner beschikking had en gemachtigd werd te doen overgaan tot talrijke ontledingen welke hij heeft kunnen nagaan, alsmede die van den heer Paul Habets, kolenmijnbestuurder en leeraar van mijnontginning ter Vrije Hoogeschool van Brussel.

Die studiën, gezamenlijk genomen, komen overeen en zijn tot hiertoe de meest volledige.

Daaruit blijkt :

Dertig boringen hebben gaskolenlagen (dat zijn kolen met meer dan 31 t. h. vluchtige stoffen) doorsneden. Die kolen zijn te vinden over de gansche onderzochte uitgestrektheid van het Limburgsche bekken; zij worden betrekkelijk aanzienlijker naarmate men westwaarts gaat en maken heel zeker meer dan de helft uit van den ganschen mijnschat van het nieuwe kolenbekken. Uitgenomen bij eenige boringen ter noordergrens van de onderzochte streek, komen de lagen van dien aard in zeer gunstigen toestand voor; gemiddeld zijn er voor honderd meter doorboorde kolenterrein, zes tot zeven ontginbare aders, hebbende te zamen van drie tot zes meter kolen.

De eigenlijke cokeskolen (met 15 tot 25 t. h. vluchtige stoffen) zijn niet

zoo overvloedig. Zij komen voor bij twaalf boringen in de provincie Limburg en bij vijf boringen in de provincie Antwerpen. De ligging der kolen in de provincie Antwerpen, namelijk de dikte der losse aardlagen, het klein getal en de groote tusschenruimte van de ontginbare lagen, zijn weinig gunstig voor de ontginning, ten minste onder de huidige omstandigheden. Op de twaalf boringen in de provincie Limburg hebben een zeker getal eene rijke strook bereikt, waar de dikte ontginbare kolen mag berekend worden op 4 meter voor 100 meter kolenterrein, bij de andere bedraagt dat gemiddelde enkel 1 tot 2 t. h. De eigenlijke cokeskolen zouden omstreeks 20 t. h. van den algeheelen bestaanden voorraad kunnen uitmaken.

Er dient echter te worden opgemerkt dat, bij de ontleding, het meerendeel der vetkolen met lange vlam en der gaskolen blijken hebben gegeven van eene merkelijke aankleefkracht, en bijgevolg geschikt zijn voor het vervaardigen van coke, alhoewel in merkelijk mindere verhouding dan de eigenlijk vetkolen.

Het is niet mogelijk te zeggen in hoeverre het nieuwe bekken noodig is om geregeld te voorzien in de behoeften der nijverheid.

Al ware het bekken thans reeds in concessie gegeven, dan zou het eerst binnen tien jaar, en misschien meer, tot waarde gemaakt zijn en geregeld ontwikkeld. Wat zullen de geregelde behoeften der nijverheid te dien tijde zijn ?

Dat weet niemand. Verder dient niet te worden vergeten dat de kolenmarkt geen plaatselijke, maar eene internationale markt is.

Terwijl wij cokes invoeren uit Duitschland, zenden wij er aanzienlijk veel naar dat land en vooral naar het Groothertogdom Luxemburg ; wij zenden kolen naar Engeland, Duitschland en Frankrijk, maar wij trekken er ook uit die verschillende landen.

Stellen wij niet vast dat de Duitsche kolen in Frankrijk trachten binnen te dringen over zee om er mede te dingen met onze kolen en met die van de bekken van 't Noorder departement en van Pas-de-Calais?

Het kolenvraagstuk is geen plaatselijk, noch gewestelijk, noch nationaal vraagstuk ; 't is eene quœstie van vrachtkosten en van vervoertarieven per spoor.

3° Vraag.

Welke is de uitgestrektheid van het vergunbaar domein dat in de Kempen onderzocht werd?

Antwoord.

De grond, waaronder de onderzoekingen het bestaan van ontginbare kolenlagen doen onderstellen, is ten Zuiden begrensd door de voeglijn der lossen gronden met de laatste, bij de boringen doorsneden lagen ; ten Noorden mag de peilboog van den bovengrond van het steenkolenterrein, ter diepte van 800 meter onder den zeespiegel, beschouwd worden als de grens van den omtrek binnen welken de ophaalputten kunnen geboord worden, en als men aanneemt dat het ontginningsveld van een put niet

verder strekt dan tot op 2,000 meter loodrechten afstand van de lagen, dan mag men de noordergrens van het mijnveld, ontginbaar met de huidige middelen waarover de mijnbouw beschikt, op dien afstand van 2,000 meter stellen benoorden de peilboog van 800 meter.

Die grenzen zijn benaderend aangeteekend op de hierbij gevoegde kaart. (Bijlage I.)

De aldus begrensde uitgestrektheid bedraagt nagenoeg 55,000 hectaren in Limburg en 33,000 hectaren in de provincie Antwerpen.

Doch, uithoofde, eenerzijds, van het gering gehalte aan kolen, en, anderzijds, van de diepte der dekgronden, valt het te betwijfelen of de ontginning voordeelig kan geschieden in zeker gedeelte der strook gelegen ommiddellijk tegen beide grenzen. Dat is, namelijk, het geval met nagenoeg het gansche mijnveld der provincie Antwerpen. Bijgevolg moet de vraag of die strook in concessie kan worden gegeven, voor alsnu voorbehouden worden. Evenwel kan men het gebied in de provincie Limburg, dat in concessie kan gegeven worden, op 40,000 hectaren bepalen.

4e, 6e en 7e Vraag.

4° — Hoe staat het thans met de aanvragen om concessie?

Kan men de lijst daarvan bekomen met aanwijzing van de legging en de uitgestrektheid der aangevraagde mijnvelden, van de namen der aanvragers, alsmede van de mijnvelden voor dewelke verscheidene aanvragen zijn ingediend?

6° — Hoe verre is het onderzoek van de verschillende aanvragen gevorderd?

Welke zijn die waarover de Mijnraad zijn advies uitbracht?

7° — Welke zijn de mijnvelden voor welke een voorkeurrecht werd geeischt door de eigenaars van den bovengrond?

Welke is de uitgestrektheid van het uit dien hoofde aangevraagde mijnveld?

Antwoorden.

In de hierbijgevoegde tabel (Bijlage II) zijn aangeduid, met de volgnummers waaronder ze werden ingeschreven in het bijzonder boek van elke provincie, al de aanvragen om concessie, die tot heden toe (15 maart 1906) werden ingediend.

Die tabel vermeldt de namen der aanvragers, den datum der aanvragen, de aangevraagde uitgetrektheid en de gemeenten waar deze gelegen is.

Bij deze tabel is eene kaart gevoegd waarop de verschillende aanvragen zijn afgebeeld met eene verklarende nota. (Bijlage III.)

Met een enkelen blik op die kaart kan men vastellen voor welke mijnvelden verscheidene aanvragen om concessie zijn ingediend.

Eene kolom dier tabel wijst aan hoeverre het staat met het onderzoek van elke aanvraag; eene andere kolom vermeldt de aanvragen waarover de Mijnraad zijn advies uitbracht.

Eindelijk, in de opmerkingskolom zijn vermeld de aanvragen waarbij voorkeurrechten werden ingeroepen door de aanvragers als eigenaars van

den bovengrond ; over het algemeen echter laat het eenvoudig onderzoek der ingezondene stukken niet toe, de uitgestrektheid te bepalen van den bovengrond dien de aanvragers bezitten of voor welken hun afstand van rechten werd gedaan.

5e Vraag.

Voor welk gedeelte van de nieuwe mijnstreek werd tot hiertoe nog geen concessie aangevraagd?

Antwoord.

Tot hiertoe werd concessie aangevraagd voor al de gedeelten van de streek, die in concessie kan gegeven worden en zelfs voor gedeelten waarvan de ontginbaarheid heel twijfelachtig is.

Verscheidene gedeelten zijn zelfs in twee of drie concessieaanvragen begrepen.

Om daarvan overtuigd te zijn volstaat het een enkelen blik te werpen op de hierbij gevoegde kaarten die sedert lang zijn verschenen in de *Annales des Mines de Belgique.*

8e Vraag.

Bij welke aanvragen wordt de hoedanigheid van ontdekker ingeroepen?

Antwoord.

Al de aanvragers om concessie hebben getracht te bewijzen, door onderzoekingswerken verricht door middel van boringen, dat zij de hoedanigheid van ontdekker bezitten, zooals die wettelijk verstaan wordt door den Mijnraad, namelijk, dat zij, met het oog op het bekomen van eene concessie op een bepaalden grond, onderzoekingen hebben gedaan overeenkomstig de wettelijke voorschriften, om het bestaan van een voordeelig ontginbaar mijnveld te bewijzen.

9e Vraag.

Is het waar dat concessie is aangevraagd voor den ondergrond van een gedeelte van Staatsdomein?

Hoe komt het dat de Staat geen boringen verricht heeft niet alleen op zijn domein, maar in den omtrek, zelfs ten titel van behoudingsmaatregel?

Antwoord.

De aanvragen, ingeschreven onder nummers 39 en 31, omvatten kleine gedeelten grond van het kamp van Beverloo.

Er dient echter te worden opgemerkt dat de boringen, verricht om die aanvragen te wettigen, gelegen zijn op een afstand van meer dan 1,000 meter van de gronden van Staatsdomein en dat daarenboven het grootste gedeelte dier gronden gelegen zijn benoorden de lijn, die beschouwd wordt als de noordergrens van de streek welke in concessie kan worden gegeven.

Daar de Staat nooit voornemens was zelf te ontginnen, heeft hij het niet

gepast gevonden, boringen te doen, maar evenmin werd iemand gemachtigd er te doen binnen de grenzen van het Staatsdomein.

10e Vraag.

Wat zou het kosten, volgens de inlichtingen, die wij bezitten, en volgens het vergelijkend onderzoek der werken in naburige landen uitgevoerd, om eene koolmijn interichten in de rijkste streek van het Kempisch bekken? — En hoeveel tijd zou daartoe waarschijnlijk noodig zijn?

Antwoord.

De inlichtingen, verworven door de tot hiertoe gedane boringen in het Kempisch bekken, laten niet toe den aard der te doorboren grondlagen nauwkeurig genoeg te bepalen om ze te nemen tot grondslag van een ontwerp tot boren van putten.

Men kan enkel voorzien dat het boren van de putten over 't algemeen zal gepaard gaan met talrijke moeilijkheden, vooral verwekt door het bestaan van heel dikke water-grondlagen waarvan sommige heel diep zijn gelegen. Het vraagstuk van het boren en inrichten van de putten door losse terreinen met onuitputbare waterwellen is, volgens de tot hiertoe opgedane ondervinding, enkel opgelost voor eene diepte van 250 tot 300 meter; men heeft, wel is waar, 375 meter bereikt, maar in bijzondere toestanden (werkwijze Kind-Chaudron-welmergel) (1).

Daaruit volgt dat in het nieuwe bekken, waar de dikte der losse terreinen meer dan even vermelde diepte en gemiddeld 600 meter bedraagt (2) en voor welke de werkwijzen met uitputting van het water, waarschijnlijk niet toereikend zullen zijn, het inrichten van de putten afhangt van nieuwen, in den mijnbouw te maken vooruitgang, die niet zonder dure leerscholen zal kunnen verkregen worden.

Is het waar dat men, als gemiddelde kosten van het stelsel van verstijving door koude, het bedrag van 5,000 frank per strekkenden meter mag aanhalen — terwijl het nochtans reeds meer dan het dubbel heeft bereikt — dan moet men niet vergeten dat dit bedrag enkel geldt voor diepten van ten hoogste 200 tot 275 meter. Niemand kan zeggen wat de toepassing van die werkwijze zou kosten voor grootere diepten en de ramingen zijn te meer onzeker daar uit de boringen is gebleken dat men, op sommige plaatsen, eene drukking van 55 atmosferen in de putten zal moeten behouden (3).

Wat de werkwijze Kind-Chaudron betreft, die gewoonlijk maar past voor het boren van de vaste grondlagen, mag men herinneren dat de gemiddelde kosten, waartoe zij aanleiding geeft voor diepten beneden de 400 meter, ten naaste bij kunnen geschat worden op nagenoeg 10,000 frank (de kosten hebben zelfs 20, 800 bereikt).

---

(1) P. Habets. *Revue universelle des mines*, deel I, Maart 1905, nr 5.

(2) Werk van den heer Denoël, *Annales des mines de Belgique*, deel IX, 1e aflevering.

(3) Het is aangenomen dat de gewone en thans gebezigde beschotten niet boven de 400 meter gaan, dus 40 atmosferen.

Men prijst, wel is waar, andere stelsels aan en er kwamen zelfs vennootschappen tot stand om nieuwe werkwijzen te ondernemen, maar tot hiertoe hebben die werkwijzen de proef niet doorstaan.

Onder die omstandigheden, wanneer men in acht neemt welke moeilijkheden hier te overwinnen zijn, moeilijkheden waarvan een aantal nog niet gekend zijn, wanneer men eenige ervaring bezit van wat « vooruitzichten » heet op nijverheidsgebied, zou men veeleer geneigd zijn het bedrag van 10,000 frank te verhoogen, dat voorkomt in het hier onderstaande voorontwerp, opgemaakt door den technischen dienst van eene onzer machtigste nijverheidsvennootschappen.

Thans en onder de huidige omstandigheden gelden die cijfers enkel als inlichting; wij deelen ze dus onveranderd mee.

Daarenboven dient hierop te worden aangedrongen dat dit voorontwerp van bestek veeleer werd opgemaakt om de betrekkelijke *hoegrootheid* der uitgave te kennen en, zooals hooger gezegd werd geen volstrekte beteekenis kan hebben.

Wat den waarschijnlijken tijd betreft op denwelken een koolput zou kunnen ingericht worden, de gegevens ontbreken volstrekt om op die vraag te antwoorden vermits geen proefneming bestaat van het boren van putten in zulke diep strekkende losse terreinen.

VOORONTWERP

van bestek voor het aanleggen van eene kolenmijn, ondersteld dat er 600 meter losse watergronden te doorboren zijn.

Boren en bekleeden van twee putten door 600 meter losse watergronden, dus 1,200 meter tegen 10,000 frank den strekkenden meter fr.	12,000,000
Boren en bekleeden van twee putten op 100 meter kolenterrein : 200 meter tegen 500 frank	100,000
Twee spilstellingen	60,000
Twee ophaalmachine's	120,000
Twee reddings-kaapstanders	20,000
Twee luchtververschers	50,000
Tien stoomketels met collector	100,000
Allerhande buizen	50,000
Bevoorradingspompen en aardzuigers	25,000
Ophaal-instelling	100,000
Schift-machine voor 1,000 ton met metalen gebouw	500,000
Waschinrichting voor 500 ton.	300,000
Coke-ovens (?) of briquettenfabriek (?)	500,000
Electrische verlichting	30,000
Allerhande gebouwen, afsluitingen, aardewerken, enz. . .	500,000
Verbinding met den spoorweg	100,000
Arbeiderswijk voor 1,200 werklieden of 400 huizen tegen	
Over te dragen. . .	14,555,000

Overdracht. . .	14,555,000
3,000 frank	1,200,000
Aankoop van grond	100,000
Onkosten van vroegere onderzoekingen, oprichting der vennootschap	300,000
Algemeene kosten gedurende de inrichting	400,000
Bedrijfskapitaal	500,000
Dienstmaterieel met inbegrip van paarden en locomotieven .	300,000
TOTAAL	17,355,000

N. B. — In dit totaal zijn niet begrepen de tusschengevoegde intresten.

11e VRAAG.

Welke is de voorraad aan ijzererts, die in concessie kan worden gegeven krachtens artikel 1 der wet van 1810 en nog voorkomt in de ontgonnen streken van 't land? Welke inlichtingen hebben wij over de ijzerertsen in de Kempen, die in concessie kunnen gegeven worden?

ANTWOORD.

In het begin van het jaar 1879 heeft de heer Minister van Openbare Werken een grondig onderzoek bevolen naar de in ons land nog voorhanden zijnde mijnvelden van ijzererts.

Dat onderzoek gebeurde in den loop der jaren 1880, 1881 en 1882 en gaf aanleiding tot een zeer uitgebreid verslag dat overgemaakt werd aan den Mijnraad.

Bij advies van 18 Mei 1883 heeft die Raad een voorontwerp van wet aangeboden om voor de ijzermijnvelden de wetten van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837 te wijzigen, en het verleenen toe te laten van concessiën van eigenlijken ijzermijnen, te weten van ijzerertsen te ontginnen onder den grond, dat wil zeggen, « met putten en galerijen en met onontbeerlijk » behulp van regelmatige en bestendige kunstwerken, zooals weghaling- en » vervoergalerijen, en putten met machine's voor het ophalen van het erts, » voor het uitpompen van het water en voor de luchtverversching. »

Deze zaak is zonder gevolg gebleven.

Over de ijzervelden die in de Kempen in concessie kunnen gegeven worden, bezitten wij geen andere inlichtingen dan die welke verstrekt werden door den heer G. Lambert in het vlugschrift dat hij daarover uitgaf.

FRANCOTTE.

N. B. — Zie voor de studie van dat vraagstuk van 't boren van putten :

Revue Universelle, 1901, deel LVI, nr 1, bldz. 59.
— — 1902 — LIX — 1 — 76.
— — 1905 — I — 3 — 506.
Annales des Mines de Belgique, 1905 — X — 1 — 41.

Werken van het Internationaal Congres der mijnen en der metallurgie gehouden te Luik in Juni 1905, deel I, blzdn 401-419; 503-525.

Lijst der aanvragen om

Toestand op

NAMEN DER AANVRAGERS.	Datum der aanvragen.	Aangevraagde uitgestrektheid.	Gemeenten.
			Provincie
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (nr 1).	5 October 1901.	2,331 hect., 40 are.	Asch in de Kempen, Op-Glabbeeck, Niel-bij-Asch, Opoeteren, Dilsen, Lanc-klaar, Mechelen aan de Maas, Genck.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (nr 2).	5 November 1901.	986 hect., 55 are.	Asch in de Kempen, Op-Glabbeeck.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (nr 3).	22 November 1901.	991 hect., 64 are, 45 centiare.	Niel-bij-Asch, Opoeteren, Asch in de Kempen en Op-Glabbeeck.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (nr 4).	4 December 1901.	1,097 hectare.	Genck en Asch in de Kempen.
Naamlooze vennootschappen de Patience et Beaujonc, te Glain en de l'Espérance et Bonne Fortune, te Montegnée (nr 5).	30 December 1901.	3,109 hect., 70 are.	Gruitrode, Op-Glabbeeck, Opoeteren en Niel-bij-Asch.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'Exploitation (nr 6).	20 Januari 1902.	2,883 hect., 78 are.	Houthalen, Zonhoven en Zolder.
Naamlooze vennootschap John Cockerill, te Seraing (nr 7).	22 Februari 1902.	1,876 hect., 45 are.	Wijshagen, Op-Glabbeeck, Asch in de Kempen, Genck.
De heeren baron de Pitteurs-Hiégaerts en deelgenooten (nr 9).	27 Februari 1902.	1,930 hect., 50 are.	Asch in de Kempen, Genck, Sutendael, Op-Grimby en Mechelen aan de Maas.
Société anonyme limbourgeoise de Recherches et d'Explorations minières (nr 10).	27 Februari 1902.	1,472 hect., 85 are.	Genck en Sutendaal.
Nouvelle Société anonyme de Recherches et d'exploitation (nr 11).	8 Maart 1902.	2,720 hectare.	Houthalen, Meuwen, Wijshagen, Op-Glabbeeck, Asch en Genck.
De heer Masy, Th., Juffrn Wittouck, E. en M. Thron, E. (nr 12).	14 April 1902.	2,075 hect., 50 are.	Meuwen, Wijshagen, Genck, Houthalen.
Société anonyme limbourgeoise de Recherches et d'Explorations minières (nr 13).	26 April 1902.	1,504 hect., 72 are.	Genck.
Naamlooze vennootschap der Charbonnages de Courcelles-Nord (nr 14).	7 Mei 1902.	1,892 hect., 56 are.	Hasselt, Zonhoven en Zolder.
Naamlooze vennootschap der Charbonnages de Bascoup (nr 15).	7 Juni 1902.	1,570 hect., 90 are.	Heusden, Houthalen, Zolder en Zonhoven.

concessie van kolenmijnen.

15 Maart 1906

Hoeverre het onderzoek is gevorderd.	Aanvragen waarover de Mijnraad advies uitbracht.	*Opmerkingen.*
Limburg		
Voltooid.	De Mijnraad bracht advies uit op 14 April 1905.	
Voltooid.	Idem.	
Voltooid.	Idem.	
Voltooid.	Idem.	
Voltooid.	Advies op 28 Juli 1905.	
Aanvraag teruggezonden om advies aan den Mijnraad op 30 December 1904.	»	Moet onderzocht worden tezelfdertijd als de aanvraag nr 36 waarmede zij in mededinging is.
Voltooid.	Advies op 28 Juli 1905.	
Aanvraag teruggezonden om advies aan den Mijnraad op 30 November 1905.	»	Moet onderzocht worden met de aanvraag nr 40, die ermede in verband staat. De aanvragers bezitten uitgestrekte eigendommen in de streek waar de boring tot onderzoekingen werd uitgevoerd.
Voltooid.	Advies op 14 Juli 1905.	
Voltooid.	Advies op 24 December 1905.	
Voltooid.	Advies op 28 Juli 1905.	De aanvragers bezitten een uitgestrekten grond in den omtrek waarvoor concessie is aangevraagd.
Voltooid.	Advies op 14 Juli 1905.	
Aanvraag teruggezonden om advies aan den Mijnraad op 12 Januari 1906.	»	Ter griffie van den Mijnraad overgelegd op 28 Februari 1906.
Aanvraag teruggezonden om advies aan den Mijnraad op 12 Januari 1906.	»	Ter griffie van den Mijnraad overgelegd op 3 Maart 1906.

NAAM DER AANVRAGERS.	Datum der aanvragen.	Aangevraagde uitgestrektheid.	Gemeenten.
Société charbonnière Limbourgeoise (naamlooze vennootschap) (nr 16).	25 Juni 1902.	1,709 hect., 93 are.	Hasselt, Houthalen, Genck, en Zonhoven.
De heer baron Goffinet (nr 17).	2 Juli 1902.	1,866 hect., 80 are.	Houthalen en Helchteren.
Naamlooze vennootschap der Charbonnages du Nord de la Belgique (nr 18).	14 Juli 1902.	1,570 hect., 70 are.	Dilsen en Lanklaar.
De heeren graaf de Theux de Meylandt et consorts (nr 19).	26 Juli 1902.	2,155 hect., 5 are.	Zolder, Heusden, Stockroye en Lummen.
Naamlooze vennootschap der Charbonnages de Mariemont (nr 20).	16 Augustus 1902.	1,901 hectare.	Coursel, Heusden, Zolder, Houthalen en Helchteren.
Naamlooze vennootschap der Exploitants et Propriétaires réunis pour Exploration minière dans le Nord de la Belgique (nr 21).	20 Augustus 1902.	3,021 hect., 50 are.	Lanklaar, Stockheim, Meeswijck, Leuth, Eysden, Vucht en Mechelen.
Naamlooze vennootschap der Charbonnages du Nord de la Belgique (nr 22).	10 October 1902.	1,614 hectare.	Lanklaar, Eysden, Vucht, en Mechelen aan de Maas.
Naamlooze vennootschap der Charbonnages de la Meuse (nr 25).	3 December 1902.	1,624 hect., 47 are.	Lanklaar, Stockheim, Meeswijck, Leuth, Eysden, Vucht en Mechelen aan de Maas.
Société campinoise de Recherches et d'Exploitation de houille (nr 26).	13 December 1902.	3,195 hect., 70 are.	Beeringen, Pael, Lummen, Heusden en Coursel.
Société anonyme de Recherches minières dans la Campine limbourgeoise (nr 27).	13 Januari 1903.	2,326 hect., 85 are.	Paal, Tessenderloo, Quaadmechelen, Oostham en Beverloo.
Société minière du Nord-Est belge (naamlooze vennootschap) (nr 31).	15 Februari 1903.	4,257 hect., 59 are.	Coursel, Beeringen, Paal, Beverloo, Heppen, Oostham, Quaadmechelen en Léopold-Burg.
Naamlooze vennootschap der Propriétaires Unis pour la recherche et l'exploitation houillère en Belgique (nr 33).	28 Februari 1903.	2,182 hect., 94 are.	Meeswijck, Stockheim, Lanklaar, Dilsen en Rothem.
De heer baron Goffinet (nr 34).	1 April 1903.	3,100 hect., 18 are.	Peer, Houthalen, Meuwen, Helchteren en Wijshagen.
Naamlooze vennootschap der Charbonnages des Propriétaires de Coursel-Heusden (nr 35).	1 April 1903.	2,815 hectare.	Coursel en Heusden.

Hoeverre het onderzoek is gevorderd.	Aanvragen waarover de Mijnraad advies uitbracht.	*Opmerkingen.*
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 4 November 1905.	»	Tijdverlenging verleend door den Mijnraad tot 14 April 1906.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 30 December 1905.	»	Moet onderzocht werden samen met de aanvragen nrs 34 en 39 die er aan grenzen.
Op 8 December 1905, heeft de Bestendige Deputatie een nieuw onderzoek bevolen dat thans in gang is.	»	
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 12 Januari 1906.	»	Ter griffie overgelegd op 5 Maart 1906. De aanvrager beroept zich erop eigenaar te zijn van een groot gedeelte van de aangevraagde gronden.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 12 Januari 1906.	»	Ter griffie van den Mijnraad overgelegd op 2 Maart 1906. Die aanvraag moet onderzocht worden met die onder nr 35.
Op 8 December 1905, heeft de Bestendige Deputatie een nieuw onderzoek bevolen dat thans in gang is.	»	Daar de stukken bij de Bestendige Deputatie berusten, is het niet mogelijk de inlichtingen te verstrekken over de hoedanigheid van eigenaar van den bovengrond bij de aanvragers.
Op 8 December 1905, heeft de Bestendige Deputatie een nieuw onderzoek bevolen dat thans in gang is.	»	
Op 1 December 1905, heeft de Bestendige Deputatie een nieuw onderzoek bevolen dat thans in gang is.	»	Zelfde opmerking als voor de aanvraag nr 21.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 19 Februari 1906.	»	In onderzoek bij den Mijnraad.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 19 Februari 1906.	»	In onderzoek bij den Mijnraad.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 19 Februari 1906.	»	In onderzoek bij den Mijnraad. De aanvraagster beroept zich op voorkeurrecht namens talrijke eigenaars van den bovengrond.
Op 8 December 1905 heeft de Bestendige Deputatie een nieuw onderzoek bevolen dat thans in gang is.	»	Zelfde bemerking als voor de aanvragen 21 tot 25, betreffende de eigenaars van den bovengrond.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 25 Januari 1906.	»	In onderzoek bij den Mijnraad.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 19 Februari 1906.	»	De aanvraagster beroept zich op voorkeurrecht namens talrijke eigenaars van den bovengrond.

NAAM DER AANVRAGERS.	Datum der aanvragen.	Aangevraagde uitgestrektheid.	Gemeenten.
Naamlooze vennootschap der Charbonnages de Houthalen (nr 36).	11 Mei 1903.	4,263 hect., 21 are, 15 centiare.	Houthalen.
Société civile de Recherches L'Oeteren (nr 37).	2 Juni 1903.	1,274 hectare.	Lanklaar, Eysden, Vucht en Mechelen aan de Maas.
Naamlooze vennootschap La Campine (nr 39).	30 Juni 1904.	3,075 hectare.	Coursel, Heusden, Peer, Meuwen.
De heeren Evence Coppée, te Brussel, Raoul Warocqué, te Morlanwelz, A. Orban, te Brussel en V. Latinis (deze laatste voor de vennootschap La Campine (nr 40).	9 Juli 1904.	1,677 hectare.	Sutendaal, Op-Grimby, Mechelen en Reckheim.
De heer Jules Wilmart, zoowel in eigen naam als in zijne hoedanigheid van lasthebber van al de erfgenamen van wijlen den heer Jules Urban en van wijlen den heer Valentin Putsage (nr 41).	14 Januari 1905.	3,663 hectare.	Genck, Sutendaal, Op-Grimby, Reckheim, Lanaken en Neerharen.
De heer André Dumont (nr 42).	5 April 1905.	3,129 hectare.	Neeroeteren, Maaseik, Eelen, Rothem en Dilsen.

Provincie

Société Anversoise de Sondages (nr 3).	3 November 1902.	4,778 hect., 51 are.	Gheel, Moll, Meerhout.
De heer graaf de Mérode-Westerloo (nr 4).	27 December 1902.	2,534 hectare.	Tongerloo, Westerloo, Oevel, Gheel, Oolen, Zoerle-Parwijs.
Naamlooze vennootschap Recherches minières dans la Campine anversoise (nr 8).	7 Mei 1903.	6,052 hect., 26 are.	Norderwijck, Herenthals, Oolen, Oevel, Gheel, Tongerloo, Lichtaart.
Naamlooze vennootschap Recherches minières dans la Campine anversoise (nr 10).	7 November 1903.	1,807 hect., 39 are.	Casterlé, Poederlé, Herenthals, Oolen, Gheel et Lichtaart.

Hoeverre het onderzoek is gevorderd.	Aanvragen waarover de Mijnraad advies uitbracht.	*Opmerkingen.*
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 25 Januari 1905.	»	In onderzoek bij den Mijnraad. De vennootschap zegt eigenares te zijn of de eigendomsvoorkeur te bezitten van nagenoeg 3,500 hectare, dus van de 8/10 nagenoeg van den grond waardoor concessie is gevraagd.
Het onderzoek is voltooid; de stukken zullen eerlang aan den Mijnraad overgemaakt worden.	»	Die aanvraag zal teruggezonden worden naar den Mijnraad samen met de aanvragen welke thans in onderzoek zijn bij de Bestendige Deputatie.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 30 November 1905.	»	Tijdverlenging verleend door den Mijnraad tot 26 April 1906.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 25 December 1905.	»	Tijdverlenging verleend door den Mijnraad tot 26 Apil 1906.
Voltooid.	Advies op 24 November 1905.	
In onderzoek bij de Bestendige Deputatie.	»	

d'Anvers.

Aanvraag om advies naar den Mijnraad teruggezonden op 16 Juni 1905.	»	Die aanvraag kan door den Mijnraad enkel onderzocht worden tezelfdertijd als de aanvragen n^rs 8 en 10.
Aanvraag naar den Mijnraad teruggezonden op 25 Januari 1905.	»	Inonderzoek bij den Mijnraad. De aanvrager beroept zich erop eigenaar te zijn van een gedeelte van den grond waarvoor concessie is gevraagd.
Aanvragen om advies naar den Mijnraad teruggezonden op 13 Januari 1906.	»	In onderzoek bij den Mijnraad.

NAMEN DER AANVRAGERS.	Datum der aanvragen.	Aangevraagde uitgestrektheid.	Gemeenten.
Provinciën			
Société anonyme Campinoise pour favoriser l'industrie minière. (Nr 6) Antwerpen. (Nr 30) Limburg.	17 Februari 1903.	2,990 hectare.	Tessenderloo, Quaadmechelen, Oostham, Vorst, Meerhout, Olmen.
Société Anversoise de Sondages. (Nr 9) Antwerpen. (Nr 38) Limburg.	29 Juli 1903.	3,943 hect., 74 are, 55 centiare.	Moll, Balen, Meerhout, Olmen. Quaadmechelen, Oostham.
Provinciën Antwerpen,			
Mevr. de Gravin J. de Mérode en de heer Graaf de Mérode Westerloo. (Nr 2) Antwerpen. (Nr 29) Limburg. (Nr 1) Brabant.	15 Januari 1906.	5,775 hect., 30 are.	Westerloo, Gheel, Veerle, Hersselt, Varendonck, Zoerle-Parwijs en Eyndhout. Sichem, Testelt, Langdorp, Tessenderloo.

Hoeverre het onderzoek is gevorderd.	Aanvragen waarover de Mijnraad advies uitbracht.	*Opmerkingen.*
Antwerpen-Limburg.		
Aanvraag om advies aan den Mijnraad teruggezonden op 17 Januari 1906.	»	In onderzoek bij den Mijnraad. De aanvraagster beroept zich er op eigenaar te zijn van het grootste gedeelte van den grond waarvoor concessie is aangevraagd.
In onderzoek bij 't provinciaal bestuur van Antwerpen.	»	Zelfde opmerking als bij de aanvragen nrs 21 en 25.
Brabant en Limburg.		
Aanvraag om advies aan den Mijnraad teruggezonden op 25 Januari 1906.	»	De aanvragers beroepen zich er op eigenaars te zijn van meer dan een derde van den grond waarvoor concessie is aangevraagd.

NEDERLAND

● **BORINGEN.** — Het negatief nummer tusschen twee haakjes (—) wijst aan, in meters, de diepte beneden het waterpas der zee waarop de *Steenkool* en soms de *Trias* ontdekt werden. — Om de dikte der *losse terreinen* boven die gezamenlijke lagen te bekomen, moet men er de diepte bijvoegen van den mond der boring (nevenstaande tabel).

Het tweede nummer duidt percentsgewijze aan het gehalte vluchtige stoffen van de eerst ontmoete kolenlagen.

De groote lijnen in volle strepen duiden de krommingen aan van het vlak der primaire bergen.

De lijnen in onderbroken streepjes duiden aan eene poging van verbinding in 1903, door den heer Harzé, van groepen kolenlagen van hetzelfde gehalte. Deze poging wordt vermeld onverminderd andere pogingen door verschillende ingenieurs.

Sommige lijnen duiden onderstelde terwerpingen der lagen aan.

Staatsdomein.

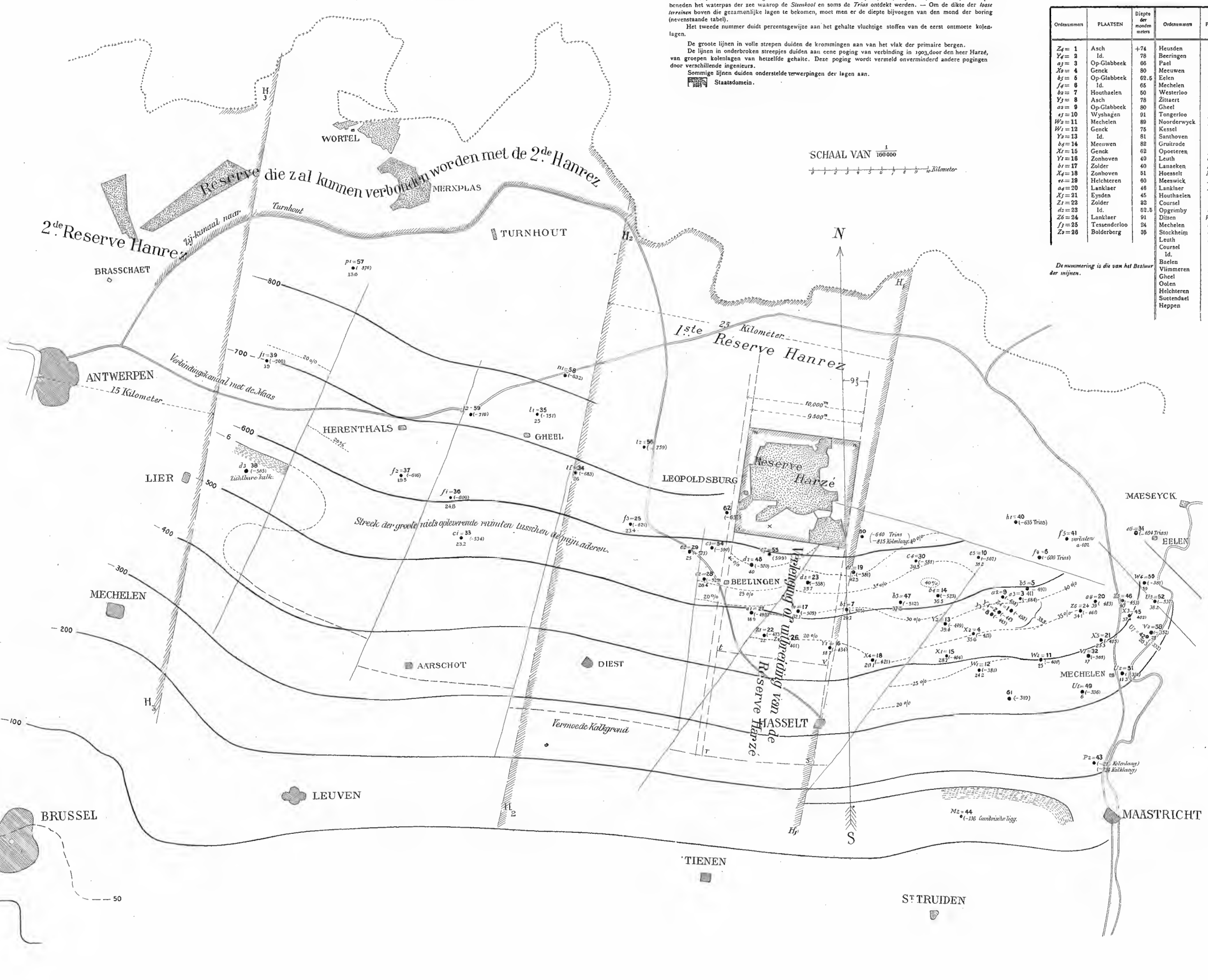
SCHAAL VAN $\frac{1}{160\,000}$

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 Kilometer

TABEL DER BORINGEN

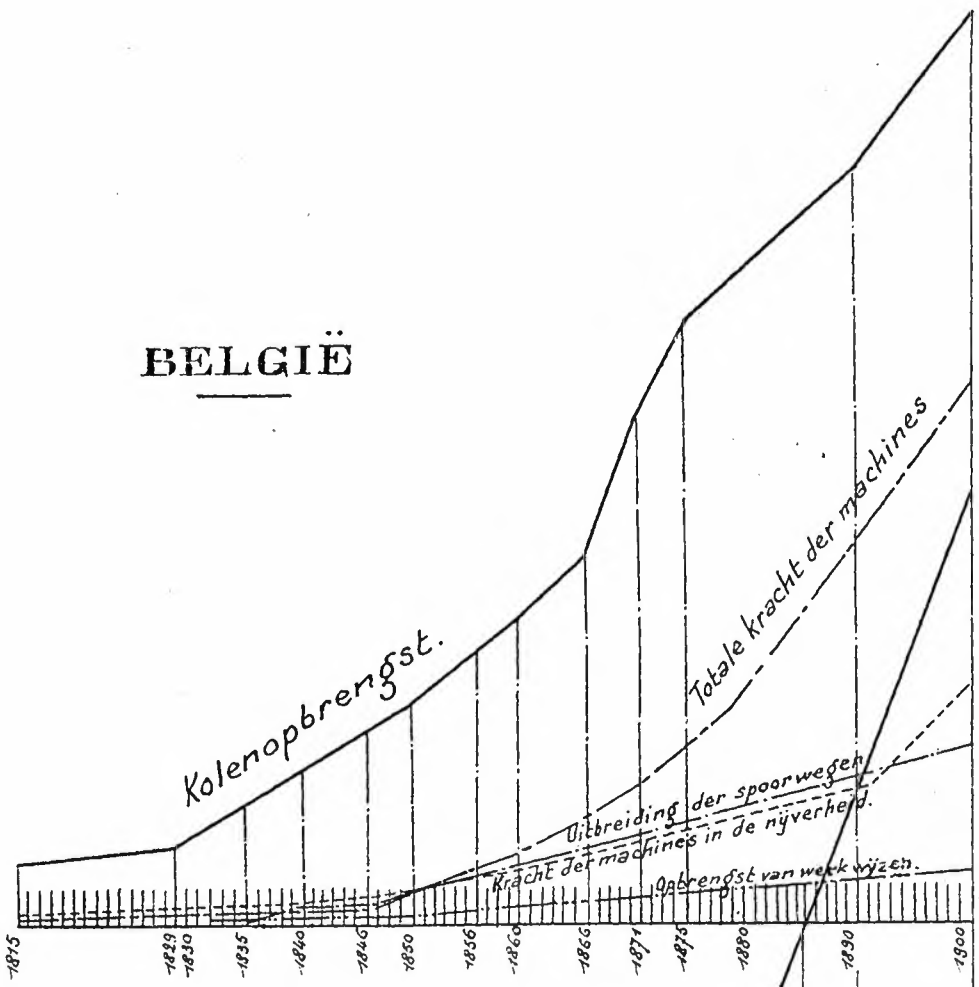
Ordenummers	PLAATSEN	Diepte der monden meters	Ordenummers	PLAATSEN	Diepte der monden meters
$Z_4 = 1$	Asch	+74	Heusden	$a_1 = 27$	+32
$Y_4 = 2$	Id.	78	Beeringen	$c_2 = 28$	28
$a_3 = 3$	Op-Glabbeek	66	Pael	$e_3 = 29$	32
$X_3 = 4$	Genck	80	Meeuwen	$e_4 = 30$	62
$b_5 = 5$	Op-Glabbeek	62.5	Eelen	$e_6 = 31$	35
$f_4 = 6$	Id.	65	Mechelen	$V_1 = 32$	45
$b_2 = 7$	Houthaelen	50	Westerloo	$c_1 = 33$	13.5
$Y_3 = 8$	Asch	78	Zittaert	$i_2 = 34$	24
$a_3 = 9$	Op-Glabbeek	80	Gheel	$l_2 = 35$	24
$e_3 = 10$	Wyshagen	91	Tongerloo	$f_1 = 36$	17
$W_3 = 11$	Mechelen	89	Noorderwyck	$f_3 = 37$	17
$W_1 = 12$	Genck	75	Kessel	$d_3 = 38$	8
$Y_2 = 13$	Id.	81	Santhoven	$j_1 = 39$	10.5
$b_2 = 14$	Meeuwen	82	Gruitrode	$h_2 = 40$	75
$X_1 = 15$	Genck	62	Opoeteren	$f_5 = 41$	50
$Y_1 = 16$	Zonhoven	40	Leuth	$U_3 = 42$	41
$b_1 = 17$	Zolder	40	Lanaeken	$P_3 = 43$	53
$X_4 = 18$	Zonhoven	51	Heeselt	$M_2 = 44$	56
$e_1 = 19$	Helchteren	60	Meeswick	$X_3 = 45$	38
$a_4 = 20$	Lanklaer	46	Lanklaer	$Z_1 = 46$	39
$X_1 = 21$	Eysden	45	Houthaelen	$b_3 = 47$	75
$Z_1 = 22$	Zolder	32	Coursel	$d_1 = 48$	39
$d_2 = 23$	Id.	52.5	Opgrimby	$U_1 = 49$	47
$Z_6 = 24$	Lanklaer	91	Dilsen	$W_4 = 50$	57
$f_3 = 25$	Tessenderloo	24	Mechelen	$U_2 = 51$	41
$Z_2 = 26$	Bolderberg	35	Stockheim	$U_3 = 52$	86
			Leuth	$V_2 = 53$	40
			Coursel	$c_3 = 54$	89.6
			Id.	$e_7 = 55$	48
			Baelen	$l_2 = 56$	29
			Vlimmeren	$p_1 = 57$	13.6
			Gheel	$n_1 = 58$	22
			Oolen	$j_2 = 59$	16
			Helchteren	60	78
			Suetendael	61	80
			Heppen	62	42

De nummering is die van het Bestuur der mijnen.

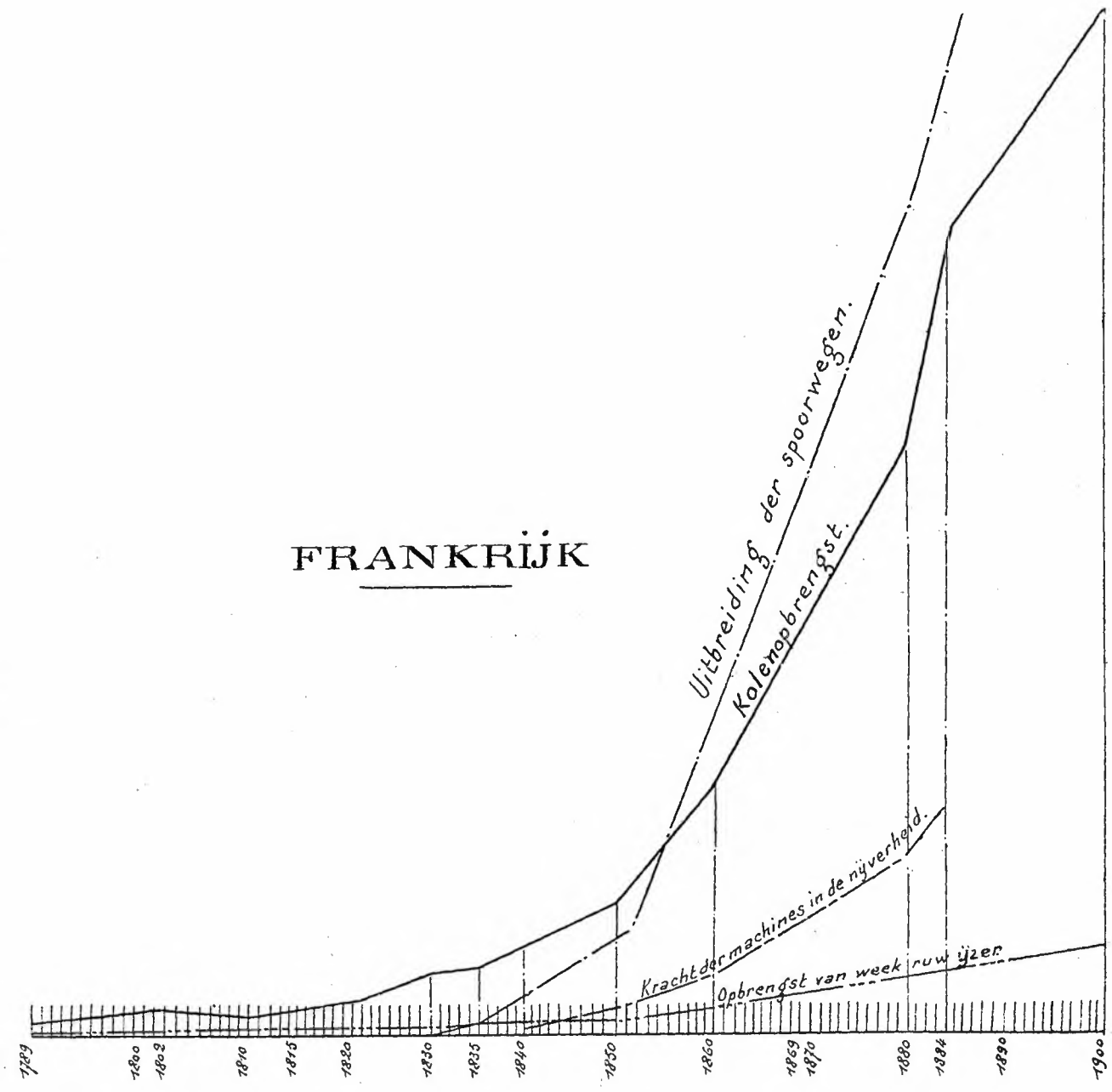


NOTA VAN DEN HEER H. DENIS.

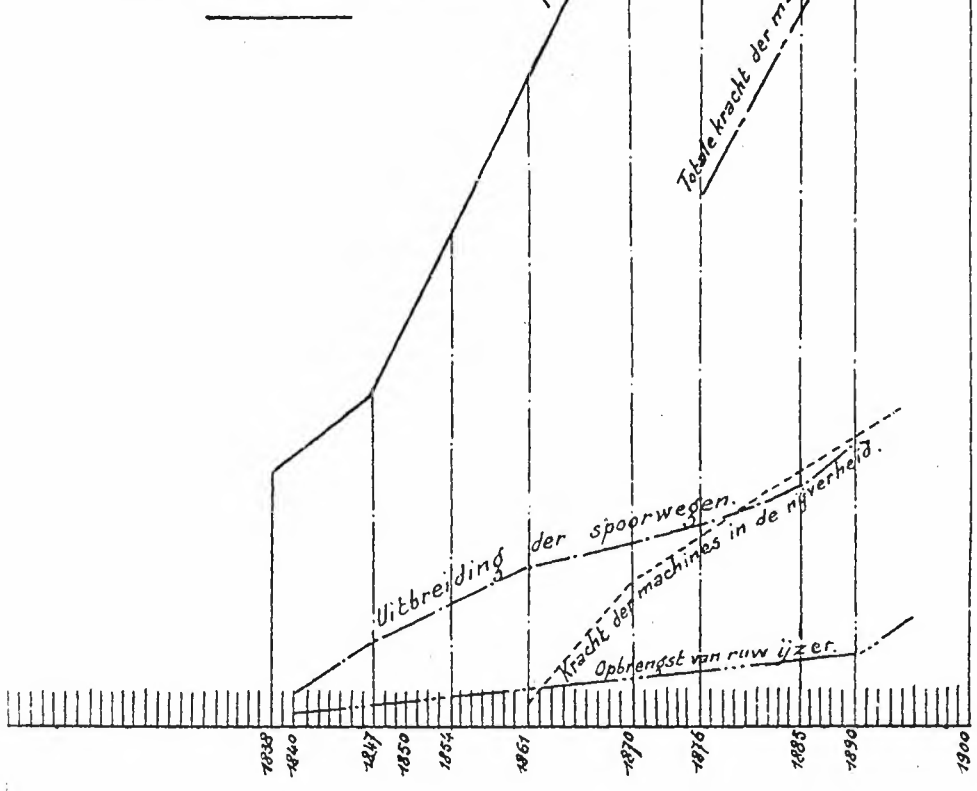
BELGIË



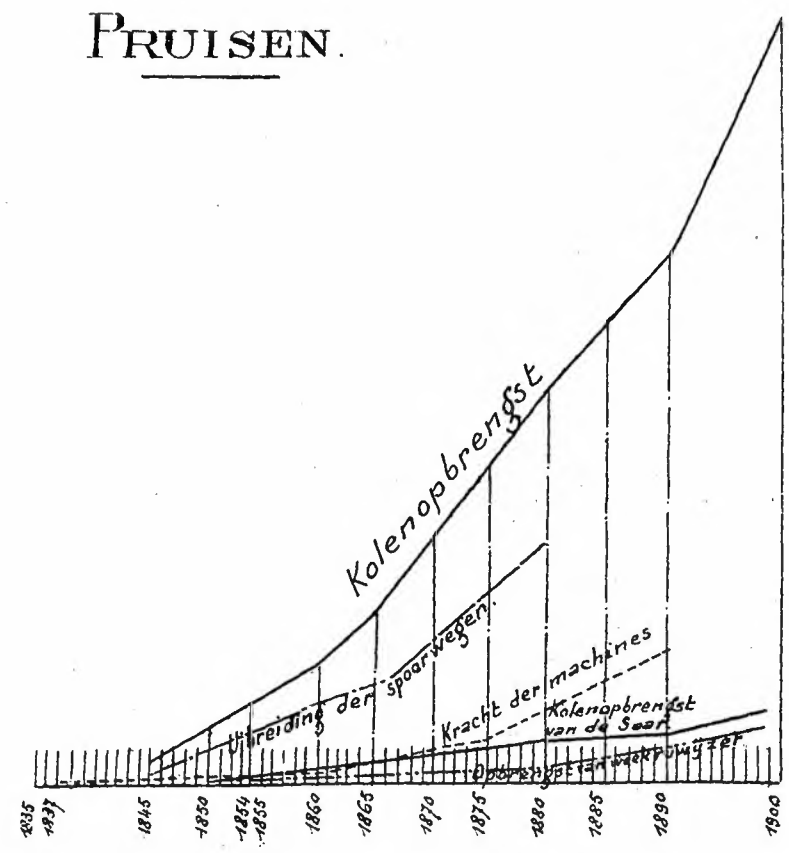
FRANKRIJK



ENGELAND



PRUISEN.

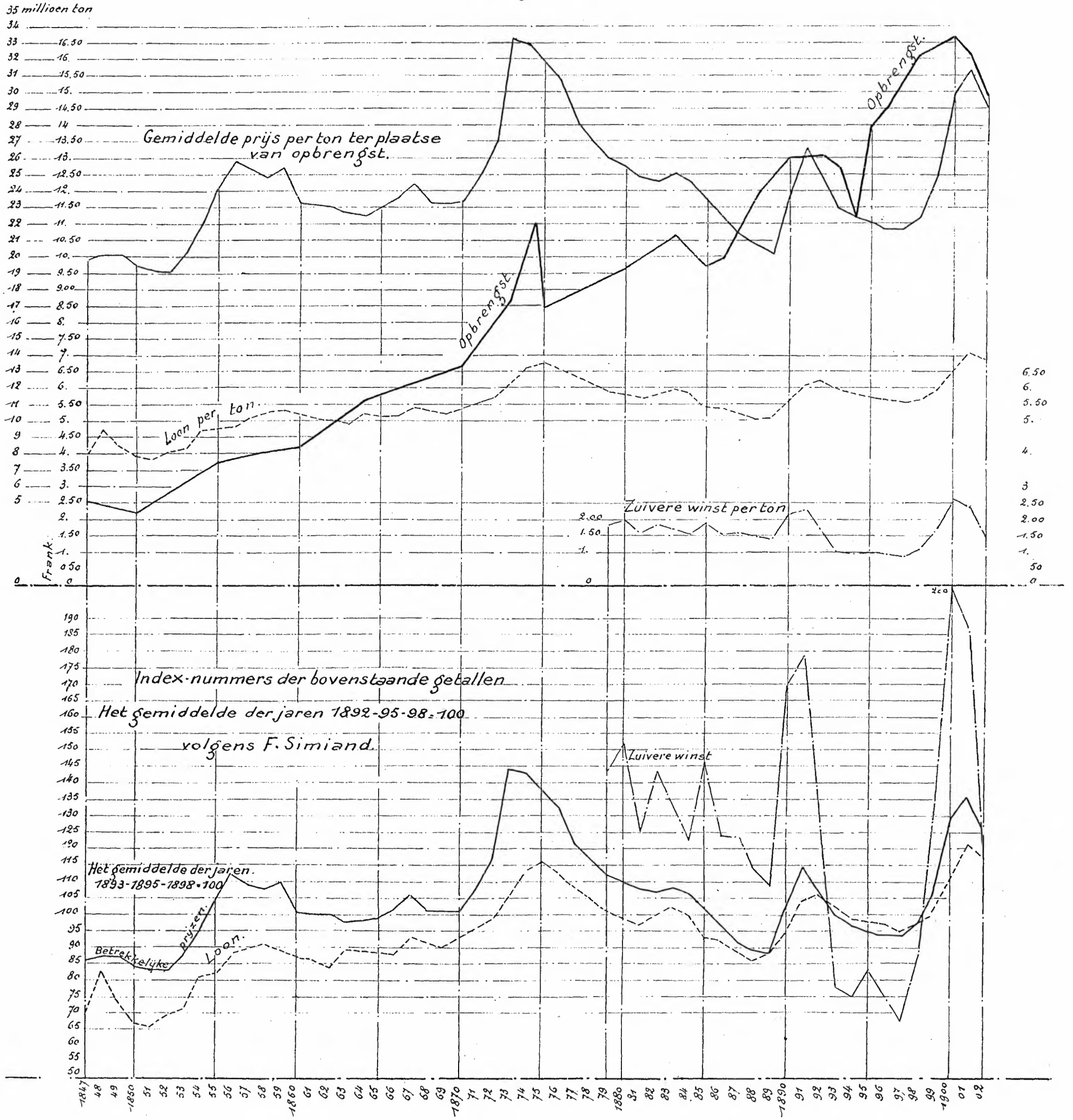


Legende.

Engeland	2 m.m. p. 1.000.000 T
	2 m.m. p. 1.000 Km.
Pruisen	2 m.m. p. 100.000 C.V.
België	1 m.m. p. 100.000 T
	1 m.m. p. 100 Km.
Frankrijk.	1 m.m. p. 100.000 C.V.

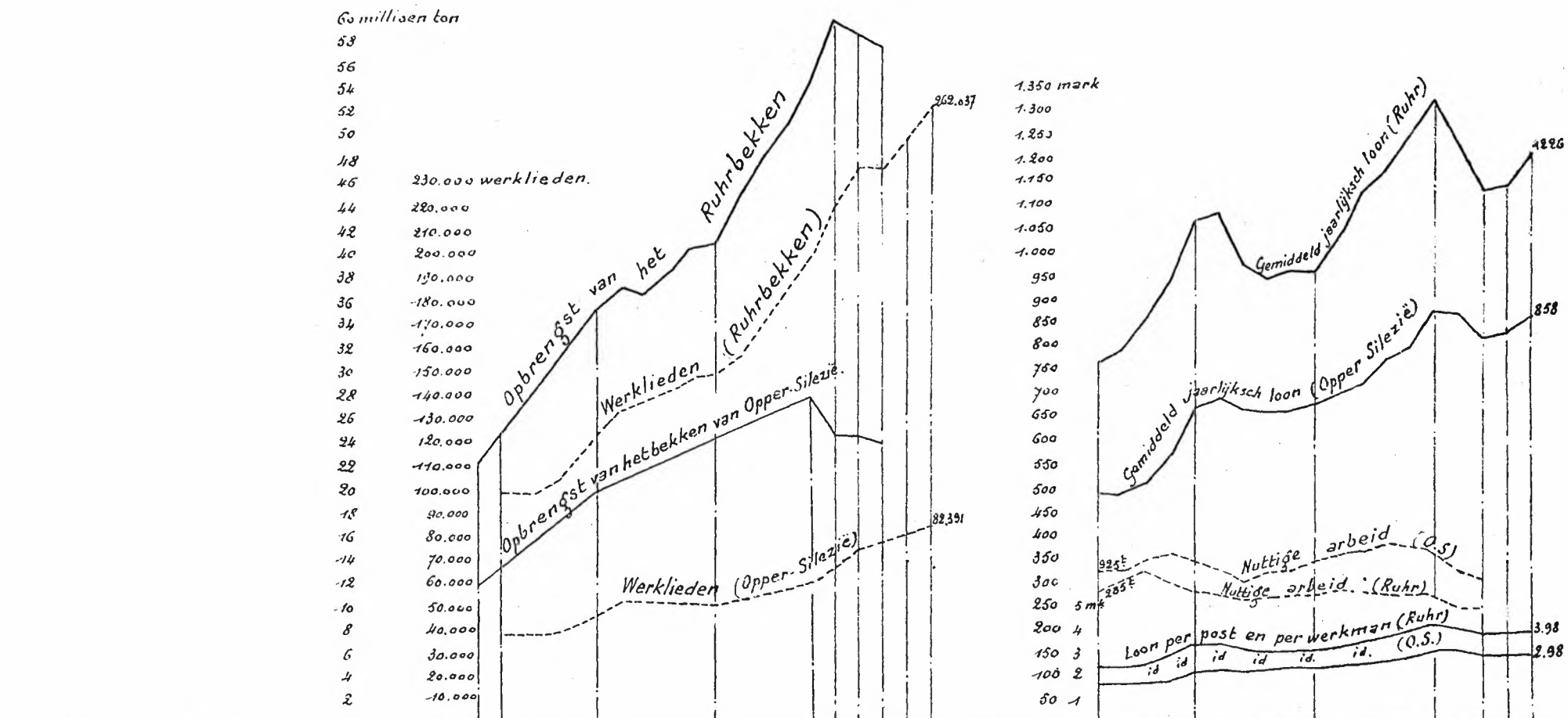
De Steenkool in Frankrijk

De prijzen.

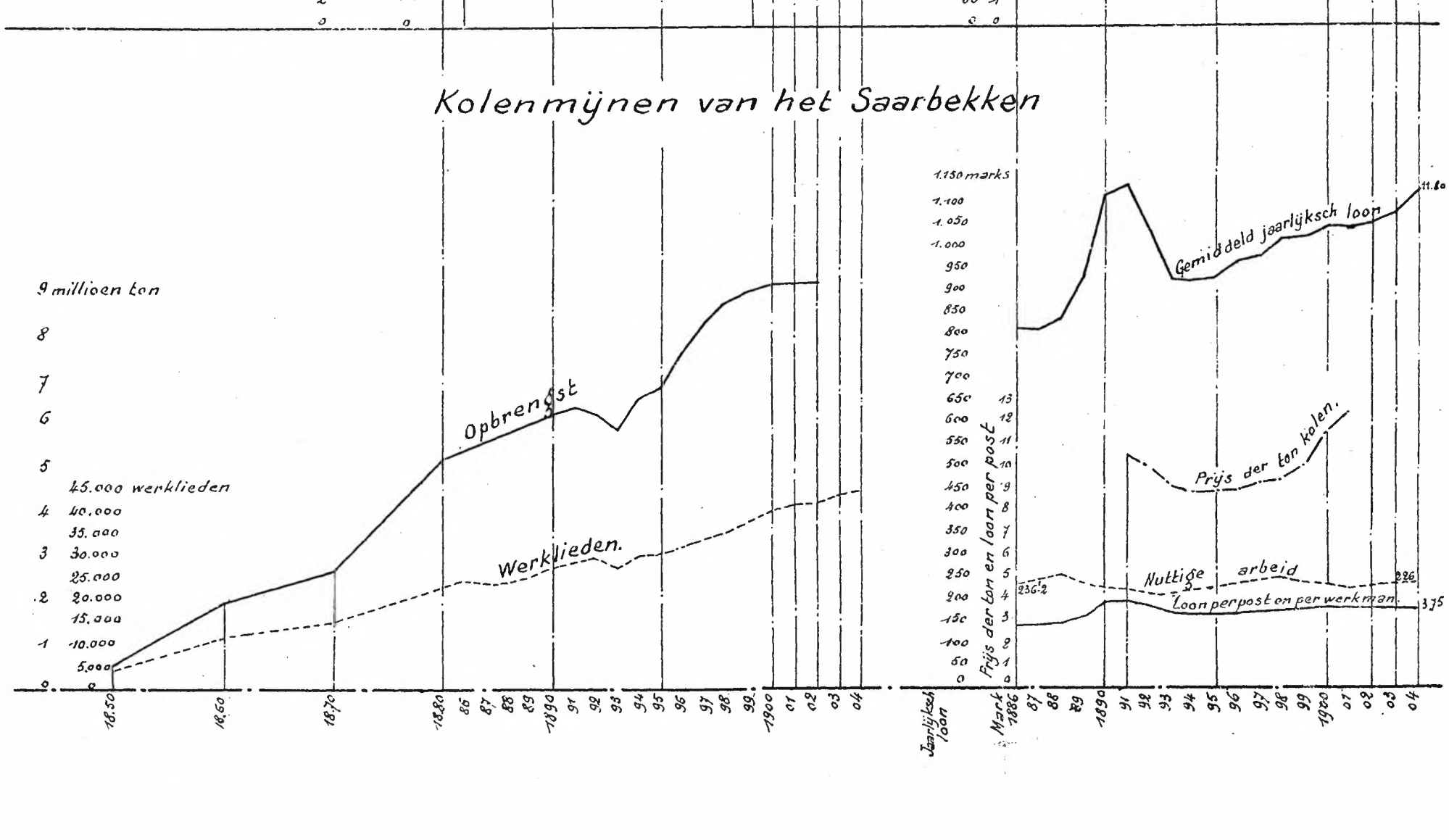


Prijs van de steenkolen in Engeland.
Nuttige arbeid
Uitgaven en baten per ton
Loon per ton
Prijs van de steenkolen.
Loon per ton. (Loonen in 1886-100.)
Uitgaven en baten per ton (1886-100)
Nuttige arbeid.
Prijzen
Index-getallen van de prijzen der kolen.
1867-77-100
Index-getallen

Vergeleken Kolenmijnen Duitschland



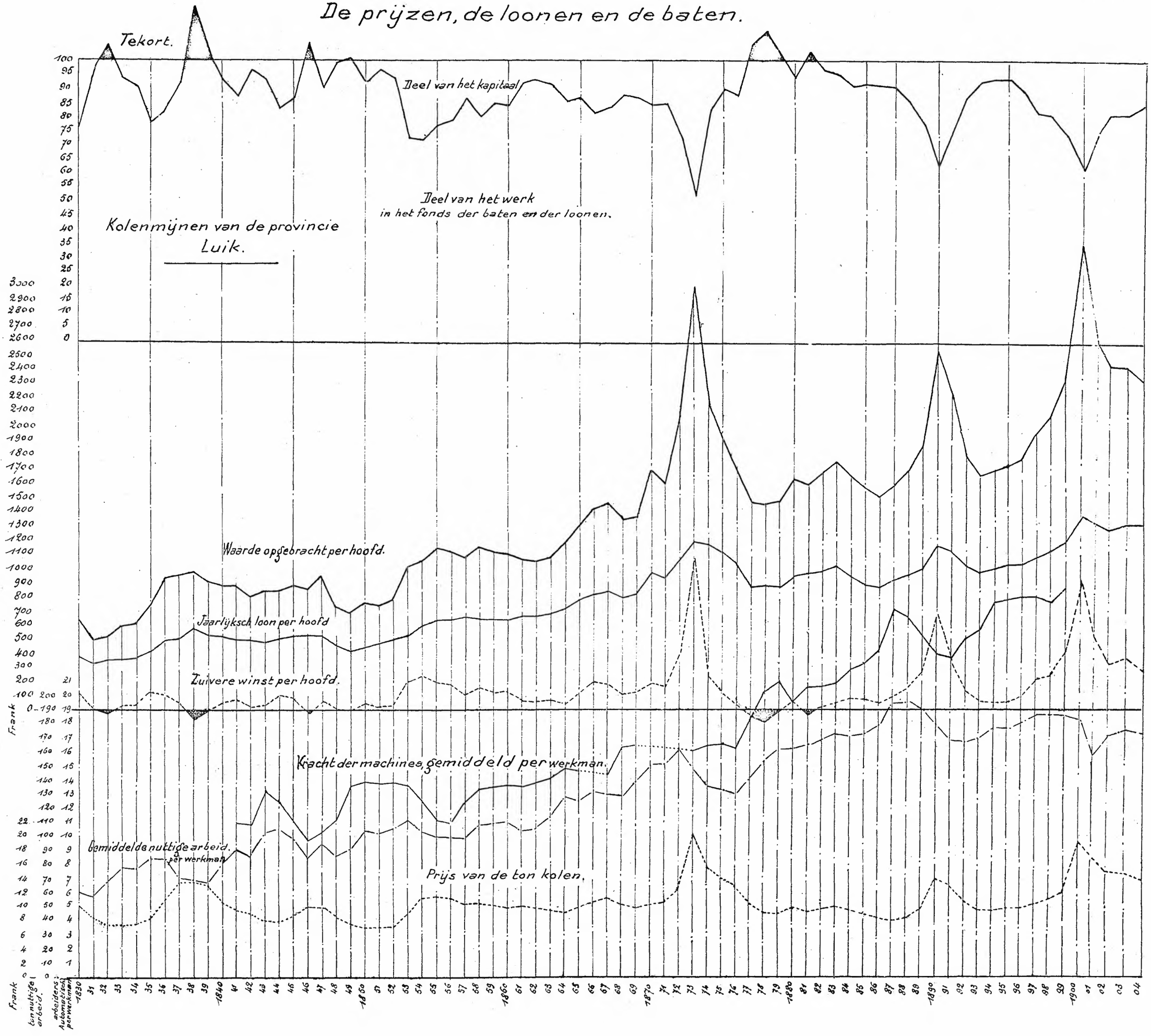
Kolenmijnen van het Saarbekken



De kolenmijnen in de XIX^de eeuw

De prijzen, de loonen en de baten.

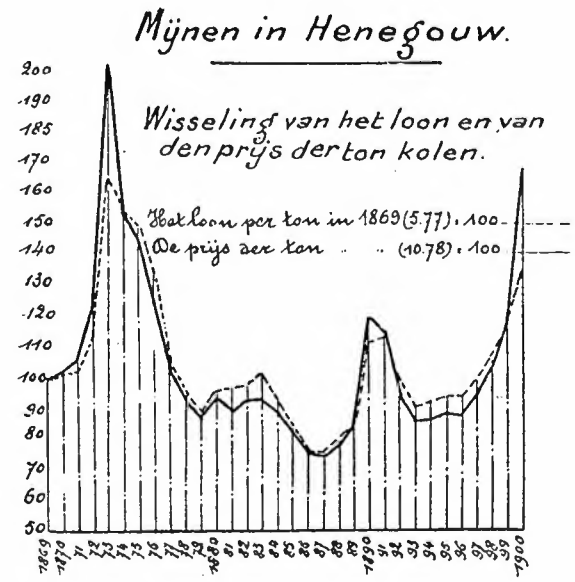
Nota van den Heer H. Denis.

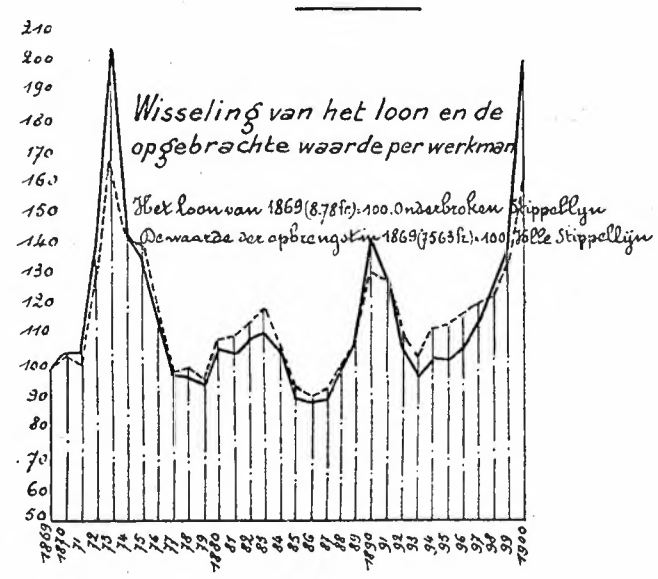


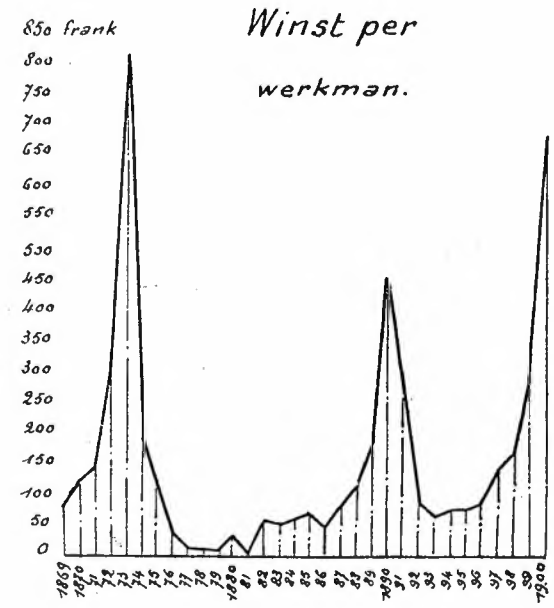
Nota van den Heer H. Denis.

De Verdeeling in de kolenmijnen.

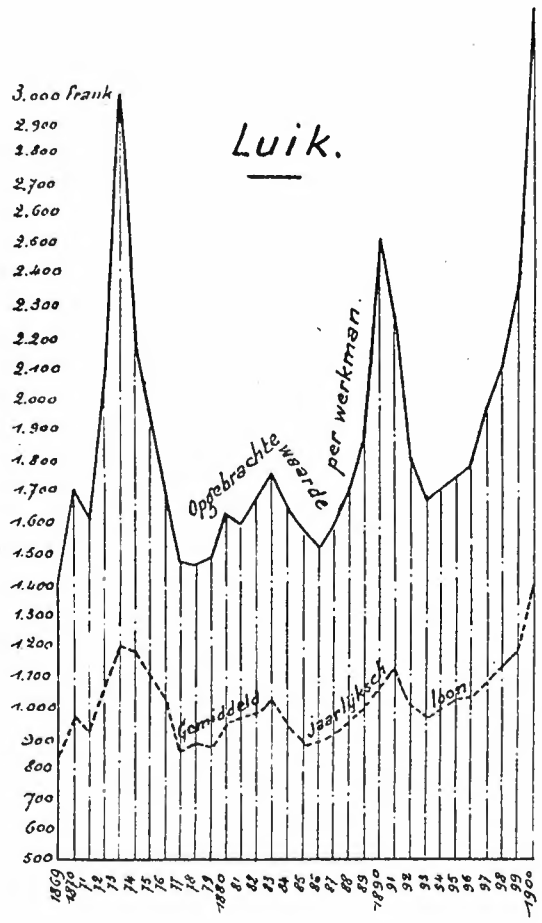
Henegouw.

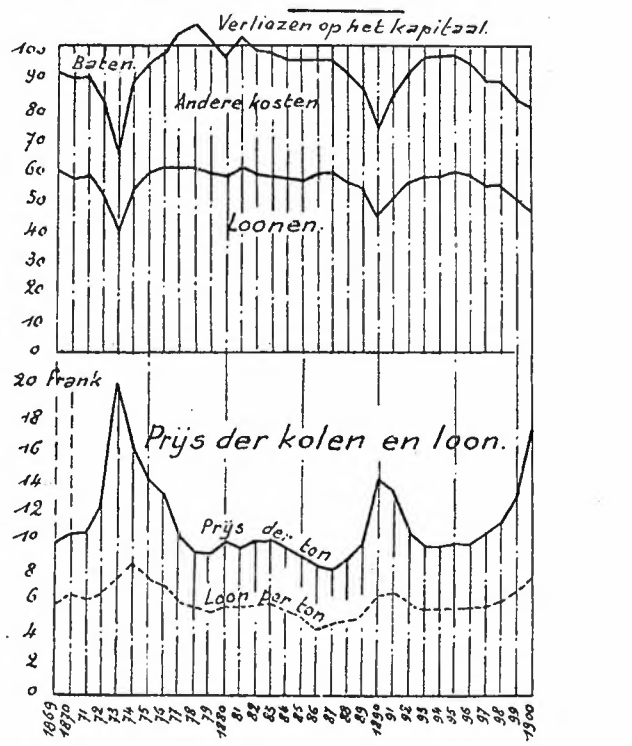


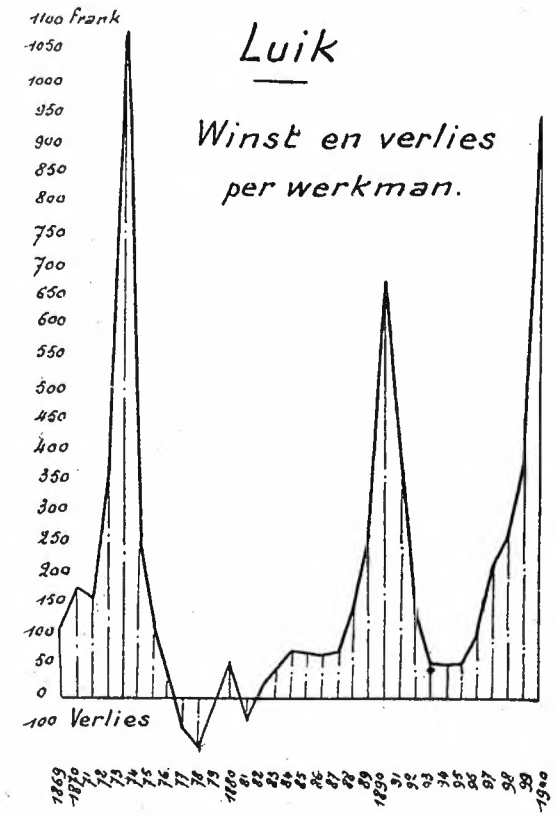




Luik.







Veranderlijke schalen der Loonen.

Onderstelde toepassing van de veranderlijke schaal.

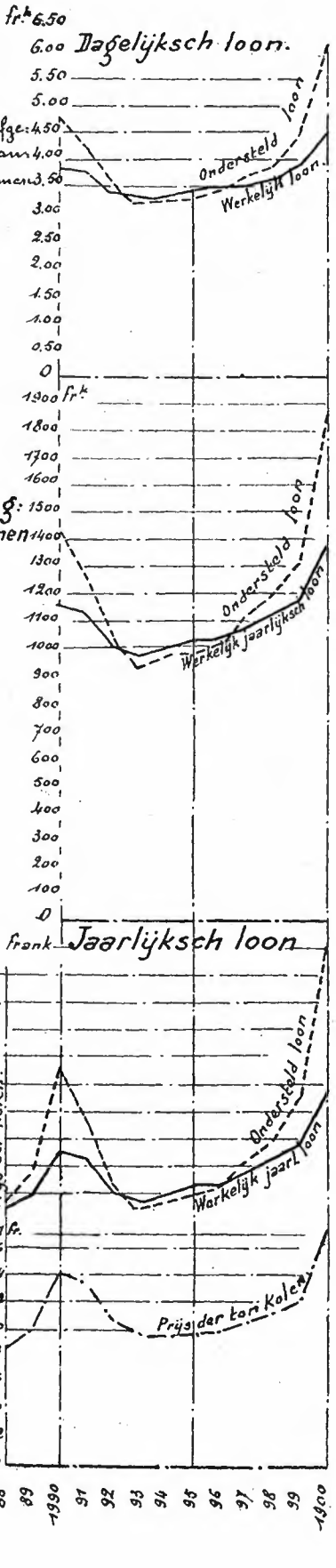
Formule: $\frac{S^1 S + P^1 \times E^1}{P \times E}$

S^1 Overeen te komen loon
S Grondloon
P Grondprijs der ton
E Overeenkomstige nuttige arbeid
P^1 Prijs der ton overeenkomende met S^1
E^1 Nuttige arbeid id.

Kolenmijnen van Luik.

Theoretische formule van de toepassing in België (Mariemont)

In bovenstaande onderstelling werd afgezien van de hoogste en de laagste loonswisselingen door partijen aangenomen in de praktijk en de toepassing der formule.



Jaarlijksch loon
Grondslagen der berekening: Gemiddelde prijzen en loonen van 1880-1889.

Grondslagen der berekening: prijzen en loonen van 1887

Engelsche Kolenmijnen.

Vergeleken loonswisselingen

Evenredigheid % van het grondloon.

Bekkens zonder veranderlijke schaal.

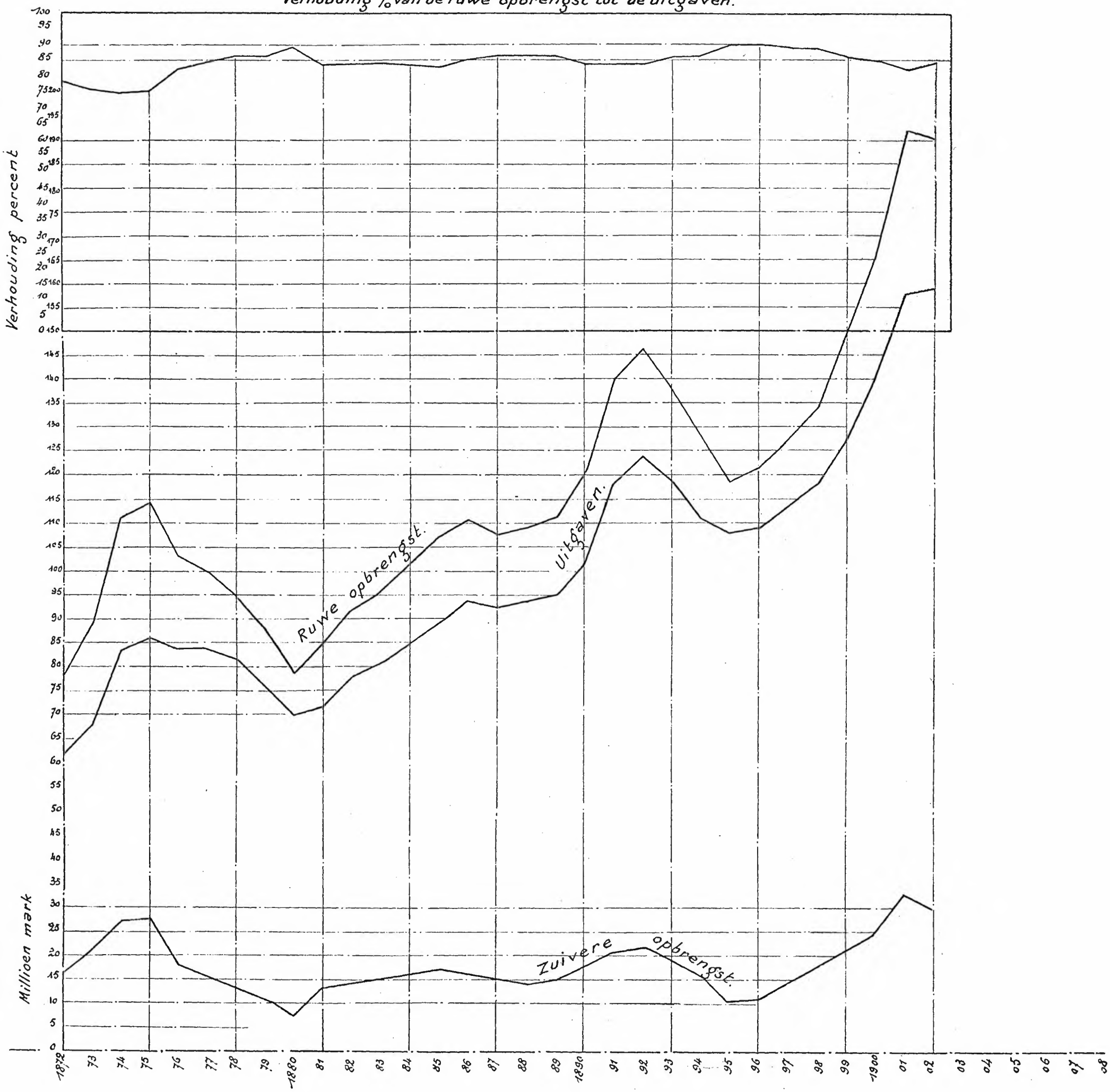
Bekken met veranderlijke schaal.

Onderstelde toepassing der veranderlijke schaal.

Fiskaal nijverheidsdomein van Pruisen

opbrengst der mijnen, zoutgroeven, werkplaatsen.

Verhouding % van de ruwe opbrengst tot de uitgaven.

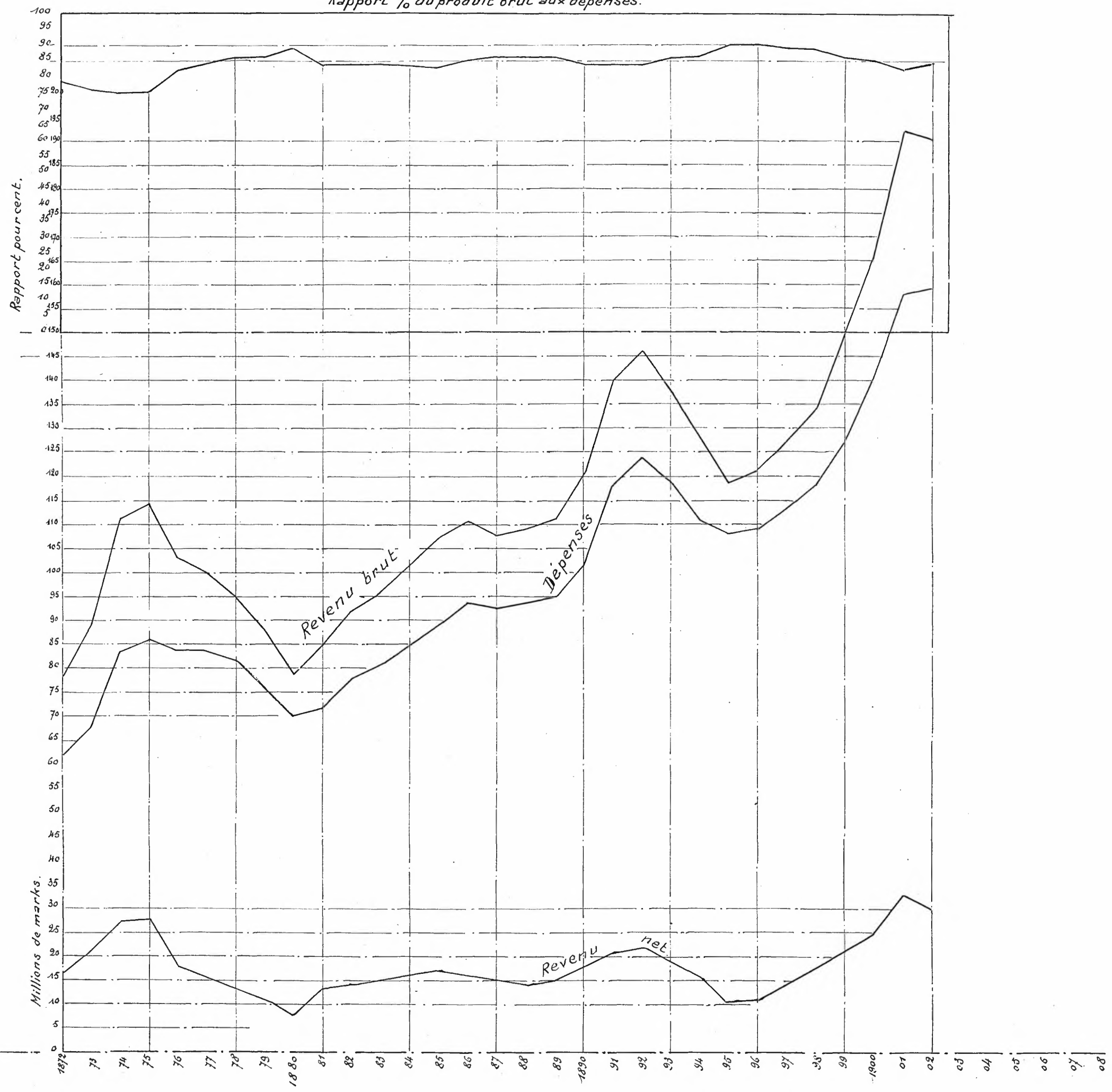


NOTE DE M. H. DENIS.

Domaine Fiscal industriel de la Prusse.

produit des Mines, Salines, Usines

Rapport % du produit brut aux dépenses.



NOTE DE M. H. DENIS.

Echelles mobiles des Salaires.

Application hypothétique de l'Echelle mobile.

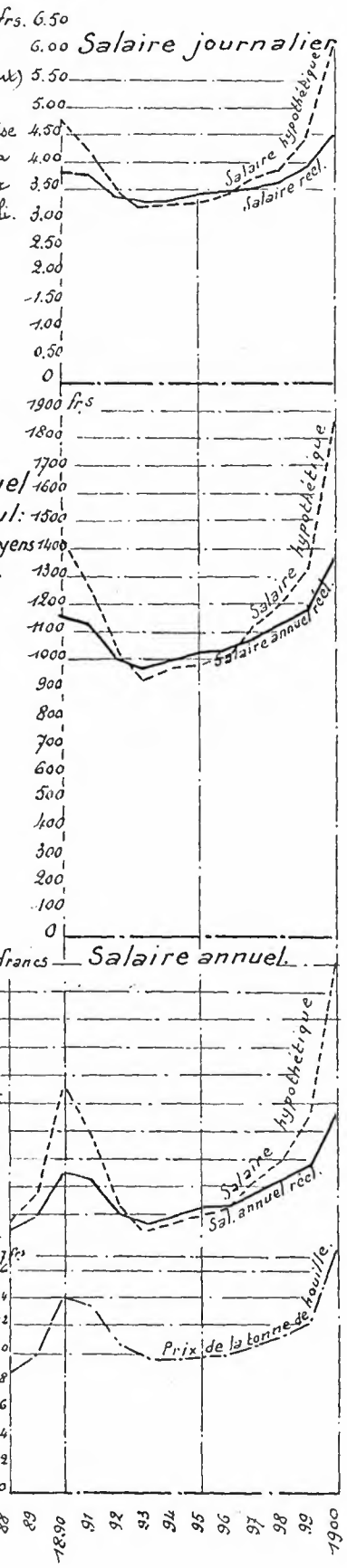
Formule: $\frac{S^1 : S + P^1 \times E^1}{P \times E}$

S^1 salaire à déterminer
S salaire de base
P prix de base de la tonne
E effet utile correspondant
P^1 prix de la tonne correspondant à S^1
E^1 effet utile id

Mines de houille de Liége.

Formule théorique de l'expérimentation en Belgique (Maiemont)

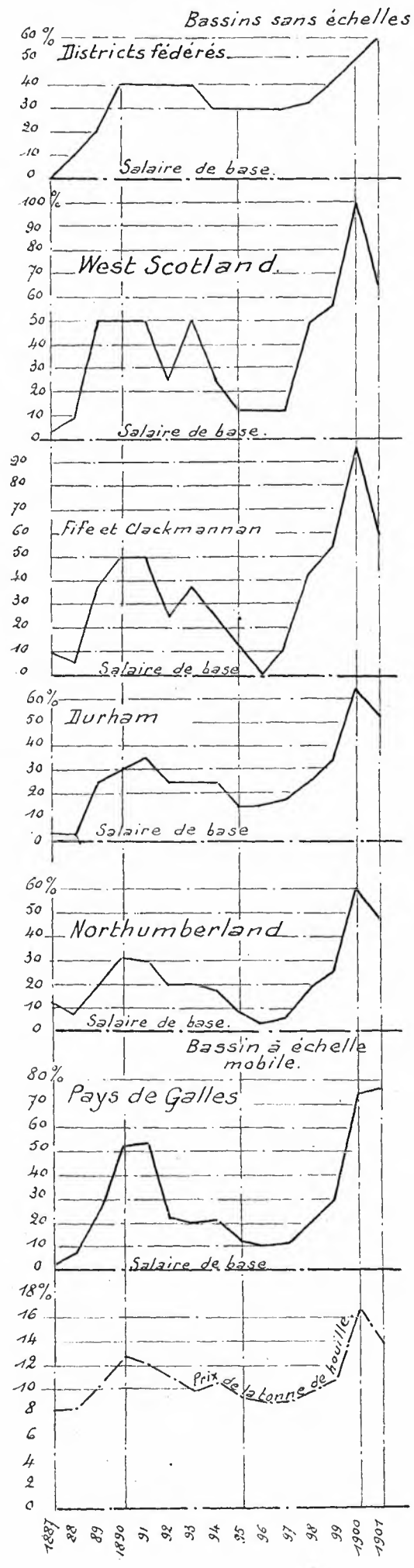
On a fait abstraction dans l'hypothèse ci-dessus des limites maxima et minima des variations du salaire adoptées par les parties dans la pratique et l'application de la formule.



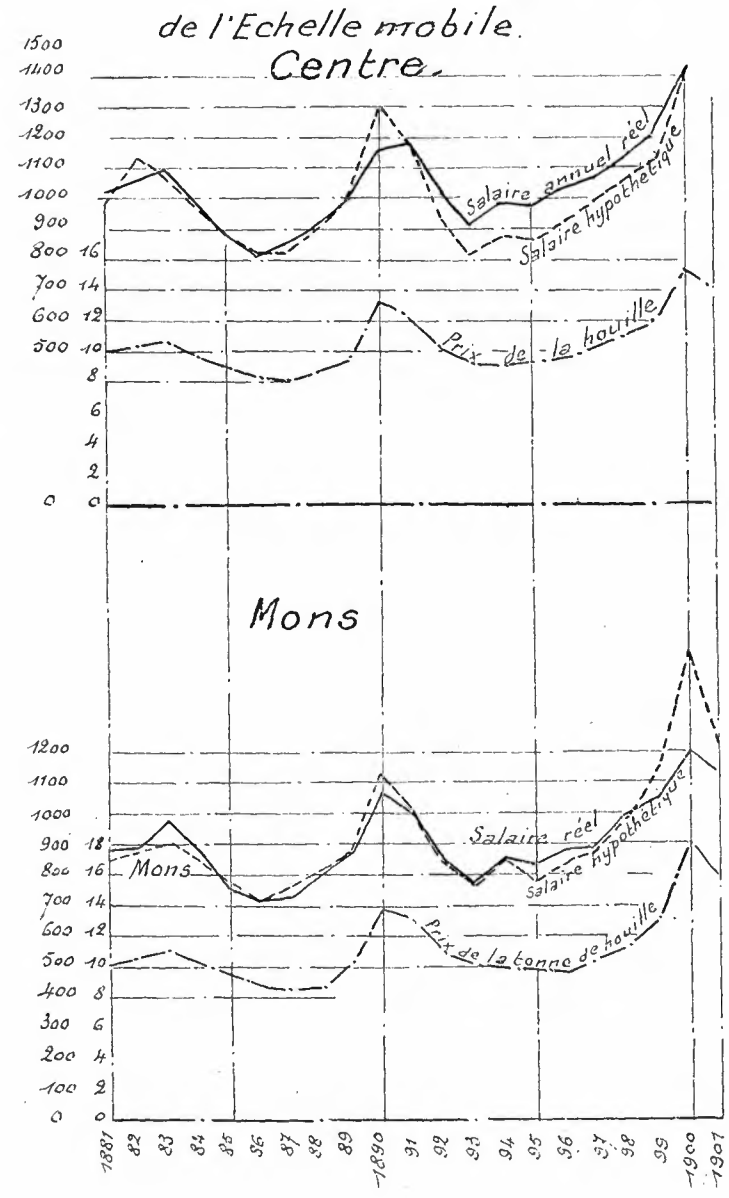
Mines de houille anglaises

Variations comparées des salaires

Proportion % du salaire de base.



Application hypothétique de l'Echelle mobile.

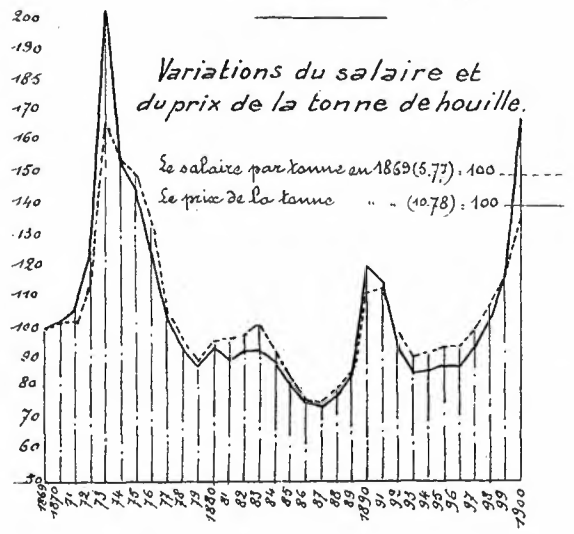


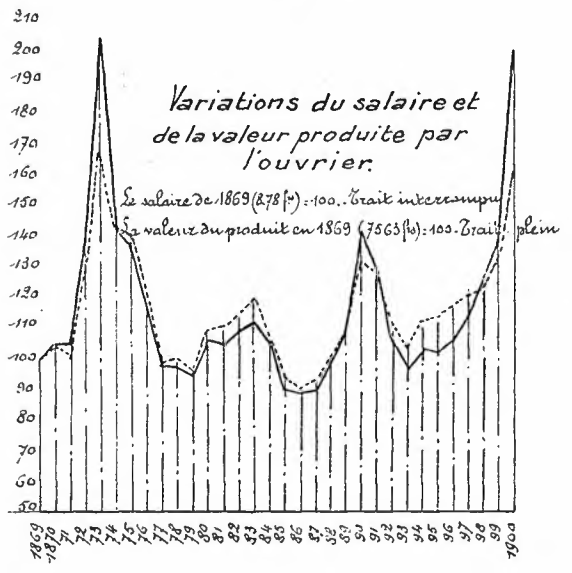
NOTE DE M.H. DENIS.

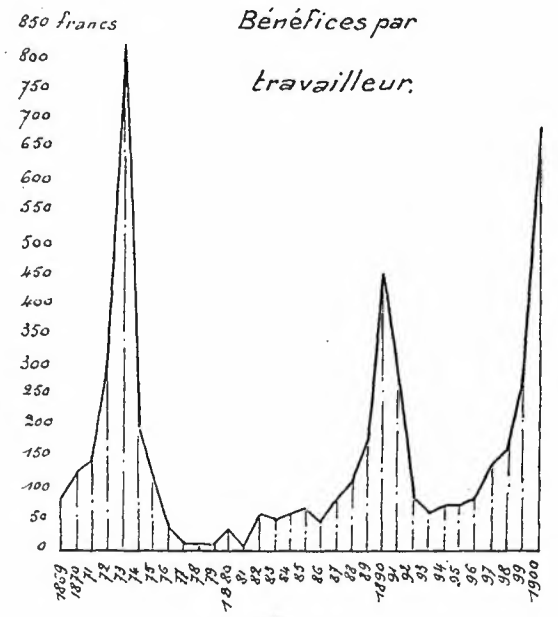
La Répartition dans les mines de houille.

Hainaut.

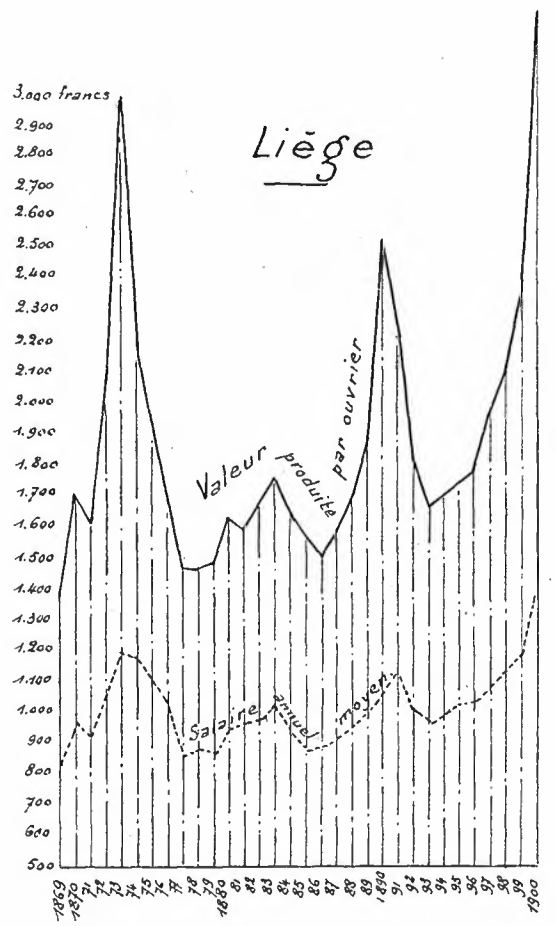
Mines du Hainaut.

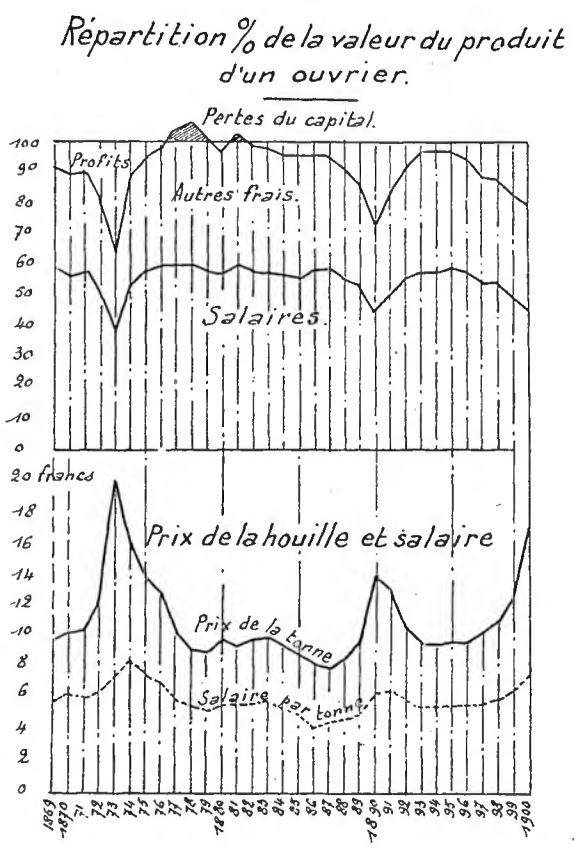


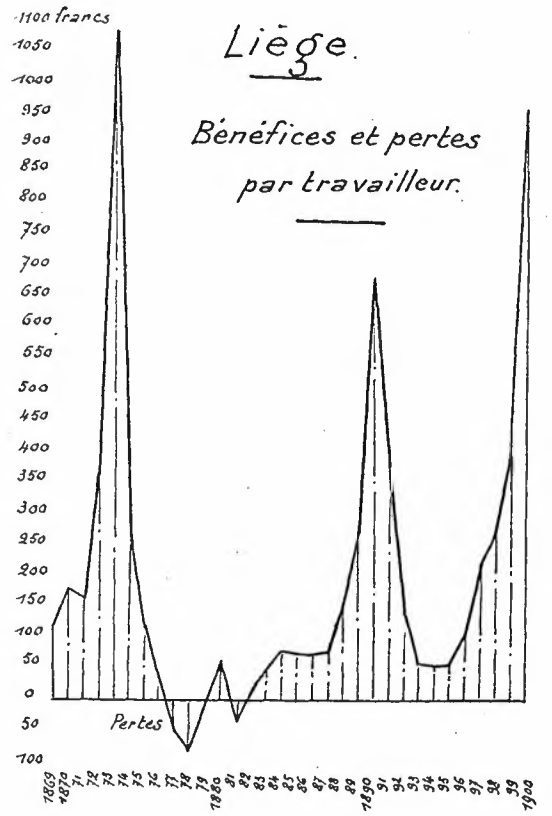




Liège.







Les mines de houille au XIX^e siècle

Les prix, les salaires et les profits.

NOTE DE M. H. DENIS.

Déficit.

Part du Capital.

Part du travail
dans le fonds des profits et des salaires

Mines de houille de la province de Liège

Valeur produite par tête.

Salaire annuel par tête

Bénéfice net, par tête.

Force des machines, par ouvrier moyen.

Effet utile moyen par ouvrier

Prix de la tonne de houille.

Francs

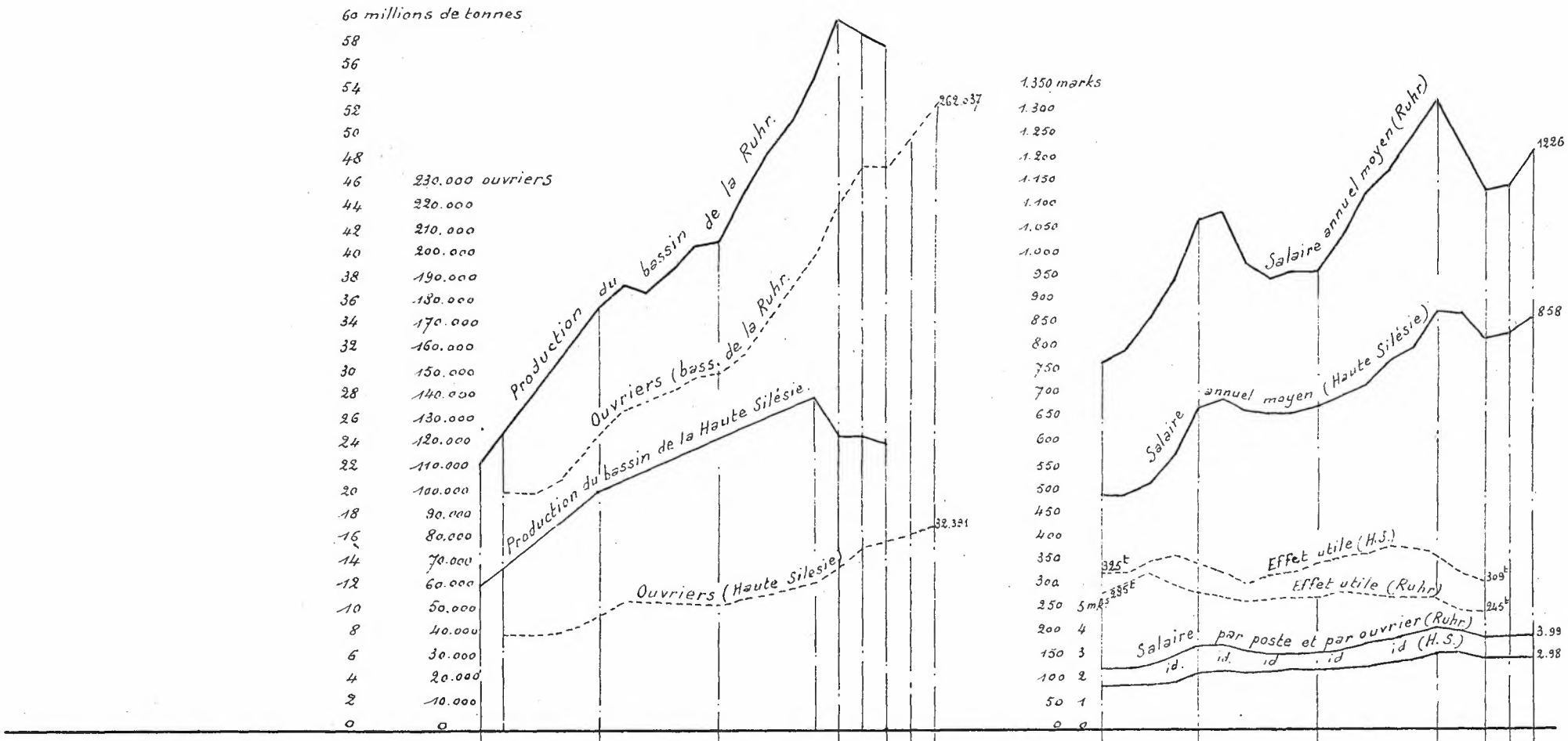
Effet utile, tonnes

Travailleurs employés par 1000 tonnes

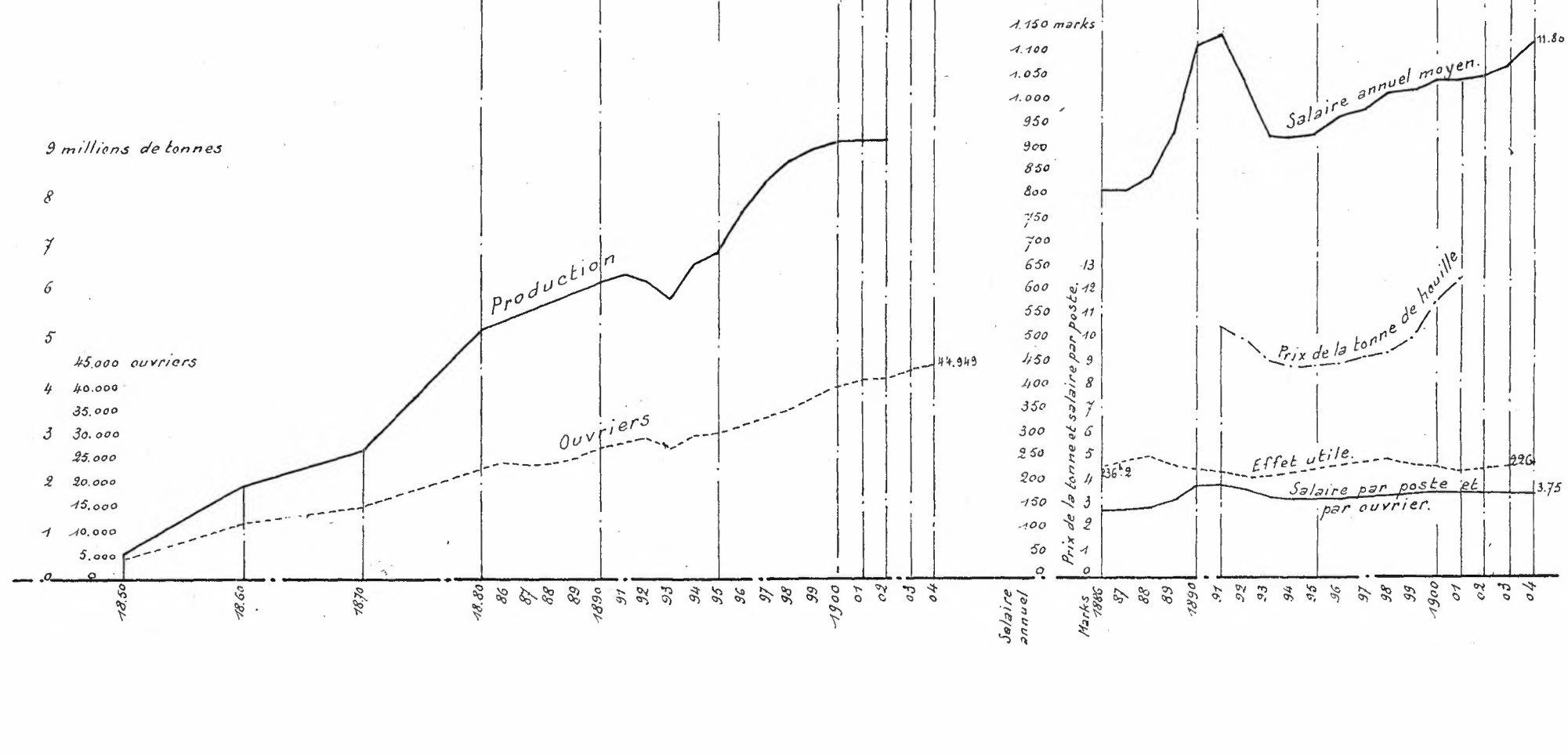
NOTE DE M. H. DENIS.

Mines de houille comparées

Allemagne.

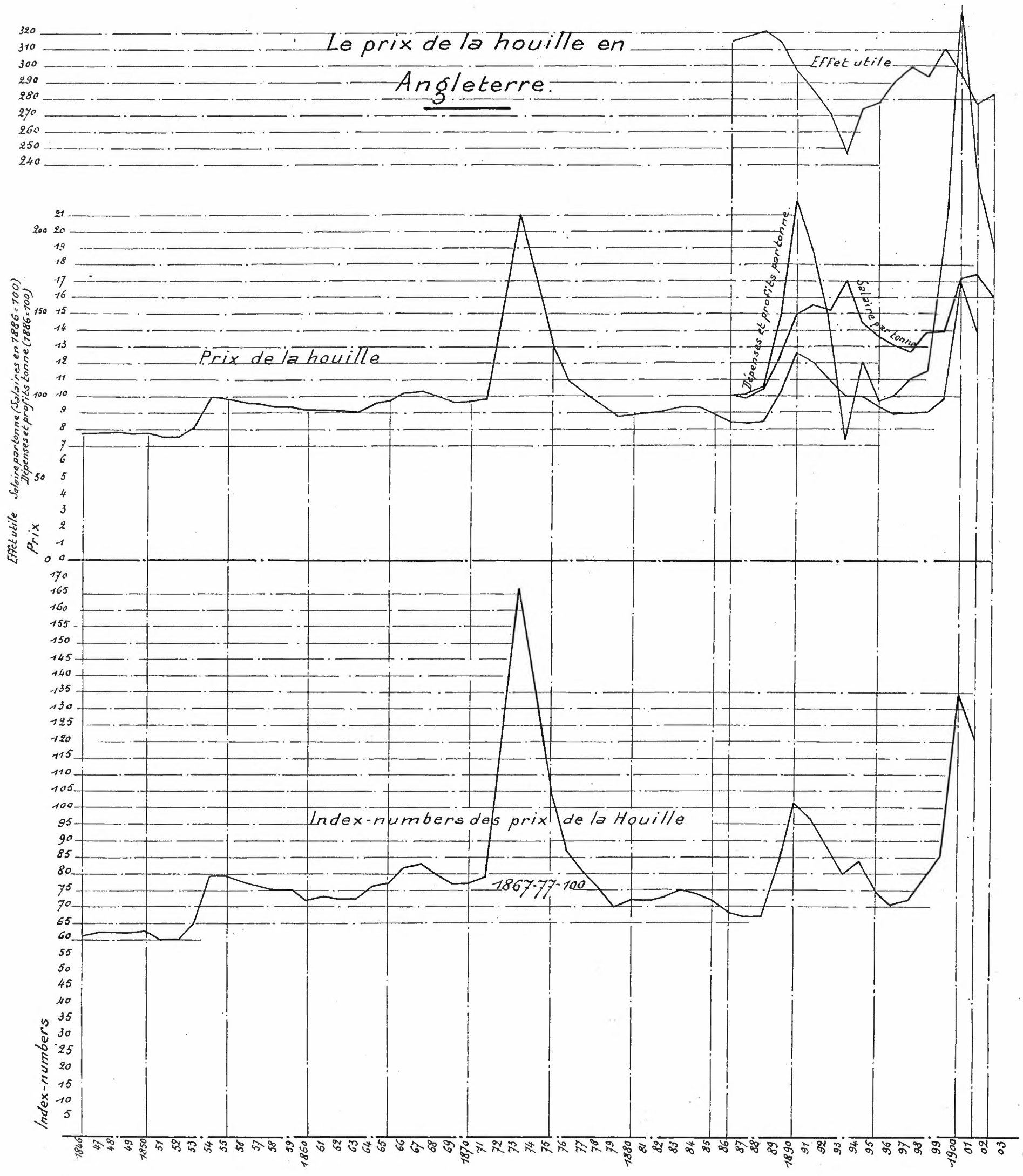


Mines de houille du Bassin de la Sarre.



NOTC DE M.H. DENIS.

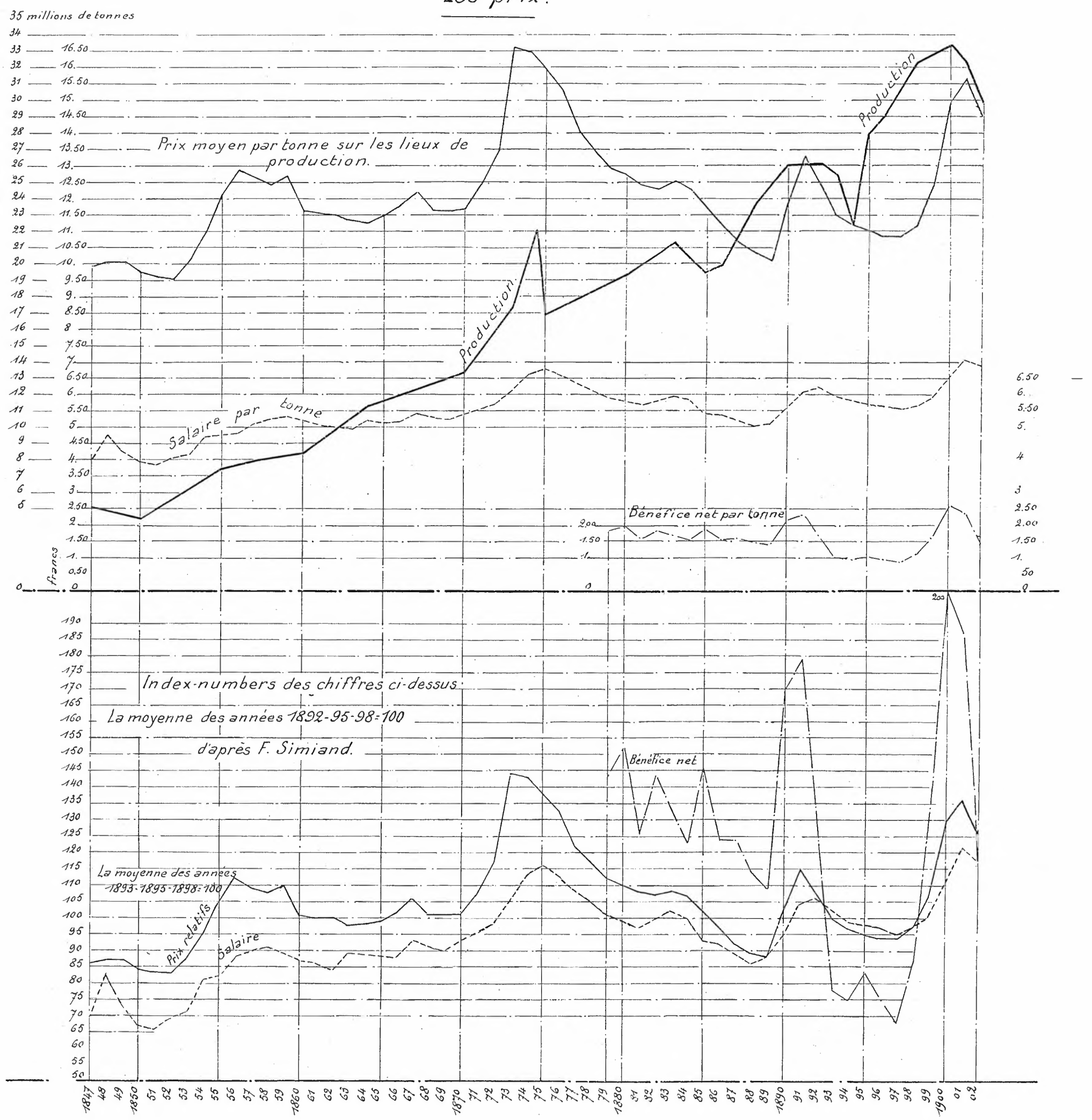
Le prix de la houille en Angleterre.



NOTE DE M. H. DENIS.

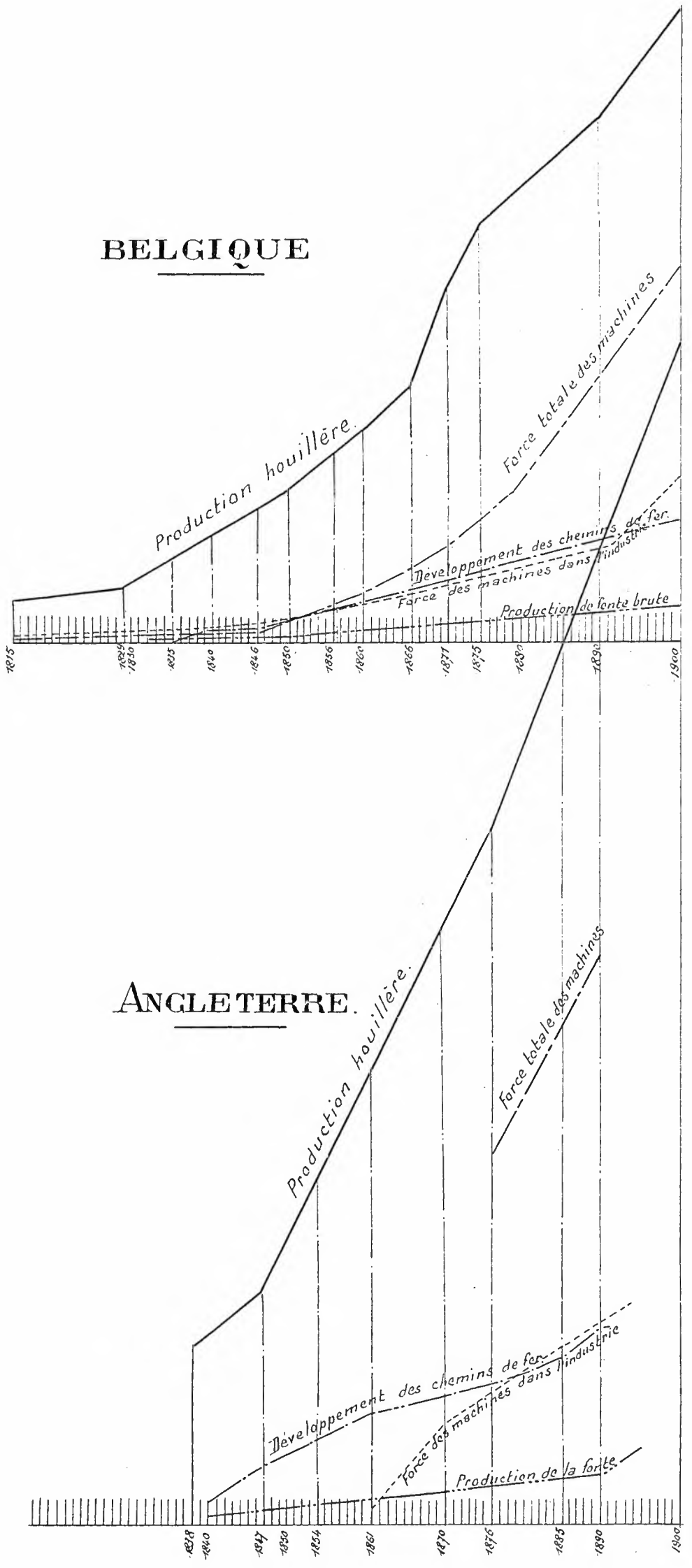
La Houille en France

Les prix.

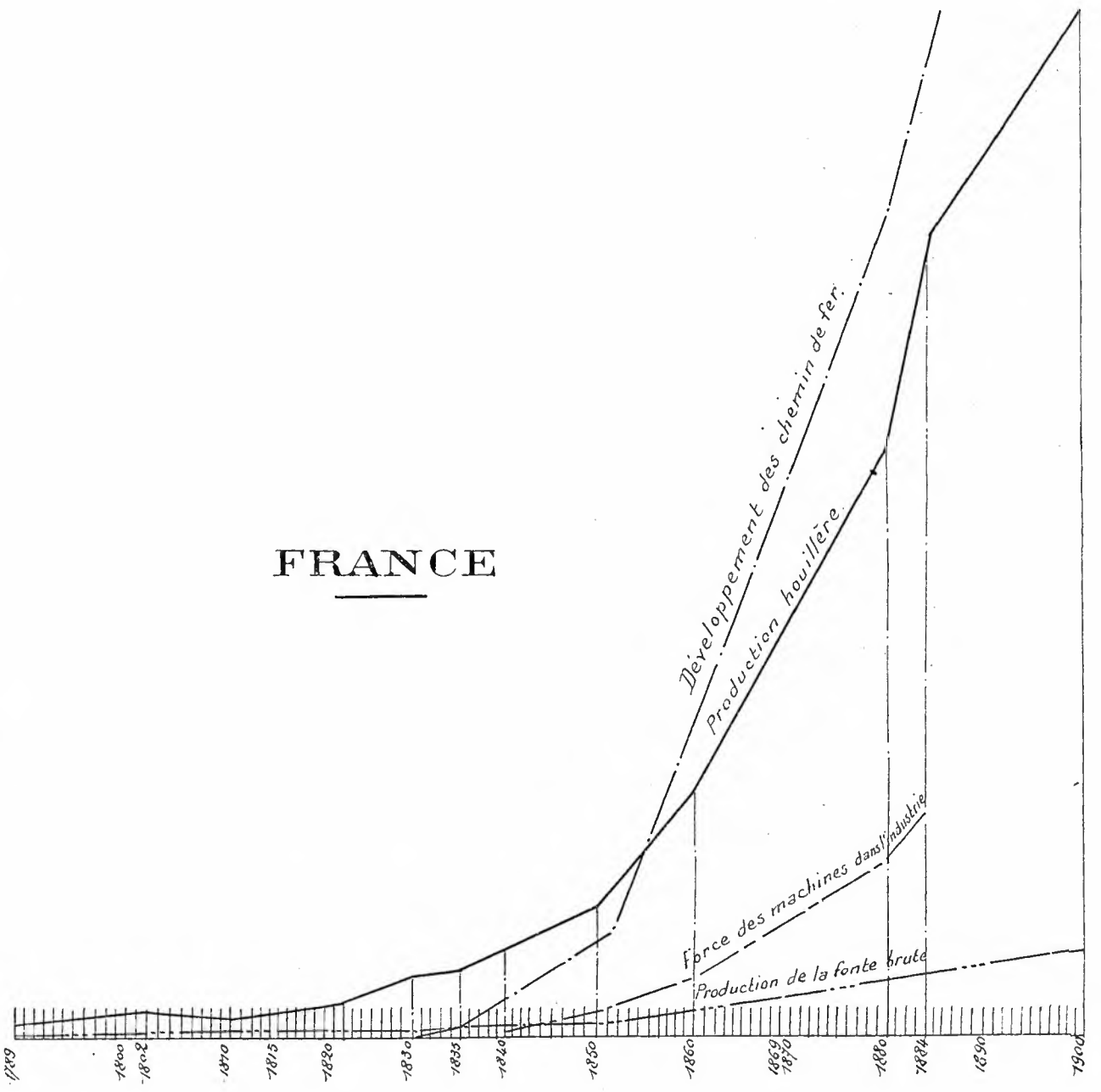


NOTE DE M. H. DENIS

BELGIQUE



FRANCE

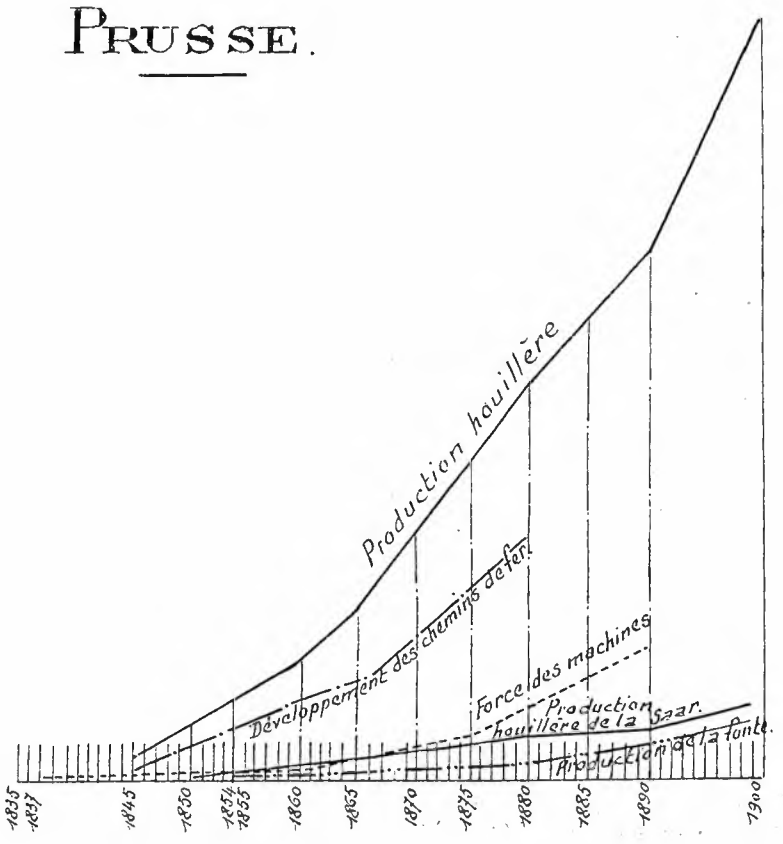


ANGLETERRE.

Légende.

Angleterre	2 m.m. pr. 1.000.000 T.
	2 m.m. pr. 1.000 Km.
Prusse	2 mm. pr. 100.000 C.V.
Belgique	1 mm pr. 100.000 T
	1 m.m. pr. 100 Km.
France.	1 m.m. pr. 100.000 C.V.

PRUSSE.



PAYS-BAS

● **SONDAGES.** — Le nombre négatif entre parenthèses (—) indique en mètres la profondeur sous le niveau de la mer à laquelle le *Houiller* et parfois le *Trias* ont été découverts. — Pour avoir l'épaisseur des *morts-terrains* au-dessus de ces formations, il faut ajouter la cote de l'orifice du sondage (tableau ci-contre).

Le deuxième nombre indique en p. c. la teneur du charbon des premières couches ou layettes rencontrées, en matières volatiles.

Les grandes lignes en traits pleins indiquent les courbes du niveau sur le primaire.

Les lignes en petits traits interrompus indiquent un essai de 1903 de raccordement, par M. Harzé, de groupes de couches de même teneur pour le charbon. Cet essai est reproduit sans préjudice d'autres tentés par divers ingénieurs.

Certaines lignes indiquent des rejets hypothétiques des couches.

Domaines de l'Etat.

ÉCHELLE DE $\frac{1}{160.000}$

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 Kilomètres

TABLEAU DES SONDAGES

Numéros d'ordre	LOCALITÉS	Cotes des orifices mètres	Numéros d'ordre	LOCALITÉS	Cotes des orifices mètres
$Z_4 = 1$	Asch	+74	Heusden	$a_7 = 27$	+32
$Y_4 = 2$	Id.	78	Beeringen	$c_2 = 28$	28
$a_3 = 3$	Op-Glabbeek	66	Pael	$e_2 = 29$	32
$X_3 = 4$	Genck	80	Meeuwen	$c_4 = 30$	32
$b_5 = 5$	Op-Glabbeek	62.5	Eelen	$e_6 = 31$	35
$f_4 = 6$	Id.	65	Mechelen	$V_1 = 32$	45
$b_2 = 7$	Houthaelen	50	Westerloo	$c_7 = 33$	12.5
$Y_3 = 8$	Asch	78	Zittaert	$i_1 = 34$	24
$a_2 = 9$	Op-Glabbeek	80	Gheel	$l_1 = 35$	24
$e_5 = 10$	Wyshagen	91	Tongerloo	$f_1 = 36$	17
$W_3 = 11$	Mechelen	89	Noorderwyck	$f_2 = 37$	17
$W_1 = 12$	Genck	75	Kessel	$d_3 = 38$	8
$Y_2 = 13$	Id.	81	Santhoven	$j_1 = 39$	10.8
$b_4 = 14$	Meeuwen	82	Gruitrode	$h_1 = 40$	76
$X_1 = 15$	Genck	62	Opoeteren	$f_5 = 41$	50
$Y_1 = 16$	Zonhoven	40	Leuth	$U_7 = 42$	41
$b_1 = 17$	Zolder	40	Lanaeken	$P_3 = 43$	63
$X_4 = 18$	Zonhoven	51	Hoesselt	$M_3 = 44$	56
$e_1 = 19$	Helchteren	60	Meeswick	$X_3 = 45$	88
$a_4 = 20$	Lanklaer	46	Lanklaer	$Z_3 = 46$	39
$X_2 = 21$	Eysden	45	Houthaelen	$b_3 = 47$	76
$Z_1 = 22$	Zolder	82	Coursel	$d_2 = 48$	39
$d_4 = 23$	Id.	52.5	Opgrimby	$U_2 = 49$	47
$Z_6 = 24$	Lanklaer	91	Dilsen	$W_4 = 50$	37
$f_3 = 25$	Tessenderloo	24	Mechelen	$U_3 = 51$	41
$Z_2 = 26$	Bolderberg	35	Stockheim	$U_5 = 52$	36
			Leuth	$V_3 = 53$	40
			Coursel	$c_3 = 54$	39.5
			Id.	$e_7 = 55$	43
			Baelen	$l_3 = 56$	29
			Vlimmeren	$p_1 = 57$	13.6
			Gheel	$n_1 = 58$	22
			Oolen	$j_2 = 59$	16
			Helchteren		78
			Suetendael		38
			Heppen		42

Le numérotage est celui de l'Administration des mines.

WORTEL

MERXPLAS

Réserve qui pourra être combinée avec la 2me Hanrez

2me Réserve Hanrez

Canal d'embranchement vers Turnhout

BRASSCHAET

TURNHOUT

ANVERS

15 Kilomètres

Canal de jonction à la Meuse

HERENTHALS

GHEEL

LIERRE

BOURG-LÉOPOLD

Région des grandes stampes stériles

Prolongement ou Extension de la Réserve Harzé

Réserve Harzé

1ère Réserve Hanrez

25 Kilomètres

BEELINGEN

MAESEYCK

EELEN

MALINES

AERSCHOT

DIEST

HASSELT

MECHELEN

Calcaire présumé

LOUVAIN

BRUXELLES

TIRLEMONT

ST TROND

MAESTRICHT

KAART DER BORINGEN

van het Kempisch Koolbekken

opgemaakt naar ambtelijke stukken

door L. DENOËL, *Eerstaanwezend Ingenieur van het Mijnkorps.*

(15 MAART 1906)

VERKLARINGEN

- 4 / 620 — Boringen en volgnummers.
- Diepte onder den zeespiegel van de oppervlakte van den steenkolen-
- 578 — Id. id. van den bodem der boring. [grond.
- (500) — Dieptelijn van de oppervlakte van den steenkolengrond.
- Waterpasse richtlijn op (-600) der door eene boring verkende lagen.
- Id. op (-500) id.
- Id. op (-800) id.
- (24) — Gasgehalte.
- I à V — Stratigraphische verdiepingen.
- Vermoedelijke vereeniging der groepen steenkolenlagen op (-600)
- Id. id. id. op (-800)
- S S' — Groote onvruchtbare ruimte.
- Steenkoolhoudende kalkgrond (grens naar M. FORIR).
- T[635] — Trias †

N. B. — De vlamkolen en de gaskolen vindt men in gansch de uitgestrektheid der strooken I en II, en bovendien in de strook III, ten Westen van de middaglijn van Hasselt.
De vet-kolen (cokekolen, smeedkolen) vindt men in het deel der strook III begrepen tusschen de Maas en de middaglijn van Hasselt, in gansch de strook IV en ten slotte in de strook V, ten Westen van de middaglijn van Hasselt
De half-vet- en gloeikolen vindt men slechts in de strook V, ten Oosten van dezelfde middaglijn.

Noorderkroons verkende strook

Vermoedelijke grens der uitgestrektheid der laatste doorboorde lagen.

Vermoedelijke grens van den steenkoolhoudende kalkgrond

MAASTRICHT

KOOLBEKKEN DER KEMPEN

KAART VAN DE BORINGEN EN DE AANVRAGEN OM VERGUNNINGEN

15 MAART 1908

Volgnummers der aanvragen om vergunningen	NAMEN VAN DE PERSONEN EN MAATSCHAPPIJEN die de boringen hebben ondernomen, en van de aanvragers om gunningen	Nummers der boringen
	PROVINCIE LIMBURG	
I tot IV, VI en XI	Nouvelle Société de Recherches et d'Exploitation, te Brussel.	1 tot 4, 7, 13 en 31
V	Société de Patience et Beaujonc, te Glain, en Société de l'Espérance et Bonne-Fortune, te Montegnée	5 en 6
VII	Société anonyme John Cockerill, te Seraing	8, 9, 10
IX	M. de baron de Pitteurs-Hiegaerts en medebelanghebbenden.	11
X en XIII	Société anonyme Limbourgeoise de recherches et d'explorations minières, te Brussel	12 en 15
XII	M. Masy, Mejuff. Wittouck en M. Thorn, te Luik.	14
XIV	Société des charbonnages de Courcelles-Nord	16 en 26
XV	Société des charbonnages de Beaucoup	17
XVI	Société charbonnière limbourgeoise, te Brussel.	18
XVII en XXXIV	M. de baron Goffinet, te Brussel	19 en 30
XVIII en XXII	Société anonyme des charbonnages du Nord de la Belgique	20, 21, 38, 39, 57
XIX	MM. de graaf de Theux de Meylandt en medebelanghebbenden.	22
XX	Société anonyme des charbonnages de Mariemont	23, 55
XXI	Société anonyme des Exploitants et Propriétaires réunis pour exploration minière dans le Nord de la Belgique, te Brussel.	24, 42
XXV	Société anonyme des charbonnages de la Meuse, te Brussel.	45, 51, 53
XXVI	Société campinoise de recherche et d'exploitation de houille, te Luik	28, 34, 44
XXVII	Société de recherches minières dans la Campine limbourgeoise, te Brussel.	29, 40
XXXI	Société minière du Nord-Est-Belge, te Elsene	54, 62
XXXIII	Societé des Propriétaires unis pour la recherche et l'exploitation houillère en Belgique, te Luik.	46, 50, 52 48
XXXV	Société anonyme des charbonnages des Propriétaires de Coursel-Heusden, te Luik.	47
XXXVI	Société anonyme des charbonnages des Propriétaires de Houthaelen, te Luik	32, 41, 49 60
XXXVII	Société civile de recherches « L'Oeteren »	61
XXXIX	Société anonyme « La Campine »	43
XL	MM. Evence Coppée, te Brussel, R. Warocqué, te Morlanwelz, A. Orban en Latinis, te Brussel	64, 65
XLI	M. J. Wilmart, erfgenamen J. Urban en erfgenamen V. Putsage.	
XLII	M. André Dumont, te Leuven	
	PROVINCIE ANTWERPEN	
III en IX	Société anversoise de sondages	35 en 56
IV	M. de graaf de Mérode-Westerloo	
VIII en X	Société anonyme de recherches minières dans la Campine anversoise	37, 59
	PROVINCIEN ANTWERPEN EN LIMBURG	
VI (Antwerpen) XXX (Limburg)	Kempische Vennootschap tot bevordering van mijnnijverheid, te Tessenderloo	25
	PROVINCIEN ANTWERPEN, LIMBURG EN BRABANT	
II (Antwerpen) XXIX (Limburg) I (Brabant)	Mev. de gravin J. de Mérode en M. de graaf de Mérode-Westerloo	33 en 36

VERKLARINGEN

Staatseigendom

Staatsgrenzen

Grenzen der provinciën.

» der aangevraagde mijnvelden

Boringen.

Spoorwegen.

Wegen.

Bevaarbare wegen

Schaal : 1 tot 160.000.

0 kil. 5 kil. 10 kil. 15 kil.

CARTE DES SONDAGES

du Bassin houiller de la Campine

dressée d'après les documents officiels

par L. DENOËL, *Ingénieur principal au Corps des Mines.*

(MARS 1906)

LÉGENDE

40	Sondages et n°s d'ordre.
620	Cote de la surface du terrain houiller.
578	Cote du fond du sondage.
(500)	Courbe de niveau de la surface du terrain houiller.
	Traces horizontales à (-600) des couches reconnues par un sondage.
	Id. à (-500) id.
	Id. à (-800) id.
(24)	Teneur en matières volatiles.
I à V	Niveaux stratigraphiques.
	Raccordement présumé des faisceaux de couches de houille à (-600).
	Id. id. id. à (-800).
S S'	Grande stampe stérile.
	Calcaire carbonifère (limite, d'après M. FORIR).
T(635)	Trias ?

N. B. — Les charbons flambants et les charbons à gaz se rencontrent dans toute l'étendue des zones I et II, en plus dans la zone III à l'Ouest du méridien de Hasselt.

Les charbons gras (charbons à coke, houille maréchale) se rencontrent dans la partie de la zone III comprise entre la Meuse et le méridien de Hasselt, dans toute la zone IV et enfin dans la zone V à l'Ouest du méridien de Hasselt.

Les charbons demi-gras et maigres ne se rencontrent que dans la zone V à l'Est du même méridien.

Limite Nord de la zone reconnue.

Limite présumée de l'extension des dernières couches recoupées par les sondages.

Limite présumée du calcaire carbonifère.

MAASTRICHT

BASSIN HOUILLER DE LA CAMPINE

LISTE DES DEMANDES EN CONCESSIONS

AU 15 MARS 1906

N°s d'ordre des demandes en concessions	NOMS DES AUTEURS des sondages et des demandeurs en concession	Numéros des sondages
	PROVINCE DE LIMBOURG	
I à IV, VI et XI	Nouvelle Société de Recherches et d'Exploitation, à Bruxelles	1 à 4, 7, 13 et 31
V	Société de Patience et Beaujonc, à Glain, et Société de l'Espérance et Bonne-Fortune, à Montegnée	5 et 6
VII	Société anonyme John Cockerill, à Sersing	8, 9, 10
IX	M. le baron de Petteurs-Hiegaerts et consorts	11
X et XIII	Société anonyme Limbourgeoise de recherches et d'explorations minières, à Bruxelles	12 et 15
XII	M. Masy, Mlle Wittouck et M. Thorn, à Liége	14
XIV	Société des charbonnages de Courcelles-Nord	16 et 26
XV	Société des charbonnages de Bascoup	17
XVI	Société charbonnière limbourgeoise, à Bruxelles	18
XVII et XXXIV	M. le baron Goffinet, à Bruxelles	19 et 30
XVIII et XXII	Société anonyme des charbonnages du Nord de la Belgique	20, 21, 38, 39, 57
XIX	M. le comte de Theux de Meylandt et consorts	22
XX	Société anonyme des charbonnages de Mariemont	23, 56
XXI	Société anonyme des Exploitants et Propriétaires réunis pour exploration minière dans le Nord de la Belgique, à Bruxelles	24, 42
XXV	Société anonyme des charbonnages de la Meuse, à Bruxelles	45, 51, 53
XXVI	Société campinoise de recherche et d'exploitation de houille, à Liége	28, 34, 44
XXVII	Société de recherches minières dans la Campine limbourgeoise, à Bruxelles.	29, 40
XXXI	Société minière du Nord-Est-Belge, à Ixelles	54, 62
XXXIII	Société des Propriétaires unis pour la recherche et l'exploitation houillère en Belgique, à Liége.	46, 50, 52
XXXV	Société anonyme des charbonnages des Propriétaires de Coursel-Heusden, à Liége.	48
XXXVI	Société anonyme des charbonnages des Propriétaires de Houthaelen, à Liége	47
XXXVII	Société civile de recherches « L'Oesteren »	32, 41, 49
XXXIX	Société anonyme « La Campine »	60
XL	Evence Coppée, à Bruxelles, Raoul Warocqué, à Mariemont, A. Orban, à Bruxelles, et Latinis	61
XLI	M. Jules Wilmart, héritiers J. Urban et héritiers V. Putsage	43
XLII	M. André Dumont, à Louvain	64, 65
	PROVINCE D'ANVERS	
III et IX	Société anversoise de sondages	35 et 58
IV	Comte de Mérode-Westerloo	
VIII et X	Société anonyme de recherches minières dans la Campine anversoise	37, 59
	PROVINCES D'ANVERS ET DE LIMBOURG	
VI (Anvers) XXX (Limbourg)	Société anonyme Campinoise pour favoriser l'industrie minière, à Tessenderloo	25
	PROVINCES D'ANVERS, DE LIMBOURG et DE BRABANT	
II (Anvers) XXIX (Limbourg) I (Brabant)	Comtesse J. de Mérode et Comte de Mérode-Westerloo	83 et 36

LÉGENDE

Domaine de l'Etat

Limites d'Etats

" des provinces

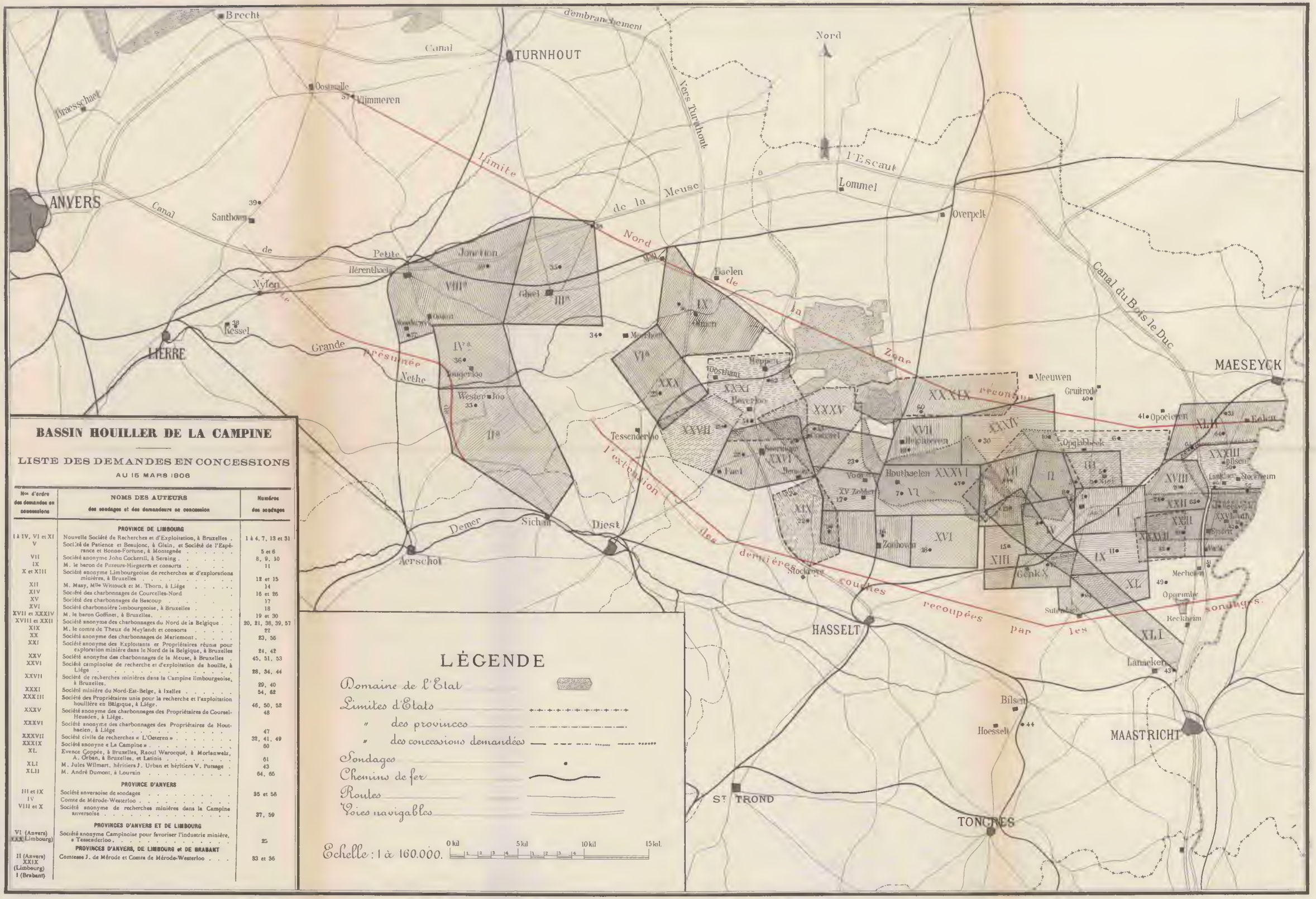
" des concessions demandées

Sondages

Chemins de fer

Routes

Voies navigables

Echelle : 1 à 160.000.

0 kil 5 kil 10 kil 15 kil.